

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)



Pierre Fougeyrollas
Jean-Jacques Marie
Stéphane Just

Quarantième
anniversaire
de la fondation
de la IV^e Internationale

Plus d'un siècle
de lutte pour
l'Internationale ouvrière

N° 583

Septembre 1978
Prix : 20 francs

« La politique du communisme ne peut que gagner à exposer dans toute sa clarté la vérité. Le mensonge peut servir à sauver les fausses autorités, mais non à éduquer les masses. C'est la vérité qui est nécessaire aux ouvriers comme un instrument de l'action révolutionnaire.

Votre hebdomadaire s'appelle « La Vérité ». On a assez abusé de ce mot, comme de tous les autres d'ailleurs. Néanmoins, c'est un nom bon et honnête. La vérité est toujours révolutionnaire. Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. »

Léon TROTSKY.

LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

QUARANTIÈME ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE PLUS D'UN SIÈCLE DE LUTTE POUR L'INTERNATIONALISME OUVRIER

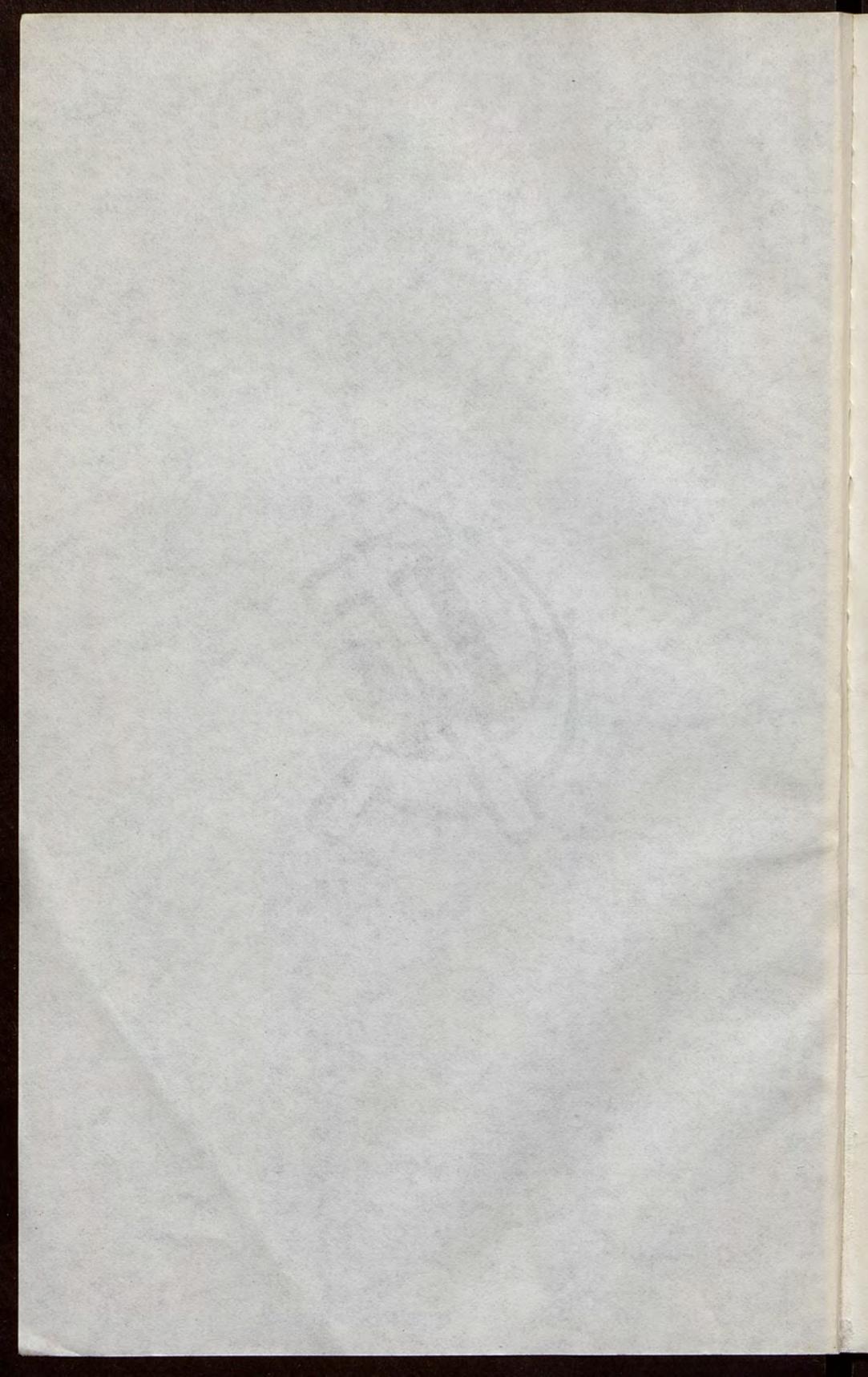
Introduction

Page 7



QUATRE-SEPTÉMBORE 1974 : CONTINUITÉ DE L'HÉRITAGE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE

L'HÉRITAGE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE REVOLUTIONNAIRE DES TRAVAILLEURS	31
— mouvement ouvrier révolutionnaire (1871-1917) : Engels et la Ligne des communistes	31
— Association internationale des travailleurs (1864-1876)	43
— L'HÉRITAGE DE LA DEUXIÈME INTERNATIONALE	55
— naissance de l'internationalisme ouvrier	55
— Deuxième Internationale et l'imperialisme	59
— les soviets, le thème de la révolution permanente	67
— éclat de la Deuxième Internationale	71
— L'HÉRITAGE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE	79
— Parti bolchevique et la révolution d'Octobre	79
— fondation et développement de la Troisième Internationale	83
— résurgence de la Troisième Internationale	83
— elle en a fin sous le stalinisme	95
— bilan du Komintern	103
— LA QUATRIÈME INTERNATIONALE ET LA CONTINUITÉ DU MOUVEMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE	107
— les bolcheviques-fondateurs contre le stalinisme	107
— les krasnovorobines et fascismes, les fronts populaires	112
— la guerre impérialiste	112
— la fondation de la Quatrième Internationale	119
— le Programme de transition	119



LA VERITE

Organe du Comité Central
de l'Organisation Communiste Internationaliste.
(pour la reconstruction de la IV^e Internationale.)

QUARANTIEME ANNIVERSAIRE DE LA FONDATION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE PLUS D'UN SIECLE DE LUTTE POUR L'INTERNATIONALE OUVRIERE

Introduction

Page 7

Première partie

Pierre Fougeyrollas

QUATRE INTERNATIONALES : LA CONTINUITÉ ET L'HERITAGE DU PROLETARIAT REVOLUTIONNAIRE

1 — L'HERITAGE DE L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DES TRAVAILLEURS	31
Le mouvement ouvrier révolutionnaire.	
Marx, Engels et la Ligue des communistes	31
L'Association internationale des travailleurs (1864-1873)	43
2 — L'HERITAGE DE LA DEUXIÈME INTERNATIONALE	55
La naissance de l'Internationale ouvrière	55
La Deuxième Internationale et l'impérialisme	59
1905, les soviets, la théorie de la révolution permanente	67
Faillite de la Deuxième Internationale	71
3 — L'HERITAGE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE	79
Le Parti bolchevik et la révolution d'Octobre	80
Fondation et développement de la Troisième Internationale	85
Dégénérescence de la Troisième Internationale.	
Son rôle et sa fin sous le stalinisme	96
Le bilan du Komintern	103
4 — LA QUATRIÈME INTERNATIONALE ET LA CONTINUITÉ DU MOUVEMENT OUVRIER REVOLUTIONNAIRE	107
Les bolchevik-léninistes contre le stalinisme	107
Trotsky contre le fascisme, les fronts populaires et la guerre impérialiste	112
La fondation de la Quatrième Internationale et le « Programme de transition »	119

Deuxième partie
Jean-Jacques Marie

**LES QUINZE PREMIERES ANNEES
DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE**

1 — OUI, LA FONDATION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE ETAIT NECESSAIRE	125
« La lutte des classes ne souffre pas d'interruption »	126
Trotsky et la construction de la Quatrième Internationale	131
2 — LA QUATRIEME INTERNATIONALE ET LA SECONDE GUERRE MONDIALE	139
Le « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale	139
Le SWP sur la ligne de l'internationalisme prolétarien et de la révolution prolétarienne	151
3 — LES ORGANISATIONS DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE EN FRANCE	159
Seules sur le terrain de l'internationalisme prolétarien	159
Crises à l'intérieur de la Quatrième Internationale dès avant et au début de la guerre	168
Un exemple des difficultés et des erreurs : la question nationale	172
L'enracinement dans la classe ouvrière	176
Montée des masses et réunification des bolchevik-léninistes	182
Le PCI dans la vague révolutionnaire : forces et faiblesses	187
4 — LA QUATRIEME INTERNATIONALE A LA FIN DE LA GUERRE 197	197
D'un schéma « <i>a priori</i> » au révisionnisme	200
Quelques égratignures	205
L'opportunisme en pratique : les droitières majoritaires au sein du PCI	210
Le Deuxième Congrès mondial	219
Les problèmes politiques de la construction de l'Internationale et de ses sections	222
5 — LES ORIGINES DE LA CRISE DE 1952-1953	229
Vers le pablisme	229
Le pablisme	233

Le présent numéro spécial de « *La Vérité* » ne constitue pas une histoire de la Quatrième Internationale. Les articles qu'il publie, à l'occasion du 40^e anniversaire de sa fondation, ont pour but de dégager la continuité historique du combat pour la construction de l'Internationale ouvrière, engagé sous la direction de Marx et de Engels par l'Association internationale des travailleurs. Ils expriment les lignes de force de la bataille maintenant plus que séculaire pour l'Internationale ouvrière, aujourd'hui bataille pour la reconstruction de la Quatrième Internationale. Ils situent politiquement les problèmes auxquels la Quatrième Internationale a été et est confrontée, depuis sa fondation en 1938 sous la direction de Léon Trotsky, jusqu'à nos jours. Ils définissent l'axe du combat pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

La majorité du PCI engage le combat.....	237
...Mais elle est seule sur la ligne	
du redressement de la Quatrième Internationale	240
Un document : la lettre ouverte du comité national du SWP :	
« Aux trotskystes du monde entier »	245

Troisième partie

Stéphane Just

**POUR LA RECONSTRUCTION
DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE**

1 — LA CRISE DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE	
EST OUVERTE	259
Le centre révisionniste	
devient le centre liquidateur de la Quatrième Internationale	259
La question de la direction	264
Le Comité international et la préparation du congrès pabliste	269
2 — LE « CINQUIÈME CONGRÈS MONDIAL »	277
Quelques réajustements nécessaires	277
Le pablisme, le mouvement révolutionnaire en Pologne	
et la révolution hongroise	281
Vers le « socialisme dans un seul bloc »	
et sa victoire sur l'impérialisme	287
3 — LA « REUNIFICATION » DE 1963	293
Le SWP se rapproche du « Secrétariat international »	293
Cuba : « La divine surprise »	298
Le compromis sans principes	301
4 — DE LA « REUNIFICATION »	
A LA CRISE DU « SECRETARIAT UNIFIÉ »	305
L'impérialisme reprend l'initiative	305
Le révisionnisme s'adapte aux conditions du moment	307
La « théorie » des « nouvelles avant-gardes »	311
Une interview significative	317
5 — LE COMITÉ INTERNATIONAL	
DE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE	325
6 — RECONSTRUIRE LA QUATRIÈME INTERNATIONALE	339
Nouvelle période de la révolution prolétarienne	339
Pour une discussion réelle entre le Comité d'organisation	
et le « Secrétariat unifié »	343
Regroupement du prolétariat sur un nouvel axe.	
Reconstruction de la Quatrième Internationale	348



Introduction

Il y a quarante ans, le 3 septembre 1938, se tenait la Conférence de fondation de la Quatrième Internationale. Célébrer le quarantième anniversaire de la fondation de la Quatrième Internationale signifie poursuivre le combat qui est engagé depuis plus d'un siècle pour construire l'Internationale ouvrière et les partis révolutionnaires indispensables à la victoire de la révolution prolétarienne mondiale. « La lutte des classes ne souffre pas d'interruption », écrivait Trotsky en rédigeant le Programme de transition, sur lequel la Quatrième Internationale est fondée. La construction de l'Internationale ouvrière et de ses partis nationaux est la plus haute — et la plus concentrée — des expressions de la lutte de classe du prolétariat pour renverser le capitalisme, prendre le pouvoir politique, constituer ses Etats, s'emparer des moyens de production, établir la République universelle des conseils, construire le socialisme. Depuis plus d'un siècle qu'elle est engagée de façon consciente et organisée, la lutte pour sa construction n'a pas subi d'interruption : d'une Internationale à l'autre, non seulement le contenu est le même, mais il n'y a aucune discontinuité, le fil n'a jamais été rompu.

L'enjeu de la lutte séculaire pour l'Internationale : le socialisme, le communisme

C'est seulement en situant l'objectif fondamental de la lutte de classe du prolétariat que l'on peut apprécier le gigantesque de cette lutte de classe, ses flux et ses reflux, ses alternances et sa progression. Il s'agit d'en finir avec l'humiliante contrainte de la lutte au jour le jour pour satisfaire les besoins quotidiens élémentaires ; il s'agit d'en finir avec le « vieux fatras » de l'Etat, de la division de la société en classes, de la division entre le travail manuel et intellectuel, de débarrasser la planète des étroites limites nationales. En quelques mots, il s'agit de mettre en place les conditions de la société socialiste, transition vers le communisme.

La perspective du communisme procède du plus grand réalisme. Les forces productives qui se sont développées au sein de la société capitaliste, celles qui se développeront lorsque les limites que leur assigne la propriété privée des moyens de production et des frontières nationales auront été brisées, en fournissent la base matérielle. Mais encore faut-il briser effec-

tivement ces limites. Telle est la fonction de la lutte de classe du prolétariat, force productive essentielle de la société capitaliste. Dès son stade ascendant, les limites du mode de production capitaliste ont provoqué crises et catastrophes, d'immenses destructions de forces productives. A son stade impérialiste, il entraîne l'humanité de catastrophe en catastrophe, qui manifestent son épuisement historique. Loin de rester un mode de production où à travers la lutte des classes se développent les acquis de l'humanité, il n'offre d'autre issue, hors la victoire de la révolution prolétarienne, que la barbarie. L'histoire antérieure du mode de production capitaliste a mis en place les conditions objectives de la révolution prolétarienne. L'époque de l'impérialisme est marquée de terribles convulsions qui poussent le prolétariat et les masses exploitées à la révolution prolétarienne, au renversement du pouvoir bourgeois, à l'expropriation du capital, à instituer un nouveau mode de production sociale, le socialisme, dont les éléments se sont constitués au sein même de la société bourgeoise. Mais ces convulsions mettent également en cause l'existence des conditions objectives de la révolution prolétarienne, à commencer par le prolétariat lui-même.

Les conditions en étant réunies à l'intérieur même de la société bourgeoise, et d'abord sa propre existence comme classe, le prolétariat doit être la force motrice de la plus prodigieuse mutation de l'humanité depuis sa préhistoire, en se fondant sur tous les acquis matériels et culturels antérieurs. Mais s'il est la principale des forces productives de la société capitaliste, il ne possède en propre que sa force de travail ; il ne devient, d'une classe-en-soi (classe par le rôle joué dans la production, mais subissant l'exploitation), classe-pour-soi (classe combattante, pour ses propres objectifs immédiats et historiques), qu'en s'organisant en « parti distinct », comme l'a écrit Marx. La bourgeoisie monopolise non seulement les moyens de production, mais l'accès aux acquis culturels de l'humanité. Ce n'est que par sa lutte de classe et en y gagnant les meilleurs éléments des classes exploiteuses, ou des fractions de celles-ci, qu'il acquiert les moyens culturels de se constituer en son propre parti. Ce n'est qu'en s'organisant en parti politique et par le combat politique qu'il peut vaincre la classe bourgeoise et prendre le pouvoir. Sa victoire définitive ne sera acquise que lorsqu'il aura vaincu, pris le pouvoir dans les pays économiquement développés.

La société bourgeoise a modelé le monde entier, façonné tous les rapports sociaux. Elle a des racines profondes, multiples, diverses et étendues. Elle exerce une pression constante sur le prolétariat et ses organisations. Celles-ci combattent une société qui, en retour, les pénètre, les imprègne, tend à les décomposer, quand elle ne peut les détruire brutalement. La société bourgeoise suscite à l'intérieur des organisations ouvrières des clivages, des différenciations, engendre la formation d'appareils à l'image d'elle-même, qu'elle s'efforce de lier à la défense du mode de production capitaliste. En d'autres termes, les organisations du prolétariat ne sont pas seulement les instruments indispensables à sa lutte de classe, mais la lutte des classes s'y réfractant, s'y développant plus ou moins, elles sont finalement un enjeu de cette lutte des classes. Aussi est-il parfaitement compréhensible que, si la continuité de la lutte pour l'Internationale ouvrière et ses organisations nationales a été assurée, des dégénérescences et des mutations d'une Internationale à l'autre jalonnent le combat pour l'Internationale ouvrière et ses organisations nationales. Il faut, à chaque fois, analyser concrètement ces processus.

Fondation de la Quatrième Internationale

Les directions des organisations ouvrières au service du prolétariat, les partis social-démocrates, les PC, en devenant staliniens, se sont transformés en appareils contre-révolutionnaires, liés, de façon directe ou plus ou moins indirecte, à la bourgeoisie. La Quatrième Internationale assume la continuité historique de la lutte pour la construction du parti mondial de la révolution prolétarienne. Trotsky écrivait : « La IV^e Internationale se hisse sur les épaules de ses devancières, les I^{re}, II^e, III^e Internationales. » C'est dire que ses origines sont celles du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Entre 1845 et 1848, Marx et Engels font l'expérience de la lutte des classes en Allemagne et dans l'ensemble de l'Europe, en militant dans la Ligue des communistes, et établissent, en relation avec cette expérience, les principes du matérialisme dialectique et historique qui leur serviront de méthode pour élaborer le socialisme scientifique. L'axe de leur action révolutionnaire et de leur pensée scientifique, comme le montre le Manifeste du Parti communiste (1848), c'est l'unification du prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie par le moyen du parti révolutionnaire mondial. En 1938, au moment où la contre-révolution semble sur le point de l'emporter durablement en Europe et dans le monde, les fondateurs de la Quatrième Internationale, s'appuyant sur le programme révolutionnaire de Marx et de Engels, poursuivent la tâche que la Première Internationale avait entreprise. Son programme concentre les acquis historiques des expériences et des luttes menées sous le drapeau de la Deuxième et celui de la Troisième Internationale contre les bureaucraties de ces deux Internationales passées — l'une en 1914 et l'autre en 1933 — du côté de la défense de l'ordre bourgeois.

Les militants qui ont fondé la Quatrième Internationale (survivants de l'Opposition de gauche déjà soumise aux massacres staliniens, membres des groupes bolchevique-léninistes et jeunes rejoignant le trotskysme) n'ont pu accomplir cet acte historique si riche de conséquences révolutionnaires que parce que — avec Trotsky — ils prenaient appui sur la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire déjà à l'œuvre depuis près d'un siècle.

Contre la dégénérescence stalinienne de la Troisième Internationale, les fondateurs de la Quatrième Internationale défendent les méthodes révolutionnaires du bolchevisme, c'est-à-dire du Parti bolchevique, le parti de Lénine et de Trotsky, et de l'Internationale communiste de 1919 à 1923. Contre la bureaucratie, sa réaction antiproletarienne et ses procédés répressifs dirigés et organisés contre les masses, ils défendent le centralisme démocratique, base de l'éducation et de l'action révolutionnaires, que Trotsky résume ainsi : « Liberté complète dans la discussion, unité complète dans l'action. »

En même temps, à travers l'expérience militante de Trotsky, les fondateurs de la Quatrième Internationale se rattachent à la gauche anti-impérialiste de la Deuxième Internationale (Rosa Luxemburg, Lénine, Trotsky), et, plus lointainement, à la social-démocratie avant sa dégénérescence réformiste, c'est-à-dire à l'Internationale ouvrière, créatrice, dès les dernières années de la vie de Engels, des premiers grands partis ouvriers marxistes.

Quarante ans après la fondation de la Quatrième Internationale par un petit nombre de militants ouvriers révolutionnaires, rassemblés autour de Léon Trotsky, il s'agit d'apprecier toute la portée de cette initiative historique qui apparaît aujourd'hui clairement comme un moment décisif du développement du mouvement ouvrier révolutionnaire et comme un acte majeur ouvrant les voies de l'avenir pour l'humanité entière.

Dans le Programme de transition, Trotsky pose ainsi le problème : « Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres; elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée par une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire. »

Trotsky n'hésite donc pas à dire que l'instauration du socialisme dépend essentiellement de l'existence d'une nouvelle direction révolutionnaire du prolétariat, c'est-à-dire d'un nouveau parti ouvrier révolutionnaire mondial. Car la construction d'une nouvelle Internationale, la Quatrième, est devenu un impératif absolu pour le prolétariat depuis la faille de la Deuxième Internationale, en 1914, et depuis qu'en 1933, le passage de la Troisième Internationale du côté de la défense de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale est devenu un fait irréversible.

Dans le contexte de 1938, caractérisé notamment par l'imminence de la Seconde Guerre mondiale, la création de la Quatrième Internationale revêt une importance immense parce qu'elle répond aux besoins des masses dans leurs luttes pour leurs revendications et leurs aspirations et parce qu'elle ouvre la voie au remplacement des vieilles directions contre-révolutionnaires (social-démocrate et stalinienne) par une nouvelle direction révolutionnaire.

La théorie de la révolution permanente et le programme

Au cœur de cette continuité révolutionnaire qui va de la Première à la Quatrième Internationale, se situe la théorie de la révolution permanente.

Car c'est Marx et Engels qui ont, pour la première fois, en 1850, établi que les tâches de la révolution démocratique bourgeoise non accomplies par la bourgeoisie elle-même ne pouvaient désormais plus l'être que sous la direction du prolétariat dans le processus historique de la révolution socialiste. Au lendemain de la révolution russe de 1905 et de l'apparition des premiers soviets, c'est Trotsky qui développe cette pièce maîtresse du socialisme scientifique, dans le cadre de la gauche anti-impérialiste de la Deuxième Internationale, et, entre février et octobre 1917, c'est Lénine qui, par ses Thèses d'avril, donne une confirmation éclatante à la théorie et à la pratique de la révolution permanente, et ouvre, par là, la voie à la victoire de la dictature du prolétariat.

L'Internationale communiste, en définissant, lors de son Troisième Congrès (1921), la stratégie du front unique, c'est-à-dire la stratégie du rassemblement de tous les travailleurs et de toutes les organisations

ouvrières contre le capitalisme par la rupture complète avec la bourgeoisie, poursuit le développement de cette théorie et de cette pratique de la révolution permanente.

Contre les adeptes social-démocrates et staliniens des fronts populaires de collaboration avec des partis de la bourgeoisie, les fondateurs de la Quatrième Internationale défendent la conception marxiste de la révolution permanente, héritée de la Première Internationale et enrichie par Trotsky à travers l'expérience historique de trois Internationales.

Il suffit aujourd'hui de prendre pour base le Programme de transition de 1938 pour discerner, quarante ans après, les organisations qui, dans le monde, en lui étant fidèles, se situent dans le droit fil de la continuité du prolétariat révolutionnaire, et celles qui, tout en se réclamant encore du trotskysme, ont opéré de telles révisions théoriques et pratiques qu'elles ont rompu avec cette continuité et ne peuvent plus mettre en œuvre les moyens de la révolution permanente.

Quand on considère l'ensemble des œuvres des maîtres du marxisme — Marx, Engels, Lénine, Trotsky —, il en est deux où l'unité entre la théorie scientifique et la pratique révolutionnaire se trouve au plus haut point réalisée en fonction d'un but essentiel, à savoir la construction du parti mondial du prolétariat : c'est le Manifeste du Parti communiste et le Programme de transition. Mais la démarche suivie par le Manifeste et celle qui est suivie par le Programme sont inverses : Marx et Engels partent du prolétariat et de sa situation dans la société capitaliste pour préconiser la construction du parti révolutionnaire par lequel le prolétariat se constituera précisément comme classe révolutionnaire. Trotsky, au contraire, part des problèmes de la direction du prolétariat — direction qui est présentement entre les mains des partis contre-révolutionnaires de la social-démocratie et du stalinisme — pour préconiser la construction du parti révolutionnaire qui, en tant que condition subjective, se combinant dialectiquement avec les conditions objectives de la révolution socialiste, déterminera sa victoire sur la bourgeoisie. Fondamentalement, les deux démarches se complètent parce qu'elles correspondent, l'une à la naissance du mouvement ouvrier révolutionnaire, et l'autre aux problèmes que ce mouvement affronte dans le processus de la révolution mondiale commencée en 1917.

Mais rien ne peut mieux illustrer l'identité d'objectif et de méthode, dans des conditions historiques différentes, de Marx et de Engels travaillant à la création de la Première Internationale, et de Trotsky fondant la Quatrième Internationale, qu'une étude comparée du Manifeste et du Programme. C'est que, en vérité, le Manifeste est aussi un programme pour le Parti communiste international qui reste à construire, et que le Programme est aussi le manifeste d'une nouvelle Internationale aux effectifs et à l'influence encore faibles, mais à la signification et à la portée historique immenses.

Comme il était dit, en 1970, dans Quelques enseignements de notre histoire : « Ce qu'il est important d'assimiler, c'est la METHODE du « programme », celle qui, partant des principes du marxisme, va de la situation subjective (crise de la direction du prolétariat) à la crise objective de la société (crise de la civilisation humaine) pour aboutir aux tâches (construction de la IV^e Internationale). Le renversement d'accent, du Manifeste du Parti communiste au Programme de transition, de l'objectif au subjectif, exprime l'unité de la méthode dans la diversité des approches

concrètes : la dialectique de l'histoire de notre époque a confirmé avec éclat la perspective objective du marxisme dont la solution ne dépend plus que du règlement des problèmes subjectifs (crise de la direction du prolétariat) qui sont devenus facteurs objectifs (crise de la civilisation humaine). »

Contre le stalinisme, produit de la dégénérescence bureaucratique du Parti bolchevique, de l'Etat ouvrier en Russie et de la Troisième Internationale, et contre le réformisme, collaborant l'un et l'autre — selon des formes spécifiques — avec l'impérialisme et rompant par là complètement avec la méthode du marxisme et la stratégie révolutionnaire du prolétariat, le Programme de transition de la Quatrième Internationale exprime la continuité révolutionnaire qui prend sa source dans le Manifeste du Parti communiste, première expression du mouvement de construction consciente du parti révolutionnaire mondial. En apparence, le déchaînement des forces de la barbarie durant la Deuxième Guerre mondiale, c'est-à-dire un an après la proclamation de la Quatrième Internationale, a relégué à l'arrière-plan de l'histoire les problèmes de la direction du prolétariat révolutionnaire posés par Trotsky dans le Programme de transition. Mais ce n'était justement qu'une apparence. Car, dès 1943, le mouvement des masses, en disloquant, puis en détruisant les appareils d'Etat fascistes, ouvrait, à nouveau, devant les bourgeoisies d'Europe, la perspective — catastrophique pour elles — de la révolution prolétarienne. Le Programme de transition trouvait une entière justification dans l'action même des masses en Europe et dans le monde entier. Il exprimait leurs intérêts vitaux et, de façon consciente, leur mouvement spontané. Ainsi, il se confirmait que le Programme de transition synthétisait la méthode théorique et d'action du marxisme à l'époque de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme.

Deux après-guerres

Quarante ans après la fondation de la Quatrième Internationale, après plus d'un siècle de lutte pour construire l'Internationale ouvrière, où en sommes-nous ? Une nouvelle période de la révolution s'est ouverte en 1968, que l'OCI a caractérisée comme « la période de la révolution imminente ». La révolution russe a été la première révolution prolétarienne victorieuse, le premier chaînon de la révolution prolétarienne mondiale qui constitue toute une époque historique. Nous ne reviendrons pas ici sur les conditions de sa dégénérescence, de la dégénérescence du Parti bolchevique, de l'Internationale communiste, ni sur les conséquences dans la lutte des classes de cette dégénérescence au cours des années qui ont précédé la Deuxième Guerre mondiale.

La vague révolutionnaire provoquée par la Seconde Guerre mondiale a confirmé la justesse du programme de la Quatrième Internationale et la nécessité de sa fondation en 1938. Le mouvement révolutionnaire du prolétariat l'a renforcé politiquement et socialement. Il fut à l'origine de l'extension des rapports de production nés de la révolution d'Octobre 1917 à l'Est de l'Europe. La révolution chinoise s'inclut dans la vague révolutionnaire que la Deuxième Guerre mondiale avait provoquée. Pourtant le mode de production capitaliste se survécut, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international furent au zénith de leur puissance

politique. A certains, il sembla que s'ouvrait une nouvelle période historique dominée par la division du monde en deux blocs, le « monde capitaliste », le « monde » sous l'empire de la bureaucratie du Kremlin. D'autant que, malgré la puissance politique et sociale du prolétariat, malgré l'expropriation du capital en Europe de l'Est, en Chine et ailleurs, malgré l'effondrement des vieux empires coloniaux, le système impérialiste se restructurait sous l'impulsion de l'impérialisme américain, politiquement conforté par la bureaucratie du Kremlin et son appareil international.

Les rapports mondiaux qui ont résulté de la Deuxième Guerre mondiale, comparés à ceux qui ont résulté de la Première Guerre mondiale, ont présenté de saisissants contrastes. A la suite de la Première Guerre mondiale, les rapports entre les classes sont marqués par une vague révolutionnaire qui donne naissance à la révolution russe et à laquelle celle-ci donne à son tour une puissante impulsion. Cette vague révolutionnaire déferlera en de nombreux pays d'Europe, et finalement se fera sentir dans tous les pays d'Europe. Elle déferlera également en Chine. Cependant, la révolution ne sera victorieuse qu'en URSS, le capital ne sera exproprié que dans ce seul pays. Bientôt, y compris en URSS, la contre-révolution reprendra l'initiative dans la lutte des classes. Mais les rapports inter-impérialistes qui ont provoqué la Première Guerre mondiale se survivent.

La prédominance entre les impérialismes rivaux n'est pas encore tranchée, ni en Europe, ni dans le monde, encore que se dessinent et s'affirment les véritables rapports de forces inter-impérialistes, notamment la puissance de l'impérialisme américain, sans qu'il puisse encore affirmer son hégémonie sur l'ensemble du système impérialiste. L'anarchie du mode de production capitaliste, les antagonismes inter-impérialistes sont tout aussi aigus, sinon plus, qu'avant la guerre. Sauf dans la courte phase située entre 1923 et 1929, aucun équilibre, même relatif, quelque peu stable, ne peut être établi. Le système impérialiste a perdu toute unité. Les défaites du prolétariat d'Europe vont laisser le champ libre à l'exacerbation des contradictions inter-impérialistes, que la crise économique qui a disloqué le marché mondial et la division internationale du travail, lesquels n'ont jamais pu être pleinement rétablis après-guerre, va pousser au paroxysme.

Vingt ans après la Première Guerre mondiale, la Seconde, qui la prolonge, commence. Son enjeu est ce que la Première Guerre mondiale n'a pu trancher : la suprématie européenne et mondiale entre impérialismes rivaux. Rapidement, au début de la guerre, la situation s'apure : l'impérialisme français est éliminé, restent en présence l'impérialisme américain flanqué de l'impérialisme anglais décadent, contre l'impérialisme allemand flanqué de l'impérialisme japonais, l'impérialisme italien ne jouant qu'un rôle de troisième ordre. Mais pour assurer sa suprématie européenne et mondiale, l'impérialisme allemand doit d'abord vaincre l'URSS et y rétablir le capitalisme. De ce fait, au cours de la guerre, se noue la coalition entre les impérialismes américain et anglais et l'URSS. Mais pour l'impérialisme US, ce n'est qu'une première phase : son hégémonie mondiale ne peut être assurée que par la pénétration de ses capitaux et de ses marchandises en URSS, par la réintroduction du capitalisme à son profit.

A l'issue de la Deuxième Guerre mondiale, tous les rapports mondiaux sont dominés par la vague révolutionnaire issue de la guerre et ses

conséquences, ainsi que nous l'avons déjà vu. L'impérialisme anglo-américain, loin de pouvoir, dans le prolongement de la Deuxième Guerre mondiale, déclencher contre l'URSS une nouvelle guerre, aura recours à la bureaucratie du Kremlin pour contenir la vague révolutionnaire. Un fragile équilibre entre les classes va s'établir à l'échelle mondiale, constamment menacé et mis en cause, qui contient une nouvelle période de la révolution mondiale dont les mouvements et crises révolutionnaires des années 1956-1957 exprimeront le contenu, mais qui, pourtant, va durer.

Une première différence majeure existe par rapport à l'après-Deuxième Guerre mondiale : l'impérialisme US domine de façon écrasante le système impérialiste disloqué et en ruine. Une deuxième différence majeure existe également : la coopération contre-révolutionnaire, étant donné la prééminence de l'impérialisme US à l'intérieur du système impérialiste, la force et le rôle politique de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, atteint une cohésion sans précédent. Il est d'autant plus important de constater que jamais l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin ne seront capables de porter aux prolétariats européens et du monde des coups comparables à ceux qu'ils lui portèrent avant la Seconde Guerre mondiale, notamment au cours des années 1930. Tout au contraire, ce sont, certes avec des flux et des reflux, mais dans leur mouvement d'ensemble, les prolétariats qui se renforceront et arracheront de nouveaux acquis. Pourtant, la prééminence écrasante de l'impérialisme américain va permettre d'imposer une sorte d'unité d'action économique et politique à toutes les puissances impérialistes, qui, par ailleurs, tiennent compte des rapports politiques entre les classes. La puissance de l'impérialisme américain lui donne les moyens de restructurer un marché mondial, une nouvelle division du travail : cela prendra la forme de multiples crédits à la fin de la guerre, du plan Marshall, de la pression exercée au cours des années 1950 et début 1960 pour que se constitue la Communauté économique européenne. L'effort qu'il accomplit pour restructurer le système impérialiste tient compte de la puissance politique du prolétariat d'Europe, comme des rapports mondiaux entre les classes, qui ne lui permettent pas de réduire l'économie des autres puissances impérialistes à un rôle purement complémentaire à celle de l'impérialisme US et les bourgeoisies de ces pays à la situation de bourgeoisies compradores, sans provoquer la révolution sociale qui menace de façon récurrente. Au contraire, il est obligé de les remettre en selle. Il lui faut également orienter sa politique économique et militaire pour exercer un maximum de pression sur l'économie de l'URSS, des pays de l'Est de l'Europe, de la Chine, et sur les rapports politiques de ces pays, sans toutefois aller jusqu'au point d'établir une situation sociale et politique incontrôlable.

L'aspect remarquable des relations internationales d'après la Seconde Guerre mondiale, c'est qu'elles permettent à l'impérialisme — dominé par l'impérialisme US que la bureaucratie du Kremlin et son appareil international secondent efficacement — de mobiliser toutes les ressources du système pour le reconstruire et le faire fonctionner afin de contenir le prolétariat mondial, et la révolution prolétarienne sans cesse menaçante.

Mais encore faut-il dégager par quels moyens et à quel prix l'impérialisme américain, utilisant politiquement la bureaucratie du Kremlin, son appareil international et les bureaucraties parasitaires, parvient à ces résultats : en prenant en charge l'ensemble des contradictions du système,

en donnant très rapidement comme volant d'entraînement à l'économie capitaliste une économie d'armement permanente — qui lui est nécessaire par ailleurs pour jouer son rôle de gendarme contre-révolutionnaire mondial — et un fantastique parasitisme. Et d'autre part, sans être capable de procéder à la constitution, aux USA, de l'Etat centralisé et fort qui lui est indispensable pour répondre pleinement à son rôle contre-révolutionnaire mondial, pour exercer l'hégémonie mondiale dont il a pourtant besoin en fonction de son propre expansionnisme.

Crises politiques des bourgeoisie et des bureaucraties parasites

Ce que d'aucuns ont baptisé « néo-capitalisme », ou le « troisième âge du capitalisme », n'est rien d'autre que l'extrême tension des ressources de l'impérialisme, sous l'égide de l'impérialisme américain, pour reconstruire le système, contenir la révolution prolétarienne mondiale, avec le concours politique de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international et de toutes les bureaucraties parasites et contre-révolutionnaires. Le prix à acquitter est un pourrissement jusqu'en ses fondements de tout le système. La conjugaison de l'action de l'impérialisme sous l'égide des USA et de celle des bureaucraties parasites et contre-révolutionnaires a comprimé toutes les contradictions mondiales jusqu'au point le plus extrême, mais sans les résoudre, ce qui leur donne une unité et une force explosive sans précédent. L'originalité des rapports mondiaux à la fin de la Seconde Guerre mondiale a permis cela, a permis que les forces et les moyens de la contre-révolution soient en quelque sorte coordonnés à l'échelle mondiale sous l'égide de l'impérialisme US.

Certes, les développements mondiaux au cours des trente dernières années ne sont pas rectilignes, univoques. Ils comportent des phases, des alternances. Pourtant, c'est une ligne générale qui mène à une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, s'appuyant sur les rapports entre les classes qui ont résulté de la Deuxième Guerre mondiale, que les mouvements et les crises révolutionnaires des années 1953-1957 ont préfigurée, où révolution sociale et révolution politique fusionnent en un même processus, période qui s'est ouverte en 1968.

Depuis 1968, tous les éléments constituants de cette nouvelle période se sont renforcés. Très rapidement, une nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire s'est ouvertement nouée, dont le centre est à Washington, et dont les deux ailes sont à Pékin et à Moscou. Mais le tournant qui s'inscrit dans cette nouvelle période et qui affirme son contenu dans les années 1973-1976 montre à la fois son ampleur et ses limites. Aujourd'hui, manifestement, un nouveau tournant se prépare. Le pourrissement du système impérialiste atteint une limite extrême. Cela s'exprime sur tous les plans, économiques, sociaux, politiques. La précarité des rapports sociaux et politiques, tant en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, en Iran, en Afghanistan, au Pakistan, aux Indes, qu'en Asie du Sud-Est et en Extrême-Orient, laisse présager de nouvelles explosions révolutionnaires dans les pays économiquement arriérés du système impérialiste, répercutant la défaite de l'impérialisme américain et l'échec de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire au Vietnam. La putréfaction des rapports sociaux et politiques atteint un tel degré que de véritables effondrements

sociaux — et politiques — peuvent se produire dans ces pays à chaque moment, à l'image de l'effondrement du gouvernement et de l'Etat compradore de Thieu au Vietnam, au printemps 1974.

Sans doute le pourrissement du système est-il plus apparent aux extrémités. Il est aussi très profond dans les métropoles impérialistes. Tous les régimes politiques bourgeois d'Europe sont rongés par des crises politiques. Les systèmes parlementaires classiques, plus souples, semblent les moins atteints : en Scandinavie, en Allemagne de l'Ouest, en Angleterre. La crise de domination de classe de la bourgeoisie y existe néanmoins. En Italie, bien que le système parlementaire subsiste, sa crise est patente et oblige le PCI à s'engager à fond pour le défendre et maintenir au pouvoir un gouvernement démocrate-chrétien. C'est en France et en Espagne que la crise du système politique bourgeois est la plus aiguë. Cela tient à la nature de ces régimes. En France, le régime que de Gaulle a instauré est un régime à caractère bonapartiste dont la tâche principale était d'intégrer à l'Etat les organisations syndicales, d'en « finir avec les partis », de détruire les libertés démocratiques, d'instaurer le corporatisme et une dictature ouverte sur les ruines du mouvement ouvrier organisé. Le bonapartisme a échoué. Mais la transition ne peut se faire à froid, d'un système politique de domination de classe de la bourgeoisie à un autre. Et lequel ? Le bonapartisme s'est érigé en raison de la faillite du parlementarisme. La crise politique de la Ve République ouvre la voie à une crise révolutionnaire.

En Espagne, la dictature franquiste s'est constituée en broyant dans le sang le prolétariat, les masses exploitées et leurs organisations, en écrasant les nationalités. La crise du régime vient justement de la reconstitution du prolétariat comme classe combattante, de la reconstruction de ses organisations, de la renaissance des mouvements nationaux. La « démocratisation » et la réforme du régime franquiste, la mise en place d'un nouveau système de domination de classe de la bourgeoisie (et lequel ?), progressivement, sont impossibles. La destruction de l'Etat franquiste résultant de l'action des masses ne peut qu'ouvrir la voie à la révolution prolétarienne, renouant avec 1936.

En France et en Espagne, l'agonie des régimes politiques en place se prolonge, la crise révolutionnaire, la révolution ne sont différées qu'au prix d'un extraordinaire effort des appareils bureaucratiques, particulièrement de l'appareil stalinien des PC, pour soutenir ces régimes moribonds.

Au Portugal, le coup d'Etat militaire du 25 avril 1974 voulait prévenir un mouvement des masses. Il a précipité la révolution prolétarienne. Une fois encore, ce sont les appareils bureaucratiques, le PCP en « avant-garde », qui ont sauvégarde l'ordre bourgeois, permis qu'un régime politique précaire s'instaure, entravé la marche de la révolution, et qui lui ont fait subir un échec important en novembre 1975. Le régime politique en place n'en est pas moins d'une extrême fragilité ; l'alliance des ouvriers et paysans solidement nouée, la révolution prolétarienne n'est pas défaite, elle creuse. La tentative de former un gouvernement sous la direction du grand patron bourgeois Da Costa, après avoir chassé Soares et affirmé le pouvoir présidentiel en opposition à la majorité de l'Assemblée nationale, pourrait bien être l'aiguillon de la contre-révolution qui éperonne la révolution portugaise, prologue à la révolution européenne. La crise révolutionnaire, la révolution ne peut être cantonnée au Portugal, en Espagne,

en France, en Italie, dans cette Europe dont les liens entre les classes, sociaux, économiques, politiques sont infiniment plus serrés qu'avant la guerre. Elle ne peut pas même être cantonnée aux pays capitalistes d'Europe. La division de l'Europe, de l'Allemagne en deux, obstacles dressés contre la révolution en Europe, ne résisteront pas à l'irruption de la révolution dans les pays capitalistes européens, pas plus qu'ils ne résisteront à l'irruption de la révolution politique à l'Est. Les contradictions économiques, sociales et politiques, comme en témoignent les événements de Pologne, de Tchécoslovaquie, de Roumanie, atteignent aussi en Europe de l'Est le point de rupture, au fond pour des raisons similaires à la marche de la révolution dans les pays capitalistes européens : l'Europe de Yalta et de Potsdam a renforcé toutes les contradictions qui ont provoqué deux guerres en vingt ans. Ni le capital, ni les bureaucraties ne peuvent les résoudre, tout au contraire ils les aggravent. Seul le prolétariat européen peut les résoudre en expropriant la bourgeoisie, en chassant les bureaucraties parasites, en instaurant des gouvernements et des Etats ouvriers qui unifieront l'Europe en constituant les Etats-Unis socialistes d'Europe.

L'Europe n'a pas le privilège de la crise des formes de domination de classe de la bourgeoisie. Les problèmes nés des développements du régime capitaliste en Europe et de la façon concrète dont s'est développé l'impérialisme en y renforçant les divisions nationales, de la décadence et ensuite, à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, de l'effondrement des impérialismes européens, de la dislocation de leurs économies et de leurs appareils d'Etat, lesquels n'ont été reconstruits que sous l'impulsion de l'impérialisme US et avec l'aide politique de la bureaucratie du Kremlin, de sa division en deux modes de production différents et antagoniques, la certitude de leur impuissance — tous ces éléments donnent à la crise politique de la bourgeoisie en Europe une virulence particulière.

Cependant, l'impérialisme US traverse une crise politique non moins grave et profonde. Dès avant la défaite politique qu'il a subie au Vietnam, cette crise prenait corps. L'affaire du Watergate n'était pas plus scandaleuse que d'innombrables affaires qui existent aux USA, parmi le personnel politique bourgeois. Elle a pris cette importance, jusqu'à la démission de Nixon, en raison des problèmes particuliers auxquels sont confrontés l'impérialisme et l'Etat des USA, la centralisation du pouvoir, la constitution d'un Etat fort, qui sont des exigences du rôle que l'impérialisme US exerce dans le monde. Cette exigence est entrée en contradiction avec l'héritage que lègue aux USA leur histoire sociale et politique. Les rapports entre les classes, avec cette puissante classe ouvrière dont la centrale syndicale, l'AFL-CIO, énorme institution ouvrière, est une expression, sont en contradiction avec l'Etat centralisé et fort. La forme fédérale de l'Etat, les institutions politiques, les intérêts spécifiques des différentes couches du capitalisme US ne le sont pas moins. Wilson et Roosevelt se sont heurtés à cet héritage. Kennedy est mort de cette contradiction entre l'exigence d'un Etat centralisé et fort, et l'héritage des rapports sociaux et politiques des USA. Nixon, moins infortuné, dut capituler et se démettre.

La défaite de l'impérialisme US au Vietnam a évidemment accentué cette contradiction et développé la crise politique qui en résulte. Plus que jamais, un Etat centralisé et fort est nécessaire. Moins aujourd'hui qu'hier, il n'est réalisé. Il ne peut l'être qu'à l'issue de gigantesques bouleversements sociaux et politiques qui supposent de terribles affrontements

de classes comme des luttes politiques intenses au sein même de la classe dominante. Dès lors, la politique de l'impérialisme US, tout en suivant des lignes de forces déterminées, est tissée d'incertitudes, d'hésitations, d'orientations et d'initiatives contradictoires. Après Ford, Carter donne l'image de ce désarroi politique de l'impérialisme US. Ce n'est pas une question réductible à la personnalité d'un individu. Au travers de lui, c'est la crise politique de l'impérialisme dominant qui apparaît. Bien entendu, la crise politique de l'impérialisme dominant se répercute sur le système dans son ensemble, tout comme la réciproque est vraie.

La stabilité politique, depuis la fin de la guerre, de l'impérialisme japonais, est trompeuse. Elle dépend entièrement de la capacité de maintenir les rapports de ces dernières années entre l'impérialisme japonais et le système dans son ensemble — Europe et USA en particulier — et, évidemment, ce n'est pas possible.

La crise politique de domination de classe de toutes les bourgeoisie impérialistes se conjugue à celle de la bureaucratie du Kremlin, des bureaucraties satellites, comme des autres bureaucraties parasites et contre-révolutionnaires. La vague de répression en URSS témoigne de la crise politique de la bureaucratie du Kremlin. Pour son premier voyage en Europe, Carter est allé soutenir Gierek en Pologne. La Sainte Eglise apostolique et romaine soutient intégralement le régime bureaucratique polonais. Les bureaucraties de la Chine et de l'URSS continuent à se concurrencer dans leurs rapports avec l'impérialisme. En Asie du Sud-Est, bureaucratie chinoise et bureaucratie vietnamienne en sont venues à s'affronter ouvertement, tout comme la bureaucratie vietnamienne s'affronte à celles du Cambodge et du Laos. La rapine et l'oppression nationale sont inhérentes à la nature des bureaucraties parasites. Comme toute crise politique, les crises politiques des bureaucraties parasites ont pour cause l'incapacité à apporter une réponse aux problèmes auxquels elles sont confrontées, nationalement et internationalement.

L'échec de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire au Vietnam a renforcé ces crises politiques. La bureaucratie du Kremlin, mais aussi la bureaucratie chinoise, n'ont pas été capables d'assumer pleinement leurs fonctions au sein de la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. Rien ne garantit qu'elles puissent y parvenir durablement dans leurs propres pays, à l'Est de l'Europe, en Asie. Rien ne garantit que la bureaucratie du Kremlin puisse y parvenir durablement en utilisant son appareil international en Europe de l'Ouest, en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient. Les bureaucraties du Kremlin, de Chine, l'appareil international stalinien ne présentent plus aux yeux de l'impérialisme les mêmes garanties d'efficacité contre-révolutionnaire que par le passé. L'incertitude politique qui déchire, au sommet, la bureaucratie du Kremlin, se répercute au sein de son appareil international qui, tout en restant dépendant d'elle (ne serait-ce que pour des raisons historiques en fonction de la place politique que les PC occupent), subit l'influence et se rattache à telle ou telle fraction politique qui existe au Kremlin. D'autant plus que la tendance des appareils des PC est de s'adapter toujours plus étroitement aux besoins de leurs bourgeoisie et du système impérialiste, ne serait-ce que par efficacité contre-révolutionnaire. En retour de leur dépendance du Kremlin, ils sont aussi des courroies de transmission de la pression impérialiste sur les bureaucraties parasites. En tout état de cause, la crise de l'impérialisme provoque obligatoirement des crises politiques déchirantes

au sein des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, lesquelles ne sont en dernière analyse que les instruments de la réaction bourgeoise à l'intérieur des Etats ouvriers dégénérés ou bureaucratiques.

Au bord du gouffre

Les crises de domination de classe de la bourgeoisie, intimement liées aux crises politiques des bureaucraties parasitaires, sont fondamentalement consécutives aux rapports entre les classes à l'échelle mondiale, particulièrement en Europe et dans les pays économiquement développés. Un nouveau stade peut être franchi à brève échéance, au cas où la crise révolutionnaire, la révolution prolétarienne s'ouvrirait en Espagne, en France, en Italie, au cas où se produirait une crise révolutionnaire en Amérique latine, en Afrique, au Moyen-Orient, en Orient, en Extrême-Orient, ou bien encore au cas où une nouvelle phase de la révolution politique s'ouvrirait en Europe de l'Est, et bien évidemment en URSS. Et tout cela est à l'ordre du jour. Les crises politiques des bourgeoisies, l'ouverture de crises révolutionnaires se répercuteront nécessairement sur les rapports économiques mondiaux et précipiteront la marche à la crise économique, à la dislocation du marché mondial comme à celle de la division internationale du travail. A moins que ce soit l'inverse, ou encore qu'une combinaison de ces facteurs ne les amène à réagir les uns sur les autres...

Sans procéder à une analyse des contradictions économiques du système impérialiste et de leur liaison avec celles qui existent — par suite de leur gestion par les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires et de la coupure artificielle de l'économie mondiale — dans les pays où le capital a été exproprié, il faut insister sur le fait que le pourrissement du système impérialiste s'exprime tout aussi bien sur les plans économique et financier que sur le plan politique, le tout étant d'ailleurs indissociable. Le capitalisme semble être parvenu à l'extrême limite de sa capacité, compte tenu des rapports politiques mondiaux, de différer les échéances, de contenir la marche à une crise disloquant les rapports économiques mondiaux.

On ne redira jamais assez que la crise des moyens de paiement internationaux, que concentre la crise du dollar, ne fait que manifester au grand jour la nature de la prétendue « prospérité » des trente dernières années qui avait comme volant d' entraînement un gigantesque parasitisme. Voilà une quinzaine d'années que cette crise a commencé à se manifester. De multiples accords internationaux ont endigué, freiné cette crise, par des moyens artificiels. Les banques centrales ont emmagasiné des stocks de dollars, qu'elles ont généralement convertis en bons du Trésor américain, quand ils n'étaient pas absorbés par le marché de l'euro-dollar. Le gouvernement américain a supprimé, le 15 août 1971, la libre convertibilité du dollar qui, dès lors, a eu cours forcé sur le marché international. Il a procédé à deux dévaluations du dollar. La masse de dollars n'a cessé de croître selon une progression qui, sans être encore géométrique, était déjà plus qu'arithmétique. L'inflation de dollars, à son tour, a nourri l'inflation mondiale. Mais un choix impossible devait être fait : ou une inflation massive du dollar, ou la stagnation et finalement une crise économique catastrophique aux USA, s'étendant mondialement. En outre, c'est une erreur très commune de restreindre la responsabilité de

l'inflation mondiale à l'inflation du dollar : tous les Etats bourgeois, à des degrés divers, ont contribué à cette inflation en entretenant le fonctionnement économique capitaliste à l'aide d'énormes dépenses parasitaires ou de crédits, créant des marchés artificiels.

La crise du dollar s'accentuant, les grandes puissances capitalistes, toujours sous l'impulsion des USA, ont créé les Droits de tirage spéciaux (DTS), moyen de paiement international créé « ex-nihilo » par le Fonds monétaire international, dont la « valeur » représentait un cocktail de monnaies, dosé selon des proportions compliquées, mais où le dollar dominait, et dont le rôle était de combler les balances commerciales déficitaires de telle sorte que les échanges mondiaux et l'inflation mondiale entretenant la conjoncture économique puissent se poursuivre. Bientôt, les choses ont commencé à se compliquer singulièrement : l'inflation mondiale n'a pas empêché qu'en 1973-1974 une crise mondiale encore limitée se conjugue à la hausse généralisée des prix. Seul un manuel d'économie politique pourrait rendre compte des procédés employés pour tenir de « relancer » l'économie capitaliste, en masquant l'inflation : « démonétisation » de l'or, ventes massives d'or par le FMI, accords multiples entre les grandes puissances capitalistes. A chaque fois, si le remède faisait gagner du temps, il aggravait les causes fondamentales du mal qui procèdent de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme. Toutes les combinaisons mises sur pied depuis 1974 n'ont pu relancer sérieusement la machine économique. Tout juste ont-elles freiné l'aggravation immédiate de la crise.

Mais le fait nouveau déterminant est que l'impérialisme US n'est plus en mesure d'assumer la fonction de force motrice du système capitaliste, comme il l'avait assumée depuis la Seconde Guerre mondiale, d'en supporter les charges. Dès le 15 août 1971, et à diverses reprises depuis, Nixon prévenait ses partenaires : les USA ne peuvent plus porter à eux seuls la charge de la « défense du monde libre », entendons par là la prise en charge de l'ensemble des contradictions du système capitaliste, ils ne peuvent plus lutter sur le marché mondial « un bras attaché derrière le dos ».

Mais aucune autre puissance impérialiste ne peut prendre le relais de l'impérialisme US, ni l'Allemagne occidentale, ni le Japon. Même en unissant leurs efforts toutes ensemble, elles ne le peuvent pas non plus. Les spéculations oiseuses à propos de la modification des rapports de forces inter-impérialistes, conséquences de la loi du développement inégal et combiné, ne font que masquer le fond du problème : l'économie des USA reste au centre des rapports économiques du système capitaliste, son effondrement serait une catastrophe sans exemple pour le système dans son ensemble. Or, depuis des années, le principal moteur du système bafouille. Pour fonctionner encore, des doses toujours plus massives de dépenses parasitaires lui sont indispensables, qui provoquent une prodigieuse inflation de dollars, d'énormes déficits dans les balances commerciales des USA. C'est pourquoi, quelles que soient leurs récriminations, les autres puissances impérialistes doivent accepter la politique inflationniste du gouvernement des USA, le gigantesque déficit du dollar, le maintien du cours forcé comme moyen de paiement international du dollar.

Le moment vient cependant où les méthodes utilisées depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale arrivent à l'extrême limite. La chute du dollar sur le marché financier s'accélère de plus en plus dangereusement. Alors que, depuis plusieurs années, la hausse des prix était considérée

comme modérée aux USA, elle va atteindre ou dépasser 10 % cette année. Alors que l'activité économique se maintenait, grâce aux dépenses de l'Etat et à l'inflation de crédit, à un niveau relativement élevé, elle a tendance à s'essouffler. Une nouvelle dévaluation peut-elle marquer un palier ? Un effort extraordinaire des autres puissances impérialistes peut-il arrêter un moment la chute du dollar, tandis que les gigantesques dépenses parasitaires de l'Etat américain, l'inflation de crédit empêchent un temps encore la conjoncture économique de s'effondrer ? Vont-elles tenter de conjuguer leurs forces et leurs moyens pour soutenir elles-mêmes, autant qu'il leur est possible, la conjoncture ? On ne peut l'exclure. Rien n'est pourtant moins sûr.

Mesurant l'enjeu, les gouvernements des grandes puissances capitalistes tentent de coordonner plus ou moins leurs efforts pour éviter la chute. Les résultats sont extrêmement maigres. Les décisions de principe prises à Brême entre les neuf partenaires de la Communauté économique européenne ont immédiatement été contestées par l'Angleterre et la Hollande. Elles consistent à établir le prix de chaque monnaie européenne en une unité de compte européenne, établie selon le principe des DTS, d'après un « panier » de monnaies européennes, ainsi qu'en la création d'un Fonds monétaire européen (FME) d'un montant de 26 milliards de dollars. Une tentative est esquissée pour permettre que le commerce inter-européen se poursuive malgré les déséquilibres, par l'organisation concertée de l'inflation, afin de soutenir la conjoncture. Eventuellement, d'autres mesures de relance seraient prises, c'est-à-dire de nouvelles dépenses parasitaires des Etats et un nouveau développement de l'inflation de crédit. Ce ne sont encore que des « principes », mais certaines mesures devraient prendre effet au 1^{er} janvier 1979, le FME n'étant créé qu'au début 1981.

Ce projet se heurte d'ores et déjà à l'hostilité du gouvernement anglais, dont l'économie reste très liée aux autres parties du monde et à celle des USA ; à celle du gouvernement hollandais qui redoute d'avoir à supporter une partie des déficits commerciaux des partenaires européens les plus faibles, et de faire les frais des tentatives de relance ; à celle des USA qui craignent que le FME se dresse en rival du FMI qu'il contrôle. Il est loin de déchaîner l'enthousiasme des autres membres de la CEE qui craignent de dépendre trop étroitement de l'Allemagne fédérale, principal « actionnaire » éventuel du FME, et dont la monnaie serait la principale composante du « panier de monnaies » à partir duquel serait évaluée la monnaie de compte européenne. Le gouvernement et la bourgeoisie d'Allemagne fédérale ne débordent pas non plus d'enthousiasme pour ce projet : le capital allemand n'a pas les ressources de devenir le banquier de l'Europe ; ses intérêts économiques le lient à la CEE, mais non moins aux autres parties du monde, dont l'Europe de l'Est.

Le « sommet » des sept principales puissances capitalistes du monde qui s'est tenu quelques jours après la Conférence de Brême semble encore bien moins satisfaisant. Le gouvernement des USA s'est engagé à réduire le déficit de sa balance commerciale, en réduisant ses importations de pétrole par des mesures dont le plein effet se fera sentir en 1985. Le gouvernement japonais s'est engagé à relancer massivement, par des dépenses étatiques, la consommation intérieure, augmentant les importations et réduisant ainsi le solde positif de la balance commerciale. Le gouvernement de RFA s'est engagé à participer à la « relance » en consacrant 1 %

supplémentaire du revenu national aux dépenses de l'Etat. Quant au gouvernement français, il participera à la relance en élevant le déficit budgétaire, pour l'exercice 1978, de 10 milliards de francs à 20 milliards. Il est vrai que, d'ores et déjà, le déficit budgétaire dépasse largement les 10 milliards prévus. De toute façon, en regard des problèmes en cause, ces engagements sont dérisoires. De plus, les engagements seront ou ne seront pas tenus, selon les possibilités et les intérêts particuliers de chacune de ces puissances capitalistes. A la suite des rencontres de Brême et de Bonn, la chute du dollar s'est encore accélérée et les perspectives économiques se sont encore assombries.

Le contraste est frappant : les gouvernements des principales puissances capitalistes ont le plus pressant besoin de coordonner leur politique économique et financière, pour éviter la crise aiguë, la dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail ; ils s'y efforcent sans y parvenir ; désormais, ce sont de plus en plus les forces centrifuges et les antagonismes qui l'emportent. Les USA ne sont plus capables de jouer le rôle qu'ils joueraient comme force motrice du système, imposant une sorte d'unité d'action aux grandes puissances impérialistes. Nulle autre puissance n'en est capable. La lutte s'intensifie entre elles. Le nationalisme économique renaît et se fait virulent. En outre, les gouvernements capitalistes sont incapables d'imposer une discipline aux grandes sociétés capitalistes qui, chacune, défendent leurs intérêts spécifiques, fût-ce au détriment de l'ensemble. Ainsi, il ne fait aucun doute que les grandes sociétés liquident autant qu'il leur est possible leurs réserves de dollars. Combien de temps cela peut-il encore durer ? Quelle est encore l'élasticité des ressources des gouvernements pour empêcher la dégringolade brutale ? Répondre précisément à ces questions est impossible. Mais cela touche à sa fin.

Hausse des prix et extension du chômage, inflation et « récession » sont conjointement à l'ordre du jour. Une épouvantable catastrophe économique et financière — dont les répercussions se feront nécessairement sentir dans les pays où le capital a été exproprié —, sans exemple dans le passé, se prépare. Par là se manifeste également la putréfaction profonde du mode de production capitaliste. Des événements politiques peuvent en accélérer la venue. Provoquée par un événement politique ou financier d'apparence fortuite, la crise économique peut précipiter les événements politiques mondiaux. Loin d'être une période de rajeunissement du capitalisme, de nouvel essor, les trente dernières années apparaîtront pour ce qu'elles sont, des années où les caractéristiques de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme pourrissant, réaction sur toute la ligne, se seront pleinement développées.

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

Au cours de ces trente années, les contradictions économiques, sociales et politiques mondiales ont été, par l'action coordonnée sous l'égide de l'impérialisme américain, de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, portées à un degré de concentration et de puissance sans précédent. Ce sont elles qui sont à l'origine de la nouvelle période de la révolution ouverte en 1968. Aucune nécessité objective,

cependant, n'existe pour que se survive si longtemps le mode de production capitaliste, et ce qui est finalement une conséquence de sa survie, les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires dans les pays où le capital a été exproprié. La puissance objective du prolétariat mondial, notamment au lendemain de la guerre et à de multiples reprises, la tendance fondamentale de ses luttes de classe pouvaient permettre d'en finir avec lui. L'obstacle décisif, ce furent les appareils bureaucratiques staliens, social-démocrates, syndicaux. La cause fondamentale a été, comme le souligne le programme de fondation de la Quatrième Internationale, la crise de la direction révolutionnaire qui n'a pu être résolue. Le moment approche où les contradictions longtemps contenues ne peuvent plus l'être et où elles vont totalement se débrider. De formidables bouleversements se préparent, qui vont donner à la lutte des classes une fantastique impulsion, et son plein contenu à la nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale. Mais, pas plus demain qu'aujourd'hui, qu'hier ou qu'avant-hier, la gigantesque puissance, la force élémentaire déchaînée du prolétariat mondial et des masses exploitées ne suffiront à assurer la victoire de la révolution prolétarienne mondiale. Bien plus, en l'absence de direction révolutionnaire, le déchaînement des contradictions économiques, sociales et politiques, de la force élémentaire des masses, pourra apparaître comme un prodigieux chaos dans lequel la société pourra sembler sombrer. Maintenant, comme en 1938, la solution de la crise de la direction révolutionnaire reste la tâche décisive à accomplir. C'est seulement la solution de cette crise qui permettra au prolétariat de chaque pays et au prolétariat mondial, comme un tout, de vaincre.

Les principes, le programme de fondation de la Quatrième Internationale sont ceux de la révolution prolétarienne, quarante années de luttes de classes l'ont confirmé. Mais la Quatrième Internationale a été organisationnellement et politiquement disloquée. Pourtant, sa continuité a été assurée, et c'est elle qu'il faut reconstruire en raison de sa place dans l'histoire du mouvement ouvrier, de sa signification et de la tradition historique qu'elle incarne. La crise qui a disloqué la Quatrième Internationale est un obstacle supplémentaire à la solution de la crise de la direction révolutionnaire. Cependant, les rapports internes à l'intérieur de la classe ouvrière, des masses, de la jeunesse, du mouvement ouvrier, sont en voie de profonde modification. L'affirmation de Trotsky selon laquelle le mouvement ouvrier se reconstruira sur un nouvel axe commence à se vérifier. C'est par rapport à cette tendance que la lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale doit se développer. C'est en fonction de cette tendance que s'affirme la conviction de la nécessité de la reconstruction de la Quatrième Internationale et de ses organisations nationales.

Aucune illusion n'est cependant permise : les appareils staliens, social-démocrates et syndicaux ne disparaîtront pas comme par enchantement ; ils se battront pour maintenir leur contrôle sur le prolétariat et défendre la vieille société agonisante à laquelle ils sont liés. Plus encore, le mouvement des masses est et sera nécessairement complexe : se mettant en mouvement, aspirant à en finir avec la vieille société, se mobilisant pour leurs revendications, les masses se tournent vers les vieilles organisations, espérant d'elles qu'elles organiseront le combat pour que leurs revendications et aspirations soient satisfaites. Tout est fait pour donner le change sur ces vieilles organisations, mais particulièrement sur les organisations qui sont des rouages de l'appareil international du Kremlin.

C'est ainsi que, la bureaucratie du Kremlin étant de plus en plus déconsidérée, la bourgeoisie a inventé « l'euro-communisme ». Les PC d'Europe occidentale ne seraient plus des instruments du Kremlin, ne seraient plus staliens. Mais, toute leur histoire le prouve, leur place politique dépend de l'existence de la bureaucratie du Kremlin et de la défense de ses intérêts. Certes, les contradictions des PC se recoupent à celles de la bureaucratie du Kremlin et se nourrissent des rapports particuliers qui existent dans les pays capitalistes et dans chacun d'entre eux. Mais c'est un fait, leur politique est conforme aux intérêts du Kremlin : défense en tout lieu et partout en Europe des régimes politiques en place (France, Italie, Espagne, Portugal), et pas seulement en Europe, en Amérique latine (Pérou, Brésil, Argentine, Bolivie, etc.), en Afrique, en Asie et jusqu'au Japon. C'est une même ligne, aux formes diversifiées, dictée par la bureaucratie du Kremlin.

Le moment actuel du processus historique n'en est pas moins marqué par la tendance du prolétariat, des masses, à s'organiser sur un nouvel axe. La contradiction entre la politique des appareils et les aspirations des masses est directe, immédiate et de chaque moment. Le prolétariat a accumulé une immense expérience, que la crise révolutionnaire, la révolution feront s'exprimer. Tous les grands moments des luttes révolutionnaires ont vu surgir des formes d'organisation de type soviétique ou pré-soviétique. Une importante avant-garde, en de multiples pays, ne demande qu'à s'organiser pour lutter pour la révolution prolétarienne. L'organiser dépend de la capacité de l'organisation qui agit pour la construction du parti révolutionnaire sur la ligne de la reconstruction de la Quatrième Internationale, d'impulser une politique qui vise à unir le prolétariat et ses organisations, de l'aider à constituer les organisations qui le regroupent dans sa diversité et à les contrôler, organisations qui deviendront le parlement et l'exécutif prolétarien dans la lutte pour le gouvernement ouvrier-paysan, le pouvoir. Le programme de la Quatrième Internationale, « L'agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale », correspond très strictement à l'expérience des masses, et son mouvement à la ligne de développement de leur propre mouvement. En de multiples pays, des milliers de travailleurs et de jeunes sont disponibles pour s'organiser et propulser cette politique. Ce sont les cadres du parti révolutionnaire de demain, c'est avec eux que la Quatrième Internationale sera reconstruite.

L'action politique pour la reconstruction de la Quatrième Internationale doit se déployer plus largement encore : toute organisation, tout groupe, tout militant en rupture avec les appareils qui veut combattre contre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, pour la révolution prolétarienne et le socialisme, peut et doit être associé d'une façon ou d'une autre à cette action politique.

La perspective de conférences ouvertes à ces organisations, à ces groupes, ces militants, doit être concrétisée. A ces conférences, de façon ouverte, sera débattu de la nécessité d'une nouvelle Internationale, de partis révolutionnaires dans chaque pays, qui, selon nous, ne peuvent être que la Quatrième Internationale reconstruite et ses sections. Mais la perspective de construction d'une nouvelle Internationale doit être ouverte pour les masses prolétariennes et la jeunesse, au cours même de leurs luttes de classe quotidiennes. Des campagnes politiques internationales portant sur des points précis peuvent et doivent être décidées et organisées, avec ces organisations, ces groupes, ces militants qui engagent le débat sur

les questions qui concernent le prolétariat international. De telles campagnes porteront au sein des masses l'agitation internationaliste sous une forme concrète et soulèveront par suite le problème de l'Internationale, sur le terrain même de la lutte des classes, de façon appréhendable.

L'action politique pour la reconstruction de la Quatrième Internationale inclut naturellement les rapports avec les organisations dont l'origine remonte à la constitution de la Quatrième Internationale en 1938, notamment le Secrétariat unifié qui affirme être la Quatrième Internationale, et les organisations nationales qui y participent. La grande difficulté réside ici en ce que le révisionnisme pabliste liquidateur marque le « Secrétariat unifié ». Le « Secrétariat international » a été le siège et le centre opératoire du révisionnisme pabliste liquidateur qui porte la responsabilité de la crise et de la dislocation organisationnelle et politique de la Quatrième Internationale. Le « SI » a été partie composante du « SU » en 1963, sans que le révisionnisme ait été défait théoriquement et politiquement, ni éliminé ; toutes les formes et moyens permettant de liquider, partout où il gîte, le révisionnisme, et d'aider à la victoire du trotskysme dans toute organisation qui s'en réclame, s'intègrent à l'action politique pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

Ne pas attendre

Il ne faut surtout pas le dissimuler, la victoire de la révolution prolétarienne mondiale, la reconstruction de la Quatrième Internationale et la construction de ses sections, la solution à la crise de la direction révolutionnaire, ne seront réalisées qu'au bout d'un parcours encore long, difficile et tourmenté. La pleine signification de « l'Internationale ouvrière », de la continuité du combat pour la construire au travers des Première, Deuxième, Troisième et Quatrième Internationales, apparaîtra alors. Mais, pas plus que les générations des militants révolutionnaires d'hier et d'avant-hier n'ont attendu, celle d'aujourd'hui ne peut attendre que « l'Internationale ouvrière » se construise, surgisse comme par enchantement de la nouvelle période de la révolution prolétarienne. Ce serait la négation du pourquoi et du comment de l'Internationale et de ses partis : le prolétariat ne peut vaincre que s'il parvient à faire consciemment sa propre histoire. La victoire du prolétariat signifie que l'humanité sort de sa préhistoire pour faire consciemment sa propre histoire. La lutte contre le révisionnisme liquidateur à l'intérieur de la Quatrième Internationale, la constitution du Comité international, celle du Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, lorsque le CI a éclaté, ont assuré la continuité de la Quatrième Internationale et donnent les moyens du combat pour sa reconstruction. C'est aujourd'hui que nous nous donnons les moyens de traverser la tempête des événements, en y intervenant pour forger « l'Internationale ouvrière », en reconstruisant la Quatrième Internationale.

Du point de vue de la conjoncture politique générale, 1978 diffère considérablement de 1938. Au moment de la fondation de la Quatrième Internationale, le prolétariat traversait une période de grandes défaites : Hitler avait écrasé la classe ouvrière allemande à la faveur de la politique de division systématique pratiquée, dans la Troisième Internationale, par la bureaucratie stalinienne au nom de sa lutte contre le « social-fascisme » ; les Fronts populaires conduisaient les masses, en Espagne et

en France, à d'effroyables défaites, et la Deuxième Guerre mondiale était sur le point d'éclater et de plonger dans la barbarie l'Europe et de vastes régions du monde.

Pourtant comme en 1938, la solution de la crise de la direction révolutionnaire reste la tâche décisive à accomplir, le programme de fondation de la Quatrième Internationale est plus actuel que jamais. Les partis social-démocrates et staliens, les appareils bureaucratiques des syndicats contrôlent encore les secteurs déterminants du prolétariat mondial.

Mais à la différence de 1938, la crise actuelle de la bourgeoisie et des bureaucraties parasites et contre-révolutionnaires dont celle du Kremlin et de son appareil international, et le nouvel essor du prolétariat rendent beaucoup plus réalisables ces mêmes tâches. En quarante ans, les militants fondateurs ou seulement combattants de la Quatrième Internationale ont eu des destins fort divers : certains sont tombés au combat contre l'impérialisme et le stalinisme, d'autres se sont détournés ou ont été détournés de l'axe de ce combat. D'autres enfin continuent à le mener dans le cadre du Comité d'organisation pour la reconstruction de la IV^e Internationale. Et l'on doit constater que ces derniers expriment aujourd'hui avec une force croissante le mouvement révolutionnaire des masses. Car les travailleurs sont de plus en plus nombreux à avoir fait ou à faire l'expérience du caractère contre-révolutionnaire des appareils staliens et réformistes et à se tourner vers le trotskysme, comme marxisme de notre temps.

Aujourd'hui, les masses ont partout repris l'offensive, à des degrés divers et sous des formes diverses. Les Etats bourgeois de l'Europe occidentale sont rongés par une crise politique annonciatrice de prochaines explosions révolutionnaires. Au Portugal, c'est la révolution prolétarienne qui a commencé, en 1974, et qui est actuellement contenue mais non écrasée par la contre-révolution bourgeoise. Les Etats ouvriers bureaucratiques, en Europe orientale, en URSS, en Chine et en Indochine, sont travaillés par tous les ferment de la révolution politique. Enfin, l'Afrique, l'Amérique latine et l'Asie connaissent de puissants mouvements de masse que l'impérialisme et la bureaucratie cherchent à briser de concert, mais qu'ils ne parviendront pas longtemps à contenir.

Le Programme de transition de la Quatrième Internationale n'a pas besoin d'être « actualisé » parce que les problèmes qu'il pose (la décomposition finale du mode de production capitaliste, la nature contre-révolutionnaire des partis social-démocrates et des partis staliens ainsi que de la politique dite de front populaire, « la mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir », enfin la nécessité absolue de construire le parti ouvrier révolutionnaire mondial) sont nos problèmes, les problèmes de notre temps. Et, inséparable de la fondation de la Quatrième Internationale, le Programme de transition nous fournit une méthode d'analyse des événements et d'action permettant précisément de comprendre en quoi la conjoncture politique de 1978 diffère considérablement de celle de 1938 et comment l'avant-garde révolutionnaire peut et doit aider les masses à s'organiser dans cette nouvelle conjoncture.

Cela veut dire que la Quatrième Internationale reconstruite comme nouvelle direction mondiale du prolétariat révolutionnaire a son avenir devant elle, parce qu'elle répond aux besoins historiques les plus vitaux de notre époque. Par-delà les itinéraires politiques des militants trotskystes,

de 1938 à nos jours, ce qui prévaut, en fait, c'est la continuité révolutionnaire de Marx à Trotsky, sur laquelle la fondation de la Quatrième Internationale s'est établie et de laquelle le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale tire sa légitimité historique dans la lutte des classes actuelle.

Célébrer le quarantième anniversaire de la fondation de la Quatrième Internationale ne consiste pas à commémorer un acte politique glorieux mais passé. Cela consiste dans la préparation de l'avenir qui appartient — tous les signes l'indiquent — à la révolution prolétarienne mondiale. Mais la préparation de cet avenir implique — comme l'utilisation d'un point d'appui pour un levier — l'utilisation consciente du passé du prolétariat révolutionnaire, c'est-à-dire de sa tradition à travers les quatre Internationales qu'il s'est successivement données.

LA VERITE

**21 et 22 octobre 1978
Paris - Palais de la Mutualité**

**QUARANTIEME ANNIVERSAIRE
DE LA FONDATION
DE LA IV^e INTERNATIONALE**

**JOURNEES
D'ETUDES**

*Sous la présidence
du camarade Pierre Broué,
directeur de l'Institut Léon Trotsky*

Les camarades Stéphane Just, Gérard Bloch, Pierre Fougeyrollas et Jean-Jacques Marie présenteront des communications qui seront suivies de discussions.

litionnaire reste la tâche objective à accomplir : le programme de fondation d'unité. Qu'il soit ou non dans les structures politiques, il est nécessaire que l'unité d'organisation soit dans les deux sens du terme : d'abord pour assurer la cohésion des forces révolutionnaires et pour donner à la classe ouvrière une force de combat unitaire. C'est pourquoi nous devons nous faire une idée claire de ce que doit être l'unité. L'unité doit être la synthèse de deux types de solidarité : celle qui existe entre les hommes qui ont fait leur travail dans l'unité, et celle qui existe entre les hommes qui ont fait leur travail dans l'unité et ceux qui ont fait leur travail dans d'autres unités. C'est pourquoi nous devons nous faire une idée claire de ce que doit être l'unité. L'unité doit être la synthèse de deux types de solidarité : celle qui existe entre les hommes qui ont fait leur travail dans l'unité, et celle qui existe entre les hommes qui ont fait leur travail dans l'unité et ceux qui ont fait leur travail dans d'autres unités.

Ensuite, il faut nous rappeler que ces derniers expriment également leur révolte contre le mouvement révolutionnaire des masses. Ces derniers expriment leur révolte contre le mouvement révolutionnaire des masses.

LA REVOLUTION D'AVRIL ET LA REVOLUTION D'AVRIL

Ensuite, il faut nous rappeler que ces derniers expriment leur révolte contre le mouvement révolutionnaire des masses.

Ensuite, il faut nous rappeler que ces derniers expriment leur révolte contre le mouvement révolutionnaire des masses.

Ensuite, il faut nous rappeler que ces derniers expriment leur révolte contre le mouvement révolutionnaire des masses.

Ensuite, il faut nous rappeler que ces derniers expriment leur révolte contre le mouvement révolutionnaire des masses.

Ensuite, il faut nous rappeler que ces derniers expriment leur révolte contre le mouvement révolutionnaire des masses.

Ensuite, il faut nous rappeler que ces derniers expriment leur révolte contre le mouvement révolutionnaire des masses.

PREMIERE PARTIE

Pierre Fougeyrollas

**Quatre Internationales :
la continuité et l'héritage
du
prolétariat révolutionnaire**



quatre Internationales : la continuité et l'héritage du prolétariat révolutionnaire

1.

L'héritage de l'Association internationale des travailleurs

La fondation de l'Association internationale des travailleurs en 1864, à laquelle Marx et Engels prirent une part déterminante afin de doter le prolétariat d'une direction révolutionnaire mondiale, est l'aboutissement de toute la première période du mouvement ouvrier.

le mouvement ouvrier révolutionnaire Marx-Engels et la Ligue des communistes

C'est au début du XIX^e siècle qu'il faut situer la formation du prolétariat, comme nouvelle classe sociale, en relation avec le premier essor de l'industrialisation en Grande-Bretagne et en France. A ce propos, Marx et Engels écrivent :

Karl Marx et Friedrich Engels, en Angleterre, avec la femme de Marx et leurs enfants, en mai 1864 (Ph. Roger Viollet).

« A mesure que grandit la bourgeoisie, c'est-à-dire le capital, se développe aussi le prolétariat, la classe des ouvriers modernes qui ne vivent qu'à la condition de trouver du travail et qui n'en trouvent que si leur travail accroît le capital. Ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre ; ils sont exposés, par conséquent, à toutes les vicissitudes de la concurrence, à toutes les fluctuations du marché. » (*Manifeste du Parti communiste*, tr. fr., Ed. Sociales, 1972, p. 41).

Ainsi se trouvent définis les prolétaires, au sens moderne du mot, à savoir ceux qui sont contraints pour vivre de vendre leur force de travail aux propriétaires capitalistes des instruments de production et qui, en travaillant, produisent la plus-value du capital. Cette classe des salariés est issue d'hommes et de femmes arrachés, pour la plupart, à la vie paysanne, et poussés par la contrainte économique à chercher du travail dans les fabriques.

Jusqu'en 1830, rien ne limite légalement l'exploitation capitaliste du travail salarié, si ce n'est l'intérêt des patrons à une reproduction minimale de la masse des travailleurs. C'est ce que Marx établira, dès 1849, dans « Travail salarié et capital », en expliquant que le salaire est le paiement, non du travail fourni par l'ouvrier à son patron, mais de sa force de travail, c'est-à-dire d'une marchandise dont la valeur, comme celle des autres, se mesure par le temps de travail socialement nécessaire à sa production.

PREMIERES ORGANISATIONS OUVRIERES

Soumis au salariat, cet esclavage moderne, le prolétariat subit l'exploitation capitaliste et cherche à survivre en commençant à s'organiser et aussi, parfois, en se révoltant contre la situation qui lui est faite. Les premières organisations ouvrières se constituent, entre 1815 et 1830, sous forme de mutuelles, de syndicats, de sociétés de pensée où l'on débat des idées socialistes et communistes, enfin d'embryons de partis. En Grande-Bretagne, en France, en Allemagne et en Italie, c'est le même problème qui se pose : celui de l'indépendance de classe de ces organisations.

Aussi des débats et des luttes opposent-ils des militants simplement partisans de la république démocratique, bref de la victoire complète de la bourgeoisie sur ce qui reste des classes féodales, et des militants plus préoccupés par les « problèmes sociaux », c'est-à-dire par les intérêts spécifiques de la classe ouvrière, émancipée de toute tutelle bourgeoise — même démocratique.

La révolution de juillet 1830 permettra à un certain nombre de ces militants de comprendre que la bourgeoisie cherche à utiliser le prolétariat comme masse de manœuvre en vue de la réalisation de ses seuls objectifs démocratiques et que, par ailleurs, cette même bourgeoisie est portée aux compromis contre-révolutionnaires avec les classes d'origine féodale. L'année suivante, les ouvriers lyonnais de la soie (canuts) s'insurgent contre leurs conditions de vie misérables et se rendent maîtres pendant quelques jours de la grande ville industrielle.

En 1833, une association syndicale des cordonniers fait son apparition en France, tandis que, en Grande-Bretagne, se constitue une première centrale syndicale — Grand National Consolidated Trade Union — qui groupera jusqu'à 500 000 adhérents. Aux Etats-Unis, les ouvriers de Philadelphie imposent par la grève la journée de dix heures à leurs employeurs (1835). En Grande-Bretagne, la bourgeoisie s'oppose à l'aristocratie terrienne pour faire prévaloir les intérêts de l'industrie sur ceux de l'agriculture. Dans le même temps, des petits-bourgeois radicaux engagent la lutte pour les droits démocratiques. En 1838, ils proposent une charte du peuple exigeant notamment le suffrage universel, dont le mouvement ouvrier va s'emparer pour développer son action propre. De 1838 à 1848, le mouvement chartiste combinera les revendications ouvrières (la journée de dix heures) et les revendications démocratiques (le suffrage universel) dans de puissantes manifestations de masse. 1839 : élections de délégués dans les grandes villes sur la base de meetings groupant parfois plus de 100 000 participants ; 1842 : pétition générale portant 3 300 000 signatures ; 1848 : marche sur le Parlement qui se termine par l'échec du chartisme en raison de l'attitude légaliste et réformiste de ses principaux dirigeants.

Ainsi, partout où la bourgeoisie est au pouvoir ou partage ce pouvoir avec l'ancienne classe nobiliaire, le prolétariat entre spontanément en conflit avec le patronat et l'Etat et cherche à se donner des moyens d'organisation en vue du développement de son combat de classe.

En Europe continentale, les organisations ouvrières sont contraintes à une existence illégale ; ce sont des organisations secrètes qui prennent modèle à l'origine sur les organisations clandestines du mouvement démocratique bourgeois.

A Paris, en 1834, des émigrés d'Europe centrale se sont groupés dans une « Ligue des proscrits ». Parmi eux, les artisans et les ouvriers se sont, en 1836, séparés des intellectuels bourgeois et petits-bourgeois ; leur nouvelle organisation prend le nom de « Ligue des justes ». Cette organisation est donc née de la volonté d'un certain nombre de travailleurs de ne plus subordonner leur action au mouvement démocratique bourgeois. Événement caractéristique, elle prend, en 1847, le titre de « Ligue des communistes » et tient son premier congrès en juin de la même année. C'est précisément entre ce premier congrès et le deuxième, tenu en décembre 1847, que Marx et Engels donnent leur adhésion et amènent à la Ligue le Comité de correspondance communiste de Bruxelles dont ils sont responsables.

L'ancienne devise de la Ligue : « Tous les hommes sont frères », sera remplacée sur proposition de Marx par une nouvelle devise : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous », qui exprime les exigences du mouvement ouvrier révolutionnaire, à la veille de la révolution de 1848. Chargés par le comité central de l'organisation de rédiger son programme, Marx et Engels écriront, dans ce contexte, le « Manifeste du Parti communiste ».

Avant de prendre contact avec la Ligue, Marx et Engels avaient eux-mêmes cheminé des positions propres au mouvement démocratique bourgeois vers celles du prolétariat révolutionnaire. En 1845, ils avaient ensemble rédigé le long manuscrit de « L'idéologie allemande », dans lequel se trouvaient, pour la première fois, exposés les fondements et la méthode du matérialisme historique.

Décidé à lutter efficacement pour la « constitution du prolétariat en classe », Marx avait proposé en 1846 à Proudhon, malgré leurs divergences, de constituer en commun des

« comités de correspondance communiste qui s'occuperaient de met-

tre en rapport les socialistes allemands, français et anglais, afin de les tenir au courant des progrès du socialisme dans chaque pays ».

Proudhon avait refusé en disant :

« Je crois que nous n'avons pas besoin de cela pour réussir, et qu'en conséquence nous ne devons point poser l'action révolutionnaire comme moyen de réforme sociale. » (cf. P. Lambert : *Marx et les problèmes du parti ouvrier*, *La Vérité* n° 515, février 1959, p. 9).

Cette opposition est claire : d'un côté Marx, qui, en vue de la révolution prolétarienne, combat pour donner au prolétariat des moyens d'organisation à l'échelle internationale ; de l'autre côté Proudhon, dont le socialisme petit-bourgeois a abouti au réformisme et qui ne se soucie nullement de travailler à la construction d'organismes internationaux.

MATERIALISME HISTORIQUE ET SOCIALISME SCIENTIFIQUE

L'année même où Marx et Engels rejoignent la Ligue des communistes et entreprennent de la transformer profondément, Marx publie « Misère de la philosophie, réponse à la Philosophie de la misère, de M. Proudhon », qui, sur le plan théorique, règle définitivement son compte à l'idéologie prudhonienne.

Entre 1845 et 1847, Marx et Engels vont donc aboutir au matérialisme historique et au socialisme scientifique ; en même temps, ils ont trouvé dans la Ligue des communistes une organisation prolétarienne internationale qu'ils vont transformer en une direction embryonnaire du prolétariat révolutionnaire. Aussi Gérard Bloch écrit-il qu'il s'agit probablement de la période « la plus riche d'enseignements pour notre combat actuel ». Et il ajoute :

« Les problèmes auxquels ont à faire face à l'heure actuelle les militants qui, regroupés autour du Comité international, ont pour tâche

de reconstruire la IV^e Internationale, sont d'une telle nature, d'une telle complexité qu'ils doivent nécessairement, pour les aborder efficacement, enrichir leur arsenal de toute la tradition du mouvement ouvrier et de son avant-garde marxiste. Ces mêmes problèmes de la construction du parti de classe du prolétariat — c'est-à-dire de l'Internationale — sur la base d'un programme qui reflète la mission et les objectifs historiques de cette classe, ont été abordés pour la première fois par la Ligue des communistes, en 1847. » (G. Bloch : *Le premier congrès de la Ligue des communistes (juin 1847)*, *La Vérité*, octobre 1970, n° 550, p. 31).

Principalement composée de compagnons qui sont amenés à se rendre de ville en ville, la Ligue parvient à établir, surtout en France, en Suisse, en Allemagne et en Angleterre, un réseau international d'organisations de base, appelées communes. Mais avant l'arrivée de Marx et de Engels, la Ligue comporte des orientations fort différentes selon les pays où elle est organisée : en France, elle est influencée par les théories utopistes de Fourier et de Cabet, en Suisse elle est soumise à l'influence de Weitling qui en aggrave le caractère de secte semi-mystique, tandis que, en Angleterre, elle entretient des liens avec le mouvement chartiste devenu alors l'organisation de classe des travailleurs.

A travers les activités de la Ligue apparaissent les méthodes d'organisation du mouvement ouvrier.

« Il faut insister ici, écrit Gérard Bloch, sur une méthode de travail employée par la Ligue dès sa fondation et d'une importance majeure (elle n'était d'ailleurs pas propre à la Ligue, et on la retrouve notamment dans le mouvement ouvrier anglais des années 1830 sous une forme un peu différente) : la Ligue tendait constamment à créer autour d'elle un véritable faisceau d'organisations plus larges dont elle constituait le noyau dirigeant et qui lui servaient de terrain de développement de son influence, d'école et de milieu de recrutement. C'était d'abord, et partout où s'implantèrent solidement des « communes » clandestines de la Ligue, des « Associations d'éduca-

tion pour les ouvriers », légales et combinant des réunions de « divertissement » où les travailleurs amenaient leurs familles et des réunions de discussion, cercles d'études, etc. Ce fut en outre dans le cadre propice de Londres — où l'Association d'éducation des ouvriers fondée dès février 1840 et qui attira bientôt des ouvriers de diverses nationalités devait subsister sous des noms divers pendant plusieurs décennies et refléter tous les tournants du mouvement ouvrier — la « Société démocratique allemande », également publiée. » (*Ibid*, page 34).

Dans ce climat politique londonien, Julian Harney, dirigeant de l'aile révolutionnaire du mouvement chartiste, organise en 1845, avec divers militants émigrés, une manifestation pour commémorer la fondation de la Première République française (22 septembre 1792). On sait que Marx et Engels, qui avaient passé, dans cette période, quelques semaines en Angleterre, participeront à la préparation de ce meeting. Rendant compte ultérieurement de la manifestation en question dans une revue allemande, Engels écrira :

« La démocratie, c'est aujourd'hui le communisme. Une autre démocratie ne peut plus exister aujourd'hui que dans les têtes des visionnaires théoriques qui ne se soucient pas des événements réels... La démocratie est devenue un principe de masse. »

Et de son côté, Marx avait écrit, l'année précédente, à propos de l'insurrection des tisserands silésiens, que l'Allemagne ne pouvait désormais « trouver que dans le prolétariat l'élément actif de sa libération ».

Ainsi, Marx et Engels, en rejoignant la Ligue des communistes, vont y développer les idées du matérialisme historique et du socialisme scientifique, notamment cette idée du rôle dirigeant du prolétariat dans le processus révolutionnaire qui aboutira, en 1850, à la première formulation de la théorie de la révolution permanente. A la direction de la Ligue, ils lutteront contre l'idéologie communiste utopique qui y prévalait avant eux, pour faire admettre le communisme scientifique fondé sur la méthode du matérialisme historique.

Dès 1845, Marx et Engels sont parvenus à une compréhension scientifique du processus historique mondial, commandé, depuis l'apparition d'un surproduit social, par la lutte des classes sur la base du développement des forces productives à travers les modes de production successifs. Aussi bien savent-ils que le passage au socialisme et la marche au communisme ne s'effectueront pas, ne pourront pas s'effectuer fatalément ou automatiquement. Ils impliquent, au contraire, que le prolétariat prenne en main ses intérêts révolutionnaires et assume la direction du processus historique de libération de l'humanité.

**« TOUTE LUTTE
DE CLASSES
EST UNE LUTTE
POLITIQUE... »**

Or, dans son origine historique, le prolétariat engendré par l'industrialisation apparaît comme un produit de la décomposition de diverses anciennes classes : décomposition des couches paysannes, dont les éléments pauvrisés sont contraints d'aller chercher du travail dans les agglomérations urbaines, décomposition de l'ancien artisanat et de l'ancien petit commerce dont les participants, ruinés par l'économie capitaliste, sont condamnés au salariat, enfin décomposition de certains éléments de la petite bourgeoisie, voire de la petite noblesse, précipités dans la condition salariale par la concentration de la richesse et du pouvoir à un pôle, celui de la bourgeoisie, et l'extension de la misère au pôle opposé.

Objectivement, le prolétariat n'est que cette masse de vendeurs forcés de leur propre force de travail et de générateurs forcés de la plus-value du capital. Historiquement, ce même prolétariat est la seule classe qui, « par sa situation dans les forces de production et par ses intérêts, soit radicalement révolutionnaire ». Marx et Engels écrivent :

« Les armes dont la bourgeoisie s'est servie pour abattre la féodalité se retournent aujourd'hui contre la bourgeoisie elle-même. Mais la bour-

geoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort : elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les prolétaires. » (K. Marx et Fr. Engels : *Le Manifeste du Parti communiste*, tr. fr. Editions sociales 1975, p. 37).

Encore faut-il que ces prolétaires s'emparent de ces armes et s'en servent efficacement. Autrement dit, encore faut-il que le prolétariat engendré par la bourgeoisie comme une masse asservie se transforme en une classe capable d'accomplir ses tâches historiques. Et c'est là qu'une comparaison s'impose pour différencier le combat jadis mené par la bourgeoisie contre la classe nobiliaire féodale et le combat que peut et doit mener le prolétariat contre la bourgeoisie.

Dès les XIII^e et XIV^e siècles, en Europe occidentale, la bourgeoisie commence, à l'intérieur du mode de production féodal, à créer des rapports sociaux de production qu'elle domine : les maîtres de jurande, les commerçants, les banquiers constituent progressivement une classe qui exploite les compagnons, les manouvriers et, au-delà d'eux, une partie croissante des masses paysannes, et qui en tire l'accumulation primitive du capital. Au XVI^e et XVII^e siècles, le processus s'amplifie et se complète par l'esclavagisme colonial dans les vastes territoires des Amériques, de telle sorte que, aux Pays-Bas, en Grande-Bretagne et en France, la puissance économique de la bourgeoisie égale, puis dépasse celle de la noblesse. S'étant assurée d'une base économique qui lui est propre, la bourgeoisie s'emparera du pouvoir (complètement ou en le partageant avec la classe nobiliaire) à la faveur des révolutions du XVI^e siècle (Pays-Bas devenus Provinces unies), du XVII^e siècle (Angleterre) et du XVIII^e siècle (France).

En ce qui concerne le prolétariat, rien de tel ne se produit parce que rien de tel n'est possible. Car le prolétariat n'a aucune autre classe à exploiter qui puisse constituer, pour lui, dans le mode de production capitaliste, une base économique en vue de sa propre transformation en une nouvelle classe dominante. C'est encore le « Manifeste » qui le précise sans équivoque :

« Toutes les classes qui, dans le passé, se sont emparées du pouvoir, essayaient de consolider leur situation acquise en soumettant la société aux conditions qui leur assuraient leur revenu propre. Les prolétaires ne peuvent s'emparer des forces productives et sociales qu'en abolissant le mode d'appropriation qui était particulier à celles-ci, et, par suite, tout le mode d'appropriation en vigueur jusqu'à nos jours. Les prolétaires n'ont rien à sauvegarder qui leur appartienne : ils ont à détruire toute garantie privée, toute sécurité privée antérieure (...). Le prolétariat, couche inférieure de la société actuelle, ne peut se soulever, se redresser, sans faire sauter toute la superstructure des couches qui constituent la société officielle. »

Cela signifie que, contrairement aux révolutions antérieures, la révolution prolétarienne ne substituera pas un mode d'exploitation du travail social et d'appropriation de ses produits à un autre, mais qu'elle entraînera la fin de tout mode d'exploitation et d'appropriation privée. Cela signifie, du même coup, que le prolétariat ne disposant pas et ne pouvant pas disposer de bases économiques prolétariennes à l'intérieur du mode de production capitaliste — contrairement à l'idéologie de l'autogestion qui trouve ses racines chez Proudhon, qui a été utilisée par Mounier, puis de nos jours par la CFDT et le PCF comme une arme pour protéger la propriété privée des moyens de production —, le seul moyen qui puisse lui permettre de mener jusqu'à la victoire finale son combat historique contre la bourgeoisie réside dans l'organisation révolutionnaire. Et c'est bien là l'objectif du « Manifeste », autrement dit la construction du parti ouvrier révolutionnaire mondial — objectif dont le « Programme de transition » nous montre qu'il a été, dans les nouvelles conditions historiques, celui des fondateurs de la Quatrième Internationale.

Pour Marx et Engels, disposant de la méthode du matérialisme historique et participant à la direction de la Ligue des communistes, il s'agit de travailler à la transformation du prolétariat, masse exploitée et produit immédiat

de l'exploitation capitaliste du travail salarié, de « classe-en-soi » qu'il est encore, malgré ses efforts d'auto-organisation, en « classe-pour-soi », capable d'accomplir ses tâches historiques révolutionnaires.

Mais le passage de l'en-soi au pour-soi, termes hérités de Hegel, ne saurait résulter d'un progrès autonome de la conscience tel que l'a imaginé l'ancienne spéculation philosophique. Ce passage ne peut s'accomplir que par et dans la construction de l'organisation révolutionnaire, seul moyen devant permettre au prolétariat de détruire la domination de classe de la bourgeoisie et d'ouvrir la voie à l'avènement de la société communiste.

Le problème central du « Manifeste du Parti communiste » qui sera, quatre-vingt-dix ans plus tard, le problème central du « Programme de transition », c'est celui du pouvoir politique, du pouvoir d'Etat.

Marx et Engels écrivent :

« Toute lutte de classes est une lutte politique, et l'union que les bourgeois du moyen-âge mettaient des siècles à établir avec leurs chemins vicinaux, les prolétaires modernes la réalisent en quelques années grâce aux chemins de fer. Cette organisation du prolétariat en classe, et donc en parti politique, est sans cesse détruite de nouveau par la concurrence que se font les ouvriers entre eux. Mais elle renaît toujours, et toujours plus forte, plus ferme, plus puissante. »

A quoi le « Programme » de 1938 fait écho :

« Quelle que soit la diversité des méthodes social-traitres — de la législation « sociale » de Léon Blum aux falsifications judiciaires de Staline —, ils ne réussiront jamais à briser la volonté révolutionnaire du prolétariat. De plus en plus, leurs efforts désespérés pour arrêter la roue de l'histoire démontreront aux masses que la crise de la direction du prolétariat, qui est devenue la crise de la civilisation humaine, ne peut être résolue que par la Quatrième Internationale. »

CONSTRUIRE LE PARTI REVOLUTIONNAIRE MONDIAL

Malgré les différences considérables des conjonctures historiques, en 1848, 1938 et 1978, le problème majeur est le même : à partir des intérêts de classe du prolétariat et de sa spontanéité révolutionnaire, construire le parti révolutionnaire mondial lui permettant de vaincre la bourgeoisie et de rendre irréversible le processus de la révolution socialiste.

Toutes les erreurs d'*« interprétation »* commises à l'égard du marxisme, depuis plus de cent ans, résident dans l'ignorance ou dans l'oubli délibéré de l'objectif visé par lui, depuis le temps du *« Manifeste »* jusqu'au temps du *« Programme »* qui est notre temps, à savoir la construction du parti ouvrier révolutionnaire international. Car c'est précisément en fonction de cet objectif que le marxisme s'est développé — contre tous les révisionnismes — comme unité de la théorie (le matérialisme dialectique et historique) et de la pratique (la lutte de classe du prolétariat contre la bourgeoisie), comme *« expression consciente du processus historique inconscient »*.

En 1848, Marx et Engels prennent la mesure de ce que le mouvement ouvrier a déjà fait et de ce qu'il lui reste à faire. Ainsi les mutualités et les coopératives ouvrières, les syndicats — déjà constitués en Grande-Bretagne, en Europe continentale et aux Etats-Unis à partir de 1830 — sont des acquis du prolétariat ; ce sont ses moyens d'autodéfense, ce sont ses propres institutions insérées dans la société bourgeoise et antinomiques au système d'exploitation capitaliste.

Les syndicats, notamment, ont rendu possible des combats de classe, des grèves qui parfois ont abouti au succès. Mais le *« Manifeste »* nous en avertit :

« Parfois les ouvriers triomphent. Mais c'est un triomphe éphémère. Le

résultat véritable de leur lutte est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs. »

Tant que le mode de production capitaliste existe, il n'est au pouvoir d'aucun syndicat ouvrier d'abolir la loi de la valeur, ni celle de la plus-value. Et dans les conditions du capitalisme pourrissant de notre époque, le *« Programme de transition »* précise :

« La bourgeoisie reprend chaque fois de la main droite le double de ce qu'elle a donné de la main gauche (impôts, droits de douane, inflation, « déflation », vie chère, chômage, réglementation policière des grèves, etc.)... Chaque revendication sérieuse du prolétariat et même chaque revendication progressive de la petite bourgeoisie conduisent inévitablement au-delà des limites de la propriété capitaliste et de l'Etat bourgeois. »

Les tâches historiques du prolétariat révolutionnaire ne peuvent donc pas se limiter aux actions que les syndicats sont capables de mener à bien. Ce qui compte à travers les actions prolétariennes intégrant l'activité de syndicats de classe indépendants, ce sont les progrès de l'organisation du prolétariat par rapport à la question finale qui est celle du pouvoir politique.

Pour Marx et Engels, les syndicats — notamment les Trade Unions britanniques — participent, sur leur propre plan, à la constitution du prolétariat en classe. Mais c'est le parti révolutionnaire mondial qui peut conduire au plein accomplissement de cette tâche historique. Dans cette perspective, le parti ouvrier devait, pour Marx et Engels, rassembler, comme le fera la Première Internationale, toutes les organisations prolétariennes (partis, syndicats, etc.), en respectant la place de chacune d'elles dans le mouvement de lutte pour l'émancipation des travailleurs de l'exploitation capitaliste.

Dans le droit fil du *« Manifeste »*, le *« Programme de transition »* déclare, contre tout antisyndicalisme gauchiste et tout *« félichisme syndical »* :

« Les syndicats n'ont pas, et vu leurs tâches, leur composition et le

caractère de leur recrutement, ne peuvent avoir de programme révolutionnaire achevé : c'est pourquoi ils ne peuvent remplacer le parti. L'édition de partis révolutionnaires nationaux, sections de la IV^e Internationale, est la tâche centrale de l'époque de transition. »

Cette caractérisation des syndicats n'est en rien contradictoire avec le regroupement de toutes les organisations ouvrières, y compris les syndicats, dans l'Internationale prolétarienne.

PROLETAIRES ET COMMUNISTES

Il convient maintenant de préciser la nature de ce parti ouvrier révolutionnaire international que Marx et Engels se sont efforcés d'édifier à travers leur participation à la direction de la Première Internationale. Le « Manifeste » est parfaitement explicite :

« Les communistes ne forment pas un parti distinct, opposé aux autres partis ouvriers. Ils n'ont point d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat. Ils n'établissent pas de principes particuliers sur lesquels ils voudraient modeler le mouvement ouvrier. »

Comme le montre ce texte, les communistes sont des militants ouvriers révolutionnaires dotés de la méthode du matérialisme dialectique et historique et du socialisme scientifique. Il est remarquable que Marx et Engels n'envisagent pas que ces militants puissent constituer un « parti distinct » du mouvement ouvrier déjà organisé et de ses propres partis. Sans doute, cela tient-il aux circonstances propres à 1848 où il n'existe encore aucun parti communiste au sens strict du terme. Mais, plus profondément, cela signifie que la tâche fondamentale des militants communistes réside dans la construction d'un parti révolutionnaire unique à partir des organisations politiques de la classe ouvrière qui existent déjà.

Le marxisme n'est pas une idéologie ; il est au contraire la critique radicale de toute idéologie qu'il caractérise comme l'expression inversée dans la

conscience des individus des rapports sociaux fondamentaux. C'est pourquoi les communistes, à la différence des utopistes, n'ont pas de « principes particuliers » sur lesquels ils voudraient « modeler le mouvement ouvrier ». Ils n'ont pas non plus d'intérêts distincts de ceux du prolétariat dans son ensemble. Il s'agit pour eux non de faire appliquer une doctrine préétablie par le prolétariat révolutionnaire, mais, au contraire, d'en exprimer scientifiquement le mouvement historique et de contribuer, de l'intérieur, à son auto-organisation efficace. Rien de plus révolutionnaire que cette conception de la direction du prolétariat.

Cependant, Marx et Engels précisent :

« Les communistes ne se distinguent des autres partis ouvriers que sur deux points :

1. Dans les différentes luttes nationales des prolétaires, ils mettent en avant et font valoir les intérêts indépendants de la nationalité et communs à tout le prolétariat.

2. Dans les différentes phases que traverse la lutte entre prolétaires et bourgeois, ils représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité. »

Le parti ouvrier révolutionnaire ne peut donc être qu'international et même mondial, précisément parce que la bourgeoisie, en créant un marché mondial, a fait du prolétariat une classe internationale, relativement à ses intérêts révolutionnaires et aux conditions historiques de sa victoire. En même temps, ce parti ne peut pas être le représentant d'une couche du prolétariat à l'exclusion des intérêts ou contre les intérêts des autres couches. Sa fonction réside justement dans l'unification et l'homogénéisation politique de la classe ouvrière que la bourgeoisie cherche sans cesse à diviser contre elle-même. Et cette fonction d'unification et d'homogénéisation du parti révolutionnaire à construire annonce la stratégie du front unique ouvrier (union de tous les travailleurs et de toutes les organisations ouvrières dans la rupture avec la bourgeoisie) que définira le III^e Congrès de l'Inter-

nationale communiste et que reprennent Trotsky et les autres fondateurs de la Quatrième Internationale contre la politique de collaboration de classe des front populaires mise en œuvre par les staliniens.

Contre la dégénérescence réformiste des partis de la Deuxième Internationale, Lénine renouera avec la méthode d'action et de pensée exposée dans le « Manifeste » ; contre la dégénérescence stalinienne du Parti bolchevique et de la Troisième Internationale, Trotsky renouera avec la conception de la direction révolutionnaire du mouvement ouvrier de Marx et de Engels.

Face aux directions réformistes et stalinien des mouvements ouvriers, en 1938, face à la nature contre-révolutionnaire des deux partis ouvriers, devenus, chacun à sa manière, des partis ouvriers bourgeois, le « Programme de transition » rétablit la continuité révolutionnaire inaugurée par le « Manifeste » de 1848.

1850 : « LA REVOLUTION EN PERMANENCE ! »

Précisément, la même année, la révolution européenne met à l'épreuve le prolétariat, en tant que classe en train de se constituer, et ses diverses organisations. Le centre du théâtre des opérations est occupé par les ouvriers parisiens qui, après avoir renversé la monarchie de Louis-Philippe en février, sont aux prises avec la bourgeoisie française. Au nom du droit au travail, ces ouvriers s'insurgent en juin et leur mouvement héroïque est noyé dans le sang par l'appareil militaro-policier de la bourgeoisie qui ouvre ainsi la voie à la dictature bonapartiste du Second Empire. Mais, à Berlin, à Vienne, à Budapest, à Rome, à Munich, etc., les masses entrent en mouvement. Dans le cadre de la Ligue des communistes, Marx et Engels participent aux combats à Cologne. Après de rapides succès, la vague révolutionnaire européenne est refoulée par les forces de la contre-révolution. L'armée tsariste y contribue, d'une manière décisive, en rétablissant l'ordre dans l'empire des Habsbourg, et la Sainte-Alliance, sauvée par la

pleutritie des bourgeois qui ont préféré l'absolutisme aux risques de la révolution, place à nouveau l'Europe sous son joug.

En mars 1850, une circulaire du comité central de la Ligue des communistes, rédigée par Marx et Engels, donne pour objectif à l'avant-garde prolétarienne la préparation et l'organisation de la « révolution en permanence ».

Dans son ouvrage de 1931, « La Révolution permanente », Trotsky expose ainsi cet élément central du socialisme scientifique :

« L'idée de la révolution permanente fut mise en avant par les grands communistes du XIX^e siècle, Marx et ses disciples, pour faire pièce à l'idéologie bourgeoise qui, comme on le sait, prétend qu'après l'établissement d'un Etat « rationnel » ou démocratique, toutes les questions peuvent être résolues par la voie pacifique de l'évolution et des réformes. Marx ne considérait la révolution bourgeoise de 1848 que comme un prologue immédiat de la révolution prolétarienne. Marx s'était « trompé ». Mais son erreur était une erreur de fait, non une erreur de méthodologie. La révolution de 1848 ne se transforma pas en révolution socialiste. Mais c'est la raison pour laquelle elle n'aboutit pas au triomphe de la démocratie. »

Ainsi, la révolution de 1848 et la contre-révolution qui l'a suivie permettent à Marx et à Engels d'établir que là où la bourgeoisie n'a pas accompli, comme en Angleterre, aux Etats-Unis et en France, sa propre révolution, elle n'est plus capable de le faire dès lors qu'elle se sent menacée par les forces montantes du prolétariat, c'est-à-dire par la révolution prolétarienne. Les tâches inaccomplies ou inachevées de la révolution démocratique bourgeoisie, c'est désormais le prolétariat révolutionnaire qui, sous sa direction politique, peut les mener à bien.

Contrairement aux réformistes estimant que la révolution démocratique bourgeoisie doit être parachevée pour que la révolution prolétarienne socialiste puisse commencer, Marx et Engels découvrent que le processus

révolutionnaire qui a commencé, en 1848, par le surgissement du prolétariat sur la scène de l'histoire, ne pourra plus dorénavant se développer que comme un processus de révolution permanente dans lequel le prolétariat réalisera les tâches démocratiques en accomplissant sa propre révolution socialiste.

La révolution russe de 1905 confirmera pleinement cette théorie scientifique de la révolution. Car la bourgeoisie russe, effrayée par l'essor révolutionnaire du prolétariat dans les soviets, acceptera finalement de renoncer à sa révolution de classe et se résignera à végéter sous le joug monarcho-féodal du tsarisme plutôt que d'ouvrir la voie à la victoire de la révolution prolétarienne. A l'intérieur du Parti ouvrier social-démocrate de Russie, section de la Deuxième Internationale, Trotsky reprendra la théorie marxiste de la révolution permanente : puis il lui donnera tout son développement à travers la révolution de 1917, la construction de l'Etat ouvrier et sa défense, la lutte de l'Opposition de gauche contre la réaction bureaucratique, enfin par la fondation de la Quatrième Internationale.

En relation avec la construction du parti révolutionnaire mondial, la théorie de la révolution permanente constitue un élément majeur de continuité du marxisme, de la « Circulaire de 1850 » au « Programme de transition ».

La révolution de 1848 et la contre-révolution qui l'a suivie ont renforcé Marx et Engels dans leur conviction que rien ne saurait plus justifier que le prolétariat attende la fin des révoltes bourgeois pour organiser son action révolutionnaire propre, au niveau le plus élevé, c'est-à-dire au niveau politique. Sur ce point, le « Manifeste » se trouve confirmé par une remarquable urgence historique : il faut que le parti soit construit avant les prochaines explosions révolutionnaires qui ne manqueront pas de se produire. Et, précisément, la Commune de Paris montrera, en 1871, la justesse des prévisions de Marx et de Engels et les insuffisances du parti révolutionnaire existant, à l'état embryonnaire, dans la Première Internationale.

VERS LA PREMIERE INTERNATIONALE

Il faut ici dénoncer, une fois de plus, la légende bourgeoise d'un Marx déçu par l'échec final de la Révolution de 1848 et se réfugiant dans les longues études économiques dont devait finalement sortir, à partir de 1867, « Le Capital ». Inaugurée par le révisionniste Bernstein qui prétend, en 1900, opposer un Marx de la maturité (raisonnable, économiste, et graduiste) à un Marx de la jeunesse et de la révolution de 1848 (romantique, philosophe et révolutionnaire), cette « thèse » a été reprise par E. Halévy, en 1937, dans son « Histoire du socialisme européen », et de nos jours par Althusser, dans son « Pour Marx » (1965), ainsi que, d'une manière plus sophistiquée, par E. Mandel dans « La formation de la pensée économique de Karl Marx » (1972).

En fait, l'examen sérieux des activités de Marx et de Engels, entre 1849 et 1864, c'est-à-dire de la victoire provisoire de la contre-révolution en Europe à la fondation de la Première Internationale, montre qu'ils n'ont à aucun moment cessé de travailler avec acharnement à la construction du parti révolutionnaire mondial et au développement du matérialisme historique dans lequel la « pensée économique » ne se laisse en rien séparer de la « pensée historique, politique et sociale ».

Ce qui est vrai, c'est que l'écrasement du prolétariat parisien par la répression sanglante des journées de juin 1848 et la défaite du prolétariat européen dans les mois qui suivirent ont ouvert une période de dix ans au cours de laquelle l'organisation des forces révolutionnaires a été beaucoup plus difficile que dans la période durant laquelle s'était préparée l'explosion de 1848. Mais Marx, contraint de quitter l'Allemagne en juillet 1848, participe à Paris, dès le mois de septembre, à la reconstitution du comité central de la Ligue des communistes. Et, en 1850, à Londres, il lutte à la direction de la Ligue contre les scissionnistes du groupe Willich-

Schaffer, partisans d'un volontarisme révolutionnaire de type blanquiste rompant avec les tâches nécessaires de l'organisation des masses dans la lutte des classes. En même temps, il rédige, en collaboration avec Engels, « Les luttes de classes en France », ouvrage donnant une analyse scientifique exemplaire de la révolution et de la contre-révolution en 1848. Et cette œuvre sera suivie, en 1852, du « Dix-huit Brumaire de Louis Bonaparte », qui poursuit l'analyse des rapports de classes en France, montre la genèse et la fonction de l'Etat bonapartiste et annonce qu'un tel Etat — prétendant arrêter la lutte des classes en intégrant à son appareil bourgeois les organisations ouvrières — aboutira nécessairement à l'explosion de la révolution prolétarienne ; ce qui sera vérifié par la Commune de Paris surgissant six mois après la chute du Second Empire.

A Cologne, la contre-révolution organise un procès contre les militants de la Ligue ayant participé, comme Marx et Engels, aux combats de 1848. A travers ce procès, elle vise Marx, accusé d'être le chef d'une conjuration secrète contre la monarchie prussienne et les autres Etats européens. D'accusé, Marx se transforme en accusateur dans ses « Révélations sur le procès des communistes de Cologne » (1853), dont les exemplaires destinés à l'Allemagne sont saisis par la police à la frontière suisse.

De 1854 à 1863, Marx et Engels travaillent inlassablement, à partir de la Ligue des communistes, à la construction d'une avant-garde révolutionnaire internationale. En relation avec cette activité militante, Marx écrit la « Critique de l'économie politique » et les « Grundrisse » qui constituent une étape décisive dans la préparation du « Capital ».

Durant ces dix années, le mouvement ouvrier a reconstitué ses forces. Il les a même développées davantage sur un fond que Marx caractérise ainsi dans l'« Adresse inaugurale » de l'Association internationale des travailleurs :

« C'est un fait capital que la misère des masses travailleuses n'a point diminué de 1848 à 1864, dans

cette période qui pourtant se distingue entre toutes par un développement sans exemple de l'industrie, par un accroissement inouï du commerce. » (K. Marx, *Oeuvres I*, Pléiade, 1965, p. 459).

Ainsi les progrès de l'industrie et du commerce, c'est-à-dire du mode de production capitaliste, n'ont pas atténué la misère des masses précisément parce qu'ils sont fondés, comme le disait le « Manifeste » de 1848, sur l'exploitation de ces masses. Le prolétariat fait l'expérience de l'inanité des prédications bourgeoises qui promettent l'amélioration graduelle et automatique de ses conditions de vie, et de la nocivité des théories réformistes qui l'incitent à s'en tenir à des luttes économiques et à pratiquer la collaboration de classes.

Les analyses et les objectifs du « Manifeste du Parti communiste » sont confirmés dans leur justesse par seize ans d'histoire du capitalisme. L'activité de Marx et de Engels à la direction de la Ligue des communistes est justifiée par les intérêts généraux du prolétariat qui exigeaient et exigent toujours la construction du parti révolutionnaire mondial.

Le développement du marxisme et le travail de construction d'une avant-garde révolutionnaire internationale sont inséparables. L'un n'est pas compréhensible sans l'autre. Ce développement théorique et ce travail pratique, exprimant dans leur unité le processus historique de la lutte de classe du prolétariat, ont préparé la naissance de la Première Internationale.

AU VERSO

La couverture
de la première édition
du « Manifeste
du parti communiste »
(Londres - 1848)

Manifest

der
Kommunistischen Partei.

Veröffentlicht im Februar 1848.

Proletarier aller Länder vereinigt euch.

London.

Gedruckt in der Office der „Bildungs-Gesellschaft für Arbeiter“
von J. E. Burghard.

46, LIVERPOOL STREET, BISHOPSGATE.

l'Association internationale des travailleurs (1864-1873)

A l'origine profonde de l'Association internationale des travailleurs, il y a le mouvement ouvrier révolutionnaire tel qu'il s'est développé en Europe des environs de 1830 à 1864 et, spécialement, tel que Marx et Engels ont cherché à l'exprimer et à le renforcer à la direction de la Ligue des communistes. A son origine immédiate, on trouve deux rencontres à Londres de militants ouvriers anglais et français qui cherchent à se dégager de la tutelle que les gouvernements prétendent leur imposer. Au cours de la première rencontre, en 1862, l'idée de liens internationaux permanents apparaît, et, au cours de la deuxième rencontre, en 1863, à l'occasion d'une action commune contre l'oppression russe en Pologne, la décision de principe est prise de construire une association ouvrière internationale. Enfin, c'est dans un meeting tenu dans la capitale anglaise, à Saint-Martin's Hall, le 28 septembre 1864, qu'est proclamée l'Association internationale des travailleurs et qu'est élu un comité provisoire chargé d'organiser l'Association.

De cette date à la Conférence de Londres, tenue du 25 au 29 septembre 1865, Marx a joué un rôle considérable dans le comité provisoire pour que l'Association se construise sur une base prolétarienne révolutionnaire. Il lui a fallu la dégager de l'esprit mutualiste et réformiste qui caractérisait certains membres du comité, issus notamment des Trade Unions britanniques. Il lui a fallu aussi l'arracher au nationalisme petit-bourgeois des réfugiés politiques hongrois, polonais et italiens, tendant en permanence à subordonner la lutte de classe à la question nationale dans leur propre pays, c'est-à-dire en l'occurrence à la direction de la bourgeoisie. Il lui a fallu enfin combattre les tendances prudhoniennes des militants français ou suisses, qui, comme Tolain, Murat, Fribourg et d'autres, se méfiaient de la lutte politique et prétendaient maintenir le mou-

vement ouvrier sur le terrain économique des mutuelles, des coopératives et des syndicats.

« L'EMANCIPATION DES TRAVAILLEURS SERA L'ŒUVRE DES TRAVAILLEURS EUX-MÊMES »

On comprend que le Congrès de l'Association internationale des travailleurs, réuni en 1868 à Bruxelles, ait voté une ovation à Karl Marx, car, sans lui, sans ses efforts tenaces et son enseignement scientifique, l'Association ne serait pas parvenue, en quatre ans, à se constituer en une première direction internationale du mouvement ouvrier. Et les efforts de Marx étaient d'autant plus astreignants que Friedrich Engels, retenu par ses obligations professionnelles à Manchester, n'a pu participer, en personne, au Conseil général de la Première Internationale qu'à partir de 1870.

Dès les premiers jours de l'Association, Marx entre comme représentant des ouvriers allemands dans le comité de cinquante-cinq membres chargé d'en établir le programme et les statuts. Il y apporte toute son expérience de dirigeant de la Ligue des communistes dont la Première Internationale prend désormais la relève, et toute la puissance de la théorie et de la méthode du matérialisme dialectique et historique.

Il se heurte d'emblée aux nationalistes petits-bourgeois émigrés du continent européen, et, parmi eux, à Mazzini, qui cherche à construire une organisation de conspirateurs prêts à déclencher des coups de force, ici ou là, en temps opportun. Marx oppose à cette conception conspirative la théorie et la pratique de la lutte des classes conduite par l'idée qui l'anime toute

sa vie et qu'il exprimera en proclamant : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

Contrairement à toutes les misérables attaques de la bourgeoisie actuelle et de ses complices, les gauchistes petits-bourgeois, et contrairement à la dégénérescence bureaucratique du mouvement ouvrier dans le réformisme et dans le stalinisme, il ne s'est jamais agi pour Marx d'imposer au prolétariat une « direction autoritaire ». Il faut même rappeler que son action militante et dirigeante n'a cessé d'être orientée contre un tel autoritarisme dont Mazzini et ses amis ont été, dans l'Internationale, les premiers représentants.

Aussi le Comité provisoire se rend-il vite à l'argumentation de Marx, puisque celui-ci est chargé de rédiger une adresse inaugurale qui sera achevée le 27 octobre 1864 — un mois après le meeting de Saint-Martin's Hall. Et c'est dans cette adresse, qui constitue une suite du « Manifeste », que Marx écrit :

« L'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. L'émancipation du travail n'étant un problème ni local, ni national, mais social, embrasse tous les pays dans lesquels existe la société moderne et nécessite pour une révolution le concours théorique et pratique des pays les plus avancés. » (*Le Conseil général de la Première Internationale*, Ed. de Moscou, tr. fr. 1972, Tome I, p. 243).

Et il ajoute :

« La conquête du pouvoir politique est donc devenue le premier devoir de la classe ouvrière. Elle semble l'avoir compris, car en Angleterre, en Allemagne, en Italie, en France, on a vu renaître en même temps ces aspirations communes, et en même temps aussi des efforts ont été faits pour réorganiser politiquement le parti des travailleurs. Il est un élément de succès que ce parti possède : il a le nombre ; mais le nombre ne pèse dans la balance que s'il est uni par l'association et guidé par le savoir. L'expérience du passé nous a appris comment l'oubli de ces liens fraternels, qui doivent exister entre

les travailleurs des différents pays et les exciter à se soutenir les uns les autres dans toutes leurs luttes pour l'affranchissement, sera puni par la défaite commune de leurs entreprises divisées. C'est poussé par cette pensée que les travailleurs de différents pays, réunis en un meeting public à Saint-Martin's Hall le 28 septembre 1864, ont résolu de fonder l'Association internationale. »

EXPRIMER « LE MOUVEMENT REEL DE LA CLASSE OUVRIERE »

L'Adresse, rédigée par Marx et approuvée par la Conférence de Londres (1865), définit, dans leurs rôles respectifs, les « groupes nationaux et locaux » issus des organisations ouvrières indépendantes et ayant accepté la participation à l'Internationale, les congrès de l'Internationale, enfin son Conseil général élu par chaque congrès. Il s'agit donc d'une fédération internationale d'associations prolétariennes, tendant à se transformer en une organisation mondiale à la fois démocratique et centralisée. La démocratie réside dans la liberté dont dispose chaque organisation nationale ou locale, et dans la procédure de désignation de ses délégués au congrès annuel de l'Internationale. La centralisation apparaît dans le rôle capital des congrès internationaux et dans les fonctions assurées par le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, dans l'intervalle des congrès.

De fait, après la période des difficultés initiales, les congrès de l'Internationale se sont réunis conformément aux statuts préparés par Marx : en 1866 à Genève, en 1867 à Lausanne, en 1868 à Bruxelles, en 1869 enfin à Bâle, dans une période d'effervescence des masses qui devait trouver son point culminant, deux ans après, dans la Commune de Paris. Mais il serait erroné de croire que Marx, et plus tard Engels, ont dirigé sans difficultés les activités de la Première Internationale. Au contraire, comme l'écrivait Marx en 1871, l'histoire de l'Internationale a été une lutte continue du

Conseil général contre les sectes et les tentatives d'amateurs qui tentèrent toujours de se maintenir contre le « mouvement réel de la classe ouvrière » au sein de l'Internationale elle-même.

LE SENS DU COMBAT POLITIQUE ENGAGE PAR MARX

Cette lutte a été menée dans les congrès, mais bien davantage encore dans les « négociations privées du Conseil général avec chacune des sections en particulier ».

Contrairement à l'opinion de divers historiens bourgeois, réformistes et staliniens, l'histoire de la Première Internationale ne saurait se réduire à des affrontements entre, d'un côté, la « tendance marxiste », et, de l'autre côté, les tendances mazziniste, lassaliennne, prudhonienne, bakouniniste, etc.

Le texte que nous venons de citer permet de comprendre que les choses se sont passées différemment.

Fidèle à la stratégie des communistes telle qu'il l'avait exposée dans le « Manifeste », Marx n'entend pas seulement constituer un courant à l'intérieur de l'Internationale. Il entend exprimer les intérêts généraux et internationaux du prolétariat et organiser la lutte de ce prolétariat en cherchant en permanence à unifier ses forces révolutionnaires contre la bourgeoisie. D'où le rôle éminent du Conseil général de l'Internationale par rapport aux groupes nationaux et locaux au sein desquels les pressions de la société bourgeoise environnante déterminent des tendances centrifuges par rapport au « mouvement réel de la classe ouvrière ». D'où le rôle éminent de Marx au sein de ce Conseil où il a pu faire prévaloir, pour l'essentiel, son point de vue, précisément parce que son point de vue, loin d'être particulier, était l'expression consciente du mouvement réel du prolétariat se construisant comme classe et cherchant à s'ériger en parti.

DE GENEVE A BALE

De fait, les adversaires que Marx rencontre à l'intérieur de l'Internationale sont successivement amenés à s'opposer au Conseil général et à recourir à des manœuvres scissionnistes contre la première forme d'organisation centralisée du prolétariat révolutionnaire mondial. Et, finalement, ce sont ces manœuvres qui, dans la période de répression consécutive à l'écrasement de la Commune de Paris par les versaillais, conduiront à la fin de la Première Internationale et à la nécessité d'en construire une nouvelle.

Au Congrès de Genève, en 1866, les prudhoniens sont majoritaires, notamment parce que les nombreux délégués de Suisse romande demeurent pour la plupart des fidèles de Proudhon, mort l'année précédente. Dans un esprit ouvrieriste, ces sectaires, qui pratiquent par ailleurs en France un opportunitisme sans frontières à l'égard de l'Etat bonapartiste, cherchent à faire exclure de l'Internationale les « intellectuels ». La manœuvre est évidemment dirigée contre Marx. Elle échoue, car le congrès, à l'appel de Marx, refuse de fermer la porte de l'Association aux « intellectuels ».

En se battant contre les prudhoniens, Marx a fait prévaloir un principe essentiel de l'organisation du prolétariat révolutionnaire, à savoir que c'est non pas l'origine individuelle des membres de l'avant-garde qui est la caution de son caractère de classe, mais son programme et sa stratégie de lutte. Aussi cette avant-garde n'a-t-elle aucune raison de se priver de la participation d'éléments non issus du prolétariat mais décidés à en faire appliquer le programme et à en faire prévaloir la stratégie de combat.

En 1867, au Congrès de Lausanne, les prudhoniens ne sont plus majoritaires. La collusion de certains d'entre eux avec les dirigeants du Second Empire a diminué leur influence dans les masses prolétariennes. Aussi sont-ils battus dans le congrès sur la question capitale de la lutte politique comme instrument du prolétariat révolutionnaire.

Les statuts de l'Internationale affirmaient que les travailleurs devaient lutter pour leur émancipation en vue de la conquête du pouvoir politique. Les prud'honiens prétendaient faire régresser l'Internationale pour la transformer en une sorte de confédération de mutuelles se détournant des questions politiques. Leur défaite de Lausanne signifie que le congrès avait nettement progressé par rapport à celui de Genève dans l'expression consciente du « mouvement réel de la classe ouvrière ».

Mais les sectateurs de Proudhon, animés par un socialisme petit-bourgeois, plus répandu chez les artisans de France et de Suisse que dans les masses prolétariennes, freinent encore les progrès de l'Internationale dans le sens du socialisme scientifique. Aussi le Congrès de Lausanne, s'il se prononce pour la collectivisation de la propriété des mines, du sol arable, des moyens de communication et des forêts, hésite-t-il encore à exiger la collectivisation générale des principaux moyens de production. En ce qui concerne les machines — problème qui prend une importance grandissante dans le processus de l'industrialisation — le congrès déclare :

« Ce n'est pas par les associations coopératives et par une organisation du crédit mutuel que les producteurs peuvent arriver à la possession des machines. Néanmoins, dans l'état actuel, il y a lieu pour les travailleurs constitués en sociétés d'intervenir en ce qui concerne l'introduction des machines dans les ateliers pour que cette introduction des machines n'ait lieu qu'avec certaines garanties ou compensations pour l'ouvrier ».

Enfin, ce même congrès hésite encore à se prononcer clairement en faveur de l'instruction publique gratuite et obligatoire.

Il faut attendre les Congrès de Bruxelles (1868) et de Bâle (1869) pour que le socialisme scientifique l'emporte nettement dans l'Internationale sur les tendances mutualistes, principalement prud'honiennes. Aussi, durant toute cette période, le Conseil général, où l'influence directe de Marx se fait sentir en permanence,

est-il en avance sur les congrès à l'occasion desquels les particularismes et les idéologies liées à ces particularismes se donnent libre cours — fait que la bourgeoisie reconnaît à sa manière en dénonçant l'Internationale comme un monstre aux multiples tentacules dont le cerveau se trouve à Londres. Car entre l'idéologie autogestionnaire des mutualistes prud'honiens et le socialisme scientifique de Marx, de Engels et des autres militants révolutionnaires, la classe dominante sait déjà faire la différence. Elle a compris le parti qu'elle pourrait tirer pour son profit de l'idéologie autogestionnaire et elle a aussi compris qu'entre les militants du socialisme scientifique et elle-même, il ne pouvait s'agir que d'une lutte à mort.

En fait, entre 1867 et 1869, le mutualisme conserve des adeptes en France, en Suisse et, sous d'autres formes, en Angleterre. Mais, déjà, le socialisme scientifique se propage dans les groupes locaux et nationaux, notamment en Allemagne et en Autriche, où se constituent des forces révolutionnaires destinées à jouer un rôle considérable dans la période suivante.

En 1869, au moment du Congrès de Bâle, Marx est convaincu de l'imminence d'une nouvelle crise révolutionnaire en Europe, notamment en France. Et cette analyse sera confirmée par la Commune de Paris et les autres Communes révolutionnaires de 1871. C'est pourquoi la situation dans l'Internationale, en 1869, revêt une importance historique exceptionnelle.

CE QUI OPPOSA REELLEMENT MARX ET BAKOUNINE

Les historiens bourgeois ont cherché à réduire cette situation à un conflit de personnes opposant, pour le contrôle de l'Internationale, Marx et Bakounine. En fait, la lutte menée par Marx, Engels, et les autres partisans du socialisme scientifique n'est pas réductible à un antagonisme de personnes, ou à un autre antagonisme, celui de nationalités (Allemands contre Russes). Elle est inséparable du développement du mouvement ouvrier révolutionnaire durant la fin des

années 1860, et des effets de ce développement à l'intérieur de l'Internationale.

Cette période est marquée par une aggravation des contradictions économiques, sociales et politiques dans les divers Etats européens. Une vague de grèves ouvrières déferle alors sur l'Europe et aussi sur les Etats-Unis : grève des rubaniers et des teinturiers de la soie à Bâle, des ouvriers du bâtiment et des travailleurs de l'imprimerie à Genève, des mineurs du Borinage en Belgique, des mineurs de St-Etienne, des sidérurgistes du Creusot et de divers corps de métiers à Lyon et dans d'autres régions de France ; grèves aussi en Autriche-Hongrie, en Grande-Bretagne, en Allemagne et aux Etats-Unis, à peine sortis de la guerre civile qui a opposé les Etats du Nord à ceux du Sud. Face à cette puissante poussée du mouvement ouvrier, la bourgeoisie utilise directement et ouvertement l'appareil de l'Etat pour défendre ses intérêts de classe. Elle lance la police et l'armée contre les travailleurs en grève.

Dans cette situation, le Conseil général de l'Internationale multiplie les initiatives pour aider les ouvriers en lutte grâce à des collectes de fonds et pour empêcher le recrutement de briseurs de grève que le patronat cherche à organiser, précisément par-dessus les frontières. Bref, le Conseil s'efforce de faire prévaloir les intérêts généraux et internationaux du prolétariat sur les manœuvres de division opérées par la bourgeoisie.

Dans le même temps, les Etats européens sont travaillés par tous les ferments de la crise politique : à l'Est, l'empire tsariste, gendarme de l'Europe depuis 1815, ne parvient pas à surmonter ses archaïsmes et doit, de plus en plus difficilement, faire face au mouvement de révolte des nationalités asservies, notamment de la Pologne ; à l'Ouest, le régime bonapartiste qui règne sur la France entre en agonie, tandis que, en 1868, une révolution renverse la monarchie espagnole et que le gouvernement anglais se révèle de plus en plus incapable de résoudre la question nationale irlandaise ; enfin, au centre de l'Europe, la Prusse a écrasé l'Autriche à Sadowa en 1866, et prépare, sous la direction

de Bismarck, l'unité allemande qui va donner un cadre nouveau à la lutte des classes — comme d'ailleurs en Italie, où, sous la monarchie de Savoie, la bourgeoisie poursuit son ascension en se heurtant au prolétariat en formation.

Rien n'est donc plus urgent, en 1869, pour la Première Internationale, que de se renforcer comme organisation centralisée du prolétariat, notamment afin de faire face aux dangers de guerre qui ne cessent de croître en Europe. Rien n'est plus urgent, pour elle, que de faire prévaloir l'internationalisme prolétarien sur les forces de dislocation du mouvement ouvrier que la bourgeoisie met en œuvre contre lui.

C'est dans cette conjoncture historique que Bakounine et ses adeptes entrent en guerre contre le Conseil général de l'Internationale et multiplient les manœuvres scissionnistes qui aboutiront, plus tard, à la fin de l'Association.

Après avoir participé aux combats de la révolution de 1848 à Bâle, Bakounine avait été condamné à mort en Autriche, puis livré à la Russie où il fut à nouveau condamné à mort. Sa peine commuée en détention à vie, il était parvenu à s'évader de Sibérie par le Japon et à retourner en Europe en 1861. En 1867-1868, il crée une organisation qui s'appellera finalement l'Alliance internationale de la démocratie socialiste, et dont il demandera l'affiliation à l'Internationale. Le Conseil général refusa l'adhésion de l'Alliance, mais accepta l'entrée individuelle des sections de l'organisation bakouniniste. C'est pourquoi des militants bakouninistes sont présents au Congrès de Bâle de l'Internationale, en 1869, au cours duquel le conflit éclate entre les adeptes du socialisme scientifique et eux.

Au Congrès de Bâle, Bakounine dépose une proposition aux termes de laquelle l'Internationale se prononcerait pour l'abolition complète de l'héritage. Les partisans du socialisme scientifique se prononcent, eux, pour la collectivisation de la propriété des instruments de production. C'est pourquoi l'abolition de l'héritage leur paraît une manière de prendre le problème à l'envers, car, tant que la pro-

priété des moyens de production n'aura pas été collectivisée, l'héritage persistera et réapparaîtra.

Finalement, la proposition de Bakounine est adoptée par 32 voix contre 23 et 13 abstentions : ce qui constitue un avertissement pour les partisans du socialisme scientifique de devoir compter avec une nouvelle opposition dans l'Internationale.

Plus fondamentalement, Bakounine s'oppose au socialisme scientifique sur les questions suivantes :

1— il ne faut pas remplacer l'Etat bourgeois par l'Etat ouvrier, car tout Etat est, par nature, oppressif. Il faut détruire tout de suite l'Etat et instaurer immédiatement de libres communautés de producteurs ;

2— il ne s'agit pas, pour le prolétariat, d'avoir une activité proprement politique. Son arme par excellence doit être la grève générale. Pour l'avenir, l'Etat ayant été aboli, il faut que chaque petit groupe humain se proclame indépendant et que ces petits groupes engendrent une fédération de petites communes libres.

3— enfin, l'Internationale ne doit pas être une organisation centralisée. Chacun de ses groupes de base doit être autonome et agir selon les moyens qu'il jugera bons : ici la lutte de masse, ailleurs le terrorisme individuel.

Comme on le voit, le conflit entre Bakounine et Marx n'est pas un conflit de personnes ; ce n'est pas non plus le conflit entre une conception « russe » et une conception « allemande » du socialisme. C'est l'antagonisme entre, d'une part, le socialisme scientifique élaboré par Marx, Engels et leurs camarades de combat depuis 1845 et 1848, et, d'autre part, l'anarchisme, forme du libéralisme bourgeois poussé logiquement à l'extrême et qui parviendra, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, à devenir un courant du mouvement ouvrier.

Théoriquement, le marxisme et l'anarchisme ont le même but final : la société sans classes et sans Etat du communisme. Mais l'anarchisme, qui s'intitule parfois lui-même communisme libertaire, croit possible de parvenir à ce but par la destruction immé-

diate de l'Etat dans la révolution prolétarienne, tandis que le marxisme estime nécessaire que l'Etat bourgeois soit remplacé par l'Etat ouvrier — l'Etat de la dictature du prolétariat contre les débris des anciennes classes dominantes — qui, d'ailleurs, commence à dépérir dès le moment même de son instauration.

Les activités anticentralistes et souvent scissionnistes des bakouninistes, au Congrès de Bâle et dans les temps qui suivent, affaiblissent l'Internationale au moment où approchent les échéances décisives : celle de la guerre franco-allemande de 1870 et de la révolution prolétarienne, à Paris, en mars 1871. Aussi l'action du Conseil général de l'Association constitue-t-elle, durant cette période, la contribution essentielle du mouvement ouvrier international dans le cours des événements qui se précipitent.

L'INTERNATIONALE ET LA GUERRE DE 1870

Le déclenchement, le 19 juillet 1870, de la guerre déclarée par Napoléon III à la Prusse constitue la première grande épreuve que le prolétariat européen ait eu à affronter au temps de la Première Internationale.

Marx entretient des liens étroits avec les dirigeants du Parti social-démocrate d'Allemagne, section nationale de l'Internationale (W. Liebknecht, A. Bebel), et avec les internationaux de Paris : Lafargue, Seraillier, Dupont, Frankel, Schily et d'autres. Engels et lui prévoient la guerre et préparent l'avant-garde prolétarienne à cette échéance. Aussi, dès le 23 juillet, le Conseil général publie-t-il une Adresse contre la guerre qui a été rédigée par Marx.

Dans cette Adresse, Napoléon III et son régime sont dénoncés comme la première cause de la guerre qui représente pour eux un dernier expédient :

« Le complot guerrier de juillet 1870 n'est qu'une édition corrigée du coup d'Etat de décembre 1851... Quel que soit le déroulement de la guerre de Louis Bonaparte contre la Prusse, le glas du Second Empire a déjà sonné à Paris. L'Empire finira,

comme il a commencé, par une parodie. Mais n'oublions pas que ce sont les gouvernements et les classes dominantes d'Europe qui ont permis à Louis Bonaparte de jouer pendant dix-huit ans la farce de l'Empire restauré. » (*Le Conseil général de la Première Internationale*, 1870-1871. Ed. de Moscou, 1975, pp. 284-285).

L'agresseur est donc parfaitement identifié : c'est le Bonaparte et son régime qui n'ont pu exister et se maintenir que par la complicité des classes dominantes. Mais Marx ajoute aussitôt :

« Du côté allemand, la guerre est une guerre de défense. Mais qui a mis l'Allemagne dans la nécessité de se défendre ? Qui a permis à Louis Bonaparte de lui faire la guerre ? La Prusse ! C'est Bismarck qui a conspiré avec ce même Louis Bonaparte, afin d'écraser l'opposition populaire à l'intérieur et d'annexer l'Allemagne à la dynastie des Hohenzollern. »

Ainsi la guerre est bien défensive du côté allemand, mais les responsabilités de Bismarck et de l'Etat prussien sont clairement caractérisées. Et Marx lance un avertissement de la plus grande lucidité :

« Si la classe ouvrière allemande permet à la guerre actuelle de perdre son caractère strictement défensif et de dégénérer en une guerre contre le peuple français, victoire ou défaite, ce sera toujours un désastre. Toutes les misères qui se sont abattues sur l'Allemagne, après les guerres dites de libération, renaîtront avec une intensité nouvelle. »

A l'appel lancé par les Internationaux de Paris contre la guerre, les ouvriers allemands répondent par des meetings qui, à Brunswick et à Chemnitz, dénoncent les guerres dynastiques et proclament la solidarité prolétarienne internationale. Faits nouveaux qui autorisent Marx à conclure ainsi l'Adresse de l'Internationale :

« Tandis que la France et l'Allemagne officielles se précipitent dans une lutte fratricide, les ouvriers de France et d'Allemagne échangent des messages de paix et d'amitié. Ce fait unique, sans parallèle dans l'histoire

du passé, ouvre la voie à un avenir plus lumineux. Il prouve qu'à l'opposé de la vieille société, avec ses misères économiques et son délitre politique, une nouvelle société est en train de naître, dont la règle internationale sera la paix parce que dans chaque nation régnera le même principe : le travail ! Le pionnier de cette nouvelle société, c'est l'Association internationale des travailleurs. »

Après les victoires allemandes d'août 1870 et la capitulation de Napoléon III et de son armée à Sedan, Marx appelle les travailleurs allemands à s'opposer à la politique bismarckienne d'annexion de l'Alsace-Lorraine. Prévoyant le futur éclatement de la Première Guerre mondiale, il écrit dès le 30 août 1871 :

« Il dépend entièrement de la conduite présente des vainqueurs allemands que cette guerre soit utile ou nuisible. S'ils prennent l'Alsace-Lorraine, la France et la Russie feront ensemble la guerre à l'Allemagne. Il est superflu d'en signaler les funestes conséquences. » (*Lettre de Marx au Comité du Parti ouvrier social-démocrate*).

Après la chute du Second Empire et la proclamation de la République à Paris, le 4 septembre, Marx multiplie, au nom du Conseil général, ses efforts pour que le prolétariat international fasse obstacle à la politique de Bismarck.

Dans une seconde Adresse sur la guerre franco-allemande (6-9 septembre), il écrit :

« Que les sections de l'Association internationale des travailleurs dans tous les pays appellent à l'action de la classe ouvrière. Si les ouvriers oublient leur devoir, s'ils demeurent passifs, la terrible guerre actuelle ne sera que le fourrier de conflits internationaux encore plus terribles et conduira dans chaque nation à un triomphe renouvelé sur l'ouvrier des seigneurs du sabre, de la terre et du capital. Vive la République ! »

En raison de leur lutte contre la guerre, Bebel et Liebknecht, députés au Parlement de l'Allemagne du

Nord, sont emprisonnés, et la répression frappe les organisations du Parti social-démocrate dans les divers Etats allemands, surtout en Prusse. En France, les militants ouvriers sont au premier rang de la lutte devenue défensive contre les envahisseurs, tandis que le gouvernement provisoire de Trochu et de Jules Favre est plus préoccupé par l'explosion révolutionnaire (qui se prépare et qu'il cherche le plus possible à retarder) que par la défense nationale (dont il se réclame officiellement en la trahissant pratiquement).

Partisan et dirigeant de l'action de masse, Marx essaie de donner au prolétariat international les moyens d'intervenir dans les événements sur la base de ses intérêts de classe et dans la perspective de la préparation de la révolution socialiste. Dans cette période, son rôle au Conseil général revêt une importance historique majeure. Dans l'intérêt conjoint du prolétariat français et du prolétariat allemand, et, plus généralement, dans l'intérêt de la classe ouvrière mondiale, il agit pour tenter d'obtenir entre la Prusse et la France une paix sans annexion qui permette à la lutte des classes de poursuivre son cours avec le maximum d'efficacité.

De son côté, Bakounine sombre dans un chauvinisme pro-français et anti-allemand. En septembre 1870, il s'écrie :

« Il faut sauver la France par l'anarchie... Il faut que chaque commune se soulève et force l'armée allemande à capituler. »

Présent à Lyon à ce moment-là, il constate qu'à la chute de l'Empire, une Commune s'y est constituée, comme d'ailleurs à Toulouse et à Marseille, avec des ouvriers appartenant à l'Internationale et des républicains radicaux bourgeois. Sans tenir compte du mouvement des masses, Bakounine et quelques-uns de ses partisans s'emparent pour quelques heures de l'Hôtel de Ville, proclament l'abolition de l'Etat et la création d'un « Comité de salut public pour la France ». Mais les masses ne suivent pas et le coup de main échoue.

On peut ici mesurer par comparaison l'efficacité révolutionnaire de

l'action de Marx, fondée sur le socialisme scientifique et l'internationalisme prolétarien, et l'inefficacité de celle de Bakounine oscillant entre le chauvinisme anti-allemand et l'idéologie anarchiste d'abolition immédiate et définitive de l'Etat.

Mais les forces du prolétariat européen ne sont pas suffisamment organisées et dirigées par l'Internationale pour mettre en échec la politique de puissance de Bismarck. De plus, les conditions objectives ne sont pas suffisamment favorables à une telle action internationale de classe. C'est l'invasion de la moitié nord du territoire français et l'annexion de l'Alsace-Lorraine. Après le long siège de Paris (hiver 1870-1871) et la livraison de la capitale aux troupes allemandes par le gouvernement provisoire, les conditions de l'explosion révolutionnaire se trouvent réunies.

PARIS, 1871 : L'ETAT-COMMUNE, PREMIERE FORME REALISEE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT

Cette explosion engendre la Commune de Paris, qui, du 18 mars au 28 mai 1871, constituera la première forme historique de la dictature du prolétariat. Ce sera la seconde et la plus importante épreuve pour la Première Internationale.

Marx avait prévu, de longue date, que l'Etat bonapartiste aboutirait, en s'effondrant, à l'éclatement d'une révolution prolétarienne. Mais la guerre franco-allemande était intervenue, avant que l'organisation du mouvement ouvrier, notamment en France, ait été suffisamment développée. Aussi Marx et Engels redoutaient-ils l'explosion de la révolution dans le Paris de 1871, où les masses prolétariennes se trouvaient gravement menacées par les forces militaires françaises et prussiennes. Ils multiplieront en conséquence les conseils de prudence aux militants de l'Internationale se trouvant en France, spécialement à Paris.

Plus tard, Engels écrira dans une lettre à Sorge : « L'Internationale n'a

pas bougé un doigt pour faire la Commune», tout en reconnaissant que celle-ci « était indubitablement l'enfant spirituel de l'Internationale ». Mais, bien entendu, dès que la révolution a éclaté, dès que le drapeau rouge a remplacé le drapeau tricolore sur l'Hôtel de Ville de Paris, Marx et Engels agissent, au sein du Conseil général de l'Internationale, pour organiser la solidarité prolétarienne internationale au service des communards qui « montent à l'assaut du ciel ».

A Paris, le 18 mars 1871, les masses s'emparent du pouvoir, ou plutôt, elles détruisent l'Etat bourgeois pour le remplacer par quelque chose d'inouï : la Commune. Des élections de mars sortit le Conseil de la Commune de Paris, qui était l'expression directe et immédiatement contrôlable des travailleurs de la capitale. En accord avec le mouvement révolutionnaire des masses, le Conseil abolit l'armée permanente et la remplace par le peuple armé, élisant lui-même ses responsables. Il abolit la magistrature professionnelle et instaure l'élection des juges. Il crée l'enseignement public, gratuit et obligatoire au service du peuple.

En raison de la guerre civile qui devait opposer la Commune aux versaillais jusqu'à la répression finale de la Semaine sanglante (22-28 mai), le comité central élu par la Garde nationale joua, vis-à-vis du Conseil de la Commune, un rôle comparable à celui d'un gouvernement.

La Commune a donc réalisé, durant sa brève mais intense existence historique, notamment à la faveur de la fuite à Versailles de la bourgeoisie — fuite de sa représentation politique et dans une certaine mesure d'elle-même comme classe —, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois et son remplacement par un Etat ouvrier dont tous les responsables, élus et en permanence révocables par leurs électeurs, étaient rétribués sur la base du salaire des ouvriers qualifiés de l'époque — ce qui avait pour but d'empêcher la formation d'une couche de fonctionnaires d'Etat aux intérêts distincts de ceux des travailleurs. C'est ce que notait Engels, en 1891, dans son introduction à l'ouvrage fondamental de Marx « La guerre civile en France » :

« A partir du 18 mars, apparaît, très net et très pur, le caractère de classe du mouvement parisien qu'avait jusqu'alors relégué à l'arrière-plan la lutte contre l'invasion étrangère. Dans la Commune ne siégeaient presque que des ouvriers ou des représentants reconnus des ouvriers : ses décisions avaient de même un caractère nettement prolétarien.» (*La guerre civile en France (1871)*, tr. fr. Ed. Soc. 1968, p. 19).

On sait que les membres de l'Internationale étaient loin d'être majoritaires dans le Conseil de la Commune, où seul Frankel peut être qualifié de militant du socialisme scientifique. Aussi bien, la part prise dans la direction de la Commune par des prudhoniens, des bakouninistes et des blanquistes n'est-elle pas étrangère aux fautes commises dans la lutte contre Versailles, qui devaient contribuer à l'issue que l'on sait. Mais, malgré ces faiblesses parfaitement décelées par Marx et Engels, la Commune de Paris a constitué le moment historique culminant de l'histoire du mouvement ouvrier révolutionnaire au XIX^e siècle.

L'incomparable mérite historique de la Commune de Paris, c'est d'avoir administré la preuve que la dictature du prolétariat était possible, puisqu'elle l'a réalisée pendant neuf semaines.

Mais, en même temps, elle a montré que la Première Internationale n'était pas encore le parti révolutionnaire mondial, que Marx et Engels, depuis 1847, n'avaient cessé de travailler à construire. La Commune de Paris montrait dans les faits le contenu d'une révolution prolétarienne qui aboutit à la prise du pouvoir. Mais elle montrait également que la révolution prolétarienne mondiale n'était pas encore imminente.

Le massacre des communards par les versaillais a été continué par une répression féroce du mouvement ouvrier révolutionnaire dans toute l'Europe. Les organisations de l'Internationale sont mises hors la loi et leurs militants traqués par toutes les polices. Il faudra dix ans (1871-1880) pour que le prolétariat retrouve des forces nouvelles et passe à de nouvelles grandes offensives contre la bourgeoisie.

« LA PROCHAINE INTERNATIONALE NE POURRA ETRE QUE MARXISTE »

Durant cette période, l'Internationale entre dans la phase finale de son existence historique. Mais il y a deux façons de comprendre cette phase finale ; pour les historiens bourgeois, c'est un échec de l'Association et c'est un échec de Marx et du marxisme, puisque le parti ouvrier révolutionnaire mondial n'a finalement pas été construit ou achevé dans sa construction ; pour nous, après le moment crucial de la Commune de Paris, la fin inévitable de l'histoire de la Première Internationale est, en même temps, le commencement d'un processus de réorganisation du prolétariat révolutionnaire qui aboutira, en 1889, à une nouvelle Association, plus puissante, la Deuxième Internationale.

Marx et Engels ont eu parfaitement conscience de l'enjeu de la bataille qu'ils livraient alors, principalement contre les bakouninistes, pour le parti révolutionnaire mondial. Engels ne disait-il pas, au moment de la dissolution de la Première Internationale : « La prochaine Internationale ne pourra être que marxiste. »

Plus précisément, dans la période finale de la Première Internationale, Marx et Engels luttaient contre les tendances centrifuges qui, si elles l'emportaient, détruiraient l'Association et feraient régresser le prolétariat vers diverses formes d'économisme. Mais, en défendant la Première Internationale contre les entreprises scissionnistes des bakouninistes et des réformistes, Marx et Engels préparaient la construction d'une nouvelle Internationale.

Marx avait compris, dès le début de la guerre franco-allemande, qu'une nouvelle distribution des forces était en train de se faire dans la société bourgeoise et dans le prolétariat international lui-même. Il écrivait à Engels, le 20 juillet 1870 :

« Le centre de gravité du mouvement ouvrier est désormais passé de France en Allemagne, et il suffit de

comparer le mouvement dans les deux pays, depuis 1866, pour voir que la classe ouvrière allemande, tant au point de vue de la théorie qu'à celui de l'organisation, est supérieure à la classe ouvrière française. »

Et la Commune de Paris ne change rien à la pertinence scientifique de cette appréciation, car elle révèle le manque d'organisation centralisée du mouvement ouvrier révolutionnaire en France. Et, de plus, sa défaite et la répression qui s'ensuit affaiblissent temporairement ce mouvement, tandis que le prolétariat allemand poursuit plus rapidement et plus largement ses efforts d'organisation. De fait, en 1875, quatre ans après la Commune de Paris, les deux principales organisations politiques de la classe ouvrière allemande, l'Association générale des travailleurs allemands, fondée par Lassalle en 1863, et le Parti ouvrier social-démocrate, fondé en 1869 et dirigé par des marxistes comme W. Liebknecht et A. Bebel, fusionnaient pour donner naissance au Parti social-démocrate allemand qui devait jouer un rôle central dans le mouvement ouvrier à l'époque de la Deuxième Internationale.

Tout en ayant conscience des mérites historiques de la Première Internationale comme embryon du parti révolutionnaire mondial, Marx et Engels comprenaient, dès 1870, qu'elle avait fait son temps et que l'avenir appartiendrait à une nouvelle Internationale rassemblant des partis ouvriers en train de se constituer, comme l'Allemagne en donnait l'exemple, sur le terrain national.

En 1872-1873, les bakouninistes et les blanquistes se disputaient dans ce qui était encore le cadre formel de la Première Internationale, tandis que Marx et Engels, en continuité avec la théorie et la méthode exposées dans le « Manifeste du Parti communiste » et avec leur activité à la tête de la Ligue des communistes et du Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, préparaient la construction du parti révolutionnaire mondial telle qu'elle devait se faire, à partir de 1889, dans la Deuxième Internationale.

Apparemment, les bakouninistes s'emparent de la Première Internationale déclinante tandis que Marx et

Engels abandonnent sa direction. En fait, les bakouninistes sont parvenus à disloquer l'Internationale en profitant de la situation de reflux du mouvement ouvrier entre 1871 et 1876. Mais lorsque leur travail de destruction est parachevé, lorsque la Première Internationale est morte, des partis ouvriers plus importants en effectifs, plus enracinés dans les masses et plus éduqués dans la théorie révolutionnaire que les fédérations et les sections de la Première Internationale sont en voie de constitution dans les pays industriellement les plus avancés d'Europe et aux Etats-Unis. En définitive, ce sont Marx et Engels, ce sont les partisans du socialisme scientifique qui sont sortis victorieux de l'épreuve de la Commune de Paris et de leur affrontement avec l'anarchisme.

En concentrant, en 1875, ses efforts sur la critique du programme du Parti ouvrier allemand (« Critique du programme de Gotha »), Marx développe la méthode du « Manifeste » contre les compromissions des dirigeants marxistes avec le fatras lassalien (« Etat du peuple », « loi d'airain des salaires », concessions à la politique de Bismarck) et prépare la construction du parti révolutionnaire mondial à partir du prolétariat allemand qui est en train de devenir le nouveau « centre de gravité » du mouvement ouvrier international.

Une certaine analogie historique s'impose entre la situation de Marx et Engels travaillant à la construction du parti révolutionnaire mondial à partir du Conseil général de la Première Internationale, entre 1864 et 1873, et Trotsky et les bolchevik-léninistes militant de 1933 à 1938 pour la construction de la Quatrième Internationale, forme nouvelle et nécessaire de ce parti mondial, et proclamant cette Internationale, en 1938. Dans les deux cas, il s'agit d'un travail de construction allant d'en haut, de l'organisme central, vers le bas, vers de petits groupements s'efforçant de s'enraciner dans les masses afin d'exprimer le « mouvement réel de la classe ouvrière ».

Dans l'une et l'autre période, si différentes qu'elles aient été quant à leurs caractéristiques historiques, il s'agissait de doter la classe ouvrière d'une

direction révolutionnaire centralisée et, ce faisant, d'aider les masses à s'organiser. C'est pourquoi, contre les appareils contre-révolutionnaires de la social-démocratie et du stalinisme, la construction de la Quatrième Internationale, hier, et sa reconstruction aujourd'hui, doivent tirer parti de l'histoire de la Première Internationale et du combat pour le socialisme scientifique que Marx et Engels ont mené dans ce cadre organisationnel.

Marx et Engels sont parvenus à donner une première expression politique organisée au mouvement révolutionnaire d'un prolétariat qui était loin d'avoir atteint le degré d'expérience historique qui est le sien aujourd'hui. Ils ont coordonné l'action ou suscité la formation d'organisations de base dans la plupart des pays d'Europe et aux Etats-Unis. Et les calomnies de la bourgeoisie contre l'Internationale dénotent la peur des capitalistes à l'égard de cette puissance nouvelle, annonciatrice de leur mort historique.

Aujourd'hui, la situation est très différente. Elle est d'abord marquée fondamentalement par la crise de l'impérialisme qui s'aggrave sans cesse. Ensuite, si les appareils contre-révolutionnaires issus de la Deuxième et de la Troisième Internationales monopolisent la direction du mouvement ouvrier, les masses, affrontant la bourgeoisie et la bureaucratie, font précisément l'expérience de la nature contre-révolutionnaire de ces appareils. Enfin, les organisations membres du Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale ont noué et sont en train de nouer des liens avec le prolétariat qui en font des éléments objectifs de la lutte actuelle des classes. C'est notamment le cas de l'OCI en France.

Les conditions objectives de la révolution prolétarienne étant désormais réunies, les conditions subjectives s'élaborent de telle sorte que la lutte des combattants du socialisme scientifique dans la Première Internationale peut être aujourd'hui conduite à la victoire. Mais, au niveau de l'avant-garde révolutionnaire, la victoire dans un avenir proche suppose une connaissance suffisante du passé dont son combat actuel est la continuation.

Le Peuple

ORGANE NATIONAL DE LA DEMOCRATIQUE SOCIALISTE

umanité

Arbeiter-Zeitung

EL SOCIALIST

HET VOLK
DAGBLAD VOOR DE ARBEIDERSPARTIJ

Social-Demokraten.

Basler Vorwärts

Justice

בְּנֵי־עַם
el Times

Social-Demokraten.

UCKPA

New Yorker Volkszeitung.

Vorwärts

Avanti!

PRÁVO LIDU

LA VANGUARDIA



Social-Demokraten.

THE
SOCIALIST
主義會社

VOORUIT

ETAT DE LA DEUXIÈME INTERNATIONALE

quatre Internationales : la continuité et l'héritage du prolétariat révolutionnaire

2.

L'héritage de la Deuxième Internationale

On date généralement la proclamation de l'Internationale ouvrière d'un congrès qui s'est réuni à Paris, en 1889, à l'occasion de l'Exposition universelle et du centenaire de la Révolution française. Mais cette proclamation dont naîtra, dans les années suivantes, la Deuxième Internationale, est elle-même l'aboutissement d'un processus historique remontant à 1875.

la naissance de l'Internationale ouvrière

Ce processus a consisté dans la formation de partis ouvriers dans la plupart des Etats européens — phénomène tout à fait nouveau si l'on se rappelle que les organisations de la Première Internationale en étaient restées au stade de groupes, sans pouvoir atteindre celui de partis de dimension nationale. Aussi l'Internationale

1911. Les principaux quotidiens socialistes du monde entier. Une seule devise : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! » (Ph. R. Viollet).

ouvrière est née d'une fédération de partis déjà existants ; elle a ensuite entraîné, au début du XX^e siècle, la constitution de partis ouvriers unifiés dans divers pays.

Nous avons rappelé que, déjà, en 1875, au Congrès de Gotha, l'Association générale des travailleurs allemands, d'origine lassallienne, et le Parti social-démocrate des travailleurs dirigé par W. Liebknecht et A. Bebel, avaient fusionné pour constituer l'Union socialiste des travailleurs qui devait prendre, en 1891, au Congrès d'Erfurt, le nom de Parti social-démocrate d'Allemagne. C'est donc le prolétariat révolutionnaire allemand

qui est parvenu, le premier, à se doter d'un parti unifié de dimension nationale. Aussi ce parti jouera-t-il un rôle central dans l'histoire de la Deuxième Internationale.

DEVELOPPEMENT D'UNE PUISSANTE SOCIAL-DEMOCRATIE ALLEMANDE

On sait que Marx avait soumis à une sévère critique le programme de Gotha et que Engels devait, après la mort de Marx, critiquer également le programme d'Erfurt. De fait, le marxisme ne l'a pas emporté sans efforts sur l'idéologie lassallienne dans le parti ouvrier allemand, et les résidus de cette idéologie lassallienne n'ont pas été sans effets sur les développements ultérieurs de la social-démocratie.

Il reste que l'unification des forces ouvrières en un seul parti s'est révélée immédiatement bénéfique : les élections au Reichstag lui donnent, en 1877, 437 000 voix, alors que le total des suffrages ouvriers n'était que de 102 000 voix en 1871. Aussi Bismarck s'inquiète-t-il de ces progrès.

Dans l'ancienne Prusse, Bismarck avait tenté d'utiliser, voire de manipuler le parti lassallien contre la bourgeoisie libérale. En 1878, devant la montée du prolétariat dans l'empire allemand, il abandonne cette tactique et recourt à la répression. S'appuyant sur les conservateurs, il fait voter par le Reichstag des mesures d'exception qui mettent pratiquement hors la loi les organisations social-démocrates. Et ces mesures seront renouvelées en 1882 et en 1886.

Mais des candidats ouvriers pouvant néanmoins se présenter aux élections, les voix de la social-démocratie passent à 550 000 en 1884, à 763 000 en 1887 et à 1 427 000 en 1890. Au total, la répression bismarckienne a échoué ; elle n'a pu empêcher une puissante progression du parti ouvrier dans le Reich. Pour tenter de freiner et d'arrêter cette progression, Bismarck a combiné la répression avec une « politique sociale » qui fera date pour les bourgeoisie européennes.

1883 : loi sur l'assurance-maladie ;
1884 : lois sur l'assurance-accident ;
1889 : organisation de l'assurance-vieillesse-invalidité.

Les social-démocrates combattirent ces lois dont ils dénonçaient le caractère paternaliste et l'esprit d'intégration du prolétariat à la société et à l'Etat bourgeois. Ils exigeaient la journée de 10 heures et un salaire minimum, ainsi que de meilleures conditions de travail, ce que refusaient de leur accorder le patronat allemand et l'Etat bismarckien. Et surtout, ils dénonçaient dans l'*« Empire social »*, annoncé par Bismarck, une supercherie des classes dirigeantes : bourgeoisie et classe nobiliaire.

Aux élections de 1890, le nombre des députés social-démocrates au Reichstag passe de 11 à 24. C'est à la fois l'échec de la répression et de la « politique sociale » de Bismarck. Celui-ci demande au nouvel empereur, Guillaume II, des mesures réactionnaires draconiennes remettant notamment en cause le caractère secret du suffrage universel dans le Reich. Devant l'ampleur de la crise, Guillaume II se débarrasse du vieux chancelier, et ne renouvelle plus les lois d'exception contre la social-démocratie. Celle-ci profite de la légalité de ses nouvelles conditions d'existence : en 1893, 44 élus au Reichstag avec 1 786 000 voix ; en 1898, 56 élus avec 2 107 000 voix ; en 1903, 79 élus, avec 3 millions de voix ; et, en 1907, 3 258 000 voix.

Engels, mort en 1895, a eu le temps de suivre les débuts de cette évolution. Il a dénoncé les traits bonapartistes du gouvernement de Bismarck (la combinaison de la répression et de la « politique sociale ») et montré que l'utilisation du suffrage universel par le mouvement ouvrier lui permet de se renforcer, tandis que, dans cette période, et, à travers ce même suffrage, la bourgeoisie s'affaiblit.

A partir de 1892, les syndicats se développent puissamment sous l'influence de la social-démocratie. Ainsi le mouvement ouvrier allemand devient une puissance indépendante, sur le plan politique et sur le plan social, dans l'empire allemand.

LES FORMES DU MOUVEMENT OUVRIER BRITANNIQUE

Au cours de cette période, le mouvement ouvrier se développe de façon très différente en Grande-Bretagne. En Allemagne, la construction de la social-démocratie donnera une puissante impulsion à la constitution des syndicats et de leur centrale. Il y a osmose entre la social-démocratie et les syndicats, mais c'est la première qui donne son impulsion aux seconds qui vivent officiellement dans les cadres d'un mouvement ouvrier dont la cheville ouvrière est la social-démocratie et dont toutes les organisations acceptent la direction. En Angleterre, les Trade Unions ont participé à la I^e Internationale jusqu'en 1872, mais en restant totalement indépendants. C'est de 1868 que l'on date généralement le premier congrès des Trade Unions, bien qu'il se soit tenu précédemment des réunions de ce genre. Le Trade Unions Congress constituera un comité parlementaire. La réforme électorale de 1867, complétée par celle de 1872, allait orienter le TUC, non à présenter ses propres candidats de classe, mais le plus souvent à soutenir les candidats du parti libéral.

Jusqu'en 1885, les Trade Unions ont mené une action surtout économique, malgré l'influence que Marx exerce, jusqu'à sa mort, en 1883, sur un certain nombre de leurs dirigeants. Mais les crises économiques de 1873 et de 1883, ressenties plus durement par le prolétariat britannique que par celui d'autres pays — en raison même du degré plus avancé du développement capitaliste en Angleterre —, préparent un nouveau terrain pour la diffusion du socialisme scientifique.

A la différence de l'Allemagne, où, sous l'influence grandissante du marxisme, la social-démocratie parvient à se doter de cadres ouvriers menant le combat syndical et le combat proprement politique, la Grande-Bretagne connaît une séparation entre l'empirisme des cadres syndicaux, surtout soucieux du succès à court terme dans l'action revendicative, et la théo-

rie socialiste qui reste monopolisée par des intellectuels n'ayant pas rompu leurs attaches avec la bourgeoisie.

C'est ce qui explique l'importance revêtue par une société de pensée à tendance socialisante : la Fabian Society, fondée en 1884 par un groupe d'intellectuels.

On voit par là qu'en proclamant, en 1889, l'Internationale ouvrière, les délégués du mouvement ouvrier anglais et ceux du mouvement allemand n'en étaient pas au même niveau d'organisation et de formation théorique révolutionnaires. Ce sera l'une des tâches de la nouvelle Internationale que d'essayer d'homogénéiser ces différentes sections du prolétariat international.

FRANCE : DES DIVISIONS A L'UNITE

En France, l'écrasement de la Commune de Paris et la répression qui s'ensuivit permirent aux prud'honiens et à d'autres réformistes de reprendre, pendant quelques années, leurs attaques contre toute tentative d'organiser l'action du prolétariat sur le plan politique, en s'efforçant de cantonner cette action sur le plan économique en vue du développement des mutuelles et des coopératives.

Mais un petit groupe de militants révolutionnaires, avec Jules Guesde à sa tête, entreprend, dès 1877, une campagne en faveur du socialisme scientifique. Au Congrès des organisations ouvrières de Marseille, en 1879, Guesde, véritable introducteur du marxisme en France, fait adopter une motion en faveur de la création d'un parti ouvrier révolutionnaire qui soit à l'échelle du pays. Ce parti se constituera effectivement l'année suivante, au Congrès du Havre, sur la base d'une charte élaborée par Guesde, après consultation de Marx auquel il était allé rendre visite à Londres.

Malheureusement, le Parti ouvrier français ne parvient pas à rassembler ou à conserver dans ses rangs l'ensemble des militants du prolétariat français.

D'une part les blanquistes, toujours hantés par la prise du pouvoir à la

faveur d'un coup de force et imperméables au travail politique dans les masses, et, d'autre part, des réformistes prenant le nom de possibilistes (en raison de leur projet de réaliser avant tout les réformes « possibles » dans le cadre du capitalisme) s'écartèrent du Parti ouvrier français.

Traversant une série de scissions, le mouvement ouvrier français donna naissance à diverses organisations se réclamant du prolétariat et du socialisme : à côté du Parti ouvrier français de Guesde, on trouve la Fédération des travailleurs socialistes de France de Brousse (possibiliste), le Parti ouvrier socialiste révolutionnaire de Jean Allemane (issu d'une scission des possibilistes en 1890) et des groupes cherchant à concilier le socialisme et les idées de la gauche bourgeoisie, comme celui de Jean Jaurès.

Lors de la fondation de l'Internationale ouvrière, les organisations ouvrières françaises sont divisées, et, à part le Parti ouvrier français, hors de l'influence du marxisme. En fait, c'est l'Internationale elle-même qui amènera ces organisations à fusionner, en 1905, dans le Parti socialiste unifié (Section française de l'Internationale ouvrière - SFIO).

DES PARTIS OUVRIERS DE DIMENSION NATIONALE DANS TOUTE L'EUROPE

En Autriche-Hongrie, le mouvement ouvrier se développe, notamment chez les travailleurs de Vienne, sous l'influence de la social-démocratie allemande. En 1879, l'Union générale des travailleurs s'était ralliée au programme de Gotha. Mais, au cours des années suivantes, des divisions opposent les marxistes et les anarchistes, et aboutissent à une scission. Dans la lutte contre les lois d'exception de 1884, et dans les batailles pour les revendications ouvrières, la réunification se produit, notamment sous l'impulsion de V. Adler. En 1888, le Congrès de Heinfeld fonde le Parti social-démocrate d'Autriche-Hongrie sur la base d'un programme marxiste proposé par Karl Kautsky, alors dirigeant et théoricien éminent de la social-démocratie allemande.

Dans d'autres pays, la constitution du parti ouvrier s'effectue également sous l'influence directe de la social-démocratie allemande. C'est le cas des Pays-Bas, où le programme de Gotha est adopté par des groupes de militants (1882), et où l'opposition entre marxistes et anarchistes retarde jusqu'en 1896 la création du Parti social-démocrate. C'est le cas de la Suisse où l'unification des organisations politiques du prolétariat s'effectue au Congrès d'Aarau, en 1887. C'est aussi le cas de la Suède où le premier député social-démocrate est élu en 1896 : ces députés seront 87 en 1914.

En Belgique se crée, en 1878, le Parti ouvrier socialiste flamand, qui adopte le programme de Gotha. Dépassant les querelles entre Wallons et Flamands, les militants ouvriers parviennent à unifier toutes les organisations prolétariennes du pays dans le Parti ouvrier belge (1885). Les débuts de ce parti furent marqués par la lutte pour la conquête du suffrage universel et par les débats entre partisans de l'action de masse et partisans de la grève générale selon les conceptions anarchistes. En 1891, une grève de plus de 100 000 travailleurs éclate sur la question du suffrage universel. Le Parti ouvrier belge prend alors l'affaire en main et, finalement, le suffrage universel est voté par le Parlement sous la pression de la classe ouvrière.

En Italie et en Espagne, l'influence de Bakounine fit obstacle à la construction des partis ouvriers, ou du moins la ralentit dans la période qui suivit l'écrasement de la Commune de Paris. En 1880, néanmoins, le Parti ouvrier italien est formé ; il obtient quatre sièges à la Chambre, l'année suivante.

En 1891 et 1892, aux Congrès de Milan et de Gênes, les anarchistes sont exclus du parti qui devient alors très vite une section importante de l'Internationale ouvrière.

En Espagne, Paul Lafargue, l'un des gendres de Marx, travaille inlassablement à la construction du parti ouvrier, malgré l'opposition des anarchistes. En 1879 se constitue effectivement le Parti socialiste ouvrier d'Espagne, et, en 1886, les syndicats se ras-

semblent dans l'Union nationale des travailleurs.

Enfin, en Russie, le prolétariat dont les effectifs croissent rapidement par suite de l'industrialisation capitaliste cherche à se doter d'organisations de classe.

En 1875, les travailleurs d'Odessa créent l'Union des ouvriers de la Russie méridionale, organisation qui sera détruite l'année suivante par la répression tsariste. En 1878, des travailleurs de Pétersbourg créent l'Union des ouvriers russes du Nord, qui fut également détruite par la police impériale.

De 1881 à 1886, une cinquantaine de grèves éclatent dans les grandes entreprises, et les travailleurs éprouvent le besoin croissant de s'organiser à l'exemple des ouvriers du reste de l'Europe, notamment d'Allemagne.

Par ailleurs, des intellectuels russes réfugiés à l'étranger pour fuir la répression tsariste évoluent du populisme vers le marxisme. Parmi eux, Georges Plekhanov fonde à Genève, avec V. Zassoulitch et Axelrod, le groupe « Libération du travail », en 1883. Ce groupe entreprend de tra-

duire en russe les œuvres les plus importantes du marxisme et d'en organiser la diffusion en Russie. Il s'efforce de faire prévaloir le socialisme scientifique sur le populisme, sa vision petite-bourgeoise de la société, ses méthodes d'« éducation » des masses et son terrorisme individuel.

Ainsi, comme nous venons de le rappeler, la naissance de la Deuxième Internationale est le résultat de tout un processus historique qui, de 1875 à 1889, s'est traduit par la constitution de partis ouvriers de dimension nationale en relation avec le développement des forces productives du capitalisme ascendant.

Durant cette période, le terme de « social-démocrate » désigne l'organisation du prolétariat en vue de la révolution socialiste et comporte la référence au marxisme. Aussi le travail de construction du parti révolutionnaire, la lutte actuelle pour la reconstruction de la IV^e Internationale sont-ils en continuité avec l'héritage de l'Internationale ouvrière naissante, notamment avec celui de la social-démocratie allemande se développant sous la direction de Friedrich Engels.

la Deuxième Internationale et l'impérialisme

Née de partis ouvriers déjà existants, la Deuxième Internationale détermine la constitution de grands partis socialistes, comme le Parti ouvrier social-démocrate de Russie, en 1903 ; le Parti socialiste SFIO de France, en 1905 ; le Labour Party de Grande-Bretagne, en 1906. Les sections de l'Internationale ouvrière sont alors de grandes organisations centralisées et fortement implantées parmi les masses prolétariennes. Leurs activités embrassent tous les aspects de la vie sociale : participation aux luttes revendicatives des travailleurs, en relation avec des syndicats liés au parti ou intégrés à lui, comme en Grande-Bretagne ; participation aux luttes

politiques — notamment à travers les compétitions électorales, mais aussi à travers le combat illégal contre le despotisme, comme en Russie ou en Espagne ; enfin, gestion de municipalités, de coopératives, de mutuelles et de sociétés sportives et culturelles, comme en Allemagne, en Autriche-Hongrie, et dans les pays scandinaves.

C'est à travers ce printemps historique de l'Internationale ouvrière à la fin du XIX^e siècle que le prolétariat s'est réellement érigé en classe organisée et consciente d'elle-même et a réussi à se faire reconnaître comme telle par la bourgeoisie, obligée de composer avec cette nouvelle puissance sociale. Conformément aux pré-

visions du « Manifeste du Parti communiste », la bourgeoisie a effectivement engendré ses propres fossoyeurs, les prolétaires modernes. Et ceux-ci ont répondu à l'appel des fondateurs du socialisme scientifique en créant leurs organisations de classe en lutte pour le pouvoir et pour la destruction du mode de production capitaliste.

Dès sa fondation, l'Internationale ouvrière coordonne, à l'échelle mondiale, la lutte du prolétariat pour la journée de huit heures, et choisit la date du 1^{er} mai, en souvenir du combat des travailleurs américains, pour en faire, chaque année, une journée de grève et de combat révolutionnaire.

Le Congrès international de Bruxelles rassemble, en 1891, 362 délégués dont 187 belges, 60 français, 40 allemands et 25 anglais. Il adopte une ligne d'action pour les sections nationales en cherchant à combiner l'action syndicale et l'action proprement politique. Engels écrit à Sorge, le 4 septembre 1891 : « Le congrès est après tout une brillante victoire pour nous. » Cela signifie que si les congressistes ne sont pas tous des marxistes, il n'en est pas moins vrai que les positions du socialisme scientifique l'ont emporté sur ces tendances centrifuges que Marx avait eu tant de mal à combattre à l'intérieur des congrès de la Première Internationale.

Le Deuxième Congrès, réuni à Zurich en 1893, met au centre de ses débats l'action politique du prolétariat, encore combattue par les héritiers de Proudhon et de Bakounine. La résolution finale déclare :

« Par l'action politique, on entend que les organisations de travailleurs cherchent autant que possible à employer ou à conquérir les droits politiques et le mécanisme de la législation pour amener ainsi le triomphe des intérêts du prolétariat et la conquête du pouvoir politique. »

Elle précise que cette action politique ne peut s'exercer que par le regroupement des travailleurs dans chaque pays en un parti distinct de tous les partis politiques bourgeois.

Enfin, Bebel obtient une majorité pour l'exclusion de l'Internationale de tous les éléments (anarchistes et autres) refusant la nécessité de l'action

politique en vue de la libération du prolétariat.

Au Congrès de Londres, en 1896, les partisans de l'action politique du prolétariat l'emportent définitivement. Mais, parmi eux, certains réduisent l'action politique aux campagnes électorales et à l'activité parlementaire. La plupart des dirigeants des groupements socialistes français procèdent de la sorte. Aussi de nombreux militants ouvriers refusent-ils d'adhérer à ces groupements et se battent-ils dans les organisations syndicales, véritables dépositaires, selon eux, des traditions de lutte de classe du prolétariat.

A la différence de l'Association internationale des travailleurs, l'Internationale ouvrière n'englobera pas, — sauf en Grande-Bretagne — les syndicats. Il en résultera une certaine faiblesse par rapport aux pressions redoublées que la bourgeoisie exercera sur les partis social-démocrates durant le stade impérialiste du capitalisme.

LA QUESTION DU MINISTERIALISME

En relation avec ces pressions redoublées, la question se posait, tout à la fin du XIX^e siècle, de savoir si des socialistes pourraient ou devraient, le cas échéant, entrer dans des gouvernements bourgeois.

En France, Millerand, membre d'une organisation socialiste, acceptera effectivement, avec l'appui de Jaurès, de participer en 1900 au gouvernement de Waldeck-Rousseau qui prétendait faire triompher la gauche bourgeoise sur la droite traditionnelle, tout en comportant parmi ses titulaires le général de Gallifet, l'un des bourgeois de la Commune de Paris.

Guesde demanda au Congrès international de Paris la condamnation totale de Millerand et de la participation aux gouvernements bourgeois. Mais Kautsky — amorçant déjà une certaine évolution vers le réformisme — fit adopter une motion plus modérée qui affirmait :

« L'entrée d'un socialiste isolé dans un gouvernement bourgeois ne peut être considérée comme le com-

mencement de la conquête du pouvoir politique, mais seulement comme un expédient forcé, transitoire et exceptionnel... En tout cas, le congrès est d'avis que, même dans ces cas extrêmes, un socialiste doit quitter le ministère lorsque le parti organisé reconnaît que ce dernier donne des preuves évidentes de partialité dans la lutte entre le capital et le travail. »

Entre l'image de « marxiste orthodoxe », c'est-à-dire de défenseur du socialisme scientifique qui était alors celle de Kautsky dans la social-démocratie allemande et dans l'Internationale ouvrière, et les positions concrètes révélées par la motion précédente, il y a évidemment une manière de fossé. Comment, en effet, un gouvernement bourgeois pourrait-il ne pas être « intégralement partial » dans la lutte entre le capital, c'est-à-dire la classe dont il est par nature l'instrument, et le travail, c'est-à-dire le prolétariat ?

La motion de Kautsky porte certes en elle la condamnation de la participation de Millerand au gouvernement de Waldeck-Rousseau, le rejet de ce que l'on a appelé le ministérialisme. Mais elle a assorti cette condamnation d'attendus étonnantes de la part d'un militant, d'un dirigeant qui menait, à la même époque, une action de défense du marxisme contre le révisionnisme.

Cela signifie que certains dirigeants de la social-démocratie allemande, — du parti réputé le plus marxiste de la Deuxième Internationale — s'orientaient déjà, plus ou moins consciemment, vers l'adaptation aux intérêts de leur propre bourgeoisie.

Entre le Congrès de Paris et celui d'Amsterdam, le Congrès de la social-démocratie allemande, réuni à Dresde en 1903, avait condamné, avec une grande vigueur, le réformisme et toutes ses conséquences — y compris le ministérialisme. A Amsterdam, les guesdistes demandèrent au congrès de l'Internationale d'adopter contre Millerand la résolution de Dresden. L'Autrichien Adler et le Belge Vandervelde cherchèrent à faire prévaloir sur elle la motion proposée par

Kautsky au Congrès de Paris. Mais l'amendement guesdiste fut adopté par 25 voix contre 5 et 12 abstentions.

On doit donc dire qu'au début du XX^e siècle, la Deuxième Internationale se révèle encore capable de condamner les tendances réformistes qui se manifestent dans son sein et de faire triompher le socialisme scientifique sur l'opportunisme, présent dans un texte comme celui de la motion de Kautsky au congrès de 1900.

Durant cette période (1889-1903), l'Internationale a renforcé son organisation. En 1900, elle a créé un « Bureau socialiste international » qui, en raison de son travail permanent, a assuré, comme naguère le Conseil général de l'Association internationale des travailleurs, une indispensable centralisation de l'activité du prolétariat international. Ce Bureau, installé à Bruxelles, comportait deux représentants de chaque parti membre de l'Internationale, dont l'ensemble couvrait alors vingt-cinq pays. Outre l'Europe, l'Amérique était représentée au Bureau socialiste international ; puis vinrent le tour de l'Asie et celui de l'Afrique.

Parallèlement, un secrétariat international des centrales syndicales était créé en 1901, et installé à Berlin dans la perspective d'un Fédération syndicale internationale.

Jamais le prolétariat ne s'était donné des moyens d'action aussi puissants et aussi étendus dans le monde. Jamais ses efforts de transformation de classe-en-soi en classe-pour-soi n'avaient été aussi grands et coordonnés. Il reste que, dans le même temps, le capitalisme, tout en restant le capitalisme, se transformait et accédait à son stade suprême que Lénine qualifia, en 1916, d'imperialiste.

DU REVISIONNISME DE BERNSTEIN...

Mais les dirigeants de l'Internationale ouvrière n'ont pas immédiatement perçu le passage du capitalisme concurrentiel du XIX^e siècle au capitalisme des monopoles, de l'oligarchie financière et de l'exportation des capi-

taux, qui, en formation dans les années 1880-1890, devait aboutir au capitalisme impérialiste de notre siècle. Révélatrice est à cet égard la polémique opposant E. Bernstein et K. Kautsky, en 1900, au sein de la social-démocratie allemande.

Eduard Bernstein avait été l'un des proches de Engels. Pourtant, quatre ans après la mort de ce dernier, Bernstein publie un ouvrage qui fut traduit en français sous le titre « Socialisme théorique et social-démocratie pratique » (1899), et qui est un véritable manifeste du révisionnisme, à savoir d'une doctrine de « révision » du marxisme aboutissant, en fait, à la justification du réformisme et à la liquidation du socialisme scientifique.

Bernstein ne mâche pas ses mots, il déclare que la théorie de la plus-value, la dialectique matérialiste et la théorie de la révolution prolétarienne sont des conceptions non scientifiques ressortissant d'une métaphysique d'origine hégélienne et s'expliquant par le « romantisme » de Marx au temps de la révolution de 1848. Dans la « Préface à l'édition française » (1900), Bernstein déclare que la complexité de la réalité sociale contemporaine l'a entraîné à adopter et à préconiser une « méthode syncrétique ou éclectique » en opposition complète — dirons-nous — avec la puissance à la fois analytique et synthétique de la méthode du matérialisme historique.

La « complexité de la réalité sociale », à laquelle fait référence le chef de file du révisionnisme, réside essentiellement, selon ses propres déclarations, dans le fait que le développement du capitalisme en Allemagne s'accompagne d'un accroissement très important de ce qu'il appelle les classes ou couches moyennes (*Mittel-schichten*), ce qui ne permettrait plus de réduire, comme l'avait fait Marx, la lutte des classes à l'antagonisme du prolétariat et de la bourgeoisie.

Selon Bernstein, il faudrait, en raison de ces faits nouveaux, abandonner au moins une part du « socialisme théorique » de 1848 pour lui substituer une « social-démocratie pratique », procédant, dans l'intérêt du plus grand nombre, aux réformes possibles, réalisables, et ne se préoccupant

plus de la révolution socialiste, irréalisable parce qu'utopique. Sa pensée tient tout entière dans cette devise du révisionnisme : « Le but final n'est rien, le mouvement est tout. » Ce qui signifie que la société sans classes et sans Etat du communisme serait une utopie, et que le mouvement ouvrier devrait uniquement lutter pour des réformes par des moyens exclusivement légaux, c'est-à-dire électoraux et parlementaires.

Kautsky s'emploie, en 1900, à défendre le marxisme contre cette position révisionniste liquidatrice. Dans « Le marxisme et son critique Bernstein », il pose le dilemme suivant : ou bien admettre un déterminisme social à base économique, ce qui est — selon lui — la position du marxisme ; ou bien s'en tenir à un déterminisme multiple et sans base aboutissant à une pensée flottante et à des banalités, ce qui est précisément l'attitude de Bernstein.

Cette réponse de Kautsky à Bernstein appelle deux remarques :

1. Les affirmations actuelles selon lesquelles le marxisme serait « dépassé » n'ont rien de neuf. On les trouve déjà, en 1899, sous la plume de Bernstein. Aussi le développement du mouvement ouvrier au cours de notre siècle et le commencement de la révolution prolétarienne mondiale en octobre 1917 montrent que ce sont ces affirmations, purement idéologiques, qui sont vieillies et dépassées parce que fausses dès leur origine.

2. La critique par Kautsky du « déterminisme multiple et sans base » de Bernstein vaut, plus que jamais, contre toutes les constructions idéologiques, y compris les plus récentes, de la sociologie, de l'histoire, de l'économie et des autres « sciences sociales » bourgeoises. Mais l'expression de « déterminisme social à base économique » utilisée par Kautsky pour définir le matérialisme historique ne manque pas d'une certaine pauvreté ; elle appartient plutôt au langage néo-kantien qui faisait alors fureur dans l'intelligentsia allemande, française et russe, plutôt qu'au langage scientifique du marxisme. Engels avait pourtant écrit dans « L'Anti-Dühring », en 1878 :

« La conception matérialiste de l'histoire part de la thèse que la production et, après la production, l'échange de ses produits constitue le fondement de tout régime social, que dans toute société qui apparaît dans l'histoire, la répartition des produits, et, avec elle, l'articulation sociale en classes ou en ordres se règle sur ce qui est produit et sur la façon dont cela est produit, ainsi que sur la façon dont on échange les choses produites. »

En somme, le matérialisme historique, c'est-à-dire le matérialisme dialectique appliqué à l'étude des processus sociaux, permet de comprendre les déterminations, sans pour autant se réduire au concept mécaniste du déterminisme.

Sur la question des « classes moyennes » soulevée par Bernstein et invoquée par lui comme une base objective en faveur de son révisionnisme, Kautsky se fait plus pertinent. Il distingue ce qu'il appelle les « anciennes classes moyennes », c'est-à-dire diverses couches de la petite bourgeoisie : membres des professions libérales, moyens et petits industriels et commerçants, moyens et petits agriculteurs, et les « nouvelles classes moyennes », c'est-à-dire les ingénieurs, les membres du personnel d'encadrement des entreprises et des services publics, bref ce que l'on désignera — à partir de 1937 — sous le nom de cadres. Il note, d'autre part, que les membres des « anciennes classes moyennes » continuent — notamment à travers les crises cycliques du capitalisme — à subir la loi de la prolétarisation croissante établie par Marx et, par là, à se trouver précipités en nombre croissant dans la condition prolétarienne ; il note, d'autre part, que les membres des « nouvelles classes moyennes » sont dénués de toute propriété d'instruments de production et constituent des salariés, quant au fondement de leur rémunération, ce qui confirme la prévision faite par Marx de l'extension croissante du salariat dans le mode de production capitaliste.

Cette défense du marxisme, sur un tel point, est juste. Car, aujourd'hui encore, les idéologues de la bourgeoisie prétendent que la lutte des classes est dépassée, ou, pour le moins, en

voie de dépassement, les réformistes et les staliens affirment que le prolétariat doit composer avec les « classes moyennes » pour avancer vers le socialisme. Enfin ceux qui, du côté de « l'extrême gauche », accusent les masses de n'être plus révolutionnaires, ne disent rien d'autre en 1978 que ce qu'écrivait Bernstein en 1899.

...A LA NATURE DE CLASSE DU REFORMISME

L'*« erreur »* de Bernstein, c'est de n'avoir pas perçu, dans la croissance des « nouvelles classes moyennes », l'extension du salariat, et d'être passé, à travers son révisionnisme, sur les positions de classe de la bourgeoisie allemande de son temps. Le mérite de Kautsky, c'est d'avoir alors compris qu'il s'agissait d'une extension du prolétariat dans le cadre du mode de production capitaliste tel que l'avait analysé Marx. Il n'a cependant pas compris que la formation des monopoles, pourtant déjà visible en 1900, était en train de remplacer le capitalisme concurrentiel par le capitalisme impérialiste et, plus tard, il se trompera sur sa portée historique. Il faut attendre 1912 avec l'ouvrage de Rosa Luxemburg, « L'accumulation du capital », avec celui de Hilferding, « Le capital financier », et surtout 1916 avec Lénine et « L'impérialisme, stade suprême du capitalisme » pour qu'une analyse marxiste du capitalisme monopoliste soit réalisée.

On doit donc constater qu'à l'époque de la Deuxième Internationale, le mouvement ouvrier a subi les pressions de l'impérialisme avant d'en discerner la nature. C'est là le contexte historique dans lequel se développe le cancer rongeur des organisations de l'Internationale : le réformisme.

Car le révisionnisme de Bernstein, condamné fermement par le Congrès de Dresde de la social-démocratie allemande — et le ministérialisme de Millerand, condamné nettement par le Congrès international d'Amsterdam — révèlent, en apparence, des positions individuelles de trahison des intérêts du prolétariat et, plus fonda-

mentalement, une maladie du mouvement ouvrier qui est précisément le réformisme.

Contrairement à ce que prétend l'idéologie bourgeoise, le réformisme ne consiste pas dans une voie pour aller au socialisme par des réformes successives de plus en plus favorables au prolétariat. Le réformisme, en opposant les réformes à la révolution, barre précisément la route qui conduit à cette dernière. Dans son ouvrage « Réforme sociale ou révolution » (1898-1899), Rosa Luxemburg écrit très justement :

« Pour la social-démocratie, lutter à l'intérieur même du système existant, jour après jour, pour les réformes, pour l'amélioration de la situation des travailleurs, pour des institutions démocratiques, c'est la seule manière d'engager la lutte de classe prolétarienne et de s'orienter vers le but final, c'est-à-dire travailler à conquérir le pouvoir politique et à abolir le système du salaire. Entre la réforme sociale et la révolution, la social-démocratie voit un lien indissoluble ; la lutte pour la réforme étant le moyen, et la révolution sociale le but... Or le but final du socialisme est le seul élément décisif distinguant le mouvement socialiste de la démocratie bourgeoise et du radicalisme bourgeois, le seul élément qui, plutôt que de donner au mouvement ouvrier la vaine tâche de replâtrer le régime capitaliste pour le sauver, en fait une lutte de classe contre ce régime, pour l'abolition de ce régime. »

Voilà qui est clair ! Le réformisme n'est pas une stratégie pour le socialisme qui s'opposerait à la stratégie révolutionnaire. Le réformisme, c'est le remplacement de la lutte révolutionnaire du prolétariat contre la bourgeoisie par son contraire, à savoir la collaboration de classes avec la bourgeoisie, ce qui ne peut avoir pour effet que de « replâtrer » le système capitaliste et d'en prolonger la survie. Le réformisme consiste dans une adaptation du mouvement ouvrier, du moins de certains de ses dirigeants, au régime capitaliste qu'ils renoncent ainsi à renverser. Et nous pouvons aujourd'hui constater, quatre-vingts ans après

Rosa Luxemburg, que nulle part le réformisme — si long qu'ait été son règne gouvernemental, comme en Suède — n'est parvenu à abolir le capitalisme.

ARISTOCRATIE OUVRIERE ET « APPAREILS »

A l'expansion des forces productives sous le capitalisme ascendant, avaient correspondu les progrès considérables de l'organisation du prolétariat révolutionnaire, de la Ligue des communistes à la Première et à la Deuxième Internationales. A l'impérialisme, stade ultime du capitalisme, ont correspondu des phénomènes de pressions accrues, de décomposition et de putréfaction économique et sociale atteignant le mouvement ouvrier lui-même.

Pour tenter de freiner le processus de la lutte des classes, la bourgeoisie des grandes métropoles coloniales s'efforce de corrompre la couche supérieure de la classe ouvrière en lui donnant les « miettes du festin impérialiste » : c'est le phénomène de l'aristocratie ouvrière, sur lequel les Bernstein et les Millerand prendront appui pour justifier leur politique de collaboration avec la bourgeoisie. Par ailleurs, les partis de la Deuxième Internationale rallieront les suffrages de couches non prolétariennes de la population. Cela conduira certains dirigeants comme Bebel et Jaurès à voir dans les luttes électorales et parlementaires le moyen unique d'action de la classe ouvrière (électoralisme), et à préconiser un alignement du mouvement prolétarien sur l'état d'esprit de ces « couches moyennes » (opportuniste), afin de continuer à les influencer.

Les vieilles idéologies combattues naguère par Marx et Engels continuaient à être présentes dans le mouvement ouvrier et à y représenter l'influence de la bourgeoisie. Le matérialisme historique n'enseigne-t-il pas que « les idées dominantes d'une société sont celles de la classe dominante » ?

Aussi les résidus du prudhonisme en France, du lassallisme en Allemagne et des diverses formes de l'utopisme en Angleterre et sur le continent européen contribuaient-ils, au début du XX^e siècle, en relation avec le développement de l'impérialisme, à renforcer les influences réformistes au détriment du socialisme scientifique. Les partis social-démocrates, tout en se proclamant révolutionnaires, pratiquaient en fait des politiques de collaboration de classes dont l'électoralisme et l'opportunisme devenaient les manifestations les plus courantes, dont le révisionnisme se présentait comme l'expression honteuse et dont le réformisme était la quintessence.

Mais la genèse du réformisme se situe moins dans la base électorale des dirigeants socialistes qu'à l'intérieur des partis de la II^e Internationale. Ces partis, en effet, en cessant d'être des groupes prolétariens et en devenant des organisations de masse, ont attiré à eux des éléments petits-bourgeois (avocats, professeurs, médecins) qui, en raison de leur instruction et de leur facilité de parole, ont été, plus souvent que les ouvriers, choisis comme candidats aux élections municipales, cantonales, régionales et générales. Ainsi les partis de la Deuxième Internationale vont être assez rapidement dominés par des personnalités non prolétariennes, à la différence de ce qui s'était passé dans les petites organisations de la Première Internationale.

La dimension des partis et des syndicats, à l'époque de l'Internationale ouvrière, a exigé que ceux-ci se dotent d'une administration composée de permanents. C'est cette administration que l'on a appelé « appareil », à partir du terme allemand « Apparat », qui désignait l'encadrement administratif de la social-démocratie. Notons que, à l'origine, le terme d'appareil ne comporte aucune nuance péjorative. Car s'il est vrai que la seule arme du prolétariat révolutionnaire soit l'organisation, il faut admettre qu'une telle organisation, à l'échelle des nations modernes et à l'échelle internationale, exige la mise en place et le fonctionnement d'un encadrement, d'un appareil.

La question fondamentale ne réside pas dans un choix entre l'organisation, y compris son appareil, et une absence

d'organisation vouant le prolétariat à l'impuissance. La question fondamentale réside dans le contrôle politique de cet appareil par l'ensemble des militants de l'organisation selon les méthodes de la démocratie prolétarienne. Œuvre des travailleurs eux-mêmes, l'émancipation des travailleurs exige que les militants des organisations ouvrières puissent contrôler et contrôlent en fait les directions qu'ils se donnent dans la lutte contre la bourgeoisie.

LES RACINES DE LA DEGENERESCENCE DE LA II^e INTERNATIONALE

Malheureusement, ce n'est pas ce qui s'est passé dans l'histoire de la Deuxième Internationale. Au contraire, ce qui s'est passé, c'est la formation dans les appareils (en eux-mêmes nécessaires) d'une couche de dirigeants échappant progressivement au contrôle de la base et finissant par avoir des intérêts particuliers, distincts des intérêts globaux du prolétariat. Ce sont ces intérêts particuliers (la réussite électorale à tout prix, le maintien à la direction d'une mutuelle, d'une coopérative, d'un syndicat, d'une fédération ou d'une section du parti) qui entraînent de nombreux dirigeants socialistes — et cela d'autant plus facilement qu'ils sont d'origine petite-bourgeoise — à composer avec la bourgeoisie et l'Etat bourgeois, à pratiquer la collaboration de classes et à devenir ce que Lénine appellera, au temps de la Première Guerre mondiale, des « lieutenants ouvriers de la bourgeoisie ».

Le réformisme, autrement dit l'abandon de la lutte révolutionnaire du prolétariat, la collaboration de classes avec la bourgeoisie, enfin la trahison pure et simple des intérêts des travailleurs au profit du capitalisme, est un produit des pressions exercées par l'impérialisme sur le mouvement ouvrier à partir du dernier quart du XIX^e siècle. Il a progressé au point d'aboutir, en 1914, à la faillite de la Deuxième Internationale, en prenant appui, dans une certaine mesure, sur la mince couche de « l'aristocratie ouvrière » et sur l'électorat non

ouvrier des partis socialistes. Mais sa progression résulte beaucoup plus fondamentalement de la formation, à l'intérieur, et surtout au sommet des appareils de ces partis, d'une couche bureaucratique dont les membres sont devenus des notables du mouvement ouvrier, des « bonzes » — comme on disait en Allemagne —, et dont les intérêts particuliers ont conduit à la pratique de la collaboration de classes accompagnée de « déclarations révolutionnaires valables pour le dimanche ».

A vrai dire, les partis de la Deuxième Internationale étaient très différents, quant à leurs structures, des groupes de la Première Internationale. Car ces groupes étaient contraints de fonctionner dans l'illégalité alors que les partis social-démocrates bénéficiaient en Europe et aux Etats-Unis de conditions légales d'existence, à l'exception de ceux qui se trouvaient dans des pays arriérés comme l'empire tsariste. Les groupes de l'Association internationale des travailleurs étant de dimension réduite, leurs membres — en grande majorité des ouvriers — avaient la possibilité et l'habitude de discuter démocratiquement de tous les problèmes. Au contraire, les grands partis de l'Internationale ouvrière avaient pour organismes de base des sections aux effectifs nombreux, dans lesquelles des orateurs petits-bourgeois l'emportaient souvent dans les discussions sur des travailleurs moins bien informés ou moins éloquentes. De plus, les membres des partis socialistes n'étaient pas tenus par les statuts de ces organisations à des obligations militantes très strictes. La distinction entre les adhérents et les sympathisants n'était pas toujours faite avec une suffisante rigueur. Aussi, dans un pays comme la France, les décisions politiques importantes étaient-elles plus fréquemment prises dans les groupes parlementaires, réunissant les élus socialistes mais aussi des sympathisants, des « alliés », que dans les instances régulières de ces partis.

Parce que la plupart des partis de la Deuxième Internationale étaient organisés, non sur la base des entreprises mais sur la base locale — comme les partis bourgeois —, parce que la majorité de leurs adhérents ne recevaient pas une formation scientifique,

enfin parce que ces adhérents n'étaient pas astreints à des obligations militantes régulières et égales pour tous, il a été plus facile aux personnalités petites-bourgeoises pourvues de fonctions électives dans les assemblées des divers pays, et même aux cadres d'origine ouvrière devenus des notables dans leurs partis et dans ces mêmes assemblées, de diriger les partis en question, hors du contrôle des militants de base. Cette absence ou cette perte de contrôle de la base sur l'appareil ne pouvait qu'entraîner la rupture d'une partie grandissante des dirigeants avec les intérêts fondamentaux des masses, et, par voie de conséquence, leur alignement sur les positions de la classe dominante.

C'est ainsi que les partis de la Deuxième Internationale ont été progressivement dominés, entre 1900 et 1914, par le réformisme qui les a transformés, selon l'expression de Lénine, en « parti ouvriers bourgeois ».

Durant cette période, la lutte des classes se déroule, en relation avec les syndicats ouvriers, de plus en plus hors de la direction des partis socialistes dont les appareils sont surtout occupés par les compétitions électorales et les activités parlementaires. Ces partis se transforment, d'organisations révolutionnaires qu'ils étaient à l'origine, en « groupes de pression » pratiquant la politique réformiste des « petits pas », assurant en fait le maintien de l'ordre bourgeois.

Hors d'Europe, cette période est celle de la mise en place et du renforcement des grands empires coloniaux de la Grande-Bretagne et de la France, et aussi de l'Allemagne, des Pays-Bas et de la Belgique. Certes, les congrès de l'Internationale ouvrière dénoncent le colonialisme, à l'exception de quelques voix comme celles de Van Kol et de Hyndman, ralliés à la soi-disant « mission civilisatrice » de l'Europe.

Cependant le Congrès de Paris, en 1900, révèle une compréhension très insuffisante du colonialisme ; il se préoccupe de l'« éducation des masses colonisées » et des dangers de guerre entre les puissances dans la compétition pour les colonies, plutôt que d'organiser l'alliance de combat entre le prolétariat international et les masses des continents colonisés.

De plus, les groupes parlementaires socialistes se contentent de dénoncer les entreprises coloniales (ainsi Bebel en Allemagne et Jaurès en France) sans en appeler aux masses de leurs propres pays pour les briser. Inséparable de l'impérialisme, le colonialisme de cette période constitue un problème posé au mouvement ouvrier que le

réformisme empêchera de résoudre ou même de poser correctement et efficacement.

Enfin, c'est le problème de la guerre impérialiste qui sera le point d'achoppement de la Deuxième Internationale et qui conduira à sa faillite lors de l'éclatement de la Première Guerre mondiale.

1905, les soviets, la théorie de la révolution permanente

Les dix dernières années de l'existence de l'Internationale ouvrière, avant son effondrement de 1914, ont été marquées dans le monde, d'une part, par la guerre russo-japonaise (1904-1905), par les antagonismes entre les puissances pour la conquête de nouvelles colonies, enfin par les deux guerres balkaniques (1912 et 1913), préludes à la Première Guerre mondiale impérialiste et, d'autre part, par la révolution russe de 1905, formidable déferlement des masses et « répétition générale » de la révolution de 1917.

Sans doute les congrès de l'Internationale dénoncent-ils avec vigueur les entreprises coloniales des bourgeoisie impérialistes ainsi que le militarisme et le bellicisme des puissances et des Etats qui sont sous leur dépendance. Mais ni le Congrès de Stuttgart, en 1907, ni le Congrès de Copenhague, en 1910, ni le Congrès extraordinaire de Bâle, en 1912, ne parviennent à une stratégie révolutionnaire capable de répondre aux menaces grandissantes de guerre mondiale par l'organisation de la révolution mondiale. Le réformisme, c'est-à-dire la pratique de la collaboration de classes, a déjà conduit la Deuxième Internationale à une impuissance qui se révélera brutalement le 4 août 1914, mais qui remonte, en fait, aux premières années du siècle.

Devant la révolution russe de 1905, le Bureau socialiste international, parlant entre les congrès au nom de

l'Internationale ouvrière, a multiplié les déclarations d'hostilité contre le régime tsariste et de solidarité avec les masses russes. Mais, à travers ces déclarations, se manifeste une appréciation incorrecte de la nature et de la portée de la révolution en Russie.

LES DIRIGEANTS DE LA DEUXIEME INTERNATIONALE DEVANT 1905

Pour les dirigeants réformistes de la Deuxième Internationale, le prolétariat russe est le fer de lance d'une révolution bourgeoise, devant remplacer le régime archaïque du tsarisme par un régime bourgeois parlementaire, tel qu'il en existe déjà dans « toutes les nations d'Occident ».

Le 30 juin 1905, un nouvel appel du Bureau socialiste international met l'accent sur la répression tsariste (« le massacre des ouvriers en Russie et en Pologne ») plus que sur le mouvement révolutionnaire des masses qui a commencé à détruire non seulement l'Etat tsariste, mais encore la domination du capital. Car, en six mois, le prolétariat des principaux centres de l'empire russe a constitué ses soviets, réalisé à travers eux son front unique de classe et ouvert la voie à la révolution socialiste. L'appel du 30 juin dit notamment :

« Le prolétariat de Russie, lui, soutient une lutte héroïque. Il sacrifie son repos et sa vie pour le triomphe de l'idée, et son abnégation sublime peut être citée en exemple aux organisations ouvrières des autres pays. »

Nous sommes loin du niveau des analyses de Marx et de Engels dans les adresses de la Première Internationale, au temps de la Commune de Paris.

Il faut attendre le 2 décembre 1905, c'est-à-dire le moment où les forces de la contre-révolution (l'Etat tsariste auquel se sont finalement ralliés les partis de la bourgeoisie russe) l'emportent sur celles de la révolution (le prolétariat alors insuffisamment lié aux masses de la paysannerie pauvre), pour que le Bureau socialiste international donne une meilleure appréciation du rôle du prolétariat dans la première révolution russe :

« L'histoire de cette année 1905 a révélé au monde la valeur du socialisme russe. Elle a vérifié cette prédiction faite (par Plekhanov) au Congrès international de Paris, 1889 : « *Le mouvement révolutionnaire de Russie triomphera comme mouvement ouvrier, ou il ne triomphera pas.* » Aujourd'hui, grâce à l'abnégation, à l'esprit de sacrifice, à l'héroïsme du prolétariat, il est certain de triompher et, déjà, dans l'Europe entière, l'irréversible effondrement du tsarisme ébranlé, jusqu'à leurs fondements, tous les pouvoirs de la réaction. »

La révolution russe de 1905, à travers ses phases successives, constitue pourtant une formidable condamnation du réformisme alors dominant dans les instances supérieures de la Deuxième Internationale et de presque tous ses partis. Mais seuls quelques dirigeants révolutionnaires (R. Luxemburg, Mehring, Lénine, Trotsky) en tirent les conséquences théoriques et pratiques.

Dans le « Manifeste du Bureau socialiste international pour le 1^{er} mai 1906 », appel à en faire une démonstration du prolétariat d'Europe, des Amériques et du Japon contre le capitalisme, on peut lire :

« En Russie, le prolétariat apparaît comme le facteur décisif et la

suprême espérance de la révolution. En Autriche, en Hongrie, dans la plupart des Etats de l'Allemagne, le suffrage universel est à la veille de vaincre. En France, le socialisme uniifié puise dans le rapprochement fraternel de ses militants de nouvelles énergies. Les organisations des Etats-Unis se préparent à la fusion, le Labour Party de Grande-Bretagne s'oriente vers le socialisme. »

Sans doute un hommage historique est-il rendu ici au prolétariat russe en raison de la révolution de 1905. Mais comment comprendre qu'en Russie « le prolétariat apparaît comme le facteur décisif et la suprême espérance de la révolution » ? Comme s'il n'était pas ce facteur et cette espérance dans le monde entier, notamment dans tous les Etats industrialisés !

Chez les Vandervelde et les Huysmans, qui sont au centre des activités du Bureau socialiste international, l'idéologie réformiste et la pratique de la collaboration de classes sont visibles : selon eux, la révolution — entendez la révolution démocratique animée par le prolétariat — est surtout bonne pour la Russie arriérée. En ce qui concerne l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, c'est le suffrage universel qui devrait « remplacer » la révolution. Enfin, pour les Etats de l'Ouest (France, Grande-Bretagne, Etats-Unis), c'est l'expansion de l'*« idée socialiste »* dans le cadre des institutions existantes qui devrait devenir le nouveau « moteur de l'histoire ». Et ajoutons, pour terminer, qu'aucune référence, ni même allusion, n'est faite au sort et au rôle des masses des continents colonisés et dominés par l'impérialisme.

L'ANALYSE DE L. TROTSKY : QUE SONT LES SOVIETS ?

En fait, l'analyse marxiste de la révolution de 1905 a été réalisée par Trotsky, au-delà des indications intéressantes mais insuffisantes de Rosa Luxemburg et avant les analyses de Lénine qui a cru, pendant un temps, qu'une période plus ou moins longue séparerait la « phase démocratique »

et la « phase socialiste » de la révolution prolétarienne en voie de gestation. Car Trotsky publie, dès 1909, à Vienne, un ouvrage capital, sous le titre « 1905 ».

Trotsky a vécu la révolution de 1905 en participant à la direction du soviet de Pétersbourg et au mouvement révolutionnaire des masses dans la capitale de l'empire tsariste. De ce poste d'action et d'observation exceptionnel, il a pu exprimer consciemment le processus révolutionnaire inconscient, ce qui est l'essence même du marxisme.

Il note la nouveauté de ces organes de combat et de gouvernement prolétarien que sont les soviets, spontanément forgés par le prolétariat russe au cours de l'année 1905. Car, tandis que la Commune ouvrière conservait, en 1871, une base territoriale, comme son ancêtre, la commune bourgeoise du moyen-âge, les soviets, eux, rassemblaient d'abord sur le lieu de travail, puis dans les quartiers d'habitation, les travailleurs comme tels. Ainsi les masses russes ont créé les organes du front unique ouvrier dans les soviets, qui demeurent, encore de nos jours, les moyens indispensables de la révolution prolétarienne.

Déferrants des syndicats réunissant les travailleurs dans le cadre de leurs métiers, de leurs spécialisations professionnelles, en vue des actions revendicatives contre l'exploitation capitaliste, les soviets surgissent dans la crise révolutionnaire comme moyens de pouvoir de la classe ouvrière, comme éléments de base du futur Etat prolétarien. Leurs membres, élus par l'ensemble des travailleurs, sont toujours révocables, comme l'étaient déjà les élus de la Commune de Paris. Alors que les dirigeants de la Deuxième Internationale s'enlisent dans les ornières de l'électoralisme et du parlementarisme, le prolétariat russe — anticipant en 1905 sur le mouvement historique du prolétariat international — démontre dans l'action que le cadre du futur pouvoir ouvrier ne sera pas parlementaire. Il sera soviétique. Autrement dit, l'Etat ouvrier sera une république des conseils ouvriers.

Mais, bien entendu, les soviets, dont la fonction est indispensable

dans le processus de la révolution socialiste, ne sauraient en rien entraîner la disparition des syndicats qui demeurent les organes nécessaires des revendications des travailleurs, y compris à l'époque de l'Etat ouvrier. De plus, les soviets ne sauraient dispenser le prolétariat de l'effort historique fondamental de construction du parti ouvrier révolutionnaire mondial, avec toutes ses sections nationales.

Car Trotsky montre, dans « 1905 », que si les soviets sont les moyens du rassemblement de classe de tous les travailleurs, ils sont en même temps le lieu de l'affrontement entre les partis qui se réclament du mouvement des masses : à l'époque, le Parti social-démocrate de Russie, avec sa tendance bolchevique et sa tendance menchevique, et le Parti socialiste révolutionnaire, héritier des populistes et surtout implanté dans les masses paysannes. Les soviets, armature du futur Etat ouvrier, ne peuvent donc, comme tels, constituer une direction du prolétariat révolutionnaire. Cette direction ne peut être fournie que par le parti ouvrier mondial, comme Marx et Engels l'avaient déjà établi dès 1848.

Sur ce point précis, Lénine se trouve, en 1909-1912, plus avancé que Trotsky, car il consacre toutes ses forces à la construction du Parti bolchevique sur la base du centralisme démocratique, ce qui constitue une exception parmi les partis de la Deuxième Internationale organisés avant tout en fonction de leurs représentations parlementaires, et ouverts, par là, à toutes les influences de l'opportunisme, de l'électoralisme et du réformisme.

LE DEVELOPPEMENT DE LA THEORIE DE LA REVOLUTION PERMANENTE

Mais l'apport incomparable de Trotsky à la pratique révolutionnaire et à la théorie marxiste réside, dès cette période, dans le développement de la théorie marxiste de la révolution permanente, élément central du socialisme scientifique, abandonné et renié par le réformisme sous toutes ses formes. Car, précisément, la révolution

**« LE SOVIET,
C'EST LE POUVOIR
ORGANISE
DE LA MASSE... »**

« Après le 9 janvier, la révolution avait montré qu'elle avait pour elle les masses ouvrières conscientes. Le 14 juin, par la révolte du cuirassé Potemkine, elle montrait qu'elle pouvait devenir une force matérielle. Par la grève d'octobre, elle prouvait qu'elle était en mesure de désorganiser l'ennemi, de paralyser sa volonté et de le réduire au dernier degré de l'humiliation. Enfin, en organisant de tous côtés des soviets ouvriers, elle démontrait qu'elle savait constituer un pouvoir.

Le pouvoir révolutionnaire ne peut s'appuyer que sur une force révolutionnaire active. Quelque opinion que nous ayons du développement ultérieur de la révolution russe, c'est un fait que jusqu'à présent, aucune classe sociale, à l'exception du prolétariat, ne s'est montrée capable de servir d'appui au pouvoir révolutionnaire, ni disposée à le faire. Le premier acte de la révolution, ce fut l'affrontement dans la rue entre le prolétariat et la monarchie ; la première victoire sérieuse de la révolution fut remportée par un moyen d'action qui appartient exclusivement au prolétariat, par la grève politique ; enfin, comme premier embryon du pouvoir révolutionnaire, on voit apparaître une représentation du prolétariat. Le soviet, c'est le premier pouvoir démocratique dans l'histoire de la nouvelle Russie. Le soviet, c'est le pouvoir organisé de la masse même au-dessus de toutes ses fractions. C'est la véritable démocratie, non falsifiée, sans les deux Chambres, sans la bureaucratie professionnelle, qui conserve aux électeurs le droit de remplacer quand ils le veulent leurs députés. Le soviet, par l'intermédiaire de ses membres, les députés que les ouvriers ont élus, préside directement à toutes les manifestations sociales du prolétariat dans son ensemble ou dans ses groupes, organise son action, lui donne un mot d'ordre et un drapeau. » (L. Trotsky, 1905).

de 1905 a permis à Trotsky de comprendre que la bourgeoisie — là où elle n'avait pas encore accédé au pouvoir — était tout à fait incapable d'accomplir désormais sa révolution démocratique, et que, par conséquent, c'était le prolétariat qui pouvait et devait réaliser les tâches de la révolution démocratique bourgeoise dans le processus même de sa propre révolution — prolétarienne, socialiste.

Contrairement aux idées dominantes de la direction de la Deuxième Internationale et en conformité avec le socialisme scientifique de Marx et Engels, Trotsky établit que la seule révolution possible, réalisable et historiquement nécessaire de notre temps est la révolution prolétarienne, et que celle-ci ne comportera pas une « étape démocratique » et une « étape socialiste » plus ou moins éloignées dans le temps l'une de l'autre. Bref, selon l'expression de Marx et de Engels en 1850, la révolution ne pourra être que « permanente » dans le temps et dans l'espace.

En 1909, Trotsky écrit :

« Notre révolution a tué l'idée que nous étions un peuple à part. Elle a montré que l'histoire n'a pas créé pour nous de lois d'exception. Et pourtant la révolution russe a un caractère unique, qui est la somme des traits particuliers de notre développement social et historique, et qui ouvre à son tour des perspectives historiques toutes nouvelles. »

Par là, les événements de 1905 en Russie se trouvent intégrés à la lutte des classes à l'échelle mondiale et les particularités de la société et de l'Etat russes sont intégrées au système mondial de l'impérialisme dont ils constituent le maillon le plus faible. Enfin, la révolution russe, loin d'être une révolution démocratique bourgeoise attardée, apparaît en réalité comme l'annonce de la révolution prolétarienne mondiale.

Aussi Trotsky peut-il porter l'appréciation décisive que nos lecteurs trouveront ci-contre, et remettre au centre du socialisme scientifique la théorie de la révolution permanente à partir des enseignements de 1905. Et, à partir de l'analyse de la révolution de 1905, il enrichit la théorie marxiste de la

révolution permanente. De son côté, Rosa Luxemburg comprend la portée considérable de la grève générale politique dont s'est servi le prolétariat russe dans sa lutte contre l'Etat tsariste. Enfin Lénine — tout en mésestimant jusqu'en avril 1917 l'importance de la révolution permanente — s'emploie à construire un parti ouvrier

révolutionnaire différent des autres partis de la Deuxième Internationale de plus en plus dominée par une bureaucratie réformiste. Par là, il prépare l'instrument de combat qui, à travers les soviets de 1917, permettra au prolétariat révolutionnaire de détruire l'Etat tsariste et de construire l'Etat ouvrier.

faillite de la Deuxième Internationale

L'histoire a retenu qu'à l'exception de Trotsky, de Rosa Luxemburg et de Lénine, les dirigeants des partis de la Deuxième Internationale n'avaient pas compris ou pas voulu comprendre la portée du principal événement de cette période, à savoir la révolution de 1905. Après la défaite de cette révolution sous les coups de la féroce répression tsariste, ces mêmes dirigeants sont confrontés au péril grandissant de la guerre impérialiste. Et, comme nous allons le voir, les mêmes causes, qui les ont empêchés de comprendre la première révolution russe — à savoir l'opportunisme, l'électoralisme, le réformisme, bref la collaboration de classes — les empêcheront de préserver les intérêts du prolétariat international face à l'impérialisme et d'éviter la catastrophe d'août 1914, ainsi que leur propre faillite.

FACE A LA MONTEE DE LA GUERRE IMPERIALISTE

Dès 1905, la question de savoir s'il y a lieu, dans le cadre général des activités des partis socialistes, de conduire une action spécifique contre la guerre, se trouve posée, au Bureau socialiste international, par Vaillant, représentant de la SFIO. Aussi, au Congrès de Stuttgart de l'Internationale ouvrière, en 1907, la question de la lutte contre la guerre se trouve-t-elle au centre des débats.

Les principaux dirigeants de la social-démocratie, notamment Bebel et Kautsky, inclinent à penser que, le militarisme et le bellicisme étant les manifestations du régime capitaliste, c'est la lutte générale de la classe ouvrière contre ce régime qui constitue le meilleur moyen d'empêcher les guerres. V. Adler estime que l'Internationale ouvrière doit

« donner au prolétariat une conscience telle que la guerre devienne impossible et qu'il faut ainsi empêcher que la guerre éclate, plutôt que de l'arrêter quand elle aura éclaté ».

Les représentants du Parti socialiste SFIO sont, quant à eux, divisés sur ce problème. Parmi eux, Gustave Hervé pousse la phrase antibellique et antimilitariste jusqu'au paroxysme en proposant

« d'inviter tous les citoyens à répondre à toute déclaration de guerre, de quelque côté qu'elle vienne, par la grève militaire et l'insurrection ».

Contre lui, Guesde, assez proche des délégués allemands et autrichiens, rejette toute action spécifique contre le militarisme qui est un phénomène inhérent au capitalisme. Il précise :

« C'est par la réduction du service militaire, poursuivie internationalement, par le refus simultané de tout crédit pour la guerre, la marine et les colonies, et par l'armement général du peuple substitué à l'armée perma-



23 mai 1913 : manifestation socialiste au Pré-St-Gervais contre la loi de 3 ans et la guerre impérialiste (Ph. R. Viollet).

Ce que les dirigeants de la social-démocratie internationale vont trahir le 4 août 1914

Le Congrès de Stuttgart adopte en 1907 une résolution dont les principaux passages ont été rédigés par les majoritaires.

En voici le plus significatif :

« Si une guerre menace d'éclater, c'est un devoir de la classe ouvrière dans les pays concernés, c'est un devoir pour ses représentants dans le Parlement, avec l'aide du Bureau socialiste international, force d'action et de coordination, de faire tous leurs efforts pour empêcher la guerre par tous les moyens qui leur paraissent les mieux appropriés et qui varient naturellement selon l'acuité de la lutte des classes et la situation politique générale. »

Par là, les dirigeants réformistes de la droite et du centre des partis de la Deuxième Internationale se contentaient d'opposer aux dangers de guerre impérialiste une sorte de volonté « pacifiste » des masses qu'il s'agissait d'organiser.

Une minorité, représentée notamment par R. Luxemburg, Lénine et Martov, propose un amendement qui donne comme réponse au déclenchement de la guerre le déclenchement de la révolution :

« Au cas où la guerre éclaterait néanmoins, les socialistes ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement, et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste. »

L'amendement fut adopté.

nente que pourront être conjurés, dans la mesure du possible, les conflits internationaux. »

Enfin, Vaillant et Jaurès s'efforcent de concilier les positions en présence et préconisent la lutte contre la guerre

« par tous les moyens, depuis l'intervention parlementaire, l'agitation publique et les manifestations populaires, jusqu'à la grève générale des ouvriers et l'insurrection »,

avec un certain « droit » ou « devoir » pour la classe ouvrière de défendre son propre pays au cas où il ferait l'objet d'une agression extérieure caractérisée ou soi-disant telle.

« GUERRE A LA GUERRE ! »

La majorité du Congrès de Stuttgart se rassemble autour de Bebel et de Guesde, pour admettre la nécessité d'une action préventive du prolétariat contre la guerre.

On verra ci-contre quels textes le Congrès de Stuttgart adopte et comment il lance au monde le mot d'ordre fameux « Guerre à la guerre », sans pour autant définir, d'une manière précise, les moyens dont devaient user les partis de l'Internationale pour mettre en échec, sur ce terrain capital, les plans et les menées de l'impérialisme.

En 1910, le Congrès de Copenhague débat à nouveau du problème de la guerre. Le Britannique Keir-Hardie et le Français Vaillant proposent un amendement à la résolution finale afin de préciser, comme moyen d'action,

« la grève générale ouvrière, surtout dans les industries qui fournissent à la guerre ses instruments (armes, munitions, transports, etc.), ainsi que l'agitation et l'action populaires sous leurs formes les plus actives ».

L'amendement en question est repoussé. Le congrès a mis plus de temps à discuter des procédures d'arbitrage entre Etats et du « désarmement simultané » que des moyens

d'action propres à la classe ouvrière. La vérité, c'est que les dirigeants réformistes de la Deuxième Internationale ne croient pas encore sérieusement au danger d'une guerre européenne généralisée.

Le déclenchement de la première guerre balkanique (Serbie-Grèce-Bulgarie et Monténégro contre Turquie) en 1912 modifie cet état d'esprit. Aussi le Bureau socialiste international convoque-t-il d'urgence à Bâle, pour les 24 et 25 novembre, un congrès extraordinaire de la Deuxième Internationale.

Sans doute les termes de la résolution finale qu'il adopte condamnent-ils toute acceptation de la « défense nationale » et dénoncent-ils toute légitimation « patriotique » de la guerre impérialiste — de telle sorte que Lénine pourra s'y référer pour stigmatiser la trahison alors consommée des principaux dirigeants de la II^e Internationale.

Mais le Congrès de Bâle n'en a pas moins laissé dans l'imprécision les moyens de lutte à employer contre la guerre impérialiste et s'est refusé à appeler les masses à la révolution prolétarienne contre elle.

C'est avec raison que le Congrès de fondation de l'Internationale communiste (1919) dira, en remontant jusqu'au Congrès de Stuttgart :

« Déjà en 1907, au Congrès international de Stuttgart, lorsque la Deuxième Internationale abordera la question de la politique coloniale et des guerres impérialistes, il s'avérera que plus de la moitié de la Deuxième Internationale et la plupart des dirigeants étaient, dans ces questions, beaucoup plus proches des points de vue de la bourgeoisie que des points de vue de Marx et de Engels. »

Au Congrès de Bâle, le danger apparaît sans doute à la plupart des délégués comme plus imminent qu'à celui de Stuttgart. Mais le poison réformiste a pénétré encore davantage dans les directions des partis de l'Internationale.

Sans doute les dirigeants droitiers et centristes redoutent-ils l'échéance de la guerre généralisée, encore que certains d'entre eux doivent estimer que

R. Luxemburg :

« Du point de vue du prolétariat et de sa politique de classe... »

« Les échafaudages politiques qui parlent de la « France », de l'« Allemagne », de la « Russie », de l'« Angleterre » et de l'intérêt de ces entités problématiques, ressemblent comme une goutte d'eau aux combinaisons de la corporation des politiciens bourgeois. Je crois que les « intérêts » des Etats capitalistes d'aujourd'hui en politique étrangère diffèrent également beaucoup, et même s'opposent directement suivant qu'on les considère du point de vue des classes dominantes ou du point de vue du prolétariat et de sa politique de classe.

Il me semble en outre que — grâce à la base scientifique de notre conception socialiste du monde — nous savons très bien que dans le monde capitaliste moderne, la guerre comme la paix sont dues à des causes bien plus profondes que la volonté ou les petites intrigues des hommes d'Etat « dirigeants ». En fait, tant que le capitalisme subsistera, il y aura entre les Etats des antagonismes irréductibles qui ne feront que devenir plus aigus avec les progrès de la colonisation et du partage du monde, et que les emplâtres des « alliances » ne sauveront réduire. Les « alliances » et les « ententes » des Etats militaristes ne sont que des moyens cachés de renforcer les armements et au besoin d'étendre les dangers de guerre au-delà de son domaine immédiat. Il me semble que ce ne peut être la tâche des socialistes de nourrir les illusions des apôtres bourgeois de la paix ainsi que leur espoir de maintenir la paix par le moyen de la diplomatie ; elle est bien plutôt de démasquer pas à pas ce jeu de marionnettes risible et pitoyable dans son impuissance, dans son caractère borné et mensonger. » (R. Luxemburg : *Le socialisme en France (1898-1912)*, tr. fr., Belfond, 1971, pp. 230-231).

la bourgeoisie aura au moins autant besoin de leurs services dans la guerre que dans la paix. La plupart des « bonzes » de la social-démocratie allemande et autrichienne font chorus avec les politiciens bourgeois de leur pays pour considérer la Russie tsariste comme un danger contre lequel la « défense nationale », l'« union sacrée » seront nécessaires. La plupart des dirigeants de la SFIO demeurent sensibles à la question de l'Alsace-Lorraine et sont prêts à invoquer les souvenirs de la Révolution française ou de Gambetta pour justifier, contre une éventuelle agression de l'Allemagne, la « défense nationale » et l'« union sacrée ».

JAURES ET ROSA LUXEMBURG

Jaurès donne un ton pathétique à sa propagande contre la guerre, qui lui vaut les haines féroces des éléments les plus chauvins de la bourgeoisie française et qui déterminera, à la veille de la guerre, la réaction à organiser son assassinat. Mais sa tactique est pacifiste. Elle ne relève pas de l'internationalisme prolétarien ; il déclare :

« Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie, beaucoup y ramène. »

Jaurès déclare dans une belle image : « Le capitalisme porte en lui la guerre comme la nuée porte l'orage. » Mais cette image ne remplace pas l'analyse marxiste de l'impérialisme comme stade suprême du capitalisme que Lénine est précisément en train d'élaborer.

A travers les Parlements de Grande-Bretagne, de France, d'Allemagne, d'Italie et d'Autriche-Hongrie, les partis social-démocrates, de plus en plus dominés par leurs groupes parlementaires, se sont subordonnés à leurs bourgeoisies respectives. La politique étrangère n'est pas séparable de la politique intérieure : elles forment un tout. Aussi la collaboration de classes en politique intérieure s'accompagne-t-elle d'une collaboration avec les bourgeoisies impérialistes en politique étrangère — même si des déclarations anticolonialistes et anti-impérialistes tendent à la masquer.

D'où l'abîme qui sépare ces déclarations de la politique effectivement pratiquée par les appareils des partis de la Deuxième Internationale.

Dès le début du siècle, Rosa Luxemburg s'efforce de comprendre le militarisme et le bellicisme à partir du fonctionnement de l'économie capitaliste et du marché mondial.

Dans une lettre ouverte à Jaurès du 24 juillet 1908, dont nous publions en page 74 un extrait important, elle dénonce les indulgences de ce dernier à l'égard de l'alliance franco-russe présentée par lui comme un pacte défensif.

Ce débat entre R. Luxemburg et Jaurès illustre remarquablement le caractère irréconciliable des pratiques politiques et des positions théoriques chez les deux interlocuteurs. Pour Jaurès, l'opportunisme vis-à-vis de la bourgeoisie s'accompagne d'une conception « pacifiste » des relations entre les Etats en vertu de laquelle on pourrait agir contre la guerre en faisant pression sur leurs diplomatiqes. Pour R. Luxemburg, le refus radical de l'opportunisme et du réformisme s'accompagne d'une conception marxiste des rapports entre les Etats et d'une critique des activités diplomatiques telles que les gouvernements bourgeois les présentent et telles que Jaurès, au moins pour une part, les accepte.

L'ANALYSE DE L'IMPERIALISME

En somme, les progrès du réformisme à l'intérieur de la Deuxième Internationale, entre 1900 et 1914, se traduisent par un abandon du marxisme parmi les dirigeants droitiers qui sont, en fait, des révisionnistes plus ou moins cyniques ou honteux, et par une régression du marxisme parmi les dirigeants centristes, dont Kautsky, O. Bauer, Guesde et Plekhanov sont les plus représentatifs. D'où le retard général de l'analyse marxiste, à l'exception de R. Luxemburg, de Lénine et de Trotsky, en ce qui concerne le nouveau et dernier stade du capitalisme, celui de notre temps, l'imperialisme.

Sans doute Lénine a-t-il écrit « L'imperialisme, stade suprême du capitalisme » en 1916, à Zurich, c'est-à-dire deux ans après l'effondrement et la faillite de la Deuxième Internationale. Mais, dans divers articles publiés entre 1912 et 1914, il apparaît que Lénine était déjà en possession de ses conceptions fondamentales en la matière, conceptions dont l'ouvrage de 1916 donne seulement l'exposé synthétique, dans un texte devenu rapidement une œuvre fondamentale du marxisme.

Les monopoles, résultats de la concentration du capital, la constitution du capital financier comme fusion du capital industriel et du capital bancaire, accompagnée de la formation de l'oligarchie financière, l'exportation des capitaux, le partage du monde entre les monopoles et les Etats contrôlés par eux, enfin la fin — au début du XX^e siècle — de ce partage du monde, tels sont les cinq traits de l'imperialisme, comme stade ultime du capitalisme.

En conclusion, Lénine démontre que l'imperialisme, loin d'être une sorte de progrès par rapport au capitalisme concurrentiel — comme le prétendait Kautsky — est au contraire le stade final du capitalisme, marqué par des phénomènes croissants de parasitisme et de putréfaction de l'économie et de la société.

Ainsi la lutte implacable de Lénine contre le réformisme s'accompagne-t-elle d'une contribution décisive au développement de l'analyse marxiste du mode de production capitaliste dans les conditions de notre temps. Car l'actuelle situation de l'économie mondiale et la crise endémique du capitalisme qui l'accompagne témoignent de la justesse rigoureuse et du caractère indépassé des thèses exposées dans « L'imperialisme, stade supérieur du capitalisme ».

Malheureusement, comme nous l'avons déjà dit, les efforts pratiques et théoriques de la gauche révolutionnaire n'étaient pas en mesure, entre 1904 et 1914, de redresser la politique des partis de la Deuxième Internationale, à l'exception du cas du Parti bolchevique qui, à partir de 1912, cesse d'être une simple fraction du Parti ouvrier social-démocrate de Russie

pour devenir une organisation indépendante et prendre une autre voie, celle de la continuité prolétarienne révolutionnaire remontant à la Ligue des communistes, à la Première Internationale et à la Deuxième Internationale à ses débuts.

LE MERITE HISTORIQUE DE LA DEUXIEME INTERNATIONALE

Dans les conditions historiques que nous venons d'évoquer, c'est-à-dire les affrontements sans cesse aggravés entre les puissances impérialistes et la trahison des intérêts généraux du prolétariat par les dirigeants réformistes de la Deuxième Internationale, il était inévitable qu'éclatât la guerre mondiale et que s'effondrât l'Internationale ouvrière. Le 4 août 1914, les députés sociaux-démocrates de France et d'Allemagne votent dans leurs Parlements respectifs les crédits de la guerre impérialiste, et leurs dirigeants se vautrent immédiatement dans la plus répugnante des « unions sacrées » au nom de laquelle des millions de prolétaires vont être envoyés à la boucherie impérialiste. C'est l'aboutissement tragique d'un processus intégrant les activités de l'impérialisme et celles des dirigeants réformistes de la Deuxième Internationale.

Il reste qu'une tentative, même sommaire, pour établir un bilan de la Deuxième Internationale ne saurait se réduire à la condamnation — si juste et nécessaire soit-elle — de l'opportunisme, de l'électoralisme, du réformisme et du révisionnisme antimarxiste des dirigeants de la plupart de ses partis. Celle-ci est indiscutable et ne peut être que radicale. En même temps, le mouvement ouvrier révolutionnaire, la Quatrième Internationale doit s'assimiler dans son combat ce que la Deuxième Internationale a représenté avant sa dégénérescence et sa faillite, comme facteur puissamment progressiste pour le prolétariat révolutionnaire.

L'Internationale ouvrière est parvenue, en un quart de siècle, à constituer et à faire se développer des partis ouvriers de masse. Elle a réussi à donner dans tous les pays industrialisés —

en Europe, en Amérique, au Japon — une représentation politique organisée au prolétariat et aux autres couches exploitées de la société capitaliste.

L'Internationale ouvrière a ainsi créé la plupart des organisations dont sont, de nos jours, issus les partis ouvriers existants. Et c'est précisément parce qu'elle a été conduite, durant sa première période (1889-1900) par le socialisme scientifique, par le marxisme — notamment en son centre, la social-démocratie allemande —, qu'elle a pu construire des organisations aussi puissantes et aussi durables.

Par-delà la faillite du 4 août 1914, certains acquis de l'Internationale ouvrière demeurent dans l'héritage du mouvement ouvrier contemporain. Il s'agit, comme nous venons de l'indiquer, de l'organisation politique des travailleurs sur une base de classe, en dépit de la trahison ultérieure de ces intérêts de classe par les dirigeants réformistes. Aussi les militants qui luttent aujourd'hui pour la reconstruction de la Quatrième Internationale ont-ils conscience d'être les héritiers des bâtisseurs des grands partis ouvriers de la fin du XIX^e siècle, et, parmi eux, plus que de tout autre, de Friedrich Engels.

Au demeurant, au lendemain de l'effondrement de la Deuxième Internationale, des militants, principalement issus de la gauche révolutionnaire, cherchent à faire prévaloir l'internationalisme prolétarien sur la guerre, le socialisme scientifique sur le réformisme, et à construire une nouvelle direction internationale du prolétariat.

En Russie, rappelons-le, les parlementaires sociaux-démocrates ont refusé de voter les crédits de guerre ; d'où la condamnation par un tribunal de la capitale des cinq députés bolcheviks. En Allemagne, dès 1914, un groupe internationaliste se constitue avec Karl Liebknecht, Clara Zetkin, Rosa Luxemburg et Franz Mehring pour la propagande et l'action contre la guerre impérialiste. En France, dès novembre 1914, Monatte et Merheim commencent à réorganiser les syndicats en vue de l'action contre la guerre, tandis qu'une nouvelle minorité s'organise, à la SFIO, sous la

direction de Jean Longuet, contre les social-patriotes participant au gouvernement, mais sur une base qui demeure social-pacifiste. En Grande-Bretagne, l'Independent Labour Party lance un manifeste contre la guerre, tandis que se constitue, sur une base anti-impérialiste, en novembre 1914, l'Union of Democratic Control.

Contre les social-patriotes, les social-chauvins qui trahissent ouvertement les intérêts du prolétariat et des masses, c'est Lénine qui, dès le 1^{er} novembre 1914, expose la juste ligne du combat de classe. Il écrit :

« La Deuxième Internationale est morte... Vive la Troisième Internationale ! A la Troisième Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme. »

En somme, au-delà de la trahison réformiste, le mérite historique de la Deuxième Internationale, c'est d'avoir préparé la formation d'une nouvelle direction du prolétariat qui se réalisera dans l'Internationale communiste.

L'HERALDIQUE DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS,
UNISSEZ-VOUS !

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE



No.
1-8

MOSCOU
KREMLIN.



PETROGRAD
SMOLNY

1919

quatre Internationales : la continuité et l'héritage du prolétariat révolutionnaire

3.

L'héritage de l'Internationale communiste

La faillite de la Deuxième Internationale, le 4 août 1914, a livré les masses au déchaînement de la barbarie impérialiste. Les dirigeants droitiers et centristes des partis social-démocrates participent aux gouvernements des bourgeoisies impérialistes ou les soutiennent, tandis que les travailleurs affrontent la mort sur les champs de bataille, ou sont soumis à la loi martiale dans les entreprises fonctionnant désormais pour la guerre.

Après un moment de stupeur résultant de la trahison de la plupart des dirigeants de la Deuxième Internationale, les masses cherchent à s'organiser contre la guerre impérialiste et leurs premières réactions sont des réactions pour la survie. Des militants, à l'intérieur des syndicats, s'organisent en France, en Allemagne, en Grande-Bretagne et en Autriche-Hongrie pour combattre les directions des centrales et des syndicats baignant dans l'union sacrée tandis que, corré-

lativement, les masses commencent à s'engager à nouveau contre l'exploitation capitaliste renforcée par l'état de guerre et par la loi martiale. Elles s'opposent par là à la politique de guerre des bourgeoisies impérialistes, de leurs Etats et de leurs lieutenants social-patriotes dans les organisations ouvrières. A l'arrière des champs de bataille, la lutte des classes recommence à s'intensifier. C'est pourquoi Vandervelde et Huysmans, réfugiés aux Pays-Bas avec le secrétariat du Bureau de la Deuxième Internationale, multiplient les appels à l'*« union sacrée »* contre le militarisme allemand — notamment à l'adresse des social-démocrates russes —, tandis que, en Allemagne, Ebert, Scheidemann et Noske invitent les prolétaires d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à l'*« union sacrée »* avec leurs gouvernements bourgeois contre le milita-

Fac-similé des couvertures des premiers numéros de la revue : « L'Internationale communiste », dans leur édition en langue française (Doc. EDI - Ph. P. Damien).

risme et l'absolutisme russes, et contre le pan-slavisme.

Face au déferlement de la guerre dans toute l'Europe et contre le social-chauvinisme des anciens dirigeants de la Deuxième Internationale, les masses aspirent au rétablissement de la paix, sans disposer des moyens de l'imposer, par suite de la dislocation de leurs organisations de classe. Des dirigeants social-démocrates, notamment dans

les pays neutres comme la Suisse et la Suède, ou qui sont encore neutres comme l'Italie, préconisent une paix sans annexions, sans pour autant envisager le recours à la révolution pour en finir avec l'impérialisme, et, en ce qui concerne certains d'entre eux, afin de faire précisément obstacle à l'explosion révolutionnaire dont les conditions mûrissent à travers le déroulement de la guerre impérialiste.

le Parti bolchevique et la révolution d'Octobre

Le Parti bolchevique est le seul parti de la Deuxième Internationale qui oppose à la guerre impérialiste la stratégie prolétarienne marxiste du défaitisme révolutionnaire et de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire. Son comité central, dont la plupart des membres se sont réfugiés en Suisse pour continuer la lutte, à l'échelle de la Russie et à l'échelle internationale, déclare, le 1^{er} novembre 1914, dans un texte rédigé par Lénine :

« Les deux groupes de pays en guerre sont égaux en rapines, en bestialités et en abominations guerrillères... L'Internationale prolétarienne n'a pas disparu et ne disparaîtra pas. Les masses ouvrières vaincront tous les obstacles pour créer la nouvelle Internationale. L'actuel triomphe de l'opportunisme ne sera pas de longue durée. Plus la guerre exigera de victimes, plus les masses ouvrières comprendront clairement que les opportunistes ont trahi la cause ouvrière et, mieux, elles verront la nécessité de tourner leurs armes contre le gouvernement et contre la bourgeoisie de chaque pays. La transformation de la guerre impérialiste actuelle en guerre civile est le seul mot d'ordre prolétarien juste, tel que l'expérience de la Commune le démontre, tel qu'il est consigné dans la résolution du Congrès de Bâle (1912) et tel que toutes les conditions de la guerre impérialiste entre les pays bourgeois hautement développés l'imposent. »

Texte capital dans lequel Lénine montre que la lutte pour en finir avec la guerre impérialiste, avec l'impérialisme lui-même, passe par la guerre civile révolutionnaire, par la révolution prolétarienne internationale et par la construction d'une Internationale libérée de l'opportunisme et fidèle aux anciennes positions révolutionnaires de l'Internationale ouvrière. C'est donc bien de la continuité du prolétariat révolutionnaire que se réclame Lénine dans le combat qui conduira, cinq ans plus tard, à la fondation de l'Internationale communiste. De leur côté, Trotsky et Rosa Luxemburg proclament eux aussi la faillite de la Deuxième Internationale tout en ne partageant pas le point de vue de Lénine sur la construction d'une nouvelle Internationale.

LE MANIFESTE DE ZIMMERWALD

A la fin de 1914 et au début de 1915, les directions des Partis socialistes suisse et italien préparent une rencontre socialiste internationale dans le but de réclamer du Bureau socialiste international qu'il agisse pour rétablir les liens entre les divers partis de la Deuxième Internationale et pour qu'il fasse respecter les décisions prises dans les Congrès de Stuttgart et de Bâle. La rencontre a effectivement lieu : c'est la Conférence socialiste internationale de Zimmerwald (Suisse), qui se tient

du 5 au 8 septembre 1915 et qui réunit des militants ouvriers hostiles à la guerre impérialiste et au social-chauvinisme : par exemple, Ledebour et Thalheimer pour l'Allemagne, Merrheim et Bourderon pour la France, Grimm, Naine et Platten pour la Suisse, Morgari et Modigliari pour l'Italie, Rakovski et Kolarov pour les Balkans, enfin, pour la Russie, des bolcheviks (Lénine, Zinoviev, Radek), des mencheviks (Martov, Axelrod), et Trotsky, ainsi que des socialistes-révolutionnaires.

Les débats de la conférence révèlent l'existence d'une majorité formée d'éléments centristes, c'est-à-dire situés entre les social-patriotes collaborant avec les gouvernements impérialistes et les révolutionnaires partisans de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile révolutionnaire, et une gauche regroupant les bolcheviks russes, deux Suisses, deux Suédois et deux Hollandais.

La majorité se plaça sur une base essentiellement pacifiste ; elle défendit la thèse d'une paix sans annexions et d'un retour à la situation antérieure à 1914, tant en ce qui concerne les Etats belligérants qu'en ce qui concerne l'Internationale ouvrière elle-même.

Au contraire, la gauche zimmerweldienne, animée par Lénine, a cherché à faire adopter par la conférence des positions révolutionnaires, celles-là mêmes qu'avait prises le comité central bolchevique dès les premiers jours de la guerre.

Malgré ces divergences très importantes, la conférence adopte, à l'unanimité, un manifeste qui devait avoir un retentissement considérable dans le prolétariat international. Dans ce texte adressé aux prolétaires d'Europe, on peut lire :

« Toute la civilisation, produit du travail de plusieurs générations, s'est effondrée. La barbarie la plus sauvage triomphe aujourd'hui sur tout ce qui était l'orgueil de l'humanité. Quelle que soit la vérité sur les responsabilités immédiates de la guerre, celle-ci est le produit de l'impérialisme, c'est-à-dire le résultat des efforts des classes capitalistes de chaque nation pour satisfaire leur avidité

au gain par l'accaparement du travail humain et des richesses naturelles du monde entier... »

A Stuttgart, à Copenhague, à Bâle, les congrès socialistes internationaux ont tracé la route que devait suivre le prolétariat. »

Suit une condamnation des partis et organisations ouvrières qui ont abandonné la lutte des classes et dont les dirigeants, en entrant dans les gouvernements bourgeois, sont devenus les otages de l'*« union sacrée »* et ses agents.

Enfin, les participants de la Conférence de Zimmerwald déclarent rester fidèles à la « solidarité internationale du prolétariat et à la lutte des classes » et vouloir « engager une action pour une paix sans annexions et sans indemnités de guerre ».

Bien que la majorité de Zimmerwald ait repoussé le projet de résolution révolutionnaire proposé par la gauche, Lénine est parvenu à un accord sur le manifeste précité. Car l'essentiel, c'était alors la dénonciation de l'impérialisme et de la collaboration de classes, c'était le rappel du principe stratégique de la lutte des classes et des positions anti-impérialistes des congrès de l'Internationale ouvrière. Aussi bien, le retentissement énorme de Zimmerwald, premier acte prolétarien international contre la guerre déclenchée par l'impérialisme en 1914, a confirmé la justesse de la position des bolcheviks dans cette affaire. Et c'est, en vérité, la gauche zimmerweldienne qui portait en elle la stratégie révolutionnaire du prolétariat international comme devait le vérifier la révolution russe de 1917.

Incontestablement, la diffusion du « Manifeste de Zimmerwald » a contribué à l'intensification des activités contre la guerre et contre l'impérialisme parmi les masses des divers pays d'Europe. Elle a permis aux militants qui refusaient la politique de collaboration de classes de se battre plus efficacement contre les social-chauvins à l'intérieur des partis social-démocrates et des syndicats. Enfin, la « Commission socialiste internationale » constituée à Zimmerwald a commencé à renouer les liens entre les organisations et à se substituer au secrétariat

du Bureau socialiste international contrôlé par les social-patriotes. A l'intérieur de cette commission, Lénine lutte pour faire prévaloir les positions de la gauche révolutionnaire sur les positions centristes et les illusions pacifistes.

« PEUPLES QU'ON RUINE ET QU'ON TUE, DEBOUT CONTRE LA GUERRE ! »

Précisément, cette commission convoque et prépare une nouvelle conférence internationale qui a lieu en Suisse, à Kienthal, du 24 au 30 avril 1916.

Les participants de cette conférence constatent les progrès réalisés par les internationalistes contre les social-patriotes, notamment en Allemagne et en France. En effet, une scission s'est produite dans le groupe parlementaire de la social-démocratie au Reichstag, et certaines organisations ouvrières refusent désormais de verser leurs cotisations au comité central du Parti social-démocrate. En France, le conseil général de la SFIO qui s'est réuni en 1916 a vu se briser la quasi-unanimité de l'année précédente en faveur de l'*« union sacrée »* : un tiers des mandats se sont prononcés en faveur de la reprise immédiate des relations internationales.

Aussi la majorité des participants de la Conférence de Kienthal entendent-ils préciser les décisions prises à Zimmerwald : cette majorité condamne nettement tout appui aux gouvernements bourgeois et toute tactique consistant pour la classe ouvrière à renoncer aux actions contre la guerre sous prétexte d'influencer ultérieurement les conditions de paix. Bref, les bolcheviks et la gauche zimmerwaldienne pouvaient constater, à Kienthal, une certaine augmentation de leur influence dans le mouvement ouvrier international. C'est que, comme l'avait annoncé Lénine, la prolongation de la guerre impérialiste conduisait les masses à rechercher de plus en plus énergiquement les moyens d'en finir avec la barbarie.

Un nouveau manifeste — daté du 1^{er} mai 1916 — est adopté à l'unanimité. L'appel aux actions de masse

contre la guerre impérialiste se fait plus pressant encore qu'à Zimmerwald :

« Que, dans tous les pays belligérants, les femmes et les hommes des usines et des champs se dressent contre la guerre et ses conséquences, contre la misère et les privations, contre le chômage et la cherté de la vie ! Qu'ils élèvent la voix pour le rétablissement des libertés confisquées, pour les lois ouvrières et pour les revendications agraires des travailleurs des champs.

Que les prolétaires des pays neutres viennent en aide aux socialistes des pays belligérants...

Que les socialistes de tous les pays agissent conformément aux décisions des congrès socialistes internationaux d'après lesquelles c'est le devoir des classes ouvrières de s'entremettre pour faire cesser promptement la guerre.

Par tous les moyens en votre pouvoir, amenez la fin de la boucherie mondiale !

Reclamez un armistice immédiat ! Peuples qu'on ruine et qu'on tue, debout contre la guerre ! »

Zinoviev commente la tenue de la Conférence de Kienthal dans les termes suivants :

« Deux idéologies, deux conceptions du monde, deux programmes, deux Internationales : celle des socialistes et celle des social-patriotes. La seconde conférence de Zimmerwald est un pas dans cette voie.

Pas d'illusions ! Nous savons fort bien que parmi les partisans de Zimmerwald il y aura des rechutes. Dans l'association de Zimmerwald il y aura aussi des indécis, de la confusion, des éléments réformistes.

Et pourtant le fait est là : la seconde conférence de Zimmerwald sera politiquement et historiquement un nouveau pas en avant dans la voie de la III^e Internationale. »

Dix mois après la Conférence de Kienthal, la révolution éclate en Russie. L'année 1917 avait commencé en Russie par de grandes grèves accompa-

gnées de puissantes manifestations. Le 18 février, les usines Poutilov, la première entreprise du pays, entrent dans la grève qui s'étend, les jours suivants, aux autres entreprises de la capitale. Le 23 février, à l'occasion de la Journée internationale des femmes, les travailleuses et les travailleurs descendent dans la rue.

Les jours suivants, la grève devient politique et insurrectionnelle. Le 27 février (12 mars pour l'Occident), une partie des soldats et des marins passent du côté des insurgés. En quelques heures, l'Etat tsariste s'effondre à Petrograd et dans la plupart des autres grandes villes, tandis que se forment partout des soviets d'ouvriers et de soldats.

LE COMMENCEMENT DE LA REVOLUTION MONDIALE

On connaît la suite de ces grands événements : en mars, ce sont les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires qui sont majoritaires dans les soviets, tandis que les bolcheviks sont minoritaires. Les mencheviks et les socialistes-révolutionnaires, dont les dirigeants sont des opportunistes et, pour la plupart d'entre eux, des social-patriotes, s'allient au principal parti de la bourgeoisie russe (le Parti constitutionnel-démocrate) pour former un gouvernement provisoire dont l'objectif est de s'opposer au mouvement révolutionnaire des masses et de maintenir la Russie au service des impérialismes anglais et français, dans la poursuite de la guerre.

Revenu de Suisse en Russie au début d'avril, Lénine condamne la politique de collaboration de classes des mencheviks et la participation des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires au gouvernement bourgeois. Dans les « Thèses d'avril », il somme ces partis de rompre avec la bourgeoisie et lance un triple mot d'ordre : la paix immédiate, la terre aux paysans, tout le pouvoir aux soviets !

A partir de l'acceptation par la conférence du parti de ces thèses, le Parti bolchevique lutte pour le front unique ouvrier de rupture avec la bourgeoisie

des organisations prolétariennes et pour la conquête de la majorité dans les soviets. Dès son retour en Russie, Trotsky prend position dans le même sens que Lénine. En juillet, le VI^e Congrès du Parti bolchevique intègre au parti l'Organisation inter-rayons dirigée par Trotsky : c'est le Congrès de l'unification, qui rassemble toutes les organisations révolutionnaires de la Russie.

De juillet à octobre 1917, les bolcheviks gagnent progressivement la majorité dans les soviets. C'est ce qui permettra au parti de Lénine et de Trotsky de diriger la révolution d'Octobre, c'est-à-dire de renverser le gouvernement bourgeois de Kerensky et d'instaurer la dictature du prolétariat, l'Etat des soviets d'ouvriers et de paysans pauvres.

La révolution a commencé en Russie parce que, selon l'expression de Lénine, l'empire des tsars était le mailon le plus faible de la chaîne de l'impérialisme. Elle a remporté la victoire, en octobre 1917, parce qu'existaient en Russie, depuis 1912, une organisation révolutionnaire centralisée et forgée dans la lutte contre l'opportunisme : le Parti bolchevique. Et parce que, à partir d'avril 1917, Lénine est parvenu à orienter ce parti sur la ligne du front unique ouvrier de rupture avec la bourgeoisie et d'alliance avec les masses de la paysannerie pauvre.

Bien entendu, la révolution d'Octobre 1917 apparaît à Lénine, à Trotsky, aux autres dirigeants bolcheviks pour ce qu'elle est, à savoir le commencement de la révolution mondiale.

La révolution d'Octobre confirme avec éclat la justesse scientifique et politique de la théorie marxiste de la révolution permanente dont Trotsky a poursuivi l'élaboration à partir de la révolution de 1905. En effet, là où la bourgeoisie n'a pas accompli sa révolution démocratique, c'est le prolétariat qui est la seule classe capable de réaliser les tâches démocratiques dans le processus même de la révolution prolétarienne. En février 1917, il n'y avait pas, en Russie, place pour une soi-disant étape démocratique bourgeoisie devant précéder une soi-disant étape prolétarienne socialiste de la révolution ; c'est ce que les événements ont montré et c'est ce que

Lénine, rejoignant sur ce point Trotsky, avait compris dans la conception et la réalisation des « Thèses d'avril ».

A L'APPEL DE LA REVOLUTION D'OCTOBRE...

La révolution d'Octobre confirme que le déferlement révolutionnaire des masses surgit spontanément des masses elles-mêmes ; c'est ce qui se produira à nouveau, l'année suivante, dans la révolution allemande. En même temps, elle montre que les masses ne peuvent l'emporter et construire l'Etat ouvrier, sur les ruines de l'Etat bourgeois, que si elles sont dotées d'une direction révolutionnaire capable de déblayer devant leur mouvement les obstacles qu'accumulent la bourgeoisie et ses lieutenants ouvriers. Cette direction révolutionnaire a été en 1917, et jusqu'en 1923, le Parti bolchevique, principalement animé par Lénine et par Trotsky.

Entre le début de la révolution prolétarienne mondiale (octobre 1917) et le congrès de fondation de l'Internationale communiste (2-6 mars 1919) s'étend une période caractérisée par la fin de la guerre impérialiste, la guerre civile et les interventions étrangères en Russie, enfin le déferlement révolutionnaire des masses en Allemagne, en Hongrie, en Italie du Nord, en Chine et dans d'autres pays du monde.

Dans ce contexte de luttes de classes acharnées, les militants internationalistes de l'ancienne Internationale ouvrière cherchent à constituer des partis communistes par solidarité active avec la révolution d'Octobre et la République des soviets, et en s'inspirant, plus ou moins efficacement, de l'exemple du Parti bolchevique. En Allemagne, par exemple, la Ligue Spartacus (Spartakusbund), créée, durant la guerre, par des militants comme Rosa Luxemburg, Karl Liebknecht, Clara Zetkin, Franz Mehring, tente de se transformer en un Parti communiste d'Allemagne en fusionnant avec des groupes d'extrême-gauche (3 janvier 1919) ; quelques semaines plus tard, R. Luxemburg et

K. Liebknecht sont assassinés durant l'insurrection de Berlin par des corps francs aux ordres des dirigeants social-démocrates (Ebert et Noske).

En Hongrie, un parti communiste se constitue à travers le mouvement des conseils ouvriers, notamment à partir des soldats revenus de Russie où ils ont été en contact avec des militants bolcheviks. En Autriche, un parti communiste fait également son apparition à partir d'anciens combattants du front russe.

Ailleurs, notamment en Italie et en France, c'est à l'intérieur de l'organisation social-démocrate que les militants révolutionnaires luttent pour la solidarité internationale à l'égard de la République des soviets et s'organisent en fraction, s'orientant sur la révolution d'Octobre. Il reste que la construction des partis communistes s'opère en pleine crise révolutionnaire, au milieu des plus grandes difficultés et à travers une certaine effervescence gauchiste, c'est-à-dire trop tard.

En tout état de cause, le Parti bolchevique demeure en 1918, comme il l'était déjà en 1914, un cas unique d'organisation révolutionnaire centralisée. De plus, il a subi l'épreuve décisive de la révolution dont il a assuré la victoire. Son prestige international est sans égal.

Aussi est-il la nouvelle direction internationale prolétarienne que Lénine, Trotsky, les autres dirigeants bolcheviks et les militants internationaux de divers pays tentent de construire.

**Avec
le « Manifeste
du Parti communiste »**

**Avec
le « Programme de transition »**

**Il faut absolument lire
« THESES ET RESOLUTIONS
DES QUATRE
PREMIERS CONGRES
DE
L'INTERNATIONALE
COMMUNISTE »
(en vente à la Selio)**

fondation et développement de la Troisième Internationale

La Conférence de 1918 du Parti ouvrier social-démocrate de Russie (bolchevique) adopta une proposition de Lénine, donnant à l'organisation le nom de « Parti communiste », alors qu'en avril 1917 Lénine avait été le seul à se prononcer pour ce changement. Considérant, en effet, que la trahison des chefs opportunistes de la Deuxième Internationale avait discrépité le terme de social-démocrate, la conférence revenait aux sources mêmes du mouvement ouvrier révolutionnaire, à l'appellation de communiste dont Marx et Engels s'étaient servis, en 1848, pour qualifier le parti ouvrier révolutionnaire international qu'il s'agissait de construire.

Les premières victoires militaires remportées par l'Armée rouge, sous la direction de Trotsky, contre les armées blanches et les corps d'intervention étrangers, le développement de la révolution en Allemagne et en Hongrie, enfin les manifestations actives de soutien du prolétariat international à la République des soviets conduisirent les dirigeants bolcheviks, principalement Lénine et Trotsky, à accélérer, à la fin de 1918 et au début de 1919, le processus devant aboutir à la fondation de la Troisième Internationale.

La situation internationale, principalement en Europe mais aussi en Asie (Chine, Inde, Indonésie) et également en Amérique, confirmait que la révolution d'Octobre avait bien été le commencement de la révolution mondiale, en train de se développer. Il y avait donc urgence à doter le prolétariat mondial d'une nouvelle direction révolutionnaire, fidèle aux meilleures traditions de combat de la Première Internationale et de la Seconde Internationale avant sa faillite du 4 août 1914. Les conditions objectives de la révolution prolétarienne mondiale se trouvant confirmées, il s'agissait de forger sa condition subjective par la

construction d'une nouvelle Internationale. A ce propos, Pierre Broué note :

« Déjà, le 24 décembre 1918, après avoir pris connaissance des journaux spartakiste allemand et communiste autrichien qui portaient le même titre de *Die rote Fahne* (*Le Drapeau rouge*), Lénine écrivait : « Nous saluons chaleureusement ces deux organes, témoins de la vitalité et des progrès de la III^e Internationale. » Le 21 janvier 1919, dans sa lettre ouverte aux ouvriers d'Europe et d'Amérique, il précise sa pensée, le rôle capital que joue, pour la création de l'Internationale nouvelle, la naissance du parti allemand : « Lorsque la Ligue Spartakus se fut intitulée Parti communiste d'Allemagne, alors la fondation de l'Internationale communiste, véritablement prolétarienne, véritablement internationale, véritablement révolutionnaire, devint un fait. Formellement, cette fondation n'a pas encore été consacrée, mais en réalité, la III^e Internationale existe, dès à présent. » (Premier Congrès de l'Internationale communiste, textes intégraux publiés sous la direction de P. Broué. EDI. Paris 1974, p. 34).

LE PREMIER CONGRÈS DE L'IC

Faute de pouvoir se tenir à Berlin ou en Hollande, comme les dirigeants bolcheviks l'avaient initialement envisagé, le congrès de fondation de l'Internationale communiste eut lieu à Moscou, du 2 au 6 mars 1919. Le nombre des délégués ayant participé à ce premier congrès fut de 51.

Certes, ce Premier Congrès de l'Internationale communiste n'est que faiblement représentatif du mouvement ouvrier révolutionnaire interna-



Lénine le 1^{er} mai 1919 (Ph. R. Viollet).

Le début du discours d'ouverture de Lénine au I^{er} Congrès de l'IC

« Par mandat du comité central du Parti communiste russe, j'ouvre le Premier Congrès international. Avant tout, je vous prie de vous lever pour honorer la mémoire des meilleurs représentants de la III^e Internationale, de Karl Liebknecht et de Rosa Luxemburg.

Camarades, notre congrès revêt une grande importance dans l'histoire mondiale. Il démontre la banqueroute de toutes les illusions de la démocratie bourgeoise. La guerre civile est devenue un fait, non seulement en Russie, mais dans les pays capitalistes les plus développés, par exemple en Allemagne.

La bourgeoisie est affolée de terreur devant le mouvement révolutionnaire prolétarien qui grandit. Cela se comprend, parce que toute la marche des événements depuis la fin de la guerre impérialiste renforce inévitablement le mouvement révolutionnaire du prolétariat, et que la révolution internationale mondiale commence et grandit dans tous les pays.

Le peuple se rend compte de la grandeur et de l'importance de cette lutte. Il fallait trouver la forme pratique qui permit au prolétariat d'exercer sa domination. Cette forme, c'est le régime des soviets avec la dictature du prolétariat. La dictature du prolétariat : ces mots étaient « du latin » pour les masses jusqu'à nos jours. Maintenant, grâce au système des soviets, ce latin est traduit dans toutes les langues modernes ; la forme pratique de la dictature est trouvée par les masses populaires. »

tional tel qu'il existait et combattait au début de 1919. A l'exception des délégués des Partis communistes d'Allemagne, d'Autriche et de Hongrie, on ne trouve guère dans cette assemblée que des dirigeants bolcheviques représentant le Parti communiste de Russie ou certaines de ses organisations « régionales » ; on trouve aussi quelques personnalités internationalistes qui ne représentent pas, ou pas encore, d'organisations effectives.

Lénine et Trotsky n'ignorent pas cette situation. Mais la proclamation formelle de la nouvelle Internationale a pour but précisément de permettre la construction de partis communistes dans les divers pays du monde, à partir de la direction internationale qui commence à se construire à Moscou. L'insistance avec laquelle Lénine déclare que la III^e Internationale existe déjà et qu'il s'agit seulement de la proclamer formellement est riche de signification. En effet, pour Lénine, ce sont les dirigeants opportunistes, les dirigeants social-patriotes, qui, en conduisant à la faillite l'Internationale ouvrière, se sont séparés du mouvement ouvrier révolutionnaire, ont fait scission par rapport à lui. Les militants révolutionnaires et internationnalistes ont, quant à eux, continué ce mouvement du prolétariat qui remonte à Marx et à Engels, à la Ligue des communistes et à la Première Internationale. A travers la gauche zimmerwaldienne, ils ont commencé à construire la Troisième Internationale dont le Congrès de Moscou a pour tâche d'accomplir la proclamation formelle et d'assurer le développement dans les masses en continuité avec la tradition révolutionnaire du prolétariat mondial.

En mars 1919, la République des soviets est encore bloquée par l'impérialisme qui tente de la détruire. Les difficultés pour se rendre à Moscou expliquent, en partie, le petit nombre de participants au Premier Congrès de l'Internationale communiste. En dépit de ce petit nombre, le congrès revêt une importance considérable, car il déploie pour le prolétariat international et les masses du monde entier le drapeau de la révolution d'Octobre, le drapeau de la dictature du prolétariat. En proclamant formellement la fondation de la Troisième Internationale, le

congrès donne au mouvement ouvrier révolutionnaire mondial les premiers moyens pour en finir avec les directions réformistes, opportunistes et social-patriotes, et pour construire les sections nationales du parti révolutionnaire mondial.

Devant le congrès, Lénine présente ses « Thèses sur la démocratie bourgeoise et la dictature prolétarienne », dans lesquelles il justifie la République des soviets comme forme de l'Etat ouvrier — contre les attaques des Kautsky et des Hilferding :

« Ce serait la plus grande sottise de croire que la révolution la plus profonde dans l'histoire de l'humanité, que le passage du pouvoir, pour la première fois au monde, d'une minorité d'exploiteurs à une majorité d'exploités, puisse se produire dans les vieux cadres de la démocratie bourgeoise et parlementaire, puisse se produire sans brisures nouvelles, sans que se créent de nouvelles institutions incarnant ces nouvelles conditions de vie. » (*Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès mondiaux de l'IC (1919-1923)*, réimpression Maspéro 1969, p. 9).

Boukharine présente la plate-forme de la nouvelle Internationale :

« L'Internationale qui se révélera capable de subordonner les intérêts dits nationaux aux intérêts de la révolution mondiale réalisera ainsi l'entraide des prolétaires des différents pays — alors que sans cette aide mutuelle, économique et autre, le prolétariat n'est pas en mesure d'établir une société nouvelle. D'autre part, en opposition à l'Internationale socialiste jaune, l'Internationale prolétarienne et communiste soutiendra les peuples exploités des colonies dans leur lutte contre l'impérialisme, afin de hâter l'affondrement final du système impérialiste mondial. »

« GENERALISER L'EXPERIENCE REVOLUTIONNAIRE DE LA CLASSE OUVRIERE »

On doit enfin à Trotsky le « Manifeste de l'Internationale communiste aux prolétaires du monde entier » qui

affirme sa filiation par rapport au « Manifeste » de Marx et Engels :

« Nous, communistes, représentants du prolétariat révolutionnaire des différents pays d'Europe, d'Amérique et d'Asie, rassemblés à Moscou, capitale de la Russie soviétique, nous nous sentons les héritiers et les continuateurs de l'œuvre dont le programme a été annoncé il y a soixante-douze ans.

Notre tâche est de généraliser l'expérience révolutionnaire de la classe ouvrière, de débarrasser le mouvement des mélanges impurs de l'opportunisme et du social-patriotisme, d'unir les forces de tous les partis vraiment révolutionnaires du prolétariat mondial, et par là même de faciliter et de hâter la victoire de la révolution communiste dans le monde entier. »

Trotsky revient sur la question de la II^e Internationale et de sa faillite :

« Dès 1889, ces partis se réunissaient en congrès à Paris et créaient l'organisation de la II^e Internationale. Mais le centre de gravité du mouvement ouvrier était placé entièrement à cette époque sur le terrain national, dans le cadre des Etats nationaux, sur la base de l'industrie nationale, dans le domaine du parlementarisme national. Plusieurs dizaines d'années de travail, d'organisation et de réformes ont créé une génération de chefs dont la majorité acceptaient en paroles le programme de la révolution sociale, mais y ont renoncé en fait, se sont enfoncés dans le réformisme, dans une adaptation servile à la domination bourgeoise... Ces remarques ne s'appliquent pas seulement aux social-patriotes qui sont passés nettement et ouvertement dans le camp de la bourgeoisie, qui sont devenus ses délégués préférés et ses agents de confiance, les bourgeois les plus sûrs de la classe ouvrière ; elles s'appliquent encore à la tendance centriste, indéterminée et inconsciente, qui tente de restaurer la II^e Internationale, c'est-à-dire de perpétuer l'étroitesse de vue, l'opportunisme, l'impuissance révolutionnaire de ses cercles dirigeants ; le Parti indépendant en Allemagne, la majorité actuelle du Parti socialiste en

France, le Parti ouvrier indépendant d'Angleterre et tous les autres groupes semblables essaient en fait de prendre la place qu'occupaient avant la guerre les anciens partis officiels de la II^e Internationale... »

La lutte contre le centre socialiste est la condition indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme. »

Ce sont bien là, en effet, les problèmes majeurs de la construction de l'Internationale communiste. Car, dans les mois qui suivent son congrès de fondation, des partis socialistes vont demander leur adhésion.

Aussi Trotsky dénonçait-il, à l'avance, le danger résidant dans l'intégration à l'IC, à ses sections nationales, d'éléments marqués par l'esprit de conciliation avec les réformistes, les opportunistes et les social-patriotes.

L'IC ne peut devenir la direction révolutionnaire du prolétariat mondial que si, à l'exemple du Parti bolchevique, elle se débarrasse des réformistes et des conciliateurs qui sont, en fait, des éléments étrangers à l'intérieur du mouvement ouvrier international.

Autrement dit, la véritable unité du mouvement révolutionnaire du prolétariat exige l'élimination de ses rangs des lieutenants ouvriers de la bourgeoisie et de ceux qui s'obstinent à vouloir maintenir l'unité d'organisation avec eux (comme Longuet, à la SFIO, et Haase dans le Parti social-démocrate indépendant d'Allemagne).

Au lendemain du Premier Congrès de l'IC, Lénine résume ainsi le bilan historique des Internationales :

« La I^e Internationale a jeté les fondements de la lutte prolétarienne internationale, pour le socialisme. La II^e Internationale a été une phase de préparation du terrain pour propager largement parmi les masses le mouvement dans plusieurs pays. La III^e Internationale a recueilli les fruits du labeur de la II^e Internationale, elle en a amputé la vermine bourgeoise et petite-bourgeoise, opportuniste et social-chauvine, et a commencé à réaliser la dictature du prolétariat. »

CONTINUITÉ AVEC LES DEUX PREMIERES INTERNATIONALES

Le Deuxième Congrès de l'Internationale communiste s'est ouvert le 19 juillet 1920, à Petrograd : il a poursuivi et terminé ses travaux à Moscou, du 23 juillet au 6 août. A ce moment-là s'achève victorieusement la série des campagnes menées par l'Armée rouge contre les gardes-blancs et les interventions étrangères : poursuivant le dernier agresseur — la Pologne de Pilsudski appuyée par l'impérialisme français —, l'Armée rouge est aux portes de Varsovie. Malgré les difficultés pour parvenir en Russie — par suite du blocus impérialiste —, ce Deuxième Congrès réunit 218 délégués (169 avec voix délibérative et 49 avec voix consultative) qui représentent 37 pays. Outre les délégués venus d'Europe et des Etats-Unis, il faut noter la présence de délégués venus de Chine, d'Inde, d'Indonésie, de Corée, de Perse, de Turquie et du Mexique. Par là s'affirme, au-delà des anciennes limites de l'Internationale ouvrière, le caractère mondial du rassemblement qui s'opère dans le cadre de l'Internationale communiste.

C'est pourquoi toutes les questions fondamentales du mouvement ouvrier révolutionnaire sont posées et débattues dans ce congrès qui est vraiment celui de la construction de l'IC, et de la construction des partis communistes, comme sections nationales de l'IC.

Le Deuxième Congrès dote l'IC de ses statuts dont l'article I déclare :

« La nouvelle Association internationale des travailleurs est fondée dans le but d'organiser une action d'ensemble du prolétariat des différents pays tendant à une seule et même fin, à savoir : le renversement du capitalisme, l'établissement de la dictature du prolétariat et d'une République internationale des soviets qui permettront d'abolir totalement les classes et de réaliser le socialisme, premier degré de la société communiste. »

Ainsi se trouve solennellement proclamée la continuité de la Troisième Internationale par rapport à la Pre-

mière et à la Deuxième Internationales. Ainsi se trouve affirmé et confirmé le caractère international du processus historique de la révolution prolétarienne dont l'aboutissement est, à travers la République universelle des soviets, le socialisme et le communisme.

Le congrès a également adopté un texte définissant les vingt-et-un conditions requises pour qu'un parti ouvrier puisse adhérer à l'Internationale communiste. Pour comprendre ces conditions, il faut rappeler que, au cours des mois précédents, le Parti socialiste indépendant d'Allemagne avait demandé son adhésion à l'IC, tandis qu'une majorité s'était prononcée en faveur de l'adhésion dans le Parti socialiste italien et dans le Parti socialiste français. Aussi la résolution sur les vingt-et-un conditions déclare-t-elle :

« Le désir de certains groupes dirigeants du « centre » d'adhérer à la III^e Internationale nous confirme indirectement que l'Internationale communiste a conquise les sympathies de la grande majorité des travailleurs conscients du monde entier et constitue une puissance qui croît de jour en jour. L'Internationale communiste est menacée de l'envahissement de groupes indécis et hésitants qui n'ont pas encore rompu avec l'idéologie de la II^e Internationale. »

Pour éviter cela (la résolution précise notamment que la récente défaite des soviets de Hongrie est le résultat de l'union des communistes hongrois avec les réformistes), les vingt-et-un conditions sont, au fond, les garanties pour que la nouvelle Internationale soit, dans ses principes, et devienne, dans les faits, le parti révolutionnaire du prolétariat mondial — en évitant toute rechute dans le réformisme, l'opportunisme et le social-patriotisme. Ces conditions visent à établir dans l'Internationale et dans ses sections nationales (les partis communistes) le centralisme démocratique qui a permis au Parti bolchévique d'instaurer, de défendre et de maintenir la dictature du prolétariat.

D'où la nécessité d'« une propagande et d'une agitation quotidiennes en vue de l'instauration de la dictature

du prolétariat » ; d'où la nécessité d'écartier « régulièrement et systématiquement » les éléments tendant à reconstituer une bureaucratie réformiste ou centriste ; d'où la nécessité de doter chaque parti « parallèlement à l'organisation légale, d'un organisme clandestin, capable de remplir au moment décisif son devoir envers la révolution » ; d'où « la nécessité d'une propagande et d'une agitation communistes parmi les soldats des armées bourgeois » ; d'où la nécessité de « soutenir, non en paroles, mais en fait, tout mouvement d'émancipation dans les colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées » ; d'où, enfin, la nécessité d'admettre que « toutes les décisions des congrès de l'Internationale communiste, de même que celles du Comité exécutif, sont obligatoires pour tous les partis affiliés à l'Internationale communiste ».

« SUR LES ESPRITS ET SUR LES CŒURS DES OUVRIERS... »

Il s'agit, à travers ces conditions, de construire des partis ouvriers révolutionnaires qui, contrairement à ce que sont devenus les partis social-démocrates avant 1914, ne risquent plus d'être subordonnés à des groupes parlementaires imprégnés de réformisme et d'opportunisme et de tomber sous la domination de bureaucraties petites-bourgeoises pratiquant, sur le dos des travailleurs, la collaboration de classes avec la bourgeoisie.

A la place des anciens partis social-démocrates qui sont devenus des « partis ouvriers bourgeois », selon l'expression de Lénine, le Deuxième Congrès de l'IC cherche à construire des partis communistes, c'est-à-dire des avant-gardes révolutionnaires capables d'entraîner la masse du prolétariat dans une lutte implacable contre le capitalisme. Ce qui implique non

seulement l'élimination de l'opportunisme et du centrisme, mais encore la lutte contre le sectarisme à laquelle Lénine consacre, en juin 1920, un important ouvrage : « La maladie infantile du communisme. Le communisme de gauche (Essai de vulgarisation de la stratégie et de la tactique marxistes) ». Contre les gauchistes de cette époque qui prétendaient qu'il ne fallait pas militer dans des organisations syndicales ou politiques à direction réactionnaire et qu'il fallait boycotter les parlements bourgeois, Lénine déclare au Deuxième Congrès :

« Le Parti socialiste britannique peut très bien déclarer que Henderson est un traître et rester néanmoins dans le Labour Party. Ici se réalise la collaboration de l'avant-garde de la classe ouvrière avec les ouvriers arriérés formant l'arrière-garde. Cette collaboration a une si grande importance pour tout le mouvement ouvrier que nous insistons catégoriquement sur le rôle des communistes anglais appelés à servir de trait d'union entre le parti, d'un côté, c'est-à-dire la minorité de la classe ouvrière, et la masse ouvrière, de l'autre. Si la minorité ne sait pas diriger les masses, se lier étroitement avec elles, elle n'est pas un parti, elle ne vaut rien de façon générale. »

L'intransigeance contre les éléments réformistes et centristes dans les organisations du prolétariat et la capacité de se lier aux masses pour les rassembler dans la lutte contre le capitalisme sont inséparables l'une de l'autre. C'est ce qu'exprime, dans les conditions historiques du moment, la résolution sur les tâches de l'Internationale communiste :

« Les membres du parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'IC doivent être exclus du parti... En ce qui concerne l'attitude des communistes qui forment la minorité actuelle parmi les militants responsables des partis précédents et similaires, le II^e Congrès de l'IC décide que, par suite de l'allure rapide du développement actuel de l'esprit révolutionnaire des masses, la sortie des communistes de ces partis n'est pas désirable, aussi longtemps qu'ils auront la possibilité d'y mener

une action dans le sens de la reconnaissance de la dictature du prolétariat et du pouvoir soviétique, de critiquer les opportunistes et les centristes qui y demeurent encore. »

Ainsi le Deuxième Congrès tient compte de la réalité diversifiée du mouvement ouvrier international telle qu'elle se présentait en 1920. Là où il est possible de construire immédiatement des partis communistes, il faut le faire en épurant ces partis des éléments opportunistes et centristes ; là où une telle construction n'est pas encore possible, il faut la préparer par l'activité des militants communistes à l'intérieur des organisations ouvrières existantes, y compris des partis ouvriers bourgeois.

Dans un article d'août 1920, Lénine note l'importance du Deuxième Congrès de l'IC dans le processus de la révolution mondiale ; il conclut par ces phrases :

« Grandes ont été les victoires militaires remportées par la République soviétique des ouvriers et des paysans sur les propriétaires fonciers et les capitalistes, sur les Youdenitch, les Koltchak, les Denikine, les Polonais blancs et leurs auxiliaires, la France, l'Angleterre, l'Amérique, le Japon.

Mais plus grande encore est notre victoire sur les esprits et les coeurs des ouvriers, des travailleurs, des masses opprimées par le capital, la victoire des idées et des organisations communistes dans le monde entier.

La révolution du prolétariat, le renversement du joug capitaliste se rapproche et se réalisera dans tous les pays du globe. »

Cette victoire sur les esprits et sur les coeurs des travailleurs, c'est précisément l'œuvre de l'Internationale communiste.

De fait, à la suite de son Deuxième Congrès, des partis communistes se constituent en France et en Italie, tandis que, en Allemagne, un nouveau et plus puissant Parti communiste naît de la fusion entre l'ancien PC et la majorité de gauche du Parti socialiste indépendant.

Le Troisième Congrès de l'IC se tient à Moscou, du 22 juin au 12 juillet 1921, dans une situation qui diffère à

certains égards de celle de l'année précédente. Sans doute la République des soviets a-t-elle conquis de haute lutte la paix, après l'écrasement définitif des gardes-blancs et la fin de la guerre avec la Pologne.

Mais les années terribles de la guerre impérialiste et de la guerre révolutionnaire ont abouti à une situation économique désastreuse qui s'accompagne, dans certaines régions, de la famine. Les pertes physiques énormes subies par le prolétariat ont affaibli le Parti bolchévique et l'Etat ouvrier. La révolte des marins de Cronstadt, qui pouvait mettre en péril la dictature du prolétariat, est écrasée par les soldats et les marins rouges au moment de la tenue du X^e Congrès du Parti bolchévique qui décide, sur la proposition de Lénine, de mettre en application une nouvelle politique économique (NEP) ayant pour but de restaurer la production, les circuits commerciaux et les approvisionnements.

VERS LE MOT D'ORDRE DE FRONT UNIQUE

Sur le plan international, les phénomènes de reflux du mouvement révolutionnaire des masses sont déjà visibles : après la défaite des soviets de Hongrie, en 1919, c'est l'échec d'une tentative insurrectionnelle mal conduite par la direction du Parti communiste d'Allemagne (mars 1921), précédée par l'échec de la grève des cheminots en France (mai 1920), par celui des grèves avec occupation d'usines en Italie (septembre 1920) et par celui de la grève générale en Tchécoslovaquie (décembre 1920).

Les analyses du Deuxième Congrès de l'IC demeurent vraies quant au fond : inéluctabilité de l'effondrement du système capitaliste sous les coups de la lutte des classes. Mais les rythmes de ces processus et les délais des échéances sont plus lents que le Deuxième Congrès ne l'avait généralement estimé. La tâche principale du Troisième Congrès a donc consisté à adapter la stratégie révolutionnaire du prolétariat au mouvement réel des masses en la définissant plus rigoureusement et plus clairement. C'est pourquoi la question de la conquête des

masses s'est trouvée au centre des travaux et des débats du Troisième Congrès.

A la direction du Parti bolchevique, Zinoviev et Boukharine ne comprennent pas les phénomènes de reflux dont nous venons de parler ; de ce fait, ils adoptent des attitudes gauchistes qui commencent à avoir des conséquences fâcheuses à travers les organismes de l'Internationale communiste. Lénine et Trotsky ont combattu ensemble pour faire admettre au comité central de leur parti la nécessité de la NEP et d'une politique générale remplaçant la tactique des assauts par celle du siège, autrement dit d'une politique n'escomptant plus l'effondrement du système capitaliste à court terme.

Caractérisant la situation de Lénine et de Trotsky au Troisième Congrès de l'IC, Pierre Broué écrit :

« Les deux plus éminents des dirigeants bolcheviks pensent qu'il faut maintenant tirer les conclusions du reflux ouvrier et de la stabilisation capitaliste. La prise du pouvoir n'est plus à l'ordre du jour immédiat ; l'époque des victoires faciles et des succès foudroyants est passée. Avant de songer où que ce soit à s'emparer du pouvoir, il faut d'abord conquérir les masses, par un travail opiniâtre et patient, notamment par le redoublement des efforts pour la conquête des syndicats. Lénine et Trotsky avaient à vaincre dans le congrès une double opposition, gauchiste — incarnée par les Allemands du parti sympathisant (KAPD) — et « gauchisante » — qu'animent Allemands du KPD, Italiens du PCI, et des Hongrois comme Bela Kun qui sont les collaborateurs de Zinoviev. Ils l'emportent finalement, non sans mal, et le congrès appelle les PC à se lancer à la conquête des masses, notamment par l'organisation d'actions communes des syndicats et partis ouvriers pour la défense des intérêts ouvriers immédiats menacés par la contre-offensive de la bourgeoisie. » (*Premier Congrès de l'IC*, op. cit., p. 14).

Les « Thèses sur la tactique » adoptées par le congrès précisent :

« La révolution mondiale n'est pas un processus qui progresse en ligne

droite ; c'est la dissolution lente du capitalisme, c'est la sape révolutionnaire quotidienne, qui s'intensifient de temps à autre en crise et se concentrent en crises aiguës. »

Ensuite se trouvent caractérisées les différences existant entre les conditions objectives de la révolution (les contradictions auxquelles est en proie le régime capitaliste) et ses conditions subjectives (le parti ouvrier mondial et son influence dans les masses) :

« Nous avons beau être en présence d'une situation économique et politique objectivement révolutionnaire dans laquelle la crise révolutionnaire la plus aiguë peut éclater absolument à l'improviste (à la suite d'une grande grève, d'une révolte coloniale, d'une nouvelle guerre ou même d'une grande crise parlementaire), le plus grand nombre des ouvriers n'est pas encore sous l'influence du communisme, surtout dans les pays où la puissance particulièrement forte du capitalisme financier a donné naissance à de vastes couches d'ouvriers corrompus par l'impérialisme (par exemple en Angleterre et aux Etats-Unis) et où la véritable propagande révolutionnaire parmi les masses vient seulement de commencer. »

Pour surmonter cette situation, pour permettre au mouvement des masses de se développer et pour abattre finalement la dictature de classe du capital, il faut que les partis communistes ne se transforment pas en sectes et deviennent des partis révolutionnaires de masse :

« Dès le premier jour de sa fondation, l'Internationale communiste s'est donné pour but, clairement et sans équivoque, non pas de former de petites sectes communistes cherchant à exercer leur influence sur les masses ouvrières uniquement par l'agitation et la propagande, mais de prendre part à la lutte des masses ouvrières, de guider cette lutte dans le sens communiste et de constituer dans le processus du combat de grands partis communistes révolutionnaires. »

C'est cette ligne qui sera développée par l'IC, entre les Troisième et Qua-

trième Congrès, sous le mot d'ordre du front unique ouvrier dont ce dernier congrès précisera la nature de classe et la portée révolutionnaire.

LE TRAVAIL DANS LES SYNDICATS

La nécessité d'« aller aux masses » pose à l'IC des problèmes relatifs au travail communiste dans les syndicats et aussi dans la jeunesse et parmi les femmes travailleuses. Depuis sa fondation, les dirigeants de l'IC n'ont cessé de dénoncer la politique des syndicats dirigés par les vieux chefs opportunistes, réformistes et social-patriotes qui continuent, comme pendant la guerre, à mettre ces organisations au service de la bourgeoisie. Lénine a dénoncé l'Internationale syndicale d'Amsterdam complètement asservie à ce qui reste de la Deuxième Internationale faillie et à l'organisme centriste de Vienne, appelé par dérision l'Internationale 2 1/2.

Les Deuxième et Troisième Congrès de l'IC ont donné pour tâche aux travailleurs communistes d'arracher leurs syndicats au contrôle des dirigeants syndicalistes « jaunes » d'Amsterdam. Devant les difficultés qui empêchent que les centrales syndicales soient globalement purgées de leurs chefs réformistes et centristes, l'IC s'est orientée vers la constitution d'une Internationale syndicale rouge dont les confédérations nationales groupent ou cherchent à grouper tous les travailleurs révolutionnaires dans chaque pays.

Il est permis aujourd'hui de se demander si la création de cette Internationale syndicale rouge n'était pas en contradiction avec la stratégie du front unique ouvrier.

En fait, comme l'avaient compris Marx et Engels, la construction du parti ouvrier révolutionnaire mondial impliquait que les organisations syndicales adhèrent à l'Internationale, comme c'est le cas, en Grande-Bretagne, des Trade Unions par rapport au Labour Party. La trahison des réformistes entraînait, à partir de 1914, l'inévitabilité de l'existence de plusieurs partis ouvriers : les partis

ouvriers bourgeois de l'Internationale réformiste et les partis révolutionnaires de l'Internationale communiste, seuls héritiers de la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire ; elle n'entraînait pas automatiquement la scission des organisations syndicales, comme l'a cristallisé la création de l'Internationale syndicale rouge. Il reste que la stratégie du front unique ouvrier tendait à corriger cet inconvénient par la réalisation de l'unité de combat de tous les travailleurs contre la dictature du capital.

En avril 1922, se tint, à Berlin, une conférence composée de dix délégués pour chacune des trois Internationales : la Deuxième Internationale, l'Union de Vienne et l'Internationale communiste. Pour la première et la dernière fois depuis 1914 se réunirent Vandervelde, Huysmans et Mac Donald, délégués de la Deuxième Internationale ; Longuet, F. Adler, O. Bauer et Martov pour l'Internationale 2 1/2 ; enfin Radek, Boukharine, Clara Zetkin, Frossard, Rosmer, Katayama, Bordiga et Smeral pour la Troisième Internationale.

Pour les dirigeants de l'IC, cette conférence avait pour objectif la réalisation du front unique du prolétariat mondial. Pour les dirigeants de la Deuxième Internationale, il s'agissait de justifier leurs trahisons par des réquisitoires contre le bolchevisme et la dictature du prolétariat. Les délégués de l'IC arrachèrent aux autres un engagement pour des manifestations communes, le 20 avril ou le 1^{er} mai, sur les mots d'ordre suivants : la journée de huit heures, la fin du chômage et de la politique dite des réparations des puissances capitalistes, l'action unie du prolétariat contre l'offensive capitaliste, le soutien à la révolution russe et l'aide à la Russie en proie à la famine, enfin le rétablissement du front unique prolétarien national et international. Le succès très important des manifestations prévues et organisées démontra que le prolétariat était décidé à lutter en commun pour les mots d'ordre proposés. Mais les dirigeants réformistes et centristes sabotèrent le front unique ouvrier qui constituait une menace mortelle pour leurs positions et leur politique dans le mouvement ouvrier international. Ils rompirent, quelques mois après, le

dialogue avec les représentants de l'IC et fondèrent en mai 1923, à Berlin, l'Internationale socialiste, confirmant ainsi qu'ils étaient bien les auteurs de la scission du parti ouvrier international.

Après la rupture des pourparlers et avant la fondation de l'Internationale socialiste, le Quatrième Congrès de l'IC se réunit à Moscou (fin novembre-début décembre 1922). Lénine, déjà gravement malade, n'y fait qu'une brève apparition, pour une intervention qui invite les partis étrangers à assimiler dans leur propre expérience nationale les résolutions adoptées aux précédents congrès.

Contre la ligne du front unique ouvrier qui n'a cessé d'être précisée et soulignée par l'exécutif de l'Internationale depuis le Troisième Congrès, une opposition très vive se manifeste dans les débats du Quatrième Congrès.

Cette opposition vient des gauchistes d'Allemagne, animés par Ruth Fischer et Maslow. Ils s'en prennent au front unique qu'ils considèrent comme un glissement vers l'opportunisme et vers la collaboration de classes. Ils défendent l'idée que les communistes allemands sont, par eux-mêmes, assez forts pour entraîner les masses à l'assaut de l'Etat bourgeois, alors dirigé par les chefs droitiers de la social-démocratie.

LES TRAVAUX DU IV^e CONGRÈS DE L'IC

Mais les enseignements de Lénine ont porté. Aussi le Quatrième Congrès repousse-t-il la plate-forme des gauchistes et approuve-t-il les « Thèses sur l'unité du front prolétarien » proposées par l'exécutif de l'IC.

La 23^e de ces thèses affirme :

« Par unité du front prolétarien, il faut entendre l'unité de tous les travailleurs désireux de combattre le capitalisme, y compris par conséquent les ouvriers qui suivent encore les anarchistes et les syndicalistes. Dans certains pays, ces éléments peuvent utilement s'associer aux actions révolutionnaires. »

Le front unique prolétarien vise donc à rassembler dans la lutte de classe révolutionnaire l'ensemble des travailleurs organisés et inorganisés. Cela signifie qu'il inclut ou cherche à inclure dans ce rassemblement de combat les organisations de la classe ouvrière. C'est ce qui explique que l'exécutif de l'IC se soit adressé, comme on l'a vu, à la II^e Internationale, à l'Internationale 2 1/2, ainsi qu'à l'Internationale syndicale d'Amsterdam. A ce propos, la 2^e thèse précise :

« Mais les dirigeants de ces trois organisations internationales ont montré que, dès qu'il s'agit d'en venir aux actes, ils renoncent entièrement à leur mot d'ordre d'unité ouvrière. Par suite, la tâche précise de l'Internationale communiste et de ses sections sera de dévoiler aux masses l'hypocrisie des dirigeants ouvriers qui préfèrent l'union avec la bourgeoisie à l'unité des travailleurs révolutionnaires... »

Mais le refus opposé à nos propositions ne nous fera pas renoncer à la tactique que nous préconisons, tactique profondément conforme à l'esprit des masses ouvrières et qu'il faut savoir développer méthodiquement, sans relâche. »

Comme on le voit, ces thèses du Quatrième Congrès de l'IC sont toujours d'actualité :

1 — le front unique ouvrier, c'est le moyen stratégique par lequel le prolétariat parvient à combattre efficacement le capitalisme ;

2 — le front unique doit englober tout le prolétariat et, par conséquent, rassembler ses diverses organisations de classe, de la base au sommet et du sommet à la base ;

3 — la lutte des révolutionnaires pour le front unique n'est pas une opération de propagande ; elle n'a pas pour but essentiel de clocher au pilori les diviseurs de la classe ouvrière ; certes, elle permet aux masses de faire une expérience active des appareils traîtres usurpant la direction du mouvement ouvrier, mais son objectif est non pas « pédagogique », mais politique ; son objectif, c'est de déterminer la rupture entre les organisations ouvrières et la

bourgeoisie afin d'assurer la victoire de la révolution prolétarienne sur cette bourgeoisie.

Fondamentalement, le front unique prolétarien, que le Quatrième Congrès de l'IC a su définir en toute clarté, est la stratégie permanente du prolétariat révolutionnaire. C'est cette stratégie que Marx et Engels exposaient dans le « Manifeste » de 1848 en affirmant que les communistes « n'ont pas d'intérêts qui les séparent de l'ensemble du prolétariat ». C'est cette stratégie que Marx et Engels ont fait prévaloir au Conseil général de la Première Internationale en s'opposant aux tendances centrifuges des prudhominiens, des lassalliens et des bakouninistes, et en s'appuyant sur le « mouvement réel de la classe ouvrière ». C'est cette stratégie que Engels continue à mettre en œuvre, après la mort de Marx, en jouant un rôle décisif dans la création de l'Internationale ouvrière et dans l'orientation initiale de ses partis révolutionnaires de masse, notamment en Allemagne. C'est cette stratégie que Lénine définit dans ses « Thèses d'avril 1917 », en exigeant des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires qu'ils rompent avec la bourgeoisie, et que Lénine et Trotsky appliquent en conquérant avec l'ensemble des bolcheviks la majorité dans les soviets entre juillet et octobre 1917.

La transformation du prolétariat de classe-en-soi en classe-pour-soi s'effectue par la construction du parti ouvrier révolutionnaire mondial. Mais cette construction n'est réalisable que dans et par une participation à la lutte des classes, dans laquelle la stratégie du prolétariat est celle du front unique prolétarien.

Poursuivant la ligne définie au Troisième Congrès, le Quatrième Congrès de l'IC définit la stratégie du prolétariat révolutionnaire par rapport à la jeunesse. Une résolution spécifique précise :

« Les jeunes communistes devront prendre racine dans la masse de la jeunesse ouvrière en intensifiant leur propagande économique, en s'occupant continuellement d'une manière concrète, de la vie et des questions intéressant les jeunes ouvriers, en représentant continuelle-

ment leurs intérêts et en dirigeant la jeunesse dans la lutte commune qu'elle doit soutenir avec la classe ouvrière adulte. »

UNE STRATEGIE PERMANENTE DU MOUVEMENT OUVRIER

La conquête de la jeunesse prolétarienne, la compréhension des problèmes et des revendications propres à la jeunesse écrasée par le système capitaliste, tel est l'axe du combat que le Quatrième Congrès propose à l'Internationale des Jeunesses communistes, dont le développement prépare le renouvellement des générations dans le mouvement ouvrier révolutionnaire.

Enfin, une résolution sur l'action féminine déclare :

« Le IV^e Congrès demande à toutes les sections de l'Internationale communiste d'accorder une attention particulière au travail communiste parmi les femmes. Le front unique prolétarien ne peut être réalisé que si les femmes en font partie. Une liaison solide entre les partis communistes et les travailleuses permettra à ces dernières, dans certaines circonstances, d'ouvrir la voie au front unique prolétarien dans les mouvements des masses révolutionnaires. »

Il faut donc dire qu'en 1922, au moment de son Quatrième Congrès, l'Internationale communiste est consciente des problèmes fondamentaux de notre temps : celui du front unique ouvrier, comme moyen unique de combat contre le capitalisme et comme terrain pour la construction du parti révolutionnaire mondial, celui des masses exploitées par la domination coloniale et par l'impérialisme, celui de la jeunesse et celui des femmes travailleuses, comme catégories subissant d'une manière spécifique l'exploitation du capitalisme à son stade impérialiste. Issue du Parti bolchévique, née de la révolution d'Octobre — début de la révolution mondiale —, l'Internationale communiste ou, selon l'abréviation russe, le Komintern, est à ce moment là la plus puissante direction que le mouvement ouvrier révolutionnaire ait historiquement connue.

dégénérescence de la Troisième Internationale son rôle et sa fin sous le stalinisme

Durant l'année 1923, l'évolution de la situation internationale et l'évolution de la situation dans la République des soviets — inséparables l'une de l'autre — marquent d'une manière décisive l'activité et l'orientation du Parti bolchevique et du Komintern.

Dans le pays des soviets, devenu en décembre 1922 l'Union des Républiques socialistes soviétiques, un nouveau danger menace la révolution de l'intérieur, à savoir la bureaucratisation du Parti et de l'Etat. Comme nous l'avons déjà indiqué, un grand nombre de cadres révolutionnaires, formés par le bolchevisme, sont morts dans la guerre révolutionnaire. Epuisées par les sacrifices, les épidémies et les famines, les masses sont lassées. Aussi les pratiques du commandement autoritaire commencent à remplacer la méthode du centralisme démocratique dans les instances du parti et, par voie de conséquence, dans celles de l'Etat.

En 1922, Staline et Ordjonikidze imposent aux bolcheviks géorgiens l'incorporation — contre leur gré et contre le sentiment des masses — de la République géorgienne dans une République de Transcaucasie. Lénine découvre ce scandale bureaucratique, mais les progrès de la maladie mortelle dont il souffre ne lui permettent pas de mettre à exécution son projet d'élimination de Staline du secrétariat général du parti. Il écrit, à l'occasion de cette affaire :

« Les forces puissantes qui détournent l'Etat soviétique de sa route doivent être désignées : elles émanent d'un appareil qui nous est fondamentalement étranger et représente un salmigondis de survivances bourgeois et tsaristes, seulement couvertes d'un vernis soviétique, et qui enfonce le pays dans un bourbier d'oppression. » (Cité par P. Broué dans *Le Parti bolchevique*, Ed. de Minuit 1963, pp. 174-175).

Enfin, dans son dernier article, « Mieux vaut moins, mais mieux » (6 février 1923), Lénine critique le fonctionnement de l'Inspection ouvrière et paysanne, organisme destiné à l'origine à empêcher la bureaucratisation de l'Etat et dont Staline, qui en est le responsable, a fait, comme du secrétariat général du parti, des appareils bureaucratiques, des instruments du commandement administratif autoritaire. Lénine écrit :

« Les choses sont répugnantes, avec l'appareil d'Etat... Il n'y a pas de pire institution que l'Inspection... Il faut détruire la bureaucratie non seulement dans les institutions soviétiques, mais dans les institutions du parti. » (*Mieux vaut moins, mais mieux*, tr. fr. Moscou, 1968, pp. 66-67).

Lénine et Trotsky sont les premiers à prendre conscience du danger qui, après la mort de Lénine, devait entraîner la dégénérescence bureaucratique du parti, de l'Etat soviétique et de la Troisième Internationale. Mis, par la maladie, hors d'état de participer à la direction du parti en 1923, Lénine se survit jusqu'au 21 janvier 1924. Durant cette période, Zinoviev et Kamenev s'allient à Staline pour diriger les affaires et pour isoler Trotsky, avec lequel ils sont en désaccord sur l'appréciation des phénomènes précédés.

DEFAITE EN ALLEMAGNE

En fait, durant l'été de 1923, les dirigeants et les militants du Parti bolchevique ont les yeux tournés vers l'Allemagne, dans l'attente de la victoire de la révolution prolétarienne à l'intérieur du pays le plus industrialisé de l'Europe, dans l'attente de ce qu'ils

appellent « l'Octobre allemand ». Mais, depuis l'explosion révolutionnaire du 9 novembre 1918, les dirigeants de la social-démocratie ont trahi avec constance le mouvement révolutionnaire des masses, les conseils d'ouvriers et de soldats, en collaboration avec la bourgeoisie allemande et l'impérialisme international.

Certes, la situation est révolutionnaire : l'exploitation des masses allemandes par l'impérialisme au nom de la politique des réparations, la création — à partir du traité de Versailles — d'une déstabilisation économique génératrice d'inflation galopante et de chômage massif, la décomposition de l'appareil d'Etat, dont l'armée et la police ne survivent que grâce aux chefs de la social-démocratie, tout cela fait de la révolution prolétarienne la seule issue positive à la crise de toute la société allemande.

Malheureusement, les tergiversations des dirigeants du Komintern désorientent la direction du Parti communiste d'Allemagne. Pour sa part, Staline conseille à Zinoviev de « freiner les Allemands, au lieu de les pousser », car le secrétaire général du Parti bolchevique, déjà représentant de la bureaucratie naissante, avec sa vue provinciale des choses, reprend par rapport à l'Allemagne la position qui était la sienne, en 1917, quand il s'opposait, avec Kamenev, aux « Thèses d'avril ».

Les tergiversations des dirigeants du Komintern et ses propres tergiversations mettent la direction du parti allemand hors d'état de saisir l'occasion historique d'une insurrection victorieuse contre l'Etat bourgeois. Dès la grève générale de juillet qui va contraindre le gouvernement Cuno à démissionner au mois d'octobre suivant, les dirigeants communistes d'Allemagne retiennent le mouvement spontané des masses et préparent l'insurrection d'une manière conspirative. Le 21 octobre, en accord avec Zinoviev, ils décommandent l'insurrection. Leur contre-ordre n'atteint pas Hambourg, dont les masses se soulèvent. La Reichswehr écrase cette insurrection et rétablit ainsi l'ordre bourgeois en Saxe, où les communistes étaient entrés, ainsi qu'en Thuringe, dans le gouvernement local.

Au lieu de l'« Octobre allemand », la trahison de la social-démocratie et l'incapacité de la direction du PC allemand aboutissent à la défaite de la révolution en Allemagne. Cette défaite est extrêmement lourde de conséquences. Elle condamne, pour une longue période, la révolution russe à l'isolement, à l'intérieur des frontières de l'URSS. Elle détermine une déception parmi les militants bolcheviks et les masses de l'URSS qui attendaient l'« Octobre allemand » comme l'ouverture d'un nouveau développement de la révolution mondiale. À travers cette déception, elle favorise la dégénérescence bureaucratique du Parti bolchevique, de l'Etat ouvrier et du Komintern, ainsi que les entreprises de ceux qui, comme Staline, vont devenir les chefs de la bureaucratie. Enfin, elle est à l'origine du processus historique qui donnera lieu, dix ans plus tard, à l'installation de Hitler et de la bande nazie au pouvoir, et, seize ans plus tard, au déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale.

De la défaite de la révolution allemande, en 1923, à la défaite de la révolution chinoise en 1927, se déroule une période marquée par la mort de Lénine, par la lutte de l'Opposition de gauche contre la bureaucratisation du Parti bolchevique, et par la défaite de cette Opposition. L'épilogue de cette période, c'est l'exclusion de Trotsky de la direction, puis des rangs du parti, et son exil forcé hors du territoire de l'URSS. Ce qu'il est advenu de la Troisième Internationale n'est compréhensible qu'à partir des affrontements, à l'intérieur du Parti bolchevique, entre l'Opposition et l'appareil bureaucratique contrôlé par Staline.

« LES OUVRIERS ETAIENT BATTUS D'AVANCE PAR LES FONCTIONNAIRES »

En octobre 1923, la crise éclate à la direction du Parti bolchevique : Trotsky, appuyé bientôt par 46 militants exerçant ou ayant exercé d'importantes responsabilités, dénonce la « bureaucratisation de l'appareil », l'autoritarisme qui y

règne, et la « psychologie du secrétaire ». La « troïka », c'est-à-dire Staline, Zinoviev et Kamenev, refuse d'admettre le bien-fondé de ces critiques. Ne pouvant empêcher la discussion, les membres de la « troïka » multiplient les manœuvres et les manipulations afin de conserver le contrôle de l'appareil du parti. En janvier 1924, se tient la XII^e Conférence du Parti bolchevique, qui révèle que, grâce à l'appui de Zinoviev et de Kamenev, Staline tient suffisamment en main l'appareil pour faire condamner l'Opposition dont les positions sont présentées comme un « abandon du léninisme, reflétant objectivement la pression exercée sur le parti par la petite bourgeoisie ». Ainsi le stalinisme, expression de la dégénérescence bureaucratique, fait ouvertement son apparition et fourbit ses armes pour exproprier le prolétariat soviétique du pouvoir politique.

Au lendemain de la mort de Lénine (21 janvier 1924), Staline organise une « promotion Lénine » qui ouvre les rangs du parti à 250 000 nouveaux membres représentant une augmentation de 50 % des effectifs ; il met en place un culte de Lénine à l'abri duquel il exercera pendant près de trente ans le pouvoir ; enfin, il s'arrange pour que le « Testament de Lénine », qui dénonçait ses exactions et qui proposait son élimination du secrétariat général, ne soit pas publié.

Dès 1924 commence ce que l'on a appelé la « bolchevisation » de l'Internationale communiste. En fait, conséquence du processus de bureaucratisation du Parti bolchevique et de l'Etat soviétique, la soi-disant « bolchevisation » sera, sous la houlette de Zinoviev, un asservissement des partis communistes aux intérêts de la bureaucratie de Moscou. Tous ceux qui, dans ces partis, manifestent leur accord avec Trotsky et avec l'Opposition de gauche sont progressivement éliminés des instances dirigeantes, en attendant d'être exclus et, pour beaucoup, assassinés. Identifiant les dirigeants du Parti bolchevique à la révolution d'Octobre, de nombreux cadres révolutionnaires se laissent passivement éliminer par les bureaucraties du Kremlin.

Le Cinquième Congrès du Komintern se réunit, à Moscou, du 17 juin au 8 juillet 1924 : c'est le congrès de la

« bolchevisation », c'est-à-dire de la « stalinisation », dont Zinoviev se fait l'instrument. Des éléments gauchistes, comme Ruth Fischer en Allemagne, ou A. Treint en France, sont dupes de la démagogie « bolchevisante » ; ils dénoncent Trotsky et l'Opposition de gauche, coupables — selon eux — d'être fidèles au front unique ouvrier qu'ils considèrent comme une tactique opportuniste. Alfred Rosmer caractérise ces opérations comme une « guerre d'usure où les ouvriers étaient battus d'avance par les fonctionnaires ».

Le Cinquième Congrès, le premier depuis la mort de Lénine, marque une rupture avec les congrès précédents. Les débats ne sont pas orientés vers le développement de la révolution mondiale ; ils sont dominés par la volonté de la bureaucratie du Kremlin de subordonner à ses intérêts de caste les activités des sections de la Troisième Internationale.

« LE SOCIALISME DANS UN SEUL PAYS »

En 1925, Zinoviev et Kamenev comprennent — trop tard — que leur alliance avec Staline n'est profitable qu'à ce dernier qui, au secrétariat général du parti, est devenu le porte-parole et le chef de la couche bureaucratique maîtresse de l'appareil du parti et de l'Etat. Une redistribution des rôles s'opère alors : Zinoviev et Kamenev rejoignent Trotsky dans l'Opposition, qui devient l'Opposition unifiée, tandis que Staline reçoit l'appui de Boukharine devenu le leader de la droite de l'appareil bolchevique.

L'Opposition unifiée reprend notamment les positions de l'Opposition de gauche en faveur de l'industrialisation de l'URSS que refusent Staline et Boukharine, prétendant que le moment n'en est pas encore venu et s'appuyant sur les couches arriérées de la paysannerie pour prolonger la politique de la NEP — en oubliant que Lénine y avait vu un repli provisoire et un terrain d'affrontements aigus entre le socialisme et le capitalisme.

Contre Trotsky — dont on connaît le rôle éminent dans le développement

de la théorie marxiste de la révolution permanente, à laquelle Lénine s'était rallié en fait, dans ses « Thèses d'avril » —, Staline et ses séides proposent, comme une conséquence du « léninisme », la « théorie » de la construction du socialisme dans un seul pays. Il s'agit évidemment d'une rupture complète avec le marxisme qui avait défini, dès le temps de ses fondateurs, le prolétariat comme une classe internationale et qui avait montré que la révolution prolétarienne ne pouvait l'emporter irréversiblement qu'à l'échelle internationale et, finalement, mondiale. Il s'agit de la pièce maîtresse de l'idéologie de justification de la bureaucratie du Kremlin dont le pouvoir usurpateur et parasitaire est camouflé en une « étape » du processus de la révolution prolétarienne.

La « théorie » de la « construction du socialisme dans un seul pays » est une conception contre-révolutionnaire dont la fonction est de s'opposer au mouvement réel des masses et de justifier la confiscation de ce mouvement par une caste bureaucratique d'origine et de composition petite-bourgeoise.

S'appuyant sur un appareil dont les membres étaient entièrement cooptés par lui, et sur le Guépéou — police révolutionnaire transformée en appareil policier contre-révolutionnaire —, Staline et ses séides opposèrent aux contestations de l'Opposition, fondées sur la démocratie prolétarienne, les procédés d'autoritarisme bureaucratique et de la manipulation des « apparatchiki ». Comme Trotsky l'a dit à la fin de sa vie, la lutte de l'Opposition unifiée n'aurait pu alors l'emporter que si une victoire révolutionnaire était intervenue à l'extérieur de l'URSS.

DE LA DEFAITE CHINOISE A LA « TROISIEME PERIODE »

Dans le même temps, la lutte des classes en Chine se développait de telle manière qu'une situation révolutionnaire se créait dans ce vaste pays. Et, s'il faut dire que la défaite de la révolution allemande a renforcé la bureaucratie en URSS en 1923, il faut ajouter que la politique de la bureaucratie du

Kremlin a déterminé — en vue de la défense de ses propres intérêts — la défaite de la révolution chinoise, en 1927.

En 1926, le Komintern avait accepté l'affiliation du Kuomintang à titre de « parti associé », après l'entrée des communistes chinois dans ce parti. A partir de quoi Tchang Kai-chek entreprend de briser les révolutionnaires chinois. Trotsky soulève alors la question de l'indépendance de classe du Parti communiste chinois, à quoi Staline répond par la défense globale du Kuomintang qu'il qualifiait, l'année précédente, de « parti unique ouvrier et paysan ». Désorienté par la politique de Staline et par les directives subsequentes du Komintern, le Parti communiste chinois ne parvient pas à s'opposer efficacement à la menace réactionnaire que fait peser contre lui et contre les masses la clique de Tchang Kai-chek. Au début de 1927, la politique du Komintern stalinisé aboutit au massacre des communistes de Shanghai.

Trotsky et ses alliés de l'Opposition unifiée dénoncent les erreurs commises par Staline et la bureaucratie du Kremlin dans la conduite des affaires chinoises. Le XV^e Congrès du Parti communiste de l'URSS consacre la défaite de l'Opposition, car l'appareil stalinien parvient à dissocier Zinoviev, Kamenev et leurs partisans de Trotsky et des militants de l'Opposition de gauche. Zinoviev et Kamenev capitulent devant Staline. Trotsky et 1 500 militants qualifiés de « trotskystes » sont exclus du parti. La bureaucratie stalinienne l'emporte, se nourrissant des défaites du prolétariat international, désormais organisées par elle en vue de la sauvegarde de ses priviléges de caste, qui impliquent une politique contre-révolutionnaire d'opposition au mouvement des masses en URSS et dans le reste du monde.

Le Sixième Congrès de l'IC se réunit en 1928, c'est-à-dire — pour la première fois — quatre ans après le congrès précédent, car la bureaucratie du Kremlin redoute les débats pouvant remettre en cause la ligne contre-révolutionnaire qui est désormais la sienne.

Au moment où s'ouvre ce congrès, le conflit est latent entre l'appareil

complètement contrôlé par Staline et l'Opposition de droite dirigée par Boukharine, opposition dont Staline s'est servi pour éliminer l'Opposition de gauche et qu'il se prépare maintenant à éliminer à son tour. Boukharine, chargé de diriger le Komintern, présente un rapport qui est, en fait, celui de l'appareil stalinien. Selon ce rapport, une « troisième période » a commencé en 1927. Cette « troisième période » est caractérisée par l'intensification de la lutte des classes et par l'aggravation du danger de guerre contre l'URSS. Dans cette période nouvelle, le danger principal pour l'IC émanerait du « trotskysme », présenté comme « l'instrument le plus ignoble de la social-démocratie internationale contre les communistes ». Plus généralement, la social-démocratie est accusée de se « fasciser », de telle sorte que, dans les années suivantes, Manouilsky, devenu dirigeant du Komintern, pourra déclarer :

« De plus en plus, la social-démocratie prendra de la bourgeoisie l'initiative de la répression contre la classe ouvrière... Elle se fascisera. Le processus de la transformation de la social-démocratie en social-fascisme a déjà commencé. »

Le Sixième Congrès de l'IC laisse les mains libres à la bureaucratie du Kremlin pour mener sa politique contre-révolutionnaire. Un instant hésitants, des dirigeants comme l'Italien Togliatti et le Français Thorez s'alignent servilement sur la ligne stalinienne. De son exil d'Alma-Ata, Trotsky critique le programme de l'IC que le congrès va adopter. Il écrit notamment :

« La cassure politique durable, brutale, qui, après 1923, s'est opérée vers la droite et non vers la gauche, est un fait établi et indiscutable. Par conséquent, il est clair que le déchaînement de la lutte contre l'Opposition et son intensification, qui entraîna exclusions et déportations, sont intimement liés au processus politique de stabilisation de la bourgeoisie en Europe... L'augmentation de la pression économique et politique exercée par les milieux bureaucratiques et petits-bourgeois à l'intérieur du pays, sur le fond des défaites

de la révolution prolétarienne en Europe et en Asie, voilà l'enchaînement historique dont, pendant quatre années, le nœud coulant se resserra autour de la gorge de l'Opposition. Celui qui ne comprend pas cela ne comprend rien du tout. » (Trotsky, *L'Internationale communiste après Lénine*, tr. fr. PUF, 1969, Tome I, p. 282).

Trotsky entreprend ainsi le travail d'explication qui permettra ultérieurement de comprendre la dégénérescence bureaucratique du Parti bolchevique, de l'Etat soviétique et du Komintern dans le cadre de la lutte mondiale des classes. Mais le Sixième Congrès, dont l'appareil du Kremlin filtre soigneusement les informations en provenance de l'Opposition, reste sourd à cette argumentation marxiste. Il ratifie le révisionnisme de la bureaucratie stalinienne en proclamant que l'« édification du socialisme en URSS », la « construction du socialisme dans un seul pays » constituent l'objectif primordial du prolétariat international. La lutte mondiale de classe du prolétariat révolutionnaire est ainsi officiellement subordonnée à la défense de l'URSS, « son unique patrie, le principal soutien de ses conquêtes et le facteur essentiel de son affranchissement international ».

C'est durant cette période de dégénérescence bureaucratique du Parti bolchevique, de l'Etat soviétique et du Komintern que s'opère le grand retour : sous le nom de « marxisme léninisme », une phraséologie se développe pour camoufler l'expropriation politique du prolétariat de l'URSS par la caste bureaucratique. Et aucun des partis dits aujourd'hui « communistes » ne s'est jamais libéré par la suite de ce carcan bureaucratique — y compris les partis « euro-communistes » qui, en fait, cherchent à adapter leur tactique aux nécessités historiques dans lesquelles se trouvent maintenant les appareils bureaucratiques contre-révolutionnaires issus et dépendants de la bureaucratie stalinienne.

La question décisive qui se pose, entre 1928 et 1933, au prolétariat révolutionnaire, c'est celle de la crise mondiale du capitalisme, déclenchée par le krach de Wall-Street en 1929, et, singulièrement, celle de la montée de

l'hitlérisme en Allemagne. Une nouvelle fois, les possibilités objectives de la révolution apparaissent devant le mouvement ouvrier international. Aussi Trotsky, contraint de quitter le territoire de l'URSS, appelle-t-il au front unique ouvrier contre le péril fasciste, afin de tenter de redresser la politique contre-révolutionnaire des chefs du Komintern.

ALLEMAGNE, 1933...

Mais Staline et ses séides à la direction du Komintern, Manouilsky, puis Dimitrov, se livrent à la dénonciation privilégiée du « social-fascisme ». Selon eux, l'ennemi principal de la classe ouvrière serait la social-démocratie, « aile gauche du fascisme ». C'est la négation du front unique ; de plus, c'est la négation de la division de la société en classes que les organisations sociales et politiques de la social-démocratie représentent au moins jusqu'à un certain point. Face à la montée du parti nazi en Allemagne, face à ce péril mortel pour l'URSS et le mouvement ouvrier international, les bureaucrates du Kremlin — soucieux de préserver par-dessus tout leurs prérogatives de caste et d'éviter un nouveau cours de la révolution mondiale — pratiquent une politique de division systématique du prolétariat allemand qui permettra à la bourgeoisie du Reich d'installer Hitler et le parti nazi au pouvoir, le 31 janvier 1933.

Comme le montre Trotsky, cette date représente pour le Komintern stalinisé ce que fut la capitulation du 4 août 1914 pour la Deuxième Internationale. Désormais, la Troisième Internationale est passée du côté de la défense de l'ordre bourgeois et est devenue une « agence de l'impérialisme » à l'intérieur du mouvement ouvrier international. C'est là une donnée essentielle sans laquelle il est impossible de comprendre les événements de notre temps, notamment la nouvelle Sainte-Alliance signée en 1944 et en 1945, à Yalta et à Potsdam, entre Staline et les hommes d'Etat de l'impérialisme, et renouvelée, en 1971, par Nixon, dans ses rencontres avec Brejnev et Mao Tsé-Toung. Comme l'analyse Trotsky dans « La Révolu-

tion trahie » (1936), la bureaucratie, cette excroissance sociale, cette caste de nature bourgeoise, cette couche usurpatrice et parasitaire, ayant exproprié politiquement le prolétariat de l'URSS, est condamnée à s'appuyer sur l'impérialisme, à l'échelle internationale, pour contenir la menace de révolution politique provenant du prolétariat exproprié, et à s'appuyer, dans une certaine mesure, sur ce prolétariat, pour empêcher la destruction de l'Etat ouvrier (dégénéré) par les forces de l'impérialisme : d'où les contradictions et la crise auxquelles sont en proie l'Etat ouvrier dégénéré en URSS et les Etats ouvriers bureaucratiques d'aujourd'hui ; d'où la montée des forces de la révolution politique en connexion avec celles de la révolution sociale dans les Etats capitalistes.

Le septième et dernier congrès du Komintern s'est réuni en 1935 — sept ans après le précédent.

En fait, ce fut une grande parade du stalinisme au cours de laquelle aucun débat de fond, aucune discussion politique réelle n'étaient plus possibles. La défense de la bureaucratie du Kremlin est l'objectif unique auquel se réduit l'action imposée aux sections nationales de l'IC. Manouilsky déclare :

« Aujourd'hui, les intérêts de la défense de l'URSS déterminent la ligne fondamentale du prolétariat mondial face à la guerre. La lutte contre l'Allemagne, l'Italie et le Japon, en tant qu'instigateurs de la guerre mondiale, constitue une position authentiquement révolutionnaire. »

Le soutien d'un bloc impérialiste contre un autre bloc impérialiste est devenu la ligne de la bureaucratie du Kremlin, soucieuse d'éviter tout nouveau développement de la révolution mondiale et de protéger, en subordonnant à lui le mouvement ouvrier international, son propre Etat. La « troisième période », celle des attaques forcenées contre le « social-fascisme », est révolue. Une nouvelle période commence : celle des fronts populaires, c'est-à-dire de l'alliance des partis ouvriers et de partis bourgeois, de la collaboration de classes en vue de faire obstacle à la montée du

mouvement révolutionnaire des masses, notamment en Espagne et en France.

FRONTS POPULAIRES ET PROCES DE MOSCOU

On ne dira jamais assez combien la politique des fronts populaires et les procès de Moscou, exterminateurs des anciens fondateurs et dirigeants de l'Internationale communiste, ont été deux aspects inséparables de l'action de la bureaucratie du Kremlin et de son chef, Staline, entre 1936 et 1939. Sous couvert d'organiser l'alliance entre la classe ouvrière et les « classes moyennes » contre la menace fasciste, les lieutenants de Staline en Espagne et en France organisent la collaboration des partis ouvriers avec diverses formations politiques de la bourgeoisie afin de s'opposer à la poussée révolutionnaire des masses. En France, c'est l'alliance des Partis socialiste et communiste avec le Parti radical, principale organisation de la bourgeoisie impérialiste sous la III^e République ; en Espagne, c'est l'alliance des partis du prolétariat avec des formations bourgeoises fantômes, car la bourgeoisie passe avec armes et bagages dans le camp du franquisme. Encouragés par Staline et Dimitrov, son agent à la direction du Komintern, les fronts populaires désarment les masses ouvrières et conduisent à la victoire du fascisme ; ils protègent la bureaucratie du Kremlin contre les développements révolutionnaires qui auraient pu contribuer au déclenchement de la révolution politique antibureaucratique en URSS même.

La politique contre-révolutionnaire des fronts populaires s'accompagne en URSS des sinistres procès de Moscou, où successivement Zinoviev, Kamenev, Boukharine et la plupart des anciens compagnons de combat de Lénine avouent — après avoir subi les pires tortures — tous les « crimes » qui leur ont été « suggérés » par le Guépéou. D'autres, comme Bela Kun, Rakovski et Piatakov, sont assassinés, avec ou sans procès, par les sbires de Staline. Il s'agit, en effet, pour la bureaucratie et son dictateur, d'éliminer tous ceux qui pourraient s'opposer

à sa politique contre-révolutionnaire ; il s'agit, par-dessus tout, d'atteindre Trotsky qui poursuit le combat international du prolétariat révolutionnaire et qui proclame, en 1938, la Quatrième Internationale comme héritière du mouvement historique de ce prolétariat. De 1936 à 1941, la quasi-totalité des cadres supérieurs du Komintern ont été ainsi exterminés par la bureaucratie du Kremlin, et, en ce qui concerne les membres du comité central du PC de l'URSS désigné au congrès de 1937, ce sont les deux tiers d'entre eux qui ont subi le même sort. En outre, la totalité des dirigeants communistes polonais et yougoslaves — à l'exception de Broz-Tito —, la plupart des communistes allemands réfugiés à Moscou et les anciens dirigeants des Brigades internationales d'Espagne présents en URSS sont assassinés ou voués à la mort lente des camps de concentration.

Le pouvoir de la bureaucratie, concentré entre les mains de Staline, se sent, en permanence, menacé par le mouvement des masses en URSS, les explosions révolutionnaires dans le monde et les initiatives que les cadres du Komintern sont soupçonnés de pouvoir prendre ; la terreur d'Etat est le seul moyen dont la couche parasitaire dirigée par Staline dispose contre de tels périls.

En septembre 1939, à la veille du déclenchement de la Deuxième Guerre mondiale, Staline signe un pacte d'alliance avec Hitler qui donnera à ce dernier les mains libres à l'Ouest. Dans le cadre de ce pacte, Staline utilise le Komintern domestiqué pour faire cesser toute action et toute propagande antifasciste aux PC de l'Europe de l'Ouest, jusqu'à l'invasion de l'URSS par l'armée allemande, le 22 juin 1941. Cette période illustre, d'une manière tragique, la trahison stalinienne des intérêts du prolétariat international. Ainsi le pacte Hitler-Staline oblige les dirigeants du PCF à dénoncer exclusivement l'impérialisme anglais, à se taire sur les exactions et les crimes de l'impérialisme allemand et à tenter, en 1940, d'obtenir des autorités allemandes d'occupation en France l'autorisation de faire reparaitre « L'Humanité ». La politique soi-disant antifasciste des années 1935-1938 s'est transformée, à partir de 1939, en une politique de collabora-

tion de l'URSS avec l'Allemagne nazie.

Après l'invasion de l'URSS par les armées de Hitler et de ses alliés hongrois, roumain et italien, Staline se rapproche, à nouveau, des impérialismes des Etats-Unis et de la Grande-Bretagne. Les PC de l'Europe occupée sont conviés à se rallier à leur bourgeoisie dans la lutte contre Hitler. Ainsi le PCF apportera-t-il son soutien inconditionnel à de Gaulle et à sa politique de reconstruction de l'Etat bourgeois démantelé à partir de 1943 par le mouvement révolutionnaire des masses. Le 15 mai 1943, une résolution de l'exécutif du Komintern « proposera » la dissolution de la Troisième Internationale. En fait, Staline veut

assurer à ses alliés bourgeois, Roosevelt et Churchill, que la bureaucratie du Kremlin a définitivement renoncé à la propagation de la révolution prolétarienne.

Plus profondément, la liquidation de l'Internationale signifie que désormais chaque parti communiste a pour tâche de défendre l'ordre bourgeois, dans son propre pays, afin d'assurer la pérennité de la bureaucratie du Kremlin, là où elle règne. La dissolution de l'IC, dont Trotsky avait expliqué dès 1933 qu'elle était définitivement passée du côté de la défense de l'ordre bourgeois, consacre la domination de la bureaucratie stalinienne sur les partis domestiqués par elle.

le bilan du Komintern

L'histoire du Komintern se divise manifestement en deux périodes : celle qui va de 1919 à 1922, et qui englobe les Quatre Premiers Congrès, et celle qui va de 1923 à la dissolution de 1943.

La première période correspond à la grande vague d'expansion de la révolution mondiale consécutive à la victoire décisive d'octobre 1917 : c'est une période caractérisée par la naissance des partis communistes et par l'application dans les congrès et dans le fonctionnement de l'Internationale des principes du centralisme démocratique. Lénine et Trotsky, dont le prestige est immense, se gardent bien d'imposer une ligne politique aux représentants des différentes sections nationales du Komintern. Durant le Troisième Congrès (1921), ils discutent abondamment, mais démocratiquement, avec ceux qui ne comprennent pas les changements intervenus dans la situation internationale. Et la dernière intervention de Lénine, lors du Quatrième Congrès (1922), est une invitation à l'initiative des sections nationales : que les militants des partis étrangers tiennent compte du contexte national pour dégager fructueusement les leçons de l'expérience soviétique !

La seconde période, au contraire, correspond au reflux provisoire de la

révolution mondiale. C'est une période caractérisée par la mise au pas staliniennes des partis communistes et par la transformation des congrès, devenus de plus en plus rares (1924, 1928 et 1935), en parades à grand spectacle pour le compte de la bureaucratie du Kremlin : plus de discussions démocratiques, plus de libres débats, un concert de louanges en faveur du chef suprême de la bureaucratie présenté comme le « nouveau Lénine » et l'« incarnation vivante du communisme ».

Cette période, commençant avec l'asservissement du Komintern à la caste bureaucratique qui a politiquement exproprié le prolétariat soviétique, se poursuit par l'extermination des compagnons de Lénine et des meilleurs cadres communistes de la révolution d'Octobre.

Il reste que, de 1923 à 1933, l'Opposition de gauche, avec à sa tête Trotsky, a cherché à redresser la Troisième Internationale — dans les luttes menées principalement en URSS jusqu'en 1929, puis dans les luttes menées en URSS et internationalement à partir de 1929.

De Constantinople où il est en exil, en 1929, Trotsky écrit :

« Après avoir traversé une série d'épreuves et de crises, l'Internationale communiste se libérera du joug d'une bureaucratie sans principes idéologiques, capable seulement d'opérer tiraillements, zigzags, répression, et de préparer la défaite. Nous n'avons aucune raison de construire une IV^e Internationale. Nous continuons et développons la ligne de la III^e Internationale, que nous avons préparée pendant la guerre et à la fondation de laquelle nous avons participé avec Lénine, après la révolution d'Octobre. Pas une minute, nous n'avons laissé échapper le fil de l'héritage idéologique. Nos jugements et nos prévisions ont été confirmés par des faits d'une importance historique. Jamais nous n'avons été plus fermement convaincus de la justesse de nos idées et du caractère inéluctable de leur victoire qu'à présent, en ces années de persécution et d'exil. »

Pour Trotsky, ce qui revêt une importance politique capitale, c'est la question de la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire international.

C'est seulement lorsque la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin aura abouti, en 1933, à la plus grande défaite du mouvement ouvrier, c'est-à-dire à l'installation de Hitler au pouvoir, que la construction de la Quatrième Internationale deviendra historiquement nécessaire afin de ne pas « laisser échapper le fil de l'héritage » révolutionnaire prolétarien.

A travers Trotsky et à travers les militants de l'Opposition de gauche parvenus à échapper — au moins temporairement — à la répression et à l'extermination stalinien, le fil ininterrompu de la continuité relie la Quatrième Internationale en formation à la Troisième Internationale de la période des Quatre Premiers Congrès (1919-1922). Car c'est la bureaucratie, c'est le stalinisme qui ont rompu complètement avec cette continuité révolutionnaire et qui l'ont trahie totalement, au point d'aboutir au début de 1933 à leur « 4 août 1914 ».

Il faut en outre rappeler que si, de 1919 à 1922, les partis de l'Internationale communiste se construisent, non

sans de grandes difficultés, à partir de la gauche des organisations politiques de masse jadis construites par l'Internationale ouvrière, en revanche, à partir de 1923 et plus encore à partir de 1933, la Troisième Internationale stalinisée ne construit plus, n'est plus capable de construire de nouveaux partis. Au contraire, elle organise une succession de défaites et de catastrophes (Chine, Bulgarie, Allemagne, Espagne, France, etc.) dans lesquelles les partis communistes sont délibérément sacrifiés aux intérêts de la bureaucratie du Kremlin.

DU KOMINFORM A L'« EURO-COMMUNISME »

La dissolution du Komintern par Staline, en 1943, loin de « libérer », comme l'ont prétendu les staliniens, les partis communistes de la domination du Kremlin, a, au contraire, renforcé cette domination. Car la fiction d'un Komintern « révolutionnaire », maintenue de 1923 à 1943, fait alors place à une réalité marquée par la subordination de chaque PC à l'appareil bureaucratique du Kremlin. Beria, par exemple, continuera, en tant que chef suprême du Guépéou, à désigner les secrétaires généraux et les secrétaires à l'organisation de ces partis.

Pour assurer le bon fonctionnement de cet appareil international contre-révolutionnaire, Staline crée en 1947 le Bureau d'information des partis communistes ou ouvriers (Kominform), dont le siège est à Prague, et qui rassemble le PC d'URSS, les PC de l'Europe de l'Est, les PC de France et d'Italie, plus, enfin, un observateur du PC chinois. Plus rien dans cet appareil qui ressemble, même de loin, à une Internationale prolétarienne, car il s'agit seulement, pour la bureaucratie du Kremlin, d'avoir sous la main les partis dont elle a besoin pour conduire sa politique de collaboration avec l'impérialisme. En outre, elle fait « sous-traiter » le contrôle du PC indonésien, par exemple, par l'appareil du PC chinois, et celui des PC des colonies françaises par le PCF. Khrouchtchev dissout, en 1956, le Kominform, sans rien changer fondamentalement au système de domination du Kremlin sur les divers PC —

sauf en ce qui concerne le PC chinois qui lui échappe en aggravant par là la crise du stalinisme.

Toutes les actuelles spéculations journalistiques sur « l'euro-communisme » ne sauraient dissimuler que les PC de France, d'Italie et d'Espagne, toujours soumis au centralisme bureaucratique, travaillent avec acharnement au maintien et au sauvegarde de l'Etat bourgeois dans leurs pays, en pleine conformité avec la politique contre-révolutionnaire du Kremlin, consistant dans la préservation du statu quo en Europe et dans le reste du monde. En vérité, l'« euro-communisme » est un euro-stalinisme qui montre que les PC, parce qu'ils ont rompu depuis un demi-siècle avec la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire international, sont fondamentalement incapables d'être autre chose que des partis ouvriers bourgeois de nature bureaucratique subordonnés au Kremlin. L'issue historique, pour eux, ce sera la décomposition et l'éclatement dans le processus irréversible de la crise mondiale du stalinisme.

Contre le processus irréversible — depuis 1933 — de la dégénérescence du Komintern en agence de l'impérialisme, processus inséparable de la dégénérescence bureaucratique du Parti bolchevique et de l'Etat ouvrier, le trotskysme se développe dans le droit fil de la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire international. L'apport personnel de Trotsky à l'élaboration continuée de la théorie et de la pratique de la révolution permanente s'intègre désormais, pour

l'éclairer et l'ordonner, à l'effort de construction de la IV^e Internationale comme seul moyen d'assurer, dans les conditions historiques nouvelles, la continuité du mouvement révolutionnaire du prolétariat international.

La rupture avec l'Internationale communiste des années 1919-1922, c'est la bureaucratie stalinienne qui l'a accomplie. Et les débats qui se déroulent actuellement dans les partis staliens attestent, d'une manière à la fois grotesque et pathétique, l'incapacité de leurs membres de surmonter et même de prendre une conscience exacte de cette rupture. Car, depuis 1933, la continuité du mouvement révolutionnaire du prolétariat international a été entièrement assurée par ces groupes de bolchevik-léninistes qui, sous la direction de Trotsky, ont, dès lors, entrepris la construction de la Quatrième Internationale.

Finalement, l'héritage de la Troisième Internationale, c'est l'héritage du bolchevisme qui, sous la direction de Lénine et de Trotsky, s'est traduit par la victoire de la révolution d'Octobre, c'est-à-dire le déclenchement de la révolution prolétarienne mondiale. Quoi qu'il en soit des rythmes et des délais, ce processus est devenu le contenu effectif de l'histoire mondiale de notre siècle. Et le « trotskysme », héritier des trois Internationales précédentes, n'est rien d'autre que le marxisme organisé, autrement dit « l'expression consciente du processus historique inconscient » de la révolution prolétarienne mondiale en train de s'accomplir.

QUATRIÈME INTERNATIONALE



N° 12-13

**SEPTEMBRE
OCTOBRE**

1938

PRIX : 5 francs

**La Conférence de fondation de la
IV^e Internationale (Septembre 1938)**

la Quatrième Internationale : la continuité et l'héritage du prolétariat révolutionnaire

4.

La IV^e Internationale et la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire

De 1923 à 1933, l'appareil du Parti bolchevique, l'appareil de l'Etat soviétique et l'appareil de la Troisième Internationale sont en proie à un processus de bureaucratisation qui entraîne leur dégénérescence et, finalement, leur passage du côté de la défense de l'ordre bourgeois. Durant cette période, des militants révolutionnaires — avec à leur tête Trotsky — ont lutté contre la dégénérescence bureaucratique à l'intérieur de l'URSS et dans les divers partis du Komintern.

les bolchevik-léninistes contre le stalinisme

Cette Opposition de gauche se constitue en continuité avec la ligne révolutionnaire qui a été celle du Parti bolchevique d'avril 1917 au début de 1923, l'année cruciale, en continuité avec la politique de Lénine et de Trotsky durant cette période. Dans

« Cours nouveau », publié le 8 décembre 1923, ce dernier écrit :

« Le parti doit se subordonner son propre appareil, sans cesser d'être une organisation centralisée. »

Cela veut dire que le Parti bolchevique doit rétablir le centralisme démocratique contre les tendances de l'appareil à la bureaucratisation.

Trotsky évoque alors l'éventualité d'une dégénérescence thermidorienne du parti, par analogie avec la réaction

Fac-similé de la couverture du numéro 12-13 de la revue « Quatrième Internationale », daté de septembre-octobre 1938 et annonçant la tenue de la Conférence de fondation de la Quatrième Internationale.

qui se produisit, lors de la chute de Robespierre et de Saint Just, dans le cours de la Révolution française. Mais, comme l'indique Jean-Jacques Marie, personne n'estime encore que cette réaction soit déjà en cours (J.-J. Marie : *Le Trotskyisme* — Flammarion 1977 — p. 45). C'est progressivement, en relation avec les combats de l'Opposition de gauche et ses défaites successives, que Trotsky en viendra, à partir de 1926, à qualifier de Thermidor l'expropriation politique du prolétariat de l'URSS par la bureaucratie.

On peut donc dire que l'Opposition de gauche s'est constituée et développée à partir du refus du Thermidor bureaucratique. Comme nous l'avons précédemment montré, l'Opposition de gauche s'est battue principalement en URSS, de 1923 à 1929, année de l'expulsion de Trotsky hors du territoire de l'URSS. A partir de cette date, elle se développe, par la force des choses, surtout sur le plan international, tout en comprenant des groupes à l'intérieur de l'URSS.

En fait, l'Opposition est restée, pendant un temps, centrée sur les problèmes intérieurs de l'URSS et du Parti bolchevique, sans embrasser suffisamment la situation internationale dans son ensemble. Ainsi, Rosmer et Monatte, exclus du PCF en 1924 pour avoir combattu les méthodes bureaucratiques de l'appareil du Komintern, écrivent dans une lettre ouverte aux militants du parti :

« Nous pensons que c'est Trotsky, qui, à l'heure actuelle, pense et agit vraiment dans l'esprit de Lénine, et non ceux qui le poursuivent de leurs attaques tout en se drapant dans le manteau du léninisme. »

C'est précisément Trotsky qui, dès le début de son exil, indique que l'Opposition doit se déterminer par rapport aux problèmes internationaux et non par rapport à des questions purement nationales. Dans le « Bulletin de l'Opposition », il explique :

« L'Opposition se présente comme une fraction internationale, et ce n'est qu'en tant que telle qu'elle a le droit d'exister. »

Il s'agit donc bien d'une fraction à l'intérieur de la Troisième Internationale, dont l'objectif est de redresser

les PC et l'Internationale elle-même et non de construire, à l'extérieur, d'autres organisations.

A propos de l'Opposition internationale, J.-J. Marie précise :

« Elle s'organise lentement : l'Opposition américaine dès 1928, puis en 1929 l'Opposition allemande issue de la fusion entre quatre groupes, l'Opposition grecque qui, en 1931, comptera 1 400 militants (plus que le PC officiel), l'Opposition espagnole autour de Nin et d'Andrade, l'Opposition chinoise conduite par l'ancien secrétaire du PC chinois, Tchen Dou Siou, arrêté en 1931 par les troupes de Tchang Kai-chek, l'Opposition italienne née d'une scission du groupe bordigiste Prometeo, sous la direction de P. Tresso (Blasco), l'ancien secrétaire à l'organisation du PC italien. »

« LE STALINISME, EN ALLEMAGNE, A EU SON 4 AOUT »

Entre 1923 et 1933, le processus de la bureaucratisation du parti et de l'Etat en URSS et, par voie de conséquence, de l'Internationale, ne cesse de s'aggraver. Selon les ordres de Staline, les dirigeants du Komintern bureaucratisé font de la social-démocratie qualifiée de social-fasciste l'ennemi principal et préparent ainsi la venue au pouvoir de Hitler. Contre cette politique catastrophique, Trotsky dénonce le danger fasciste et appelle à la réalisation du front unique ouvrier en continuité avec les III^e et IV^e Congrès de l'IC (1921 et 1922). Il écrit, en 1931, avec une parfaite lucidité :

« La situation en Allemagne se détache nettement sur le fond politique mondial qui, pourtant, est loin d'être pacifique. Les contradictions économiques et politiques y ont atteint une acuité inouïe. Le dénouement est tout proche. L'heure a sonné où la situation, de pré-révolutionnaire, doit devenir révolutionnaire ou contre-révolutionnaire. Le tour que prendra le dénouement de la crise allemande réglera pour de

très nombreuses années non seulement le destin de l'Allemagne (ce qui en soi est déjà beaucoup), mais aussi le destin de l'Europe et du monde entier.

La construction du socialisme en URSS, le cours de la révolution espagnole, l'évolution d'une situation pré-révolutionnaire en Angleterre, l'avenir de l'impérialisme français, le sort du mouvement ouvrier en Inde et en Chine, tout cela se ramène directement à la question : qui, du communisme ou du fascisme, sera vainqueur en Allemagne au cours des prochains mois ? » (Trotsky — *Comment vaincre le fascisme*, tr. fr., Buchet-Chastel 1973 ; pp. 52-54).

Effectivement, comme on le sait, l'écrasement du prolétariat allemand sans combat par le fascisme hitlérien, en janvier 1933, écrasement rendu possible par la politique de division du mouvement ouvrier pratiquée par Staline, a déterminé pour dix ans le rapport des forces en Allemagne, en Europe et dans l'ensemble du monde.

La lutte de Trotsky et des militants de l'Opposition pour le front unique ouvrier était juste. Si elle l'avait emporté, à temps, sur la politique stalinienne de la « troisième période », c'est-à-dire sur les attaques concentrées contre le « social-fascisme », elle aurait pu éviter à l'humanité les monstrueuses horreurs du fascisme et de la Seconde Guerre mondiale, en ouvrant un nouveau cours à la révolution prolétarienne commencée en 1917.

Contre la bureaucratie du Kremlin, « se drapant dans le manteau du léni-nisme », l'Opposition se réclame légitimement de l'héritage de Lénine, inséparable de celui de Trotsky, en ce qui concerne la période 1917-1923, et donne à ses groupes l'appellation de bolchevik-léninistes. Trotsky permet à ces groupes de tirer les enseignements de la lutte qui est la leur, de combattre la déformation, puis la trahison de la politique du prolétariat révolutionnaire par la bureaucratie stalinienne. De 1923 à 1929, cette bureaucratie a freiné, autant qu'elle l'a pu, le mouvement révolutionnaire des masses dans le monde entier, notamment en Chine. De 1923 à 1933, elle a semblé prendre des positions radicales en dénonçant le « social-fascisme » et en prétendant que le fas-

cisme ne serait que le prélude immédiat de la révolution prolétarienne. En fait, l'élément commun aux « deux périodes », c'est la préservation des intérêts de la caste bureaucratique contre le mouvement réel de la classe ouvrière mondiale. Aussi Trotsky montre-t-il que les déclarations « gauchistes » de la « troisième période » n'ont pour but que la division des forces du prolétariat afin d'empêcher une extension du processus révolutionnaire qui aurait constitué un péril mortel pour la bureaucratie du Kremlin.

Alors que cette bureaucratie a rompu avec la stratégie révolutionnaire du prolétariat, les bolchevik-léninistes prennent en main l'héritage des Quatre Premiers Congrès de l'Internationale communiste et assurent ainsi la continuité de la tradition marxiste remontant à la Ligue des communistes et à la Première Internationale. Ils développent la ligne du front unique ouvrier, qui, depuis le « Manifeste du Parti communiste », définit la stratégie révolutionnaire indispensable au prolétariat dans sa lutte contre la bourgeoisie. Dans sa grande étude sur la révolution allemande (1932), Trotsky écrit :

« La vénération en paroles des soviets est aussi répandue dans les cercles « de gauche » que l'incompréhension de leur fonction historique. Les soviets sont définis le plus souvent comme les organes de la lutte pour le pouvoir, les organes du soulèvement, et enfin les organes de la dictature. Ces définitions sont formellement correctes. Mais elles n'épuisent pas la fonction historique des soviets. Et surtout, elles n'expliquent pas pourquoi ce sont précisément les soviets qui sont nécessaires dans la lutte pour le pouvoir. La réponse à cette question est la suivante : de même que le syndicat est la forme élémentaire du front unique dans la lutte économique, de même le soviet est la forme la plus élevée du front unique, quand arrive pour le prolétariat l'époque de la lutte pour le pouvoir. »

A partir des années 1930, le trotskysme concentre ses forces dans la lutte acharnée pour le front unique ouvrier, contre les manœuvres de division du prolétariat pratiquées par les appareils du stalinisme et de la social-

démocratie. Ainsi, le « trotskysme » désigne-t-il les efforts militants commencés par les bolchevik-léninistes pour arracher l'héritage prolétarien révolutionnaire à la trahison stalinienne et réformiste.

L'écrasement du prolétariat allemand par Hitler et ses bandes armées au service de l'impérialisme conduit Trotsky à écrire :

« Le stalinisme, en Allemagne, a eu son 4 août... Le communisme allemand ne peut renaître que sur une nouvelle base et avec une nouvelle direction. »

« PREPARER » LA NOUVELLE INTERNATIONALE

Trotsky fait alors un premier pas vers la IV^e Internationale : l'Opposition doit lutter pour un nouveau parti en Allemagne. Ainsi, c'est Staline et ce sont les dirigeants de la bureaucratie du Kremlin qui, en passant du côté de la défense de l'ordre bourgeois, à l'échelle internationale, ont effectivement scissionné en 1933, par rapport au mouvement ouvrier révolutionnaire, comme l'avaient fait en 1914 les chefs réformistes de la II^e Internationale. Et ce sont désormais les bolchevik-léninistes qui, en préparant la construction de la Quatrième Internationale, développent la continuité du mouvement révolutionnaire mondial.

De 1933 à la proclamation de la Quatrième Internationale, en 1938, les bolchevik-léninistes cherchent avant tout, selon la formule de Trotsky, à « préparer » la nouvelle Internationale. Ils entretiennent, dans cette perspective, des relations avec diverses organisations centristes, c'est-à-dire des organisations situées entre, d'une part, les appareils social-démocrates et staliniens, et, d'autre part, eux-mêmes, les bolchevik-léninistes.

En France, par exemple, le « Groupe bolchevique-léniniste » est né d'une première organisation trotskiste, la Ligue communiste, et d'une fraction syndicale anti-stalinienne, l'Opposition unitaire,

toutes deux en crise en 1933-1934. Ce groupe cherche à se développer, en 1934, en relation avec le mouvement des masses qui a imposé aux dirigeants du PCF et de la SFIO l'unité d'action contre la menace fasciste. Constatant la dégénérescence bureaucratique du PCF, qui rend impossible, dans ses rangs, l'existence de fractions ou même de tendances démocratiquement reconnues, les bolchevik-léninistes décident, le 29 août 1934, d'entrer dans la SFIO « avec leur programme et leurs idées et avec leur organe « La Vérité », désormais sous-titré : « organe bolchevique-léniniste de la SFIO ».

Comme le montre Trotsky, la dégénérescence des partis communistes et les méthodes bureaucratiques qui y règnent sont telles que de nombreux travailleurs, notamment des jeunes, rejoignent les rangs de la social-démocratie qui connaît encore une certaine démocratie interne et que les crimes du stalinisme ont relativement revalorisée aux yeux des masses. Mais la présence des bolchevik-léninistes dans les rangs de la SFIO sera de courte durée, car leurs succès, notamment dans la Fédération de la Seine où ils prennent le contrôle des Jeunesses socialistes, inquiètent la vieille direction réformiste. Au même moment, l'unité d'action PCF-SFIO cède la place à une alliance électorale des deux partis ouvriers avec le Parti radical : ce sera le Front populaire, dont nous parlerons un peu plus loin.

Participant activement à la formation de ce Front populaire, la direction de la SFIO entame une succession d'actions discriminatoires à l'encontre des trotskystes du parti. Aussi, tenant avant tout compte de la montée des masses, Trotsky pousse-t-il, à la fin de 1935, les trotskystes à sortir de la SFIO.

Cette situation engendre une crise grave, certains trotskystes (Frank-Molinier) voulant rester dans la SFIO et d'autres s'en séparant ou s'en trouvant exclus. Après une brève période au cours de laquelle deux organisations se réclamant du trotskysme existent en France, les bolchevik-léninistes réunifient leurs forces, qui sont loin d'être très importantes, dans le Parti

ouvrier internationaliste, fondé le 2 juin 1936 dans le feu de la lutte des classes.

Durant la même période, les trotskystes participent, en Espagne, à des expériences comparables à celle que nous venons d'évoquer. Dès le début de la révolution espagnole, l'Opposition de gauche est organisée sous la direction de Nin, ancien secrétaire de l'Internationale syndicale rouge, et d'Andrade, ancien dirigeant des Jeunesse socialistes. Mais le processus de la lutte des classes se précipite, et la Gauche communiste n'a pas le temps de se transformer en force dirigeante de la classe ouvrière. Constatait que les masses se portent vers le Parti socialiste qui enregistre des adhésions toujours plus nombreuses, Trotsky conseille aux militants de la Gauche communiste,

« qui sont les meilleurs révolutionnaires et les meilleurs théoriciens de l'Espagne, d'entrer dans la Jeunesse et dans le Parti socialiste pour en précipiter la bolchevisation ».

Là encore, Trotsky et les autres dirigeants de l'Opposition bolchevique-léniniste sont pleinement fidèles aux enseignements du « Manifeste du Parti communiste », qui établissent que la construction du parti ouvrier révolutionnaire mondial exige non seulement que les communistes n'aient pas d'intérêts distincts de la classe ouvrière dans son ensemble, mais encore qu'ils participent, dans certaines circonstances, à des partis ouvriers représentatifs du mouvement réel du prolétariat. L'« entrisme » dans les organisations social-démocrates s'inscrit dans cette tradition révolutionnaire comme une étape, parfois nécessaire, du processus de la construction du parti mondial du prolétariat.

En fait, les trotskystes espagnols ne suivirent pas les conseils de Trotsky :

« Après une longue discussion, écrit J.-J. Marie, la majorité de la Gauche communiste refuse, à la fin de 1934, d'entrer dans le PS, et propose la fusion entre elle et le Bloc ouvrier et paysan de Maurin. La fusion, réalisée en septembre 1935, donne naissance au POUM (Partido Obrero de la Unificación Marxista), qui regroupe entre 5 000 et 7 000 militants, concentrés pour l'essentiel

en Catalogne. Rassemblant deux anciennes oppositions du PC, essentiellement catalan, il tourne le dos aux travailleurs rassemblés dans les grandes organisations. Quelques mois plus tard, le POUM appose sa signature au bas du programme de Front populaire qui s'oppose à la nationalisation des terres et des banques ainsi qu'au contrôle ouvrier. » (J.-J. Marie, *Le trotskysme*, op. cit., p. 81).

Aux Etats-Unis, en 1936, les trotskystes acceptèrent, toujours selon les conseils de Trotsky, d'entrer dans le Parti socialiste américain. Ils y perdirent une minorité « ultra-gauchiste », qui refusa l'entrisme. Et ils y gagnèrent une influence accrue à l'intérieur du PS. Lorsque ce parti tourna à droite, en relation avec le reflux du mouvement des masses, les trotskystes s'en retirèrent en entraînant avec eux la majorité des militants des Jeunesse socialistes : ils fondèrent le Socialist Workers Party (SWP), qui devait devenir une organisation très importante de la IV^e Internationale.

Enfin, les bolchevik-léninistes demeuraient présents à l'intérieur même de l'URSS. En 1936, Trotsky écrit :

« La IV^e Internationale a dès aujourd'hui en URSS sa section la plus forte et la mieux trempée. »

De fait, la politique de la bureaucratie stalinienne aggravait sans cesse le mécontentement des masses contre les dirigeants thermidoriens, et de nouvelles générations d'oppositionnels rejoignaient les militants trotskystes clandestins ou enfermés dans les camps.

Menacée par cette montée de l'Opposition, la bureaucratie stalinienne réagit par la terreur. En relation avec les monstrueux procès de Moscou qui commencent en 1936, le Guépéou fait exterminer les trotskystes à la mitrailleuse, dans tous les camps de concentration de l'URSS, au cours de l'année 1937.

La lutte de l'Opposition de gauche pour redresser le Parti bolchevique et la Troisième internationale, la lutte des groupes bolchevique-léninistes pour combattre la dégénérescence bureaucratique dans le mouvement

prolétarien mondial, la lutte pour la construction de la Quatrième Internationale — commencée en 1933 et poursuivie après sa fondation en 1938 — sont des étapes historiques à travers lesquelles l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat est parvenue, sous la direction de Trotsky, à reprendre en main le fil conducteur qui est celui de la lutte de classe révolutionnaire depuis près de 150 ans.

Ainsi, Trotsky et ses compagnons de combat se sont opposés, dans les conditions historiques les plus difficiles, à la trahison des intérêts de classe du prolétariat par les appareils stalinien et social-démocrate. Ils ont discerné les obstacles s'opposant au mou-

vement révolutionnaire des masses et commencé à les déblayer.

Au moment de sa fondation, la Quatrième Internationale a encore des effectifs faibles et ses organisations sont partout menacées par le fascisme, le stalinisme et la guerre impérialiste imminente. Mais elle a atteint l'objectif capital du sauvetage de la continuité révolutionnaire du mouvement prolétarien mondial. Aussi Trotsky peut-il écrire, dans le « Programme de transition », que ses « cadres sont le seul gage pour l'avenir », et que, « en dehors de ses cadres, il n'existe pas sur cette planète un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom ».

Trotsky contre le fascisme, les fronts populaires et la guerre impérialiste

C'est encore dans le « Programme de transition » que Trotsky écrit :

« Les fronts populaires d'une part, le fascisme de l'autre, sont les dernières ressources politiques de l'impérialisme dans la lutte contre la révolution prolétarienne. Du point de vue historique, ces deux ressources ne sont cependant que des fictions. La putréfaction du capitalisme continue aussi bien sous le signe du bonnet phrygien en France que sous le signe de la swastika en Allemagne. Seul le renversement de la bourgeoisie peut ouvrir une issue. »

Ces phrases résument l'enseignement que Trotsky a dégagé, depuis 1933-1935, de l'expérience des Fronts populaires en Espagne et en France. S'agissant de la France, il écrivait déjà en novembre 1935 :

« Le « Front populaire » est une alliance du prolétariat avec la bourgeoisie impérialiste représentée par le Parti radical et d'autres débris plus petits de la même espèce. » (Trotsky : *Où va la France ?*, tr. fr. Selio, p. 79).

Expliquant les raisons de la politique des fronts populaires, Charles Berg et Stéphane Just écrivent dans « *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui* » :

« La nouvelle politique définie par l'IC à l'usage des PC, dite des « fronts populaires », était principalement appliquée en France et en Espagne. Les PS allaient l'adopter. La bourgeoisie, confrontée aux masses, allait l'utiliser. C'était la réponse de la bureaucratie aux nouveaux développements de la lutte des classes. Elle correspondait également aux nouveaux rapports politiques en Europe et dans le monde entre grandes puissances. » (Charles Berg et Stéphane Just : *Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui*, Stock, 1977, p. 49).

Cela signifie que la bureaucratie du Kremlin cherche à faire obstacle à la poussée révolutionnaire des masses, en Espagne et en France, durant la période 1934-1936, afin d'éviter l'explosion de la révolution politique en URSS même et qu'elle cherche en même temps à s'allier, sur le plan des



Liova, 1906-1938

Léon Sedov

Né en 1906 à Saint-Pétersbourg, fils de Léon Trotsky, Léon Sedov a été l'un des premiers constructeurs — et parmi les plus efficaces — de la Quatrième Internationale.

Révolutionnaire ardent et intrépide, partageant dès son plus jeune âge la vie des exilés et des proscrits, agitateur bolchevique à l'âge de 11 ans dans la Petrograd de 1917, éduqué dans ce formidable surgissement de l'histoire qu'est Octobre, il est, dès 1923-1924, l'un de ceux qui entendent lutter de toutes leurs forces contre le danger de bureaucratisation que Lénine dénonce déjà avant sa mort.

Sa vie, dès lors, se confond totalement avec la lutte de l'Opposition, puis avec la lutte pour la Quatrième Internationale. Fondateur de son premier organe de combat, le *Bulletin de l'Opposition russe*, organisateur des premières sections européennes qui se constituent, centralisateur des informations et des liens politiques de l'Opposition, son activité, son dévouement à la cause de la révolution, son acharnement de communiste font dire à Trotsky en 1930 : « Une telle collaboration était seulement possible parce que notre solidarité idéologique était entrée dans le sang et dans les nerfs. Presque tous mes livres, à partir de l'année 1928, devraient, en toute justice, porter le nom de mon fils à côté du mien. »

Dès 1933, il est au centre de la bataille pour la Quatrième Internationale. Trotsky interné en Norvège et ne pouvant répondre, il est le premier à se dresser contre la monstrueuse ignominie des procès de Moscou. Il est « l'ennemi n° 2 de Staline » dont la police politique finit par réussir à l'assassiner à Paris, le 16 février 1938.

Il aurait été inconcevable que ce numéro d'anniversaire de la fondation de la Quatrième Internationale ne salue pas la mémoire du camarade Léon Sedov, celui qui était « Liova » pour tous ses compagnons. Le drapeau sous lequel il a combattu et pour lequel il est mort, le drapeau sans tache de la Quatrième Internationale, des milliers de jeunes militants ouvriers de par le monde se lèvent pour le brandir à leur tour, pour le porter sur les champs de bataille de la lutte mondiale des classes, pour qu'il soit victorieux. Oui, l'organe des trotskystes français eut raison d'écrire en mars 1938 : « Adieu, cher camarade Sedov ! La voie dans laquelle tu marchais sera suivie par des milliers, par des millions d'hommes. »

relations entre Etats, avec les impérialismes français et anglais, contre la menace que l'Allemagne hitlérienne fait peser sur l'URSS.

Le front unique ouvrier, préconisé par les III^e et IV^e Congrès de l'Internationale communiste, était une stratégie de rassemblement de toutes les forces prolétariennes, de la base au sommet, contre le capitalisme, et de rupture des organisations ouvrières avec la bourgeoisie. Le « front populaire » mis en œuvre par la bureaucratie du Kremlin est, au contraire, une alliance des partis ouvriers avec un ou plusieurs partis bourgeois, alliance dont l'objectif est de faire obstacle au mouvement révolutionnaire des masses. Trotsky est le premier à avoir montré que, face à l'explosion de la crise révolutionnaire, la bourgeoisie était amenée à s'en remettre aux appareils contre-révolutionnaires des partis ouvriers quant au soin de préserver ou de restaurer l'ordre bourgeois à l'aide de la coalition des fronts populaires, dont la première en date fut le gouvernement provisoire de la Russie de mars 1917 (alliance des mencheviks et des socialistes-révolutionnaires avec le parti bourgeois constitutionnel-démocrate). Depuis la mort de Trotsky, l'Unité populaire chilienne (1970-1973) a encore confirmé son analyse de la fonction historique des fronts populaires. Car au Chili en 1973 comme en Espagne en 1939 et en France en 1940, les fronts populaires, après avoir fait obstacle au mouvement révolutionnaire des masses, ont abouti à la victoire du fascisme.

L'analyse des fronts populaires et le combat de Trotsky contre leur politique de nœud coulant autour du cou du prolétariat rejoignent la politique mise en œuvre, dès avril 1917, par Lénine contre le gouvernement provisoire russe, la lutte de la Deuxième Internationale, en 1900, contre le ministérialisme, et la dénonciation par Marx de la participation d'un Louis Blanc au gouvernement provisoire français de février 1848.

CONTRE « LE FRONT POPULAIRE DE COMBAT »

En 1936, Trotsky dénoncera également les illusions et les erreurs entrete-

nues en Espagne et en France par les partisans de ce que le pivertiste Daniel Guérin appelait le « front populaire de combat ». Charles Berg et Stéphane Just écrivent à ce propos :

« Les partisans du « front populaire de combat » se caractérisent en général par une référence au socialisme, à la révolution, sur le ton le plus radical qui soit, aboutissant à la nécessité, pour parvenir au but (la révolution), de pousser en avant le front populaire, de le « déborder », de le « gauchir », pour « aller plus loin »... Mais peut-on « déborder », « pousser » une coalition de partis ouvriers avec des partis bourgeois ? Peut-on « gauchir » une politique qui subordonne les intérêts du prolétariat à la défense de l'Etat ? Les exemples du MIR chilien, de Pivert en 1936, du POUM pendant la révolution espagnole répondent : non. »

Contrairement aux calomnies venues de divers points de l'horizon, Trotsky n'a nullement succombé, dans sa critique des fronts populaires, à une sorte de tendance au sectarisme. En fait, il a lutté avec acharnement pour préserver l'indépendance de classe du prolétariat et de la Quatrième Internationale en construction contre la subordination aux intérêts de la bourgeoisie et de son Etat, inhérente au front populaire.

A l'époque, Trotsky cherchait à entraîner dans l'entreprise historique de construction de la Quatrième Internationale diverses formations centrées en Espagne, en France, en Belgique, en Angleterre, aux Pays-Bas et en Allemagne même. L'orientation dite du « front populaire de combat » a précisément empêché le POUM d'Espagne, les pivertistes de la SFIO et d'autres groupements dans divers pays européens d'entrer dans la voie de la Quatrième Internationale et les a transformés en otages de la contre-révolution.

En 1936, au moment où la bureaucratie du Kremlin participe de la manière la plus active à la mise en œuvre des fronts populaires, elle organise le premier des monstrueux procès de Moscou qui devaient aboutir à l'extermination des principaux compa-

gnons de Lénine, de ce que l'on a appelé la vieille garde bolchevique et, par la suite, à l'assassinat de centaines de milliers de militants communistes et de millions de citoyens soviétiques. Combinant les moyens de la terreur d'Etat avec ceux de la calomnie la plus éhontée, Staline accuse les victimes des procès de Moscou de collaboration avec les services secrets de l'Allemagne et du Japon.

Trotsky est le premier à comprendre que les sanglantes mascarades judiciaires de Moscou et la politique des fronts populaires sont les deux branches d'une tenaille destinée à écraser la révolution prolétarienne, en tant que révolution sociale, en France et en Espagne, et en tant que révolution politique, en URSS.

DEVANT LA DEUXIÈME GUERRE MONDIALE

De plus, la politique de la bureaucratie du Kremlin, exclusivement destinée à préserver ses priviléges de caste, contribue largement à ouvrir la voie à la Deuxième Guerre mondiale impérialiste qui se prépare.

Entre 1933 et 1939, une course de vitesse historique se déroule entre les forces du prolétariat, cherchant en vertu de ses intérêts fondamentaux à sauvegarder la paix, et celles de la bourgeoisie impérialiste — désormais aidée par la bureaucratie du Kremlin — qui tendent vers la guerre. Trotsky analyse au jour le jour ce processus, tout en travaillant sans répit à la construction d'une nouvelle direction du prolétariat révolutionnaire international. Après les accords de Munich par lesquels les impérialismes anglais et français livrent à l'impérialisme allemand la Tchécoslovaquie (septembre 1938), il écrit :

« L'impérialisme marche fatidiquement et irrésistiblement à un nouveau partage du monde qui correspond aux transformations dans les rapports de forces. Pour prévenir la catastrophe, il faut étrangler l'impérialisme. Tous les autres moyens sont fictions, illusions, tromperies. » (Trotsky : *Sur la Deuxième Guerre mondiale*, tr.fr., Seuil 1974, p. 41).

Ainsi Trotsky renoue avec l'héritage des militants anti-impérialistes de la Deuxième Internationale qui, entre 1912 et 1914, avaient compris que seule la révolution prolétarienne pouvait sauver l'humanité de la barbarie et de la guerre impérialiste. Dans la construction de la Quatrième Internationale, il cherche à mobiliser, en un ultime effort, les forces du prolétariat international contre la guerre impérialiste désormais menaçante.

Il dénonce l'illusion mensongère répandue par la bureaucratie du Kremlin et ses agences selon laquelle la lutte réelle se déroulerait entre le fascisme et la démocratie — au-dessus de la lutte internationale des classes. Il analyse ainsi, fin 1938, la politique du Kremlin :

« Staline se posa alors pour tâche de démontrer à l'Europe capitaliste que Hitler ne lui était pas nécessaire, que le gouvernement du Kremlin était un animal bien dressé qui savait faire le beau. Ainsi, en s'éloignant de Hitler ou, plus exactement, repoussé par lui, Staline devenait peu à peu un laquais et un tueur à gages au service des pays de l'impérialisme repu.

De là, dans la bande totalitaire du Kremlin, cette fureur soudaine de s'agenouiller devant la démocratie bourgeoise gangrenée. De là, l'idéalisatation stupide de la Société des nations. De là, les « fronts populaires » qui ont étranglé la révolution espagnole. De là, le remplacement de la lutte réelle des classes par les déclamations « contre le fascisme ». Avec une impudence toute particulière, la fonction internationale cruelle de la bureaucratie soviétique et du Komintern s'est manifestée au Congrès pacifiste soviétique de Mexico (septembre 1938), où les agents mercenaires de Moscou tentèrent de convaincre les peuples de l'Amérique latine qu'ils devaient lutter non pas contre l'impérialisme bien réel qui les menace, mais exclusivement contre le fascisme. »

L'« antifascisme » du Kremlin, qui devait se transformer, entre 1939 et 1941, en une politique de collaboration avec l'Allemagne nazie, est dénoncé par Trotsky dès 1938 comme une couverture idéologique de la



Edition des Œuvres de Léon Trotsky

La publication des *Œuvres* de Léon Trotsky, qui a commencé cette année, est d'abord et avant tout un événement politique (1). Et d'une importance capitale. La commémoration du 40^e anniversaire de la fondation de la IV^e Internationale par les militants qui luttent aujourd'hui avec audace et fierté sous son drapeau, par les milliers de jeunes combattants qui se lèvent pour le rejoindre, ne pouvait ignorer, même en quelques lignes, la signification de cet événement.

Pour qui veut comprendre et combattre — comprendre pour combattre —, l'œuvre de Léon Trotsky est, au plein sens du terme, absolument irremplaçable. Comme il l'explique lui-même en 1935 : « *L'effondrement de deux Internationales a posé un problème qu'aucun des chefs de ces Internationales n'est le moins du monde apte à traiter. Les particularités de mon destin personnel m'ont placé devant ce problème, armé de pied en cap d'une sérieuse expérience. Munir d'une méthode révolutionnaire la nouvelle génération, par-dessus la tête de la II^e et de la III^e Internationales, c'est une tâche qui n'a pas, hormis moi, d'homme capable de la remplir.* »

Le travail politique inlassable et acharné de Trotsky lui a permis, avant que d'être assassiné sur ordre de Staline, de remplir cette tâche, d'agir pour la fondation de la IV^e Internationale, d'y parvenir, de participer au début de sa construction, de la doter d'un programme qui est le concentré de cette méthode, héritière de la continuité du mouvement ouvrier révolutionnaire, dont il est parvenu à « munir la nouvelle génération ».

Déjà, tous les militants qui ont lu le premier tome des *Œuvres* — portant sur la période décisive des quelques mois qui suivirent l'accession d'Hitler au pouvoir en Allemagne — ont pu apprécier toute l'étendue des leçons théoriques et pratiques que contiennent les textes publiés. Ce livre — le premier d'une série de plusieurs dizaines de tomes qui vont paraître régulièrement au rythme de quatre par an, comme publication de l'Institut Léon Trotsky et sous la direction de notre camarade Pierre Broué — n'est pas un livre parmi d'autres.

C'est, avec tous ceux qui vont suivre (les tomes 2 et 3 paraissant respectivement en septembre et novembre 1978), une arme pour le combat, un instrument direct et immédiat pour aider à la formation politique de tous ceux qui se rangent sous le drapeau de la IV^e Internationale, agissent pour la pénétration du programme et des principes du bolchevisme dans les plus larges masses, pour la victoire de la révolution prolétarienne.

(1) Editions EDI. Le volume 42 F. Prix spécial auprès des militants de l'OCI : 27 F

défense des intérêts de caste de la bureaucratie stalinienne.

L'assassinat systématique des opposants en URSS, la « dénonciation » propagandiste du fascisme dans le cadre de la politique des fronts populaires de collaboration avec les bourgeoisies de certains Etats sont dénoncés par Trotsky comme des aspects complémentaires de la politique contre-révolutionnaire du Kremlin qui, en cherchant à sauvegarder les intérêts de la caste bureaucratique, contribue à ouvrir la voie à la Deuxième Guerre impérialiste mondiale.

A un journaliste du « Daily Herald » de Londres qui lui demande, le 18 mars 1939 : « Hitler représente-t-il un grand danger pour les démocraties ? », Trotsky répond :

« Ce sont les « démocraties » qui représentent pour elles-mêmes le plus grand danger. Le régime de la démocratie bourgeoise a été fondé sur les bases du capitalisme libéral, c'est-à-dire la libre concurrence. Cette époque est maintenant tout à fait révolue. Le capitalisme monopoleur d'aujourd'hui, qui a provoqué la décomposition et la liquidation de la petite et de la moyenne bourgeoisie, a ainsi miné le sol sous les pieds de la démocratie bourgeoise. Le fascisme est le produit de ce développement. Il ne vient pas du tout « du dehors ». En Italie et en Allemagne, le fascisme s'est imposé sans intervention étrangère. La démocratie bourgeoise est morte, non seulement en Europe, mais aussi en Amérique. S'il n'est pas liquidé à temps par la révolution socialiste, le fascisme conquerra inévitablement la France, l'Angleterre, les Etats-Unis, avec l'aide de Mussolini et de Hitler ou sans cette aide. Mais le fascisme n'est qu'un répit. Le capitalisme est condamné. Rien ne le sauvera de l'effondrement. Plus le prolétariat fera preuve dans sa politique de résolution et d'audace, moins la révolution socialiste exigera de sacrifices et plus vite l'humanité entrera dans une voie nouvelle. »

Effectivement, le mouvement révolutionnaire des masses devait, à partir de 1943, porter de tels coups au système de l'impérialisme que le fascisme n'est pas parvenu à l'emporter eu Europe et dans le monde. Mais

l'alternative posée par Trotsky en 1938-1939, à savoir révolution prolétarienne socialiste ou barbarie fasciste à travers l'« étape » — selon les rapports de forces dans les divers pays — du front populaire, demeure l'alternative de notre temps. Car, depuis le « Programme de transition », la bourgeoisie impérialiste n'a pas été en mesure de trouver d'autres solutions à son agonie historique.

Aujourd'hui, la Ve République française, la monarchie franquiste en Espagne et l'Etat bourgeois parlementaire en Italie sont en proie à des crises politiques qui s'accélèrent. En raison des rapports de forces entre les classes, le fascisme n'est plus, pour le moment, à l'ordre du jour. Mais la marche à la crise révolutionnaire se déroule dans ces pays quasi mécaniquement, à travers la décomposition de l'Etat bourgeois. Aussi faut-il considérer que, dans ces cas, la mise en place d'un dispositif de front populaire est à terme inévitable. Et cette inéluctabilité du front populaire donne à l'enseignement de Trotsky toute son actualité.

Car, face à l'explosion de la crise révolutionnaire, face au déferlement des masses, la bourgeoisie n'a pas, en 1978, d'autres moyens que ceux qu'elle était contrainte d'utiliser en 1936 : ces moyens se réduisent à la prise en charge du maintien de l'ordre bourgeois par les appareils contre-révolutionnaires des partis ouvriers, principalement par l'appareil stalinien, ce qui est l'essence même des coalitions de front populaire.

Le coup d'Etat militaire de Pinochet en 1973 prouve que le front populaire, en s'opposant au mouvement révolutionnaire des masses et en les désarmant, fait aujourd'hui comme hier le lit de la dictature militaire et du fascisme. Par ailleurs, les efforts en vue de l'union nationale, accomplis actuellement, à divers degrés, en Italie, en Espagne et en France par la bourgeoisie et l'appareil stalinien, ne sauraient empêcher qu'au moment de l'ouverture de la crise révolutionnaire, le recours au front populaire ne soit inéluctable par suite de la mise en pièces par les masses de l'ancienne politique d'union nationale.

Le combat de Trotsky et des bolchevik-léninistes contre les fronts populaires, contre le fascisme et contre la guerre impérialiste s'inscrit dans le processus de la révolution prolétarienne mondiale commencé en octobre 1917.

SUR LA NATURE DE L'URSS

Trotsky analyse jusque dans ses derniers articles la nature de l'URSS, comme Etat ouvrier dégénéré, et développe simultanément la thèse de la révolution politique par laquelle les travailleurs de l'URSS détruiront le pouvoir usurpé par la bureaucratie, et la thèse de la défense inconditionnelle de l'URSS comme Etat ouvrier, en dépit de sa dégénérescence bureaucratique.

Devant les crimes du stalinisme, tant en URSS que dans le monde, devant la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin, des militants de la Quatrième Internationale ou proches d'elle refusaient en 1939 de considérer désormais l'URSS comme un Etat ouvrier. Trotsky leur répond :

« Certaines voix s'élèvent : « Si l'on continue à voir dans l'URSS un Etat ouvrier, il faudra établir une nouvelle catégorie : l'Etat ouvrier contre-révolutionnaire. » Cet argument cherche à frapper notre imagination en opposant une norme satisfaisante du programme à une réalité pénible et même répugnante. Mais n'avons-nous pas effectivement observé, jour après jour, depuis 1923, le rôle de plus en plus contre-révolutionnaire joué par l'Etat soviétique dans l'arène internationale ?... Nous possédons deux Internationales ouvrières totalement contre-révolutionnaires. Les critiques ont visiblement oublié l'existence de cette « catégorie ». Les syndicats en France, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et dans les autres pays, soutiennent à fond la politique contre-révolutionnaire de leur bourgeoisie. Cela ne nous empêche pas d'appeler ces syndicats des syndicats, de soutenir chaque pas progressiste qu'ils peuvent faire, et de les défendre contre la bourgeoisie. Pourquoi

ne pourrait-on pas appliquer la même méthode à l'égard d'un Etat ouvrier contre-révolutionnaire ? En fin de compte, l'Etat ouvrier, c'est un syndicat qui a pris le pouvoir. La façon différente que l'on a d'aborder ces deux cas s'explique simplement par le fait que les syndicats ont une longue histoire, et nous avons pris l'habitude de les considérer comme des réalités et non pas seulement comme des « catégories » de notre programme. En revanche, le premier Etat ouvrier, nous ne voulons absolument pas nous résoudre à le considérer comme un fait historique réel qui ne se subordonne pas à notre programme. » (Trotsky — *Défense du marxisme*, tr. fr. EDI, 1972, p.127).

La caractérisation de l'URSS comme Etat ouvrier dégénéré et la caractérisation de la bureaucratie non comme une classe, mais comme une couche usurpatrice et parasitaire, demeurent aujourd'hui les bases de toute appréciation scientifique des phénomènes en question et des phénomènes propres aux autres Etats ouvriers bureaucratiques, de l'Europe de l'Est à la Chine et à l'ensemble indochinois. Ces caractérisations permettent de comprendre le rôle de la bureaucratie par rapport à l'impérialisme, notamment depuis la fondation de la nouvelle Sainte-Alliance à Yalta (1944) et à Potsdam (1945), et de définir la stratégie révolutionnaire du prolétariat mondial contre l'impérialisme et la bureaucratie.

Dans le temps même où il jouait un rôle dirigeant décisif dans la fondation et la construction de la Quatrième Internationale, Trotsky enrichissait le marxisme par ses analyses scientifiques sur la nature de l'URSS et sur les rapports s'établissant et se développant entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin.

Les problèmes qui se posent de nos jours à l'avant-garde prolétarienne procèdent de ceux que nous venons d'indiquer. Commencé en Russie en 1917, le processus historique de la révolution mondiale s'est poursuivi et se poursuit, comme l'attestent le puissant mouvement des masses dans la période 1943-1955 et l'actuel mouvement à travers lequel, depuis 1968, la

lutte révolutionnaire du prolétariat se trouve de nouveau unifiée à l'échelle mondiale.

Sans doute faut-il reconnaître que, de 1929 à 1939, l'Opposition internationale n'a pas réussi à atteindre les objectifs qu'elle s'était proposés d'atteindre. Sans doute les cadres révolutionnaires de la Quatrième Internationale naissante — « seul gage de l'avenir » — sont-ils peu nombreux en 1938, et vont-ils devoir affronter les terribles épreuves de la Deuxième Guerre mondiale. Mais Trotsky a laissé à ces cadres et à ceux qui devaient continuer leur combat un héritage essentiel : celui de la continuité du mouvement du prolétariat révolutionnaire depuis ses origines, et celui de la continuation du marxisme dans ses ouvrages écrits durant l'exil et jusqu'à la veille même de son assassinat.

Comme Marx, Engels et Lénine, Trotsky a mené conjointement son activité inlassable de constructeur du parti révolutionnaire international et son activité de théoricien marxiste, la seconde étant pleinement intégrée à la première. Par là, il a permis à l'avant-garde prolétarienne de poursuivre jusqu'à nous les tâches définies par Marx et Engels en 1848. Ceux qui combattent aujourd'hui pour la reconstruction de la Quatrième Internationale dans le cadre du Comité d'organisation bénéficient ainsi de la légitimité historique que leur confère la non-interruption du fil conducteur de la lutte de classe révolutionnaire du prolétariat. Dans cette continuité sauvegardée, la fondation de la Quatrième Internationale apparaît aujourd'hui comme un acte politique de la plus haute importance et de la plus grande fécondité.

la fondation de la Quatrième Internationale et le « Programme de transition »

En juillet 1936, s'était tenue à Paris, salle Pleyel, une première conférence pour la Quatrième Internationale ; elle avait rassemblé des délégués de France, de Belgique, de Hollande, d'Angleterre, de Suisse, d'Allemagne, d'Italie, d'URSS et des Etats-Unis. En outre, existaient des organisations ou des groupes bolchevique-léninistes qui n'avaient pu envoyer de délégués à Paris : en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Roumanie, en Grèce, en Pologne, en Bulgarie, au Danemark, en Espagne, en Lituanie, au Canada, au Mexique, au Brésil, en Argentine, au Chili, à Cuba, au Pérou, en Bolivie, à Porto Rico, en Chine, en Indochine, en Australie et en Afrique du Sud.

Deux ans plus tard, le 3 septembre 1938, c'est à Périgny, chez A. Rosmer, que se réunit la Conférence de fondation de la Quatrième Internationale. Après avoir proclamé la nouvelle Internationale, héritière des trois précédentes — du moins de leurs tradi-

tions révolutionnaires — la Conférence adopte son programme : « L'agonie du capitalisme et les tâches de la IV^e Internationale (la mobilisation des masses autour des revendications transitaires comme préparation à la prise du pouvoir) », qui a été rédigé par Trotsky et qui sera ultérieurement plus connu sous le nom de « Programme de transition ». Elle adresse enfin un « Manifeste aux travailleurs du monde entier » qui déclare notamment :

« Travailleurs, exploités, et peuples coloniaux de tous les pays !

La Conférence de fondation de la IV^e Internationale — le parti mondial de la révolution socialiste — réunie en septembre 1938 vous lance un appel urgent au moment où le plus grand péril menace le monde entier...

Nous sommes placés devant les horreurs d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale... Le monde capita-

liste est blessé à mort. Dans son agonie, il exhale les poisons du fascisme et de la guerre totalitaire. »

Face à la catastrophe imminente de la Deuxième Guerre mondiale, le « Programme » précise :

« La tâche stratégique de la IV^e Internationale ne consiste pas à réformer le capitalisme, mais à le renverser. Son but politique est la conquête du pouvoir par le prolétariat pour réaliser l'expropriation de la bourgeoisie. »

C'est évidemment la seule réponse révolutionnaire à la montée de la barbarie impérialiste.

A ceux qui demandent : « Le moment est-il venu de créer une nouvelle Internationale ? » et qui croient que « seuls de grands événements peuvent la faire surgir », le « Programme » répond :

« La IV^e Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est morte pour la révolution. Vive la IV^e Internationale ! »

De même que la révolution soviétique de 1917 et, à sa suite, la Troisième Internationale, avaient surgi de la Première Guerre impérialiste, de même la Quatrième Internationale surgit des défaites infligées au prolétariat mondial par l'impérialisme et le stalinisme. Mais cette dialectique de l'histoire n'est pas automatique, car si « la lutte des classes ne tolère pas d'interruption », il dépend de l'avant-garde prolétarienne qu'elle ne laisse pas s'interrompre la lutte pour la construction du parti révolutionnaire mondial. Ainsi, le « Programme » éclaire parfaitement les raisons qui ont conduit Trotsky et les militants bolchevique-léninistes à proclamer, en 1938, la Quatrième Internationale.

Certes, Trotsky écrit : « La IV^e Internationale n'a pas besoin d'être « proclamée ». Elle existe et elle lutte. » Ce qui signifie que la proclamation n'est en elle-même qu'un acte

formel, comme c'était déjà le cas pour la Troisième Internationale en 1919. Car la construction du parti révolutionnaire est un processus permanent qui a commencé avant la fondation de chacune des Internationales et qui s'est poursuivi à travers chacune d'elles jusqu'à ce qu'une nouvelle en prenne le relais. C'est donc en accord avec le « Programme de transition », en accord avec ce processus de construction permanente du parti révolutionnaire que nous luttons aujourd'hui pour la construction de l'OCI et pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

DU « MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE » AU « PROGRAMME DE TRANSITION »

L'audace extrême de Trotsky, lors de la fondation de la Quatrième Internationale, c'est d'avoir concentré toute la tradition marxiste, comme expression du mouvement révolutionnaire du prolétariat, dans la célèbre formule : « La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. »

Cette formule, en effet, montre que les conditions objectives de la révolution prolétarienne étant réalisées depuis son début en 1917, c'est le facteur subjectif, à savoir la construction du parti révolutionnaire comme direction du mouvement des masses, qui est désormais le facteur déterminant. Ou bien ce parti, cette direction, remplaçant les directions anciennes devenues contre-révolutionnaires, sera construit à temps, et c'est l'humanité qui s'engagera irréversiblement dans la voie du socialisme et du communisme en préservant les acquis réalisés au cours de l'histoire universelle ; ou bien ce travail historique de construction ne sera pas suffisamment accompli, et ce serait alors la régression dans la barbarie qui mettrait un terme à la civilisation humaine.

Par là, le « Programme de transition » actualise le « Manifeste du Parti communiste », eu égard aux conditions de notre époque, caractérisées, à la fois, par les débuts de la

révolution prolétarienne mondiale et par l'agonie historique du mode de production capitaliste parvenu à son stade ultime qui est celui de l'impérialisme. Les angoisses et les inquiétudes, les revendications et les aspirations, les tendances et les actions de l'humanité actuelle sont certes multiples. Mais elles se heurtent toutes au carcan du mode de production capitaliste non encore détruit.

A ces angoisses, inquiétudes, revendications, aspirations, tendances et actions des masses, le « Programme de transition » donne une issue : celle de la construction du parti révolutionnaire mondial comme moyen suprême de remplacer le mode de production capitaliste par la société sans classes et sans Etat du communisme.

En outre, le « Programme de transition » montre que la construction de la nouvelle direction du prolétariat ne peut être réalisée par l'avant-garde révolutionnaire que si celle-ci contribue à l'auto-organisation des masses par le moyen du front unique ouvrier qui est, depuis Marx et Engels, la stratégie d'unification de la classe ouvrière dans sa lutte contre la bourgeoisie et ses agents.

Sans doute les trotskystes ne tiennent-ils pas le « Programme de transition » pour une Bible ou un catéchisme : ce serait contraire à leur nature historique. Mais ils considèrent ses analyses et sa méthode qui sont, au plus haut niveau, celles du marxisme, comme des moyens irremplaçables pour exprimer, organiser et, finalement, diriger le mouvement révolutionnaire des masses. En même temps, ils savent que ceux qui, tout en se réclamant du trotskysme en paroles, se sont éloignés en fait du « Programme

de transition » ont rompu avec la continuité du prolétariat révolutionnaire et se sont révélés perméables aux influences de l'idéologie bourgeoise, sous ses formes ordinaires ou sous ses formes stalinienennes ; c'est ce que l'on appelle le révisionnisme.

La Quatrième Internationale et ses différentes sections ont connu, depuis 1938, des sorts multiples et des difficultés qui sont longtemps restées considérables. Mais le « Programme » de la Quatrième Internationale demeure à la fois le dernier legs essentiel de Trotsky au mouvement ouvrier révolutionnaire et la charte historique du trotskysme comme marxisme de notre temps.

C'est pourquoi le quarantième anniversaire de la fondation de la Quatrième Internationale est en même temps et fondamentalement le quarantième anniversaire du « Programme de transition ».

La crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie, l'imminence de la révolution prolétarienne qui caractérisent la période présente, les développements de la lutte des classes observables dans le monde entier donnent au « Programme de transition » et à la construction du parti révolutionnaire mondial, par et dans la reconstruction de la Quatrième Internationale, leur pleine et entière actualité. Et cette actualité, comme au temps de Trotsky, s'exprime à la fois dans l'urgence des tâches politiques à accomplir et dans la continuité historique du prolétariat révolutionnaire de Marx jusqu'à nous.

Pierre Fougeyrollas,
1^{er} août 1978.

particular pour nous, nous devons faire le bon travail de l'enseignement des idées marxistes et l'influence de l'opposition social-démocrate sur les autres partis communistes ou socialistes doit être étudiée et démontrée au sein du parti.

1.1.3. Quant à nous, nous devons faire le bon travail de l'enseignement des idées marxistes et l'influence de l'opposition social-démocrate sur les autres partis communistes ou socialistes doit être étudiée et démontrée au sein du parti.

C'est dans ce sens que nous devons faire le bon travail de l'enseignement des idées marxistes et l'influence de l'opposition social-démocrate sur les autres partis communistes ou socialistes doit être étudiée et démontrée au sein du parti.

1.1.4. Nous devons faire le bon travail de l'enseignement des idées marxistes et l'influence de l'opposition social-démocrate sur les autres partis communistes ou socialistes doit être étudiée et démontrée au sein du parti.

1.1.5. Nous devons faire le bon travail de l'enseignement des idées marxistes et l'influence de l'opposition social-démocrate sur les autres partis communistes ou socialistes doit être étudiée et démontrée au sein du parti.

Carles Trotsky écrit : « La IV^e Internationale n'a pas besoin d'être « proletarée ». Elle existe et elle existe. » Ce qui signifie que la proclamation n'est en elle-même qu'un acte

symbolique, mais il faut que les idées marxistes soient enseignées aux membres du parti. C'est pourquoi nous devons faire le bon travail de l'enseignement des idées marxistes et l'influence de l'opposition social-démocrate sur les autres partis communistes ou socialistes doit être étudiée et démontrée au sein du parti.

1.1.6. Nous devons faire le bon travail de l'enseignement des idées marxistes et l'influence de l'opposition social-démocrate sur les autres partis communistes ou socialistes doit être étudiée et démontrée au sein du parti.

1.1.7. Nous devons faire le bon travail de l'enseignement des idées marxistes et l'influence de l'opposition social-démocrate sur les autres partis communistes ou socialistes doit être étudiée et démontrée au sein du parti.

Partie 2 : le « Programme de révolution » actualisé. Le « Manifeste du Parti communiste », en regard aux conditions de notre époque, caractérisées, à la fois, par les débuts de la

DEUXIEME PARTIE

Jean-Jacques Marie

**Les quinze
premières années
de la IV^e Internationale**



1. **Oui, la fondation de la IV^e Internationale était nécessaire**

Le 3 septembre 1938 se tient dans la banlieue parisienne la Conférence de fondation de la Quatrième Internationale. Dix sections — plus un délégué au nom de l'Amérique latine — y sont représentées : l'URSS, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, la Pologne, l'Italie, la Grèce, la Hollande, la Belgique et les USA. En une journée, la Conférence proclame la nouvelle Internationale, adopte son programme (« L'agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale », sous-titré « La mobilisation des masses autour des revendications transitoires comme préparation à la prise du pouvoir »), dit sommairement Programme de transition, et adopte un Manifeste aux travailleurs du monde entier qui leur lance « un appel urgent au moment où le plus grand péril menace les masses du monde entier », à la veille des « horreurs d'une nouvelle guerre impérialiste mondiale » suscitée par l'agonie du monde capitaliste qui « exhale les poisons du fascisme et de la guerre totalitaire ».

La fondation de la Quatrième Internationale a, dès le premier jour, suscité de vives polémiques, qui ne se sont pas éteintes. La conclusion du « Programme de transition » les évoque d'ailleurs avec précision :

« Des sceptiques demandent : mais le moment est-il venu de créer une

Léon Trotsky en 1939, quelques mois après la fondation de la Quatrième Internationale, travaillant à l'un de ses derniers livres. (D.R.).

nouvelle Internationale ? Il est impossible, disent-ils, de créer une Internationale « artificiellement » : seuls de grands événements peuvent la faire surgir, etc. (...)

La Quatrième Internationale est déjà surgie de grands événements : les plus grandes défaites du prolétariat dans l'Histoire. La cause de ces défaites, c'est la dégénérescence et la trahison de la vieille direction. La lutte des classes ne tolère pas d'interruption. La Troisième Internationale, après la Deuxième, est morte pour la révolution. Vive la Quatrième Internationale !

Mais les sceptiques ne se taisent pas : « Est-ce déjà le moment de la proclamer maintenant ? » La Quatrième Internationale, répondrons-nous, n'a pas besoin d'être « proclamée ». ELLE EXISTE ET ELLE LUTTE. Elle est faible ? Oui, ses rangs sont encore peu nombreux car elle est encore jeune. Ce sont, jusqu'à maintenant, surtout des cadres. Mais ces cadres sont le seul gage de l'avenir. En dehors de ces cadres, il n'existe pas, sur cette planète, un seul courant révolutionnaire qui mérite réellement ce nom. Si notre Internationale est encore faible en nombre, elle est forte par la doctrine, le programme, la tradition, la trempe incomparable de ses cadres. »

Quelques jours plus tard, Trotsky, saluant la Conférence, prend appui sur la création du Socialist Workers Party aux USA pour affirmer : « Dès maintenant, la Quatrième Internationale est placée en face des tâches d'un mouvement de masses », et, le 19 octobre 1938, dans l'adresse qu'il envoie au meeting de New York en l'honneur de la fondation de la Quatrième Internationale, il prédit :

« Durant les dix prochaines années, le programme de la Quatrième Internationale deviendra un guide pour des millions d'hommes, et ces millions de révolutionnaires sauront comment bouleverser la terre et le ciel. »

« la lutte des classes ne souffre pas d'interruption »

A prendre cette phrase au pied de la lettre, ce pronostic ne s'est pas réalisé.

Dix ou vingt ans plus tard, le programme de la Quatrième Internationale n'avait pas gagné à lui des millions de travailleurs et ses sections nationales n'avaient pas dépassé le stade de petites organisations. Et, dès cette date, l'abîme n'apparaissait-il pas béant par rapport aux objectifs que s'était fixés l'Opposition de gauche lorsqu'en 1933 elle avait défini la perspective de la construction de la nouvelle Internationale ? Les forces rassemblées en 1938 ne dépassaient pas sensiblement celles qui s'étaient réunies en 1933, et dont les trois quarts avaient rompu avec le trotskysme. La proclamation de la Quatrième Internationale a-t-elle donc reposé sur un pronostic politique erroné ?

C'est ce que pensèrent ceux qui avaient la réputation de sympathiser avec le trotskysme, comme par exemple Daniel Guérin dans le PSOP ou les ancêtres du groupe Lutte ouvrière, l'Union communiste ; c'est ce qu'affirme aujourd'hui encore un

ancien de ce groupe, Jacques Roussel, qui résume fort bien leurs divers arguments lorsqu'il écrit, dans « Les Enfants du prophète » :

« N'était-il pas artificiel de fonder une Internationale en pleine période de naufrage du mouvement ouvrier international ? Les précédentes Internationales s'étaient constituées autour d'un parti dynamique profondément implanté dans les masses (...) La IV^e ne rassemblait que de minuscules groupes luttant à contre-courant (...). Des hommes comme Victor Serge, Isaac Deutscher, estimatevaient cette tentative insensée et artificielle. »

En fait, Victor Serge — qui conseillait à la classe ouvrière française, en juillet 1938, d'exercer « une pression suffisante sur le Front populaire », et préconisait à l'égard de ce dernier, qui préparait Daladier et Pétain, le « soutien », la « critique » et la « dénonciation » (1) harmonieusement mêlés — était tout à fait hostile à la décision

(1) V. Serge et Léon Trotsky : *La Lutte contre le stalinisme*, p. 97. Maspero éd.

prise. Et Deutscher, qui devait proclamer une foi intangible en l'autoréforme du stalinisme, en son autodestruction, on pourrait presque dire en son autocivilisation par le développement des sciences, des techniques et des forces productives, y voyait « un geste vide de signification » et une « folie » (2).

« Trotsky décida de fonder la nouvelle Internationale à un moment où, comme les Polonais l'en avaient averti, cet acte ne pouvait avoir aucune espèce d'impact »,

conclut-il dans une formule très journalistique... Comme si l'impact (sur qui ? Sur quoi ?) était le critère décisif !...

Chose plus étonnante en apparence, on trouve aujourd'hui une position au fond très similaire dans les écrits de la Ligue communiste révolutionnaire, section française du « Secrétariat uniifié de la Quatrième Internationale ».

Dans leur brochure « Ce qu'est l'OCI », trois de ses membres affirment en effet :

« Lorsque Léon Trotsky fonde la Quatrième Internationale en 1938, il est convaincu que la Seconde Guerre mondiale aura les mêmes effets sur le mouvement ouvrier dominé par le stalinisme que la Première Guerre mondiale sur le mouvement ouvrier contrôlé par la social-démocratie » (p. 12).

Or, ajoutent-ils :

« Contrairement au pronostic de Trotsky, comparée à la montée révolutionnaire des années 1917-1923, celle des années 1943-1947 s'avère relativement limitée » (p. 13).

Le pronostic politique de Trotsky était donc erroné, faux, ou pour le moins très exagérément optimiste. Et les conclusions qu'il a tirées de ce pronostic l'étaient donc tout autant ! A commencer évidemment par la proclamation de la Quatrième Internationale... Les auteurs de cette brochure ne le disent pas ouvertement. Mais ils font découler les responsabilités de

l'erreur de jugement qu'ils décèlent dans les appréciations et la politique d'alors des dirigeants de la Quatrième Internationale d'une prévue erreur de pronostic de Trotsky.

« Un des éléments essentiels qui caractérisent alors l'analyse des trotskystes est une profonde incompréhension du décalage entre le pronostic de Trotsky, tel qu'il le formulait le plus souvent (*sic*), et la réalité objective de l'après-guerre. » (p. 13).

« Décalage » est assez joli. Et la précision « tel qu'il le formulait le plus souvent » suggère que Trotsky lui-même n'y croyait pas tellement, au fond, ou en tout cas pas toujours !

UN PRONOSTIC INTEGRALEMENT VERIFIÉ PAR L'HISTOIRE

Un pronostic, loin d'être une prédition ou une prophétie, ne vise qu'à dégager les tendances profondes de la lutte des classes et du rapport des forces entre elles, à mettre à nu leur évolution et le sens dans lequel s'effectue cette évolution. Le pronostic est, en effet, un MOYEN D'ACTION. Mais l'histoire de la lutte des classes n'est pas le déroulement mécanique du conflit objectif de forces aveugles. Le pronostic a comme fin de servir à des forces en lutte, qu'il ne peut remplacer. Le pronostic établi par Trotsky et sur quoi repose la fondation de la Quatrième Internationale, à savoir la perspective des bouleversements révolutionnaires contenus en germe par la Deuxième Guerre mondiale prochaine, a été intégralement vérifié par l'histoire.

Mais le pronostic de l'ouverture d'une période révolutionnaire ne signifie pas celui de la victoire automatique de la révolution prolétarienne. Cette victoire, pour des marxistes, est évidemment conditionnelle. Comme la guerre, la révolution est l'affrontement poussé à l'extrême de forces vives, en l'occurrence la bourgeoisie et le prolétariat, autour desquels gravitent les autres catégories ou classes sociales. Rien n'est résolu à l'avance. Ouvrir la perspective de la victoire de la révolution prolétarienne signifie

(2) Deutscher : *Trotsky, le Prophète hors la loi*, pp. 562-563.

agir politiquement pour cette victoire, déterminer les conditions de cette victoire et combattre pour qu'elles soient remplies. Le pronostic que Trotsky formulait et la perspective qu'il ouvrait au début de la Seconde Guerre mondiale se sont tout autant vérifiés que ceux que Lénine formulait et ouvrait au début de la Première Guerre mondiale. La révolution prolétarienne n'a, il est vrai, été victorieuse au lendemain de la Première Guerre mondiale qu'en Russie, et, isolée dans ce pays arriéré et ruiné, elle a dégénéré.

Lieutenant ouvrier de la bourgeoisie, la social-démocratie internationale, et d'abord européenne, a pu, en l'absence d'une Internationale communiste, contenir, au lendemain de 1917, la formidable vague révolutionnaire engendrée par la guerre et la faire refluer. L'impérialisme et la bureaucratie stalinienne se sont préparés à affronter une situation identique avec infiniment plus de soin que les gouvernements bourgeois de 1917-1918. Dès la victoire de Stalingrad, qui marque le tournant de la situation en Europe et dans le monde, ils préparent un accord politique contre la révolution montante : Yalta puis Potsdam matérialisent cette Sainte-Alliance contre-révolutionnaire de la bourgeoisie et de son ombre portée au sein de la Russie soviétique, la bureaucratie, qui bandent ensemble leurs forces pour empêcher la classe ouvrière de détruire les Etats bourgeois et d'expulser la bureaucratie.

Malgré la puissance formidable que l'effondrement des impérialismes rivaux concentre entre les mains de l'impérialisme américain, malgré l'autorité et le prestige que la bureaucratie stalinienne du Kremlin tire auprès des masses de la victoire de l'URSS contre le nazisme, les alliés de Yalta et de Potsdam sont loin de parvenir à leurs fins. A la veille et au début de la Deuxième Guerre mondiale, le prolétariat d'Europe, qui joue un rôle central dans la lutte des classes mondiale, a vu ses conquêtes, résultat de plus d'un siècle de luttes de classe, détruites, ses organisations broyées ; il gît sous la botte fasciste. L'attaque de l'impérialisme allemand contre l'URSS a mis en cause une des conquêtes du prolétariat mondial les plus

importantes et déterminantes, qui subsiste malgré la dictature stalinienne : les rapports de production issus de la révolution d'Octobre.

Dans les pays impérialistes dits « démocratiques », la militarisation et la subordination du prolétariat à l'effort de guerre — avec l'accord et la participation des appareils du mouvement ouvrier — mettent en cause les acquis de la classe ouvrière, l'existence des libertés démocratiques élémentaires.

Mais à la fin et au lendemain de la guerre, en Europe occidentale, la vague révolutionnaire, même là où elle est contenue et malgré l'écartèlement de l'Allemagne, centre nerveux du vieux continent, permet au prolétariat, non seulement de reconquérir les positions et les acquis perdus, mais d'en conquérir de nouveaux, d'acquérir une puissance sociale et politique sans précédent.

Les vieux empires coloniaux se disloquent et la révolution chinoise exproprie le capital et l'impérialisme à l'échelle d'un pays de 600 millions d'hommes. Non seulement les rapports de production nés de la révolution d'Octobre sont préservés, mais de plus, en Europe de l'Est, l'équilibre instable des pays dits de « démocratie populaire » saute et, contre la volonté première de la bureaucratie du Kremlin, le capital y est exproprié et la bourgeoisie liquidée.

JAMAIS LE FIL DE LA CONTINUITÉ NE S'EST BRISE

La perspective historique sur laquelle reposait la proclamation de la Quatrième Internationale s'est donc, répétons-le, réalisée. La nécessité de sa proclamation, visant à forger à l'échelle de la planète une cohorte soumise de cadres révolutionnaires, exprimant la continuité de l'héritage politique du bolchevisme liquidé par la Troisième Internationale stalinisée, ne saurait donc être contestée sans mettre du même coup la révolution d'Octobre et la proclamation de la Troisième Internationale en cause. A une autre échelle de forces, mais dans des situations similaires, le même problème

s'est trouvé posé : les forces du vieux monde et leurs agences au sein du mouvement ouvrier ont eu assez de ressources, de par les faiblesses mêmes de l'organisation des masses exploitées, pour limiter et endiguer l'offensive de ces dernières.

L'analyse du développement de la lutte des classes enseignait aux bolchevik-léninistes que la dégénérescence de la révolution russe, du Parti bolchevique, de la Troisième Internationale, et l'émergence de la bureaucratie du Kremlin ne pouvaient être attribuées purement et simplement à des causes objectives. L'isolement de la révolution russe et l'épuisement du prolétariat ont résulté des défaites des révolutions qui se sont succédé en Europe à la fin de la Première Guerre mondiale, notamment de la révolution allemande, et de l'avortement de crises et de situations révolutionnaires. Mais à leur tour, ces défaites et ces avortements étaient la conséquence de l'absence de partis révolutionnaires, de directions de ces partis comparables au Parti bolchevique et à sa direction, tout comme la dégénérescence de l'IC.

En effet, le Parti bolchevique et sa direction ont tout naturellement dû assumer la direction et la construction de l'IC. L'absence de direction comparable à celle du Parti bolchevique et d'authentiques partis communistes en d'autres pays a non seulement été à la source des défaites, lesquelles ont isolé l'URSS et concourru à l'épuisement du prolétariat soviétique, à la bureaucratisation, mais a rejeté obligatoirement, pour le meilleur et pour le pire, la charge de la direction de l'IC sur la direction du Parti bolchevique. Certes, l'enchaînement des circonstances historiques ne permit pas qu'il en soit autrement. Dès septembre 1914, Lénine affirmait la nécessité du combat pour la Troisième Internationale et l'engageait, ainsi que de celui pour la construction de nouveaux partis nationaux. Mais alors que la révolution éclatait en Russie et que le Parti bolchevique y prenait le pouvoir, la Troisième Internationale n'existant pas encore, et encore moins d'authentiques partis communistes en dehors du Parti bolchevique.

Les leçons de l'histoire de la Troisième Internationale et de sa dégénérescence ont renforcé l'enseignement

de Lénine qui, une fois constatée la faillite de la Deuxième Internationale, avait engagé dès 1914 le combat pour la Troisième Internationale. Ainsi, dès 1933, Trotsky engageait-il le combat pour la constitution de la Quatrième Internationale.

LE BILAN D'UNE AVANT-GARDE QUI N'A JAMAIS CESSE LE COMBAT

Le parti, l'Internationale, ne se construisent pas sur la crête du mouvement révolutionnaire. La lutte pour leur construction n'a pas cessé depuis la Ligue des communistes. Si tenu qu'il ait été à certains moments, jamais le fil de la continuité ne s'est rompu. Lénine et le Parti bolchevique ont assumé cette continuité en 1914. Trotsky et les bolchevik-léninistes l'ont assumée à partir de 1933. La révolution marque un saut qualitatif dans la lutte de classe du prolétariat, elle la concentre, mais elle est le produit de tout le développement antérieur de la lutte de classe du prolétariat qu'elle intègre et sur lequel elle s'appuie. La révolution prolétarienne mondiale couvre toute une époque historique, faite d'avances et de reculs, de défaites et de victoires, qui contient elle-même différentes périodes. Comme le souligne le « Programme de transition », « la lutte des classes ne souffre pas d'interruption » et, par conséquent, la lutte pour la construction du parti révolutionnaire et de l'Internationale, qui fait partie de la lutte des classes et en est même le concentré. Par conséquent, on ne saurait attendre « la révolution » pour construire le parti révolutionnaire et l'Internationale. Cependant, une fois encore, fallait-il proclamer la Quatrième Internationale en 1938 ?

La Quatrième Internationale a survécu des événements gigantesques qui ont marqué les vingt années qui précédèrent sa fondation. Comme l'écrit Stéphane Just dans « Défense du trotskysme » (1^{re} partie) :

« Toute la période de l'entre-deux-guerres impérialistes manifestait l'impasse historique du capitalisme,

mettait à l'ordre du jour la révolution prolétarienne dans le monde entier ; cette période ouvrait l'ère des guerres et des révolutions. Elle prenait fin, précisément en 1938, après de gigantesques luttes révolutionnaires qui, inaugurées par la révolution russe, se terminaient toutes, à l'exception de celle-ci, par des défaites. Elle avait montré la profonde unité dialectique de la lutte des classes mondiale et posé tous les problèmes de la révolution socialiste : celui du rôle décisif de la direction révolutionnaire, des partis et de l'Internationale révolutionnaire, agissant à partir d'une conception unique, à l'échelle mondiale, de la révolution socialiste ; ceux de la révolution dans les pays économiquement développés, bastions de l'impérialisme, comme ceux de la révolution dans les pays économiquement arriérés, dominés par l'impérialisme ; ceux d'une révolution victorieuse mais isolée dans un pays, en outre économiquement arriéré, et de sa dégénérescence ; ceux de l'avenir de l'humanité, préfiguré par l'hitlérisme, au cas où le prolétariat ne parviendrait pas à accomplir la révolution socialiste, mais aussi les possibilités immenses de développement économique et culturel qu'ouvrirait la société socialiste, organisant à l'échelle mondiale les forces productives et libérant l'humanité tout entière de l'humiliante contrainte de la hantise des besoins quotidiens à satisfaire ; ceux de la stratégie et de la tactique de la révolution prolétarienne mondiale. Cette période fut une sorte de répétition générale de la révolution prolétarienne. »

Déjà, en 1936, Trotsky voulait que la Quatrième Internationale soit fondée. La Conférence de fondation de la Quatrième Internationale fut convoquée pour octobre 1937. Mais les circonstances ne permirent pas qu'elle se tienne à cette date. En 1938, alors que la période évoquée ci-dessus s'achevait, les prolétariats de nombreux pays capitalistes ayant subi de terribles défaites, que la Deuxième Guerre mondiale était devenue inévitable, il n'était plus possible de différer la fondation de la Quatrième Internationale, il fallait synthétiser la prodigieuse expérience de la première période de la

révolution prolétarienne ouverte avec la révolution russe, pour en assurer la continuité politique nécessaire. Dans la mesure où elle remplissait cette tâche par l'adoption de son programme et sa proclamation dans cette perspective, la Quatrième Internationale, malgré son absence d'implantation dans les masses, vivait et luttait. Tous ceux, sans la moindre exception, qui se sont dressés contre sa fondation en septembre 1938 sont depuis longtemps devenus des âmes mortes. Il y a bien longtemps qu'ils ont cessé de vivre et de lutter.

Et, si le bilan de la Quatrième Internationale, quarante ans après sa fondation, est un bilan douloureux de problèmes mal réglés ou en voie de règlement, de scissions et de ruptures dont la plus grave est celle qui l'a fait exploser comme Internationale en 1952, il s'agit en tout cas du bilan d'une avant-garde qui n'a cessé de se battre, quels qu'aient été les problèmes et les difficultés, pour l'expropriation du capital, pour la révolution prolétarienne, pour permettre aux masses d'abattre la bourgeoisie et la bureaucratie stalinienne, pour réaliser la jonction du mouvement des masses qui tend vers la révolution sociale à l'Ouest et vers la révolution politique à l'Est, pour permettre aux masses dont les assauts ébranlent régimes bourgeois et régimes bureaucratiques d'instaurer à l'échelle de la planète la république universelle des conseils ouvriers.

C'est à cette aune et à partir de là qu'il faut se pencher sur ce passé de quarante ans. Est-il besoin de dire que c'est la seule aune valable ?... Les partis staliniens rassemblent par le monde des millions de travailleurs dont ils utilisent la puissance pour maintenir les Etats bourgeois, pour proposer un programme commun à Videla ou pour maintenir la domination de la « démocratie (si peu...) chrétienne » corrompue en Italie. Les trotskystes ne rassemblent que quelques dizaines de milliers de travailleurs manuels et intellectuels, mais cette force, ils ne l'ont mobilisée, encore une fois quels qu'aient été les problèmes et les difficultés, que dans la perspective de l'émancipation des masses. Tout examen qui oublie ce point de départ est nul et non avenu.

Trotsky et la construction de la Quatrième Internationale

Le sens de la proclamation de la Quatrième Internationale est défini précisément dans les premières pages du programme adopté à la Conférence de fondation. Il s'ouvre par ces mots :

« La situation politique mondiale dans son ensemble se caractérise avant tout par la crise historique de la direction du prolétariat. »

C'est-à-dire que le passage des directions traditionnelles du prolétariat (social-démocrates et stalinien) du côté de la défense de l'ordre bourgeois empêche le mouvement révolutionnaire du prolétariat, comme viennent encore de le souligner la France et l'Espagne, de parvenir à son terme, la prise du pouvoir. Le « Programme de transition » s'ouvre donc sur cette condition subjective non réalisée de la révolution. Car là est le nœud des problèmes. Après quoi, le programme définit les conditions objectives sur lesquelles repose cette crise historique :

« La prémissse économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives ont cessé de croître (...). Les prémisses objectives de la révolution prolétarienne ne sont pas seulement mûres : elles ont même commencé à pourrir. Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. »

Bref, rien de plus étranger au « Programme de transition » que l'objectivisme qui fait reposer la solution à la crise de l'humanité sur le développement automatique des conditions objectives : « la crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire ».

En conclusion, le « Programme de transition » définit l'objectif à atteindre à partir de cette contradiction entre la maturité (déjà trop grande) des conditions objectives et le retard (uniquement dû à la trahison de ses dirigeants) du prolétariat sur ces conditions :

« La tâche stratégique de la prochaine période — période pré-révolutionnaire d'agitation, de propagande et d'organisation — consiste à surmonter la contradiction entre la maturité des conditions objectives de la révolution et la non-maturité du prolétariat et de son avant-garde (désarroi et découragement de la vieille génération, manque d'expérience de la jeune). Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de *revendications transitaires* partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat. »

PROGRAMME ET PARTI

Mais un programme n'est pas seulement un ensemble d'idées ni un catalogue de mots d'ordre ; les « idées » qu'il exprime correspondent à des forces matérielles, elles doivent s'incarner de façon organisée ; un programme sans parti, c'est-à-dire sans organisation, c'est une voiture sans moteur. Un programme sans parti, ce n'est plus un moyen d'agir sur le réel, mais, au mieux, un commentaire sur le réel

et, à l'inverse, un parti sans programme n'est qu'une horde ou un groupe de pression. Parti et programme sont les deux faces indissolubles d'une même réalité et d'une même nécessité.

Ce n'est là que la simple traduction de l'axiome du marxisme selon lequel théorie et pratique sont inséparables. Quand elles sont séparées, la « théorie » devient idéologie, et la « pratique » activisme.

C'est cela que matérialise le fait que la Conférence internationale, dans un même mouvement, dans une seule journée, fonde la Quatrième Internationale et adopte son programme.

La Conférence proclame la constitution POLITIQUE de la Quatrième Internationale et adopte son programme POLITIQUE qui définit son fondement, ses tâches et ses buts. Mais la Quatrième Internationale n'est pas pour autant créée comme organisation achevée constituant le parti mondial de la révolution, c'est-à-dire la direction mondiale du prolétariat, construite, et qu'il suffirait de développer et d'élargir. Stéphane Just note à ce propos :

« A partir d'une base programmatique commune, des organisations ayant d'importantes divergences pouvaient, selon la conception de Trotsky, cohabiter au sein de l'Internationale (...). La capacité de la direction de l'Internationale devait se manifester non par l'application autoritaire et mécanique des décisions des « congrès mondiaux », mais par son aptitude à faire progresser les organisations adhérentes à l'Internationale au travers de leur participation à la lutte de classe. »

C'est ce que ne comprendront pas les dirigeants de l'Internationale après la mort de Trotsky. La guerre achevée, ils convoqueront le deuxième « Congrès mondial » de l'Internationale, conçue comme construite en tant que parti mondial et dotée de son authentique direction, tout aussi mondiale. C'est affirmer l'Internationale construite comme parti mondial, et donc la poser comme « direction » internationale de rechange...

LE SENS DE LA DISCUSSION AVEC LE PSOP

Trotsky, lui, s'est attaché à mettre en pratique sa conception. Ainsi se tourne-t-il vers les organisations qui rompent avec le stalinisme et la social-démocratie pour leur proposer, dans cette perspective, une confrontation.

Son article « Le trotskysme et le Parti socialiste ouvrier et paysan » du 25 juillet 1939 définit avec une grande netteté le sens qu'il attribue à la fondation de la Quatrième Internationale et la manière dont il en conçoit l'édification.

« Victor Serge s'écrie : « *On ne peut construire à sa guise une Internationale digne de ce nom.* » Quelle phrase pleine de fatuité et en même temps vide de sens ! On suppose que Serge a en poche toutes les mesures d'une Internationale comme pour un pantalon. Mais un parti national « digne de ce nom », on peut le construire « à sa guise » ? (...) Les gens qui abordent la question avec de tels critères superficiels montrent tout simplement que pour eux une Internationale est une institution victorieuse et fastueuse, une sorte de temple. Quand le somptueux édifice aura été achevé (par qui ? Comment ?), alors ils passeront sous ses voûtes. Nous, nous voyons la chose autrement. Pour nous, l'Internationale est un instrument dont le prolétariat a besoin, tout comme il a besoin d'un parti national. Il faut créer cet instrument, l'améliorer, l'affiner. C'est ce que nous faisons. Nous n'attendons pas que quelqu'un le fasse pour nous. Nous convions tous les révolutionnaires à mettre la main à cette œuvre dès maintenant, immédiatement, sans perdre une minute. »

Trotsky s'oppose là en toute clarté à la conception objectiviste d'une Internationale-processus. La proclamation de l'Internationale est une décision consciente, déterminée non par le fait que les conditions objectives seraient favorables, mais par la nécessité politique, au moment où s'achève la période ouverte par la révolution russe, de jeter le pont indispensable

qui joint sur le terrain de la conscience l'héritage de ces vingt années à la nouvelle période. Un héritage politique ne saurait être « littéraire » ; il prend la forme d'un programme, et un programme sans parti n'est plus qu'un discours. Attendre que les conditions objectives veuillent bien être « favorables », c'est se soumettre à leurs forces aveugles, c'est être objet et non plus sujet de la lutte des classes, c'est subir la loi des appareils.

C'est très exactement la démarche de Lénine, lorsqu'il proclamait le 1^{er} novembre 1914, à un moment où les conditions objectives étaient hautement défavorables, où les masses terrorisées s'entre-massacraient sous la houlette des généraux-bouchers, avec la bénédiction des dirigeants social-démocrates, et où les bolcheviks se comptaient au mieux par dizaines :

« La Deuxième Internationale est morte (...). Vive la Troisième Internationale. A la Troisième Internationale revient la tâche d'organiser les forces du prolétariat en vue de l'assaut révolutionnaire contre les gouvernements capitalistes, de la guerre civile contre la bourgeoisie de tous les pays, pour le pouvoir politique, pour la victoire du socialisme. »

La Troisième Internationale devait assumer la continuité politique de la tâche révolutionnaire accomplie en leur temps par la Première puis par la Deuxième, que ses dirigeants venaient de condamner à mort.

Tel était l'objectif que lui assignait Lénine dès la proclamation de sa nécessité. Le retard — inévitable en l'absence de partis nationaux révolutionnaires autres que le Parti bolchevique — fut l'une des raisons fondamentales du reflux de la vague révolutionnaire qui déferla sur le monde dès 1917. Comme le souligne Trotsky dans son article :

« Seule la continuité des idées crée la tradition révolutionnaire sans laquelle un parti politique est aussi instable que le roseau au vent. »

Mais la Quatrième Internationale n'est pas pour autant le cadre déjà construit et achevé du parti mondial de la révolution. C'est pourquoi, à la fin de ce même article, Trotsky fait à

Marceau Pivert la proposition suivante, que ce dernier ne reprendra pas, dans la mesure même où il n'a pas rompu le cordon ombilical avec la social-démocratie :

« Voici concrètement la proposition que je me permets de faire « du dehors » : entreprendre immédiatement l'examen et la mise au point d'un programme international du prolétariat et éditer une revue qui, sur le plan international, sera spécialement consacrée à la discussion de cette question. Je propose qu'on mette à la base de cette discussion le programme de la Quatrième Internationale : *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale*. Mais il va de soi que notre Internationale est prête à accepter comme base de discussion même un autre projet, s'il est présenté. Pivert et ses amis accepteront peut-être notre proposition. Elle nous ferait sans aucun doute aller de l'avant. »

Conception ouverte, donc, de la construction de l'Internationale proclamée. Mais cette conception ouverte n'a rien à voir avec le « parti large » où iront se perdre à intervalles réguliers les courants qui rompront avec la Quatrième Internationale, à commencer par les « droitiers » de 1947-1948 en France : la discussion la plus large à laquelle Trotsky s'affirme ici prêt n'a rien à voir avec l'abandon du programme que militants et dirigeants trotskystes en rupture de ban considéreront comme la condition, le préalable et le signe même de l'ouverture et de l'élargissement, la largeur en ce domaine consistant tout simplement à passer sur d'autres positions, gauchistes, stalinien, social-démocrates, voire directement bourgeoises...

« Il faut, conclut Trotsky, cesser de se nourrir des formules vides d'hier. Il faut entreprendre sérieusement et honnêtement la discussion du programme et de la stratégie de la nouvelle Internationale. »

Ainsi, pour construire la Quatrième Internationale fondée, Trotsky ne propose pas que le « Programme de transition » soit présenté comme un ultimatum, comme la condition préalable de la participation à cette tâche

à laquelle il invite « tous les révolutionnaires à mettre la main dès maintenant », mais il est de même évident que dans cette confrontation constructive les trotskystes défendent leur programme, expression de la continuité politique du bolchevisme.

Trotsky donne un exemple concret de cette méthode dans les discussions qu'il a engagées avec le PSOP et Marceau Pivert, comme il en donnera un autre au cours de la discussion qui, quelques semaines plus tard, éclatera dans le Socialist Workers Party. Ainsi a-t-il écrit à Pivert le 22 décembre 1938 pour soutenir la proposition d'une unification immédiate du PSOP et du POI, en précisant :

« Ce qui peut sauver la situation en France, c'est la création d'une véritable avant-garde révolutionnaire de quelques milliers d'hommes comprenant clairement la situation, complètement affranchis de l'influence de l'opinion publique bourgeoise et petite-bourgeoise (« socialiste », « communiste », « anarcho-syndicaliste », etc.) et disposée à aller jusqu'au bout (...). Ce qui ne se brise pas ni se s'effondre, c'est uniquement ce qui a été soudé par des idées révolutionnaires claires, précises, intransigeantes. »

Et il entend donner à Pivert le sentiment du rôle qu'il peut jouer s'il s'engage sur cette voie :

« Vous portez une grande responsabilité, camarade Pivert, fort semblable à celle qui pesait sur Andrès Nin dans les premières années de la révolution espagnole. Vous pouvez donner aux événements une grande impulsion vers l'avant. Mais vous pouvez aussi jouer le rôle fatal de frein. Dans les moments de crise politique aiguë, l'initiative personnelle est capable d'exercer une grande influence sur la marche des événements. Il est seulement nécessaire de se décider fermement à une chose : aller jusqu'au bout. »

Trotsky — et ce « silence » n'est pas là une manœuvre qui, autrement, serait bien grossière — ne dit pas : il faut que vous souscriviez au programme de la Quatrième Internationale. Il propose à Pivert de choisir une

orientation politique générale sur la base de laquelle pourrait s'effectuer la collaboration politique au sein de son parti avec les militants de la Quatrième Internationale. Que ce choix oriente le parti qui l'effectuerait vers la Quatrième Internationale, nul doute, mais de toute façon il s'agit d'une bataille politique à mener.

Marceau Pivert, désireux de garder le lien avec ses amis pacifistes et social-démocrates, refuse... et suivant une tradition déjà bien établie — qui ne s'est pas perdue —, répond sur les « méthodes », « les méthodes sectaires (...), ces méthodes qui consistent à violer et à violenter l'intelligence révolutionnaire des militants », « ces méthodes qui tentent par une colonisation opérée de l'extérieur de dicter au mouvement ouvrier des attitudes ou des réactions qui ne surgissent pas des profondeurs de son intelligence collective ». Malgré cela, Trotsky pense encore, en avril 1939 :

« Nous pouvons gagner le PSOP et faire un grand bond en avant (...). Le PSOP compte plusieurs milliers de membres. Pour une révolution, la différence n'est pas énorme, mais, pour le travail de préparation de l'avant-garde, elle est considérable. »

« SUR UN FRELE ESQUIF, AU MILIEU D'UN COURANT TERRIBLE »

En avril 1939, six mois après la fondation de la Quatrième Internationale, Trotsky, dans une discussion avec l'historien et militant noir américain CLR James, s'était penché sur la question : « Pourquoi nous ne progressons pas en fonction de la valeur de nos idées ? », avec le souci d'y apporter, non une explication historique, mais une réponse destinée à armer les militants plongés dans la lutte quotidienne. Il s'agit d'expliquer pour savoir comment agir.

« Nous ne progressons pas politiquement. Ce fait, *dit-il*, est l'expression du recul général du mouvement ouvrier dans les quinze dernières années. Quand le mouvement révolutionnaire décline de façon générale,

quand une défaite suit une autre défaite, quand le fascisme s'étend sur le monde entier, quand le marxisme officiel s'incarne dans la plus formidable machine à duper les travailleurs, il va de soi que les révolutionnaires ne peuvent travailler que contre le courant historique général. Et cela, quand bien même leurs idées sont aussi intelligentes et exactes qu'on peut le souhaiter. C'est que les masses ne font pas leur éducation à travers des pronostics ou des conceptions théoriques, mais à travers l'expérience générale de leur vie. C'est là l'explication globale : l'ensemble de la situation est contre nous. Il faut que se produise un tournant dans la prise de conscience de classe, dans les réactions et les sentiments des masses, un tournant qui nous donnera la possibilité de remporter un grand succès politique. »

« L'ensemble de la situation est contre nous. » Les révolutionnaires n'y peuvent rien, mais ils doivent se préparer au moment où se produira le « tournant dans la prise de conscience de classe »... La démarche de tous les groupes et courants qui rompent et rompront avec la Quatrième Internationale, en particulier celle de sa majorité pabliste en 1951-1952, consiste très précisément à adopter la démarche inverse : puisque la situation (dans son ensemble ou partiellement) est (ou paraît être) contre nous, il s'agit là de conditions « nouvelles » pour lesquelles il faut des idées « nouvelles », un programme « nouveau », de nouvelles « méthodes », etc. Cette adaptation à « l'objectif » interdit toute action révolutionnaire réelle.

Il est de bon ton de railler les scissions et les ruptures qui ont affecté la Quatrième Internationale. Et il s'agit là des signes et des éléments douloureux d'une histoire difficile, l'histoire d'une organisation réduite en nombre et pourtant soumise aux pressions fantastiques de forces sociales et politiques extrêmement puissantes. Mais quel est donc le bilan de ceux qui sont partis pour se trouver à l'aise, au large et dans le vent ? Et le bilan de ceux qu'ils ont rejoints ?

Trotsky continue, pour former la trempe des cadres qu'il assigne à la Quatrième Internationale la mission de rassembler :

« Depuis 1917, nous avons connu une longue suite de défaites. Nous sommes comme des gens qui tenteraient d'escalader une montagne et qui recevraient toujours et toujours des avalanches de pierres et de neige. Il s'est créé dans les masses, en Asie et en Europe, un sentiment nouveau de désespoir (...). Elles sont maintenant profondément découragées. C'est le sentiment qui prévaut parmi les travailleurs, et c'est la raison globale de nos propres faiblesses. »

Le rôle des révolutionnaires, c'est, sans se leurrer sur la situation, de ne pas céder à ce découragement. D'autant que, écrit Trotsky :

« Notre situation à nous est incomparablement plus difficile que celle d'aucune autre organisation à aucune autre époque. Nous avons à subir le poids terrible de la trahison de l'Internationale communiste qui s'était dressée, justement, contre la trahison de la Deuxième Internationale. La dégénérescence de la Troisième Internationale s'est accomplie si rapidement que c'est la même génération à qui nous avons autrefois annoncé sa formation qui est encore là pour nous entendre aujourd'hui dénoncer sa trahison. Et ces hommes se souviennent qu'ils ont déjà un foi entendu tout cela. »

Il est donc normal qu'il y ait perplexité et doute au cœur de cette génération, après vingt ans de défaites et de reculs. Aussi, l'une des tâches de la Quatrième Internationale est-elle celle de former les cadres qui pourront transmettre l'héritage politique à la nouvelle génération et l'encadrer.

Et puis, pèsent sur la Quatrième Internationale les conditions de son origine : elle est née de l'Opposition de gauche soviétique qui a été entièrement laminée ; sa destruction quasi totale a été à l'image de sa place et de son rôle dans l'histoire. Ses ennemis ne s'y sont pas trompés :

« Il faut tenir compte aussi de l'importance de la défaite de l'Opposition de gauche en Russie. Car la Quatrième Internationale, par sa naissance, est liée à l'Opposition de gauche russe, et les masses, d'ailleurs, nous appellent les « trotskystes » (...). Il n'est rien au monde qui

soit plus convaincant que le succès, et rien de plus repoussant, surtout pour les larges masses, qu'une défaite. Il faut donc ajouter la dégénérescence de l'Internationale communiste d'un côté et, de l'autre, la terrible défaite de l'Opposition de gauche en Russie, suivie de son extermination. Ces faits-là sont mille fois plus convaincants pour la classe ouvrière que notre pauvre petit journal... »

Mais ce n'est pas sur ces faits-là que doit s'aligner l'avant-garde sous peine de couler au fil de l'eau, elle doit s'aligner sur la perspective du prochain retournement afin de mieux s'y préparer et, dans cette mesure-là, de mieux le préparer :

« Nous sommes sur un frêle esquif, au milieu d'un courant terrible. Sur cinq ou six bateaux, l'un coule et on dit tout de suite que c'est la faute du pilote. Mais la véritable raison n'est pas là. La vérité, c'est que le courant était trop fort. »

AVEC UN REALISME SANS EGAL

Pour les objectivistes, il faudrait s'adapter au courant — qui ne pourrait au fond jamais changer de direction — en le baptisant de « période nouvelle ». Ceux qui refusent cette « adaptation » constituent les cadres révolutionnaires. Mais ils sont marqués profondément par cet état de choses :

« Cette ambiance marque tous les groupes qui se rassemblent autour de notre drapeau. Il y a des éléments courageux qui n'aiment pas aller dans le sens du courant : c'est leur caractère. Il y a des gens intelligents qui ont mauvais caractère, n'ont jamais été disciplinés, et qui ont toujours recherché une tendance plus radicale ou plus indépendante : ils ont trouvé la nôtre. Mais les uns et les autres sont toujours plus ou moins des « outsiders » à l'écart du courant général du mouvement ouvrier. Leur grande valeur a évidemment son côté négatif, car celui qui nage contre le courant ne peut pas être lié aux masses. D'où le nombre important

d'intellectuels et d'émigrés... eux aussi plus ou moins « outsiders ». La composition sociale d'un mouvement révolutionnaire qui commence à se construire n'est pas à prédominance ouvrière (...). Nous devons critiquer la composition sociale de notre organisation et la modifier, mais nous devons aussi comprendre qu'elle n'est pas tombée du ciel, qu'elle est déterminée, au contraire, aussi bien par la situation objective que par le caractère de notre mission historique en cette période. »

Ainsi, c'est les yeux grand ouverts, avec un réalisme sans égal, que Léon Trotsky s'est battu dès 1936 pour que la Quatrième Internationale soit proclamée. Nulle illusion, absolument aucune illusion sur ce que la Quatrième Internationale représente du point de vue de son influence sur les masses, sur le matériel militant qui compose la plupart de ses sections, sur les immenses obstacles qui se dressent devant elle.

Le froid réalisme de Trotsky qui aimait à citer Spinoza : « Ni rire, ni pleurer, mais comprendre » — et, dans son cas personnel, il faut apprécier ce que signifiait cette formule — se manifeste justement dans le combat que, dès 1936, il avait engagé pour que soit rapidement fondée la Quatrième Internationale. Une période de la révolution prolétarienne se terminait par d'effroyables défaites, des destructions sans précédent au sein du mouvement ouvrier ; non seulement le fascisme étendait son ombre sur l'Europe, mais la bureaucratie stalinienne broyait, assassinait la génération d'Octobre et toutes les tendances révolutionnaires. Au sein des nouvelles générations, elle avait transformé la Troisième Internationale en une arme affinée de la contre-révolution. La Deuxième Guerre impérialiste mondiale, dont Trotsky pensait que la Première n'apparaîtrait plus que comme une simple préface, se préparait.

Mais ce que prévoyait encore Trotsky, en raison même des immenses bouleversements qu'elle allait impliquer, c'était l'ouverture d'une nouvelle période de la révolution prolétarienne.

La continuité de la lutte historique pour la construction du parti mondial de la révolution prolétarienne, assurée au travers des Première, Deuxième, Troisième Internationales, de leurs acquis théoriques et politiques, enrichie de la lutte que l'Opposition de gauche avait menée contre la dégénérescence de la Troisième Internationale, et ensuite par le mouvement pour la Quatrième Internationale, ne pouvait être maintenue que par la proclamation de la Quatrième Internationale. En tout état de cause, le drapeau de l'internationalisme prolétarien devait flotter, quelles que soient les vicissitudes, alors qu'allait se déployer dans toute son horreur l'hystérie de la guerre impérialiste. Dès lors que son programme synthétisait tous les acquis du combat séculaire du prolétariat pour son émancipation, la fondation de la Quatrième Internationale en 1938 était indispensable à la poursuite

de la lutte consciente pour la construction du parti mondial de la révolution prolétarienne. Le programme de fondation de la Quatrième Internationale se termine ainsi :

« La crise actuelle de la civilisation humaine est la crise de la direction du prolétariat. Les ouvriers avancés, réunis au sein de la Quatrième Internationale, montrent à leur classe la voie pour sortir de la crise. Ils lui proposent un programme fondé sur l'expérience internationale de la lutte émancipatrice du prolétariat et de tous les opprimés du monde. Ils lui proposent un drapeau que ne souille aucune tache. Ouvriers et ouvrières de tous les pays, rangez-vous sous la bannière de la Quatrième Internationale ! C'est le drapeau de votre victoire prochaine. »

Ce ne sont pas là phrases redondantes, ni creuses.



2.

La IV^e Internationale et la Seconde Guerre mondiale

Non, ce ne sont pas là phrases redondantes, ni creuses. Quelles qu'aient été les faiblesses, les contradictions, les insuffisances et les crises de la Quatrième Internationale, sa proclamation a fait flotter haut, au cours de ces années terribles, le drapeau de l'internationalisme prolétarien, le drapeau de Marx, d'Engels, de Rosa Luxemburg, de Lénine et de Trotsky.

le « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale

Alors que la machine de guerre de l'impérialisme allemand écrasait celle de l'impérialisme français, que bientôt la botte nazie allait écraser l'Europe entière, une conférence des sections de la Quatrième Internationale qui

avaient pu s'y rendre adoptait, le 26 mai 1940, un manifeste : « La guerre impérialiste et la révolution prolétarienne », que Trotsky avait rédigé et qui allait prendre le nom de « Manifeste d'alarme ». Il est indispensable de s'arrêter un moment sur cette analyse pénétrante des causes et des développements prévisibles de la Seconde Guerre mondiale, ainsi que sur la position d'internationalisme prolétarien rigoureux que définit ce manifeste.

De toutes les organisations, la Quatrième Internationale est la seule qui

Septembre 1939. Avec l'appui politique et l'aide militaire de Staline, les hordes nazies écrasent la Pologne. Dans quelques mois, le drapeau à croix gammée va flotter sur tout le continent européen (Ph. R. Viollet).

met à nu les causes de la guerre. Les causes fondamentales :

« Le premier novembre 1914, au début de la première guerre impérialiste, Lénine écrivait : « L'impérialisme a mis en jeu le destin de la civilisation européenne. Si après cette guerre, une série de révolutions victorieuses ne se produit pas, bien d'autres guerres suivront. Le conte de fées de la « guerre pour tuer les guerres » est un rêve creux et pernicieux. » Travailleurs, rappelez-vous cette prédiction ! La présente guerre — la deuxième guerre impérialiste — n'est pas un accident. Elle ne résulte pas de la volonté de tel ou tel dictateur. Elle avait été prédite longtemps auparavant. Son origine dérive inexorablement des contradictions qu'engendrent les intérêts capitalistes internationaux. Contrairement aux fables officielles forgées pour droguer les gens, la cause principale de la guerre comme de tous les autres maux sociaux — chômage, coût élevé de la vie, fascisme, oppression coloniale — réside dans la propriété privée des moyens de production et dans l'Etat bourgeois qui repose sur ces fondements (...).

Avec le niveau actuel de la technologie et la qualification des travailleurs actuellement atteinte, il est tout à fait possible de créer des conditions propres au développement matériel et spirituel de toute l'humanité. Il faudrait seulement organiser la vie économique dans chaque pays et sur toute la planète, correctement, scientifiquement et rationnellement, conformément à un plan général. Mais aussi longtemps que les principales forces productives de la société seront possédées par les trusts, c'est-à-dire par des cliques capitalistes isolées, aussi longtemps la lutte pour les marchés, pour les sources de matières premières, pour l'administration du monde, doit inévitablement prendre un caractère de plus en plus destructif. Le pouvoir de l'Etat et la domination sur l'économie ne peuvent être arrachés des mains de ces cliques impérialistes rapaces que par la classe ouvrière révolutionnaire. Telle est la signification de l'avertissement de Lénine, à savoir que « sans une série de révolutions victorieuses », une nouvelle guerre impérialiste suivrait inévitablement. Les différentes prédic-

tions et promesses qui furent faites se sont trouvées soumises à l'épreuve des événements. Le conte de fées d'une « guerre pour tuer les guerres » s'est avéré être un mensonge. La prédiction de Lénine est aujourd'hui une tragique vérité.

Les causes immédiates de la guerre

La cause immédiate de la guerre actuelle est la rivalité entre les empires coloniaux anciens et riches : Grande-Bretagne et France, et les pillards impérialistes attardés : Allemagne et Italie.

Le XIX^e siècle fut une époque d'hégémonie incontestable pour le pouvoir capitaliste le plus ancien, la Grande-Bretagne. Il est à peu près exact que, de 1815 à 1914, règne la « paix britannique » — non sans quelques explosions militaires isolées. La flotte britannique — la plus puissante du monde — joua le rôle de gendarme des mers. Toutefois, cette époque appartient au passé. Dès la fin du dernier siècle, l'Allemagne, armée de la technique moderne, commença à s'avancer vers la première place en Europe. Outre-océan, un pays plus puissant, une ancienne colonie britannique, s'éleva. La contradiction économique la plus puissante qui conduisit à la guerre de 1914-1918 fut la rivalité entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne. La participation des Etats-Unis à la guerre fut une mesure préventive. Il ne fut pas permis à l'Allemagne de pouvoir subjuger le continent européen (...).

Faisant fond sur la force d'inertie, l'Angleterre tenta encore de jouer le rôle directeur sur l'arène mondiale dans les toutes premières années qui suivirent la victoire. Les conflits qui l'opposaient aux Etats-Unis commencèrent à prendre un caractère menaçant. Il pouvait même sembler que la prochaine guerre s'allumerait entre les deux aspirants anglo-saxons à la domination mondiale. Toutefois, l'Angleterre se convainquit rapidement que son poids économique spécifique ne la rendait pas capable de combattre le colosse à travers l'océan. L'accord de parité navale qu'elle conclut avec les Etats-Unis signifia une renonciation

formelle à l'hégémonie navale déjà perdue en fait. La substitution des tarifs douaniers au libre échange signifia que la Grande-Bretagne admettait ouvertement la défaite de son industrie sur le marché colonial. Sa renonciation à la politique du « splendide isolement » entraîne l'introduction du service militaire obligatoire. Ainsi toutes les traditions sacro-saintes se trouvent balayées au loin.

La France aussi manifeste, à une plus petite échelle, un semblable défaut de proportions entre son poids économique et sa position mondiale. Son hégémonie sur l'Europe reposait sur une conjoncture temporaire de circonstances créées par l'anéantissement de l'Allemagne et les combinaisons artificielles du traité de Versailles. Le volume de sa population et les fondements économiques de cette hégémonie se révélaient beaucoup trop inadéquats. Quand l'hypnose de la victoire se dissipait, les rapports de forces réels furent mis en lumière, la France éprouva qu'elle était beaucoup plus faible qu'elle n'apparaissait, non seulement à ses amis, mais aussi à ses ennemis. Cherchant une protection, elle devint essentiellement le plus récent dominion de la Grande-Bretagne (...).

L'initiative d'entreprendre un nouveau partage du monde, maintenant comme en 1914, appartenait naturellement à l'impérialisme allemand. Surpris, le gouvernement britannique tenta d'abord d'acheter une solution excluant la guerre par des concessions aux dépens d'autrui (Autriche, Tchécoslovaquie). Mais cette politique est à courte vue. L'*« amitié »* avec la Grande-Bretagne n'était pour Hitler qu'une brève phase tactique. Londres avait déjà concédé à Hitler plus que celui-ci avait calculé pouvoir obtenir. L'accord de Munich, à travers lequel Chamberlain espérait sceller une longue amitié avec l'Allemagne, conduisit au contraire à l'accélération de la rupture. Hitler ne pouvait plus rien attendre de Londres, une expansion ultérieure de l'Allemagne menacerait les lignes vitales de la Grande-Bretagne elle-même. Ainsi la *« nouvelle époque de paix »* proclamée par Chamberlain en 1938 conduisit en peu de mois à la plus terrible de toutes les guerres (...).

Tandis que la Grande-Bretagne a employé chacun de ses efforts dès les premiers mois de la guerre à bloquer les positions évacuées par l'Allemagne sur le marché colonial, les Etats-Unis en ont presque automatiquement évincé la Grande-Bretagne. Les deux tiers de l'or mondial sont concentrés dans les caves américaines. Le tiers subsistant navigue vers les mêmes lieux. Le rôle de banquier du monde qu'a joué l'Angleterre est rejeté dans le passé. Et il n'en va pas mieux dans les autres domaines. Tandis que la flotte anglaise et sa marine marchande ont subi de grosses pertes, les arsenaux américains sont en train de construire des navires à une échelle colossale avec la volonté d'assurer la prédominance de la flotte américaine sur celle de l'Angleterre et du Japon. Les Etats-Unis sont évidemment en train de se préparer à adopter le principe de la double puissance (posséder une flotte plus puissante que les flottes réunies des deux puissances les plus fortes). Le nouveau programme de la flotte aérienne se propose d'assurer la supériorité des Etats-Unis sur le reste du monde (...).

Une victoire potentielle de l'Allemagne sur les Alliés serait suspendue comme un cauchemar sur Washington. En possession du continent européen et des ressources des colonies de ce dernier comme base d'action, ayant à sa disposition les usines d'armements et les arsenaux européens, l'Allemagne, surtout si elle agissait en accord avec le Japon en Orient, constituerait un danger mortel pour l'impérialisme américain. Les batailles titaniques qui se déroulent actuellement sur les champs de l'Europe ne constituent en ce sens que des épisodes préparatoires à la lutte entre l'Allemagne et l'Amérique. La France et la Grande-Bretagne ne sont que des bastions du capitalisme américain outre-Atlantique. Si la frontière de l'Angleterre se trouvait sur le Rhin, comme l'affirme le Premier ministre anglais, alors l'impérialisme américain peut bien affirmer que la frontière des Etats-Unis se trouve sur la Tamise. Dans la préparation fiévreuse de l'opinion publique à la guerre qui vient, Washington n'épargne point une noble indignation sur le destin de la Finlande, du Danemark, de la Hol-

lande, de la Belgique. Avec l'occupation du Danemark, le Groenland devient contre toute attente un fragment géologique de l'hémisphère occidental et se trouve par suite d'un heureux hasard contenir des dépôts de cryolite indispensables à la production de l'aluminium. Assurément, Washington ne domine pas la Chine asservie, les Philippines sans appui, les Indes hollandaises orphelines, non plus que les routes de la mer libre ! C'est ainsi que des sympathies philanthropiques pour les nations opprimées et même des considérations géologiques contribuent à entraîner les Etats-Unis dans la guerre.

Les forces armées américaines ne pourraient intervenir avec succès qu'aussi longtemps que la France et les îles Britanniques demeurent pour elles de solides bases de soutien. La France serait-elle occupée et les armées allemandes apparaîtraient-elles sur les bords de la Tamise, le rapport de forces changerait du tout au tout au détriment des Etats-Unis. Ce sont de telles considérations qui contraignent les Etats-Unis à se hâter mais qui les contraignent aussi à se poser la question : le moment opportun n'est-il pas déjà passé ?

Contre l'attitude officielle de la Maison-Blanche se dressent les protestations bruyantes de l'isolationnisme américain qui ne constitue lui-même qu'une autre variété du même impérialisme. La fraction des capitalistes dont les intérêts sont particulièrement engagés dans le continent américain et en Australie calculent qu'au cas d'une défaite des Alliés, les Etats-Unis acquerraient automatiquement un monopole à leur propre profit, non seulement en Amérique latine, mais aussi au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Quant à la Chine, aux Indes néerlandaises et à l'Orient en général, c'est la conviction de la classe gouvernante tout entière qu'une guerre avec le Japon est, en tout cas, inévitable dans un proche avenir. Sous couleurs d'isolationnisme et de pacifisme, une influente fraction de la bourgeoisie travaille à dresser un programme pour l'expansion continentale des Etats-Unis et à se préparer à la lutte contre le Japon ; la guerre contre l'Allemagne pour la domination mondiale, d'ailleurs conforme à un tel

plan, ne se trouve que différée ; quant aux pacifistes petits-bourgeois du genre de Norman Thomas et ses frères, ils ne sont que les enfants de chœur de l'un des clans impérialistes (...).

Pour compenser l'asservissement des peuples, Hitler promet d'établir une « paix germanique » sur l'Europe pour une période de plusieurs siècles. Mirages creux : la paix britannique qui suivit la victoire sur Napoléon ne put durer un siècle — et non pas un millier d'années ! — que parce que la Grande-Bretagne fut le pionnier d'une nouvelle technique et d'un système de production progressif. Malgré la puissance de son industrie, l'Allemagne actuelle, comme ses ennemis, est le représentant typique d'un système social condamné. La victoire d'Hitler ne signifierait pas en réalité la paix, mais le commencement d'une nouvelle série de conflits sanglants à l'échelle mondiale. En renversant l'empire britannique, en réduisant la France à l'état où se trouvent aujourd'hui la Bohême et la Moravie, en s'appuyant elle-même sur le continent européen et ses colonies, l'Allemagne deviendrait indubitablement la première puissance du monde. A ses côtés, l'Italie pourrait au mieux, mais non pas pour longtemps, s'emparer du contrôle du bassin méditerranéen. Mais être la première puissance du monde ne signifie pas être la seule puissance. La lutte pour l'« espace vital »* entrerait seulement dans une nouvelle phase.*

L'« ordre nouveau »* que le Japon se prépare à établir en s'appuyant lui-même sur la victoire allemande a comme perspective l'extension de la domination japonaise sur la plus grande partie du continent asiatique. L'Union soviétique se trouverait elle-même encerclée entre une Europe germanisée et une Asie japonisée. Les trois Amériques aussi bien que l'Australie, la Nouvelle-Zélande, tomberaient sous la direction des Etats-Unis. Si nous comptons en outre l'empire italien à caractère provincial, le monde serait temporairement divisé en cinq *« espaces vitaux »*. Mais l'impérialisme, par sa nature même, a horreur de tout partage du pouvoir. Pour assurer sa liberté de manœuvre contre l'Amérique, Hitler devrait auparavant régler ses comptes dans le sang avec*

ses amis d'hier, Staline et Mussolini. Le Japon et les Etats-Unis ne resteraient pas des observateurs désintéressés dans cette nouvelle lutte. »

Une analyse n'est pas une sorte de compte rendu d'événements à venir. Ces quelques rappels de l'analyse que Trotsky fait, au nom de la Quatrième Internationale, des causes fondamentales et immédiates de la Seconde Guerre mondiale, des forces en mouvement et de leurs relations qui conditionnent le développement de la guerre, témoignent de façon écrasante contre ceux qui mettent en doute la méthode et la perspective qui ont déterminé Trotsky à combattre pour la proclamation de la Quatrième Internationale dès 1936. Toute la trame de la guerre entre impérialismes rivaux et de la guerre contre l'URSS est mise à jour. Pour suivre les événements, s'y orienter et y intervenir, il suffit d'intégrer à l'analyse les résultantes imprévisibles de la conjonction des forces vives en action, selon la même méthode, et d'y apporter, en conséquence, les ajustements nécessaires. En mai 1940, dans l'analyse du « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale, l'alternative de la mainmise de l'impérialisme allemand sur l'Europe, l'inéluctable guerre de l'Allemagne contre l'URSS comme prélude de la guerre entre l'Allemagne et les USA et entre les USA et le Japon, sont inscrites. Tous ces aspects se sont combinés et concentrés au cours de la Deuxième Guerre mondiale.

DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE, SORTIRA LA REVOLUTION

Mais la Quatrième Internationale se fonde sur la lutte de classe du prolétariat. En mai 1940, l'effondrement de l'armée de l'impérialisme français et le pacte Hitler-Staline donnent les moyens à Hitler d'asservir l'Europe entière. A ce moment, le « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale réaffirme la perspective de la révolution surgissant de la guerre.

« Les conditions fondamentales pour la victoire d'une révolution pro-

letarienne ont été établies par l'expérience historique et éclairées par la théorie : 1) l'impasse bourgeoise et la confusion résultante de la classe gouvernante ; 2) le mécontentement aigu et les efforts pour un changement décisif dans les rangs de la petite bourgeoisie sans le soutien de laquelle la grande bourgeoisie ne peut pas se maintenir ; 3) la conscience d'une situation intolérable et la préparation à l'action révolutionnaire dans les rangs du prolétariat ; 4) un programme clair et une direction ferme de l'avant-garde prolétarienne ; telles sont les quatre conditions nécessaires à la victoire d'une révolution prolétarienne. La principale raison des défaites de nombreuses révoltes a sa racine dans le fait que ces conditions atteignent rarement le degré de maturité nécessaire au même moment. Au cours de l'histoire, la guerre fut souvent la mère de la révolution précisément parce qu'elle ébranla les régimes surannés, affaiblit les classes gouvernantes et hâta la croissance de l'indignation révolutionnaire parmi les classes opprimées.

Déjà, la désorientation de la bourgeoisie, les alarmes et le mécontentement des masses populaires sont intenses, non seulement dans les pays belligérants, mais aussi chez les neutres ; ces phénomènes s'intensifieront avec chaque mois qui s'écoulera de la guerre. Au cours des vingt dernières années, il est vrai, le prolétariat a subi une défaite après l'autre, chacune plus grave que la précédente ; il fut déçu par ses vieux partis, et parvint à la guerre, sans conteste, déprimé. On ne surestimera pourtant pas la stabilité et les possibilités de durée de telles dispositions. Les événements les créeront, les événements les dissiperont.

La guerre comme la révolution est faite d'abord et avant tout par la génération la plus jeune. Des millions de jeunes incapables de trouver accès à l'usine commencent leur vie comme chômeurs et, à cause de cela, restent en marge de la vie politique. Aujourd'hui, ils y trouvent leur place, ou bien la trouveront demain : l'Etat les organise en régiments et par là même fournit une excellente occasion à la possibilité pour eux d'une unifica-

tion révolutionnaire ; sans aucun doute, la guerre secouera également l'apathie des générations plus âgées. »

Le « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale n'avait pas à « prévoir », en mai 1940, les conditions et les formes précises de la vague révolutionnaire dont le premier flux commencera au début de 1943. Il suffit qu'il l'ait prévue et qu'il ait orienté toutes les organisations de la Quatrième Internationale sur cette perspective. Comme il suffit qu'il ait réaffirmé les principes de la politique révolutionnaire et sa ligne générale au cours de cette guerre. Cela, seule la Quatrième Internationale l'a fait :

« Dans le même temps, n'oublions pas un seul instant que cette guerre n'est pas notre guerre. En opposition à la II^e et à la III^e Internationales, la IV^e Internationale édifie sa politique non pas sur le sort des points de vue militaires des Etats capitalistes, mais sur la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile des ouvriers contre les capitalistes, sur le renversement des classes gouvernantes de tous les pays, sur la révolution socialiste mondiale. Les défaites sur le front, la destruction des capitaux nationaux, les occupations de territoires, la ruine des Etats individuels ne représentent de ce point de vue que des épisodes tragiques dans la voie qui mène à la reconstruction de la société moderne. »

Indépendamment du cours de la guerre, nous remplissons notre tâche fondamentale ; nous expliquons aux ouvriers l'opposition irréconciliable de leurs intérêts et des intérêts du capitalisme assoiffé de sang ; nous mobilisons les exploités contre l'impérialisme ; nous travaillos à l'union des ouvriers de tous les pays belligérants et neutres ; nous appelons à la fraternisation des ouvriers et des soldats dans chaque pays ainsi qu'à la fraternisation des soldats avec les soldats du côté opposé du front ; nous mobilisons les femmes et les enfants contre la guerre ; nous poursuivons une préparation constante, persistante, infatigable de la révolution dans les usines, dans les manufactures, dans les villages, dans les casernes, au front et dans la flotte.

Tel est notre programme. Prolétaires du monde, il n'y a pas d'autre voie que celle de l'union sous le drapeau de la IV^e Internationale ! »

« PAS DE CLOISONS ETANCHES ENTRE PAYS ARRIERES ET DEVELOPPES »

De même, la Quatrième Internationale, dès le début de la Deuxième Guerre impérialiste mondiale, associe étroitement la situation révolutionnaire née de la guerre dans les pays impérialistes à la lutte révolutionnaire d'émancipation des peuples coloniaux :

« En créant des difficultés et des dangers énormes aux centres métropolitains des impérialismes, la guerre crée de vastes possibilités aux peuples opprimés. Le grondement du canon en Europe annonce l'heure proche de leur libération. »

Si un programme de transformation sociale pacifique est utopique touchant les pays capitalistes avancés, à plus forte raison un programme de libération pacifique pour les colonies est-il absolument utopique. D'autre part, les derniers pays arriveront à demi libres ont été asservis sous nos yeux (Ethiopie, Albanie, Chine). La guerre actuelle tout entière est une guerre pour les colonies. Certains en poursuivent la conquête, d'autres prétendent les conserver et refusent de les céder. Mais ni d'un côté, ni de l'autre, n'existe la moindre intention de les libérer volontairement. Les centres métropolitains en déclin sont forcés d'épuiser le plus possible leurs colonies, et de leur accorder en retour aussi peu que possible. Seule la lutte révolutionnaire et directe des peuples asservis pourra éclairer la voie de leur émancipation. »

Dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, la lutte menée pour leur Etat national indépendant, et par conséquent « la défense de la patrie », est différente de celle des pays impérialistes. Le prolétariat révolutionnaire du monde entier accorde un soutien inconditionné à la lutte de la Chine ou de l'Inde pour leur indépendance

nationale, car la lutte, « en arrachant les peuples arriérés au système asiatique, au particularisme et aux chaînes étrangères, porte des coups puissants aux impérialismes » (La IV^e Internationale et la guerre).

En même temps, la IV^e Internationale sait et avertit ouvertement à l'avance les nations arriérées que leurs Etats nationaux retardataires ne peuvent pas compter plus longtemps sur un développement démocratique indépendant. Entourée par un capitalisme décadent et étouffé de contradictions impérialistes, l'indépendance d'un Etat arriéré ne peut qu'être, inévitablement, à moitié fictive, et son régime politique, sous l'influence des contradictions de classe internes et de la pression extérieure, tombera inévitablement dans une dictature dirigée contre le peuple, analogue au régime du « Parti du peuple » en Turquie ou du Kuomintang ; il en sera de même pour le régime de Gandhi demain dans les Indes ; la lutte pour l'indépendance nationale des colonies n'est, au point de vue du prolétariat révolutionnaire, qu'une étape transitoire dans la voie qui entraîne les pays arriérés vers la révolution socialiste internationale.

La IV^e Internationale n'élève pas des cloisons étanches entre les pays arriérés et les pays avancés, entre les révolutions démocratiques et socialistes. Elle les combine et les subordonne à la lutte mondiale des opprimés contre les oppresseurs. De même que la seule force révolutionnaire de notre époque est le prolétariat international, de même le seul programme réel capable de liquider toute oppression sociale et nationale est le programme de la révolution permanente (...).

C'est seulement sous sa propre direction révolutionnaire que le prolétariat des colonies et des semi-colonies pourra sceller une collaboration invincible avec le prolétariat des centres métropolitains et avec la classe ouvrière mondiale dans son ensemble. Seule cette collaboration peut conduire les peuples opprimés vers une émancipation complète et définitive par le renversement de l'impérialisme dans le monde entier. Une victoire du prolétariat international délivrera les pays coloniaux de la tâche longue, pénible et retardataire du développement capitaliste en leur ouvrant la pos-

sibilité de parvenir au socialisme en intime collaboration avec le prolétariat des pays avancés.

La perspective de la révolution permanente ne signifie en aucun cas que les pays arriérés doivent attendre le signal des pays avancés, ou que les peuples coloniaux doivent patiemment attendre que le prolétariat des centres métropolitains les libère. L'aide vient à qui s'aide soi-même. Les ouvriers doivent développer la lutte révolutionnaire dans chaque pays colonial ou impérialiste où les conditions favorables se trouvent établies et par là donner un exemple aux ouvriers des autres pays. Seules l'initiative et l'activité, la résolution et la hardiesse peuvent réellement matérialiser le mot d'ordre : « Ouvriers du monde, unissez-vous ! »

LA DEFENSE DE L'URSS

En même temps que le « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale affirme dans les pays impérialistes le défaitisme révolutionnaire, la ligne de transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, en révolution prolétarienne, qu'il prend position pour les guerres d'indépendance nationale des peuples coloniaux, qu'il met en lumière l'indissoluble unité entre la révolution prolétarienne et la lutte pour l'unité et l'indépendance des peuples coloniaux ou semi-coloniaux, il réaffirme la nécessité de la défense de l'URSS au cours d'une guerre entre un pays ou un groupe de pays impérialistes, et l'URSS :

« Elle fut extrêmement éloquente dans son unanimité et sa fureur, la campagne que lança la bourgeoisie mondiale à l'occasion de la guerre finno-soviétique ; ni la perfidie, ni la violence, antérieurement à cette guerre, n'ont excité l'indignation de la bourgeoisie, car l'histoire tout entière de la politique mondiale est écrite en termes de perfidie et de violence. Leur peur et leur indignation se sont éveillées devant la perspective d'un bouleversement social en Finlande, identique à celui que provoqua l'Armée rouge en Pologne orientale. Ce qui fut en question, ce fut une nouvelle

menace pour la propriété capitaliste. La campagne antisoviétique, qui avait en tous points un caractère de classe, révéla encore une fois que l'URSS, en vertu des fondations sociales posées par la révolution d'Octobre et dont dépend en dernière analyse l'existence de la bureaucratie elle-même, demeure encore un Etat ouvrier qui épouvanter la bourgeoisie du monde entier. Les accords épisodiques entre la bourgeoisie et l'URSS ne changent pas le fait que, « prise à l'échelle historique, la contradiction qui existe entre l'impérialisme mondial et l'Union soviétique est infiniment plus profonde que les antagonismes qui opposent les pays impérialistes les uns aux autres » (La IV^e Internationale et la guerre).

Nombre de radicaux petits-bourgeois qui, pas plus tard qu'hier, étaient encore prêts à considérer l'Union soviétique comme l'axe des forces « démocratiques » contre le fascisme, ont soudainement découvert, du moment où leurs propres patries ont été menacées par Hitler, que Moscou qui ne vient pas à leur aide poursuit une politique impérialiste et qu'il n'y a aucune différence entre l'URSS et les pays fascistes.

Mensonge ! répondra tout ouvrier conscient. Il y a une différence. La bourgeoisie apprécie cette différence sociale mieux et plus profondément que ces girouettes radicales. Assurément, la nationalisation des moyens de production dans un seul pays, et surtout dans un pays arriéré comme l'URSS, n'assure pas encore la construction du socialisme. Mais elle est capable de favoriser l'acquisition des conditions élémentaires du socialisme, à savoir le développement planifié des forces productives. Tourner le dos à la nationalisation des moyens de production sous prétexte qu'elle n'assure pas elle-même le bien-être des masses équivaut à condamner à la destruction une fondation de granit sous prétexte qu'il est impossible de vivre sans murs ni toits. L'ouvrier conscient sait qu'une lutte victorieuse pour l'émancipation totale est inconcevable si l'on ne défend pas les conquêtes déjà acquises, si modestes qu'elles puissent être. D'autant plus faut-il défendre une conquête aussi colossale que l'écono-

mie planifiée, contre la restauration des rapports de production capitalistes. Ceux qui ne peuvent défendre les anciennes positions n'en conquerront jamais de nouvelles.

La IV^e Internationale ne peut défendre l'URSS que par les méthodes de la lutte de classe révolutionnaire. Apprendre aux ouvriers à comprendre correctement le caractère de classe de l'Etat, impérialiste, colonial, ouvrier, et les relations mutuelles qui existent entre eux aussi bien que les contradictions internes qu'enferme chacun d'eux, rendra les ouvriers capables de tirer des conclusions pratiques correctes pour chaque situation donnée, tout en menant une lutte inlassable contre l'oligarchie de Moscou. La IV^e Internationale rejette complètement toute politique susceptible d'aider l'impérialisme contre l'URSS.

La défense de l'URSS coïncide en principe avec la préparation de la révolution prolétarienne mondiale. Nous rejetons absolument la théorie du socialisme dans un seul pays, ce produit cérébral du stalinisme ignorant et réactionnaire. Seule la révolution mondiale peut sauver l'URSS pour le socialisme. Mais la révolution mondiale entraîne inévitablement l'évitement de l'oligarchie du Kremlin. »

VERIFICATION DES PRINCIPES, DE L'ANALYSE ET DE LA LIGNE POLITIQUE DE LA IV^e INTERNATIONALE PENDANT LA GUERRE

L'extraordinaire force des principes sur lesquels se fonde le « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale, de son analyse et de la ligne politique qu'il trace doit être soulignée à la lumière des développements ultérieurs de la guerre et de la vague révolutionnaire qu'elle a soulevée. La défense de l'URSS n'était pas, et n'est toujours pas, une marotte de Trotsky et de la Quatrième Internationale, sentimentalement attachés aux souvenirs dépassés de la révolution russe. Au

cours de la Seconde Guerre mondiale, la défense de l'URSS s'est révélée être un des fondements de la stratégie de la révolution prolétarienne mondiale, une de ses composantes essentielles, inséparable de ces autres composantes que sont l'indépendance absolue des prolétariats par rapport aux bourgeoisie des pays impérialistes, furent-elles défaites ou se paraient-elles des couleurs de l'antifascisme et de la démocratie, ou encore le soutien inconditionnel des luttes des peuples coloniaux pour leur indépendance, de leurs guerres nationales, et là encore, néanmoins, l'indépendance de classe des prolétariats de ces pays.

La défaite de l'impérialisme allemand, la montée de la vague révolutionnaire à partir de 1943 ont dépendu directement de la défense, en URSS, par les ouvriers et paysans soviétiques, des rapports de production nés de la révolution, ultimes bastions restant des conquêtes séculaires des prolétariats d'Europe continentale écrasés par les hordes nazies. C'est en s'appuyant sur ces bastions que, au lendemain de la victoire de Stalingrad, en utilisant plus ou moins spontanément les contradictions interimpérialistes, les masses prolétariennes et opprimées se sont mises en mouvement, qu'elles ont bouleversé en leur faveur les rapports de forces entre les classes.

A son tour, ce mouvement des masses a permis aux prolétariats d'Europe occidentale de reconquérir leurs anciennes positions, d'en conquérir de nouvelles, de reconstruire et de récupérer leurs organisations. Il est à l'origine de l'expropriation du capital à l'est de l'Europe, de l'effondrement des vieux empires coloniaux, que le « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale prévoyait. Il est indissociable des conditions qui ont entraîné l'effondrement de Tchang Kai-chek, l'expropriation du capital et de l'impérialisme en Chine, la victoire de la révolution chinoise et des guerres révolutionnaires du peuple vietnamien.

Le « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale soulignait que « la défense de l'URSS coïncide en principe avec la préparation de la révolution prolétarienne mondiale. »

La fin de la Deuxième Guerre mondiale en a apporté une nouvelle preuve éclatante : la puissance de la vague révolutionnaire mondiale a protégé l'URSS d'une nouvelle guerre menée avec tous les moyens dont dispose l'impérialisme américain et peut-être même d'un retournement d'alliance, l'impérialisme US faisant la « paix » avec une Allemagne impérialiste affaiblie et réduite à sa merci et se retournant contre l'URSS. Attaquer l'URSS de cette façon aurait précipité la révolution montante en Europe. Attaquer l'URSS supposait que le prolétariat américain sous l'uniforme accepte cette nouvelle guerre et ce n'était pas le cas. L'impérialisme US devait au contraire s'appuyer entièrement sur la bureaucratie du Kremlin et son appareil international pour contenir la vague révolutionnaire montante, couper artificiellement en deux le prolétariat allemand et les prolétariats d'Europe, reconstruire les Etats bourgeois d'Europe occidentale.

EFFONDREMENT DE SECTEURS ENTIERS DU SYSTEME IMPERIALISTE

La fin de la guerre et l'immédiat après-guerre ont confirmé encore d'une autre façon les principes, l'analyse et la ligne politique du « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale. Rappelons ici l'éventualité théorique dont parle le « Programme de transition » :

« De tous les partis et organisations qui s'appuient sur les ouvriers et les paysans et parlent en leur nom, nous exigeons qu'ils rompent politiquement avec la bourgeoisie et entrent dans la voie de la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan. Dans cette voie, nous leur promettons un soutien complet contre la réaction capitaliste. En même temps, nous déployons une agitation inlassable autour des revendications transitoires qui devraient, à notre avis, constituer le programme du « gouvernement ouvrier et paysan ». »

La création d'un tel gouvernement par les organisations ouvrières traditionnelles est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre,

comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas, une chose est hors de doute : si même cette variante, peu vraisemblable, se réalisait un jour quelque part, et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan », dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

La crise du système impérialiste a atteint un tel degré que des secteurs entiers se sont littéralement décomposés et effondrés, de telle sorte que cette éventualité s'est concrétisée en Yougoslavie, en Chine et au Vietnam, où, en rupture avec la bureaucratie du Kremlin, les PC bureaucratiques de ces pays ont été amenés à prendre en charge et à diriger des guerres révolutionnaires victorieuses contre l'impérialisme et ses agences bourgeoisées. De même s'est réalisé à une vaste échelle en Europe de l'Est ce que le « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale soulignait dès 1940, à propos de la Pologne :

« La mainmise sur la Pologne orientale, gage de l'alliance avec Hitler et garantie contre ce même Hitler, s'accompagne de la nationalisation de la propriété semi-féodale et capitaliste en Ukraine occidentale et en Russie blanche occidentale. Sans cette mesure, le Kremlin n'aurait pu incorporer à l'URSS les territoires occupés. La révolution d'Octobre étranglée et profanée faisait savoir par là qu'elle était encore vivante. »

Les circonstances n'étaient pas identiques. L'effondrement de la machine de guerre nazie entraînait celui des appareils d'Etat de ces pays que les armées du Kremlin occupaient, la décomposition des bourgeoisies et classes dominantes autochtones, et

une puissante poussée des masses qui participait de la vague révolutionnaire en Europe. La bureaucratie du Kremlin a tout mis en œuvre pour briser l'élan révolutionnaire des masses, consolider les débris de la bourgeoisie et des appareils d'Etat. Pourtant, si l'occupation de l'Europe de l'Est était le « gage » de l'alliance de Staline avec l'impérialisme US contre le prolétariat, elle était aussi une « garantie » contre l'impérialisme.

La bureaucratie du Kremlin, après avoir contenu et refoulé les masses, a dû reprendre etachever ce que l'effondrement de la machine de guerre nazie et le mouvement des masses avaient commencé sans l'achever : la destruction des Etats bourgeois, la formation d'appareils d'Etat prolongeant celui du Kremlin, intégrant d'ailleurs des parties entières des anciens appareils d'Etat bourgeois, et l'expropriation de la bourgeoisie, bien entendu en utilisant les moyens et les méthodes militaires bureaucratiques de la bureaucratie de l'URSS, et en procédant à une sanglante épuration des PC nationaux et de tout ce qui, du côté du mouvement ouvrier, de la classe ouvrière et des masses, était supposé pouvoir s'y opposer.

Mais, pas plus qu'en Europe de l'Est, ni en Yougoslavie, ni en Chine, ni ultérieurement au Vietnam, le prolétariat n'a conquisi ni exercé le pouvoir. La rupture politique de ces PC d'avec le Kremlin ne change rien au lien historique qui les rattache à l'existence de la bureaucratie de l'URSS. Les appareils d'Etat qu'ils ont constitués sont à leur image, bureaucratiques dès l'origine. Ces PC, comme les appareils d'Etat qu'ils ont constitués, dépendent du maintien d'un équilibre politique national et international entre les classes dans lequel la bureaucratie du Kremlin et son appareil international jouent un rôle irremplaçable.

De la même façon, les conquêtes de la classe ouvrière dans les pays capitalistes avancés d'Europe n'ont pu aller jusqu'à renversement des Etats bourgeois, pourtant fort mal-en-point, jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie. Tout au contraire, avec l'aide politique de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, des

PC, des appareils social-démocrates et de ceux des syndicats, avec le soutien économique de l'impérialisme US et sous son impulsion, ces Etats ont été reconstruits, une nouvelle division internationale du travail et un marché mondial reconstitués.

UN FORMIDABLE ARMEMENT POLITIQUE...

La vague révolutionnaire de la fin et de l'immédiat après-guerre et ses limites ne font que confirmer les principes, l'analyse et la ligne politique du « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale. La seule, l'unique raison des limites de cette vague révolutionnaire est en l'absence d'organisations de la Quatrième Internationale suffisamment puissantes, suffisamment enracinées dans les masses pour les conduire à la prise du pouvoir et à la victoire finale sur la bourgeoisie, ainsi que sur les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires. En d'autres termes, comme l'affirme le programme de fondation de la Quatrième Internationale, « la crise de l'humanité se concentre dans la crise de la direction révolutionnaire ».

Sans doute, certains disent qu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, si la bureaucratie du Kremlin, son appareil international, les bureaucraties social-démocrates et syndicales ont pu sauver l'impérialisme, se sauver elles-mêmes, contribuer décisivement à établir un nouvel équilibre mondial entre les classes, la raison en est que, loin de faiblir au cours de la guerre et au lendemain de la guerre, leur influence s'est renforcée considérablement, et que le phénomène est en contradiction avec les pronostics de Trotsky et de la Quatrième Internationale que nous rappelons ici :

« Aujourd'hui, il n'est plus question, comme ce fut le cas au cours du XIX^e siècle, d'assurer simplement un développement plus rapide et plus sain de la vie économique ; il s'agit aujourd'hui du problème historique qui fait se dérober complètement le sol sous les pieds des partis opportunistes.

Au contraire, le parti de la révolution trouve une source de puissance inépuisable dans la conscience du fait qu'il réalise une inexorable nécessité historique.

D'ailleurs, il n'est pas permis de mettre sur le même plan l'avant-garde révolutionnaire actuelle et les internationalistes qui élevèrent la voix au moment où éclata la dernière guerre. Seul le Parti bolchevique russe représentait alors une force révolutionnaire. Mais même lui, dans son écrasante majorité et à l'exception d'un petit groupe émigré autour de Lénine, ne réussit pas à se dégager d'un cadre national étroit et à s'élever à la perspective de la révolution mondiale.

La IV^e Internationale, numériquement et surtout grâce à sa préparation, occupe une place infiniment plus avantageuse que ses prédécesseurs au début de la dernière guerre. La IV^e Internationale est l'héritière directe du bolchevisme dans tout son épanouissement. La IV^e Internationale assimile la tradition de la révolution d'Octobre et a transformé en théorie les expériences de la période historique la plus riche qui s'écoula entre les deux guerres impérialistes. Elle a foi en elle-même et dans son avenir.

La guerre, rappelons-le encore une fois, accélère énormément le développement politique. Ces tâches grandioses qui hier encore paraissaient éloignées de plusieurs années, sinon de décennies, peuvent surgir directement devant nous dans les deux ou trois prochaines années et même plus tôt. Les programmes qui sont fondés sur les conditions ordinaires du temps de paix cesseront inévitablement de correspondre avec la réalité. D'autre part, le programme de revendications transitoires de la IV^e Internationale, qui paraissait si « irréel » aux politiciens à courte vue, manifestera sa pleine signification au cours du processus de mobilisation des masses pour la conquête du pouvoir de l'Etat. »

Ceux qui prétendent cela démontrent simplement qu'ils ont une vue superficielle. Le « Manifeste d'alarme » précisait :

« Il reste à examiner la question de la direction. La révolution ne sera-t-elle pas trahie une fois encore par suite du fait qu'il existe deux Internationales au service de l'impérialisme, tandis que les éléments véritablement révolutionnaires constituent une toute petite minorité, et en d'autres termes réussirions-nous à former à temps un parti capable de diriger la révolution prolétarienne ? Pour répondre à cette question correctement, il est nécessaire de la poser correctement. Naturellement, tel ou tel soulèvement peut se terminer et certainement se terminera par une défaite par suite du manque de maturité de la direction révolutionnaire. Mais il n'est pas question d'un simple soulèvement. Il est question d'une époque révolutionnaire tout entière. »

Le monde capitaliste n'a plus d'issue, à moins qu'on ne considère comme telle l'agonie prolongée de la mort. Il est nécessaire de se préparer à de longues années, sinon à des décennies de guerre, et à de nouveaux soulèvements. Un jeune parti révolutionnaire doit prendre pour base une telle perspective. L'histoire lui fournira assez d'occasions et de possibilités de s'éprouver, d'accumuler des expériences et de mûrir. Plus vite les rangs de l'avant-garde s'uniront-ils, plus l'époque des convulsions sanglantes se raccourcira-t-elle, moins notre planète subira de destructions. Mais le grand problème révolutionnaire ne sera pas résolu en tout cas jusqu'à ce qu'un parti révolutionnaire se mette à la tête du prolétariat. La question du temps et des intervalles de temps est d'une énorme importance. Mais elle ne change ni la perspective historique générale, ni la direction de notre politique. La conclusion est simple : il est nécessaire d'accomplir avec une énergie décuplée la tâche d'éducation et d'organisation de l'avant-garde prolétarienne. C'est précisément en quoi réside la tâche de la IV^e Internationale. »

Il est vrai que Trotsky avait écrit dans un message à un meeting du SWP tenu à New York en 1938 :

« Durant les dix prochaines années, le programme de la IV^e Internationale deviendra un guide pour des millions d'hommes, et ces mil-

lions de révolutionnaires sauront comment bouleverser la terre et le ciel. »

En 1948, la Quatrième Internationale et ses organisations étaient bien loin d'influencer des millions de révolutionnaires. Pourtant cette affirmation indiquait la bonne voie. Sinon dix ans plus tard, mais quinze ans après la fondation de la Quatrième Internationale, son programme recevait une éclatante confirmation, et l'exigence de sa fondation dès 1938 également. Pour la première fois, les masses se dressaient ouvertement contre la bureaucratie du Kremlin et son appareil international : avec le mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'Allemagne de l'Est en juin 1953 s'écrivait le premier chapitre de l'histoire des révolutions politiques contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties parasites et contre-révolutionnaires ; conjointement, le prolétariat français engageait contre la volonté des appareils stalinien et réformiste la grève générale d'août 1953 ; quelques mois plus tard, c'était la défaite de l'impérialisme français à Dien Bien Phu.

La marche de la révolution prolétarienne n'est assurément pas programmable comme l'est le fonctionnement d'un ordinateur. La vague révolutionnaire née de la guerre a été contenue par les vieilles organisations stalinien-nes et social-démocrates que, dans un premier temps, elle a renforcées. Le renforcement politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international à la fin et au lendemain de la guerre s'explique par le déroulement de la guerre qui, d'une part, auréolait la bureaucratie et son appareil international du prestige de la victoire que les masses de l'URSS avaient remportée sur le nazisme, et, de l'autre, épuisait une nouvelle fois le prolétariat de l'URSS saigné à blanc (20 millions de morts). Mais, en profondeur, cette vague révolutionnaire ruinait les appareils contre-révolutionnaires. Fondamentalement, elle s'opposait et entrait en conflit avec eux. Le conflit ouvert se déclarait en 1953. L'heure de la Quatrième Internationale sonnait. Des milliers de prolétaires cherchaient un drapeau, un programme, qui ne pouvaient être que ceux de la Quatrième Internationale.

Mais la direction d'alors de la Quatrième Internationale a trahi son drapeau et son programme.

Le programme, la fondation de la Quatrième Internationale, la réaffirmation des principes, les perspectives et la ligne politique générale de la Quatrième Internationale pendant la guerre définies par le « Manifeste d'alarme », ne portent aucune responsabilité dans cette trahison. Tout au contraire, quelles qu'aient été les

erreurs et les faiblesses, dont les conséquences ont été désastreuses pour la Quatrième Internationale, ses sections et la révolution, c'est la proclamation de la Quatrième Internationale, sur la base de son programme, c'est la réaffirmation des principes, des perspectives de la Quatrième Internationale, de sa ligne politique au cours de la Seconde Guerre mondiale qui ont assuré la permanence du combat pour la révolution prolétarienne mondiale et l'internationalisme prolétarien.

le SWP sur la ligne de l'internationalisme prolétarien et de la révolution prolétarienne

Sur cette base, aux USA, le Socialist Workers Party maintiendra ferme, au cœur de la métropole impérialiste, son opposition révolutionnaire à la seconde guerre impérialiste. Dès octobre 1940, à l'initiative du député démocrate de Californie Jerry Voorhis, le Congrès des USA adoptait une loi qui interdisait la coopération internationale entre organisations socialistes et ouvrières. La loi Voorhis impliquait que toute organisation ou groupe affilié directement ou indirectement avec un gouvernement étranger, un parti politique d'un pays étranger ou une organisation politique internationale, « soit placé sous contrôle gouvernemental ». Toute organisation convaincue d'avoir de tels rapports devait fournir au gouvernement une liste de ses membres et de ceux qui la soutenaient financièrement avec leurs adresses. Cette liste serait publiée par le gouvernement. L'Etat prenait le contrôle de ces organisations, et leurs membres comme leurs sympathisants étaient mis au ban de la société. Toute infraction à la loi pouvait être punie de cinq années de prison et de 10 000 dollars d'amende. Le SWP dut se désaffilier formellement et officiellement de la Quatrième Internationale. Mais il le fit en des termes qui affirmaient la continuité de la position du SWP.

La résolution que la Convention nationale adopta le 21 décembre 1940 dit expressément :

« Nous assurons nos camarades d'idées des autres pays que rien dans notre décision de nous conformer à cette législation arbitraire et discriminatoire n'altère de quelque façon notre sympathie avec leur propre lutte pour le socialisme. »

AVEC LES TEAMSTERS DE MINNEAPOLIS

Bientôt la répression contre le SWP était organisée. Le syndicat des camionneurs de Minneapolis (Teamsters local 544), affilié à l'AFL, était dirigé par des membres du SWP, notamment les frères Dunne. A l'initiative de Tobin, président de l'International Brother of Teamsters (la fédération syndicale des camionneurs), intervint un comité dit « des 100 » qui mit en cause la légitimité de la direction du local 544.

Tobin convoqua les dirigeants du local 544 à une réunion qui devait se tenir à Chicago, le 8 avril, au cours de laquelle il les informerait des charges retenues contre eux, et où un représen-

tant de la fédération prendrait le contrôle de la direction du local 544. Mais les dirigeants du syndicat convoquèrent le 4 avril une réunion des délégués syndicaux qui les appuyèrent entièrement. A la réunion de Chicago, Tobin recula pour mieux sauter. Début juin 1941, il convoquait le comité de direction du local 544 à Washington : il devait répondre à l'accusation de « radicalisme » que le Teamsters International Executive Board formuleait contre lui. Tobin exigeait que le local 544 accepte la direction d'un représentant du bureau exécutif disposant de tous les pouvoirs. Le diktat fut rejeté. Le 9 juin se tint un meeting des membres du syndicat qui réunit 4 000 syndiqués, où la décision fut prise de rompre avec l'AFL et d'adhérer au CIO, le syndicat prenant le nom de Motor Transport and Allied Workers Industrial Union, local 544-CIO (Syndicat industriel des camionneurs et des ouvriers des transports motorisés). Immédiatement, Tobin en appela à Roosevelt.

Roosevelt ordonna des descentes du FBI pour perquisitionner non seulement au siège du local 544, mais aussi au siège local du SWP. Le 15 juillet, le grand jury fédéral de St-Paul inculpait 29 militants de « conspiration séditionuse ». Les inculpés étaient d'importants dirigeants du mouvement ouvrier de Minneapolis et des leaders nationaux et locaux du SWP, dont J.P. Cannon, Farrell Dobs, Felix Morrow, Albert Goldman, etc.

Voici le texte rédigé par James P. Cannon, qui répond à la mise en accusation de 29 membres du SWP et du syndicat des teamsters de Minneapolis « local 544-CIO », que « The Militant » a publié le 26 juillet 1941.

« POURQUOI NOUS AVONS ETE MIS EN ACCUSATION »

« Franklin « Double jeu » Roosevelt a systématiquement menti au peuple américain. Il a trahi promesse sur promesse. Actuellement, les camps d'entraînement de l'armée débordent de ressentiment contre la dernière trahison en date de ses promesses par

Roosevelt : son « pacte » solennel avec les conscrits aux termes duquel la conscription serait limitée à une durée d'un an. Et pourquoi cherche-t-il à reculer indéfiniment cette limite ? Pour trahir sa parole solennelle de novembre dernier qu'aucun soldat américain n'aurait à combattre en terre étrangère.

Rapprochez de cette trahison des promesses l'usage que Roosevelt fait des troupes pour briser les grèves, son utilisation terroriste du FBI et des autres agences gouvernementales de répression contre les syndicats du CIO et le Socialist Workers Party, et vous avez une image claire des plans ignobles de Roosevelt. A travers une combinaison de force et de mensonge, il se propose de contraindre les masses américaines à faire une guerre dont elles ne veulent pas et en faveur de laquelle elles ne voteront jamais.

La combinaison typique de force et de mensonge de Roosevelt apparaît avec évidence dans les mises en accusation décidées par son département de la « justice » contre les responsables du Socialist Workers Party. Le motif fondamental de ces mises en accusation a été indiqué le 28 juin par l'Attorney General Francis Biddle, quand il a cherché à justifier les raids gestapistes du FBI contre les locaux du SWP à St-Paul et à Minneapolis. Biddle a alors cité les sections contre la guerre de la déclaration de principe adoptée par la Convention du SWP en 1938.

Mais un stratège quelconque du parti de la guerre de Roosevelt s'est aperçu, depuis, qu'il serait très impopulaire de persécuter notre parti, qui est contre la guerre, à cause de ses positions contre la guerre. Donc, les assistants de Biddle ont préparé aujourd'hui contre nous des accusations qui ne font absolument pas référence aux sections contre la guerre de notre déclaration de principe de 1938 — en fait, le mot « guerre » n'y figure même pas !

Mais quelle qu'ait été la prudence avec laquelle ils ont préparé cet acte d'accusation, les agents de Roosevelt n'ont pas tout à fait réussi à gommer les indications révélatrices des motifs réels de cette persécution. Ils se trahissent dans le document d'accusation n° 4, qui nous reproche de dire, de

conseiller, de persuader les ouvriers et les paysans de ce que « le gouvernement des Etats-Unis est impérialiste ».

Oui, nous avons expliqué et nous continuerons à expliquer aux ouvriers et paysans que le gouvernement Roosevelt est impérialiste dans chacun de ses actes.

L'impérialisme est la force motrice de tous les plans de guerre de Roosevelt. Comme Hitler, il voudrait être maître du monde entier. Hitler cherche cette domination en tant qu'agent politique des banquiers allemands. Roosevelt cherche cette domination en tant qu'agent politique des « soixante familles » américaines, les Dupont, les Morgan, les Rockefeller.

Par cette combinaison typique de force et de mensonge, Roosevelt manœuvre pour transformer en chair à canon et en bêtes de somme les masses d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud. Ensuite, c'est Dakar — c'est-à-dire les masses noires d'Afrique. Par la corruption et la pression sur Tchang Kai-chek, Roosevelt cherche à transformer la guerre chinoise de libération en une guerre au service de l'impérialisme américain.

Mais, avant de pouvoir espérer réussir ces plans gigantesques de carnage et de conquête mondiale, Roosevelt doit d'abord soumettre les ouvriers et paysans américains à sa volonté. Tel est le but de tous ses mensonges, de ses tromperies, de ses promesses non tenues. Tel est le but de ses violences contre le mouvement ouvrier.

Avec une impudence sans précédent dans l'histoire américaine, Roosevelt est intervenu aux côtés de Daniel J. Tobin pour tenter de détruire le Motor Transport and Allied Workers Union (Syndicat industriel des camionneurs et des ouvriers des transports motorisés), dont 16 des membres sont été mis en accusation en même temps que les membres du Socialist Workers Party. Ainsi Roosevelt paie-t-il sa dette à l'un de ses agents les plus serviles.

Mais il y a quelque chose de plus. Tobin est l'un des responsables d'une véritable entreprise, « Combat pour la liberté », qui réclame à grands cris la guerre ouverte. Les responsables du syndicat « local 544-CIO » sont des opposants résolus à la guerre. En met-

tant le syndicat « local 544-CIO » en accusation, le parti de la guerre de Roosevelt porte un coup à toutes les forces opposées à la guerre dans le mouvement syndical.

Comme il se précipite vers la guerre totale, Roosevelt aimerait d'abord détruire toute direction et toute direction potentielle des forces opposées à la guerre. Roosevelt et son parti de la guerre comprennent parfaitement qu'un parti ouvrier honnête tel que le nôtre, avec des principes fermes et des cadres forgés et trempés dans la lutte des classes, peut devenir demain le porte-parole reconnu des larges masses dans la lutte pour en finir avec la guerre. Le parti de la guerre de Roosevelt voudrait nous détruire avant qu'arrive ce lendemain.

Nous avons fait nôtre la tradition bolchevique de lutte contre la guerre depuis 1917, comme le sait chaque personne qui connaît un peu la politique. Mais depuis les fameux raids de Palmer en 1920, il ne s'est pas trouvé un responsable gouvernemental pour prétendre que nous pourrions être traduits en justice à cause de cela. Ce n'est qu'à présent, sous Roosevelt, à présent que Roosevelt est devenu l'allié de Staline, et que le Parti communiste est devenu le soutien le plus bruyant de Roosevelt dans la préparation de la guerre — ce n'est qu'à présent que notre défense du bolchevisme contre le stalinisme devient un motif d'inculpation.

Les stratégies « intelligents » du parti de la guerre de Roosevelt pensent : « Nous n'allons pas commettre la même erreur que le tsar. En novembre 1916, le parti de Lénine était petit et n'avait apparemment aucune influence. Pourtant, un an plus tard, grâce à son opposition irréductible à la guerre impérialiste, il avait conquis la majorité chez les ouvriers et les paysans. Ne répétons pas l'erreur du tsar. Détruisons le parti de Trotsky avant qu'il ne conquière la majorité chez les ouvriers et paysans des Etats-unis. »

Cette stratégie « intelligente » du parti de la guerre de Roosevelt est, en réalité, identique à celle du tsar. Il a traqué sans merci le parti de Lénine, il a exilé, emprisonné, exécuté, torturé ses membres. La cruauté du tsar était

devenue proverbiale dans le monde civilisé. Et pourtant, cela n'a pas empêché les larges masses d'abolir l'autocratie tsariste.

Nous n'avons pas peur de la répression de Roosevelt, pas plus que Lénine n'avait peur de la répression tsariste. La guerre dans laquelle Roosevelt plonge le pays sera un brasier ardent dans lequel des millions et des millions d'ouvriers et de paysans américains seront trempés pour la lutte anti-impérialiste. Pour chaque combattant arraché à nos rangs par l'ennemi de classe, des dizaines se lèveront qui, dans le cours même de la lutte entre nous et le parti de la guerre de Roosevelt, apprendront que tout combattant sérieux de la lutte contre la guerre impérialiste a sa place dans le Socialist Workers Party.

Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous, les trotskystes, nous avons montré en Chine, en Espagne républiqueaine, dans l'Armée rouge, que nous sommes prêts à nous battre pour une cause juste. Mais la guerre de Roosevelt est une guerre impérialiste et nous nous y opposerons, et rien ne nous en empêchera.

Nous ne sommes pas des pacifistes. Nous ne tendrons pas la joue gauche aux attaques de Roosevelt contre notre parti. Au contraire, nous ferons en sorte que chaque ouvrier, chaque paysan de ce pays connaisse nos justes positions, et sache comment Roosevelt a monté cette vile machination contre nous. Notre procès sera jugé par le gouvernement dans une salle de tribunal à Minneapolis, et nous y présenterons notre défense. Et, ce qui est beaucoup plus important, nous présenterons notre défense devant ceux qui sont nos véritables juges : les ouvriers et les paysans de ce pays. Par-dessus tout, c'est leur verdict à eux qui nous importe.

Et nous avons confiance dans leur verdict, une fois que nous aurons brisé le mensonge et la tromperie grâce auxquels le parti de la guerre de Roosevelt voudrait camoufler l'enjeu réel. Le Socialist Workers Party est le parti qui lutte contre la guerre. Les ouvriers et les paysans n'ont aucun intérêt à cette guerre. Ils n'en veulent en aucune façon. Le parti qui lutte contre la

guerre et les dizaines de millions qui s'opposent à la guerre fusionneront au cours de notre combat pour libérer les 29 qui se défendent contre la Gestapo de Roosevelt. »

« PARCE QUE NOUS SUIVONS LE DROIT FIL DE LENINE... »

Certes, J. P. Cannon évite au maximum de tomber dans les pièges de la provocation, mais il affirme clairement et fermement la position internationaliste, anti-impérialiste et révolutionnaire du SWP. Douze inculpés, dont Cannon, furent condamnés à seize mois de prison, et six à un an. Le verdict du procès de Minneapolis fut prononcé le 8 décembre 1941, au lendemain de l'attaque de Pearl Harbour par les Japonais et du jour où le Congrès déclara la guerre. Tout en évitant au maximum de prêter le flanc à la répression, la direction du SWP décida de réaffirmer ses positions face à la Deuxième Guerre mondiale et à l'entrée en guerre des Etats-Unis, sous la forme d'une nouvelle déclaration de J.P. Cannon, le 22 décembre 1941 :

« Les considérations qui ont dicté notre attitude envers la guerre jusqu'à l'ouverture des hostilités entre les Etats-Unis et les pays de l'Axe conservent toute leur validité dans cette nouvelle situation.

Nous avons défini la guerre du côté de toutes les puissances capitalistes qui y étaient impliquées — l'Allemagne et la France, l'Italie et la Grande-Bretagne — comme une guerre impérialiste.

La caractérisation de la guerre découlait pour nous de la nature des Etats en guerre : tous étaient des Etats impérialistes — opprimant d'autres nations ou des peuples — ou des Etats satellites des puissances impérialistes. L'extension de la guerre dans l'océan Pacifique et l'entrée en guerre officielle des Etats-Unis et du Japon ne changent rien à cette analyse fondamentale.

Parce que nous suivons le droit fil de Lénine, cela ne change rien pour nous de savoir quel bandit impérialiste

a tiré le premier : chaque puissance impérialiste, pendant un quart de siècle, n'a pas cessé d'« attaquer » toutes les autres puissances impérialistes, par des moyens économiques et politiques ; le recours aux armes n'est que le point culminant de ce processus qui durera tant que durera le capitalisme.

Cette caractérisation de la guerre ne s'applique pas à la guerre de l'Union soviétique contre l'impérialisme allemand. Nous faisons une distinction fondamentale entre l'Union soviétique et ses alliés « démocratiques ». Nous défendons l'Union soviétique. L'Union soviétique est un Etat ouvrier, quoiqu'il ait dégénéré sous la direction politique totalitaire de la bureaucratie du Kremlin. Il n'y a que les traîtres pour refuser leur soutien à l'Etat ouvrier soviétique dans sa guerre contre l'Allemagne fasciste. Défendre l'Union soviétique, malgré Staline et contre Staline, c'est défendre la propriété nationalisée instaurée par la révolution d'Octobre, c'est une guerre progressiste.

De même, nous caractérisons la guerre de la Chine contre le Japon comme une guerre progressiste. Nous soutenons la Chine. La Chine est un pays colonial qui combat pour son indépendance nationale contre une puissance impérialiste. Une victoire de la Chine serait un coup formidable contre tout l'impérialisme, et inciterait tous les peuples coloniaux à rejeter le joug impérialiste. Le régime réactionnaire de Tchang Kai-chek, asservi aux « démocraties », a obéré la capacité de la Chine à mener une guerre courageuse pour l'indépendance ; mais à nos yeux, cela ne change rien au fait que la Chine est une nation opprimée qui combat contre un oppresseur impérialiste. Nous sommes fiers du fait que les membres chinois de la Quatrième Internationale combattent au premier rang contre l'impérialisme japonais.

Aucune des raisons qui nous font obligation de soutenir l'Union soviétique et la Chine contre leurs ennemis ne saurait s'appliquer à la France ou à l'Angleterre. Ces « démocraties » impérialistes sont entrées en guerre pour garantir leur suzeraineté sur les centaines de millions de sujets des empires britannique et français, défendre ces « démocraties » serait défen-

dre l'oppression par elles exercée contre les masses d'Afrique et d'Asie. Et surtout, ce serait défendre l'ordre social capitaliste pourri. Cela, nous ne le défendons pas, ni en Italie ou en Allemagne, ni en France ou en Grande-Bretagne — ni aux Etats-Unis.

L'analyse marxiste qui a déterminé notre attitude envers la guerre jusqu'au 8 décembre 1941 continue à déterminer notre attitude aujourd'hui. Avant le 8 décembre, nous étions internationalistes. Nous le sommes toujours. Nous croyons que le lien de loyauté le plus fondamental entre tous les travailleurs du monde entier est le lien de solidarité internationale des travailleurs contre leurs exploiteurs. Nous ne pouvons pas assumer la moindre part de responsabilité dans cette guerre. Aucun régime impérialiste ne peut conduire de guerre juste. Nous ne pouvons pas la soutenir un seul instant.

Nous sommes les ennemis les plus irréductibles des dictatures fascistes d'Allemagne et d'Italie et de la dictature militaire du Japon. Nos camarades de la Quatrième Internationale dans les pays de l'Axe et dans les pays conquis combattent, au prix de leurs vies, pour organiser les révoltes à venir contre Hitler et Mussolini.

Nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir pour accélérer la venue de ces révoltes. Mais ceux qui, ex-socialistes, intellectuels et dirigeants ouvriers, soutiennent la guerre de l'impérialisme américain contre ses ennemis et rivaux impérialistes, au nom de la « démocratie », loin d'aider les antifascistes italiens et allemands, handicotent leur travail et trahissent leur lutte. Les Alliés impérialistes, comme le sait tout travailleur allemand, cherchent à imposer un nouveau traité de Versailles bien pire encore. La peur de cela est le meilleur atout d'Hitler pour garder les masses d'Allemagne en état de sujétion. La peur du joug étranger freine le développement de la révolution allemande contre Hitler.

Notre programme pour aider les masses allemandes à renverser Hitler exige d'abord que celles-ci soient garanties contre un second traité de Versailles. Quand le peuple d'Allema-

gne se sentira assuré du fait que la défaite militaire ne sera pas suivie de la destruction de la puissance économique allemande et de l'imposition d'un fardeau insupportable de la part des vainqueurs, Hitler sera renversé en Allemagne même. Mais ce ne sont pas les ennemis impérialistes de l'Allemagne qui peuvent donner de telles garanties qu'il n'y aura pas de nouveau traité de Versailles ; et, si elles étaient données, ces garanties ne seraient pas acceptées par le peuple allemand. En Allemagne, on se souvient encore des « quatorze points » de Wilson, et de sa promesse que les Etats-Unis ne faisaient pas la guerre au peuple allemand mais au Kaiser. Et pourtant la paix des vainqueurs, et la façon dont les vainqueurs ont « organisé » le monde de 1918 à 1933, tout cela représentait une guerre contre le peuple allemand. Le peuple allemand n'acceptera aucune nouvelle promesse venant de ceux qui ont fait cette paix et cette guerre.

Au cœur de cette guerre contre Hitler, il est nécessaire de tendre au peuple allemand la main de la fraternité. Cela ne peut être fait de façon honnête et convaincante que par un gouvernement ouvrier et paysan. Nous sommes partisans du gouvernement ouvrier et paysan. Un tel gouvernement, et lui seul, est en mesure de faire la guerre à Hitler, à Mussolini et au Mikado, en coopération avec les peuples opprimés d'Allemagne, d'Italie et du Japon.

Notre programme contre l'hitlérisme, pour un gouvernement ouvrier et paysan, n'est aujourd'hui le programme que d'une petite minorité. La grande majorité soutient, activement ou passivement, le programme de guerre de l'administration Roosevelt. En tant que minorité, nous devons nous soumettre à cette majorité dans l'action. Nous ne sabots pas la guerre, ni ne faisons obstruction de quelque façon que ce soit aux forces militaires. Avec leur génération, les trotskystes vont à l'armée. Nous acceptons les décisions de la majorité. Mais nous gardons nos opinions et nous affirmons instamment notre droit à les défendre.

Notre but est de convaincre la majorité que notre programme, seul, peut mettre un terme à la guerre, au fascisme et aux convulsions économi-

ques. Dans ce processus d'éducation, les faits, terribles, parlent haut et fort en notre faveur. Par deux fois en vingt-cinq ans, des guerres mondiales ont apporté la destruction. Les instigateurs et les chefs de ces guerres ne présentent pas, et ne peuvent présenter, de promesses crédibles qu'une troisième, quatrième ou cinquième guerre mondiale ne s'ensuivra pas si leur système social et eux-mêmes continuent à dominer. Le capitalisme n'a d'autre perspective à offrir que celle du massacre de millions de personnes et de la destruction de la civilisation. Seul le socialisme peut sauver l'humanité de cet abîme. Telle est la vérité. Tandis que se déploie cette guerre terrible, des dizaines de millions reconnaîtront la vérité, qui ne nous écoutent pas aujourd'hui.

Les masses suppliciées par la guerre adopteront notre programme et libéreront les peuples de tous les pays de la guerre et du fascisme. A cette heure sombre, nous voyons clairement l'avenir socialiste, et nous lui frayons le chemin. Contre le choeur enragé des haines nationales, nous mettons une fois de plus en avant le vieux mot d'ordre de l'internationalisme socialiste : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

Tout au long de la guerre, le SWP, en dépit de l'hystérie guerrière, maintient cette orientation, fondée sur l'internationalisme prolétarien et dans la perspective de la révolution prolétarienne.

En Europe, théâtre de la guerre, la situation des organisations se réclamant de la Quatrième Internationale devient très rapidement beaucoup plus difficile encore. La guerre, les succès foudroyants des nazis qui conquièrent la quasi-totalité de l'Europe, distendent, voire rompent les liens entre les différentes sections de la Quatrième Internationale. Le Comité exécutif international (CEI) se fixe aux USA où il travaille en étroite liaison avec la direction du Socialist Workers Party. Les liens très lâches du CEI avec les organisations trotskystes dans le monde n'empêchent pas que se constituent de nouvelles sections de la Quatrième Internationale. Ainsi en 1941,

le Lanka Sama Samaya Party de Ceylan adhère à la Quatrième Internationale. Aux Indes, au cours de la vague de grèves qui soulève les masses, la Quatrième Internationale lance le mot

d'ordre d'indépendance immédiate des Indes. Mais en Europe, la situation des organisations qui se réclament de la Quatrième Internationale est tragique.

3.

Les organisations TROTRO-SOVIETIENNE

Notes de Marx sur l'agent provocateur

Notes de Marx sur l'agent provocateur. Marx a écrit ces notes dans les années 1850. Elles sont destinées à servir de base pour une analyse critique de l'agent provocateur. L'agent provocateur est un personnage qui joue un rôle important dans l'histoire. Il est souvent utilisé pour déstabiliser les régimes politiques et sociaux. Marx analyse les stratégies et les tactiques utilisées par les agents provocateurs et leurs résultats. Il montre comment les agents provocateurs peuvent être utilisés pour créer des conflits et des tensions entre les classes et les groupes sociaux. Il explique également comment les agents provocateurs peuvent être utilisés pour déstabiliser les régimes politiques et sociaux.

Notes de Marx sur l'agent provocateur. Marx a écrit ces notes dans les années 1850. Elles sont destinées à servir de base pour une analyse critique de l'agent provocateur. L'agent provocateur est un personnage qui joue un rôle important dans l'histoire. Il est souvent utilisé pour déstabiliser les régimes politiques et sociaux. Marx analyse les stratégies et les tactiques utilisées par les agents provocateurs et leurs résultats. Il montre comment les agents provocateurs peuvent être utilisés pour créer des conflits et des tensions entre les classes et les groupes sociaux. Il explique également comment les agents provocateurs peuvent être utilisés pour déstabiliser les régimes politiques et sociaux.

Notes de Marx sur l'agent provocateur. Marx a écrit ces notes dans les années 1850. Elles sont destinées à servir de base pour une analyse critique de l'agent provocateur. L'agent provocateur est un personnage qui joue un rôle important dans l'histoire. Il est souvent utilisé pour déstabiliser les régimes politiques et sociaux. Marx analyse les stratégies et les tactiques utilisées par les agents provocateurs et leurs résultats. Il montre comment les agents provocateurs peuvent être utilisés pour créer des conflits et des tensions entre les classes et les groupes sociaux. Il explique également comment les agents provocateurs peuvent être utilisés pour déstabiliser les régimes politiques et sociaux.

Notes de Marx sur l'agent provocateur

Notes de Marx sur l'agent provocateur. Marx a écrit ces notes dans les années 1850. Elles sont destinées à servir de base pour une analyse critique de l'agent provocateur. L'agent provocateur est un personnage qui joue un rôle important dans l'histoire. Il est souvent utilisé pour déstabiliser les régimes politiques et sociaux. Marx analyse les stratégies et les tactiques utilisées par les agents provocateurs et leurs résultats. Il montre comment les agents provocateurs peuvent être utilisés pour créer des conflits et des tensions entre les classes et les groupes sociaux. Il explique également comment les agents provocateurs peuvent être utilisés pour déstabiliser les régimes politiques et sociaux.

Notes de Marx sur l'agent provocateur. Marx a écrit ces notes dans les années 1850. Elles sont destinées à servir de base pour une analyse critique de l'agent provocateur. L'agent provocateur est un personnage qui joue un rôle important dans l'histoire. Il est souvent utilisé pour déstabiliser les régimes politiques et sociaux. Marx analyse les stratégies et les tactiques utilisées par les agents provocateurs et leurs résultats. Il montre comment les agents provocateurs peuvent être utilisés pour créer des conflits et des tensions entre les classes et les groupes sociaux. Il explique également comment les agents provocateurs peuvent être utilisés pour déstabiliser les régimes politiques et sociaux.

*Les rois nous soulaient de fumées,
Paix entre nous ! Guerre aux tyrans !
Décrétons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les rangs !
S'ils s'obstinent, ces cannibales,
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux !*

(Cinquième couplet de l'Internationale)

PROLETARIER ALLER LÄNDER,
VEREINIGT EUCH !
JULI 1944

ARBEITER und SOLDAT

**NIEDER MIT DEM KRIEG
SOFORTIGER FRIEDEN**

Der Mordanschlag auf Hitler ist der letzte Warnruf vor dem Bürgerkrieg

DER STURM HILFT bedeutet die deutsche Revolution. Nur der unmenschliche Terror der Gestapo, SS und anderen Gendarmen zwingen den deutschen Soldaten noch an der Front zu bleiben. Alle deutschen Soldaten und Arbeiter haben mehr als genug von Krieg, alle wollen Heim. Überhaupt jetzt da sie wissen dass nicht an Sie zu sein ist. Für sie gibt es nur eine Lösung:

DEUTSCHER MIT DEM KAVALLERISTEN
Der Kavallerist kam, sah nur immer weniger auf die deutsche Arme verlassen. Überall musste er die Waffen SS, Fallschirmjägerregimenten und andere Stosstruppen schicken, um einen Zusammenbruch zu verhindern.

Blutige Kampfe und Rückzug auf allen Fronten

Die deutschen Truppen müssen dem aussichtslosen Durchbruch der Amerikaner weichen. Aber die amerikanischen und englischen "Krieger", wollen nicht schnell vorstossen, da dieser Durchbruch den Zerfall der Normandiefront und selbst das Ende der deutschen Besatzungsarmee in Frankreich bedeutete, würde das heissen, die deutsche Revolution, die ungeahnter Schrecken für Europa bringt, wäre gewonnen. Doch in Italien nahmen sich die Kampftruppen immer mehr den wichtigsten Regionen. Die Rote Armee dringt immer höher vor, sie ist in Mitten der ländlichen Ländler, sie marschiert nach Warschau, sie ist an der

2.4. The most common infections

Deutschland ist in der verzweifelten Lage

daß die Schwindelpropaganda, Hitler, Goering und Göring haben alle ihre Hoffnungen und den Krieg zu gewinnen nur mit dem Wunder Gottes, die Voraussehung, daß sie einen Gewinnwaffen. Diese Sprache haben wir einmal während des Krieges gehört. Sie wird hier der französische Premierminister Paul Reynaud einige Wochen vor dem Niedergang Frankreichs im Juni 1940. Er hoffte wie Hitler und der deutsche Kapitalismus jetzt, auf ein Wunder. Aber es ist hoffnungslos. Auch Hitler und seine kapitalistischen Auftraggeber kann kein Wunder mehr retten. Hitler ist in seiner

Im Wege von Karl Liebknecht gegen den imperialistischen Krieg

Am 1. Mai 1916 befand sich Karl Liebknecht in Berlin und hielt auf dem Platz eine Rede. Er wurde arrestiert und vor ein Kriegsgericht gestellt. Um seine Meinung gegen den imperialistischen Krieg zu erklären, schrieb er eine Reihe von Dokumenten, veröffentlichte hier eines der Wichtigsten.

Die deutsche Regierung ist wegen seiner geschichtlichen Konstitution und seiner sozialen Zusammensetzung ein Instrument der Unterdrückung und Ausbeutung für die Arbeiterklasse. Innerhalb und außerhalb des Landes arbeitet sie für die Interessen der Junker der Kapitalisten und des Imperialismus.

Der Austuf : » Nieder mit der Regierung » ist dazu bestimmt, die ganze Politik der Regierung zu brandmarken, weil sie für die breiten Massen verderblich ist.

Er zeigt unter anderem an, dass die Aufgabe eines jeden Sozialisten, eines jeden Vertreters der Interessen des Proletariats ist, den schärfsten Kampf — den Klassenkampf — gegen die Regierung zu führen.

... Der heutige Krieg ist nicht bestimmt um die Integrität des Landes zu verteidigen, nicht um unterdrückte Völker zu befreien und nicht um das Wohl der Massen zu versichern.

Ausrottunis erreichen, angezeigt sind.
Dafür können die Arbeiter aller Länder nur eine Antwort geben: Ein neuer Klassenkampf, ein revolutionärer Klassenkampf, der die kapitalistischen Regierungen und die herrschenden Klassen aller Länder, und diese Unterdrückung und diese Ausbeutung wegzuwerfen um dem Krieg ein Ende zu machen, für einen Frieden im sozialistischen Sinne veranlassen. In diesem Klassenkampf besteht für den Nationalstaat, dessen Vaterland die Internationalen ist, alles was als Sozialismus

verteidigen ist.

Der ausruft: „Nieder mit dem Krieg“ bedeutet, dass in Gegenwart dieses Krieges, wegen seinem geschichtlichen Charakter, wegen seinen sozialen Ursachen im allgemeinen, seiner besonderen Gestalt, seiner Herkunft, wie er geführt wird und seinen Zielen, die man ihm bestimmt, ich gänzlich verurteile und ich mein Feind erklärt.“ Er Hедент auch dass es der Pflicht eines jeden Sozialisten, einen jeden Vertreters des Interesses des Proletariats ist, am internationalen Klassenkampf teilzunehmen der mit ihm Schluss-

les quinze premières années de la Quatrième Internationale

3.

Les organisations de la IV^e Internationale en France

En France, dès avant la guerre, il existe deux organisations se réclamant de la Quatrième Internationale, le POI et le PCI. Les sections allemande et italienne mènent une existence quasi impossible sous la botte fasciste. Bientôt, toutes les sections de la Quatrième Internationale seront dans la même situation. Au moment de l'éclatement de la guerre, les directions du POI et du PCI se sont effondrées. Seuls quelques-uns sont restés en place : Craipeau (POI), Marc Laurent (PCI). Ce sera la jeune génération de militants, celle de juin 1936, celle qui a été recrutée entre 1938 et 1939, qui accomplira les tâches de reconstruction des deux organisations. En Belgique, les deux secrétaires successifs de la section seront fusillés par les nazis. Quelles que soient leurs erreurs et leurs faiblesses, qui auront des conséquences dramatiques, les organisations qui se réclament de la Quatrième Internationale restent sur le terrain de l'internationalisme prolétarien.

seules sur le terrain de l'internationalisme prolétarien

En mai 1940, les bolchevik-léninistes ont été les seuls à s'adresser à tous les ouvriers, à tous les soldats, au-delà des frontières nationales :

Fac-similé d'un numéro de « *Arbeiter und Soldat* ». Au cœur de la Seconde Guerre impérialiste mondiale, les trotskystes sont les seuls à lever le drapeau qui fut celui de K. Liebknecht et Rosa Luxemburg, de Lénine et de Trotsky pendant la Première (Doc. EDI).

« Indépendamment du cours de la guerre, nous remplissons notre tâche fondamentale : nous expliquons aux ouvriers l'opposition inconciliable de leurs intérêts et des intérêts du capitalisme assoiffé de sang ; nous mobilisons les exploités contre l'impérialisme ; nous travaillons à l'union de tous les ouvriers de tous les pays belligérants et neutres ; nous appelons à la fraternisation des ouvriers et soldats allemands avec les soldats du côté opposé du front. Nous mobilis-



Marcel Hic

Né le 30 avril 1915, il est militant pour la Quatrième Internationale dès 1933, d'abord dans les « Jeunesses léninistes », puis aux « Jeunesses socialistes révolutionnaires ». En février 1936, en pleine vague révolutionnaire, il entre au Parti ouvrier internationaliste, dont il devient l'un des principaux dirigeants.

En juillet 1940, à son poste de combat dans l'illégalité, il reconstitue le Parti ouvrier internationaliste et est l'un des principaux animateurs du Secrétariat européen de la Quatrième Internationale. Arrêté (pour la seconde fois) en 1943, au moment où son acharnement et ses efforts de dirigeant révolutionnaire sont en train d'aboutir à la réunification des forces se réclamant en France de la Quatrième Internationale et à la proclamation du PCI, il est torturé par la Gestapo, déporté dans les camps de concentration nazis de Buchenwald, puis de Dora, où il meurt en 1944.

Pour tous ceux qui l'ont connu et qui ont combattu à ses côtés, Marcel Hic restera toujours l'exemple d'un admirable dirigeant révolutionnaire dont toute la vie ne fut qu'un combat pour la révolution prolétarienne, sous le drapeau de la Quatrième Internationale.

sons les femmes et les jeunes contre la guerre, nous poursuivons une préparation constante, persistante, infatigable de la révolution dans les usines, dans les villages, dans les casernes, au front et sur la flotte. »

Cette proclamation ne reste pas un principe abstrait, ni lettre morte. En pleine guerre, les trotskystes commencent en Europe à reconstruire l'Internationale, dont la plupart des dirigeants ont perdu pied, et pour quelques-uns ont constitué la délégation européenne à New York. En 1942, le Secrétariat européen provisoire est constitué. Le travail est mené sous l'impulsion principale du POI, en particulier de Marcel Hic, qui avait été parmi les premiers à lutter, dans les débuts de l'occupation, pour intégrer les trotskystes dans la lutte des classes et avait pris, après la déportation de Souzin (responsable du Syndicat du bâtiment de la région parisienne), la responsabilité de la commission syndicale du POI.

Dès le 1^{er} février 1941, « La Vérité » (n° 9) affirme nettement :

« L'arme essentielle pour libérer la France sera la fraternisation avec les soldats allemands en lutte contre leur propre impérialisme. »

« La Vérité » consacre de nombreux éditoriaux et articles aux premiers signes de désagrégation de l'armée allemande : mutinerie à bord d'un sous-marin au large de Brest, refus d'obéissance, d'observer les consignes.

Le journal se fait l'écho des très nombreux exemples de fraternisation entre les troupes d'occupation et la population : en Saône-et-Loire, la population fraternise avec des soldats allemands emprisonnés pour rébellion et indiscipline. A Grenoble, après l'occupation de la zone libre, l'armée italienne laisse quarante-huit heures aux soldats pour évacuer les casernes, quarante-huit heures pendant lesquelles, sous l'œil bienveillant des soldats italiens, les Français vident les casernes de tout leur matériel et des stocks divers.

Des tracts et des journaux en allemand sont diffusés dans les casernes, où les soldats allemands les accueillent très favorablement.

« ARBEITER UND SOLDAT »

Le travail est dirigé par un militant allemand, Widelin (Victor), à qui la Conférence européenne a confié la tâche d'engager un travail systématique dans la Wehrmacht, et un « triangle » français dont le responsable est Roland Filiâtre (Dupont), qui raconte :

« Les camarades français amorçaient les discussions avec les soldats allemands, les faisaient parler et donner des indications sur leur passé. Quand ils apparaissaient sûrs, ils étaient mis en contact, après filtrage, avec les soldats allemands, puis pris en charge par leur organisation. Le travail de la région de Paris était organisé en deux zones. L'essentiel de l'organisation se trouvait en Bretagne dans la région nantaise et surtout dans la région brestoise, où les soldats fournissaient le parti en Ausweiss (laissez-passer) et en armes. A Brest, l'organisation comptait en moyenne une cinquantaine de soldats, malgré les changements d'affectation. Des contacts étaient amorcés ou organisés à Toulon, à Valence, à La Rochelle et à l'aérodrome de Conches. Un réseau existait aussi en Belgique. Les journaux étaient diffusés en Allemagne par les soldats. Des liaisons étaient établies avec l'organisation trotskiste, notamment au port de Hambourg, à Lübeck et à Rostock. Victor était responsable de ces liaisons. *Arbeiter und Soldat* (*Travailleur et soldat*) fut également diffusé dans les garnisons d'Italie. »

« *Arbeiter und Soldat* » était l'organe de la Ligue des communistes internationalistes (section allemande de la Quatrième Internationale). Les cellules brestoises de soldats allemands éditaient leur propre journal : « *Der Arbeiter* », dont « *La Vérité* » du 15 octobre 1943 (n° 53) publie des extraits :

« Nous, soldats qui nous trouvons en pays ennemi, ne sommes en définitive que des travailleurs, que des prolétaires, qui devons exécuter les



« Widelin »

Martin Monat, dit Victor, dit Wentleley, dit Widelin — c'est sous ce pseudonyme que tous ses camarades de combat l'ont connu — est Allemand et milite très jeune dans le mouvement socialiste de son pays. A partir de 1933, il reste cinq ans en Allemagne, cherchant à organiser malgré la terreur nazie des groupes ouvriers de résistance à Hitler.

Pourchassé par la Gestapo, il s'enfuit en 1938 en Belgique où il devient trotskiste, puis en France. En 1941, il est élu responsable du travail de propagande révolutionnaire auprès des soldats allemands. Outre qu'il réussit à constituer à partir de 1943 un réseau de cellules et de liaisons révolutionnaires en Allemagne et en Autriche même, sous le drapeau de la Quatrième Internationale, il est à l'origine du travail révolutionnaire dans l'armée allemande en Bretagne, à Brest et à Paris. Sans son exceptionnel courage, il est probable que l'un des plus beaux exemples d'internationalisme prolétarien qu'est « *Arbeiter und Soldat* » n'aurait jamais vu le jour.

Pourchassé pendant quatre années par toutes les polices vichyssoises et nazies, il est finalement abattu en juillet 1944, laissé pour mort alors qu'il ne l'est pas, et transporté à l'hôpital. Un groupe de militants du PCI organise immédiatement son évacuation, mais la Gestapo parvient à le reprendre avant. « Widelin » est fusillé le soir même.



« Blasco »

Pietro Tresso, le camarade Blasco, est né en Italie en 1893. Il milite très jeune aux Jeunesses socialistes, au PSI, puis, dès sa fondation à Livourne en 1920, au PCI, et est membre de la délégation italienne au IV^e Congrès de l'IC.

Membre du comité central et du bureau politique du PCI en 1926, il est responsable du centre clandestin du parti à Rome, dans l'illégalité.

En 1930, il se dresse contre le tournant ultra-gauche de Staline et rejoint l'Opposition de gauche internationale. Toute sa vie militante est alors placée sous le signe du combat pour la Quatrième Internationale et il est présent, sous le pseudonyme de Julien, à sa Conférence de fondation.

Ce ne sont pas les nazis, mais un commando stalinien qui a assassiné le camarade Blasco. Car, arrêté en France en juin 1942 comme l'un des dirigeants du POI clandestin, il est parmi les quatre-vingt prisonniers qui s'évadent, à l'occasion du coup de main organisé par les FTP, dans la nuit du 1^{er} au 2 octobre de la même année. Il est alors détenu dans un camp FTP dont le chef est Théo Vial (Massat), député du PCF, ainsi que cela a été révélé par l'historien Marc Bloch, fusillé ultérieurement. C'est là qu'il « disparaît ».

ordres de la dictature nazie. La situation de nos camarades de l'arrière n'est pas, surtout en ce moment, meilleure. Nous et eux, nous devons nous éreinter, nuit et jour, toujours pour rien.

En tirons-nous le moindre avantage ? Non ! (...)

Jetez vos armes et adhérez à la Quatrième Internationale ! »

L'immixtion d'un agent de la Gestapo dans l'organisation démantèle le travail allemand. En septembre-octobre, trente soldats et marins allemands sont arrêtés, et vraisemblablement fusillés ; une cinquantaine de camarades français de la région brestoise et de la région parisienne sont arrêtés, dont Marcel Hic, David Rousset, Beafrère, Roland Filiâtre. La répression est si impitoyable que « La Vérité » du 15 octobre publie un encart : « Devant notre propagande de fraternisation, la Gestapo poursuit nos militants. »

La direction du POI prend des mesures d'organisation très strictes et décide de séparer soigneusement le travail allemand du travail français, de compartimenter les camarades allemands par groupes de trois, reliés entre eux par des camarades français ou des militants allemands connus de longue date.

La direction du POI, décapitée, est réorganisée. Les deux membres restants, Gibelin et Craipeau, cooptent trois nouveaux camarades : Essel (dit Lessart), Parisot, Spoulber (dit Marcoux). Demazière devient responsable de la région parisienne. Le travail allemand reste confié à Widelin, qui édite « Arbeiter und Soldat » et la revue « Unser Wort ». « Der Arbeiter » a disparu. Widelin sera arrêté à Paris à l'été 1944 par la Gestapo et fusillé. La tradition internationaliste n'en sera pas perdue, puisque dans une ville de province, en 1944, les camarades du PCI (Parti communiste internationaliste) ont organisé dans les rangs de la Quatrième Internationale plusieurs dizaines de soldats allemands, et constatent qu'après ce que les soldats allemands ont vu sur le front de l'Est, l'ennemi, pour eux, c'est Hitler, Roosevelt, Staline.

Le deuxième groupe trotskiste français est issu de l'ex-PCI. Ultérieurement, il prendra le nom de Comité communiste internationaliste pour la Quatrième Internationale et éditera « La Seule Voie » et plus tard « Le Soviet ». De son côté, ce groupe ouvre la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe, grâce au

« courant de fraternisation prolétarienne internationale, à la suppression des barrières douanières, à la collaboration prolétarienne pacifique, au contrôle prolétarien des plans, à leur extension, à l'amélioration partout des conditions de vie des masses contre les classes possédantes. »

LE SECRETARIAT EUROPEEN

Les deux groupes français s'unifient sous l'égide du Secrétariat européen, après beaucoup d'atermoiements, au début de 1944. A eux s'ajoutera un petit groupe issu des abondancistes, dit « groupe Octobre », que dirige Henri Claude. Ensemble, ils formeront le Parti communiste internationaliste, section française de la Quatrième Internationale.

Comme nous le verrons plus loin, la montée révolutionnaire en France et en Europe pousse objectivement à cette unification. Pourtant, elle n'est possible qu'autant que ces groupes sont l'un et l'autre restés fidèles aux principes de la Quatrième Internationale, à l'internationalisme prolétarien, au combat pour la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde. Au cours de la tourmente de la guerre, devant d'incroyables pressions et difficultés de toutes sortes, ils restèrent fermement attachés à deux principes fondamentaux, qui, combinés au cours de cette guerre, synthétisent la fidélité à l'internationalisme prolétarien et à la révolution prolétarienne : la défense de l'URSS et l'affirmation que les soldats allemands sont des prolétaires sous l'uniforme, leur non-responsabilité (tout au contraire) pour le nazisme et la guerre, la lutte pour la fraternisation, la position détermi-



M. Bourhis

Marc Bourhis, Pierre Gueguen

Marc Bourhis quitte le PCF en 1934, adhère au PSOP en 1938, y prend contact avec les militants bolchevik-léninistes et devient trotskiste. Révolutionnaire internationaliste, à son poste de combat dans la lutte des classes, il est arrêté le 2 juillet 1941 par la police française.

Pierre Gueguen, militant responsable du PCF et, à ce titre, maire de Concarneau, rompt avec Staline en septembre 1939. Arrêté, il est emprisonné avec Marc Bourhis au camp de Châteaubriant. Il y écrit une lettre annonçant sa décision irrévocable d'adhérer sans réserve à la Quatrième Internationale.

Trotskystes, fiers porte-parole de l'internationalisme ouvrier des Rosa Luxemburg et des Karl Liebknecht, des Lénine et des Trotsky, ils sont immédiatement mis en quarantaine par les staliniens également détenus au camp de Châteaubriant.

Le 22 octobre 1941, ils sont fusillés par les SS avec vingt-deux autres militants, la plupart membres du PCF.

nante du prolétariat allemand dans la lutte des classes en Europe et la révolution prolétarienne.

Alors que partout en Europe Hitler est victorieux, que les masses sont écrasées sous la botte nazie, les groupes trotskystes européens parviennent à combiner en 1942 un premier organisme européen : le Secrétariat européen provisoire ; lorsqu'en 1943 l'arrestation des dirigeants de ce Secrétariat, leur déportation et leur mort auront décapité cet organisme, ils parviendront à reconstruire un nouvel organisme européen qui deviendra le Comité exécutif européen de la Quatrième Internationale, dont l'organe sera « Quatrième Internationale ».

Assurément, les textes de la Conférence européenne de la Quatrième

Internationale qui s'est tenue en janvier 1944 comportent d'énormes faiblesses, de considérables erreurs théoriques et politiques, comme toute la politique pendant la guerre des organisations qui se réclament, de par le monde, de la Quatrième Internationale en comporte, mais c'est l'honneur de la Quatrième Internationale que le Comité exécutif européen ait, contre vents et marées, publié des textes comme celui que nous publions ci-dessous et qui parut dans le numéro de septembre-novembre 1944 de « Quatrième Internationale », sous le titre « La révolution prolétarienne allemande et la classe ouvrière mondiale », après le rappel d'un extrait des thèses du IV^e Congrès de l'IC appelant à la lutte révolutionnaire prolétarienne contre le traité de Versailles de 1918.

« Battu sur tous les fronts, l'impérialisme allemand a perdu une à une ses conquêtes de la première période de la guerre : l'Allemagne elle-même n'est plus qu'une « forteresse » assiégée de toute part. Comment expliquer le fait qu'une chaîne ininterrompue de défaites — qui se succèdent depuis deux ans — n'ait pas produit encore un ébranlement décisif en Allemagne et n'ait pas réussi à briser les cadres de la dictature fasciste ? Et encore : comment se fait-il que la résistance de l'armée allemande reste acharnée et désespérée alors que sur le plan militaire la défaite apparaît inévitable ?

Pour répondre à ces questions il faut tout d'abord comprendre le rôle de deux facteurs essentiels : 1 — le poids du régime fasciste ; 2 — la politique pratiquée envers l'Allemagne.

L'armature de fer du fascisme s'est érigée en Allemagne sur la base de la défaite la plus catastrophique qu'ait connue le prolétariat dans sa lutte contre le capitalisme. La dictature des bandes fascistes, appuyée sur une immense masse de déclassés, sur de larges couches de la petite bourgeoisie paupérisée et tournée contre la classe ouvrière — à cause de la couardise, l'incapacité et l'impuissance des réformistes et des staliiniens de former le

pôle d'attraction révolutionnaire —, est passée comme un char sur l'épine dorsale de la classe ouvrière européenne et le prolétariat allemand, l'a atomisé, a détruit ses organisations et annihilé ses conquêtes de plusieurs décades de lutte. Quel écho peuvent avoir en Allemagne les chefs émigrés — démocrates, catholiques, réformistes, prostitués devant l'impérialisme mondial —, les bureaucrates aux ordres du Kremlin et les junkers repentis à la Paulus du Comité dit de « l'Allemagne libre » ? Sans doute, aucun.

Pour briser la dalle fasciste, pour arracher la camisole de force du nazisme, le peuple allemand doit trouver dans le prolétariat international l'appui le plus sûr et le plus efficace : chaque pas que fait la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde est autant de leviers qui aident au regroupement révolutionnaire en Allemagne et au renversement du fascisme. Les charlatans radicaux, les bureaucrates banqueroutiers, comme les valets de plume de l'impérialisme, qui s'emploient partout à lutter contre la révolution prolétarienne (en Italie comme en Belgique, en Grèce, en France comme dans toute l'Europe), déclarent que le prolétariat allemand est « nazifié » jusqu'à la moelle. Ce

IV^e INTERNATIONALE

Organe du Comité Exécutif Européen de la IV^e Internationale

ÉDITORIAL

La Révolution Proletarienne allemande et la Classe Ouvrière mondiale

La tâche des Partis Communistes, et en premier lieu de ceux des pays vaincus, est de rendre clair aux masses que l'œuvre de paix de Versailles rejette toutes les charges sur les épaules du prolétariat, aussi bien dans les pays vaincus que dans les pays vaincus, et que les prolétaires de tous les pays sont les véritables victimes.

Sur cette base, les Partis Communistes, et avant tout ceux d'Allemagne et de

mensonge — qui est le même que celui du menteur en chef de la propagande allemande, Goebbels, et qui aide les nazis à commettre tous leurs crimes au nom soi-disant du « peuple allemand tout entier » — aide les impérialistes à préparer la mise en esclavage du peuple allemand, à forger un super-Versailles plus monstrueux que le précédent et facilite l'écrasement de la révolution, aujourd'hui, sous le prétexte qu'on « affaiblit » la lutte contre Hitler, et demain, que le peuple allemand est pestiféré et qu'il faut bien le soumettre pour mieux le « désintoxiquer ».

Pour renverser Hitler, pour abattre le fauteur du fascisme qu'est le régime capitaliste, il faut tendre une main fraternelle au prolétariat allemand : où Hitler et ses bandes fascistes ont semé partout la terreur et la haine, les ruines et les massacres. Mais il ne faut pas oublier que c'est tout d'abord contre le peuple allemand que Hitler et les nazis se sont fait la main pour terroriser les peuples de l'Europe. Pour briser le cercle de fer qui enserre le peuple allemand, pour lui ouvrir la perspective de la lutte révolutionnaire, il faut briser la haine qu'alimentent contre lui

les agents de l'impérialisme mondial et il faut démasquer leur rôle d'auxiliaires de M. Goebbels.

Les impérialistes ne veulent pas aider le peuple allemand à briser ses chaînes : ils s'apprêtent, au contraire, à remplacer la dictature de Hitler purement et simplement par la mise en esclavage de l'Allemagne, soi-disant parce qu'elle a « soutenu » Hitler ! Le prolétariat allemand est le facteur déterminant du sort de la révolution prolétarienne européenne et mondiale : son écrasement, en 1933, a eu des conséquences incalculables pour le sort du prolétariat mondial dans son ensemble. La révolution allemande aura, à son tour, demain des conséquences immenses : de sa victoire ou de sa défaite dépend le sort de l'humanité.

Et voilà pourquoi les impérialistes, comme les traîtres réformistes et staliens, qui ne veulent pas de révolution prolétarienne, s'apprêtent à forger de nouvelles chaînes pour le prolétariat allemand, ne savent plus comment pulvériser l'Allemagne, détruire cette masse ouvrière existant au cœur de l'Europe et empêcher la révolution qui suivra l'effondrement de Hitler. La

seule solution que peuvent mettre en avant ceux qui veulent conserver et maintenir le capitalisme agonisant, c'est un nouveau super-Versailles, qui contiendra en germe une nouvelle guerre impérialiste.

Les impérialistes américains ont avancé deux projets : le projet Morgenthau, celui de la grande banque américaine, qui est pour la transformation de l'Allemagne de pays industriel en pays agricole. Les capitaux américains trouveront ensuite un placement rentable au centre de l'Europe, qui aura besoin de refaire tout son équipement industriel. Ce projet a été rejeté par Roosevelt pour des raisons très claires, la « désindustrialisation » de l'Allemagne crée trois dangers : 1 — elle favorise l'accroissement de la capacité industrielle de l'URSS et de la France, c'est-à-dire des concurrents de l'industrie américaine sur le marché mondial ; 2 — elle permet à ces pays de renforcer leur expansion en Europe même ; 3 — elle approfondit à un degré incalculable les dangers d'une explosion révolutionnaire au centre de l'Europe.

Et c'est précisément afin de s'assurer pas à pas, dans leur pénétration en Allemagne contre la révolution prolétarienne, que les « Alliés » forgent en Allemagne occupée un régime aussi barbare que celui de Hitler. Sous le prétexte que le peuple a besoin d'être « désintoxiqué », Eisenhower établit la dictature militaire, interdit tout « rassemblement » dépassant 3 personnes (!), mais garde en service les formations des SA (partie des SS) et les Jeunesses hitlériennes soi-disant parce qu'elles doivent assurer « l'ordre et le fonctionnement normal des services de l'Etat ». Les impérialistes anglo-américains jettent ainsi le masque : en Allemagne occupée comme en Italie, les fascistes sont maintenus en place, partout où cela est possible, pour être utilisés contre la classe ouvrière. Voilà la lutte de messieurs les impérialistes « contre le fascisme » !

Aussi cyniquement que les impérialistes américains, les marchands d'esclaves de la City s'apprêtent, eux aussi, à dépecer l'Allemagne. Déjà, depuis l'autre guerre, Lord Vansittart trouvait la paix de brigandage de Ver-

sailles comme trop douce et prônait un dépècement complet de l'Allemagne. Si les projets de Vansittart ne sont pas devenu les slogans officiels de l'impérialisme anglais, la faute n'est pas à Vansittart : elle est due à ce que l'Angleterre, prise entre le danger d'une Russie puissante et d'une France qui pratique l'équilibre entre la Grande-Bretagne et la Russie, ne sait plus à quel saint se vouer pour garder une position décisive sur le continent : avec la France, dans un « bloc occidental » — demain tourné contre l'URSS —, ou éventuellement avec une Allemagne pas trop dépecée et ranimée, plus tard instrument contre les prétentions trop grandes de la France ? En attendant, si l'Angleterre prône le « bloc occidental » avec la France et pratique envers le sort futur de l'Allemagne la politique « d'attendre et voir », pour l'immédiat elle s'apprête à s'assurer le « contrôle » des meilleurs morceaux de l'Allemagne. En effet, les impérialistes ont décidé d'occuper l'Allemagne — et ils parlent « d'au moins pour dix ans », comme si cela dépendait uniquement d'eux et non pas de la lutte révolutionnaire du prolétariat allemand, européen et mondial — et de la partager en quatre morceaux : l'URSS contrôlerait la Prusse orientale ; l'Amérique, le Sud ; la France, la Rhénanie ; et l'Angleterre, la Ruhr et le Nord.

La formule proposée pour être appliquée à l'Allemagne « occupée » est celle — quelle curieuse coïncidence ! — que les nazis et les impérialistes allemands ont appliquée en France : contrôle de l'industrie, réquisitions de la main-d'œuvre à laquelle s'ajouteraient — comme nous allons le voir plus loin, — le transfert massif des populations et la déportation pure et simple. Voilà le régime de bagne qu'on promet à l'Allemagne de demain : après cela les charlatans hypocrites parleront de « liberté » et de « démocratie » grâce aux victoires des impérialismes !

L'impérialisme français — que d'aucuns déclaraient déjà mort et enterré en 1940, alors que la bourgeoisie française faisait suer sa défaite à ses 70 millions d'esclaves coloniaux —, plus avide et plus rapace que jamais, ne sait plus où placer sa frontière occidentale : sur le Rhin, « le fleuve fran-

çais », comme dit le nouvel imposteur qu'on a coiffé du titre de ministre des Affaires étrangères, Georges Bidault ; en Rhénanie, que l'on « doit » occuper, comme dit le vieil imposteur « socialiste » Grumbach, plus loin peut-être, comme disent les « communistes français », qui veulent une « France grande et forte ». Et cette politique honteuse de rapine, de brigandage et d'esclavage, réplique fidèle de la barbarie de Hitler, est baptisée ingénument par de Gaulle de politique « réaliste » !

Que les impérialismes jettent le masque en ce moment décisif et que la compétition à la curée de l'Allemagne ait pris un caractère forcené, rien d'étonnant. Mais que la bureaucratie de Staline montre à son tour toute sa putréfaction intérieure, tout son mépris cynique pour les principes non pas seulement du socialisme mais même de la liberté et de la démocratie bourgeois, voilà qui ne va pas manquer d'ouvrir les yeux aux ouvriers communistes qui n'arrivent pas à comprendre comment, de « tactique » en « tactique », l'une plus géniale que l'autre, on en arrive à être, d'une part, les excitateurs au chauvinisme le plus hysterique — comme en France —, d'autre part les prêcheurs d'un super-Versailles, plus meurtrier qu'en 1918 — alors que le léninisme s'est forgé en Europe et dans le monde sur la base même de la lutte contre le chauvinisme et contre Versailles. Le laquais de Staline pour les « sciences » économiques, Varga, a publié à Moscou un plan qui prévoit non seulement le dépècement de l'Allemagne, non seulement la désindustrialisation de ce pays et le transport de l'industrie en URSS, mais encore la déportation de 10 millions d'ouvriers allemands en Sibérie ! Les satrapes assyriens de Babylone n'ont pas pu concevoir de meilleurs supplices, il y a quelque deux mille ans, pour « punir » les peuplades ennemis. Aujourd'hui, il ne s'agit pas de peuplades, mais de la masse prolétarienne la plus importante d'Europe ; ce projet n'est pas conçu au nom de l'Assyrie, mais en celui de l'Union soviétique. Certes, les satrapes ne savent trouver d'autre solution ni à Babylone, ni au Kremlin, mais ceci ne suffit pas pour justifier la plus grande monstruosité que la bureaucra-

tie stalinienne essaie de couvrir du nom de l'URSS et de Lénine !

Staline parle du prolétariat européen en véritable négrier : l'URSS occupera Varsovie ; en échange, Staline offre à Messieurs les banquieroutiers « démocrates » polonais une « bonne » frontière sur l'Oder et leur alloue la Saxe. Il « cède » la Rhénanie à l'impérialisme français — qui se promet de rappeler aux Allemands les bienfaits d'une nouvelle organisation Todt —, et s'octroie pour les « réparations » dix millions de travailleurs allemands ! Ce projet barbare compromettrait à jamais le socialisme si aucune voix courageuse ne s'élève dans la classe ouvrière pour dénoncer le sinistre projet du « père des peuples » et de ses divers « fils du peuple » !

Après les articles à la Ilya Ehrenbourg, qui écrit sans honte « qu'il n'y a de bons que les Allemands qui sont morts », et qui insulte sans vergogne le prolétariat allemand, qui a donné un Karl Liebknecht, il n'y a rien d'étonnant que les vieux brigands à la Lord Citrine, chef des Trade Unions (syndicats) anglais, ou des nouveaux gangsters américains à la Murphy, chef de la CIO (syndicats), découvrent que « le peuple allemand est responsable des crimes de Hitler ».

Tous ces gens ont montré qu'ils peuvent descendre dans la boue encore mieux que les social-patriotes de 1914.

*
* *

Nous disons, en ce moment décisif, au prolétariat européen et mondial : sans la victoire de la révolution prolétarienne allemande, la victoire du prolétariat européen n'est pas possible et concevable. Pour aider le prolétariat allemand dans sa lutte contre Hitler, il faut briser le mur de haine qu'on veut éléver entre lui et le prolétariat européen. Pour aider la révolution prolétarienne allemande, il faut dénoncer impitoyablement les projets sanguinaires des impérialistes mondiaux, des charlatans « démocrates », des traîtres staliens et réformistes. Il faut rendre à l'internationalisme son vérité.

table contenu : il faut fraternaliser avec le prolétariat allemand contre la dictature de Hitler aujourd'hui, contre la dictature de l'occupant « allié » demain.

Les contradictions de classes rongent et sapent les fondements du régime de Hitler, malgré le carcan de fer du fascisme ; une explosion grandiose se prépare en Allemagne. Pour ouvrir une perspective de combat à la classe ouvrière, pour lui donner confiance dans la révolution, les socialistes et les « communistes » staliniens sont incapables et impuissants à le faire. Seule, la IV^e Internationale lèvera en Allemagne aussi le drapeau de la révolution et se trouvera finale-

ment à la tête des masses. Dès maintenant elle dit à la classe ouvrière : « Si vous voulez empêcher une nouvelle guerre impérialiste, si vous voulez préparer un monde meilleur, alors il faut, dès maintenant, inlassablement, inflexiblement, dénoncer la paix de vengeance des impérialistes et démasquer le rôle de l'occupation qu'ils préparent.

A bas le super-Versailles de Roosevelt-Churchill-Staline !

Vive la révolution prolétarienne allemande !

5 décembre 1944

crises à l'intérieur de la IV^e Internationale dès avant et au début de la guerre

La fondation de la Quatrième Internationale, en 1938, n'était pas seulement nécessaire et possible : elle était indispensable. Sans le drapeau de la Quatrième Internationale, les bases programmatiques de sa fondation, le cadre politique et organisationnel qu'elle établissait, la perspective qu'elle ouvrait, tout ce combat n'aurait pu être mené, les valeurs et la continuité révolutionnaires auraient sombré. Voilà qui justifie amplement la fondation de la Quatrième Internationale en 1938. Partant de là, il est possible et non moins indispensable d'apprécier les faiblesses, les erreurs, les lourdes fautes des organisations qui appartenaient ou devaient rallier la Quatrième Internationale, pendant la guerre ou à la fin de la guerre. En Europe, aux USA, à peine la Quatrième Internationale est-elle fondée que de graves crises destructrices se produisent au sein des organisations qui ont participé à sa fondation en 1938.

En France, le POI était l'organisation officiellement membre de la Quatrième Internationale. Le POI avait été constitué en juin 1936 et avait un

moment réuni toutes les tendances ou fractions se réclamant de la lutte pour la Quatrième Internationale. Mais dès août 1936, le groupe Frank-Molinier rompait et formait le PCI, dont le journal devait être « La Commune », et qui ne sera pas formellement membre de la Quatrième Internationale.

LE POI, LE PCI ET LA QUESTION DE L'ENTREE DANS LE PSOP

Après le refus opposé par la direction du PSOP à la fusion avec le POI, et la proposition faite par le conseil national du PSOP aux militants trotskystes français d'entrer individuellement dans ce parti, le Secrétariat international et Trotsky conseillent aux militants du POI d'accepter et d'adhérer individuellement au parti de Pivert. En janvier, le congrès du POI se prononce contre cette proposition. Pierre Naville, soutenu par la majorité de l'organisation de jeunesse (la JSR) et une partie des militants engagés

dans le travail syndical, conduit la majorité à cette prise de position négative, illustration du jugement que portera Trotsky sur Naville et ses camarades quelques mois plus tard lorsqu'il saluera « la justesse de leurs conceptions générales », mais précisera :

« Ils sont capables de bonnes analyses, mais ils n'ont jamais été capables de pénétrer dans les masses, d'y travailler, ils n'ont jamais pu apprendre à le faire. Or, il est terriblement nécessaire de regarder ce qui se passe dans les masses. Mais nous avons en France des camarades qui sont ainsi. »

La minorité favorable à l'adhésion individuelle au PSOP qui s'est affirmée au congrès du POI, avec Rous, Craipeau, Filiâtre, décide avec l'accord du Secrétariat international de passer outre la décision du congrès, et en février entre dans le PSOP. Quatre mois plus tard, le Comité exécutif de la Quatrième Internationale invite tous les militants trotskystes français à prendre la même décision et précise, à propos du POI maintenu par la majorité Naville-Bardin :

« La Quatrième Internationale ne porte pas la responsabilité du POI et ne le reconnaît plus comme une de ses sections. »

La plus grande partie des militants de l'ex-majorité entrent en ordre dispersé dans le parti de Pivert, au moment même où celui-ci, déchiré par de profondes contradictions entre ses diverses composantes pacifistes, centristes, social-démocrates, pro-stalinianistes, et l'aile trotskiste, sans pouvoir trouver de réponses satisfaisantes, perd de sa substance et surtout de sa substance ouvrière.

L'entrée des quelques centaines de militants du POI s'est faite en ordre dispersé, échelonnée au long des mois, dans le cadre d'une scission, sans perspective unique pour ce groupe de militants dont une partie s'acharne à maintenir jusqu'au bout le nom de POI. Certains arrivent au PSOP à la veille même de son éclatement, alors que par dizaines des militants désorientés et laissés sans réponses quittent cette organisation sur la pointe des pieds. L'intervention coordonnée, publique, d'une fraction trotskiste

cohérente aurait pu modifier les données du combat politique et, au moins, permettre de gagner à la Quatrième Internationale une partie des militants que désoriente l'alignement de parties entières du PSOP sur l'une ou l'autre des deux lignes fondamentales qui déparentagent la bourgeoisie, et donc la social-démocratie : « belliciste », c'est-à-dire partisane de l'alliance des démocraties bourgeois et de l'URSS contre l'Allemagne nazie, ou « pacifiste », c'est-à-dire partisane du « modus vivendi » avec l'Allemagne nazie dans l'espoir à peine secret que la puissance de feu de cette dernière se tournera contre l'Union soviétique.

Par contre le PCI, qui n'est toujours pas formellement membre de la Quatrième Internationale, est entré au PSOP. Bien qu'il y ait eu également une crise à ce propos, elle a été beaucoup plus limitée.

DE LA BATAILLE SUR LA NATURE DE L'URSS...

Le 21 août 1939, le pacte germano-soviétique, renversant les données de Munich, écarte pour le moment la perspective d'une agression nazie contre l'URSS et, dans la mesure où Staline invite les partis stalinien à passer sans ambages de la ligne « antifasciste » aux louanges du pacifisme nazi, sème le plus grand trouble dans leurs rangs. Hitler prépare l'offensive contre la Pologne. Le premier acte de la guerre mondiale est prêt. Le PSOP, coalition hétérogène, vole en éclats et disparaît. La section française de la Quatrième Internationale, quant à elle, l'aborde en état de crise latente ou déjà ouverte. Cela ne facilitera pas la réponse aux questions formidables qui se posent dans la débâcle momentanée du mouvement ouvrier, à laquelle seule la poignée des trotskystes restés fidèles répondra dans le sens de l'internationalisme prolétarien.

Mais ce ne sont pas que les organisations européennes, et particulièrement françaises, qui sont en crise au moment où éclate la Seconde Guerre mondiale. Le Socialist Workers Party est, en 1938-1939, la plus forte section de la Quatrième Internationale. La guerre et le pacte Hitler-Staline vont ouvrir une crise politique qui, partant du pacte germano-soviétique, va sou-

lever toutes les positions programmatisques de la Quatrième Internationale et la méthode même du marxisme, ainsi que la nature, le type d'organisation qu'il s'agit de construire. Son point de départ est une fois encore la question de la nature de l'URSS et sa défense.

Cette discussion était sans cesse récurrente au sein de l'Opposition bolchevique-léniniste, puis au sein des organisations trotskystes, le caractère de plus en plus hysterique, de plus en plus monstrueux de la bureaucratie stalinienne et de ses pratiques terroristes remettant en cause régulièrement, aux yeux d'un certain nombre de camarades, la définition de l'URSS comme « Etat ouvrier dégénéré ». Une discussion sur ce point s'était engagée au sein de la fraction trotskyste américaine à la fin de 1937, puis s'était arrêtée. Elle redémarre brutalement en août 1939. La signature du pacte germano-soviétique lui donne un nouvel élan. Le jour même de la signature, Max Shachtman écrit :

« La prochaine réunion du bureau politique doit s'ouvrir par une discussion de notre appréciation du pacte Staline-Hitler par rapport à notre caractérisation de l'Etat soviétique et aux perspectives d'avenir. »

James Burnham précise cette formule encore prudente en présentant deux semaines plus tard un texte qui affirme l'impossibilité de caractériser l'URSS comme Etat ouvrier « en quelque sens que ce soit ». L'invasion de la Pologne orientale par l'*« Armée rouge »* en septembre 1939 décuple l'ampleur de la discussion, l'invasion de la Finlande — disons plutôt la tentative d'invasion de la petite Finlande par les forces armées de la grande Union soviétique — en décembre 1939 la porte à son plus haut degré de tension.

Il ne s'agissait en rien d'un problème interne au Socialist Workers Party, mais de l'expression concentrée d'un problème central pour le mouvement ouvrier et la Quatrième Internationale : la révision de l'analyse de l'URSS comme « Etat ouvrier dégénéré » débouchait évidemment sur la mise en cause de la défense inconditionnelle de l'URSS face à l'impéria-

lisme mondial et à ses diverses composantes. Aussi Trotsky consacre-t-il à ce débat une partie importante de ses forces. L'enjeu est double : il porte d'abord sur la méthode, à la fois sur la méthode d'analyse du réel et sur la méthode de construction du parti.

James Burnham, l'un des dirigeants de la « minorité », rejette le matérialisme historique et dialectique comme une fadaise. Et, en même temps, ses camarades et lui-même subordonnent la définition de la nature de l'URSS à telle ou telle décision de sa caste dirigeante (la signature du pacte Hitler-Staline, l'invasion de la Pologne ou de la Finlande). La nature de l'URSS ne saurait en dépendre à aucun titre, elle ne saurait dépendre du fait que la bureaucratie s'allie avec les démocraties bourgeois ou avec le fascisme. A la question : « La bureaucratie constitue-t-elle une excroissance *temporaire* sur l'organisme social, ou bien cette excroissance s'est-elle déjà transformée en un organe historiquement nécessaire ? », en bref « la bureaucratie est-elle ou non la « porteuse » d'un nouveau système d'économie qui lui serait propre et qui serait impossible sans elle », à cette question, on ne saurait répondre en partant de tel ou tel aspect contingent, d'impressions immédiates, concrètes et conjoncturelles, mais en replaçant l'URSS, sa formation et son évolution dans le cadre de la lutte des classes, de sa continuité, de son évolution :

1) quelle est l'origine historique de l'URSS ?

2) quels changements a subis cet Etat pendant son existence ?

3) ces changements sont-ils passés du stade quantitatif au stade qualitatif ? C'est-à-dire ont-ils créé la domination historiquement nécessaire d'une nouvelle classe exploitante ?

...A LA METHODE DE CONSTRUCTION DU PARTI

Le refus de répondre aux questions posées à partir de cette méthode, c'est-à-dire le refus d'analyser l'URSS et son évolution à partir de son origine historique (prise du pouvoir par les masses travailleuses et leur parti

comme expression et moment, en Russie, de la révolution prolétarienne mondiale contenue dans les autres pays), ce refus aboutit à l'empirisme le plus absolu, au règne du « fait concret », de l'« impression concrète », qui s'étend très vite aux problèmes de la construction du parti. Rejetant le matérialisme dialectique comme « méthode » d'analyse, la minorité prétend aussi construire le parti sur une même base empirique, avec les méthodes de l'empirisme, sur des « problèmes politiques concrets » auxquels il faut apporter des réponses concrètes. Ainsi propose-t-elle en avril 1940, à la conférence nationale du SWP, une résolution proposant de définir le SWP comme « un parti d'agitation antiguerre », de publier à intervalles réguliers dans l'hebdomadaire du parti des discussions ouvertes aux sympathisants sur l'élaboration d'une « nouvelle politique du parti », et l'ouverture dans la revue théorique du parti de « discussions des problèmes théoriques et scientifiques du marxisme, des questions comme par exemple le matérialisme dialectique ou la nature de classe de l'Etat soviétique, discussions dans lesquelles, cela va sans dire, le parti exposera et défendra son propre point de vue sur les problèmes sur lesquels il a adopté une position officielle ».

On voit déjà apparaître — ou réapparaître — ce serpent de mer qui, à la fin de 1947, suscitera une scission dans l'organisation française et emportera 45 % de ses membres : le parti « large », « ouvert ». L'obstacle à l'élargissement et à l'ouverture étant, comme il apparaît ici clairement, le programme. Toutes les forces centrifuges que la pression des forces ennemis suscite (et la vigueur de cette pression ne saurait être sous-estimée, à l'heure où la Seconde Guerre mondiale a commencé et où la bourgeoisie, riche des enseignements de la précédente guerre mondiale, est bien décidée à installer sans attendre les contre-feux indispensables) se heurtent immédiatement au barrage du programme, qu'elles dénoncent. Le détour par lequel elles l'abordent est toujours le caractère étiqueté, replié, sectaire qu'il est censé donner au parti. Qu'il y ait eu, sous la pression formidable du stalinisme et de l'impérialisme visant conjointement à mettre le trotskysme hors

la loi, des phénomènes de sectarisme et de repliement, sans doute. Ce n'est pas le programme qui était en cause, mais la manière de l'enraciner dans les masses — c'est-à-dire les méthodes (politiques) — de le défendre, en un mot de construire le parti.

En ouvrant comme perspective au Socialist Workers Party la dilution dans l'agitation antiguerre et la discussion ouverte aux sympathisants sur l'élaboration d'une nouvelle politique, la minorité Burnham-Shachtman propose sa transformation en un club d'intellectuels échangeant des opinions et des vues diverses sur divers problèmes, au hasard des circonstances. Aussi n'est-il pas étonnant que le point n°1 de leur texte : « Implanter le parti parmi les travailleurs », se réduise à un tout petit paragraphe, destiné à d'hypothétiques développements ultérieurs.

Trotsky avait d'abord suggéré à la direction du Socialist Workers Party d'accepter d'être mise en minorité sur la question de la nature de l'URSS et de défendre ses positions, celles de l'Internationale, celles du trotskysme, dans cette situation. Autant dire que Trotsky ne considérait pas la Quatrième Internationale comme le parti mondial construit et ses sections comme des partis dirigeants déjà édifiés.

Mais à partir du moment où l'empirisme foncier de l'opposition, dans sa méthode d'analyse comme dans sa conception du parti, met l'existence même de ce dernier en danger, Trotsky, sans proposer de mesures d'exclusion, porte la discussion sur ce terrain, celui-là même qui, au nom des « méthodes bureaucratiques » de Cannon et des autres dirigeants de la majorité du SWP, va amener la minorité à quitter les rangs de ce parti en avril 1940. La minorité reflète une situation qui pèse sur l'Internationale tout entière, sur tous ses partis.

« Le destin de toute une génération de révolutionnaires, par suite d'une combinaison particulière des conditions historiques, s'est développé en dehors du mouvement ouvrier. Plus d'une fois déjà, j'ai eu l'occasion de souligner oralement et par écrit le danger d'une dégénérescence de ces

éléments de valeur et dévoués à la révolution. Ce qui était en son temps une caractéristique inéluctable de la jeunesse est devenu une faiblesse. La faiblesse devient maladie et si on la néglige, la maladie peut devenir fatale. Pour éviter ce danger, il faut ouvrir consciemment un nouveau chapitre dans le développement du parti. Les propagandistes et les journalistes de la IV^e Internationale doivent ouvrir un nouveau chapitre dans leur propre conscience. Il faut se réarmer. Il faut tourner autour de son propre axe, tourner le dos aux intellectuels petits-bourgeois et faire face aux ouvriers.

Il serait difficile de concevoir une faute plus dangereuse pour le parti que de voir dans le conservatisme de

sa partie ouvrière la cause de sa crise actuelle, et de chercher la solution de cette crise dans la victoire du bloc petit-bourgeois. En fait, l'essence de la crise présente réside dans le conservatisme des éléments petits-bourgeois qui ont fait leurs armes à l'école du propagandisme pur et n'ont pas su déboucher sur la voie de la lutte des classes. La crise actuelle, c'est l'ultime lutte de ces éléments pour leur propre conservation. »

La rupture est dès lors inévitable. C'est d'ailleurs la minorité qui la provoque. Mais ce n'est pas une simple cassure. Environ la moitié des militants du SWP vont le quitter : quelques-uns suivent Shachtman, — dont Burnham se sépare —, qui fonde le Workers Party ; la plupart abandonnent le combat.

un exemple des difficultés et des erreurs : la question nationale

La vie politique et l'activité, pendant la guerre, des organisations françaises qui se réclament de la Quatrième Internationale sont particulièrement significatives des faiblesses et des erreurs, mais aussi de la force des organisations européennes existantes. C'est autour des organisations françaises que la Quatrième Internationale se reconstruira en Europe, et en s'appuyant sur elles. C'est en liaison avec elles que vivent ou se construisent d'autres organisations européennes, allemande, belge, italienne, etc. Suivons donc de façon relativement détaillée cette vie et cette activité politiques.

Après une longue attente, le front français est percé entre le 4 et le 8 juin 1940. Les blindés allemands déferlent sur la France. Des millions de Français et de Belges jetés sur les routes cheminent, exténués, dans le plus grand désordre :

« La France cesse d'être gouvernée et administrée... L'impression domine que plus rien ne marche, que tout craque, qu'il n'y a plus d'Etat,

plus d'autorité. » (H. Michel : *La Seconde Guerre mondiale*, tome 1, PUF).

Et lorsque le gouvernement P. Reynaud délibère sur la conduite à tenir (faut-il continuer la guerre ou demander l'armistice ?), le général Weygand emporte la décision par une argumentation plus politique que militaire :

« (...) On ne peut pas laisser aller le pays à la dérive : il faut garder quelques troupes pour préserver l'ordre public, qui peut être gravement menacé demain ; si l'armistice n'est pas demandé sans retard, le désordre gagnera les armées comme les populations locales et réfugiées. » (*idem*).

Par la signature de l'armistice du 22 juin 1940, l'impérialisme français décadent s'incline devant l'impérialisme allemand. La France est coupée en deux : la moitié Nord est occupée par les Allemands ; la moitié Sud, dite zone libre, est gouvernée par le maréchal Pétain, dont le gouvernement est installé à Vichy.

Et dès que la Chambre — celle du Front populaire — a confié à une écrasante majorité les pleins pouvoirs à Pétain, une épuration sévère frappe les Juifs, les francs-maçons, les socialistes, les communistes, tout le mouvement ouvrier, les partisans de l'école laïque, rendus responsables de l'affaiblissement du « civisme » et du « patriotisme ». La CGT, la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens), tous les partis politiques sont dissous, les militants ouvriers pourchassés.

La seule force politique ouvrière qui ne sombre ni dans le social-patriotisme, ni dans de douteuses combinaisons avec les nazis, ce sont les groupes trotskystes. Leur programme a compensé là leur faiblesse numérique.

Alors que les dirigeants du PCF quémandent auprès des autorités nazies le droit de faire paraître officiellement « L'Humanité », les bolchevik-léninistes ne sollicitent pas l'autorisation de faire reparaitre leurs journaux. Dans des conditions difficiles, l'ex-POI publie, dès le 31 août 1940, un quatre-pages ronéoté : « La Vérité » n° 1.

Conditions difficiles dont la pire de toutes était sans aucun doute l'absence d'une direction politique expérimentée. Désarmés par la disparition de leurs aînés, puis par l'assassinat de Trotsky le 20 août 1940, les deux groupes bolchevique-léninistes ont à faire face à une situation à laquelle rien n'a pu les préparer : clandestinité, rupture des liaisons, éparpillement, recul profond de la classe qu'ils subissent. En pleine guerre, il n'existe pas d'organisation bolchevique-léniniste solide, ni politiquement ni organisationnellement, pas d'organisation enracinée dans la classe ouvrière.

« LA VERITE » CLANDESTINE AU DEBUT DE LA GUERRE

L'orientation définie par « La Vérité » est tout entière fondée sur l'appel à l'initiative des masses, tout abasourdis par la rapidité de la guerre-éclair, la brutalité de l'occupation nazie. La volonté d'apporter une

réponse aux problèmes que rencontrent les masses dans leur vie quotidienne est cependant manifeste.

Face à l'impéritie du gouvernement de Vichy, les ouvriers doivent définir un plan de remise en marche de l'économie sous le contrôle des organisations ouvrières, les ménagères constituer des comités de ménagères pour inventorier les stocks des commerçants récalcitrants, répartir les marchandises, dépister les fraudeurs, décider de l'utilisation de la carte de rationnement :

« Dans les villages, à l'usine, aux bureaux de pointage, dans les queues, les ouvriers doivent prendre en main leurs propres affaires : désigner parmi eux des délégués qui, se substituant au patronat et à l'administration défaillants, prennent en main l'organisation du travail, du ravitaillement, des secours. De ces comités d'action et de solidarité doit sortir le gouvernement qui fera une France neuve dans une Europe socialiste.

NI PETAIN, NI HITLER ! GOUVERNEMENT DES COMITES D'OUVRIERS ET DE PAYANS ! »

(*Cette citation de La Vérité, ainsi que toutes celles qui suivent jusqu'en 1944, est extraite de La Vérité, journal trotskyste clandestin sous l'occupation nazie. Fac-similés - EDI - Paris 1978.*)

A l'été 1940, il y avait loin des queues de ménagères à la constitution de leurs comités, de la France de Pétain à une « France neuve dans une Europe socialiste », du gouvernement réactionnaire du maréchal au gouvernement des comités d'ouvriers et de paysans.

« Les ouvriers doivent exiger... Il faut exiger... Constituez vos comités populaires pour le ravitaillement, pour le secours aux sinistrés... » Cette manière d'« ordonner » aux masses de prendre leur sort entre leurs mains ne suffit évidemment pas à organiser une fraction même limitée d'entre elles, c'est-à-dire trouver un pont vers leurs aspirations.

L'ex-PCI répond à la situation sur une orientation de nature aussi volontariste, par un « programme d'action simple » axé sur la nationalisation des banques et grosses entreprises sans indemnité ni rachat, un plan économique et le contrôle de toute l'organisation économique par les prolétaires. Comment donner réellement vie à ces mots d'ordre ? Les réponses sont vagues.

En 1940, la situation politique et la faiblesse numérique et politique des bolchevik-léninistes rendent plus difficile encore la liaison avec les masses et les réduisent à de petits groupes extérieurs à la classe ouvrière ; cette orientation ne permet pas de modifier la situation.

La faiblesse de leurs liens avec la classe ouvrière, les difficultés à définir des axes d'intervention renforcent parmi eux les tendances sectaires et opportunistes et accusent leurs difficultés internes :

« Chez les bolchevik-léninistes existe souvent la plus dangereuse coupure entre une direction prenant sur elle toutes les responsabilités et mille tâches excessives, et une base attendant des directives données par télégrammes » (*Que faire*, texte rédigé par Testu (Xavier Privas), ex-PCI - août 1940).

Le découragement perce dans les bulletins intérieurs :

« Les bolchevik-léninistes peuvent-ils intervenir directement, immédiatement, avec succès, auprès des masses, pour éviter, par leur intervention, le passage au fascisme, en bousculant à la fois la vague bourgeoise et petite-bourgeoise retardataire, pro-anglaise, démocratique, arriérée, réactionnaire, la vague stalinienne, les forces fascistes appuyées par les tanks, les avions à croix gammée ? Les forces bolchevik-léninistes peuvent-elles se ressouder sérieusement, représenter une force suffisante à tous égards pour avoir cette prétention « historique » aujourd'hui ? » (*Bulletin intérieur de l'ex-PCI* - janvier 1941).

Ces questions, tout le monde se les pose dans une situation qui voit — le prolétariat étant prostré — les diri-

geants du PCF tenter de négocier avec les autorités nazies la légalisation de « L'Humanité ».

LA BOURGEOISIE FRANÇAISE VA-T-ELLE « SE JETER DANS LES BRAS DE LA REVOLUTION » ?

Ces questions, il faudra des années aux jeunes militants par force inexpérimentés pour tenter de les régler, et encore très imparfaitement. Il reste qu'elles ont été discutées chez les bolchevik-léninistes du seul point de vue des intérêts de la révolution prolétarienne. Et uniquement chez eux.

Très rapidement, les Comités français de la IV^e Internationale (ex-POI) apportent une réponse, dans le rapport adopté à l'unanimité du comité central, le 20 septembre 1940 : « La question nationale et les Etats-Unis socialistes d'Europe », dont le premier paragraphe affirme :

« La question nationale qui a été au premier plan des préoccupations des révolutionnaires de 1848 se trouve en 1940 redevenue un des problèmes essentiels que pose l'Europe actuelle aux révolutionnaires.

La bourgeoisie française s'est précipitée dans une impasse : pour se sauver de la révolution, elle s'est jetée dans les bras de Hitler ; pour se sauver de cette emprise, il ne lui reste plus qu'à se jeter dans les bras de la révolution. Nous ne disons pas qu'elle le fasse de gaieté de cœur... »

Dès lors, des actions communes avec la bourgeoisie sont possibles et les Comités français de la IV^e Internationale « tendent la main à la fraction « française » de la bourgeoisie ».

En 1940, un document interne affirme :

« Nous devons faire le maximum d'efforts pour entraîner la fraction bourgeoise à constituer avec nous un parti, un mouvement national de résistance. »

« La Vérité » n° 6, du 15 novembre 1940, propose à « tout ouvrier français, à tout Français », la constitution de « comités de libération nationale »

puis de « vigilance nationale ». « La Vérité » n° 12, d'avril 1941 (signalons que ce numéro de « La Vérité » n'est pas publié dans l'édition sus-citée), fixe comme but commun

« à la lutte que mène en France le peuple français et à la lutte que de Gaulle mène en Angleterre : celui d'abattre Hitler ».

La faible section allemande (IKD) va encore beaucoup plus loin puisqu'elle développe des thèses selon lesquelles la transition du fascisme au socialisme reste une utopie si l'on n'envisage pas une étape intermédiaire qui est fondamentalement équivalente à une révolution démocratique. Tout cela menait droit les trotskystes à s'intégrer dans les fronts nationaux sous la coupe de l'impérialisme « démocratique », au nom de l'antifascisme. Pareilles thèses témoignent de la puissance de la pression des forces ennemis sur la Quatrième Internationale écartelée.

Mais la victoire allemande de 1940 n'a pas fait de la bourgeoisie française — ni d'autres bourgeoisies européennes — la bourgeoisie d'un pays opprimé de type colonial, ni transformé sa nature de classe exploiteuse. D'ailleurs, dans un premier temps, la bourgeoisie française pense défendre au mieux ses intérêts en jouant la carte allemande.

Les positions nationalistes et pro-gaullistes de l'ex-POI seront corrigées par les thèses du Secrétariat européen provisoire sur la question nationale, adoptées en juillet 1942, à l'unanimité des sections européennes de la IV^e Internationale (« Quatrième Internationale », novembre 1942).

Ces thèses lient la lutte pour les revendications démocratiques à la perspective de la révolution socialiste et disent clairement que

« l'ensemble des revendications de chaque peuple de l'Europe l'oppose aussi bien à sa bourgeoisie, et à l'impérialisme anglo-saxon, qu'à l'impérialisme allemand ».

Les thèses dénoncent la constitution d'un Etat national indépendant, tel qu'il est mis en avant par la radio de Londres et l'Internationale communiste, car c'est le retour de ces émigrés

de Londres, de ces politiciens sans situation, de ces généraux sans armée dans leurs pays respectifs pour y restaurer l'ordre et l'Etat bourgeois.

« Il ne peut y avoir de gouvernement national indépendant, poursuivent les thèses, que le gouvernement des comités d'ouvriers et de paysans, dans le cadre des Etats-Unis socialistes d'Europe. Si le parti du prolétariat défend le droit des peuples, il sait aussi que de 1789 à 1918 tous les pays ont accompli leur révolution nationale : la tâche n'est donc plus de forger la nation dans le cadre d'une organisation internationale du monde. Cette tâche est celle de la révolution prolétarienne : c'est pourquoi elle seule peut donner à chaque pays un gouvernement véritablement national. »

Les positions opportunistes de l'ex-POI ont fait l'objet des critiques virulentes de la minorité des Comités français de la IV^e Internationale, l'Opposition internationaliste, et de l'ex-PCI, pour qui, la question nationale étant réglée depuis le XIX^e siècle, « l'idée nationale est historiquement morte en tant qu'expression économique progressive ».

Certes, le CCI (ex-PCI) ouvre la perspective générale des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Encore faut-il traduire concrètement cette perspective dans une situation marquée par l'occupation ; et écrire : « A bas la démocratie bourgeoise ! A bas Hitler ! » ou « A bas de Gaulle, à bas le pire ennemi de la révolution mondiale, le gaullisme américainophile », n'était-ce pas se heurter aux sentiments et aux illusions des masses ?

A l'opportunisme des Comités français de la IV^e Internationale répond souvent le sectarisme du Comité communiste internationaliste. C'est en fonction des sacrifices que la guerre impose que les masses se dressent d'abord contre l'oppression hitlérienne. L'occupation allemande, c'est la disette, la répression, la terreur, le pillage qui s'ajoutent à l'exploitation des capitalistes français. Dans leur haine du fascisme, les masses laborieuses expriment leur résistance à l'exploitation. Ignorer ce sentiment, c'est tourner le dos à la réalité.

L'enracinement dans la classe ouvrière

Malgré leurs difficultés, les militants des deux groupes ont cherché des points d'ancrage dans la classe ouvrière et la jeunesse.

L'ex-PCI définit un emploi du temps minutieux à l'usage du militant, où le travail envers les sympathisants tient une large place, et recommande aux camarades qui se plaignent « qu'on ne fait rien » de s'accrocher à quelque organisation large, syndicale, corporative ou de jeunesse.

Les bolchevik-léninistes de l'ex-POI poursuivent en 1940 leur intervention dans le CLAJ (Comité de liaison des auberges de jeunesse) où ils avaient une influence certaine et qui peut servir de couverture à une activité politique.

Lorsque le gouvernement de Vichy crée en zone libre les Chantiers de jeunesse pour encadrer la jeunesse, et propose au CLAJ et à la JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne), deux organisations encore légales, de les prendre en main, la direction des bolchevik-léninistes décide que le CLAJ — où il a des positions de direction — acceptera ces propositions, et utilisera les possibilités d'activité et de propagande politiques.

L'arrestation des dirigeants du CLAJ — dont Lucienne Abraham (Michèle Mestre), militante trotskiste — et de la JOC, en janvier 1941, met un terme à l'entreprise sans qu'il soit possible d'en tirer un bilan précis. Y. Craipeau, qui raconte ces faits dans son livre « Contre vents et marées, les révolutionnaires pendant la Seconde Guerre mondiale » (Savelli éd.), indique simplement qu'elle « avait renforcé leur implantation dans la jeunesse ».

Dès le printemps de 1941, les mineurs du Nord et du Pas-de-Calais, après avoir obtenu du patronat du savon et des rations alimentaires plus fortes, refusent de travailler pour l'armée allemande. Ils exigent que le charbon soit livré à la population

civile. Les mitrailleuses nazies seront braquées en permanence sur les puits pour tenter d'assurer l'ordre et la tranquillité du patronat.

L'agression nazie contre l'URSS, le 22 juin 1941, accélère les processus de maturation et de clarification politiques au sein de la classe ouvrière.

Immédiatement, les deux groupes bolchevik-léninistes se prononcent pour la défense inconditionnelle de l'URSS, et les Comités français de la IV^e Internationale publient après leur numéro spécial de « La Vérité » du 25 juin 1941 deux brochures : « Il faut défendre l'URSS » (1^{er} août 1941) et « Pour sauver l'URSS, il est encore temps » (novembre 1941).

DES « LETTRES DU SOUS-SOL » AUX MOBILISATIONS CONTRE LA « RELEVE »

Ce sont ces modifications de la situation politique qui poussent les deux groupes bolchevik-léninistes à se tourner plus résolument vers les masses et à s'en donner les moyens politiques avec plus ou moins de difficultés.

A l'intérieur de leur organisation, les militants regroupés autour de leur journal « La Seule Voie » (ex-PCI) mènent la bataille contre l'intellectualisme et la tendance à réduire l'activité de leur groupe à la rédaction et à la discussion sur de grands sujets, dont Testu (Xavier Privas) est le principal tenant. En l'espace d'un an et demi, il n'a pas écrit moins d'une quinzaine de textes-fleuves sur le capitalisme d'Etat, le dirigisme d'Etat, la situation de la bureaucratie russe... Son premier texte, « Que faire ? », écrit en août 1940, véhicule des positions étrangères au marxisme, la conception d'un monde divisé en deux blocs : le bloc soumis au parti nazi et l'autre dominé

par la bureaucratie stalinienne. Il confère au fascisme, « né de l'échec de la révolution d'Octobre (...), la tâche historique de prolonger le capitalisme (...) en l'élevant à un stade plus élevé ».

Testu et la tendance qu'il exprime au sein du groupe « La Seule Voie » se révèlent incapables de prendre le tournant qu'impose la situation politique en train de mûrir. Testu poursuivait une tendance du passé qu'il fallait éliminer pour aller de l'avant : en finir avec la discussion abstraite sur de « grands sujets théoriques » sans lien avec la lutte de classes et une activité politique purement idéologique.

Son départ de la direction du groupe en janvier 1942 coïncide avec le moment où elle cherche des voies de pénétration dans la classe et publie les « Lettres du sous-sol », petites feuilles d'agitation, au contenu encore général.

La résistance de la classe ouvrière prend d'autres dimensions lorsque Hitler, à partir de 1942, pour faire face aux besoins de la machine de guerre nazie, impose le STO (Service du travail obligatoire) et commence à puiser dans les pays occupés la main-d'œuvre dont il a besoin en Allemagne.

Laval déguise le STO en « relève » : le présumé échange d'un prisonnier de guerre contre un ouvrier partant en Allemagne.

Mais à partir d'octobre-novembre 1942, les manifestations contre la relève se multiplient.

Les travailleurs de la région parisienne ont débrayé dans la plupart des grandes usines, au cours des premiers jours d'octobre : débrayage de deux heures à la Lorraine ; refus d'aller à la visite médicale et de signer la feuille de relève obligatoire chez Hotchkiss ; débrayage chez Renault le 6 octobre. Les nazis s'emparent d'otages : le travail reprend. Chez Cousinet, les travailleurs crient : « Vivent les soviets, à bas Laval ! » Chez Blériot, un prisonnier libéré, venu faire du battage pour la relève, est boycotté ; les ouvriers couvrent sa voix en tapant sur des tôles, le traitent de vendu et le contraignent à abandonner la partie.

A Lyon, à l'arrivée des troupes nazies, grèves sporadiques et spontanées pendant plusieurs jours. Le mouvement commence chez les cheminots (25 000 grévistes) et s'étend à une trentaine d'usines de la métallurgie. A la gare de Lyon-Vaise, les femmes de déportés pour la relève venues accompagner leurs maris envoient le commissaire de police à l'hôpital.

A Nantes, des pluies de boulons accueillent les propagandistes de la relève, et dans la dernière semaine d'octobre, le débrayage a été général. Contraints de partir, les ouvriers entonnent « L'Internationale » au départ de Nantes et recommencent à chaque traversée de ville. Ils inscrivent sur les wagons : « A bas Laval, à bas Hitler, à bas Pétain ! », « Nous ferons la révolution là-bas ! »

« La Vérité » appelle « au refus de se porter volontaires contre l'Union soviétique, contre les admirables défenseurs de Leningrad, Moscou, Stalingrad, du Caucase », et à « l'organisation de la résistance collective dans les usines, sur les chantiers, dans les gares » (tract diffusé dans Brest, le 19 octobre 1942, sous le titre « Razzia en Europe occupée »).

Stalingrad, la première grande défaite allemande, retentit comme une grande victoire de la classe ouvrière contre le fascisme. Les masses supportent avec une impatience grandissante la surexploitation effrénée et se radicalisent. Des grèves éclatent contre l'augmentation du temps de travail, les salaires trop bas qui ne suivent pas la hausse des prix, les licenciements, la relève, tantôt défaites, tantôt victorieuses...

La grande vague de grèves contre la relève a soudé les ouvriers à travers le pays. Pour la première fois depuis 1937, une usine de Chambéry est occupée en octobre 1942 par les ouvriers. La classe ouvrière entraîne la petite bourgeoisie et les paysans. Et au départ des trains pour l'Allemagne, les employés, les techniciens, voire les paysans reprennent les mots d'ordre des ouvriers et chantent avec eux « L'Internationale ». Nulle part, l'échec de la grève n'abat la combativité de la classe ouvrière.

Très vite s'estompe le caractère anti-allemand de la lutte contre l'oppression nazie, malgré la pression du Parti communiste français et des gaullistes qui cherchent à l'enliser dans cette ornière. Les alliés ont montré leur véritable visage en Afrique du Nord. Même dans les rangs du PCF, la méfiance à l'égard des alliés se développe. Les mots d'ordre patriotiques du PCF ont de moins en moins d'écho.

Sous la botte totalitaire du nazisme, la montée révolutionnaire du prolétariat, stimulée par la désagrégation croissante de l'Etat français du maréchal Pétain, tend à poser la question du pouvoir.

LA CONQUETE DE L'AVANT-GARDE OUVRIERE

« Ce sera le combat le plus important (...) dans la vie de notre organisation avant de lancer le mot d'ordre « tout le pouvoir aux soviets ! »,

écrit le bulletin intérieur du CCI (Comité communiste internationaliste) en janvier 1943, date à laquelle s'est tenue la première préconférence nationale, dont la préparation avait commencé dès octobre 1942.

La préconférence souligne que l'organisation a très nettement avancé dans tous les domaines, et si certaines tâches, comme la parution de « La Seule Voie », le passage à une propagande élargie et la préparation de la conférence elle-même ont été en partie non réalisées, cela tient à ce que pendant toute une période les efforts du groupe ont été absorbés, pour leur plus grande part, par la nécessité de renforcer intérieurement l'organisation qui va en s'élargissant et de faire face aux nouvelles liaisons multiples que les militants ont trouvées. Que toutes les tâches n'aient pas été menées de front, que certaines aient été délaissées au profit d'autres, cela dénote évidemment une faiblesse des cadres de l'organisation devant les exigences grandissantes de la situation.

Le nombre de GER (Groupes d'études révolutionnaires, ouverts aux futurs militants) témoigne pourtant de

la progression de l'organisation ; ils se tiennent sous le contrôle des cellules, en se gardant d'une éducation « scientifique, à la Testu et à la sous-Testu ».

Pour combattre le renouvellement d'une telle déviation dans l'organisation où dominent encore les éléments intellectuels, en particulier dans les GER, il faut renforcer la composition ouvrière de l'organisation, celle-ci doit se tourner systématiquement vers les usines. C'est la tâche des cellules d'engager ce travail. Elles doivent faire preuve d'initiative dans la propagande, éditer des « Lettres du sous-sol », des papillons, élargir leurs liaisons ouvrières en direction d'usines choisies pour leur importance stratégique, former des groupes d'ouvriers, etc.

La première préconférence doit donc permettre l'offensive générale de l'organisation pour la réalisation de ses objectifs, et arrête les décisions suivantes :

— le groupe « La Seule Voie » prend le nom de Comité communiste internationaliste pour la IV^e Internationale ;

— la sortie d'un journal, « Le Soviet », mensuel au début, qui rétablira la continuité avec « La Commune » en prenant dès son premier exemplaire le numéro 157, « La Seule Voie » restant l'organe théorique de l'organisation ;

— après la disparition de l'organisation en zone libre, la reprise en main par la direction de liaisons multiples, de façon à pouvoir renouer complètement avec les militants et à créer un embryon de direction en attendant d'être en mesure de pouvoir déléguer un responsable ;

— la constitution dans les entreprises des groupes ouvriers,

« qui sont l'expression du nouveau regroupement du mouvement ouvrier sous la dalle totalitaire au fur et à mesure que s'accroît la maturité révolutionnaire de la classe ; qui regroupent les éléments prolétariens les plus conscients, les plus avancés, qui ressentent spontanément l'impérieuse nécessité de trouver de nouvelles formes appropriées à la situation actuelle, qui constituent objective-

ment les embryons des soviets qui surgiront dans la situation révolutionnaire. La tâche propagandiste centrale des bolchevik-léninistes est de préconiser, de susciter là où ils le peuvent, de faciliter partout, indépendamment de leurs possibilités d'y pénétrer ou de les diriger, ces groupes ouvriers. » (*La Seule Voie* - mars 1943 - n° 7).

Ils doivent donc permettre aux trotskystes de s'implanter dans les usines, d'y recruter et former de nouveaux militants : c'est leur côté positif.

Mais l'erreur commise par Pierre Frank qui, au lendemain de la grève générale défaite du 30 novembre 1938, titrait sur toute la largeur de la page du journal du PCI, « *La Commune* » : « Bâtis ton parti ! Bâtis ton soviet ! », est renouvelée ici : l'avant-garde décrète la constitution des soviets, en lieu et place des masses. L'émancipation des travailleurs n'est plus l'œuvre des travailleurs eux-mêmes, alors que les soviets, formes de regroupement et d'organisation de la classe comme classe, surgissent de la lutte révolutionnaire des masses elles-mêmes, dans leur mouvement vers la conquête du pouvoir. En se substituant aux masses, le parti cesse d'être l'expression consciente du mouvement historique inconscient, cesse d'être le facteur subjectif qui seul peut assurer la victoire des soviets.

Dans les rangs du CCI, la clarté est loin de régner sur la nature de ces groupes ouvriers :

— appendices du CCI, comparables à des cellules de sympathisants ?

— ou noyaux ouvriers tendant à s'élargir en parti politique par leur multiplication, leurs liaisons et leurs tâches ?

Finalement, bien souvent une conception s'impose dans les faits : le groupe ouvrier joue le rôle de syndicat illégal, tout en se considérant comme l'embryon des futurs soviets. On la retrouve dans tous les tracts d'entreprise :

« Les groupes ouvriers clandestins (...) organisent la baisse systématique de la production, le coulage des bonus, la grève perlée, la lutte pour la cantine, les salaires et toutes autres

revendications. Ils chercheront en même temps la liaison inter-usines.

(...) Dans nos groupes ouvriers, luttons, clandestinement pour le moment, pour une amélioration de nos conditions de vie. Ils sont la première étape vers le contrôle de l'usine par les conseils d'usine, vers l'expropriation de nos exploitants, vers les soviets, pour un nouveau Juin 36 victorieux et mondial. Le Comité communiste internationaliste lutte aux côtés des travailleurs pour le pain, la paix et la liberté. » (Tract de l'Industrielle du téléphone en date du 8 janvier 1944, signé *Les ouvriers du CCI de l'IT (IV^e Internationale)*.)

Dans leur réalité, les groupes ouvriers ne sont pas devenus des regroupements politiques, transition vers le parti révolutionnaire, ce qu'ils auraient dû être — ont été parfois confusément — ni des embryons de soviets, ce qu'ils ne pouvaient être et n'ont jamais été. De fait, ils ont souvent été le noyau du syndicat illégal.

Mais la confusion sur leur nature n'a pas permis au groupe ouvrier, noyau du syndicat illégal, de jouer pleinement ce rôle, d'autant plus que l'inexpérience militante amenait les militants du CCI à considérer comme dépassées les organisations traditionnelles, et en particulier les syndicats. Bien que les trotskystes aient toujours affirmé — sur le plan des principes — la nécessité d'intervenir dans les syndicats, cette ambiguïté sur le rôle et la nature des groupes ouvriers nourrira la tendance à se détourner de l'organisation syndicale.

LES PROBLEMES DE LA STRATEGIE DU « FRONT OUVRIER »

Les Comités de la IV^e Internationale, devenus le Parti ouvrier internationaliste (section française de la IV^e Internationale), à leur conférence nationale des 26 et 27 décembre 1942, se tournent aussi vers la classe ouvrière, mais avec plus de retard et de difficultés que le CCI.

La composition du parti est encore très peu ouvrière : en janvier 1943, la

majorité des camarades n'avaient pas amené dans les rangs de l'organisation un seul ouvrier, dans une période d'un an ou deux, voire plus. La plupart des militants sont très jeunes et les cadres peu formés. Le fossé est réel entre les dirigeants, les « vieux-bolchevik-léninistes » qui se comportent souvent plus en professeurs qu'en guides politiques, et le reste de l'organisation.

Le POI est si peu centralisé — à la différence du CCI — que la direction peut faire paraître un journal tourné vers la jeunesse, « La Jeune Garde », sans qu'en soit informé l'ensemble de l'organisation. Les militants de la région du Sud-Ouest, qui s'interrogent sur ce journal, y retrouvent les signes caractéristiques du centrisme et décident donc de tout faire pour entrer en contact avec ces jeunes révolutionnaires afin de les faire progresser ! ...

Cependant, des militants manifestent leur impatience à l'égard de la direction, incapable de traduire dans la réalité les résolutions bolcheviques qu'elle adopte, et à l'égard de la minorité, l'Opposition internationaliste, qui se limite en général à prendre le contre-pied des propositions de la direction. Ils attendent autre chose de leur direction, du POI « enfin reconstruit, mais seulement sur le papier ».

En juin 1943, le Ve Congrès du POI commencera à donner les réponses politiques dont ils ont besoin et les moyens d'intervenir dans la classe, et à surmonter ses faiblesses organisationnelles et politiques.

Jamais ne s'était exprimée dans les rangs du POI une détermination aussi unanime — non exempte de volontarisme — de conquérir les cadres combattants et militants de l'avant-garde ouvrière. Ce qui n'était alors que le souci de quelques-uns devient le souci de tous. Et l'ensemble des débats est dominé par la volonté de faire vivre le « Programme de transition » et de l'enraciner dans les masses.

La clarification politique qui commence à se réaliser renforce la cohésion et l'homogénéité du parti. La direction reconnaît sans équivoque que, dans son souci de se faire l'écho

des préoccupations des masses et de se lier à leurs luttes les plus immédiates, elle avait trop souvent défendu des positions incorrectes ou équivoques.

Le bilan des trois dernières années d'activité dressé par le Ve Congrès en dit long sur les difficultés de l'organisation :

— la presse paraît sans contrôle, le « Bulletin de la IV^e Internationale » comme « La Vérité » ;

— l'adaptation aux courants nationaux petits-bourgeois et démocratiques, qui a empêché de gagner autre chose que de vagues sympathies, toutes déviations entachées d'opportunisme sur la question nationale ;

— la légèreté et le confusionnisme politiques des fractions dans certains organismes de masse, empêchant de recueillir le fruit de ce travail.

La minorité, l'Opposition internationaliste, à son tour, admet que sa critique a été trop souvent stérile, dans la mesure où elle a été purement négative et tournée uniquement contre la direction au lieu de l'être vers la conquête des masses.

La résolution du Ve Congrès : « Le front ouvrier, pourquoi ? Comment ? » déclare :

« Le Front ouvrier doit avoir pour base les groupes d'usines encore faibles et peu nombreux à ce jour. Leur liaison a été réalisée jusqu'ici par le canal du POI. A mesure qu'ils se développeront, ils devront s'unir sur le plan local d'abord, à l'échelle régionale ensuite, puis nationale, pour coordonner les luttes (...). La direction des comités locaux de front ouvrier comprendra les délégués des groupes d'usine. Le POI devra travailler à ce que les comités de front ouvrier créent plus tard leur direction nationale sur la même base démocratique (...).

Ils ne devront en aucune façon être une création artificielle qui tendrait à constituer un mouvement particulier, cristallisé sur des bases intermédiaires de type centrisme (selon l'expérience des groupes d'action révolutionnaire de 1936), sur un programme restreint du parti. »

Que doivent-ils être exactement ?

Dans sa polémique contre la minorité qui préconise la création de comités ouvriers illégaux, conçus comme les embryons des futurs soviets — frères jumeaux des groupes ouvriers du CCI —, la direction est amenée à préciser :

« Le mot d'ordre de front ouvrier ne remplace pas celui des comités ouvriers et des soviets. Il leur ouvre la route en formulant la nécessité de poser la question du pouvoir en termes ouvriers, en insistant sur le fait que le pouvoir ouvrier n'est pas celui d'un parti ou de sa bureaucratie, sur le dos des masses et sans contrôle de leur part ; qu'il est au contraire le pouvoir des masses démocratiques organisées capables de discuter ensemble la route à suivre, de choisir librement entre celles que lui ouvrent les divers partis se réclamant de la classe ouvrière. »

Le « Manifeste du V^e Congrès du POI aux travailleurs de France » confère incontestablement au front ouvrier le double caractère : syndical (énumérant toute une série de revendications pour lesquelles il lutte) et soviétique (qui l'apparente aux groupes ouvriers du CCI) :

« Chaque fois que cela est possible dans l'action, la direction du front ouvrier doit prendre la forme d'une assemblée démocratiquement élue par les masses en lutte. Ainsi le front ouvrier ouvrira la voie aux comités d'ouvriers et de paysans, instruments du prolétariat dans la lutte pour le pouvoir. » (*La Vérité* n° 47, 15 juillet 1943).

Dans la réalité, les groupes de front ouvrier joueront le rôle de noyaux syndicaux illégaux, formés de quelques camarades sûrs et définissant les revendications.

Ainsi, dans un tract diffusé à la Lorraine d'Argenteuil, les ouvriers bolchevik-léninistes donnent les consignes suivantes contre l'augmentation du temps de travail et la diminution des salaires :

« C'est en nous regroupant sur des objectifs de classe, dans des groupes de front ouvrier formés de trois ou quatre camarades sûrs, que nous arriverons à vaincre.

Il faut :

- organiser les arrivées en retard collectives ;
- résister au chronométrage ;
- préparer la grève de revendications pour les salaires et le ravitaillement ;
- s'opposer aux licenciements ;
- ralentir collectivement la production de guerre nazie ;
- diffuser la presse illégale de toutes tendances ;
- établir la liaison entre les groupes de front ouvrier de l'usine et des usines voisines pour élargir la lutte et grossir nos forces. » (*La Vérité* n° 55, 10 décembre 1943).

Cependant, un congrès ne peut aboyer d'un coup le passé et toutes les erreurs et oscillations politiques. Placé au centre des débats des deux organisations, le problème du front unique, la place de l'avant-garde dans la classe ouvrière, les rapports entre l'avant-garde, les masses et les organisations traditionnelles concentrent toutes les difficultés sur lesquelles butent aussi bien le POI que le CCI.

Néanmoins, et malgré la répression, l'implantation du trotskysme dans le cadre de cette montée ouvrière progresse.

LA VERITE (1940-1944)

**Journal trotskyste
clandestin
sous
l'occupation nazie**

*Fac-similé - EDI
Paris - 1978*

(en vente à la SELIO)

montée des masses et réunification des bolchevik-léninistes

La montée révolutionnaire s'exprime en ce début d'année 1943 de mille et une façons. De petits mouvements prudents mais efficaces de freinage de la production, de revendications alimentaires ou de salaires éclatent dans les entreprises françaises et allemandes.

La lutte, souvent victorieuse, contre la relève ne cesse de s'amplifier. A Brest, à la suite du mémorable départ des ouvriers pour l'Allemagne qui se transforme en manifestation monstrueuse à la gare et dans la ville, les ouvriers de l'arsenal obtiennent, par la grève, l'annulation des nouvelles listes de départ. Dans tout le Finistère, les jeunes paysans manifestent drapeau rouge en tête et aux chants de « La Jeune Garde » et de « L'Internationale » contre la relève. La détermination des ouvriers et de la jeunesse radicalise la paysannerie. Toujours dans le Finistère, les paysans obligent le meunier à moudre leur ration de blé, imposent le retrait des Allemands appelés à la rescoufle et obtiennent du sous-préfet l'augmentation de leur ration.

A l'été 1943, c'est l'effondrement du fascisme et le début de la révolution en Italie, saluée par un numéro spécial de « La Vérité » (30 juillet 1943) et du « Soviet » (juillet 1943).

A nouveau, les 50 000 mineurs du Nord et du Pas-de-Calais se mettent en grève en octobre 1943. Ils obtiennent 18 % d'augmentation et des rations supplémentaires.

A partir de 1943, l'implantation progressant, des régions nouvelles se constituent ; des régions anciennes se lient aux usines et aux Chantiers de jeunesse organisés par Vichy. Les trotskystes sont présents dans les régions du Sud-Ouest, de Nantes, Toulouse, Mazamet, Clermont-Ferrand, Lyon, Marseille, Valence, Nice, en Bretagne, dans le Nord, dans la région parisienne, etc.

A partir d'août 1943, « La Vérité » perd son caractère abstrait et retrace l'activité illégale des militants sous la rubrique désormais régulière « Sur le front ouvrier », et plus rarement sous le titre « La classe ouvrière vit et lutte ».

Des tracts d'usine, des journaux d'entreprise du CCI comme par exemple « Classe contre classe » chez Panhard (Paris), « Le Soviet des pompiers de Paris » sont édités et diffusés.

Il y a une implantation certaine dans nombre d'entreprises de la région parisienne, et notamment dans les usines métallurgiques de la banlieue Ouest (la Lorraine d'Argenteuil : Renoudin, Blériot à Suresnes ; Caudron à Billancourt ; SNCASO, SNCAN à Sartrouville ; SACAM à Saint-Cloud ; Simca à Nanterre...).

Les revendications que les militants trotskystes impulsent se retrouvent d'une entreprise à l'autre, dictées par la situation : cantine gratuite et sans ticket ; pour le chauffage des ateliers ; contre la récupération des heures d'alerte et pour leur paiement intégral ; des abris bétonnés contre les bombardements et une prime de bombardement ; sans oublier les augmentations de salaire et la diminution de la journée et de la semaine de travail.

Dans de nombreuses usines, par la grève, le ralentissement de la production, les retards collectifs, les travailleurs arrachent satisfaction totale ou partielle : cantine gratuite chez Amiot, Blériot ; à la Lorraine, le chauffage des ateliers et une prime de bombardement ; des augmentations de salaire chez Blériot où la grève a été spontanée ; à l'usine du gaz de la porte de la Villette, les gaziers sortent ensemble au bout de huit heures (au lieu de douze), et devant leur résistance commune, la police n'ose pas intervenir pour arrêter des otages.

Dans ces luttes, la volonté des ouvriers de reconquérir des organisations indépendantes apparaît de plus en plus nettement.

VERS L'UNIFICATION

L'Etat français commence à craquer de toutes parts et l'armée allemande est de moins en moins capable de servir de rempart à la bourgeoisie française. Les désertions se multiplient. Les soldats allemands chargés de la garde des trains ferment les yeux sur les vols de marchandises. Les grèves se multiplient contre la relève, contre les cinquante, soixante, voire soixante-douze heures de travail par semaine, contre la disette, contre les brutalités policières...

A la SIGMA de Lyon, l'atmosphère de l'usine est telle que les ouvriers débraient le 20 septembre 1943, s'emparant de l'ordre de grève donné par le PCF pour la commémoration de Valmy. Dirigée par les trotskystes, la grève se déroule pour les revendications déjà présentées le 1^{er} mai et se termine par une victoire partielle.

Il est incontestable que les trotskystes se lient aux travailleurs, malgré certaines faiblesses politiques. Les camarades de la région du Sud-Ouest du POI ont des liaisons ouvrières qu'ils ne savent comment utiliser. Leur journal, « Octobre », comme celui de la région parisienne, « La Lutte ouvrière », pourraient aussi bien être édités à Marseille qu'à Lille. La différence est frappante avec les journaux des Nantais ou des Bretons, édités sous le nom de « Front ouvrier », liés à leur région et qui sont une arme sérieuse non seulement pour la classe ouvrière, mais pour le parti. Pourtant, ces camarades n'ont pas été capables d'organiser des groupes de front ouvrier et ont même laissé se disperser les quelques groupes qu'ils ont formés, alors que leur journal, leur propagande et leur intervention ont un écho indéniable : des journaux déposés dans une usine sont diffusés de la main à la main par les ouvriers ; ils pénètrent même dans les entreprises où les camarades n'ont aucune liaison.

La bourgeoisie française prépare déjà ses armes contre la classe ouvrière. Ce n'est pas seulement la

milice de Darnand, mais l'Armée secrète, l'Organisation civile et militaire du comte de Vogüé qui engagent la lutte, à l'intérieur des maquis, contre « les terroristes à la solde de Londres et de Moscou ». Il est évident que de l'effondrement, maintenant inévitable, de l'impérialisme allemand naîtra une situation révolutionnaire en France.

Cette situation pousse à la réunification des bolchevik-léninistes, dont les pourparlers officiels commencent au printemps 1943, bien qu'il semble que les contacts entre les deux organisations n'aient jamais été rompus totalement.

Le 10 avril 1943, POI et CCI se mettent d'accord sur un certain nombre de points : parution d'un bulletin intérieur commun (deux numéros paraîtront en juin et juillet) ; participation réciproque au congrès de chacune des deux organisations et à la discussion préparatoire ; constitution d'une commission mixte dont la tâche essentielle est d'organiser la discussion. Enfin le POI et le CCI demandent au Secrétariat européen de hâter la réunion d'un congrès européen de tous les bolchevik-léninistes.

Le 20 juillet 1943, la commission mixte décide d'un travail commun en direction des entreprises de la région parisienne, qui sera coordonné par des réunions bimensuelles de délégués de la région parisienne. Dans l'effort commun pour constituer des groupes ouvriers ou des groupes de front ouvrier, l'organisation majoritaire dans l'usine sera aidée par celle qui est minoritaire et le matériel commun édité le sera sous la signature de « Groupes de partisans de la IV^e Internationale de l'usine ».

Les choses ne se déroulent pas aussi simplement que prévu. Et, de part et d'autre, les griefs réciproques pleuvent. D'autant que le projet d'unification a suscité dans chaque groupe l'opposition de militants. Le POI est heurté par le sectarisme, la violence des qualificatifs du CCI à son encontre (« groupe nationaliste, stalinien de gauche, failli, traître, incapable... ») et sa prétention :

« Votre éloignement persistant (...) des principes bolchevique-léninistes rendrait inévitable à un cer-

tain degré votre rupture ouverte avec le marxisme-léninisme et creuserait un fossé insurmontable entre nos deux organisations. Nous ne pensons pas toutefois en être là actuellement et tous nos efforts tendent à éviter un tel désastre. »

Le POI, à son tour, fait valoir qu'il a reconnu ses erreurs opportunistes, que ce sont ses publications et brochures qui ont répandu la propagande de la IV^e Internationale dans la classe ouvrière, et à son tour polémique :

« D'où vient que toute votre activité a consisté, depuis trois ans, à critiquer *notre* action, *notre* propagande, *notre* élaboration politique ? »

Le 20 septembre 1943, le CCI, appuyé par le POI, obtient du Secrétariat européen son adhésion, ce qui implique l'acceptation de la discipline propre à toute organisation révolutionnaire fonctionnant sur la base du centralisme démocratique. Il y sera représenté par un délégué (deux pour le POI). Le Secrétariat européen propose la constitution d'une commission composée de représentants du CCI, du POI, et d'un représentant du Secrétariat européen, qui présidera aux discussions entre les deux organisations et tranchera toutes les questions litigieuses.

L'activité de ce comité n'apparaît que dans une lettre commune, en date du 7 octobre 1943, au groupe Octobre, petit groupe issu du mouvement abondanciste, dont le dirigeant est Henri Claude et dont les positions sont proches de celles du POI. Ce groupe accepte les propositions qui lui sont faites de participer à la discussion politique, de coordonner son action avec celles du POI et du CCI et de préparer le Congrès d'unité. Il adhère au Secrétariat européen de la IV^e Internationale et reconnaîtra la discipline de la IV^e Internationale dès que celle-ci sera constituée, car

« le Secrétariat européen, bien qu'étant à nos yeux plus qu'un organisme de liaison, ne peut cependant, à notre avis, avoir les prérogatives d'un véritable comité exécutif, le congrès constitutif de la IV^e Internationale n'ayant pas encore été tenu ». (*Lettre du groupe Octobre au POI et au CCI*).

En décembre 1943, un comité d'unification comprenant le POI, le CCI et le groupe Octobre prépare le congrès d'unification, auquel refuse de participer le groupe qui publie « La Lutte de classe » (les lointains ancêtres de « Lutte ouvrière »),

« groupe minuscule d'une demi-douzaine de membres très prétentieux qui considèrent avec mépris le CCI et le POI et comptent sur la crise révolutionnaire pour prendre la tête des masses, bref une clique personnelle sans intérêt ». (*Où en est l'unité bolchevique-léniniste ?* Texte du POI, décembre 1943).

LA FONDATION DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

L'unification est directement prise en main par la conférence européenne de février-mars 1944, qui désigne un comité central fédératif composé de deux représentants du CCI : Prager et Privas, de deux représentants du POI : Craipeau et Spoulber, et de Henri Claude pour Octobre. Le représentant du Comité exécutif européen est Pablo, qui assistera aux réunions du comité central pour arbitrer. En fait, cet organisme ne siégera pas. Donnant pour raison l'importance des arrestations effectuées par la police parmi les membres de l'ex-POI, et la légèreté dans cette affaire de certains membres de sa direction, le Secrétariat européen décide de suspendre le comité central et le bureau politique ainsi que le comité régional de la région parisienne et les commissions. Secrétaire par une commission consultative de trois membres — un représentant de chaque organisation —, il contrôle l'ensemble des membres des trois organisations, décide de leur requalification et de leur brassage en fonction des résultats de son enquête, approuvé par la Commission des trois. Après quoi, il céde à nouveau la place aux instances régulières du parti : comité central et autres organismes directeurs du parti, qui prend le nom de Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale. « La Vérité » devient l'organe du PCI ; la revue théorique « Quatrième Internationale » est éditée par le Secrétariat européen.

En fait, quel qu'ait été le brassage, l'unification reste une juxtaposition de tendances, et le PCI n'a guère d'homogénéité politique. Cette hétérogénéité le pousse à des embardées opportunistes et sectaires, qui ne recupereront pas exactement les clivages entre l'ex-POI et l'ex-CCI.

Début 1944, la défaite de l'impérialisme allemand ne fait plus aucun doute, ni le développement de la révolution dans le reste de l'Europe. Chacun s'y prépare.

La bourgeoisie s'inquiète par la voix d'une brochure gaulliste :

« Certes existent de grands risques de désordres de toutes sortes, et même anarchiques ou communistes, provoqués par la disparition subite de toute autorité (...). Tous les pays en guerre en sont menacés. On peut espérer l'arrivée concomitante en France de l'armée française d'Afrique ainsi que des contingents américains ou britanniques assurant le maintien de l'ordre. » (*Le Crime de l'armistice*).

Le Parti communiste français vient de désigner deux de ses dirigeants, F. Billoux et F. Grenier, pour participer au Comité d'Alger du très réactionnaire général Giraud, qui promet de libérer la France et, en attendant, asservit les populations indigènes d'Afrique du Nord pour le compte de la bourgeoisie française, tandis qu'en Italie les dirigeants du Parti communiste participent au gouvernement Badoglio (avril 1944) pour remettre en selle la bourgeoisie et tenter de sauver la monarchie vermoule.

La Conférence des sections européennes de la IV^e Internationale, qui décide de la réunification des trois groupes : le POI, le CCI et Octobre, se réunit en janvier 1944 et adopte une résolution importante : « Thèses sur la liquidation de la deuxième guerre impérialiste et la montée révolutionnaire. » Sur cette perspective parfaitement correcte — encore qu'y pointe la « théorie » des « trois épicentres — déjà — de la révolution : l'Europe décadente, le Japon et l'Amérique » — de l'ouverture de la révolution en France, dont l'objectif final est la prise du pouvoir par le prolétariat et l'instauration de la dictature soviétique,

que, la résolution définit les revendications à partir desquelles les masses constitueront leurs organismes autonomes, éléments de la dualité de pouvoir. Ce sont, bien sûr, les revendications démocratiques, l'échelle mobile des salaires, la stabilisation des prix, le ravitaillement, le contrôle ouvrier, « mot d'ordre central de cette période ». La IV^e Internationale appelle les masses à constituer leurs comités : comités d'ouvriers, de soldats, de paysans, comités de ménages, comités de quartier, comme leurs milices ouvrières.

A NOUVEAU, PROBLEMES DE STRATEGIE

Une seconde résolution « sur la stratégie des sections européennes de la IV^e Internationale dans les luttes ouvrières » définit la place de la IV^e Internationale dans cette situation et exprime avec la plus grande clarté les difficultés auxquelles se heurtent les trotskystes.

C'est ainsi qu'elle commence :

« La stratégie de la IV^e Internationale est toujours dominée par cette idée centrale : pousser les masses à prendre en main leur lutte et à exercer elles-mêmes le pouvoir. »

Bref, il faut pousser, aiguillonner les masses, susciter leur mouvement... et en même temps s'y fondre :

« Les bolchevik-léninistes n'inventent pas une forme particulière d'organisation, ils cherchent essentiellement à donner à la classe ouvrière la forme d'organisation la plus élevée. »

Ne peut-on dire que les oscillations et les erreurs commises empiriquement par les camarades du POI et du CCI, dans leur lutte pour constituer des groupes ouvriers et des groupes de front ouvrier dans les usines, se trouvent en quelque sorte « théorisées » dans cette résolution qui propose à l'avant-garde de se substituer à l'action de classe des masses, de « l'aiguillonner » dans ses luttes, et en même temps confond l'avant-garde avec le mouvement objectif de la

classe qui, spontanément, accomplira ses tâches historiques : la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de son propre Etat ?

En même temps, le fait que les masses exprimeront d'abord leurs aspirations à travers leurs grandes organisations traditionnelles, au moins à une première étape, est oublié.

Se chargeant de responsabilités qui ne sont pas les siennes, le PCI ne peut accomplir celles qui lui incombent : la construction du parti révolutionnaire et de l'Internationale, seul gage de la victoire de la révolution, que seule l'activité de millions et de millions d'hommes mettra à l'ordre du jour, comme cela venait de se passer en Italie, comme cela s'était passé en février 1917 à Petrograd.

La résolution ne pose pas la question de la construction du parti révolutionnaire et de l'Internationale, ni celle du renforcement de l'avant-garde à travers les événements en train de mûrir.

Un certain nombre de conséquences inévitables s'ensuivent : ainsi, le 1^{er} mai 1944, comme s'il était le parti dirigeant de la classe ouvrière, le PCI, sur l'axe « Premier mai, préparation de la grève générale contre la relève », appelle à un débrayage d'une demi-heure, en prenant bien soin d'ajouter que si la CGT illégale ou le parti stalinien appellent au débrayage pour une autre heure de la journée, le PCI s'y ralliera. Et en même temps, l'organisation donne des consignes ultimatives aux masses, comme dans ce numéro spécial du 1^{er} mai 1944 de « La Vérité » :

« Organisez la grève générale, formez vos groupes ouvriers, dressez le front ouvrier »,

mots d'ordre bien proches de ceux de « La Commune » de 1938 (organe du PCI) : « Bâtis ton parti ! Bâtis ton soviet ! »

Comment l'avant-garde aide-t-elle la classe ouvrière à réaliser les tâches qu'elle lui fixe arbitrairement sur cette orientation ? La question ne peut même pas être posée et les responsabilités sont complètement déplacées. L'avant-garde se décharge de sa seule tâche : aider la classe ouvrière à trou-

ver les voies de la révolution prolétarienne, et, dans ce mouvement, se construire.

Les responsabilités des dirigeants du PCF, dont le rôle est précisément d'empêcher la classe ouvrière de s'ouvrir la voie vers la révolution, sont tout aussi escamotées. Et les publications et textes du PCI et de la IV^e Internationale trahissent beaucoup d'illusions sur le PCF, « incapable d'exprimer la volonté des masses ». L'éditorial de « La Vérité » du 10 février 1944 (n° 58) s'intitule : « Les drapeaux de l'Armée rouge se joindront à nos drapeaux rouges », confondant le mouvement des ouvriers plus sûrs d'eux-mêmes, plus confiants dans leur force, au fur et à mesure des victoires de l'armée soviétique (qu'ils identifient à l'armée de la révolution), avec la politique réactionnaire de Moscou dont l'armée reste un instrument.

Ce qui n'empêche pas les thèses d'expliquer, par ailleurs, que la trahison des staliniens atteindra un tel degré d'acuité que les masses rompront avec les partis traditionnels et que

« l'affaiblissement du contrôle des vieilles organisations politiques et syndicales sur la classe ouvrière facilite le chemin pour l'organisation directe des ouvriers au sein de leurs organisations autonomes ».

Et de donner clairement la directive que « là où se constituent des syndicats illégaux, nos militants s'efforcent de les transformer en groupes ouvriers », idée qui est reprise dans les thèses préparatoires au congrès du PCI de 1944 :

« Le front ouvrier ne peut être en aucun cas le front unique entre militants du PCF et du PCI, mais au contraire une forme d'organisation prosoviétique qui permet à la IV^e Internationale de se lier à l'avant-garde ouvrière en lui permettant de briser sur tous les plans avec la politique traître de son parti. »

Les trotskystes n'ont alors pas encore compris que la première phase de la montée révolutionnaire des masses, même si celle-ci est suffisamment

profonde pour hisser la lutte de classes au niveau de la dualité de pouvoir, passe aussi par les organisations traditionnelles. La classe ouvrière, lorsqu'elle se prépare au combat, ne peut qu'utiliser les armes qu'elle a à sa disposition : les partis et les syndicats qui se sont constitués au cours de la lutte séculaire contre la bourgeoisie.

Une montée révolutionnaire authentique embrasse des millions et des millions d'hommes qui, auparavant, acceptaient le morne horizon de l'exploitation. Des masses jusqu'alors passives, sans expérience de la lutte des classes, s'éveillent à la conscience ; elles se dirigent nécessairement vers les organisations qui se sont constituées dans le mouvement historique de la classe ouvrière. Elles chargent ces organisations de leurs aspirations, de la volonté qui les anime de changer la vie.

Il faudra à ces masses de millions et de millions de travailleurs apprendre de leur propre expérience pour comprendre que les appareils qui dominent les organisations traditionnelles et qui, par l'intermédiaire de ces organisations, contrôlent obligatoirement les organismes autonomes de pouvoir (comités d'usine, conseils, soviets), sont inféodés à la bourgeoisie. Il faudra plus encore pour vaincre. Il faudra dans le mouvement même de l'expérience qu'un parti révolutionnaire se construise, traduire en mots d'ordre, en revendications, en termes d'organisation, les aspirations révolutionnaires des masses.

C'est là la loi de toutes les révolutions, une loi qu'il ne suffit pas de lire dans les livres, mais qu'il faut assimiler par l'intervention consciente dans la lutte de classes, pour la construction du parti révolutionnaire.

le PCI dans la vague révolutionnaire forces et faiblesses

Au début de 1944, le PCI est confronté à des tâches nouvelles, auxquelles ni ses traditions, ni son expérience ne l'ont suffisamment préparé. Néanmoins, à travers des difficultés politiques, en dépit des erreurs et des contradictions, la démarche militante tend à recouper les véritables problèmes posés à la lutte de classe du prolétariat français, à commencer en ce début d'année 1944 par l'attitude à l'égard des maquis.

MAQUIS ET PARTISANS

Une partie des masses — notamment une fraction importante de la jeunesse — se trouve rassemblée début 1944 dans les maquis. Ils ont pris de l'importance au point que l'Armée secrète, l'Organisation civile et militaire les attaquent, qu'Anglais et Français de Londres abandonnent aux SS et aux miliciens de Darnand les maquis du Vercors, envoient les maquisards de la Corrèze

à l'assaut de Tulle et de Guéret, sans leur parachuter le moindre renfort en hommes et en armes.

« La Vérité » du 17 février 1944 (conformément à la résolution du Secrétariat européen de décembre 1943, reprise par les thèses de la Conférence européenne de janvier 1944) rompt brusquement le silence par un article retentissant : « Au secours des gars du maquis ».

L'organisation dans son ensemble s'en était détournée (le CCI surtout, le V^e Congrès du POI fait allusion à la fraction bolchevique-léniniste qui intervient chez les « réfractaires », en invoquant essentiellement trois raisons :

- tout mouvement de partisans est d'essence petite-bourgeoise ;
- la lutte des partisans s'oppose donc à la lutte à l'usine ;
- leur mouvement, tout spécialement soumis à l'impérialisme, s'oppose à la fraternisation.

C'était ne pas voir que le côté « résistance nationale » était le résultat de la politique du PCF tout entière subordonnée à Londres et au Comité national de la Résistance mis en place par de Gaulle en 1943 d'une part, et d'autre part que le PCF contrôlait très imparfaitement les maquis, y compris ses propres militants. Un bulletin intérieur du PCI cite des exemples de fraternisation entre les troupes italiennes et les maquisards des hautes vallées des Alpes et raconte qu'au moment de la libération de la Corse, en septembre 1943, des soldats italiens et des partisans ont défilé dans certains villages en chantant ensemble « Bandiera rossa » et « L'Internationale ».

Prendre le maquis contre la relève a été indéniablement, au départ, une position individuelle, mais que pouvait faire en 1942 un jeune menacé de déportation en Allemagne, en l'absence de toute perspective ? La seule activité du PCF consistait en attentats et sabotages contre l'occupant, chèrement payés par la classe ouvrière et la population, qui commençaient tout juste à reconstituer leur potentiel de combat.

Mais, plus tard, la lutte contre la relève provoque une réaction typiquement ouvrière, les grèves. Et cette lutte contre un objectif commun, malgré des formes différentes, amorce entre les ouvriers et les jeunes une solidarité politique durable... La politique d'absence au maquis aboutit à abandonner la jeunesse à elle-même, c'est-à-dire aux sergents recruteurs de l'impérialisme, alors qu'elle entre massivement et ouvertement en lutte contre les conditions de la guerre impérialiste. Les ouvriers, eux, ne voient pas d'opposition entre la lutte à l'usine et la lutte dans les maquis. Lorsque la grève contre la relève s'avère impossible ou inefficace, ils rejoignent les rangs maquisards, là où l'oppression nazie est moins forte, hors des villes, loin de la police, des SS, là où la décomposition de l'appareil répressif peut le mieux être mise à profit. Unis par la vie commune de réfractaires, ouvriers, jeunes, petits-bourgeois, partisans se soudent et font ensemble des expériences identiques. Il manque l'avant-garde pour qu'ils en tirent toutes les leçons, pour que leur

lutte s'insère dans la lutte politique du prolétariat, pour leur démontrer qu'ils défendent les mêmes intérêts.

C'est au sein des partisans que les ouvriers se sont instruits et organisés militairement et se sont ainsi préparés au rôle d'instructeurs de la milice ouvrière. C'est aux FTP (Francs tireurs et partisans) que la milice ouvrière réclamera des armes, et non aux responsables gaullistes des villes. Les maquis se disloqueront essentiellement à partir du débarquement des Alliés du 6 juin 1944 : des réfractaires regagnent leur usine ; une autre partie s'intègre aux armées régulières des Alliés et poursuit la guerre contre « l'opresseur allemand » ; les FTP fournissent les cadres des Milices ouvrières patriotiques, mises en place par le PCF.

Et, alors que la classe ouvrière grossit leurs rangs, le PCI oppose aux Milices ouvrières patriotiques, « piège nationaliste, mot d'ordre de collaboration de classes qui doit être dénoncé comme tel par tous les ouvriers consciens », des milices ouvrières « strictement lutte de classe », dont se détourne la classe ouvrière.

Des discussions s'engagent tardivement dans l'organisation en juin-juillet 1944. Mais déjà « La Vérité » du 26 mai 1944 a appelé à rallier les Milices ouvrières patriotiques, si elles existent, et à ne créer de milices que dans le cas contraire. Le tournant est si brutal que des cellules et des rayons envoient à la direction des résolutions indignées, la condamnant d'avoir pris cette décision sans avoir préalablement ouvert la discussion dans l'organisation et annonçant qu'ils refusent de diffuser ce numéro de « La Vérité ».

Au lendemain du débarquement de Normandie, le 6 juin, le PCI continue à développer des analyses qui, à partir de prémisses générales justes sur les objectifs des impérialismes américain et britannique, aboutissent à des conclusions très critiquables parce qu'elles ne tiennent compte ni du nouveau rapport des forces entre les classes depuis 1943, ni de la désagrégation de l'Etat bourgeois, ni des illusions des masses. Dès lors, ces analyses isolent les trotskystes de ces dernières.

Le PCI affirme que

« l'ampleur que la terreur fasciste a prise pendant la guerre n'a fait qu'esquisser la situation terrible qui attend les travailleurs, s'ils n'arrivent pas à abattre le capitalisme générateur du fascisme et de la guerre. Mais le sort qui vous est réservé sous la domination des impérialismes américain et anglais ne sera pas meilleur. »

Analyse reprise dans « La Vérité » sous le titre de « Ils se valent », où il est écrit que « les Alliés se préparent à remplacer le gendarme nazi qui défaillie ».

Certes, la démocratie bourgeoise et le fascisme sont deux formes de domination de la classe capitaliste, l'une, la domination bourgeoise dans les conditions du capitalisme décadent, engendrant l'autre, le fascisme.

Mais ce ne sont pas des formes de domination équivalentes. Sous l'une — la démocratie bourgeoise, le prolétariat conserve ses positions de classe, qu'il a arrachées dans sa lutte de classe au capital, ses droits, ses libertés ouvrières et ses organisations. Sous l'autre — le fascisme, le prolétariat atomisé, sans droits ni garanties, est livré, pieds et poings liés, à l'exploitation capitaliste.

Le prolétariat ne saurait être indifférent à sa défense comme classe, donc aux formes politiques de la domination de la classe ennemie. Il faudra nombre de crises et de conflits pour que les jeunes trotskystes et de plus âgés apprennent de leur propre expérience et des leçons de la lutte de classes.

LA MONTEE DES MASSES : SOVIETS ET SYNDICATS

La classe ouvrière continue à affirmer sa combativité. Pour le paiement des jours chômés et des heures d'alerte, pour la pause casse-croûte et le casse-croûte gratuit, contre les soixante-douze heures de travail par semaine, le travail de nuit et du dimanche, les menus de famine des cantines, les fermetures d'usines, les ouvriers,

par la grève, les retards collectifs, par leurs méthodes de classe, font bien souvent reculer le patronat.

En mars 1944, les ouvriers des chantiers navals de la région marseillaise (Terrin, Provence) obtiennent après plusieurs jours de grève des salaires équivalents à ceux de la région parisienne. Toujours à Marseille, grève générale contre l'inscription d'office dans les boulangeries pour la distribution du pain. La grève est à ce point totale que les SS postés aux carrefours de la ville n'osent pas se servir de leurs mitrailleuses.

Le patronat est inquiet et redoute un nouveau Juin 36. Depuis mai 1944, il tente de prévenir l'explosion de la classe par toutes sortes de palliatifs : fermetures d'usines, envoi du personnel en province ou en grande banlieue pour remblayer les voies ferrées, mais en vain.

A Gnôme et Rhône (Paris XIII^e), sur 2 000 ouvriers convoqués par pneumatique pour aller sur les voies ferrées et les champs d'aviation, quelques-uns se présentent puis repartent chez eux.

« La Vérité » du 22 juin 1944 est dans le vrai, qui écrit :

« La certitude qui doit être la base d'airain de la politique de la IV^e Internationale, c'est que la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile implique nécessairement la formation de comités ouvriers qui s'opposeront dans une période de dualité de pouvoir au pouvoir bourgeois et à la politique de trahison des staliniens. »

Les faits vont bientôt le prouver.

Le 9 août, les cheminots de la région parisienne se mettent en grève. Le mouvement « flotte » un peu et reprend à l'appel de la CGT illégale qui fixe les revendications, le 14 août. Un tract du PCI donne alors les mots d'ordre suivants : « Occuper l'usine. Elire le comité de grève. Prendre contact avec les autres ateliers et usines. Appeler les ouvriers du quartier à soutenir la grève. Former des piquets. Fraterniser avec les cheminots et les soldats allemands. » (Ce dont « La Vérité » du 18 août donne maints exemples).

Dès le 11 août, le numéro spécial de « La Vérité » que nous reproduisons ci-contre publie le tract : « Hitler s'effondre », qui est diffusé dans les usines.

La grève de la métallurgie commencée le 11 août se généralise à partir du 16 août. Entre le départ des troupes allemandes et l'arrivée des troupes alliées (entre le 17 et le 24 août), plus de dix usines de la métallurgie parisienne sont occupées par les ouvriers, dont quelques-unes parmi les plus importantes. Le mouvement prend naissance chez Jumo — d'où la direction allemande s'est enfuie sans payer les salaires — à Argenteuil, et dont les ouvriers élisent le premier comité d'usine. « La Vérité » du 18 août 1944 écrit :

« Comme en 1936, des ouvriers commencèrent l'occupation et, maîtres de leur usine, élirent immédiatement un comité provisoire de trois membres, puis un comité d'usine de vingt-sept membres, avec des représentants de tous les ateliers représentant le bloc unanime. Le comité organisa aussitôt les divers services : le service du ravitaillement et le service d'ordre. La commission du ravitaillement s'aperçut d'abord que les repas distribués par la direction lui coûtaient 3,75 F et qu'elle faisait ainsi un énorme bénéfice en volant les ouvriers. Le chef de la cantine fut aussitôt renvoyé et, avec les réserves, les ouvriers organisèrent une cantine gratuite.

Pendant ce temps, le comité d'usine s'occupe des salaires en cours. Le préfet voulait allouer aux ouvriers l'aumône du fonds de chômage. Les délégués protestèrent et le maire d'Argenteuil leur fit allouer 75 % du salaire. La somme sera remise globalement au comité d'usine qui effectuera le partage.

Le service d'ordre fut également organisé. Les ouvriers étaient décidés à protéger énergiquement l'usine contre les pillards et contre les bandes armées qui essayaient de sortir les ouvriers de l'usine. *Malheureusement, les ouvriers n'étaient pas armés.* Les groupes de résistance (...) refusèrent de donner des armes aux ouvriers. (...)

Dès maintenant, les ouvriers de Jumo comprennent la nécessité de s'armer.

Dès maintenant, ils comprennent la solidarité des usines. Hier, dix ouvriers délégués par eux ont grimpé sur un châssis et sont allés haranguer ceux de BMW, d'Amiot, de Gnome et Rhône. Partout, ils ont été acclamés. Former un comité inter-usines : voilà la voie de la victoire (...). Argenteuil, 19 août. »

Leur exemple est immédiatement suivi par les ouvriers de BMW également à Argenteuil.

« Le mouvement s'étend à des dizaines d'usines de la région parisienne, qui toutes élisent ou ratifient leur comité. Les usines sont d'abord occupées par de petites équipes d'ouvriers qui organisent l'occupation et la garde de l'entreprise. A la cantine, le jour de paye, par affiches, par cyclistes, puis par la presse, tous les ouvriers sont convoqués pour des assemblées où le comité est élu. Partout, les ouvriers donnent l'exemple de l'ordre et de l'organisation dans l'usine : les locaux sont entretenus, aucun pillage n'a lieu, les gardes sont assurées de jour et de nuit. Jamais les cantines n'ont aussi bien fonctionné.

Chaque occupation revêt des aspects particuliers. Chez Blériot (la SNCASO de Suresnes), le comité publie sa charte. Le Comité social d'entreprise, création de Vichy, est répudié comme organisme de collaboration de classes. Une commission d'épuration est désignée qui mettra à la porte les ennemis de la classe ouvrière.

A la CSC, les ouvriers renvoient la cantinière qui les escroquait depuis des années, désignent un comité de gestion de la cantine et donnent satisfaction aux employés de la cantine. Enfin, une milice ouvrière, bien armée, assure la garde de l'usine.

Chez Jumo, la paye est organisée sans patron, avec le concours de la comptabilité. Le chef du personnel est traduit devant un tribunal du peuple qui le condamne à une surveillance de tous les instants par un militien ouvrier.

A la BMW, les ouvriers, en accord avec les techniciens, étudient un plan

de remise en marche de l'usine. »
(Tract du PCI du 17 septembre 1944).

Le 22 août 1944, une semaine après la formation des premiers comités d'usines, les ouvriers de Renault élisent un comité provisoire et s'adressent par tract à tous les ouvriers :

« Camarades,
Un comité ouvrier est formé.
Ce comité a les buts suivants :

1 — Regrouper les travailleurs des différentes usines afin de défendre leurs intérêts qui consistent dans l'immédiat à obtenir :

a — une avance d'un mois de salaire ;

b — réouverture des cantines.

2 — Dans l'avenir, dès l'évacuation complète, réouverture immédiate des usines sous contrôle des comités ouvriers.

3 — Réadaptation des salaires au coût de la vie : échelle mobile des salaires.

Paiement intégral des heures chômées au nouveau barème des salaires (minimum : quarante heures par semaine).

4 — Contrôle du ravitaillement et des cantines par le comité ouvrier.

5 — Contrôle effectif de l'embauche et du débauchage par les délégués.

Réintégration immédiate de tous les réfractaires.

Pour la réalisation de ce programme, nous invitons tous les travailleurs à se regrouper au sein de leurs comités d'usines, ou à les former s'ils n'existent pas encore.

Une réunion inter-usines aura lieu chaque jour à 15 heures, à l'Hôpital Ambroise-Paré, 82, rue de Saint-Cloud, à Boulogne-Billancourt. »

LE MOUVEMENT DES COMITES OUVRIERS ELUS

« A Argenteuil, des réunions de délégués de 14 usines se tiennent et envisagent le travail en commun. A Suresnes, dans le XIII^e arrondissement de Paris, les usines prennent

contact. Dans la banlieue Nord-Ouest, le comité inter-usines regroupe une quarantaine d'entreprises. Des gardes d'entreprises se constituent, qui se transforment en milices ouvrières d'entreprises. Elles se sont armées pendant la bataille de Paris ; souvent les FTP, rejoignant leur usine, leur ont apporté leur aide et leurs connaissances. Les cadres sont élus et une sévère discipline instaurée. Au métro, à la SNCAN (Sarrtrouville), chez Amiot, les ouvriers ont constitué leur milice. Celle-ci prend alors sa place naturelle et son véritable sens : la défense des premières conquêtes ouvrières par les ouvriers eux-mêmes, non seulement contre les bandes réactionnaires de la milice ou des SS, mais contre la bourgeoisie tout entière. » (Tract du PCI du 17 septembre 1944).

Un comité de liaison intermilices qui regroupe une quarantaine d'usines de la banlieue Ouest s'est constitué.

Dans la région de la Loire, au lendemain de la Libération, des comités d'entreprises sont formés dans toutes les usines. La plupart sont élus démocratiquement. Dans 130 de ces entreprises, les comités d'usines se transforment en comités de gestion qui prennent la direction économique des « boîtes », faisant la preuve de leur capacité.

Le PCI appelle « les ouvriers à former des comités d'épuration, les ménagères à se constituer en comités — comme il en existe un dans le XIII^e arrondissement —, la population à se grouper en comités de quartiers, bref à l'union de tous les travailleurs, l'union avec les ménagères pour prendre en main leur propre sort. » (Tract du 17 septembre 1944).

Sans attendre que se constituent ces comités de ménagères, celles de Cormeilles sont allées directement se fournir en légumes dans les champs des producteurs qui le leur refusaient, préférant les vendre à prix d'or au marché noir.

Dans les XIII^e, XIV^e, XV^e arrondissements de Paris, puis dans tout Paris et la banlieue, les ménagères ont constitué leurs comités pour le ravitaillement.

Ce sont les militants du PCI qui se trouvent à la tête du mouvement pour la désignation des comités, et dans la plupart des cas ce sont eux qui les animent. C'est sous leur impulsion que le premier comité inter-usines prend corps et qu'est posée tout à fait justement la nécessité d'un comité central des entreprises.

La place prise par le PCI dans ce combat de la classe ouvrière pour affirmer ses aspirations contre l'Etat bourgeois, donc son mouvement vers le pouvoir, est considérable.

C'est l'unique raison pour laquelle « La Vérité » est le seul journal auquel le gouvernement provisoire de De Gaulle, avec le soutien et les encouragements hystériques des staliniens, refuse la parution légale, alors que d'anciens journaux vichysois n'ont eu qu'à troquer leur nom pour repartir.

Ainsi, la preuve a été fournie que le pronostic formulé par Lénine au cours de la première guerre impérialiste restait exact pour la deuxième. Elle pouvait être transformée en guerre civile, elle pouvait donner naissance à la victoire de la révolution.

Si les trotskystes ont été à l'initiative de comités ouvriers élus, c'est uniquement en raison du fait que des décombres de l'Etat bourgeois, dans sa forme corporatiste, surgissait la nécessité de lui substituer l'Etat ouvrier. Cette nécessité, que les trotskystes ont exprimée clairement dans leur combat pour les comités, s'est manifestée sous d'autres formes. Dans de nombreux cas, les comités de libération dominés par les représentants des organisations ouvrières, créés par la coalition stalino-bourgeoise comme étape vers le retour aux municipalités bourgeois, ont pris de fait le pouvoir dans les localités. Un congrès sera même convoqué à Avignon, comme représentation du pouvoir des masses face à l'Etat bourgeois liquéfié.

Face à la police et à la gendarmerie totalement discréditées, les milices ouvrières patriotiques armées, dans les usines, et les FTP dans les régions de province sont alors la seule force de l'ordre prolétarien tendant à se substituer aux forces de défense et de répression de l'ordre bourgeois.

Dans les entreprises, là où le mouvement n'a pu déboucher sur les comités ouvriers, les commissions à la production rassemblent à l'initiative des syndicats les délégués élus des travailleurs, des techniciens et des cadres, dressent le contrôle ouvrier face à un patronat qui sent poindre l'expropriation comme l'exigence des masses.

Sous le titre « Les Leçons d'une grève », « La Vérité » du 21 août 1944 (n° 73) analyse la force et les faiblesses du mouvement :

« Sa faiblesse, c'est encore le fait que la grève n'a pu se généraliser, faute de direction, et parce que les Partis communiste et socialiste ne se sont pas suffisamment attachés à l'étendre à la métallurgie, aux transports, aux produits chimiques, etc. »

Quelle sous-estimation de la puissance formidable du prolétariat à l'été 1944 et que d'illusions sur la politique des partis traditionnels ! Et les dirigeants du PCI concluent que, « bien qu'ils aient fait l'impossible (...) leur action, isolée, est restée insuffisante ». Alors que partout les masses traduisent dans la vie par leur activité concrète les mots d'ordre que le Secrétariat européen et le PCI avaient eux-mêmes définis dès janvier 1944, le PCI ne peut porter cette appréciation sur sa propre activité que parce qu'il s'attribue une place qui ne peut être la sienne : celle de diriger le mouvement de la classe ouvrière.

Ce qui l'amène en contrepartie à traiter d'égal à égal avec le PCF et la SFIO, en leur proposant, dans une lettre ouverte, l'*« unité d'action ouvrière »*... sur l'intégralité du programme défendu par le PCI en 1944 (« La Vérité » du 21 août 1944, n° 73).

C'est d'ailleurs cette orientation qu'exprimera jusqu'en 1952 P. Frank, en adressant régulièrement des lettres ouvertes au bureau politique du PCF, pour lui proposer l'*« unité d'action »*.

Comme la classe ouvrière dans son mouvement vers l'instauration de son pouvoir, l'avant-garde se heurte à la puissance contraignante du stalinisme alors à son zénith.

Car, en bonne compagnie, celle du MRP (Mouvement républicain populaire), dirigeants de la SFIO et diri-

geants du PCF — Maurice Thorez en tête — participent dans le gouvernement provisoire, sous la houlette de De Gaulle, à la reconstruction de l'Etat bourgeois et à la liquidation des éléments de pouvoir ouvrier, non sans difficultés, il est vrai.

OFFENSIVE CONJOINTE DE LA BOURGEOISIE ET DU PCF POUR LA DEFENSE DE L'ORDRE BOURGEOIS

Commencée à l'automne, cette offensive est d'abord ponctuelle, et s'oppose aux organisations autonomes et aux éléments de centralisation dont la classe ouvrière et la population laborieuse se sont dotées.

Les ménagères du XIII^e qui préparent une manifestation à l'Hôtel de Ville contre l'absence de vivres et les prix prohibitifs se heurtent, après des réponses dilatoires, au veto du Comité directeur, constitué de femmes de l'Union des femmes de France, militantes du PCF.

Chez Caudron-Renault, à Billancourt, c'est le ministre PCF de la Défense Tillon (l'ex-dirigeant des FTP) qui impose, contre la volonté des ouvriers, le retour de l'ancien administrateur « épuré », grand ami et collaborateur de Louis Renault.

Mais c'est contre les comités d'usines, les milices et leur début de centralisation que se concentre une offensive multiforme.

Les dirigeants syndicaux de la CGT décident de rattacher chaque usine du groupe Caudron-Renault à leur union locale CGT respective et de faire ainsi éclater le comité d'usine, tentative que, dans un premier temps, les ouvriers font échouer. Et dans des conditions mal éclaircies, le comité intermilices de la banlieue Ouest est dispersé.

Dans la région nantaise, les comités de gestion sont déclarés illégaux et les banques refusent les crédits nécessaires à ces directions d'entreprises

« irresponsables » (sic). Les dirigeants staliniens de l'union départementale CGT réunissent un « Congrès de la production de guerre » et lancent le mot d'ordre de « comités patriotes de production ». « Tout pour la guerre », disent-ils.

Dans ces conditions, la bourgeoisie essaie de légaliser la liquidation de tous ces organes autonomes, bien gênants.

L'Assemblée consultative dépose, contre les comités d'usines, un projet de loi instituant les comités d'entreprises, à voix consultative, sous la présidence du patron de l'entreprise et dont les attributions sont à peu de chose près celles des comités sociaux d'entreprises de Vichy.

Le gouvernement ordonne la dissolution des comités d'épuration pour le 1^{er} décembre : les dirigeants syndicaux demandent un sursis de quinze jours et saluent le report de la mesure au 31 décembre comme une victoire.

Mais ce qui est le plus inacceptable pour la bourgeoisie, c'est l'existence des Milices ouvrières patriotiques ou Milices ouvrières : c'est la classe ouvrière en armes, jusqu'à un certain point, car, en l'absence de directive nationale, la situation est extrêmement diversifiée.

Dès l'arrivée des troupes alliées et françaises, au lendemain du 6 juin 1944, elles sont la cible de tous ceux qui sont attachés au maintien de l'ordre bourgeois. Le premier soin du général Koenig est d'intégrer les FFI (Forces françaises de l'intérieur) dans l'armée régulière et de tenter de désarmer — sans succès — les Milices ouvrières patriotiques. Plus tard, de Gaulle fait prendre un décret de dissolution et de désarmement de ces milices du peuple, que votent, à l'unanimité, les ministres PCF. Devant les réactions des travailleurs et de ses militants, le PCF doit désavouer ses ministres. En fait, le PCF cherche une solution qui mette les Milices patriotiques sous le contrôle de la police et justifie leur nouvelle dénomination de Garde civique républicaine car, ainsi, on ne les confondra pas avec « les milices du tueur français Darnand »...

Dans son rapport au comité central de janvier 1945, M. Thorez déclare que « la sécurité doit être assurée par les forces régulières de police constituées à cet effet ». L'orientation que définit Thorez tient en une phrase : « Un seul Etat, une seule armée, une seule police. » Et pour paraphraser son discours du 11 juillet 1936 : « L'heure n'est pas venue de prendre le pouvoir. »

Là où la bourgeoisie a échoué — et elle apprécie à sa juste mesure la portée politique du discours de Thorez —, elle laisse le PCF prendre le relais.

Dans une usine de Saint-Cloud (Bloch), le patron répond très simplement aux délégués venus demander l'application des nouveaux tarifs de la CGT : « Avez-vous lu le discours de Thorez ? »

Mais tout ne se passe pas toujours aussi simplement, ni sans heurts. Le chômage, la disette, les privations dissipent les illusions que les masses avaient pu nourrir à l'égard de la Libération. De véritables explosions de colère éclatent, quasi spontanément.

Mille deux cents habitants de Valenciennes-Denain, malgré la présence de gendarmes, prennent sur le carreau des mines de quoi chauffer leurs maisons. Trois cent cinquante ménagères de cette ville menacent d'envahir la raffinerie de sucre et en obtiennent chacune un kilo.

Une manifestation au conseil municipal de Merville, dans le Nord, proteste contre les abus de la répartition du charbon et exige une perquisition chez les particuliers. Les cent tonnes de charbon gras découvertes dans les caves de huit particuliers sont distribuées aux familles.

Le 22 janvier, les ménagères d'Arras envahissent la préfecture.

Le 29 janvier, c'est au tour de celles de Nantes. Les métallos et les ménagères, las d'attendre le retour de leur délégation, envahissent la préfecture, malmenant les forces de l'ordre, contraint le préfet à s'enfuir, exigent sa démission, et déclarent qu'ils ne videront les lieux qu'après sa démission. Lorsque le responsable de l'union locale CGT, militant du PCF,

déclare que « les ouvriers manifestent dans l'ordre et la discipline, mais ne demandent qu'à travailler pour poursuivre l'effort de guerre », il est hué. Faute de directives, le mouvement retombe. Le préfet revient, réclame « l'union et l'ordre » et fait état de la désapprobation des dirigeants syndicaux.

Les commissions à la production, qui tendaient dans les entreprises et dans les professions, interprofessionnellement et dans les localités, à définir le plan sous contrôle ouvrier, sont dissoutes par décision du bureau confédéral de la CGT. Les comités de libération et d'épuration, là où ils s'opposent à la renaissance de l'Etat bourgeois, doivent disparaître. Les FTP doivent s'intégrer à l'armée, les milices ouvrières rendre leurs armes à la police. L'appareil stalinien remet ainsi en selle la bourgeoisie française. Cela ne va pas sans tensions brutales entre la classe ouvrière et lui, donc dans ses rangs. Mais le PCI ne peut guère en tirer parti car il n'a pas saisi ce mouvement et lui reste donc, par force, extérieur, déclarant aux travailleurs ou militants déçus ou amers : « Nous sommes la direction de recharge. »

L'insuffisante expérience politique des militants trotskystes n'a donc pas permis au PCI de se renforcer comme il aurait pu et dû le faire dans la période révolutionnaire que la fin de la Deuxième Guerre mondiale avait ouverte. Cela entraîne non seulement la stagnation de l'organisation, mais aussi, en partie, la perte des positions qui avaient été conquises.

Et ce qui pèse le plus sur le développement du PCI, c'est un objectivisme qui lui interdit de saisir, dans le moment même, les racines de ses erreurs, pour les analyser et les dépasser. Le premier congrès du PCI (1^{er} au 5 novembre 1944) constate :

« La faiblesse du recrutement du parti est due principalement aux conditions objectives et le redressement sur ce plan dépend beaucoup plus de ces facteurs objectifs que des facteurs subjectifs. »

Le recrutement devait donc venir de l'extérieur !



LA V
ORGANE DE DEFENSE
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
LE VENDREDI

CATASTROPHE!
Peut-on éviter l'action
catastrophique
du P.C.I.
Souscris!!!



les quinze premières années de la Quatrième Internationale

4. La IV^e Internationale à la fin de la guerre

« En 1940, quand nous apprenons la mort de Léon Trotsky, nous sommes une poignée de jeunes, ces jeunes qui n'ont aucune expérience, et il est normal qu'en l'acquérant nous ayons fait toutes sortes d'erreurs (...). Les erreurs n'ont pas manqué, mais la principale, nous l'avons commise à la fin de la guerre. »

Ainsi s'exprime Pierre Lambert dans sa conférence sur le « Programme de transition » au Cercle d'études marxistes, le 24 janvier 1969. Il poursuit :

« Nous n'avions pas compris que la première étape de la radicalisation des masses dans cette période révolutionnaire passait obligatoirement et nécessairement à travers les grandes organisations. Nous nous étions éduqués pendant quatre ans sur une perspective juste : la deuxième guerre

impérialiste se transformeraient en guerre civile, les soviets devraient naître de cette guerre impérialiste qui serait transformée en guerre civile. Il suffit de voir ce qui s'est passé en France pour comprendre que, dans une série de domaines, dans les milices patriotiques, dans les comités de libération, dans certains cas dans les comités d'usines qui s'étaient créés, on avait effectivement affaire à des embryons de soviets.

Mais la force contraignante du stalinisme, à nouveau, a liquidé toutes ces possibilités révolutionnaires. Ce que nous n'avions pas compris, c'est que même s'il se développait, à la première étape le mouvement des masses ne pouvait pas ne pas aller, en

L'intérieur du local du PCI, en 1945, rue Daguerre, dans le XIV^e arrondissement de Paris (Ph. Sygma).

définitive, dans le sens du soutien à des organisations qu'elles connaissent et qu'elles chargent, avec leurs illusions, d'un contenu révolutionnaire que ces organisations n'ont plus. Nous n'avions pas compris, nous étions persuadés qu'en 1944 cette guerre impérialiste qui se transformait en guerre civile allait immédiatement reproduire le schéma d'Octobre : le Parti bolchevique, d'abord minoritaire dans les soviets, et qui, au bout de neuf mois, allait prendre le pouvoir, ce Parti bolchevique étant le Parti communiste internationaliste, section française de la IV^e Internationale (...). Il nous a fallu apprendre à combattre, et cela coûte très cher quand on ne voit pas clair. Cela se paye toujours par des crises, par des scissions, par le désarroi, par des départs, par le scepticisme, par le doute... »

Avec des retouches, des nuances, des variantes, ce tableau s'applique à peu près à l'ensemble des sections de l'Internationale, puisqu'il s'agit là d'une orientation internationale. Sans doute, pour des raisons particulières, est-ce peut-être moins vrai pour le Socialist Workers Party aux Etats-Unis, le POR bolivien ou le Lanka Sama Samaya Party à Ceylan. Mais comme il ne saurait y avoir d'édification de la IV^e Internationale par addition de sections nationales ayant leur développement autonome et spécifique, indépendamment des problèmes généraux de l'Internationale et de sa construction, ces différences ne modifient guère le tableau général et cela se vérifiera lors de la crise qui aboutira à l'explosion de la Quatrième Internationale, comme organisation, en 1952.

« La IV^e Internationale, note Stéphane Just dans « Défense du trotskysme », sortit de la guerre sans avoir résolu sa contradiction fondamentale : fondée sur la base du *Programme de transition*, programme de mobilisation de la classe ouvrière pour la révolution prolétarienne (...), elle est née, non d'une puissante révolution comme la III^e Internationale, mais du recul ouvrier mondial ; elle est née en réaction contre la dégénérescence théorique et politique du mouvement ouvrier. »

APRES VINGT ANNEES DE DEFAITES ET DE RECOLS

De fait, la I^{re} Internationale naissait en 1864 comme expression et partie intégrante de la constitution du prolétariat en classe, dans la période d'un développement impétueux du capitalisme ; la II^e Internationale matérialisait la reconstitution d'un mouvement ouvrier puissant et organisé après l'écrasement de la Commune de Paris et la vague réactionnaire qui avait balayé l'Europe quelques années durant ; la III^e Internationale procérait de l'explosion de la révolution prolétarienne en Russie, de son extension à l'échelle de l'Europe, de la prise du pouvoir par le prolétariat guidé par le Parti bolchevique, elle s'adosait au premier Etat ouvrier du monde.

Et pourtant, la I^{re} Internationale ne survécut pas, en tant qu'organisation, à l'écrasement de la Commune de Paris, la II^e sombra en 1914 dans le social-chauvinisme, la III^e dégénéra et passa du côté du maintien de l'ordre bourgeois moins de quinze ans après sa fondation.

Les trois premières Internationales étaient nées sur la crête d'une grande vague, la IV^e Internationale naissait au plus profond du creux d'une immense vague, après vingt années de défaites et de reculs. Son atout c'était son programme, la continuité qu'elle exprimait, l'expérience du bolchevisme sur laquelle elle s'appuyait et qu'elle théorisait, qu'elle préservait contre la dégénérescence stalinienne, alors même que le fascisme, épaulement du capitalisme, menaçait de plonger le monde dans la barbarie. Un programme vit et s'exprime dans la lutte des classes. Or, non seulement les conditions objectives lui étaient défavorables, ainsi que l'exprima l'éclatement de la Deuxième Guerre mondiale, et ce jusqu'au tournant marqué par la victoire de Stalingrad en 1943, non seulement l'impérialisme et la bureaucratie stalinienne bandèrent contre la révolution prolétarienne — et donc par voie de conséquence contre la IV^e Internationale — toutes leurs forces à un niveau infiniment

plus élevé (1) que ne purent le faire contre la révolution russe les bourgeois déchirées en 1918, 1919 et 1920, mais la faiblesse de ses liens avec la classe ouvrière pesa très lourdement sur son développement ultérieur.

« Sa composition sociale, essentiellement petite-bourgeoise, note Stéphane Just, et les faibles liens qui l'unissent à la classe ouvrière la rendent extrêmement sensible aux pressions émanant des forces sociales hostiles au socialisme. Seule l'élaboration théorique et politique en liaison avec sa participation à la lutte des classes et sa construction dans le cours même des processus de la lutte des classes peuvent surmonter cette contradiction. »

Encore faut-il la percevoir, c'est-à-dire ne pas considérer en gros comme réglé le problème même que la IV^e Internationale doit résoudre...

Ainsi, par exemple, la section vietnamienne, assez sérieusement implantée dans la classe ouvrière du sud de l'Indochine et de la Cochinchine (l'actuel Cambodge), fut-elle décimée par trois vagues successives de massa-

(1) Il n'y a là nulle forfanterie. L'ambassadeur de France, Coulondre, écrivait en ces termes son angoisse à Adolf Hitler, le 25 août 1939, au lendemain du pacte germano-soviétique, à la veille de l'agression nazie en Pologne : « *Les ravages d'une guerre certainement longue entraîneraient un cortège d'atrocies misères. Si je pensais effectivement, ai-je marqué, que nous serions victorieux, j'avais aussi la crainte qu'à l'issue d'une guerre il n'y eût qu'un vainqueur réel, monsieur Trotsky.* » La bourgeoisie n'avait pas jugé nécessaire d'assassiner Lénine ; la bureaucratie, tirant les leçons du passé, se hâta d'assassiner Trotsky. Et de 1939 à 1945 — après les purges massives et les assassinats multipliés par la bureaucratie dans les rangs trotskystes — staliens, démocrates bourgeois et nazis unirent leurs efforts pour liquider physiquement les trotskystes avant que n'arrivent les échéances révolutionnaires. Aucun courant politique international n'a été à ce point décimé à la veille même des échéances auxquelles il se préparait. Cette épuration préventive ne saurait à elle seule expliquer les difficultés ultérieures de la IV^e Internationale, mais elle joua aussi pour beaucoup.

res organisés par l'impérialisme français, l'impérialisme japonais puis les staliens du Vietminh...

Par-delà les différences dans leur situation et leurs rapports avec la classe ouvrière, imaginons un instant que le Parti bolchevique, qui ne comptait pas plus de 2 000 militants (au grand maximum !) en février 1917, ait perdu Lénine, Zinoviev, Trotsky, Boukharine, Smilga, Antonov-Ovseenko et quelques autres avant octobre 1917, avant même février. Son devenir, son rôle en auraient été indubitablement affectés. Or, partout ou presque, ce sont les cadres les plus anciens et les plus expérimentés du trotskysme qui ont été assassinés... en même temps qu'ils étaient diffamés et calomniés avec leurs camarades survivants.

La place du prolétariat allemand en Europe était aussi déterminante en 1944 qu'elle l'était en 1918.

Le prolétariat allemand livré à Hitler pieds et poings liés, sans combat, par les dirigeants des grands partis ouvriers, soumis pendant plus de dix ans à la surexploitation et à la terreur fascistes, puis ballotté sous l'uniforme comme chair à canon aux quatre coins de l'Europe, décimé, sans organisation, était placé dans les pires conditions pour agir. L'impérialisme des « démocraties » occidentales comme la bureaucratie stalinienne ne virent pourtant pas là une garantie suffisante contre la révolution en Allemagne... L'aviation américaine, après avoir systématiquement pilonné des objectifs civils en France pour calmer un peu les masses travailleuses françaises — pilonnage quand même limité par la condition de pays allié où se trouvait la France —, se déchaîna sans retenue sur l'Allemagne. Le terrifiant bombardement de Dresden où 130 000 civils allemands trouvèrent la mort n'est que l'exemple le plus achevé d'une politique systématique de destruction et de démoralisation des masses allemandes, et qui ne visait nullement l'appareil militaire nazi. La terreur déchaînée par les armées de l'URSS dans la partie orientale de l'Allemagne répondait aux mêmes fins. Cette politique commune trouvait son expression dans les slogans hysteriques des gaullistes et des staliens : « *A chacun son boche* », « *Le*

seul bon Allemand est l'Allemand mort... », etc., qui visaient tout autant à empêcher toute fraternisation éventuelle qu'à organiser une véritable chasse à l'homme systématique.

Cela ne suffisait pourtant pas encore. La possible fraternisation entre travailleurs sous l'uniforme des deux « camps » hantait les états-majors. Le « News Chronicle » affirme alors :

« Avec le passage des armées alliées des pays libérés aux territoires conquis, la fraternisation est devenue un problème capital. Sur les bords des routes il y a des inscriptions : "Vous êtes entrés en Allemagne ; la fraternisation est un crime". »

Le « Times » note que dans la zone d'occupation soviétique « la fraternisation est strictement interdite ».

Cela ne suffisait pas encore : l'impérialisme et la bureaucratie s'entendent pour couper l'Allemagne en quatre morceaux, soumis chacun à la tutelle d'autorités d'occupation qui y firent régner un ordre aussi sévère et brutal que celui des nazis. Pour y parvenir aux moindres frais et au plus vite, elles maintinrent en place les débris de l'appareil d'Etat nazi et ses fonctionnaires qui, sous leur houlette, eurent la mission de mater les ouvriers allemands et de les faire travailler le ventre creux au milieu des décombres et des ruines pour de la monnaie de singe.

Cela ne suffisait toujours pas : pendant que les hordes armées de l'impérialisme tronçonnaient l'Allemagne, en commun avec la bureaucratie stalinienne, celle-ci amputait l'Allemagne de près de cent mille kilomètres carrés, expulsait près de dix millions d'Allemands de ces terres de vieille civilisa-

tion allemande et jetait ces millions d'hommes sur les ruines des quatre bouts de l'ex-Reich dont l'impérialisme et la bureaucratie se préparaient à fabriquer deux Etats différents.

Il n'y avait pourtant pas en Allemagne l'ombre d'un Parti bolchevique similaire à celui qui avait, en 1917, mené le soulèvement des masses jusqu'à la prise du pouvoir en Russie.

A la brutalité des mesures prises par l'impérialisme et la bureaucratie pour faire refluer la vague révolutionnaire au cœur de l'Europe, on peut juger de sa puissance qui, contenue là, n'en déferlera que plus fort en Asie, et dans les ex-colonies.

Aussi, le bureau politique du PCI allait-il un peu vite en besogne lorsqu'il affirmait en mai 1945, cédant à un impressionnisme de surface :

« Nous nous attendions depuis des années à ce que la guerre se termine en Allemagne par la révolution prolétarienne. Nous nous sommes trompés. L'impérialisme allemand est totalement écrasé, son appareil est complètement morcelé, mais son prolétariat ne s'est pas révolté. Douze ans de fascisme ont totalement privé le prolétariat allemand d'organisation et de perspectives. »

Il est maintenant démoralisé, apathique et atomisé. Il faudra attendre une assez longue période pour qu'il reprenne conscience de son rôle, qu'il se regroupe et reconstitue ses cadres sous l'influence de la situation catastrophique dans laquelle il va se trouver et sous l'influence des mouvements révolutionnaires éclatant dans les autres pays d'Europe. »

Non, il ne fallut pas attendre longtemps ! Mais ceux qui trouvaient l'attente longue cherchèrent des raccourcis et des trucs...

d'un schéma « a priori » au révisionnisme

L'erreur n'était donc pas d'ouvrir la perspective de la révolution allemande — étant entendu que pour les marxistes, ouvrir une perspective c'est, en se

fondant sur le mouvement de la lutte des classes, combattre dans une direction déterminée. L'erreur, Germain-Mandel la renouvelle dans l'article

qu'il publie dans le numéro de juin-juillet 1946 de « Quatrième Internationale ».

AU NOM DES « CONDITIONS OBJECTIVES »

Pourquoi la révolution n'avait-elle pas éclaté en Allemagne ? La réponse à la question devait peser lourd sur l'évolution de la Quatrième Internationale. Et celle que fournit Germain-Mandel dans cet article place la responsabilité essentielle sur les conditions objectives et non sur l'action conjointe de l'impérialisme et du stalinisme. Dès lors, qu'on le veuille ou non, la porte était ouverte à toutes les tentatives d'expliquer que la perspective sur laquelle la Quatrième Internationale avait été proclamée en 1938 était erronée, exagérément optimiste — les dirigeants de la LCR diraient aujourd'hui dans leur étrange langage : « hyper-trionphaliste »... Germain affirme en effet :

« Au moment où la plupart des prémisses pour l'éclatement d'un mouvement révolutionnaire étaient produits par l'évolution de la guerre, un facteur manquait, le facteur principal : l'affaiblissement de l'appareil de répression. Au moment où cet affaiblissement était devenu un fait, les autres prémisses avaient cessé de mûrir et se trouvaient en pleine décomposition, suite également au développement de la guerre. »

Germain fait suivre ce développement de la note suivante, en bas de page :

« Et bien entendu aussi à l'action consciente de l'impérialisme ! »

Aucune mention n'est faite là du stalinisme, non plus lorsque Germain affirme :

« Le mouvement gréviste allemand ne dépassera jamais le stade d'actions isolées et sporadiques. C'est ce fait qui en dernière analyse permet une répression beaucoup plus facile et beaucoup plus froide des mouvements révolutionnaires sporadiques par l'impérialisme. »

Par là même, à la lutte entre les forces politiques de la révolution et de la contre-révolution, est substitué un mouvement purement objectif.

D'autre part, au nom de la perspective de la révolution allemande, le prolétariat allemand était chargé, plus ou moins consciemment, de remplir la mission historique que le prolétariat russe — avec à sa tête le Parti bolchevique — avait remplie en 1917.

La résolution de la conférence internationale d'avril 1946 affirmait sous la forme suivante la pérennité de la période révolutionnaire :

« Si la guerre n'a pas immédiatement déterminé, en Europe, la montée révolutionnaire avec l'ampleur et le rythme escomptés, il n'en est pas moins clair qu'elle a détruit l'équilibre capitaliste sur une échelle mondiale, ouvrant une longue période révolutionnaire.

L'autocritique des perspectives que nous avions élaborées durant la guerre, prévoyant, particulièrement en Europe, une activité des masses beaucoup plus ample et beaucoup plus profonde que celle que nous constatons jusqu'à présent, se limite essentiellement aux rythmes et non pas à la nature de la période qui fait suite à la guerre impérialiste.

Seul un esprit superficiel et capitulard petit-bourgeois pourrait voir un démenti de notre perspective révolutionnaire dans le fait que la guerre n'a pas déterminé pendant son déroulement, ou immédiatement après, la révolution en Europe ; que la révolution allemande n'a pas eu lieu ; que les organisations traditionnelles et, en premier lieu, les partis stalinien ont connu un nouvel et puissant essor. Tout en reconnaissant que tous ces faits sont autant de défaites pour le prolétariat révolutionnaire, la IV^e Internationale ne peut pas oublier un seul instant que la crise mortelle du capitalisme, que la destruction de son équilibre, que l'aggravation de toutes ses contradictions fondamentales constituent des faits encore plus importants et sur lesquels repose notre perspective révolutionnaire et nos possibilités plus grandes que jamais de construire le parti de la révolution.

Les conditions économiques et politiques dans lesquelles le capitalisme tente d'opérer actuellement son redressement présagent une courbe montante de la révolution, malgré des mouvements passagers de descente et malgré des fléchissements qui ne peuvent, du reste, que s'atténuer au fur et à mesure que s'affirme, à travers ces luttes, la nouvelle direction révolutionnaire.

Bien qu'on n'ait assisté jusqu'ici qu'aux premières batailles livrées par les masses contre la volonté du capitalisme de restaurer sa puissance économique par une exploitation intensifiée, ces luttes démontrent déjà clairement que le prolétariat est loin d'avoir consommé son potentiel révolutionnaire.

En Europe continentale non contrôlée par l'URSS, ce sont les conditions économiques dans lesquelles le capitalisme est obligé d'entreprendre son redressement qui poussent les masses ouvrières et petites-bourgeoises à l'action.

La courbe des grèves motivées par la volonté des ouvriers de se défendre contre la hausse du coût de la vie qui avilit leurs salaires, et menées malgré l'opposition systématique des directions réformistes et stalinien, est partout ascendante. Pour les mêmes raisons, les fonctionnaires subalternes et les employés entrent en lutte, souvent avant même les ouvriers. D'autres couches de la petite bourgeoisie citadine et paysanne, ruiées par l'inflation, écrasées par les impôts, deviennent un ferment révolutionnaire qui détruit l'équilibre social de la bourgeoisie et agrave la crise du régime.

Dans ces conditions, un développement prolongé et relativement ample et stable des forces de la démocratie politique apparaît plus problématique que jamais.

Les quelques concessions démocratiques auxquelles la bourgeoisie a procédé depuis la fin de la guerre sont d'une part le résultat de la pression des masses, et d'autre part de la politique conciliatrice et capitulaire des partis réformistes et stalinien.

Au moment de l'effondrement de l'appareil allemand d'occupation,

une première vague révolutionnaire s'ébranla dans la plupart des pays du continent européen. Mais cette vague eut un caractère fragmentaire et les organes du double pouvoir n'apparurent que sporadiquement. C'est l'absence de la révolution allemande qui empêcha une généralisation de ce mouvement révolutionnaire, permit aux partis réformistes et stalinien de garder le contrôle exclusif des masses et facilita ainsi le remplacement immédiat de l'administration militaire allemande par l'administration militaire anglo-américaine. La bourgeoisie indigène obtint ainsi le délai nécessaire pour reconstruire son propre appareil d'Etat, pour liquider rapidement les noyaux de double pouvoir et pour désarmer les ouvriers, soit par l'intermédiaire direct des stalinien (France, Italie), soit par la violence, appuyée sur les forces d'occupation (Grèce, Belgique).

Gouverner par l'intermédiaire de ces partis, ou par des coalitions qui s'appuyaient principalement sur ceux-ci, tel fut le prix que la bourgeoisie a dû payer pour arrêter la première vague révolutionnaire. Ce prix implique : le maintien des grandes organisations politiques et syndicales du prolétariat, le maintien d'une certaine possibilité de lutte directe (grèves), le maintien d'un appareil « démocratique » dont la bourgeoisie n'est pas absolument sûre. Mais même là où la bourgeoisie cède à la pression des masses un gouvernement « démocratique », elle est forcée, par les conditions matérielles, par la nécessité de reconstruire sa puissance économique aux dépens des masses travailleuses, de préparer son passage à des formes de gouvernement autoritaires. Dès maintenant, elle a réussi à reconstituer en partie, derrière le rideau de fumée de la « légalité parlementaire » et de la « paix sociale », un appareil militaire et policier qu'elle tient fortement en main. S'appuyant sur cet appareil, ainsi que sur tous les bastions traditionnellement conservateurs de la société (Eglise, noblesse, monarchie, etc.), le capital financier, dont la guerre a accentué la concentration et l'emprise de plus en plus totale sur l'Etat, prépare la transition à une dictature militariste ou bonapartiste à peine camouflée. Seule la pression du

prolétariat, qui n'a reçu dans aucun pays du continent jusqu'ici une défaite décisive, empêche la bourgeoisie d'abandonner ce qui reste de la « démocratie bourgeoise » classique. »

Ce qui n'était que la répétition de schématisations et de déformations des perspectives définies par Trotsky.

En janvier 1945 en effet, le Comité exécutif européen de la IV^e Internationale analysait en ces termes la situation mondiale :

« Un chaos indescriptible règne dans tous les pays « libérés », sans aucune perspective d'amélioration prochaine (...). L'action révolutionnaire des masses sape les dernières possibilités pour la bourgeoisie de rétablir son économie ruinée et délabrée par la guerre (...). Une ère « démocratique » intermédiaire relativement longue, jusqu'au triomphe décisif soit de la révolution socialiste, soit, à nouveau, du fascisme, s'avère impossible. » (*Quatrième Internationale*, janvier-février 1945).

La situation révolutionnaire engendrée par la Deuxième Guerre mondiale et ses conséquences est ici réduite à un schéma à la fois catastrophiste et linéaire. Toute la perspective révolutionnaire dépend étroitement des perspectives économiques. Il est clair que l'absence de toute perspective d'amélioration prochaine du chaos indescriptible et de toute possibilité pour la bourgeoisie de rétablir son économie ruinée et délabrée par la guerre signifie que, dans le champ de ruines qu'est l'Europe, réduite à cultiver des pommes de terre et à extraire des matières premières pour l'impérialisme américain, vont s'engager immédiatement les combats les plus acharnés entre le prolétariat menacé de mort et les restes de la bourgeoisie exsangue. C'est la lutte à mort, décisive, sans retour ni détours, qui est à l'ordre du jour.

Par contre, au cas où l'impérialisme, le mode de production capitaliste, se restructuringeraient, alors toute perspective révolutionnaire — au moins en ce qui concerne les grandes puissances impérialistes — serait repoussée vers un lointain avenir.

La riche combinaison des relations entre les classes, et à l'intérieur des classes, résultant de la guerre et de la vague révolutionnaire, n'était pas appréhendée. Les relations entre rapports économiques et rapports politiques, les véritables rapports de forces entre les classes ne l'étaient pas plus.

Comme le souligne Stéphane Just :

« Il résultait d'une telle perspective qu'il n'y avait aucun avenir pour les organisations élémentaires de la classe (les organisations syndicales) ni pour toute forme de vie politique permise par la démocratie bourgeoise. Par conséquent, loin de fixer comme tâche aux trotskystes de s'incruster et de travailler dans les organisations syndicales, il leur était proposé la constitution de « comités » de type soviétique, puisque la perspective se réduisait à l'alternative : soviets ou fascisme. »

Une telle analyse faisait fi des développements économiques, sociaux et politiques en Europe et dans le monde. Elle ne pouvait être qu'un obstacle pour l'intervention des trotskystes dans la lutte des classes, les perspectives politiques qu'ils devaient ouvrir et l'action politique pour construire l'Internationale et ses partis. La constatation que la révolution allemande n'avait pas eu lieu amènera nombre de militants à trouver un substitut au prolétariat allemand. David Rousset notamment, dès octobre 1945, tirera la conclusion que c'est la bureaucratie du Kremlin qui, à la fin de la guerre, a été le facteur révolutionnaire. L'incapacité de la direction d'alors de la IV^e Internationale de rendre compte des nouveaux rapports européens et mondiaux nourrira les tendances révisionnistes.

PREMIÈRE OFFENSIVE REVISIONNISTE

Et la schématisation des perspectives définies par Trotsky en 1939-1940 comme l'incompréhension du fait qu'à son premier stade le mouvement des masses passe pour l'essentiel par les grandes organisations se paient d'autant plus cher que, dès le lende-

main de la guerre, une question taraude les militants du PCI : comment se fait-il que, dans la situation de délabrement où l'Etat bourgeois se trouve, et avec la puissance d'un mouvement des masses que la politique des appareils stalinien et social-démocrate heurte de plein fouet, les effectifs du PCI — qui n'atteignent pas le millier — restent aussi minces ?

La pression du stalinisme, au lendemain d'une guerre dont l'issue donne à la bureaucratie stalinienne un prestige certain auprès des masses, pousse un certain nombre de militants du PCI à chercher une réponse immédiate à cette question, une réponse qui fasse l'économie de l'Internationale, du parti et de son programme.

David Rousset, sous le pseudonyme de Leblanc, explique ainsi en octobre 1945 :

« La bureaucratie soviétique se trouve aujourd'hui contrainte (...) de poser et de réaliser la révolution socialiste à l'étranger (...). Les forces économiques soviétiques (...), dans la nouvelle phase où nous sommes entrés, représentent la seule garantie efficace de la révolution socialiste dans le monde.

La bureaucratie stalinienne, avec toutes ses tares, avec sa neutralité conservatrice et réactionnaire, représente cependant un des bastions décisifs dans la période actuelle de la révolution socialiste dans le monde. En conséquence, nous devons faire une partie de nos désaccords avec le stalinisme et le faire délibérément et à fond. »

On ne saurait mieux annoncer la ruse et la capitulation dont Pablo évoquera la nécessité sept ans plus tard... Et on voit ici s'esquisser la révision fondamentale que le même Pablo tentera d'imposer en 1950-1952 à la Quatrième Internationale et ses deux axes essentiels : la mission socialiste et révolutionnaire attribuée à la bureaucratie, et le rôle décisif de ce que Pablo appellera, lui, les « forces matérielles et techniques »... ce qui a l'avantage d'ajouter aux seules forces économiques dont se contentait Rousset tout l'appareil militaire de l'Union soviétique...

Rousset lie déjà, comme le fera de nouveau Pablo cinq ans plus tard, cette mission progressiste de la bureaucratie à l'inévitabilité d'une prochaine guerre mondiale qui la contraindra, en résistant, à réaliser la révolution dans les autres pays. Non seulement Rousset substitue la bureaucratie au parti et à l'Internationale, bien superflus devant une bureaucratie aussi aimablement révolutionnaire, mais il va jusqu'à désigner ces derniers comme obstacles à ce rôle révolutionnaire de la bureaucratie en écrivant :

« On ne peut passer sur le corps du stalinisme pour réaliser la révolution socialiste. »

Découverte qui aurait enchanté les masses soviétiques, et qu'il faut bien justifier — comme le fera une fois encore Pablo cinq ans plus tard — en déclarant tout à fait « nouvelle » la situation existante. A situation « nouvelle », programme « nouveau » :

« Notre base programmatique, qui était essentiellement constituée par les quatre premiers congrès de l'Internationale communiste et par l'œuvre de Trotsky sur le centrisme stalinien, correspond à une expérience politique, à un niveau des luttes révolutionnaires dans le monde d'aujourd'hui QUI SE SONT COMPLETEMENT MODIFIES » (*souligné par nous - J.-J. M.*)

Etrangement, la nouveauté de la situation exige plate-forme ou programme flou, le flou en question reflétant en réalité les inconnues du reclasement proche. Rousset propose en effet :

« A la place de l'Internationale, parti mondial de la révolution, des rencontres internationales très larges (?), quant aux plates-formes présentées, donc naturellement très lâches (*sic !*) dans leurs conceptions organisationnelles. »

A programme flou, organisation lâche. On ne saurait mieux régler un problème en le niant. Cette révision brutale suscita alors une réaction de rejet massif dans le PCI. Dans « La Vérité » de mai 1949 (n° 233), Pierre Frank la dénonce encore vigoureusement... peu avant de s'y rallier.

quelques égratignures

En octobre 1945, Pablo combat avec l'écrasante majorité de l'Internationale contre la révision déchirante que propose Leblanc-Rousset. Et les organisations trotskystes européennes se heurtent trop clairement à la réalité pour que cela n'oblige pas à des ajustements. Ceux-ci furent pourtant totalement empiriques.

Mais outre qu'une telle correction s'effectue toujours avec retard et que tout retard dans une période révolutionnaire se paie cher, le schématisme même de l'analyse conduit à la recherche de boucs émissaires ou de substituts.

COMMENT PABLO POSE, DES 1945, LA QUESTION DU « MONDE COLONIAL »

Ainsi peut-on lire dans le numéro de juillet-août 1945 de « Quatrième Internationale » un correctif tout à fait radical d'une analyse à peine vieille de six mois. Ce numéro est entièrement consacré à la lutte des peuples coloniaux contre les divers impérialismes qui tentent de maintenir leur joug sur eux. Certes, c'est à la fois juste — et à l'honneur de la Quatrième Internationale — que de souligner les « gigantesques bouleversements (qui) ébranlent jusque dans leurs fondements les vieilles constructions impériales sur tous les points du globe ». Il est non moins juste d'affirmer la solidarité nécessaire des travailleurs européens avec cette lutte émancipatrice, et correct de dire :

« Le processus de destruction des anciens empires aiguise les contradictions inter-impérialistes, ouvre des brèches nouvelles à travers lesquelles les peuples coloniaux sauront trouver malgré et contre tous le chemin vers l'indépendance. »

Et c'est sans doute mettre l'accent à bon droit sur l'importance particulière du mouvement de libération des peuples colonisés que d'écrire :

« Une gigantesque crise révolutionnaire mûrit dans le monde colonial et ses conséquences en seront déterminantes, aussi bien pour l'Europe — patrie des vieilles métropoles — que pour le monde entier. »

Mais le « déterminant », devenant « décisif » dans la phrase suivante, indique manifestement un glissement, comme si l'éditorialiste attendait des peuples colonisés qu'ils réalisent la perspective dessinée six mois plus tôt pour l'Europe :

« La lutte pour l'indépendance des peuples coloniaux DEVIENT AUJOURD'HUI LE LEVIER PEUT-ETRE LE PLUS DECISIF POUR LE RENVERSEMENT DE L'IMPERIALISME MONDIAL » (souligné par nous — J.-J. M.).

S'il est décisif — le « peut-être » n'est qu'une clause de style puisque le titre de l'éditorial proclame nettement : « La lutte pour l'indépendance des peuples coloniaux, levier décisif pour le renversement de l'impérialisme mondial » —, le combat des prolétariats européens lui est donc plus ou moins subordonné : son issue dépend dans une certaine mesure des résultats de cette lutte d'émancipation des peuples colonisés d'Afrique et d'Asie. Et la place réservée au prolétariat européen se voit d'un coup ramenée à celle d'un soutien :

« Il incombe aux prolétariats des pays exploiteurs d'apporter plus que jamais par leur combat implacable contre leur propre bourgeoisie comme par leur solidarité agissante avec les peuples coloniaux la preuve de la volonté d'en finir avec toutes les oppressions de classe, de race, de nationalité. »

N'a-t-on pas là — fût-ce timidement — en germe la théorie de la « révolution coloniale », qui charge les peuples affamés et colonisés de réaliser la tâche révolutionnaire que les prolétariats européens prétendentendormis et aseptisés par l'étonnant « boom » du « néo-capitalisme » se refusent à effectuer ?

Ce n'est là que l'une des dizaines de voies possibles du révisionnisme...

LES DIRECTIONS STALINIENNES ET SOCIAL-DEMOCRATES PEUVENT-ELLES AVOIR UN « PROGRAMME REELLEMENT REVOLUTIONNAIRE » ?

Dès la conférence d'avril 1946 se glissent dans la résolution qui rectifie les perspectives de 1944 des formulations qui ont une résonance étrange :

« La situation internationale est dominée par la puissance que la conjoncture de la guerre a conférée aux Etats-Unis et à l'URSS et par leurs rapports réciproques. »

Ce n'est déjà plus la lutte mondiale des classes qui conditionne tous les rapports mondiaux.

Moins d'un an après avoir combattu Leblanc-Rousset, on voit apparaître dans les écrits de Pablo les premiers signes de sa révision future, qui fera exploser la Quatrième Internationale comme organisation fondée sur le « Programme de transition ». Dans un article publié par « Quatrième Internationale » et consacré au gouvernement ouvrier et paysan, après un certain nombre de considérations historiques et générales sur ce mot d'ordre et une réfutation des critiques de Séverin, membre du comité central du PCI, qui jugeait le mot d'ordre « équivoque », « inactuel » et « dangereux » parce qu'à ses yeux la campagne pour le « gouvernement ouvrier et paysan » ne pouvait se déclencher sans que l'on « pose par cela même la candidature du parti révolutionnaire à ce gouvernement... », condition

manifestement non réalisée en 1946, Pablo précise :

« Rompez avec la bourgeoisie » signifie nécessairement appliquer non pas le programme de ses partis, qui est justement le programme de la coalition, mais un programme effectivement ouvrier, anticapitaliste et révolutionnaire.

Il se peut que parfois le programme du gouvernement « ouvrier » soit en grande partie le programme défendu par le Parti communiste ou le Parti socialiste ou par leur front unique.

Il se peut, c'est-à-dire que dans des conditions exceptionnelles CES PARTIS AVANCENT UN PROGRAMME REELLEMENT REVOLUTIONNAIRE, au moins sur le papier.

NOTRE EFFORT DANS CE CAS SERA D'OBIGER LEUR DIRECTION A PORTER CE PROGRAMME DEVANT LES MASSES ET DE S'ENGAGER DANS LA LUTTE POUR SA REALISATION » (c'est nous qui soulignons — J.-J. M.).

Les « conditions exceptionnelles » rappellent évidemment à chacun le passage du « Programme de transition » consacré au mot d'ordre du gouvernement ouvrier et paysan et à son expression « Rompez avec la bourgeoisie ! Prenez le pouvoir ! ». Mais Pablo le modifie sérieusement sans le dire. Relisons ce passage du programme de la IV^e Internationale :

« La création d'un gouvernement ouvrier et paysan par les organisations ouvrières est-elle possible ? L'expérience antérieure nous montre, comme nous l'avons déjà dit, que c'est pour le moins peu vraisemblable. Il est, cependant, impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances (guerre, défaite, krach financier, offensive révolutionnaire des masses, etc.), des partis petits-bourgeois, y compris les staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes dans la voie de la rupture avec la bourgeoisie. En tout cas une chose est hors de doute : si même cette

variante peu vraisemblable se réalisait un jour quelque part et qu'un « gouvernement ouvrier et paysan », dans le sens indiqué plus haut, s'établissait en fait, il ne représenterait qu'un court épisode dans la voie de la véritable dictature du prolétariat. »

Cette variante, sous certaines formes, s'est réalisée après la guerre avec une ampleur que Trotsky n'avait pas prévue. Les efforts conjugués de l'impérialisme et du stalinisme ont pu contenir la vague révolutionnaire, mais n'ont pas écrasé le prolétariat, bien loin de là.

Mais une chose est certaine : le « Programme de transition » — et l'expérience des années suivant la Libération à aujourd'hui le confirme à l'envi — n'envisage en aucune manière que les organisations ouvrières traditionnelles (stalinien et social-démocrates) puissent « avancer un programme réellement révolutionnaire », même avec la restriction prudente « au moins sur le papier », un programme tellement révolutionnaire que les dirigeants stalinien ou sociaux-démocrates le garderaient caché et que les trotskystes devraient se battre pour obliger ces dirigeants « à porter ce programme devant les masses et à s'engager dans la lutte pour sa réalisation ».

Or, dans la mesure même où la dislocation de l'Etat bourgeois, le mouvement révolutionnaire des masses que cette dislocation suscite ou amplifie, les rapports de forces à l'échelle internationale poussent le parti stalinien ou petit-bourgeois à faire ce qu'il ne veut pas, c'est-à-dire s'installer au commandement de l'Etat avec toutes les conséquences ultérieures que cette situation a pour les masses, l'invitation qu'elles y voient à aller de l'avant, l'un des contre-feux, l'un des barrages que les appareils tentent d'établir, c'est très précisément le programme bourgeois qu'elles avancent. C'était déjà le cas — éclatant — du programme du Front populaire en Espagne et en France en 1936, c'est le « programme » des « démocraties populaires » fondé sur le refus de l'expropriation du capital, ce sera le programme du Vietcong qui, en 1973, signe les accords de Paris où s'exprime en toutes lettres la préservation de la

propriété privée des moyens de production.

Le sens de ces propos ne fait aucun doute : si les organisations traditionnelles, si les partis stalinien ou sociaux-démocrates peuvent avancer un « programme réellement révolutionnaire », ils peuvent conduire la lutte jusqu'à l'expropriation de la bourgeoisie, ils peuvent cesser d'être des obstacles pour devenir des moteurs de la lutte des classes, et ensuite ils peuvent amener le prolétariat à la prise du pouvoir. Comme les partis stalinien jouent en 1946, à l'exception de l'Angleterre, un rôle prépondérant dans la classe ouvrière de la plupart des pays d'Europe, cela signifie plus précisément que la bureaucratie stalinienne peut avoir un programme « réellement révolutionnaire », donc être révolutionnaire. Si tel est le cas, quelle peut être la justification, quel peut être le rôle de la Quatrième Internationale et de ses sections ? Un rôle d'aiguillon, de pression... Mais si les « organisations traditionnelles » peuvent effectivement s'engager dans cette voie, donc être redressées, le rôle des révolutionnaires ne devrait-il pas être de s'y intégrer sans restriction pour aider, accélérer, renforcer ce processus ?

Ces questions ne sont pas soulevées dans l'article de Pablo, elles ne sont pas même esquissées. Elles sont pourtant déjà au cœur de la formulation que nous avons reproduite, comme un germe.

A PROPOS D'UNE NOUVELLE DISCUSSION SUR L'URSS

Pourquoi ces formulations ne suscitent-elles pas de réaction ? Parce que, dans les sections de l'Internationale — et c'est très frappant dans le PCI —, une dissociation profonde s'effectue entre les noyaux de militants ouvriers qui interviennent dans la lutte des classes et racontent leurs luttes dans « La Vérité », et ceux qui écrivent, théorisent, « pensent ». Les deux domaines d'activité ne se recourent guère...

Et les thèses de Leblanc-Rousset tendent à resurgir dans la mesure même où elles répondent (faussement) à des problèmes non réglés.

Ainsi, dans le cadre de la préparation du congrès mondial de la IV^e Internationale, s'engage dès septembre 1946 une discussion sur « l'URSS au lendemain de la guerre et la politique des partis communistes ». Quatre bulletins intérieurs y sont consacrés. Le n° 1 comporte un long texte d'E. Germain, un long texte de Laurent Schwartz et un texte préparatoire au III^e Congrès du PCI de Marcoux, Mestre, Renan, Dural, Houdon et Limeest, tous précédés par la note suivante :

« Nous publions dans ce premier bulletin du Secrétariat international une série de documents que nous présentons pour la discussion sur l'URSS et la politique des partis communistes. Ils présentent tous en général un point de vue plus ou moins conforme aux vues du Secrétariat international sur cette question, mais seul le texte soumis par le camarade Germain doit être exprimé dans sa totalité l'opinion responsable du Secrétariat international. » (sic)

Suit une note qui précise :

« Compte tenu plus spécialement des réserves sur la thèse du camarade L. Schwartz, relativement à la façon de concevoir actuellement la défense de l'URSS et au retrait conditionné de l'Armée rouge. »

« NOUS DEFENDONS L'URSS TELLE QU'ELLE EST, L'URSS STALINIENNE »...

Et pourtant l'article de Schwartz contient déjà presque tous les éléments de la révision pabliste du trotskysme. Insistant sur le fait que « la bureaucratie a considérablement gagné en stabilité interne », il affirme :

« L'épithète de clique (bonapartiste stalinienne) n'a plus actuellement la moindre justification. (...) L'agression (impérialiste) vise, en fait, la bureaucratie en même temps

que l'économie qu'elle gère. Donc, tel qu'il se pose de la manière la plus actuelle et la plus simple, tel qu'il est pratiquement ressenti par les couches progressives des pays impérialistes, le problème de la défense de l'URSS confond pratiquement dans une même défense l'économie planifiée et la bureaucratie stalinienne. Nous défendons cette économie AVEC LA BUREAUCRATIE jusqu'à ce que nous soyons en mesure de la défendre nous seuls (*on voit là l'annonce de la « ruse » pabliste : le renversement de la bureaucratie stalinienne devra s'effectuer un jour, mais en attendant il faut bien vivre et en attendant cette bureaucratie peut faire de fort bonnes choses — J.-J. M.*). Dans le cas d'une attaque impérialiste directe, nous défendons l'URSS telle qu'elle est (non pas dans nos rêves, mais dans la réalité), l'URSS stalinienne... »

Et si Schwartz se prononce en faveur du principe du retrait des troupes soviétiques des pays du glacis, c'est pour mieux indiquer que ce principe n'est valable que rarement et dans un avenir radieux :

« Dans les pays impérialistes (...) le prolétariat n'a aucun moyen de lutter pour l'évacuation de l'Europe orientale par les troupes soviétiques sans servir directement les intérêts de son impérialisme (...). En Hongrie, le départ immédiat des troupes soviétiques serait le triomphe des partis de la réaction (...). Il pourrait même arriver, si les soviets devaient évacuer la Pologne sous la pression conjuguée du fascisme intérieur et de l'impérialisme mondial, que nous dénoncions cette évacuation comme une capitulation. »

Les premières positions ne méritaient donc aucun commentaire, et les dernières de simples réserves, alors qu'au lendemain de Yalta et de Potsdam les forces armées de l'URSS constituaient dans les pays de l'Est la force essentielle du maintien des restes de l'ordre bourgeois contre le mouvement des masses que la bourgeoisie nationale ralliée au nazisme (sauf en Pologne) et déliquescente ne pouvait affronter seule... Qu'elles n'aient pu

jouer jusqu'au bout ce rôle et faire totalement barrage à ce mouvement étant une autre histoire.

VERS LA FORMALISATION DU MARXISME AU SEIN DE LA IV^e INTERNATIONALE

La défense intransigeante du programme face à la pression de l'impérialisme et du stalinisme est une nécessité impérieuse. Mais cette défense tend à devenir purement littéraire et à conduire à la formalisation du marxisme, et donc à toutes les déviations possibles dans la mesure où elle se réduit à la répétition de formules justes, abstrairement répétées, et donc désincarnées parce qu'elles ne trouvent pas de traduction dans la construction du parti et de l'Internationale. C'est ce que la brochure « Quelques enseignements de notre histoire » souligne en notant :

« Au nom d'un formalisme étranger à la vie, le problème de la construction du parti se réduit à tenter de découvrir dans « Que faire ? » les recettes toutes prêtées qui, ensuite, sont communiquées aux militants par des spécialistes du genre, siégeant à la direction. Tout particulièrement, Privas assène à tous et à chacun une « vérité » livresque à coups de citations. »

Mais cette formalisation née en réponse au besoin de défendre les principes du programme contre l'énorme pression du stalinisme devient un véhicule de cette pression à l'intérieur de la Quatrième Internationale.

D'abord, en se masquant l'absence de réponses « pratiques » au problème de la construction du parti, elle facilite la recherche de moyens de remplacement, au premier rang desquels la bureaucratie stalinienne vient largement en tête. Et pour une seconde raison d'ordre plus général.

Dans la mesure même où il représente les intérêts d'une caste parasitaire qui, dès son émergence, n'a cessé de dissimuler son existence même et

d'affirmer mensongèrement sa filiation avec la révolution d'Octobre et le bolchevisme, le stalinisme a en effet formalisé ce dernier. Il a réduit le bolchevisme — qu'il utilisait et utilise comme un paravent — à une sorte de code, une série de schémas idéologiques en-dehors du temps et de l'espace. « Que faire ? » devenait un modèle intemporel du parti idéal alors même que Staline déclarait en février 1946 :

« La seule différence entre les sans-parti et les militants du parti, c'est que les uns sont membres du parti et les autres non, mais ce n'est là qu'une différence formelle. »

Pareille formalisation qui trouve son expression la plus acharnée, tant elle est nécessaire à la bureaucratie, dans les écrits de Staline, articulés soigneusement en trois points fondamentaux, subdivisés en sept corollaires adossés à cinq arguments subdivisés en neuf déductions connues à l'avance, pareille formalisation exprime donc une distinction radicale entre théorie et pratique. Rien de plus naturel puisque la « théorie » vise à masquer la « pratique ».

La formalisation du marxisme au sein de la Quatrième Internationale, liée à une dissociation théorie-pratique qui n'a, elle, aucune racine matérielle, devient par là une passerelle à la pression du stalinisme, sur le terrain commun qu'elle paraît offrir entre le trotskysme et lui.

Enfin, elle ouvre la voie à l'objectivisme : en haut les principes éternels, en bas les conditions objectives... La tentation est forte d'espérer que ces dernières construiront le « pont », dont le « Programme de transition » affirme la nécessité, entre leur maturité déjà trop grande et l'immaturité relative des masses, dues à l'absence de direction révolutionnaire.

De même, elle ouvre la voie au subjectivisme. En haut, la direction de la Quatrième Internationale, qui dirige la Quatrième Internationale ; en haut, les directions des sections nationales, qui dirigent ces sections, et la question historique décisive, celle de la crise révolutionnaire, est résolue, comme est résolu le problème de la construction de la Quatrième Internationale et

de ses sections, considérées comme définitivement constituées et qu'il ne reste donc plus qu'à renforcer. La « direction de rechange » existe. Il suffit que le mouvement objectif des

masses leur fasse faire l'expérience de la trahison des vieilles directions, alors elles se tourneront vers la « direction de rechange ». Nous y reviendrons plus loin.

l'opportunisme en pratique : les droitières majoritaires au sein du PCI

Derrière des affirmations péremptoires quant à la situation désespérée de l'impérialisme dans le monde et en particulier en Europe, se glisse un opportunisme profond et une adaptation profonde à l'ordre bourgeois en voie de restauration.

ELECTORALISME A TOUT VA

Par exemple, le PCI consacre une part importante de son activité au combat électoral. Il y investit une grande partie de ses forces. Qu'il s'agisse là d'un terrain de lutte dont l'usage doit être intégré à la construction du parti par l'intervention dans la lutte des classes, aucun doute. Mais, considérant le parti comme déjà construit — restant à le renforcer, ou plus précisément, pour les droitières alors majoritaires, à « l'élargir » —, la direction du PCI nourrit des illusions parlementaristes indubitable. Ainsi le numéro spécial de « La Vérité », intitulé « Ils n'étoufferont pas "La Vérité" », de février 1946, explique :

« Les chefs du PCF ont peur de l'influence grandissante du PCI. ILS CRAIGNENT DE NOUS VOIR REMPORTER DES SUCCES RETENTISSANTS AUX PROCHAINES ELECTIONS » (*souligné par nous — J.-J. M.*).

Ces « succès retentissants » sont évidemment électoraux ; ils ne se mesurent pas, dans la pensée de leurs rédacteurs, en nombre de militants recrutés et de cellules d'entreprises

construites. Au dos du même numéro, on peut lire d'ailleurs :

« Travailleur, il faut un million pour la campagne électorale. Les vingt francs que tu donnes au PCI, c'est demain au Parlement un député révolutionnaire. »

L'appel à la campagne financière publié dans « La Vérité » du 13 avril 1946 affirme :

« Plus nous aurons d'argent, plus nous présenterons de candidats, plus il y aura de chances pour que des députés trotskystes appellent de la Chambre les travailleurs à lutter pour la défense de leurs intérêts et de leurs libertés. »

Les 45 000 voix obtenues par les candidats du PCI, entre autres par Y. Craipeau en Seine-et-Oise, soulignent sans doute l'écho que suscite dans une couche de la classe ouvrière la politique des trotskystes. Mais elles sont très inférieures aux illusions entretenues. Ces résultats ne peuvent donc que semer découragement et désarroi. D'autant qu'au lendemain des élections à l'Assemblée constituante de novembre 1945, la direction avait fixé pour les mois à venir le recrutement de 3 000 militants (pour un parti qui en comptait 800) comme « correspondant aux possibilités d'encadrement actuelles du parti », dans la perspective d'un recrutement de 30 000 travailleurs d'avant-garde. Objectif qui « représente le dixième du collège électoral qui aurait été le nôtre si nous avions présenté des candidats dans tout le pays ». L'objectif de recrutement déterminé à partir d'un impact

électoral supposé est d'autant plus fantasmagorique que le PCI n'existe pas dans des régions entières. C'est dire qu'il existe des électeurs trotskystes... sans activité trotskyte ! C'est de l'électoralisme à tout va. La direction part donc des voix éventuelles dans des villes ou des régions où n'existent pas de trotskystes : le moins que l'on puisse dire, c'est que ce n'est pas partir du parti tel qu'il est et des problèmes à régler de son intervention pour se construire, se développer, se renforcer. La brochure « Quelques enseignements de notre histoire » commente à ce propos :

« Ces objectifs aberrants, impossibles à atteindre, déterminés par un volontarisme étranger au marxisme et par le désir de voir le parti déjà construit introduisent dans le PCI scepticisme, désorganisation et démorisation. Pour les dirigeants du PCI, le rythme et les méthodes de la construction du parti ne sont pas déterminés par la lutte des classes (...) mais par les illusions, lesquelles recouvrent le désir d'être considéré comme "un parti comme les autres". »

De plus, les illusions électoralistes et parlementaristes renforcent la tentation, grande chez les droitières majoritaires, de se tourner vers ceux que le jeu parlementaire place au premier plan : les appareils bureaucratiques, les journalistes, les intellectuels...

Cet électoralisme n'est d'ailleurs pas une maladie seulement « française ». Ainsi le congrès du Lanka Sama Samaya Party, en février 1951, adopte une résolution qui, constatant la crise sociale et politique qui ravage Ceylan et la fragilité du gouvernement, aboutit à la perspective suivante :

« Le Lanka Sama Samaya Party luttera au cours des prochaines élections pour obtenir la majorité parlementaire, tout en soulignant qu'une majorité parlementaire ne pourra donner véritablement un gouvernement ouvrier et paysan que si les masses, par leur propre action, assurent la réalisation de toute la législation. »

Comme si le Parti communiste ceylanais n'existant pas ! Au combat pour le front unique, pour le gouvernement

du PCC et du LSSP, se substitue un ultimatisme parlementariste creux et vain (malgré la solide implantation ouvrière du Lanka Sama Samaya Party et sa réalité électoral, la perspective de sa majorité parlementaire a toujours été funambulesque). Cet ultimatisme, en escamotant la réalité du combat pour le front unique, a couvert une politique dont le caractère opportuniste éclatera une douzaine d'années plus tard, lorsque les dirigeants du LSSP entreront dans un gouvernement de front populaire avec les staliniens, sous la houlette de Mme Bandanaraïke.

L'ULTIMATISME COMME METHODE DE CONSTRUCTION DU PARTI

La résolution du bureau politique du PCI sur le résultat des élections du 2 juin 1946 est éclairante. D'abord, elle attribue les faibles résultats du PCI (1,5 % des voix)... « aux illusions démocratiques et parlementaires, bien plus persistantes que l'on ne pouvait le soupçonner le 21 octobre 1945 ». Pourtant, le bureau politique voit dans les 45 000 voix « la première affirmation à l'échelle nationale de l'existence du parti révolutionnaire » — ce qui est bien affirmer l'existence du parti à travers ses résultats électoraux et non à travers son intervention et sa construction dans la lutte des classes, dans la grève des rotativistes de janvier-février 1946 ou dans la grève des postes d'août — et, continue la résolution, « la confirmation du nombre encore réduit de travailleurs qui reconnaissent déjà le PCI comme la direction du prolétariat » — comme si tel était le sens de leur vote... Affirmer cela, c'est poser le parti révolutionnaire dirigeant comme déjà construit : il ne reste plus qu'à le faire reconnaître pour ce qu'il est déjà.

La résolution affirme que « le renforcement général du parti s'est manifesté par de nombreuses adhésions », mais on a quelque raison d'en douter quand on voit — et c'est l'indice aussi de l'orientation de la direction de la Quatrième Internationale sur ce pro-

blème de la construction du parti — l'adresse du Secrétariat international au PCI oublier totalement cette question du recrutement dans le bilan qu'elle tire des élections en « énumérant » les résultats de cette campagne : souscription, réunions électORALES, diffusion du journal, des tracts, des circulaires, 45 000 voix sur 12 listes présentées, dont 15 000 voix sur les trois secteurs de Paris.

Mais là où l'illusion électoraliste et parlementaire de la direction du PCI apparaît la plus éclatante c'est dans la manière dont elle pose, aux lendemains de ces élections où le PC et la SFIO sont perdus la majorité parlementaire qu'ils possédaient jusqu'alors, la perspective gouvernementale. Sous le titre « Sur quels mots d'ordre combattre », on lit :

« Le parti dénoncera la prostitution des partis ouvriers au service de la bourgeoisie, alors que des millions de travailleurs sont toujours prêts à engager la lutte pour imposer un gouvernement du PS, du PCF et de la CGT.

La perte de la majorité sur le plan parlementaire n'entraîne pas la possibilité pour les masses laborieuses d'imposer, à travers leur lutte contre le régime, un tel gouvernement. » (*Quatrième Internationale*, juin-juillet 1946, pp. 68-69).

Malgré le coup de chapeau aux masses, « toujours prêtes à engager la lutte pour imposer un gouvernement PS-PCF-CGT »... que la situation rend impossible, la déduction dans la majorité du PCI, alors implicite mais qui deviendra de plus en plus explicite, est que les combats engagés par les travailleurs et essentiellement leurs grèves ne sauraient avoir qu'un aspect purement revendicatif, économique. Aussi la résolution du bureau politique de juin 1946 se conclut-elle par l'appel aux ouvriers à

« renforcer l'arme de combat indispensable aux travailleurs pour triompher dans les luttes qu'ils auront inéluctablement à engager pour la satisfaction de leurs revendications : le parti révolutionnaire ».

Point final. Ni le pourquoi, ni le comment ne sont soulevés, et aucune

réponse n'est évidemment apportée à ces questions non posées...

PREMIERES CONSEQUENCES DESTRUCTRICES

Cette situation provoque dans le PCI le développement d'un courant droitier qui prend la majorité, de justesse, au III^e Congrès, en septembre 1946, où s'affrontent cinq motions d'orientation. Par 52 mandats sur 103, Yvan Craipeau y est élu secrétaire général d'une organisation qui compte alors un peu plus de 1 000 militants. Pour les droitiers, la situation n'est plus révolutionnaire, le problème du pouvoir ne se pose plus, le PCI est inadapté... il faut un autre type de parti... L'une des propositions les plus caractéristiques des droitiers est d'abandonner toute agitation autour du mot d'ordre « gouvernement PCF-PS-CGT », et comme ils ne proposent aucune autre formulation, cela signifie l'abandon de tout combat axé sur la perspective du pouvoir, répondant au problème du pouvoir.

Résumant les thèses des droitiers dix ans plus tard, leur porte-parole Yvan Craipeau écrira :

« Après la Libération, le Parti communiste internationaliste continue pendant toute une période à vivre dans une semi-clandestinité, attendant (?) mystiquement (?) la montée révolutionnaire : ses locaux mêmes restent ceux de la période illégale (!). Il n'apparaît vraiment au grand jour qu'en 1946, sous l'impulsion de ceux qui veulent construire un parti « large ». Un court instant, ces derniers peuvent croire qu'ils vont parvenir à leurs fins. « La Vérité » paraît comme hebdomadaire à tirage important (?). Le PCI présente 20 listes aux élections et obtient plus de 60 000 voix (dont 14 000 en Seine-et-Oise). La tendance « large » parvenue à la direction s'efforce d'en faire une organisation ouverte (...). Mais, déjà, la situation a changé. Le PCF, chassé du gouvernement tri-parti, a repris la direction du mécontentement ouvrier. Il y a plus grave. LES PERSPECTIVES REVOLUTION-

NAIRES DU PCI S'AVERENT NE PAS CORRESPONDRE A LA REALITE. Les masses ouvrières sont certes mécontentes de la détérioration de leur niveau de vie ; elles recourent à l'arme gréviste pour sa défense ; elles comprennent la nécessité d'une généralisation de leur mouvement en face d'un patronat de plus en plus uni à l'appareil d'Etat. Toutefois, la France n'est pas pour autant la Russie de 1917 ; LES MASSES POPULAIRES NE MONTENT PAS A L'ASSAUT DU REGIME ; ELLES NE CONSIDERENT NULLEMENT LA GREVE COMME UNE ETAPPE VERS LE POUVOIR, MAIS COMME UN MOYEN DE LUTTES REVENDICATIVES. La politique des organisations communistes (et même socialistes) NE LEUR EST PAS IMPOSEE ARBITRAIREMENT ; ELLE REFLETE AUSSI EN PARTIE LEUR PROPRE ETAT D'ESPRIT. UNE FOIS DE PLUS, IL APPARAIT NECESSAIRE DE PROCEDER A UNE REVISION SERIEUSE DE L'EVALUATION POLITIQUE ET DE L'ORIENTATION. » (*Perspectives socialistes*, avril 1959. *Ce qui est souligné l'est par nous — J.-J. M.*).

Que l'on veuille bien excuser cette longue citation de Craipeau et que l'on n'objete pas : elle est de 1959, on sait bien que les hommes changent et le Craipeau de l'UGS n'est peut-être pas celui qui rompit avec le PCI. Très précisément si. Craipeau a justement écrit une histoire du mouvement trotskyste où il insiste sur la continuité de sa « pensée », de 1947 au PSU, dans lequel il voit le continuateur du PCI tel qu'il le rêvait... Cette citation a le mérite de la netteté. La situation n'était pas révolutionnaire au lendemain de la guerre. C'est parce qu'elle ne l'était pas et qu'ils croyaient qu'elle l'était que les dirigeants du PCI n'ont pu construire un vrai parti. En fin de compte, toutes les ruptures au sein du PCI de 1946 à 1952 se font là-dessus.

Craipeau n'exprime pas en fait dans ces lignes la seule pensée des droitiers de 1946-1948, il exprime en réalité la pensée des Pablo, Frank, dirigeants de la IV^e Internationale en 1952 — qui l'avaient combattu en 1948 — et de

leurs héritiers d'aujourd'hui. Ne lit-on pas en effet, dans la brochure de la LCR « Ce qu'est l'OCI » :

« L'OCI, en restant à la constataction de 1938, veut-elle nier la DEFAITE DU PROLETARIAT MONDIAL qu'ont constituée le reflux de la révolution européenne entre les deux guerres ET L'ECHEC DE LA MONTEE DU MOUVEMENT DES MASSES DE 1945-1947, échecs dont sont responsables au premier chef la social-démocratie et le stalinisme ? » (*Ce qui est souligné l'est par nous — J.-J. M.*).

De 1924 à 1940, le prolétariat mondial est allé de défaite en défaite ; au lendemain de 1945, le prolétariat n'a sans doute pris le pouvoir nulle part mais, comme le souligne Stéphane Just, « peut-on parler d'échec lorsque le capital a été exproprié en Chine, en Europe de l'Est, alors que la classe ouvrière des pays capitalistes a conquis une puissance sociale et politique sans précédent ? » Alors que, produit de la vague révolutionnaire qui a balayé le monde au lendemain de la guerre, les empires coloniaux se sont effondrés, les mouvements de libération nationale, chevauchant ce profond mouvement, ont défait partout les vieux colonialismes.

Même si ce mouvement a été canalisé par des directions petites-bourgeoises, n'est-il pas étonnant que les apôtres de la « révolution coloniale » en viennent à parler de « défaite » et d'*« échec »* ? Il ne s'agit pas là d'un lapsus. La condamnation formelle des aspects « extrêmes » des positions de Pablo n'empêche nullement — au contraire elle la couvre — la continuité entre les positions du Secrétariat international de Pablo-Germain hier et du Secrétariat unifié de Germain-Krivine aujourd'hui...

L'orientation des droitiers, hypnotisés par la capacité de l'appareil stalinien à contenir les masses (et qui attribuent cette capacité à la situation ou aux masses elles-mêmes), l'emporte dans le PCI au moment même où elle se heurte à la réalité de la lutte des classes et à l'intervention des trotskystes dans la lutte des classes...

LA GREVE RENAULT

Au début de janvier 1947 en effet, les mouvements de grève démarrent, chez les dockers à Nantes, chez Michelin à Clermont, chez les fonctionnaires et les ouvriers de la presse, dans plusieurs entreprises de la banlieue parisienne. Le 18 avril, « La Vérité » donne forme à la revendication qui s'avance ici ou là : « 10 francs de l'heure, et tout de suite ». Au mois de février, chez Renault, le département 6 — où interviennent des militants de l'UCI, l'ancêtre de Voix ouvrière et de Lutte ouvrière — et le département 18 où interviennent plusieurs militants du PCI déposent un cahier de revendications réclamant les 10 francs de l'heure. La direction les lanterne. L'appareil stalinien de la CGT, toujours ferme sur la ligne « la grève est l'arme des trusts », bloque. Les ministres staliniens au gouvernement, sous la houlette de Thorez lui-même, sont totalement solidaires de la direction. L'appareil oppose aux 10 francs de l'heure la revendication d'une prime à la production, afin de pousser les travailleurs à produire plus et de les diviser entre eux. Le vendredi 25 avril à 6 h 30, les ouvriers des ateliers 6 et 18 décident la grève. Le 28, les grévistes élisent un comité de grève en assemblée générale. Les militants du PCI implantés dans l'atelier 18 centrent leur politique sur l'extension du mouvement à l'ensemble de l'usine, à toute la métallurgie...

L'appareil stalinien réagit brutalement. Après un meeting qui rassemble 4 000 travailleurs, lundi 28, « L'Humanité » du 29 avril dénonce « le caractère provocateur de la grève déclenchée vendredi dans certains ateliers » et certains « éléments troubles » qu'elle accuse de « diriger uniquement leurs coups contre la CGT ». Le 30, « La Vérité » sort un numéro spécial Renault, titrant :

« MALGRE CHANTAGES ET MANŒUVRES DES BONZES SYNDICAUX, RENAULT SUIT LE COMITE DE GREVE.

LA LUTTE EST ENGAGEE POUR LES 10 FRANCS ! VERS LA GREVE GENERALE ! »

Pendant que les staliniens dénoncent les « hitléro-gaullo-anarcho-trotskystes », la bourgeoisie inculpe les dirigeants du PCI pour « atteinte au moral de l'armée et de la nation », à propos d'une affiche du PCI qui proclame : « A bas la guerre d'Indochine ! ». Les trotskystes, en effet, maintiennent fièrement le drapeau de l'internationalisme ouvrier contre l'impérialisme, comme on le verra ci-contre.

Tous les militants ouvriers du PCI sont mobilisés pour la généralisation de la grève, d'abord à Renault où le mouvement qu'ils nourrissent dans le cadre du comité de grève déborde l'appareil (le 30 avril, toute l'usine est en grève), puis à toute la métallurgie parisienne. Pendant que le groupe sectaire de l'UCI reste enfermé tranquillement dans son « bastion » du secteur Collas, les militants du PCI tentent de faire débrayer toute la métallurgie parisienne sur les 10 francs de l'heure. A partir de la grève Renault, ils tentent de débrayer Unic, Saurer, Morane, Renaudin (qui se met en grève). L'appareil stalinien jette toutes ses forces dans la bataille. Il réussit à bloquer l'extension de la grève dans les usines où les militants trotskystes descendent. Dans la manifestation du 1^{er} mai, le service d'ordre stalinien matraque les métallos et les jeunes qui diffusent le tract du comité de grève appellant à l'extension du mouvement. Ne parvenant pas à briser la grève, les dirigeants du PCF qui contrôlent la Fédération de la métallurgie coiffent le mouvement et s'efforcent d'en prendre le contrôle et de le canaliser. Renault est le fer de lance de la classe ouvrière. Renault s'est dressé contre la politique stalinienne. La direction du PCF se sent menacée. Au Conseil de cabinet du 30 avril, Thorez a annoncé que le PCF soutenait sans réserve la revendication de la CGT de prime à la production qui n'est pas la revendication des grévistes. Les ministres du PCF quittent le Conseil de cabinet. Au Conseil des ministres qui se tient le lendemain, les ministres du PCF maintiennent leur soutien, alors que Ramadier leur demande d'attendre jusqu'en juillet ainsi qu'il était convenu pour discuter des questions de salaires. Le 2 mai, l'appareil tente de faire reprendre le travail. Le vote donne 11 354 travailleurs pour la poursuite de la grève,

8 015 contre. Les ministres du PCF soutiennent le gouvernement et sa politique de blocage des salaires. Mais la tension entre les travailleurs de Renault et eux comme leur incapacité à briser la grève les placent dans une situation intenable. A Vincent Auriol qui, le 1^{er} mai 1947, supplie Thorez de faire un effort supplémentaire, ce dernier, « très ému, rouge », répond :

« Je ne peux plus rien. J'ai fait tout ce que j'ai pu. Je suis maintenant au bout de mon rouleau... »

Et lorsque Auriol lui propose un terrain d'entente sur les « primes à la production et au rendement », à quoi le PCI oppose justement la revendication qui émane des travailleurs eux-mêmes : les 10 francs de l'heure, Thorez répond :

« Je ne crois pas pouvoir aboutir, c'est plus profond que cela. »

C'est-à-dire qu'il s'agit d'une revendication qui pose la question même du gouvernement. Pour contenir le mouvement des masses et le détourner du pouvoir, le parti stalinien doit en garder le contrôle. Il doit donc tourner. Le 29 avril, « L'Humanité » titrait :

« A la régie Renault, la section syndicale lutte pour obtenir les revendications légitimes. » *Le 30 :* « L'Union des métaux demande : prime horaire de 10 francs ; convention collective, minimum vital. »

Déformer le mot d'ordre unificateur, déoyer le mouvement, ne pas le heurter de front à partir du moment où le choc risque de fissurer l'appareil, c'est ce que Duclos explique en affirmant : « Jamais nous ne nous laisserons tourner à gauche »...

Le 4 mai, les ministres du PCF votent contre la question de confiance posée par le président du Conseil Ramadier à l'Assemblée, sur le maintien du blocage des salaires. Ramadier, par décret, les chasse du gouvernement : il ne peut y avoir deux lignes gouvernementales ! Florimond Bonte explique aussitôt : « Le PCF, qu'il participe ou non au gouvernement, continuera à se considérer comme un parti de gouvernement », mais il a les mains libres pour casser la grève de l'intérieur en gauchissant son langage

tout en maintenant intégralement sa ligne que Duclos exprime le 8 mai à l'intention du « New York Herald Tribune » : « Les gens qui parlent de grève générale sont des imbéciles »... plus des provocateurs. Le 8 mai l'appareil réussit enfin à faire rentrer les travailleurs qui votent la reprise par 12 075 voix contre 6 866 pour la poursuite du mouvement...

Dans ce combat, le PCI a recruté plusieurs militants qui vont être soumis, dans l'usine et dans la CGT, à la calomnie systématique de l'appareil. La bataille politique de ces militants a contraint l'appareil stalinien à modifier la forme de sa politique. La grève Renault a brisé le gouvernement tripartite.

Elle a contraint l'appareil stalinien à « gauchir » sa politique afin de garder le contrôle des masses. Elle marque, au-delà de ces « sous-produits », le début d'une grande vague de grèves : chez les cheminots d'abord, en juin, mouvement que l'appareil du PCF parvient à disloquer ; grève à la RATP en octobre, que l'appareil stalinien à l'intérieur de la CGT essaie d'abord de casser, puis, ne pouvant y parvenir, dont il prend le contrôle le plus rapidement possible pour la faire cesser sans qu'elle s'étende à d'autres corporations.

Mais en septembre 1947, le Kominform a été constitué. La « guerre froide » qui a commencé amène la bureaucratie du Kremlin à dicter aux PC d'Europe occidentale un changement de tactique. Il leur fait faire pression sur les gouvernements en place afin qu'ils renoncent à participer au pacte Atlantique. Dès lors, le PCF utilise la combativité de la classe ouvrière à cette fin. En novembre-décembre, la direction de la CGT organise un mouvement de grève par vagues successives.

Mais de toutes ses forces, l'appareil s'oppose à la grève générale et l'empêche. Il s'agit de faire pression sur le gouvernement et le pouvoir bourgeois et non de le renverser. C'est un échec. Chacune à leur façon, les directions stalinienne et réformiste font passer à l'intérieur de la classe ouvrière la ligne de la « guerre froide ». Et en janvier 1948, la scission de la CGT est consommée.

LE PCI SE CASSE

Alors que par milliers les militants commencent à déserter les rangs du PCF et de la SFIO, le PCI piétine. Il recrute, au fil des interventions de ses militants ouvriers dans le mouvement gréviste, mais globalement le parti qui se proclame « direction de rechange » déjà construite ne progresse pas. Les militants qui abandonnent les deux grands partis ouvriers ne se tournent pas vers lui.

A la question : pourquoi ne recrutons-nous pas malgré une intervention dans la lutte des classes qui exprime les intérêts des travailleurs en lutte ?, il n'est pas répondu, sauf par la majorité droitière qui incrimine le sectarisme du PCI, son étroitesse, son programme, l'analyse de la situation, et qui cherche en hâte un substitut. Elle croit bientôt l'avoir trouvé.

La politique de la SFIO a engendré la radicalisation de son mouvement de jeunes, dont certains dirigeants se rapprochent de la direction du PCI.

Le début de juin 1947, le comité directeur du PS exclut toute la direction des Jeunesses socialistes et en prononce la dissolution. Le secrétaire général adjoint du Parti socialiste, Yves Dechézelles, qui s'est prononcé contre la dissolution, démissionne de ses fonctions. La direction exclue des Jeunesses socialistes dissoutes, qui comptaient 5 000 militants en juin, s'engage vers le « regroupement révolutionnaire », en même temps que les jeunes abandonnent ses rangs par centaines (1)... Un congrès des Jeunesses socialistes, tenu à Villeurbanne, à côté du congrès du PS à Lyon, décide de s'engager dans la voie du regroupement des « socialistes révolutionnaires », s'adresse à cette fin à ceux du Parti socialiste, son journal devient « l'organe des Jeunesses socialistes

pour le regroupement révolutionnaire ». En décembre 1947, quelques centaines de militants quittent le Parti socialiste avec Yves Dechézelles et fondent l'Action socialiste révolutionnaire (ASR) qui décide, comme les Jeunesses socialistes, d'engager des discussions avec le PCI.

Pour la majorité du PCI, c'est la planche de salut. Voilà enfin la possibilité d'édifier un parti révolutionnaire large, non sectaire, sans œillères ni préjugés. Mais sur quelles bases ? Le b.a.ba de l'histoire du mouvement ouvrier et du bolchevisme, c'est qu'un parti est l'expression organisée d'un programme. Or la résolution de l'Action socialiste révolutionnaire, par exemple, n'est qu'un assemblage de formules extraordinairement générales qui justifient sans doute la discussion la plus fraternelle avec cette organisation et ses membres, mais qui ne sauraient servir de fondement sérieux à une discussion programmatique :

« Le parti révolutionnaire ne pratique aucune forme de collaboration de classes. Il soutient inconditionnellement les revendications et les luttes ouvrières. Il pratique l'internationalisme prolétarien. Il soutient les luttes pour leur libération de tous les peuples opprimés et particulièrement des peuples coloniaux.

Il considère que la construction de la paix ne peut être que l'œuvre des travailleurs eux-mêmes par le renversement du capitalisme et l'instauration du socialisme à l'échelle internationale, ce qui implique la création d'une véritable Internationale ouvrière. »

La générosité vague de ces principes généraux ne saurait certainement pas constituer la base d'un programme, sous peine de considérer que le Programme de transition et la base programmatique des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste doivent être jetés par-dessus bord ou, pour le moins, faire l'objet d'un réexamen global.

En novembre 1947, les droitières du PCI perdent de justesse la majorité au profit de la gauche, qui se réclame de la fidélité au programme. Les droitières accusent la nouvelle direction d'avoir

(1) Yvan Craipeau, le chantre de la construction du parti révolutionnaire par l'addition des JS, de l'ASR et du PCI, reconnaît lui-même : « Bien entendu, les Jeunesses socialistes ont perdu une partie importante de leurs effectifs en rompant avec un parti de masse et l'ASR ne regroupe que quelques centaines de militants. »

manipulé les mandats, et la plupart d'entre eux se tournent vers le regroupement large... le Rassemblement démocratique révolutionnaire fondé par Rousset (Leblanc), J.-P. Sartre, Léon Boutbien et Marceau Pivert... A la veille du II^e congrès de l'Internationale, en avril 1948, le PCI va perdre d'un coup presque la moitié de ses membres...

Au bureau politique du 31 mars 1948, les droitières proposent en effet de « dresser un plan d'investissement de nos forces dans les JS, l'ASR, la Bataille socialiste (1), le journal « Franc-tireur », qui tire à 250 000 exemplaires (2), « La Revue internationale », les centres personnalistes d'« Esprit » (3), afin de construire un « nouveau mouvement ouvrier, même si le PCI est rejeté en tant qu'organisation ».

Le 31 mars, le bureau politique adopte en réponse une résolution publiée dans le numéro du 2 avril de « La Vérité » sous le titre « Bâtir le parti ouvrier » et qui annonce l'exclusion du PCI des droitières adhérents au RDR.

Sans aucun doute, il est juste de désigner ces exclus comme « représentants d'une aile opportuniste » passés d'une « politique de capitulation constante devant le stalinisme » à la « troisième force » ; sans doute était-il juste de souligner la permanence du parti et de sa base ouvrière face à une campagne des ennemis du trotskysme annonçant que 45 % des adhérents avaient quitté les rangs du PCI et de souligner qu'« ayant perdu confiance dans le prolétariat, ils suivent les fluctuations des intellectuels petits-bourgeois au gré du souffle de l'opinion publique officielle ». Mais était-ce répondre autrement que par des

(1) Tendance très pro-stalinienne exclue du PS.

(2) ...qui va bientôt disparaître faute de lecteurs et de crédits malgré sa campagne pour le plan Marshall !

(3) « La Revue internationale » est un organe pro-stalinien et « Esprit » absolument étranger au mouvement ouvrier. On voit l'ampleur de la rénovation.

proclamations de foi aux problèmes que se posaient les membres du PCI que d'affirmer :

« Le PCI poursuit sa lutte. SON PROGRAMME PENETRE AUJOURD'HUI PROFONDEMENT PARMI DES MILLIONS DE TRAVAILLEURS QUI REPRENENT SES MOTS D'ORDRE... » (*souligné par nous — J.-J. M.*)

Comment se fait-il alors que ce parti qui aurait de tels rapports avec les masses perde des militants plus qu'il n'en gagne ? Et, encore une fois, suffit-il donc de proclamer le parti construit pour qu'il le soit réellement ?

Après quelques mois d'agitation littéraire creuse, le « grand et large » RDR, pro-américain, va s'effondrer lamentablement, servant de transit vers des destins divers, de la SFIO à l'UGS et au futur PSU ou au PC.

Il ne suffisait pas de dire — comme il était vrai — que les dirigeants droitières, les Parisot, les Demazière, puis les Craipeau qui abandonnent le PCI au début de 1948 étaient usés, démolisés et cherchaient un autre type de parti où ils puissent côtoyer l'intelligentsia de gauche en toute tranquillité ; il ne suffisait pas d'affirmer la justesse du programme face aux révisions déchirantes qui ont toutes abouti aux plus lamentables des vieilleries... Il fallait encore comprendre pourquoi le problème que résolvaient les droitières dans le sens de l'abandon se posait réellement et constamment au sein du PCI comme de l'Internationale.

Se proclamer parti mondial et ne l'être pas crée interrogations, doutes, problèmes auxquels il faut répondre. Se contenter de réaffirmer le parti et l'Internationale déjà construits, un point c'est tout, c'est une manière formelle d'y répondre et de résister à la formidable pression des forces conjuguées de l'impérialisme et de la bourgeoisie. C'est aussi créer à plus ou moins long terme les conditions pour l'attente de la solution miracle, le raccourci inattendu, le substitut aux efforts pénibles sans cesse renouvelés et qui rappellent un peu trop ceux de Sisyphe...

le II^e Congrès mondial

Entre temps, le II^e Congrès mondial s'est réuni au mois d'avril 1948. Il importe de s'y arrêter un moment. En ce début d'année 1948, un bilan politique d'ensemble de la période révolutionnaire ouverte par la guerre, une analyse de la nouvelle situation mondiale qui commence, un bilan honnête de la IV^e Internationale et de ses sections et la définition des perspectives qui s'ouvrent à elles, sont indispensables. Le II^e Congrès mondial sera complètement incapable de réaliser ces tâches indispensables à la vie ultérieure de la IV^e Internationale.

CONFUSION, DESARROI, DESARMEMENT POLITIQUE DE L'INTERNATIONALE

D'un côté, pas d'analyse réelle, selon la méthode du Secrétariat international qui est étrangère à la méthode marxiste. Les affirmations péremptoires répètent celles portées antérieurement :

« Une analyse de la situation économique mondiale montre qu'une reprise réelle de la production capitaliste se heurte à de nombreux obstacles de nature économique et politique. La guerre n'a pas seulement aggravé l'agonie du capitalisme, mais elle a rendu celui-ci incapable de rétablir le marché mondial et un développement équilibré du commerce mondial (*Résolution politique générale : La Situation mondiale dans les tâches de la IV^e Internationale, Quatrième Internationale, mars-mai 1948*).

D'autre part, il est affirmé que les pays de l'Europe de l'Est sous le contrôle du Kremlin « conservent leur structure capitaliste fondamentale ». La résolution particulière « L'URSS et le stalinisme (thèses) » donnera donc une série de considérants justifiant cette appréciation pour conclure ainsi :

« La bureaucratie soviétique a été et reste forcée de maintenir la structure et la fonction bourgeoises de l'Etat non seulement parce que leur destruction n'est possible qu'à travers la mobilisation révolutionnaire des masses, mais également pour défendre sa propre exploitation particulière de ces pays. Là où elle est forcée de passer à une mobilisation limitée des masses dans des organes potentiels de double pouvoir (comités d'action en Tchécoslovaquie), elle insiste tant par son action que par sa propagande sur le fait que ces organes ont pour fonction non de se substituer aux organes de l'Etat, mais seulement de les épauler.

Tout en gardant ainsi sa structure et sa fonction bourgeoises, l'Etat des pays du « glacis » présente en même temps une forme externe de bonapartisme, l'appareil d'Etat stalinisé n'ayant pas seulement acquis une large indépendance par rapport au prolétariat comme par rapport à la bourgeoisie, de par l'équilibre et la prostration progressive de ces deux classes, mais également et surtout de par sa liaison interne avec l'appareil d'Etat soviétique et le poids dominant que cet appareil possède actuellement en Europe orientale suivant les rapports de forces internationaux. Du caractère bourgeois de l'Etat des pays du « glacis » résulte la nécessité de la destruction violente de sa machine bureaucratique comme condition essentielle pour la victoire de la révolution socialiste dans ces pays. »

La résolution politique générale estimait :

« En Chine, la lutte entre les anciens « communistes » appuyés par Moscou et les armées de Tchang Kai-chek appuyé par Washington a atteint la proportion d'une véritable guerre dans laquelle sont engagées chaque jour plus de nouvelles forces matérielles et humaines des deux

côtés. L'enjeu de cette lutte des deux camps opposés est le contrôle de positions économiques et stratégiques clefs dans cette partie importante du continent asiatique. »

De telles « analyses » amenaient à un désarmement complet et à un désarroi politique des différentes sections de la IV^e Internationale. Elles démontraient l'incapacité de la direction d'utiliser la méthode du marxisme pour faire le bilan de la vague révolutionnaire de la fin de la guerre et de l'immédiat après-guerre pour dégager les nouveaux rapports entre les classes à l'échelle mondiale, dominés malgré telle ou telle apparence par la puissance politique du prolétariat et ses nouveaux acquis.

Certes, la résolution proclamait :

« La période d'équilibre instable ouverte par le dernier conflit impérialiste, période durant laquelle de grandes luttes du prolétariat et des peuples coloniaux mettant en danger le régime capitaliste même sont non seulement probables mais inévitables, n'est pas close. »

Certes, une autre partie de cette résolution affirmait :

« La prochaine période aux Etats-Unis peut montrer une formidable politisation de la classe ouvrière et renouveler dans le domaine politique la montée impétueuse du CIO dans les années 1930. »

A juste titre, l'instabilité et la faiblesse des régimes politiques mis en place depuis 1944 en Europe occidentale et la fragilité de l'ordre bourgeois étaient soulignées. Il était écrit :

« Cependant, nulle part encore en Europe, pas même en Grèce, la bourgeoisie n'a pu infliger une défaite décisive au prolétariat, ni un régime fort qui soit stable. »

Mais en réalité, ces affirmations apparaissent plaquées, comme faisant partie d'un rituel, dans la mesure où aucune perspective politique n'est ouverte aux prolétariats de ces pays, où aucun mot d'ordre gouvernemental n'est formulé, où aucune stratégie de lutte contre la division et pour le front unique ouvrier n'est dégagée.

Ainsi lit-on :

« La classe ouvrière conserve ses forces et son élan combatif comme cela a été démontré dans les grandes luttes ouvrières qui ont marqué l'année 1947 en France, en Italie et dans une moindre mesure en Belgique, en Hollande et en Angleterre. Ces luttes ont ouvert une nouvelle étape dans les rapports des classes et plus spécialement dans les rapports du prolétariat avec ses directions traditionnelles. »

Pour la première fois depuis la « libération », de larges couches ouvrières sont entrées en lutte pour la défense de leur niveau de vie, contre la hausse galopante des prix, contre les restrictions et les difficultés alimentaires, en poussant leurs directions à l'action et même en les débordant là où celles-ci résistaient. »

On nage en pleine confusion.

Assurément, ces grandes luttes ont démontré la combativité de la classe ouvrière. Cependant il était de la plus haute importance politique de distinguer entre les mouvements (ils ne commencent pas d'ailleurs en 1947, mais bien avant) qui ont jalonné l'année 1947 et les premiers mois de 1948, notamment en France et en Italie. A partir de novembre 1947, les partis staliniens utilisent la combativité ouvrière en fonction des besoins de la diplomatie du Kremlin, dévoient les mouvements qu'ils impulsent et les mènent à l'échec tandis que les organisations et partis dits « réformistes » font tout ce qu'ils peuvent pour les briser soit de l'intérieur des centrales syndicales, soit dans l'exercice de fonctions gouvernementales.

Des deux côtés, on introduit à l'intérieur de la classe ouvrière la ligne de division de la guerre froide.

Au cœur de l'action politique des organisations de la IV^e Internationale, devait être la lutte contre cette division, le combat pour le front unique ouvrier qui pouvaient seuls ouvrir une perspective politique gouvernementale et révolutionnaire à la classe ouvrière et situer le rôle politique de la IV^e Internationale et de ses sections.

« L'ANTAGONISME URSS-USA »

Mais en fait la direction de l'Internationale s'aligne sur la « défaite » de la classe ouvrière.

« De toute façon, en cas d'aggravation continue des rapports USA-URSS, de polarisation accrue des antagonismes sociaux (*sic*) et du maintien de l'impuissance des partis « ouvriers », il est probable que la menace réactionnaire se précisera en France et en Italie.

Dans ces conditions, il est probable également que ces deux pays deviendront le théâtre d'une âpre guerre civile mettant aux prises les forces de la dictature bourgeoise et les masses. »

La vieille idée de l'impossibilité d'une période plus ou moins longue de maintien de la démocratie bourgeoise (fascisme ou soviets) réapparaît ici mais sous un autre éclairage :

« Dans cette perspective, les partis staliniens, menacés dans leur existence au cas où un compromis de l'URSS avec l'impérialisme n'apparaîtrait pas proche, seraient acculés à combattre, même par les armes, comme en Grèce, et cela même dans le cas où, en France, par exemple, de Gaulle arriverait au pouvoir par les voies constitutionnelles. »

Toute la résolution et les textes du II^e Congrès mondial sont marqués d'une idée qui va faire son chemin dans les années à venir :

« La défaite totale de l'Allemagne et du Japon, l'écroulement de la France, l'affaiblissement de la Grande-Bretagne ont complètement détruit le vieil équilibre entre les puissances impérialistes et laissé place à l'antagonisme dominant entre les Etats-Unis et l'URSS. L'Amérique est sortie de la guerre comme la principale puissance impérialiste engagée sur la voie de la domination du monde. Elle trouve son adversaire principal dans l'URSS qui malgré son affaiblissement intérieur contrôle une vaste partie de l'Europe et de l'Asie. »

Le moins que l'on puisse en dire est que la confusion est totale. L'impérialisme américain domine en effet de façon écrasante l'ensemble des puissances impérialistes. Mais son « principal adversaire » n'est pas « l'URSS » qui, en l'occurrence, devient une abstraction. Le principal adversaire de l'impérialisme américain c'est le prolétariat mondial dont le prolétariat de l'URSS. A la fin de la guerre et dans l'immédiat après-guerre, la bureaucratie du Kremlin a, au contraire, été son principal allié. Sans la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, la puissance politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, le système impérialiste n'aurait pu être reconstruit. Et, encore en 1948, comme tout au cours de la guerre froide, le principal atout dont disposera l'impérialisme contre le prolétariat mondial, celui de l'URSS compris, sera la bureaucratie du Kremlin et son appareil international.

Le point 2 commence ainsi :

« L'antagonisme entre l'URSS et les Etats-Unis qui domine les rapports internationaux a évolué dans le sens d'un raidissement accru de l'attitude de Washington et de Moscou... »

A la fin de ce point 2 :

« L'antagonisme URSS-USA domine de loin la scène internationale, mais il n'éclipsé pas totalement les antagonismes secondaires ni l'importance d'autres facteurs dans les développements politiques en d'autres pays du monde. »

Le point 3 qui s'appelle curieusement « les antagonismes sociaux » débute, lui, de la façon suivante :

« La polarisation sur le terrain des rapports internationaux entre l'URSS et ses satellites d'une part, et le camp des pays capitalistes sous l'égide de l'impérialisme américain, d'autre part, se développe parallèlement à une accentuation des antagonismes de classes et à une polarisation accrue au sein de plusieurs pays capitalistes. »

Bien d'autres formulations de ce genre pourraient être relevées. Incapable de procéder à une analyse sérieuse

de la manière dont la vague révolutionnaire a établi de façon concrète à l'échelle mondiale de nouveaux rapports, comment la lutte de classe du prolétariat domine tous les rapports mondiaux, derrière les formules remâchées mais creuses, les affirmations préemptoires, se dessine une adaptation aux apparences, au schématisme bourgeois et petit-bourgeois, à la pression stalinienne sur la division du monde en blocs. C'est le prix à payer pour un marxisme qui devient de plus

en plus formel, qui n'est donc plus le marxisme.

Toute la riche substance de la lutte mondiale des classes qui donne, tant dans les pays capitalistes économiquement développés, en Europe et aux USA, qu'en Amérique latine, en Asie, en Afrique, et sans doute en Europe de l'Est, des possibilités considérables aux organisations de la IV^e Internationale, d'une IV^e Internationale vraiment politiquement armée, lui échappe nécessairement.

les problèmes politiques de la construction de l'Internationale et de ses sections

Par contre, la même direction de la Quatrième Internationale se présente en fait comme la « solution » au problème de la crise de la direction révolutionnaire. La Quatrième Internationale n'est plus à construire, elle est construite.

Des statuts extrêmement centralistes et rigoureux sont adoptés. La signification politique est claire : la Quatrième Internationale est définitivement construite, elle possède une direction, comme chacune de ses sections (la fameuse direction de rechange), elle et ses sections n'ont plus qu'à se renforcer mécaniquement. C'est tourner totalement le dos à la méthode de construction que Trotsky projetait en 1938.

Les textes du II^e Congrès mondial déclaraient que 22 sections avaient participé au Congrès et, dans un certain balancement :

« Actuellement, le mouvement trotskyste exerce, à l'échelle internationale, une influence qui dépasse considérablement celle d'avant-guerre. Cependant, ces progrès ne sont pas proportionnés aux possibilités objectives et moins encore aux exigences historiques. Partout la tendance est vers la transformation des organisations de la IV^e Internationale en réels partis de masse.

Il existe déjà une série d'organisations qui remplissent cette tâche avec un succès grandissant et qui, par leurs expériences, indiquent la voie vers les masses à tout notre mouvement international. Aux Etats-Unis, aux Indes, en Bolivie et en France, les organisations de la IV^e Internationale font chacune leur propre expérience de pénétration au sein du mouvement des masses. Plusieurs autres sections les suivent sur cette voie. »

A supposer qu'il soit vrai que « partout la tendance est à la transformation des organisations de la IV^e Internationale en réels partis de masse », quels moyens politiques permettant cette transformation étaient définis ? Aucun. Faisant « leur expérience », les masses parviendraient à séparer le bon grain de l'ivraie, les bons des mauvais et finiraient pas se ranger derrière la « direction de rechange »...

« LA TRANSCROISSANCE DES GROUPES TROTSKYSTES... » MAIS COMMENT ?

Lorsque le II^e Congrès de la Quatrième Internationale affirme comme but à atteindre, dans les mois et les

quelques années à venir, la « transcroissance des groupes trotskystes en parti de masse », sans tenter d'expliquer par quelles méthodes, par quels moyens peut s'effectuer cette « transcroissance », il affirme implicitement deux choses :

- a — ce sont les conditions objectives qui régleront la question ;
- b — le parti révolutionnaire de masse dirigeant est constitué, il doit se développer.

S'il ne se développe pas... quelles conclusions en tirer ? D'abord que c'est la faute des conditions objectives, qui n'étaient pas ce que d'aucuns croyaient qu'elles étaient... Ensuite que c'est la faute au cadre même de la Quatrième Internationale et de ses organisations, de son programme, proclamés, de fait, à un moment où les conditions objectives n'étaient à l'évidence considérées par aucun des membres fondateurs de la Quatrième Internationale comme particulièrement favorables. Les deux réponses peuvent se mêler harmonieusement. N'est-ce pas ce qu'affirment aujourd'hui les auteurs de la brochure de la LCR « Ce qu'est l'OCI », quand ils écrivent :

« Un des éléments essentiels qui caractérisent alors l'analyse des trotskystes est une profonde incompréhension du décalage entre le pronostic de Trotsky (tel qu'il le formulait le plus souvent) (*sic*) et la réalité objective de l'après-guerre. »

Et plus loin, par ce qui est bien plus qu'un glissement de plume, ils justifient l'*« entrisme sui generis »* de Pablo en 1952 en jugeant nécessaire « l'insertion des trotskystes au sein du mouvement des masses, L'INTEGRATION DANS LES PC OU LES PS... » (souligné par nous). Pas « entrée », « intégration ». Et, de fait, quand les trotskystes entraient dans la SFIO en 1934 — sans s'y intégrer ! — ils pouvaient à tel ou tel moment « ruser », mais jamais « capituler » comme Pablo le conseilla en 1952. Pour être intégré ou pour s'intégrer dans un parti stalinien, il faut, de fait, capituler...

Sur ce point, les textes du II^e Congrès mondial confirment l'attitude

pratique de cette « direction internationale » depuis sa constitution. Elle est d'autant plus grave pour le PCI que, fixée à Paris, elle est depuis 1944-1945 la véritable direction de la section française. La brochure « Quelques enseignements de notre histoire » note :

« Aucune décision n'est prise par le bureau politique ou le comité central du PCI sans son aval. »

La section française est un véritable terrain d'expériences du Secrétariat international et de ses grandes manœuvres de politique générale.

« La direction française, continue la brochure, lui est complètement inféodée et participe à ses intrigues, qui bien souvent tiennent lieu de ligne politique. »

En tout état de cause, cette situation accroît encore la distance entre l'activité des militants trotskystes dans les entreprises ou les syndicats et l'expression politique officielle et publique du combat trotskiste dans « La Vérité » ou, plus encore, dans « Quatrième Internationale ». On aboutit à une sorte de coexistence entre l'*« idéologie »* d'un côté et cette activité de l'autre.

Elles courrent parallèles l'une à l'autre sans se recouper d'ordinaire réellement. Les rédacteurs des articles de politique générale ou des grands articles idéologiques côtoient les rédacteurs des articles concernant les combats de classe, les grèves, les problèmes des syndicats, sans qu'il apparaisse qu'un souci commun guide leurs articles, au-delà du niveau général des « idées », qui distingue « La Vérité » de tous les autres journaux de l'époque. « La Vérité » cherche à dire... la vérité sur ce qui se passe dans la classe ouvrière ou sur la scène politique. Mais non seulement cela ne saurait suffire pour recruter, construire un parti, mais cette dissociation théorie-pratique met en cause la construction même du parti.

La lecture des numéros de « La Vérité » et de « Quatrième Internationale », entre 1945 et 1948, démontre à l'évidence que la perspective de la « transcroissance des groupes

EDITION SPÉCIALE

LA VÉRITÉ

VIVE LA GRÈVE DES POSTIERS

L'appel à la grève générale du Comité de Grève a été suivi

Le Bureau Politique
du Parti Communiste Internationaliste
salue le magnifique combat des postiers



AVEC LE COMITÉ DE GRÈVE DE LA RÉGION PARISIENNE
UNE INTERVIEW DE LYNX

NOUVELLE ÉTAPE EST COMMENCEE

LES BRISEURS DE GRÈVE
sont encore forts

solidarité avec les postiers

trotskystes en partis de masse » ne s'accompagne pas d'une réflexion sur la stratégie de construction du parti et donc sur les moyens de le bâtir, en liaison avec l'intervention dans la lutte des classes. Ainsi s'effectue une dissociation de fait entre ceux qui dirigent le parti, considéré comme déjà construit, et ceux qui interviennent dans la lutte des classes

UN EXEMPLE : LA GREVE DES POSTIERS

En août 1946 contre le diktat des dirigeants staliniens et des réformistes de la Fédération postale, relayant le diktat du gouvernement tripartite contre tout reclassement indiciaire, les postiers se mettent en grève et constituent un comité national de grève pour coordonner et centraliser leur mouvement. Le PCI est la seule organisation politique ouvrière à soutenir les postiers en grève. Le numéro du 5 août 1946 de « La Vérité » est entièrement consacré au mouvement sous le titre « Vive la grève générale des postiers », et, en bas de page : « Solidarité avec les postiers ». Une interview du camarade Margne, une interview de Leprix, responsable du comité de grève de la région parisienne, un reportage dans les bureaux en grève, des lettres de postiers, la présentation des revendications des postiers, les rectifications des falsifications multiples, etc., le salut du bureau politique du PCI aux postiers en grève, et un éditorial. D'un côté, la voix des postiers en grève, de l'autre la position du PCI. Le salut du bureau politique et l'éditorial développent une même idée sous deux formes légèrement différentes :

« Spontanément la masse des postiers a suscité sa propre direction : les comités de grève élus démocratiquement dans les assemblées générales. Rassemblant les meilleurs combattants, les comités de grève, de bureaux, de centrales, les comités régionaux, le comité national ont pris la direction effective du mouvement. Magnifique leçon pour la classe ouvrière tout entière ! »

A savoir que les travailleurs, partout,

« s'inspireront de votre exemple pour bâti[r] leur direction démocratique de lutte : les comités de grève à tous les échelons (...). Tous unis vous les (vos revendications) imposerez au patronat comme à l'Etat bourgeois. »

A part l'invitation à suivre l'exemple des postiers, quelle est la place des trotskystes dans ce combat sous l'angle de leur intervention par rapport à l'objectif de la construction du parti ? Rien à ce propos dans le texte. L'éditorial de Jean Marcoux précise :

« Contre les bureaucraties les comités de grève s'affirment comme des ébauches d'une nouvelle direction ouvrière. »

Mais quel rapport entre le PCI et ces « ébauches » ? Pas un mot à ce propos et l'article de Lafievre, militant du PCI et secrétaire du comité de grève, s'achève sur ces mots :

« Nous, les postiers, nous démontrerons à tous les travailleurs que seules les méthodes de l'action directe sont efficaces dans la lutte revendicative. »

Un point, c'est tout. Partout où se trouvent les quelques postiers du PCI, ils prennent toute leur place dans le combat et jouissent de la confiance de leurs camarades. Leur parti, le PCI, salut et soutient officiellement dans sa presse. C'est loin d'être sans importance mais ce ne peut être suffisant. L'absence de lien entre la grève, l'activité des trotskystes dans la grève, le comité de grève et la construction du parti se traduit politiquement par une expression bien schématique et purement dénonciatrice de la stratégie du front unique. L'éditorial de Marcoux s'achève sur ce simple commentaire :

« A travers l'action, la trahison des dirigeants traditionnels apparaîtra dans toute sa nudité. »

Sans doute des postiers membres du PCF et de la SFIO abandonneront-ils leur parti, mais combien auront été gagnés dans ce combat au PCI ? On n'en trouve pas l'indication dans « La Vérité ». Le problème n'est pas d'abord qu'aucun peut-être n'ait été gagné, c'est que ce souci n'apparaît pas au centre des préoccupations des rédacteurs du journal. Le parti étant

déjà construit, en comprenant la trahison des dirigeants traîtres, les travailleurs le rejoindraient... N'est-ce pas là ce qui sous-tend ces articles ?

Le combat quotidien des militants ouvriers trotskystes n'est pas ici exprimé, ou plus exactement ses leçons n'en sont pas tirées. Le journal, facteur d'organisation, et la direction sont en retard, très en retard sur ce combat réel. Et, dès lors, ils lui coupent les ailes. Si l'orientation politique proposée par les trotskystes et leur journal aux militants ouvriers est simplement de démontrer que l'action directe permet la victoire ou de faire apparaître à travers l'action la trahison des dirigeants traditionnels dans toute sa nudité, ils sont désarmés pour recruter. Le PCI est-il donc le « parti de l'action directe » ou le parti des militants convaincus de la « trahison des dirigeants traîtres » ? N'est-ce pas tendre à le réduire à un groupe de pression sur les appareils et de dénonciation des appareils ? Il y a là un vide, mal comblé par l'activité électorale.

UN AMENDEMENT QUI NE TROUVERA SON EXPRESSION ACHEVÉE QUE PLUS TARD

Ainsi se constitue une situation que la brochure « Quelques enseignements de notre histoire » résume ainsi :

« Au V^e Congrès du PCI, en 1948, Frank devient secrétaire général. Imperturbable, il continue à envoyer des lettres ouvertes proposant le front unique au secrétaire général du PCF, Maurice Thorez. Les militants ouvriers poursuivent dans la plus large indifférence leurs tâches centrées sur l'intervention directe dans la lutte des classes. Et Pablo continue à gérer le parti mondial de la révolution socialiste ! »

Mais cette gestion formelle et tripartite de l'héritage ne réglant aucun problème, sauf dans le domaine des mots, le PCI perdant de sa substance et se trouvant dans une situation qui paraît démentir le pronostic politique sur lequel s'était appuyée la proclamation

de la IV^e Internationale, l'urgence d'une réponse, d'une solution, va se faire jour par des détours. Une partie même de ceux qui avaient à juste titre condamné les « droitières » et leur tentative désespérée d'un raccourci fulgurant pour construire un parti large en jetant par-dessus bord le programme, petit obstacle bien encombrant, une partie de ceux-là mêmes va prendre un raccourci tout aussi fulgurant moins d'un an après. La non-solution des problèmes qui ont engendré les abandons des droitières et leur scission facilite le départ du groupe Chaulieu-Lefort (1948) qui va vite abandonner toute activité dans la lutte de classes ainsi que celui du groupe Pennetier-Guérin qui va subir le même sort...

C'est parce que le combat réel des militants ouvriers trotskystes dans la lutte des classes se heurte à cette conception d'un parti déjà existant comme direction potentielle ou de recharge que, au-delà de l'exacerbation des luttes fractionnelles, chemine une réflexion qui s'exprime dans l'amendement déposé au congrès qui suit la scission de 1948 :

« Si, pour les trotskystes, il est indiscutable que le programme de la IV^e Internationale est le seul programme sur lequel peut se bâtrir le parti révolutionnaire, sur lequel peut être construit le parti mondial de la révolution socialiste, en France, il n'est pas prouvé que ce parti dont la classe ouvrière a besoin pour vaincre se construira dans le cadre formel que représente aujourd'hui le PCI. »

En d'autres termes, à l'affirmation : le PCI est le parti révolutionnaire tout construit et mènera le prolétariat français à la prise du pouvoir, est opposée la nécessité de construire ce parti révolutionnaire, bien entendu à partir du PCI, mais sans qu'il soit possible de prévoir les formes que sa construction prendra.

La brochure « Quelques enseignements de notre histoire », après avoir reproduit cet amendement, précise :

« Il représente le premier moment du cheminement d'une pensée collective qui ne trouvera d'ailleurs une

expression achevée que bien plus tard. Nous n'en sommes pas là. En 1948, cet amendement exprime une nécessité qui ne pourra pas ne pas s'imposer, celle faite aux trotskystes de commencer à en finir avec les pré-tendues vérités toutes faites, celle de

commencer à étudier sérieusement les conditions réelles de la construction du parti révolutionnaire en France, en s'appuyant sur la méthode vivante du bolchevisme, contre la répétition formelle des phrases de « Que faire ? »



les quinze premières années de la Quatrième Internationale

5. Les origines de la crise de 1952-1953

L'importance décisive de la « clarification des idées », la nécessité fondamentale de constituer un noyau cohérent soudé sur le programme du bolchevisme à la veille de la Deuxième Guerre mondiale et des bouleversements dont elle ne pouvait qu'être l'annonciatrice, ne sauraient pour autant amener à dissocier le programme, les « idées », de l'activité de construction du parti, à les considérer comme deux catégories séparées, voire parallèles. Le marxisme repose sur l'unité de la théorie et de la pratique. La dissociation même formelle entre les deux met en péril l'une et l'autre et mène à plus ou moins long terme à réviser la « théorie » pour l'adapter à une « pratique » qui lui est devenue antinomique. Ces questions, décisives dès la bataille pour la fondation de la Quatrième Internationale, resurgissent dans les années qui suivent la vague révolutionnaire de la fin et de l'immédiat après-guerre.

vers le pabilisme

Lorsqu'en 1958 Michel Pablo publie dans la revue du Secrétariat international, « Quatrième Internationale », un bilan en cinq parties

Roosevelt et Staline à Yalta. L'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin nouent dès 1944 contre les masses et la révolution prolétarienne une nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire. Mais ce sera bien-tôt pour Pablo la « nouvelle réalité sociale objective », la division du monde entre le « camp impérialiste » et le « monde stalinien ». La lutte mondiale des classes a disparu (Ph. Keystone).

intitulé « Vingt ans de la Quatrième Internationale », il répond ainsi à la question : « Pourquoi la Quatrième Internationale ? »

« Ce qui compte en définitive pour la qualité d'une direction révolutionnaire, ce n'est pas le degré de sa liaison avec la classe à un moment donné, mais son programme, sa doctrine, ainsi que la continuité, la conséquence avec laquelle ceux-ci sont défendus par les cadres révolutionnaires. Si le programme, la doctrine correspondent effectivement non à la conscience, à la mentalité conjoncturelle de la classe, mais à la situation

objective, et si l'organisation défend avec conséquence et persévérance ses idées, TOT OU TARD (*souligné par nous* - J.-J. M.) elle réalisera sa jonction avec les masses mises en mouvement dans sa direction par les conditions objectives, qui déterminent en définitive les luttes des masses.» (*Quatrième Internationale*, 1958, p. 63).

« TOT OU TARD... »

Qu'est-ce à dire, sinon que la « défense du trotskysme », la « défense du marxisme », ce n'est pas l'activité visant à construire le parti à travers et par l'intervention dans la lutte des classes, mais la défense abstraite d'un programme réduit à un corps d'*« idées »* — les mots d'ordre du « Programme de transition » devant ainsi des *« idées »* meilleures que celles des directions traîtresses —, qui, un jour ou l'autre, « tôt ou tard », rencontreront le mouvement objectif. Nul besoin donc d'une stratégie de construction du parti. Il existe déjà en miniature, comme une « direction de rechange », qui analyse, critique et dénonce, en attendant la conjonction entre le mouvement objectif et ses propos.

Cet « objectivisme » mène à une sorte de mécanisme fataliste : attendons, le moment viendra. Dans le même texte, Michel Pablo, définissant la fonction du « Programme de transition », précise d'ailleurs :

« Si, par conséquent, on élabore le programme non en l'adaptant à la mentalité conjoncturelle des masses mais aux conditions objectives, on pourra être certain que TOT OU TARD (*c'est nous qui soulignons* - J.-J. M.) les masses feront leurs les lignes directrices et les mots d'ordre d'un tel programme. C'est là le sens et la force du marxisme révolutionnaire. »

« Tôt ou tard » donc, les masses se reconnaîtront dans le programme grâce au mouvement objectif lui-même. Une telle attitude objectiviste mène à dissocier radicalement la théorie (réduite à une sorte de code et for-

malisée) et la pratique (réduite à l'attente du mouvement spontané). La construction du parti, c'est-à-dire la lutte consciente pour réaliser cette tâche, que rien ni personne ne peut mener à bien à la place des révolutionnaires, se réduit à la répétition de formules toutes faites, héritées de « Que faire ? » ou des résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste.

Or, la lutte des classes continuant, non pas « tôt ou tard », mais très immédiatement, chaque jour, l'insuffisante assimilation des principes du bolchevisme, la formalisation de ce dernier allaient conduire les dirigeants de l'Internationale à chercher des raccourcis pour construire le parti, des substituts à la lutte consciente pour le construire. Ces tentatives, par elles-mêmes, et leur échec, devaient entraîner des révisions théoriques multiples et fondamentales.

LA RECHERCHE DE SUBSTITUTS : LA YUGOSLAVIE

La plus « radicale » appartient au groupe Chaulieu-Lefort, qui devait donner naissance au groupe Socialisme ou barbarie. La tendance se constitue au cours de l'été 1946 : elle met à la fois en cause l'analyse de l'URSS comme Etat ouvrier dégénéré et la définition de la bureaucratie comme une caste parasitaire née d'un accident de l'histoire ; elle y voit une nouvelle classe exploiteuse, met donc en question le mot d'ordre gouvernemental d'un gouvernement PC-PS-CGT (puisque l'il aboutirait à donner le pouvoir aux partisans d'une nouvelle classe exploiteuse), et, au fond, la nécessité même d'un parti à construire. En fait de raccourci, on aboutit là à un abandon pur et simple du marxisme et de ses fondements élémintaires.

La pression du stalinisme, à la source de cette démarche qui va déboucher deux ans plus tard sur une rupture complète, s'exerce sous d'autres formes. Elle est à l'origine des ruptures de Rousset-Leblanc et de Schwartz. Et elle va s'exprimer au niveau même de la direction de l'Internationale, avec l'affaire yougoslave. En octobre 1948, Staline fait exclure le

PC yougoslave du Kominform, constitué très précisément pour permettre cette opération. Les trotskystes n'acceptent pas le diktat de Staline : « Tito fasciste ». Ils se mobilisent pour défendre la révolution yougoslave, quoique chapeautée par un lourd appareil bureaucratique, contre le Kremlin et sa campagne de calomnies hysteriques. Cette rupture entre le Kremlin et le PC yougoslave exprimait, trois ans à peine après la fin de la guerre, la crise qui rongeait déjà la bureaucratie stalinienne, encore auréolée pourtant de la défaite du nazisme. Prendre en compte cette rupture, dégager les moyens, pour la Quatrième Internationale, d'y intervenir, était une nécessité... Ce n'est pas exac-

tement ainsi que s'orienta la direction de la Quatrième Internationale, dont les écrits prennent de plus en plus l'allure d'une appréciation sur l'ampleur et la rapidité avec lesquelles l'appareil du PC yougoslave... adopte des positions justes et correctes, bref s'oriente vers la Quatrième Internationale...

Ainsi, le 3 juillet 1948, « La Vérité » diffuse-t-elle en tract un supplément intitulé « Où va la Yougoslavie ? », appelant à un meeting le 8. Le texte indique fort justement le sens de la rupture, mais un petit encart pose la question suivante qui est plus qu'une formule journalistique : « Tito est-il trotskyste ? »



PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS : UNISSEZ-VOUS !

LA VÉRITÉ

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (Section Française de la IV^e Internationale)

Où va la Yougoslavie ?

HIER, deuxième personnage après Staline dans le monde stalinien ; aujourd'hui, un aventurier. Hier, la « pieuvre des démocraties populaires » ; aujourd'hui, un pays qui abandonne le front unique des forces de paix pour l'imperialisme américain précurseur de guerre. Hier, l'enquête « au pays de Tito », Simone Téry se pâmant devant « les yeux de Tito » et « le dos de Tito » ; aujourd'hui, les documents articulés démontrent les pratiques du double jeu. Annulées sans pour les combattre les campagnes organisées pour ce rôle à destination de la Yougoslavie. Tout un alignement va s'opérer dans l'énorme machine stalinienne.

ACCUSATIONS ET PROCÈS D'UKOMINFORM

Nous reviendrons plus loin sur les plus importantes accusations continues dans la résolution du Kominform. Mais, à première vue, chacun a pu remarquer que ce « puissant moyen d'élever le niveau idéologique des militants communistes » (comme le dit la Fédération de la Seine du P. C. F. dans sa résolution) renfermait les accusations les plus con-

répondues de ce qui, hier encore, était un « parti frère », et triture les nouvelles agences et les commanditaires de la pressé bourgeois pour accabler leurs héros de « à viles ». La « démission » à la Saine consiste aussi à faire voter à main levée, dans un meeting public, sur le « Manifeste communiste », sans confrontation des points de vue, tout un pari chez qui, moins d'un an auparavant, avait été établi le centre international des partis communistes.

Ces méthodes ne sont pas nouvelles de la part de l'appareil du stalinisme. On l'a vu condamner ou frapper, avec cette orgueil voué et cette unanimité de commando, d'abord notre tendance, l'opposition de gauche, dirigée par Trotsky, luttant contre la dégénérescence de l'Etat soviétique et du parti bolchevik ; puis les oppositions de Zinoviev et de Boucharine qui, elles, espéraient éviter la liquidation au moyen d'accords politiques. On se souvient que, en capitulation, elles ont abouti à « avouer » dans le procès de Moscou des crimes monstrueux qu'elles n'avaient jamais commis.

Cette bureaucratie qui considère comme infâme les faits

Mais, examen de plus près ces « hypothèses » intéressantes.

Le nationalisme du P. C. yougoslave ? Aucun fait précis n'est reproché à cet égard par le verdict du haut conseil. Nous savons qu'un des principaux points de friction avec Moscou est le mot d'ordre progressif de la Fédération yougoslave contre Tito, et que, dans la tradition révolutionnaire du P. C. balkanique d'avant la

Tito, alors cet humour bien particulier qui le caractérise, renvoie contre les dirigeants yougoslaves, et critique de sa fameuse théorie du socialisme dans un seul pays. Et pour combattre ce nationalisme il utilise le chauvinisme des « communists » italiens de Trieste. La ligne stalinienne officielle n'est-elle pas, en outre, la théorie supernationaliste de l'indépendance nationale ?

GRAND MEETING

le 8 Juillet à 20 h. 30

SALLE WAGRAM

39, av. Wagram
(Metro Ternes)

TITO

EST-IL

TROTSKYSTE ?

Les choses vont vite. « Quatrième Internationale » publie dans son numéro d'octobre-novembre 1949 un article de Pablo intitulé « L'évolution du PC yougoslave ». On y apprend la grande nouvelle !

« Il n'est peut-être pas exagéré de penser que, si l'affaire yougoslave évolue favorablement, si le régime de Tito ne se compromet pas avec l'impérialisme mais développe au contraire UNE LIGNE REVOLUTIONNAIRE PLUS CONSEQUENTE (*souligné par nous - J.-J. M.*), il sera possible d'assister dans les années à venir à la débâcle du stalinisme sur une très grande échelle (...). Il ne s'agit pas d'attendre que le Parti communiste yougoslave arrive par ses propres forces A SE MAINTENIR SUR UNE PLATE-FORME JUSTE ET QUE LA YUGOSLAVIE CONTINUE A ELLE SEULE A SE BATTRE SUR UN DOUBLE FRONT CONTRE L'IMPERIALISME ET CONTRE LE KREMLIN. » (*souligné par nous - J.-J. M.*)

Ce « à elle seule » raye d'un trait de plume la Quatrième Internationale qui manifestement ne compte que pour du beurre ! Et il n'en est jamais question dans cet article ; ses tâches, dans cette situation apparemment si favorable, ne sont jamais évoquées. Avec l'arrivée du messie yougoslave, serait-elle superflue dans la pensée de l'auteur ? Est-ce pour cela que, quelques semaines plus tard, dans sa réponse à Vlachovitch, le Secrétariat international qualifie le PC yougoslave d'« organisation révolutionnaire » — alors que dans l'article de Pablo, il n'était encore qu'un « courant centriste de gauche » évoluant à grands pas sous l'œil bientôt ébloui de notre auteur...

La « Résolution sur la crise du stalinisme et les développements de la révolution yougoslave » adoptée par le VIII^e plenum du Comité exécutif international au printemps de 1950 paraît dans le numéro de mai-juillet 1950 de « Quatrième Internationale », au moment même où, par une ironie amère de l'histoire, éclate début juillet la guerre de Corée, qui va envoyer le malheureux substitut aux poubelles du passé.

On y apprend alors :

« L'évolution progressive propre du PC yougoslave (...) contient potentiellement la plus grande chance du mouvement ouvrier international depuis la révolution russe pour renaitre sur la plate-forme du marxisme révolutionnaire (...). Le PC yougoslave a suivi un cours qui dépasse, deux ans à peine après la rupture, les pronostics les plus optimistes. Les progrès idéologiques réalisés par le PC yougoslave et les réalisations correspondantes en Yougoslavie prouvent la profondeur du mouvement révolutionnaire qui a porté ce parti au pouvoir et les qualités remarquables de son équipe dirigeante. »

Après ce satisfecit extatique orné d'une appréciation louangeuse sur les difficultés dans lesquelles l'autodidacte a fait ses progrès,

« progrès d'autant plus appréciables qu'ils se réalisent dans une conjoncture internationale où s'exerce l'énorme pression conjuguée de l'impérialisme et de la bureaucratie soviétique sur la révolution yougoslave, tandis que l'aide du prolétariat reste encore très faible »,

on apprend enfin que, le PC yougoslave affirmant de manière

« de plus en plus claire et de plus en plus puissante (...) l'essence éminemment démocratique de la dictature du prolétariat (...), IL DEVIENDRA LE TREMPLIN LE PLUS PUISSANT D'OU PARTIRA L'ASSAUT DECISIF CONTRE LE STALINISME EN CRISE (*souligné par nous - J.-J. M.*) (...), dans la mesure — bien sûr — où il persévétera dans cette voie, et, en se débarrassant des derniers vestiges idéologiques staliens, retrouvera le lien organique entre la progression de la révolution yougoslave et la révolution mondiale ».

Le Secrétariat international appelait donc le Parti communiste yougoslave à servir de tremplin à la Quatrième Internationale. Sa rupture avec le Kremlin avait sans doute marqué qu'il n'était plus un parti stalinien, mais ce n'en était pas moins toujours un parti bureaucratique subordonné aux intérêts de la bureaucratie yougoslave. Penser qu'il puisse devenir un pareil tremplin, sans secousses et crises inter-

nes, sans combats ni ruptures violentes en son sein, grâce à une « équipe dirigeante aux qualités remarquables », c'était déjà dire que la bureaucratie pouvait, voire devait jouer un rôle révolutionnaire.

N'était-ce pas là l'expression de ce que Stéphane Just appelle une « conception d'appareil » de la Quatrième

Internationale, l'apport des « dirigeants remarquables » du PC yougoslave passant avec armes et bagages dans les rangs de la Quatrième Internationale devant lui insuffler un sang nouveau ? Hélas, quelques mois plus tard, les représentants yougoslaves soutenaient les Etats-Unis à l'ONU dans la guerre de Corée : le Messie devenait Judas...

le pablisme

Loin d'en tirer la conclusion que l'on ne pouvait rien attendre de révolutionnaire de la part de la bureaucratie, Pablo étendait à l'ensemble de la bureaucratie stalinienne les vertus dont il avait un instant tenté de parer la seule bureaucratie titiste. Cette révision allait se heurter d'abord à l'opposition « théorique » de ceux-là mêmes qui allaient en devenir ensuite ses plus chauds partisans : Germain, Frank, Privas... Car ces derniers allaient vite craquer sous les ultimatums de leur secrétaire. Gérants d'un « parti mondial » achevé, mais sans rôle dirigeant réel, ils voyaient s'ouvrir béant sous leurs pieds l'abîme de leur incapacité réelle à l'édifier. Sous les formules rituelles qu'ils répétaient, Pablo glissait une planche de salut : pendant des siècles de transition, la bureaucratie allait se charger à leur place de la mission, si difficile, de mener à bien la révolution prolétarienne et d'édifier le socialisme... Quelle aubaine et quel soulagement !

« OU ALLONS-NOUS ? »

Poursuivant une évolution amorcée depuis plusieurs années, Michel Pablo révisait dans son article « Où allons-nous ? » (« Quatrième Internationale » de février-mars 1951) les fondements mêmes du marxisme : l'histoire ne reposait plus sur la lutte des classes, mais sur la lutte entre les deux blocs — les maoïstes diraient aujourd'hui les super-puissances. Bien que ces lignes aient été dix fois citées, il faut les rappeler. Pablo posait d'abord le principe suivant :

« Le problème pour un véritable mouvement marxiste-révolutionnaire n'est pas de vouloir faire entrer coûte que coûte la réalité nouvelle dans ses normes de pensée d'hier, mais d'élargir et de modeler celles-ci de façon à les mettre en harmonie avec les nouveaux développements objectifs... »

Quels étaient donc cette « réalité nouvelle » et ces « nouveaux développements objectifs », en bref ce « nouveau » stade du capitalisme irréductible aux « normes de pensée d'hier » ? Pablo répondait, reprenant à la virgule près les mots des droitiers de 1947-1948 :

« La réalité sociale objective pour notre mouvement est composée essentiellement du régime capitaliste et du monde stalinien. Du reste, qu'on le veuille ou non, ces deux éléments constituent la réalité objective tout court, car l'écrasante majorité des forces opposées au capitalisme se trouvent actuellement dirigées ou influencées par la bureaucratie soviétique. »

Les masses soviétiques — déportés et emprisonnés compris — se retrouvaient donc partie composante du « monde stalinien ». Quant à celles du « régime capitaliste », eh bien :

« L'élan révolutionnaire des masses dressées contre l'impérialisme s'ajoute comme une force supplémentaire aux forces matérielles et techniques qui combattent cet impérialisme. »

En un mot, la classe ouvrière se voit réduite à une fonction de « supplément » au potentiel économique et aux forces armées de l'URSS et des pays de l'Est contrôlés par la bureaucratie.

Du 22 mars 1951 au 17 mai, Michel Pablo publie dans « La Vérité » une série de cinq articles sous le titre « La guerre qu'ils préparent », et qui précise certaines applications stratégiques et tactiques de son article « théorique » publié auparavant dans « Quatrième Internationale ». Après avoir démontré l'impossibilité de la coexistence pacifique, il analyse la montée de la révolution dans les colonies comme l'annonce de la fin prochaine du capitalisme :

« Sans les colonies, ce système est irrémédiablement condamné ; il entrera dans une telle crise qu'il sera terrassé rapidement sous les coups de la révolution inévitable dans les métropoles. »

Et, après avoir souligné que, pour survivre, le capitalisme orientait son économie « vers l'économie d'armement, dont la logique est la guerre elle-même », Pablo affirme, sous le titre « La nature de la guerre qu'ils préparent » :

« La guerre en préparation est celle de la contre-révolution impérialiste contre la révolution sous toutes ses formes. »

Ce concept « nouveau » de la « révolution sous toutes ses formes », Pablo le définit en ces termes :

« (...) la révolution sous toutes ses formes : l'URSS, les démocraties populaires, la Chine, les autres territoires asiatiques en révolte, les mouvements révolutionnaires des masses coloniales et prolétariennes. »

L'URSS tout entière, pas seulement son... « territoire », et voici la bureaucratie qui se voit ainsi devenir, en URSS, dans les « démocraties populaires » et en Chine, une des formes de « la révolution sous toutes ses formes », dont la dernière est, trotskysme oblige, « les mouvements révolutionnaires des masses coloniales et prolétariennes ». Mais ce n'est là qu'un masque phraséologique, car ce

ne sont pas elles qui vont jouer un rôle décisif dans la « guerre civile internationale » que Pablo nous promet pour bientôt... En effet, nous dit-il :

« Le caractère de la guerre civile que nous envisageons est fondamentalement donné par le fait qu'elle opposera avant tout les forces de l'impérialisme aux forces de la révolution sous toutes ses formes, et non pas le caractère stalinien de la direction de ces forces (régimes et mouvements) ici et là (*ici et là ? sic !*). C'est de cet aspect précis, concret, fondamental, que nous parlons et de rien d'autre. Il faut, par conséquent, partir avant tout de cette constatation de base. Ensuite, il faut examiner ce qui peut se passer à l'intérieur du camp de la révolution aux prises avec l'impérialisme. »

Naturellement, ce camp n'est pas homogène, pur (*ouf !*).

La bureaucratie soviétique et ses agences jouent encore (?) un rôle très important (?) dans la direction des pays et des mouvements qui, par leur nature de classe, s'opposent à l'impérialisme. »

PABLO, LE STALINISME ET LA BUREAUCRATIE DU KREMLIN

Outre qu'il est assez étonnant de voir un pronostic devenir un « aspect précis, concret », une « constatation », et stupéfiant d'entendre que la bureaucratie, dont le pouvoir politique repose sur un monopole politique absolu, « joue encore (!) un rôle très important dans la direction des pays... », il est clair que la bureaucratie se situe ici pleinement pour Pablo, quoique de façon impure, dans le camp de la révolution ET QU'IL NE FAUT EN AUCUN CAS SE BATTRE CONTRE ELLE. Pablo met d'ailleurs les points sur les « i » après une évocation du « caractère double » de la bureaucratie :

« Quand la guerre commencera, la toute première étape sera celle des masses faisant front AVANT TOUT CONTRE L'IMPERIALISME, et la lutte contre la bureaucratie passera à travers la lutte contre l'impérialisme. »

La guerre civile dont nous parlons ne pourra ET NE DEVRA PAS ETRE IMMEDIATEMENT ET SUR LE MEME PLAN LA LUTTE DES MASSES CONTRE L'IMPERIALISME ET CONTRE LA BUREAUCRATIE SOVIETIQUE.

Ni en URSS, ni dans le « glacier », ni dans les pays capitalistes, aucun ouvrier conscient ne pourra concevoir la lutte de cette façon. »

Puisque aucun ouvrier conscient ne pourra concevoir — même s'il vit en URSS, en Hongrie ou en Pologne — qu'il faille lutter contre la bureaucratie dans la « toute (seulement ?) première étape », c'est bien le moindre que les trotskystes se rangent à ses côtés et fassent comme lui... Bref, il faut se ranger dans le camp de la « révolution sous toutes ses formes », c'est-à-dire de la bureaucratie, tout en sachant que celle-ci est contre-révolutionnaire (« nous devons être idéologiquement préparés à ce rôle inévitable de la bureaucratie »), et se consoler de cette collaboration immédiate et provisoire grâce à la perspective ouverte par Pablo, jamais avare d'*« inévitables »*:

« La bureaucratie soviétique et avec elle le stalinisme périront inévitablement dans le développement révolutionnaire de cette période, dans l'écroulement du capitalisme sur une échelle beaucoup plus grande gagnant les pays les plus avancés dans le déploiement de plus en plus libre des forces révolutionnaires dans le monde. Ce processus, personne maintenant ne peut ni l'arrêter, ni le contrôler à son gré. La montée de la révolution dans sa forme fondamentale de DESTRUCTION DU REGIME CAPITALISTE ET DE L'IMPERIALISME (*pas de la bureaucratie !* - J.-J. M.) s'accomplit sur une échelle toujours plus grande grâce à l'autodécomposition (*c'est tellement plus facile !* - J.-J. M.) du régime et au mouvement révolutionnaire des masses. »

Un an plus tard, Michel Pablo tirait les conséquences pratiques de cette révision fondamentale du marxisme dans le rapport qu'il présentait au comité exécutif de la Quatrième Internationale. L'approche de la guerre allait provoquer dans « toute organi-

sation ouvrière de masse » un mouvement « contre la tendance opportuniste droitière et pour la transformation en centrisme » :

« Les tendances opportunistes droitières (*sic !*) du stalinisme, y compris de la bureaucratie soviétique, inhérentes à sa nature, sont constamment contrecarrées, mises en échec par l'évolution de la situation, aussi bien par l'attitude des capitalistes que par les réactions des masses. »

CE QUE SIGNIFIAIT POUR PABLO « S'INTEGRER AU MOUVEMENT REEL DES MASSES »

Où cela nous mène-t-il ?

« Dans ces conditions nouvelles, que la bureaucratie soviétique n'a pas créées volontairement mais qu'elle subit obligatoirement, le stalinisme fait réapparaître des tendances centristes qui prendront le dessus sur l'opportunisme droitiere. »

Conséquence pratique : les trotskystes doivent entrer dans les partis de masse staliniens (et secondairement sociaux-démocrates là où les partis staliniens ne représentent que des sectes) et doivent tout faire pour cela :

« Afin de s'intégrer dans le réel mouvement des masses, de travailler par exemple dans les syndicats de masse, les « ruses » et les « capitulations » sont non seulement admises mais nécessaires. »

La nécessité de la capitulation devant le stalinisme, pour s'intégrer au « mouvement réel des masses », comme le souligne Stéphane Just,

« cela signifie la liquidation politique, car la « capitulation », même entre guillemets, a un sens précis face aux appareils... En même temps que la liquidation des militants pris individuellement, cela signifiait la liquidation des organisations trotskystes de la Quatrième Internationale » (*Défense du trotskysme*, tome 1).

L'évolution ultérieure de Pablo l'ayant conduit à rompre, y compris formellement, avec la Quatrième Internationale et avec le bolchevisme, ses héritiers tentent aujourd'hui de réduire ses positions d'alors, auxquelles ils souscrivirent et qui conduisirent à l'explosion de la Quatrième Internationale, au rang d'une sorte d'épiphénomène.

Ainsi, revenant sur le texte de Pablo « Où allons-nous ? », Michel Lequerre affirme dans « Critique communiste » de mai-juin 1976 :

« Ce qui sous-tend l'analyse de ce texte, c'est l'inéluctabilité, à brève échéance, d'une troisième guerre mondiale, dont les protagonistes seraient d'un côté l'URSS, la Chine et les « démocraties populaires », prudemment appelées « Etats non capitalistes » et, de l'autre côté, les Etats impérialistes et leurs satellites bourgeois... »

Les trois auteurs de la brochure « Ce qu'est l'OCI », J.-M. Freyset, M. Dupré et F. Ollivier, membres de la LCR, reprennent l'argument :

« Le pronostic erroné de Pablo (alors partagé par la plupart des courants politiques) de l'imminence de la troisième guerre mondiale fondait la cohérence de son analyse. »

On comprend mal : lorsque Trotsky et ses camarades proclament la Quatrième Internationale, adoptent le Programme de transition et un « Manifeste aux travailleurs du monde », ils pensent que la Deuxième Guerre mondiale est imminente... Ils n'en tirent nullement la conclusion que la bureaucratie va évoluer à gauche et que les trotskystes doivent capituler pour entrer dans les partis qu'elle contrôle. Ils en tirent même la conclusion inverse, puisque cette imminence est l'une des raisons essentielles de la fondation de la Quatrième Internationale. Une troisième guerre mondiale au début des années 1950 était une éventualité, une « possibilité » ; le penser n'avait rien d'absurde, et le croire n'entraînait nullement de façon automatique les conclusions que Pablo est supposé en avoir déduit. En réalité, le mouvement est inverse. « La guerre qui vient » et « La guerre qu'ils

préparent » sont d'ailleurs postérieurs au texte « Où allons-nous ? », qui date de janvier 1951.

Nos trois auteurs, sans doute un peu gênés par la grossièreté d'une explication qui renverse jusqu'à la pure et simple chronologie, se hâtent d'en ajouter une autre dix lignes plus bas :

« La montée du mouvement de masse dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, conjuguée à la perte d'une série de marchés pour l'impérialisme mondial, l'incompréhension des conséquences économiques du sursis laissé à la bourgeoisie par les partis réformistes font pronostiquer à Pablo l'imminence d'une crise économique généralisée débouchant sur des affrontements décisifs entre les classes et ceci à l'échelle mondiale. Ce pronostic — relevant d'une analyse erronée de la situation objective, de son développement, de ses rythmes — allait fonder toutes les perspectives de l'Internationale, introduisant ainsi toute une série de conclusions politiques erronées. »

Et ils affirment un peu plus loin :

« Le noyau théorique de cette analyse formera plus tard le centre des positions politiques du courant « pabliste » des années 1960 : un objectivisme reposant sur une surestimation du mouvement des masses, de sa radicalisation, de son niveau de conscience. »

C'est parce que Pablo surestime les masses qu'il confie à la bureaucratie une mission révolutionnaire... Comprenez qui pourra !

Que la révision opérée par Pablo n'ait rien à voir avec un pronostic circonstanciel démenti par les faits sur le déchaînement prochain de la guerre, on en trouve une éclatante confirmation dans le texte qu'il publie en cinq tranches dans la revue « Quatrième Internationale » en 1958, intitulé « Vingt ans de la Quatrième Internationale ». Il y affirme, en effet, parlant de l'URSS :

« Les nouveaux rapports de propriété ont traversé avec succès toutes les épreuves de l'isolement et de la guerre, se sont fortifiés et sont actuellement en train de s'épanouir avec

une rapidité, une force, un éclat qui, dans les années à venir, sonneront le glas du capitalisme, y compris sur le terrain économique. »

Point final de cette citation intégrale ! Le lyrisme de cette rapidité, de cette force, de cet éclat et de cet épaulement des nouveaux rapports de propriété sous la houlette de la bureaucratie a de quoi couper le souffle. Ainsi, loin d'entraver — comme la simple observation le démontre à qui-conque veut simplement ouvrir les yeux — le développement des forces productives sur la base des nouveaux rapports de propriété, loin de les dévooyer par la gabegie, le gaspillage, le développement fantastique de ses priviléges et la basse productivité du travail par quoi la classe ouvrière répond

à son usurpatrice, la bureaucratie remplirait une mission hautement progressiste et garantirait l'épanouissement rapide, vigoureux, et éclatant des « nouveaux rapports de propriété ». Non seulement il n'est alors nullement besoin d'une révolution politique écartant cette usurpatrice parasitaire pour régénérer ces rapports de propriété, mais on ne saurait, à lire pareilles lignes, que juger cette perspective regrettable : un vrai facteur de désordre dans ce processus aussi harmonieux.

C'est l'apologie la plus éhontée du stalinisme, de la bureaucratie et du « socialisme dans un seul pays » et cela sans plus même le prétexte de la guerre imminente : la bureaucratie accomplit une mission émancipatrice, selon Pablo, en toutes circonstances...

la majorité du PCI engage le combat...

Appréciant le combat contre le pablisme qui se déroula dans le PCI, de décembre 1950, date du IX^e plenum du Comité exécutif international, à juillet 1952, date du VIII^e Congrès du PCI, à la suite de quoi la majorité de la section française fut exclue de l'Internationale, la brochure « Quelques enseignements de notre histoire » porte le jugement suivant :

« Les dirigeants de la Commission ouvrière se prononcèrent contre les thèses pabilistes, mais ne voulurent pas au début participer à l'organisation de la fraction antipabiliste. Les raisons en sont multiples : les dirigeants de la Commission ouvrière n'avaient aucune confiance dans les principaux « théoriciens » de l'antipabilisme, Germain et surtout Bleibtreu qui, bien qu'ayant compris le premier, et le plus largement, la signification capitularde du pabilisme, était un parfait petit-bourgeois. Par ailleurs les membres de la Commission ouvrière professaient le plus grand mépris envers l'impuissance

prétentieuse de Frank et surtout de Privas. Sur le plan de l'organisation, la Commission ouvrière avait infinité plus de confiance dans Pablo.

Mais les hésitations de la Commission ouvrière avaient des motifs plus profonds, en partie valables, en partie erronés. En fait, en 1950, les dirigeants ouvriers NE MESURAIENT PAS TOUTE LA PORTEE PRINCIPIELLE DE LA LUTTE POLITIQUE.

Ils espéraient, contre toute vraisemblance, que la discussion résorberait la crise sans dommages pour l'unité du parti et entendaient rester dans l'Internationale.

Ils adoptèrent au départ une attitude conciliatrice (*mais*) la Commission ouvrière dut choisir (...). La grande majorité des militants ouvriers trotskystes qui avaient porté, dans les usines et les syndicats, le drapeau de la IV^e Internationale, refusèrent de capituler avec Pablo devant le stalinisme. »

CE QUE SIGNIFIAIT LE PABLISME POUR LE PCI

Demander à ces militants ouvriers formés dans la lutte contre l'appareil stalinien dans les entreprises de s'intégrer, en « capitulant » et en « rasant », dans le PC, c'était en effet leur demander de se liquider.

L'engagement des militants ouvriers du PCI dans la lutte contre le pablisme amène en même temps à une réflexion politique sur la place réelle du PCI, morcelée mais encore réelle. Ainsi la résolution politique du VII^e Congrès qui se tient en juillet 1951 pose la construction du parti comme une tâche à réaliser (en même temps qu'elle la présente à d'autres passages comme déjà réalisée). Ainsi affirme-t-elle à un moment la nécessité d'atteindre « l'objectif qui reste le nôtre : construire le parti ouvrier ». Et l'éditorial de « La Vérité » qui présente les résultats du congrès caractérise le PCI comme « un groupe de propagande révolutionnaire »... et donne comme tâche à réaliser :

« Accentuer la transformation du PCI de groupe de propagande révolutionnaire en organisation agissant au sein des masses travailleuses, tâche articulée autour d'une perspective d'organisation sur le terrain du front unique : la lutte pour la constitution des COMITES D'UNITE D'ACTION DEMOCRATIQUES »,

dont un début de réalisation, sous l'impulsion des militants trotskystes, s'était matérialisé à la RATP et aux arsenaux de Brest.

En même temps d'ailleurs, et contradictoirement, on retrouve les formulations traditionnelles sur le parti dirigeant dans la conclusion de la résolution politique qui affirme :

« Notre parti resserrera et renforcera ses rangs pour s'inscrire comme direction dans l'avant-garde par une juste orientation vers les masses. »

Même incomplète, cette réflexion est totalement opposée aux thèses de la minorité pabliste présentées par

Pierre Frank, qui n'y va pas par quatre chemins : « La guerre est inéluctable dans des délais relativement courts. » Frank parle d'*« Etats ouvriers »* d'où a disparu l'épithète de « dégénérés », et tranche : « Il est faux de dire qu'il faut vaincre le stalinisme pour vaincre l'impérialisme. » Il détaille les perspectives radieuses que la guerre ouvrira :

« Le déclenchement de la guerre ne sera pas une « grave défaite » du prolétariat comme le dit le texte majoritaire et ne sera pas marqué à son début par un renforcement des appareils bourgeois et stalinien sur les masses. En Europe et en Asie la guerre sera soit la conséquence de la révolte des masses, soit le signal du soulèvement des masses. Dans cette guerre nous serons en front unique avec les organisations stalinien-

Ces perspectives ouvertes par Frank à un PCI de 200 membres ne règlent-elles pas les problèmes délicats de la construction du parti ? Les soucis de la Commission ouvrière et du rapport sur le travail d'entreprise et syndical adopté au congrès ne paraissent-ils pas bien minces à côté de ces envolées lyriques qui, annonçant déjà Posadas et ses développements hystériques, débouchent sur des propositions visant à liquider tout travail syndical et jeune indépendant. Les pabilistes proposent même d'envoyer les trotskystes trouver le chemin des masses en cohabitant avec les petits bourgeois pro-staliniens ou staliniens dans le Mouvement de la paix : pour trouver l'accès aux ouvriers du PC, il faut prendre la livrée stalinienne ! Telle est la leçon du pablisme.

JUILLET 1952 : LE VIII^e CONGRES DU PCI

La majorité de la section française engagea la lutte contre les thèses révisionnistes pabilistes par les « Dix thèses » qu'Ernest Germain avait rédigées, mais qu'il refusa de défendre ensuite. Elles ne seront publiées que dans les numéros 300-304 de « La Vérité » (novembre-décembre 1952). Ensuite, il y aura une série d'articles de Bleibtreu : « Où va le camarade

Pablo ? », qui seront publiés juste après les « Dix thèses » : dans les deux cas donc, la majorité ne rendra les documents publics qu'après la scission perpétrée au VIII^e Congrès de juillet 1952 par les tenants français du pablisme. La majorité du PCI a en effet jusqu'au bout cherché à défendre ses positions dans le cadre de l'Internationale. Elle a même fini par accepter un bureau politique où, quoiqu'elle fût majoritaire dans un rapport de quatre contre un, le représentant du Secrétariat international, Ernest Germain, avait voix prépondérante.

Avant cela, et dès le début, le Secrétariat international avait multiplié les mesures bureaucratiques contre la section française pour empêcher la discussion que cette dernière voulait engager à l'échelle internationale à propos des thèses de Pablo : refus de communiquer les documents du PCI aux autres sections, en particulier les thèses d'orientation internationale, refus de les soumettre au vote du III^e Congrès mondial, puisqu'ils... ne sont pas connus des délégués ; tentative d'installer par décret du congrès, puis du Secrétariat international, une direction composée des seuls minoritaires, tentative d'imposer l'abandon de la tendance lutte de classe dans la CGT, suspension illégale de la majorité du comité central, interdiction au bureau politique de diffuser dans l'organisation les documents soumis à discussion, tentative d'installer Pierre Frank comme secrétaire unique du PCI. Pendant les mois où se déroule cette lutte fractionnelle dont le Secrétariat international impose la clandestinité, des dizaines de militants quittent un parti paralysé par Pablo et ses agents au moment même où ces derniers décident l'*« entrisme sui generis »*, c'est-à-dire systématique, dans les partis staliniens, à n'importe quel prix. Pablo poursuit l'objectif clair et avoué de liquider l'organisation française, à tel point que ses quelques partisans, deux mois avant le VIII^e Congrès convoqué en juillet 1952, déclarent en catimini à la préfecture de police un second PCI.

Le VIII^e Congrès se réunit en juillet 1952. La scission perpétrée par les pabilistes qui entraînent une trentaine de militants y est consommée. La

quasi-totalité des militants ouvriers (sauf ceux de Brest), qui ne pouvaient, sans se suicider, capituler à tous crins pour rentrer dans la CGT — d'où, en général, ils avaient été exclus, comme D. Renard, sous un flot torrentiel de calomnies — moins encore dans le PC, se rangent du côté de la majorité, soit une centaine de militants... Le parti est exsangue, mais la continuité politique du trotskysme a été préservée contre ceux qui voulaient le disoudre dans l'appareil stalinien. Le VIII^e Congrès proclame :

« Est-ce la faillite de la Quatrième Internationale ? Nullement ! La Quatrième Internationale, c'est d'abord un programme qui survivrait à une hypothétique liquidation de son organisation par les révisionnistes. Mais (...) la Quatrième Internationale ne peut dégénérer parce qu'il n'existe en elle aucune base objective pour la dégénérescence : il n'y a ni la liaison avec la bourgeoisie d'où naquit la dégénérescence de la Deuxième Internationale, ni la liaison avec la bureaucratie du Kremlin qui causa la dégénérescence du Komintern. Pour cette raison, le révisionnisme ne peut y plonger des racines profondes pour prospérer : son règne ne peut y être qu'éphémère.

Une telle constatation ne peut cependant pas détourner le PCI de la lutte pour sauvegarder tout l'acquis de la Quatrième Internationale (...). Nous déclarons et proclamons que la Quatrième Internationale est NOTRE Internationale ; nous défendrons notre Internationale contre tous ses ennemis déclarés ou camouflés. Nous combattrons sans relâche pour la reconnaissance du PCI comme section officielle de la Quatrième Internationale. »

Avec le congrès de juillet 1952, une période nouvelle s'ouvre. Le PCI, paralysé des mois durant, est très affaibli. Mais en maintenant, dans l'isolement alors le plus total, les positions fondamentales du trotskysme contre des positions et des propositions qui menaient à sa liquidation définitive, il a assuré la continuité du trotskysme et ouvert la voie au redressement futur. Il a maintenu l'héritage et le cadre politique de la lutte pour le défendre. Si lourd qu'en ait été le prix, cette décision préservait l'avenir.

... mais elle est seule sur la ligne du redressement de la Quatrième Internationale

Le PCI ne peut accepter que lui soit dénié le droit formel et la possibilité réelle de défendre à l'intérieur de la Quatrième Internationale ses positions ni d'être disloqué en tant que minorité internationale et organisation française. Mais son orientation est claire : il combat pour le redressement de la Quatrième Internationale et non pour une autre Internationale ; il rejette le « national-trotskysme » qui l'amènerait à considérer qu'il lui faut d'abord se construire comme organisation nationale française et que, ensuite, on verrait bien en ce qui concerne l'Internationale. De l'extérieur de la Quatrième Internationale, comme il l'a fait à l'intérieur, tant que la moindre possibilité en existait, allant jusqu'à accepter de discuter de l'application à la section française de l'*« entrisme sui generis »*, le PCI poursuit le combat pour le redressement de la Quatrième Internationale.

OUVERTURE DE LA DISCUSSION ENTRE LE PCI ET LE SWP

Pablo a bénéficié de l'aide influente ou explicite des directions des autres sections de la Quatrième Internationale pour tenter de liquider le PCI. Alors qu'il déclenchaient les ultimes manœuvres destinées à cette fin, au nom de la direction française, Daniel Renard adressait le 16 février 1952 une lettre à James P. Cannon, principal dirigeant du SWP, pour lui expliquer le sens de la lutte du PCI contre le pablisme et les méthodes sans principes de Pablo.

J. P. Cannon ne répondait que le 29 mai à la lettre de Daniel Renard. Il approuvait la ligne du III^e Congrès de l'Internationale qui définit l'*« entrisme sui generis »* et couvrait par avance les décisions du XI^e plé-

num qui devait se tenir en juin. Contre la section française, dont la direction régulièrement élue au VII^e Congrès du PCI sera destituée, ce XI^e plenum devait décider que le VIII^e Congrès du PCI serait transformé en une conférence d'application de l'*« entrisme sui generis »*.

J. P. Cannon écrit :

« Votre lettre, camarade Renard, ainsi que la déclaration de votre bureau politique sur le X^e plenum, explique que l'essence politique de votre position dans le conflit, c'est l'opposition au « pablisme ». Vous le définissez comme une tendance révisionniste visant à « une pure et simple intégration dans le stalinisme », et ainsi à une capitulation devant lui. Cette question, comme vous le savez peut-être, a une histoire dans le Socialist Workers Party et par conséquent nous est familière. Dès 1950, lorsque le nouveau tournant tactique fut indiqué pour la première fois, les johnsonnistes (tendance ultra-gauche qui appartenait à cette époque au SWP) tentèrent de terroriser le parti avec l'épouvantail du « pablisme ». Ils cherchèrent à monter une lutte du « cannonisme » contre le « pablisme » dans le mouvement trotskyste international. Comme nous avons été, dès le début, tout à fait en faveur du nouveau tournant historique, nous n'avions aucune base pour une telle opposition de tendances.

Nous jugeons la politique de la direction internationale par la ligne qu'elle élabora dans les documents officiels dans la récente période, par les documents du III^e Congrès mondial et du X^e plenum. Nous n'y voyons aucun révisionnisme. Tout ce que nous voyons, c'est une clarification de l'évolution d'après-guerre du stalinisme et les grandes lignes d'une nouvelle tactique pour le combattre

plus efficacement. Nous considérons ces documents comme entièrement trotskystes. »

Donc, aux yeux de J.P. Cannon, non seulement les textes du III^e Congrès, mais encore ceux du X^e plenum « étaient entièrement trotskystes ». Que les textes du III^e Congrès mondial aient pu donner le change, passe encore : le PCI les avait caractérisés comme « confus et contradictoires », c'est-à-dire entrelaçant des orientations opposées, la « ligne trotskiste » n'ayant d'autre raison d'être que de faire passer le révisionnisme. Par contre, ceux du X^e plenum, surtout éclairés par les articles de Pablo lui-même, ne pouvaient donner le change à un dirigeant aussi expérimenté que Cannon :

« Le stalinisme, y compris la bureaucratie soviétique, est placé depuis la « guerre froide » dans des conditions nouvelles par rapport à tout ce qui était la situation jusqu'alors. Ses tendances opportunistes droitières inhérentes à sa nature sont constamment contrecarrées, mises en échec par l'évolution de la situation, aussi bien par l'attitude des capitalistes que par la réaction des masses. Les conditions qui ont permis son jeu jusqu'à la fin de la guerre ne se renouveleront jamais plus (...).

La bureaucratie soviétique est acculée au combat final et décisif : le mouvement stalinien est partout pris entre cette réalité et les réactions des masses devant la crise finale sans cesse aggravée du capitalisme.

Ces conditions particulières, que la bureaucratie n'a pas créées, mais qu'elle subit obligatoirement, exigent non seulement des « ruses » mais des « capitulations », non seulement admissibles mais nécessaires. »

Etais-il possible que la direction du SWP, que J. P. Cannon, estiment « ces documents comme étant entièrement trotskystes » ?

La vérité est évidemment différente. Au lendemain de la guerre, la direction du SWP s'est déchargée de la responsabilité de la direction de la Quatrième Internationale. Elle a considéré

qu'elle devait consacrer l'essentiel de ses forces à construire le parti révolutionnaire aux USA, cela d'autant plus qu'elle estimait que la révolution américaine était imminente. Il lui suffisait de maintenir l'indispensable lien de principe entre le SWP et la Quatrième Internationale, la construction de l'Internationale viendrait en plus, par l'effet mécanique de la « percée » du SWP. La révolution américaine n'a pas eu lieu. Au contraire, après de puissants mouvements de grève suivant immédiatement la guerre, la bourgeoisie a contre-attaqué en édictant des lois répressives, dont la fameuse loi Taft-Hartley. Ensuite, en même temps que l'imperialisme US déclenchaît la « guerre froide », le maccarthysme se développa, infligeant des coups très durs au SWP. Il ne fait aucun doute que ces années ont été des années difficiles pour le SWP et sa direction. La confusion politique était la contrepartie inévitable des erreurs d'appréciation de la direction du SWP sur les perspectives américaines et sur celles du SWP, ainsi que de ses difficultés. La tendance au repli sur les USA se renforçait également. Le SWP était nécessairement très désarmé face au révisionnisme qui a commencé à s'affirmer au début des années 1950. Sa direction laissait entièrement les mains libres à la « direction » du « Parti mondial », par rapport aux sections européennes, notamment le PCI, tant que le SWP n'était pas directement impliqué et que sa zone d'activité restait sous son contrôle. Bien plus, la direction du SWP couvrait formellement le SI.

PABLO S'ATTAQUE A TOUTES LES SECTIONS

Ce n'est pas seulement la direction du SWP qui, en ces années, procédait ainsi, mais pratiquement toutes les sections importantes de la Quatrième Internationale. Toutes ont voté au II^e Congrès mondial des statuts supercentralistes. Toutes ont accordé généralement le titre de « direction de l'Internationale » au SI, en considérant que tout cela était formel et sans grande importance. Dans le même esprit, elles participent au CEI, au III^e

Congrès mondial et à tout un rituel. Derrière l'apparence du « parti mondial » super-centralisé se cache le développement dans la plupart des sections d'une sorte de « national-trotskysme ». Toutes laissent Pablo entreprendre la destruction de la section française et le couvrent, pourvu que le SI leur laisse faire ce qu'elles entendent dans leur « zone d'influence ».

« Le stalinisme fait réapparaître des tendances centristes qui prennent le dessus sur l'opportunisme droitier. »

Ainsi, jusqu'alors, le stalinisme n'aurait développé que de simples « tendances opportunistes droitières » ! Toute l'action contre-révolutionnaire du stalinisme « conforme à sa nature » n'a jamais existé. Il n'a fait que susciter des « tendances opportunistes » qui, bien sûr (pléonasme), sont « droitières ». Heureusement, ces « tendances » vont désormais être supplantées inéluctablement par des « tendances centristes ». Nous sommes renvoyés aux années 1923-1933 où, selon Trotsky, la politique de la bureaucratie du Kremlin et de l'IC devait être caractérisée comme du « centrisme bureaucratique ».

Si un tel phénomène pouvait se produire, il faut bien dire que la Quatrième Internationale serait une erreur historique. Il faudrait revenir à une orientation de redressement des PC, faute d'IC, et de régénération de la bureaucratie du Kremlin. D'ailleurs toute organisation agissant dans ce sens est elle-même superflue, Pablo l'explique : les conditions « objectives » agissent avec une puissance irrésistible, le mieux est de les laisser opérer. A la vérité, des organisations combattant selon les principes et la perspective de la Quatrième Internationale sont des obstacles qui ne peuvent que gêner le mouvement objectif de régénération spontanée de la bureaucratie du Kremlin et des PC, dont on peut bien attendre qu'il aille jusqu'à faire de la bureaucratie et de son appareil international des instruments de la révolution, tellement il est puissant. Aussi Pablo préconise-t-il l'« entrisme sui generis ».

La politique de ces sections n'est pas la moindre de leurs erreurs. Non

seulement en agissant ainsi elles foulent aux pieds les principes de l'Internationale, mais elles préparent les conditions de l'attaque du centre liquidateur contre leurs propres sections. Disposant des pouvoirs que lui confèrent des statuts super-centralisés, couvert par les prises de position antérieures des directions des sections, le SI a les moyens d'attaquer, après la section française, les autres sections. Et surtout la politique de destruction de la section française ne peut en rester là, le pablistisme doit s'attaquer aux autres sections de l'Internationale... au nom de l'Internationale.

Le SWP ne tarde pas à en faire l'expérience. Pablo y suscite à l'intérieur une opposition qui, au nom de la ligne du III^e Congrès mondial, des X^e et XI^e plenums — que la direction du SWP a approuvée —, veut appliquer la politique liquidatrice de Pablo. Clarke, qui a été pendant plusieurs années le représentant du SWP au SI, forme avec Cochran et Bentell une tendance qui entend appliquer aux USA une forme d'« entrisme sui generis ». Le conflit éclate entre cette tendance et la direction du SWP dès février 1953.

Pablo ne constitue pas seulement aux USA sa propre fraction, mais également dans les sections anglaise, ceylanaise, bolivienne, etc.

Par une lettre en date du 27 mai, Cannon posait brutalement à Pablo la question de savoir s'il soutenait la tendance Clarke-Cochran-Bentell, à laquelle il ne fut répondu que par une dérobade. Très rapidement, bien que non officiellement et plus ou moins souterrainement, la lutte prit une dimension internationale.

Gerry Healy avait été, jusqu'alors, un des plus chauds partisans de Pablo, jusqu'à voter au SI le projet de texte sur « Montée et déclin du stalinisme », préparé en vue du IV^e Congrès mondial. Mais, sous son impulsion, la section anglaise appuyait la direction du SWP contre la fraction Clarke-Cochran-Bentell.

Fin août, Pablo fit agir sa fraction à l'intérieur de la section anglaise. Au cours d'une réunion du comité exécutif de la SLL, Lawrence somma Gerry Healy d'appliquer la discipline du SI et de défendre la ligne de « Montée et

déclin du stalinisme », qu'il avait votée au SI, et de cesser d'appuyer la direction du SWP. Cependant, Gerry Healy refusa ce genre de « discipline » et fut soutenu par la majorité de la section anglaise. De son côté, la direction de la section de Ceylan manœuvrait sans s'engager.

LUTTE INTERNATIONALE CONTRE LE PABLISME

Ce n'est qu'en septembre que la direction du Socialist Workers Party se décida à engager ouvertement la lutte contre Pablo à l'intérieur de la Quatrième Internationale.

*Lettre de J.P. Cannon à Farrel Dobbs, Los Angeles, Californie,
18 septembre 1953.*

New York,

Cher Farrel,

J'ai reçu ta lettre du 16 septembre qui rend compte de la discussion à l'intérieur du groupe à New York. Votre réflexion semble avoir cheminé parallèlement à la nôtre sur chaque point, y compris la question des décisions à prendre. Vincent et moi avons largement discuté et sommes arrivés à des conclusions identiques quant à la suite à donner à l'action.

Ces suites presupposent une décision fondamentale de la direction du parti, décision qui doit être prise en comprenant clairement toutes ses implications. Il doit être clair, avant que nous commençons, que ces nouvelles actions ne représentent pas simplement la poursuite de la lutte contre la minorité de Cochran. Elles exigent une nouvelle décision à un autre niveau. C'est une décision infiniment plus sérieuse que celle que nous avions prise en lançant contre les amis de Cochran la lutte ouverte, et ce n'est pas le même genre de décision.

La rupture ouverte avec les amis de Cochran ne signifiait pas la rupture d'une coalition ou d'une alliance existant au niveau de la direction. A l'inverse de ce que certains ont pu penser à l'époque, les amis de Cochran

n'ont jamais joué de rôle vraiment essentiel sans même parler d'un rôle indispensable dans la direction réelle du mouvement. Cela a été amplement prouvé par la ligne de la direction depuis la rupture ouverte avec les amis de Cochran, en janvier dernier.

Il y a eu un léger changement par rapport à la période précédente, mais pour ce qui concerne la prise des décisions politiques et la direction du travail du parti, ce changement ressemblait au « clic » qu'on entend quand un wagon passe d'un rail à un autre. De plus, les amis de Cochran n'ont jamais joué de rôle indispensable dans la division du travail au sein de la direction ou même dans le travail d'ensemble du parti, comme d'aucuns ont pu le penser. Cela a été amplement démontré depuis, particulièrement depuis que la campagne organisée de sabotage a fait la preuve de sa futilité.

La situation au plan international est tout à fait autre. Là, nous avons eu dans les faits une alliance dans le travail politique le plus important et aussi une division du travail. De ce point de vue, une rupture ouverte avec les dirigeants de Paris sera comparable à la grande secousse de 1940. La scission des amis de Shachtman a bouleversé une coalition qui existait de longue date, ainsi qu'une division du travail, et il a fallu tout réorganiser complètement. Il nous faut comprendre clairement qu'une rupture ouverte avec Pablo et compagnie ne pourrait qu'engendrer les mêmes effets.

Je ne mets pas l'accent sur ces conséquences pour argumenter contre les décisions que tu proposes de prendre. Au contraire, je suis de plus en plus persuadé que cette ligne est inévitable. Mais avant de commencer, chaque partie concernée devrait peser l'ensemble des conséquences des actions entreprises, comme il semble que les dirigeants de Paris l'aient fait pour leur part. Tous les doutes, toutes les hésitations devront être abandonnés derrière soi quand commencera la guerre ouverte.

Je doute grandement de la possibilité de rétablir un modus vivendi sur les anciennes bases une fois que la lutte se déroulera ouvertement. Cette possibilité, si mince soit-elle, dépendra du rapport de forces qui s'établira

dans la lutte ouverte. Pour ce qui concerne le SWP, la lutte est quasiment terminée à cet égard. Les rapports de forces les plus favorables que nous pouvons espérer dans la prochaine période sont d'ores et déjà établis. Si le même succès se produit en Grande-Bretagne, le combat international aura déjà tourné à l'avantage du trotskysme orthodoxe.

LA CONSTITUTION DU COMITE INTERNATIONAL

Des contacts étaient pris avec le PCI, qui aboutissaient à un accord de principe entre les sections anglaise, française, suisse, et à l'appui de la direction du SWP. Et le 16 novembre, l'organe du SWP publiait une « Lettre ouverte aux trotskystes du monde entier », document que nous publions intégralement à la fin de cet article. A l'occasion du 25^e anniversaire du SWP, un texte était publié « contre le révisionnisme pabliste » ; le 23 novembre, le Comité international (CI) de la Quatrième Internationale était constitué.

Le XIV^e plenum du SI, auquel les représentants des organisations membres du CI ne participèrent pas, « suspendit » tous les militants qui manifestaient leur accord avec la « Lettre ouverte aux trotskystes du monde entier » et avec la constitution du Comité international.

La résolution constitutive du CI déclarait :

« Nous considérons le Secrétariat international des usurpateurs pabilistes, qui a consacré son activité à la révision du trotskysme, à la liquidation de l'Internationale, à la destruction de ses cadres, comme déchu. »

Le XIV^e plenum du SI, lui, déclarait :

« L'existence de ces éléments et groupes dans l'Internationale était et reste cependant possible, à condition de respecter la discipline et les règles de fonctionnement de l'Internationale en tant que parti mondial centralisé. »

Le XIV^e plenum convoquait pour le mois de juillet 1954 le « IV^e Congrès mondial ». La direction du Lanka Sama Samaya Party (section ceylanaise) joua un jeu d'équilibre en demandant au SI que toutes les mesures contre les membres du CI soient suspendues, que la date du IV^e Congrès soit reportée, qu'une commission paritaire prépare le IV^e Congrès. De plus, le comité central du LSSP caractérisait le texte « Montée et déclin du stalinisme » comme

« une révision fondamentale des positions trotskystes sur le stalinisme qui dénie toute justification à l'existence d'un mouvement trotskiste indépendant ».

Mais la section ceylanaise participa au « IV^e Congrès », amendant le texte « Montée et déclin du stalinisme », maintenant la proposition d'une commission paritaire pour organiser une conférence commune, tout en restant membre du « Secrétariat international ». Jouant ce jeu, avec l'accord de Pablo, la direction du LSSP se donnait les moyens de pratiquer sans contrainte une politique qui n'avait finalement rien à envier à celle de Pablo, et qui allait la conduire à participer dix ans plus tard à un gouvernement de type front populaire. A ce même congrès, l'aile pabiliste ultra, avec Clarke, Lawrence, Michèle Mestre, rompait ouvertement avec la Quatrième Internationale pour rejoindre directement les PC.

Ajoutons qu'à la suite d'une conférence latino-américaine organisée à la façon pabiliste, pour appliquer selon les conditions de l'Amérique latine l'« entrisme sui generis », Posadas, un espoir de Pablo, renforçait son contrôle sur le secrétariat latino-américain. La conférence de décembre 1953, appuyée par le « SI » et le « IV^e Congrès mondial », intimait notamment l'ordre à la direction du POR bolivien, la plus forte organisation trotskyste en Amérique latine, sous prétexte de « s'intégrer dans le mouvement des masses », de rentrer dans le MNR, et engageait une lutte de fraction contre la direction de Guillermo Lora, qui allait porter, en plein développement de la révolution, des coups très durs au POR et considérablement l'affaiblir. Plus tard, Posadas décla-

rera que la Quatrième Internationale, c'est le secrétariat latino-américain, et rompra avec le « SI », poussant jusqu'à l'absurde les thèses de Pablo, appelant de ses vœux la troisième guerre mondiale et faisant siennes en les outrant les positions d'alors du Parti communiste chinois.

C'est un fait indéniable : en cette année 1953, la Quatrième Internationale se disloquait organisationnellement et politiquement. La fondation de la Quatrième Internationale en 1938 n'était pas en cause. La Quatrième Internationale se disloquait sans aucun doute sous la pression d'énormes forces sociales, l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin. Cependant, cette explication est très insuffisante. Précisément, en 1953, avec l'ouverture de la période des révolutions politiques à l'est de l'Europe, la grève générale française, la défaite de l'impérialisme français au Vietnam, la révolution bolivienne, la combinaison de la crise du système impérialiste et de celle de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties parasitaires, se vérifiaient la valeur du programme de la Quatrième Internationale, la nécessité de sa fondation et de son existence. Plus encore, les éléments se dégageaient du regroupement du prolétariat sur un nouvel axe, le moment où des millions de prolétaires cherchaient un nouveau drapeau, qui ne peut être que celui de la Quatrième Internationale.

La raison, en dernière analyse la plus importante pour un marxiste, doit être cherchée au niveau de la direction et des cadres de la Quatrième Internationale. Ils n'ont pas été capables de recueillir et de faire fructifier l'héritage théorique et politique que Trotsky leur laissait.

Le stalinisme a réussi à exterminer la génération d'Octobre, à liquider des générations de militants expérimentés. En assassinant Trotsky, Staline savait ce qu'il faisait. La répression fasciste avant et au cours de la guerre s'est combinée aux crimes de la bureaucratie du Kremlin. Les nouveaux dirigeants étaient trop inexpérimentés, trop faibles politiquement. Certains ont déserté. D'autres encore n'ont pas été à la hauteur de leur responsabilité historique, tout en restant d'irréprochables combattants révolutionnaires.

La formation d'une direction est capitale. Voilà la principale leçon que nous laissons ces quinze premières années de la Quatrième Internationale. Mais, bien sûr, aucune recette miracle ne peut résoudre ce problème. Seule la lutte politique le permet, et cette lutte doit se développer sur la ligne de la reconstruction de la Quatrième Internationale.

Jean-Jacques Marie,
20 août 1978.

un document : la lettre ouverte du comité national du SWP « Aux trotskystes du monde entier »

Chers camarades,

« Au 25^e anniversaire de la fondation du mouvement trotskyste aux Etats-Unis, le plenum du comité national du Socialist Workers Party envoie son salut révolutionnaire aux trotskystes du monde entier.

Bien que le Socialist Workers Party, du fait des lois antidémocratiques instaurées par les démocrates et les républicains, ne soit plus affilié à la Quatrième Internationale — le parti mondial de la révolution socialiste fondé par Léon Trotsky pour poursuivre l'application du programme qu'ont trahi les sociaux-

démocrates de la Deuxième Internationale et les staliniens de la Troisième Internationale —, nous sommes intéressés à la prospérité de l'organisation mondiale créée sous la direction de notre leader martyr.

Comme cela est bien connu, il y a vingt-cinq ans, les pionniers du trotskysme américain portèrent le programme de Trotsky, rejeté par le Kremlin, devant l'opinion publique mondiale. Cet acte fut décisif pour rompre l'isolement imposé par la bureaucratie stalinienne à Trotsky et jeter les fondements de la Quatrième Internationale. Parti peu après en exil, Trotsky commença avec la direction du SWP une collaboration étroite et confiante qui dura jusqu'au jour de sa mort.

Cette collaboration comporta des efforts en commun pour organiser des partis révolutionnaires dans nombre de pays, efforts qui culminèrent, comme vous le savez, avec la fondation de la Quatrième Internationale en 1938. Le Programme de transition, qui reste la pierre de touche du programme actuel du mouvement trotskyste mondial, fut écrit par Trotsky en collaboration étroite avec les dirigeants du SWP et fut à sa demande présenté par eux à la Conférence de fondation qui l'adopta.

La nature étroite et totale de la collaboration entre Trotsky et la direction du SWP peut être appréciée à la lumière de la lutte menée en 1939-1940 pour la défense des principes trotskystes contre l'opposition petite-bourgeoise dirigée par Burnham et Shachtman. Cette lutte a profondément influencé la construction de la Quatrième Internationale depuis treize ans.

Après l'assassinat de Trotsky par un agent de la police secrète de Staline, le SWP joua un rôle dirigeant dans la défense et la propagation de sa doctrine. Nous prîmes la direction, non par suite d'un choix délibéré de notre part, mais par nécessité — la Deuxième Guerre mondiale avait mis dans l'illégalité les trotskystes de nombre de pays, notamment dans l'Europe sous la coupe des nazis. Ensemble, avec des trotskystes d'Amérique latine, du Canada, d'Angleterre, de Ceylan, de l'Inde, d'Australie et d'ailleurs, nous fîmes ce que nous pûmes pour déployer la bannière du trotskysme au cours des années difficiles de la guerre.

A la fin de la guerre, nous nous sommes réjouis de voir, en Europe, des trotskystes, sortis de l'illégalité, entreprendre la reconstitution organisationnelle de la Quatrième Internationale. Comme des lois réactionnaires nous interdisaient d'appartenir à la Quatrième Internationale, nous avons mis tous nos espoirs dans l'apparition d'une direction apte à continuer les grandes traditions léguées à notre mouvement par Léon Trotsky. Nous fûmes d'avis que la nouvelle et jeune direction de la Quatrième Internationale en Europe avait droit à notre confiance et à notre soutien total. Et nous estimâmes que notre ligne était justifiée lorsque ces camarades corrigèrent d'eux-mêmes certaines erreurs sérieuses.

Néanmoins, nous devons admettre aujourd'hui que l'exemption de toute critique sévère, que nous et d'autres avions accordée à cette direction, contribua à ouvrir la voie à la consolidation dans la direction de la Quatrième Internationale d'une fraction incontrôlée, secrète et personnelle, qui a abandonné le programme de base du trotskysme.

Cette fraction, centrée autour de Pablo, œuvre aujourd'hui délibérément pour disloquer, scissionner, et briser les cadres du trotskysme créés par l'histoire dans les divers pays, et pour liquider la Quatrième Internationale.

Le programme du trotskysme ()*

Pour exposer avec précision ce qui est en jeu, nous rappellerons les principes fondamentaux sur lesquels est basé le mouvement trotskyste mondial :

1) l'agonie du système capitaliste menace la civilisation de destruction, par des crises de plus en plus graves, des guerres mondiales et des manifestations de barbarie comme le fascisme. Le développement des armes atomiques souligne aujourd'hui le danger de la façon la plus sévère.

(*) Les intitulés sont des rédacteurs du texte du SWP.

2) la chute dans l'abîme ne peut être évitée qu'en remplaçant le capitalisme par l'économie socialiste planifiée à l'échelle mondiale, et en entrant ainsi dans la voie du progrès dans laquelle s'était engagé le capitalisme à ses débuts.

3) cette œuvre ne peut être accomplie que sous la direction de la classe ouvrière, seule classe réellement révolutionnaire de la société. Mais la classe ouvrière elle-même doit faire face à une crise de direction, bien que le rapport des forces sociales dans le monde n'ait jamais été aussi propice qu'aujourd'hui à la marche des travailleurs vers le pouvoir.

4) pour s'organiser afin de mener à bien cette tâche historique, la classe ouvrière de chaque pays doit construire un parti révolutionnaire sur le modèle qu'a développé Lénine ; c'est-à-dire un parti de combat, apte à combiner dialectiquement la démocratie et le centralisme — la démocratie dans l'élaboration des décisions, le centralisme dans leur exécution ; une direction contrôlée par la base, une base apte à marcher au feu avec discipline.

5) le principal obstacle dans cette voie est constitué par le stalinisme, qui n'attire les travailleurs, en exploitant le prestige de la révolution d'Octobre 1917 en Russie, que pour les rejeter ensuite, une fois qu'il a trahi leur confiance dans les rangs de la social-démocratie, dans l'apathie ou dans les illusions à l'égard du capitalisme. Le prix de ces trahisons, ce sont les travailleurs qui le paient, sous la forme de l'affermissement de forces monarchistes ou fascistes, et de l'explosion de nouvelles guerres fomentées par le capitalisme. Dès le début, la Quatrième Internationale définit comme l'une de ses tâches principales le renversement révolutionnaire du stalinisme, à l'intérieur et à l'extérieur de l'URSS.

6) la nécessité, pour beaucoup de sections de la Quatrième Internationale et de partis ou de groupes qui sympathisent avec son programme, d'adopter une tactique souple, rend d'autant plus indispensable pour eux qu'ils sachent comment combattre l'impérialisme et ses agences petites-bourgeoises (comme les formations nationalistes ou les bureaucraties syndicales) sans capituler devant le stalinisme ; et, inversement, qu'ils sachent comment combattre le stalinisme (qui est en dernière analyse une agence petite-bourgeoise de l'impérialisme) sans capituler devant l'impérialisme.

Ces principes fondamentaux, établis par Léon Trotsky, conservent leur pleine validité dans la réalité toujours plus complexe et plus fluide du monde politique actuel. En fait, les situations révolutionnaires qui, comme Trotsky l'avait prévu, surgissent de toutes parts, ont maintenant rendu entièrement concret ce qui pouvait autrefois apparaître comme des abstractions tant soit peu éloignées, non intimement liées à la réalité de l'époque. La vérité est que ces principes acquièrent aujourd'hui une force croissante, à la fois dans l'analyse politique et dans la détermination des actions politiques.

Le révisionnisme de Pablo

Ces principes ont été abandonnés par Pablo. Au lieu de mettre l'accent sur la menace d'une nouvelle barbarie, il considère la marche au socialisme comme « irréversible » ; pourtant, il ne croit pas que le socialisme sera instauré pendant la vie de notre génération ou des quelques générations à venir. Il a, au contraire, mis en avant le concept d'une vague de révoltes ne donnant naissance qu'à des Etats ouvriers « déformés », c'est-à-dire du type stalinien, et destinés à durer « des siècles ».

C'est là la preuve du plus profond pessimisme à l'égard des capacités de la classe ouvrière, pessimisme entièrement en accord avec les efforts qu'il a faits récemment pour ridiculiser la lutte pour la construction de partis révolutionnaires indépendants. Au lieu de s'en tenir au cours fondamental vers la construction, par tous les moyens tactiques convenables, de partis révolutionnaires indépendants, il considère que la bureaucratie stalinienne, ou une fraction décisive de celle-ci, est

apte à se modifier sous la pression des masses jusqu'à accepter les « idées » et le « programme » du trotskysme. Sous le prétexte de la souplesse nécessaire au cours de manœuvres tactiques requises pour se rapprocher des travailleurs qui se trouvent dans les rangs staliniens dans des pays comme la France, il couvre maintenant les trahisons du stalinisme.

Ce cours a déjà conduit à de sérieuses défections dans les rangs trotskystes au profit du stalinisme. La scission pro-stalinienne dans le parti de Ceylan constitue un avertissement pour tous les trotskystes quant aux conséquences tragiques des illusions sur le stalinisme fomentées par le pabliste.

Nous soumettons dans un autre document le révisionnisme de Pablo à une analyse détaillée. Dans cette lettre, nous nous bornerons à certains textes récents qui démontrent, sur le terrain décisif de l'action, jusqu'où est allé Pablo dans la voie de la conciliation à l'égard du stalinisme, et quelle est la gravité du péril qui menace l'existence de la Quatrième Internationale.

A la mort de Staline, le Kremlin annonça une série de concessions en URSS, dont aucune n'avait un caractère politique. Au lieu de caractériser ces concessions comme n'étant rien d'autre qu'une manœuvre visant à prolonger le règne de la bureaucratie usurpatrice et à permettre à un bureaucrate dirigeant de revêtir le manteau de Staline, la fraction pabliste estima que ces concessions étaient de bon aloi, et envisagea même la possibilité d'un « partage du pouvoir » entre la bureaucratie stalinienne et les travailleurs (Fourth International, janvier-février 1953, p. 13).

Le concept du « partage du pouvoir », affirmé brutalement par Clarke, un grand prêtre de la religion pabliste, fut sanctionné indirectement comme dogme par Pablo lui-même sous la forme d'une question sans réponse, mais dont le sens n'est pas douteux : la liquidation du régime stalinien prendra-t-elle la forme, demande Pablo, « de violentes luttes bureaucratiques entre les éléments qui veulent combattre pour le statu quo, sinon pour revenir en arrière, et les éléments de plus en plus nombreux qui sont entraînés par la pression des masses ? » (Fourth International, mars-avril 1953, p. 39).

Cette orientation donne au programme trotskyste de révolution politique contre la bureaucratie du Kremlin un nouveau contenu : la position révisionniste suivant laquelle les « idées » et le « programme » du trotskysme imprégnent graduellement la bureaucratie ou une section décisive de cette dernière, « renversant » ainsi, de cette façon imprévue, le stalinisme.

Au mois de juin dernier, en Allemagne orientale, les travailleurs se sont dressés contre le gouvernement stalinien au cours de l'une des plus grandes manifestations de l'histoire de l'Allemagne. Ce fut là le premier soulèvement de masse contre le stalinisme, depuis qu'il a usurpé le pouvoir en URSS.

Comment réagit Pablo devant cet événement historique ?

Au lieu d'exprimer clairement les aspirations politiques révolutionnaires des insurgés d'Allemagne orientale, Pablo couvrit les satrapes staliniens contre-révolutionnaires qui mobilisaient les troupes russes pour écraser le soulèvement :

« (...) les dirigeants soviétiques et ceux des différentes « démocraties populaires » et des partis communistes ne pourront plus falsifier ou ignorer la signification profonde de ces événements. Ils sont obligés de persévéérer dans la voie de concessions encore plus amples et plus réelles pour ne pas risquer de s'aliéner à jamais le soutien des masses et provoquer des explosions encore plus fortes. Ils ne pourront plus désormais s'arrêter à mi-chemin. Ils s'efforceront de doser les concessions pour éviter des explosions encore plus graves dans l'immédiat, et faire si possible une transition « à froid » de la situation actuelle à une situation plus supportable pour les masses. » (Déclaration du Secrétariat International de la Quatrième Internationale).

Au lieu de demander le retrait des troupes soviétiques — la seule force qui soutenait le gouvernement stalinien —, Pablo semait l'illusion que « des concessions encore plus amples et plus réelles » viendraient des gauleiter du Kremlin. Moscou aurait-elle pu espérer recevoir un plus grand secours au moment même où elle s'employait à une falsification monstrueuse de la signification

profonde de ces événements, en présentant les travailleurs révoltés comme des « fascistes » et des « agents de l'impérialisme américain », et où elle déchaînait contre eux la répression sauvage ?

La grève générale en France

Au mois d'août dernier, se déroula en France la plus grande grève générale de l'histoire de ce pays. Déclenchée par les travailleurs eux-mêmes, contre la volonté de leurs directions officielles, elle fournit l'une des occasions les plus favorables de l'histoire du mouvement ouvrier pour le développement d'une lutte réelle pour le pouvoir. Après les ouvriers, les paysans français intervinrent à leur tour par des manifestations qui exprimèrent leur profond mécontentement du gouvernement capitaliste.

Les dirigeants officiels, sociaux-démocrates et staliens, trahirent le mouvement, faisant les efforts les plus grands pour le freiner et détourner le péril menaçant pour le capitalisme français. Dans l'histoire des trahisons, il serait difficile d'en trouver une plus abominable, si on la mesure aux possibilités qui s'ouvrivent.

Comment la fraction de Pablo réagit-elle devant cet événement colossal ?

Ils baptisèrent les agissements sociaux-démocrates du vocable de « trahison — mais pour de mauvaises raisons ». Leur trahison, disent-ils, consiste à négocier avec le gouvernement derrière le dos des staliens. Or, cette trahison n'était que secondaire, et dérivait de leur crime principal : leur refus de s'engager dans la voie de la prise du pouvoir.

Quant aux staliens, les pablistes couvrirent leur trahison. La critique la plus sévère qu'ils trouvèrent possible de formuler quant au cours contre-révolutionnaire des staliens, ce fut de les accuser de n'avoir « pas eu de politique ».

C'était un mensonge. Les staliens ne « manquaient » pas d'avoir une politique. Leur politique consistait à maintenir le statu quo, conformément aux exigences de la politique extérieure du Kremlin et par conséquent à étayer le capitalisme français chancelant.

Mais ce n'est pas tout. Même pour l'éducation intérieure des trotskystes français, Pablo se refusa à caractériser le rôle des staliens comme une trahison. Il nota « le rôle de frein joué, à un degré ou à un autre, par la direction des organisations traditionnelles » — une trahison devient un « frein » ! — « mais aussi leur aptitude — spécialement celle de la direction stalinienne — à céder à la pression des masses quand cette pression devient puissante comme ce fut le cas pendant ces grèves » (Note politique n° 1).

On pourrait supposer que c'est là faire preuve d'une dose suffisante de capacité de conciliation à l'égard du stalinisme, de la part d'un dirigeant qui a abandonné le trotskysme, mais qui cherche encore à rester sous le couvert de la Quatrième Internationale. Pourtant, Pablo est allé encore plus loin.

Un tract infâme

Un tract de ses partisans, distribué aux usines Renault à Paris, déclare que, dans la grève générale, la direction stalinienne de la CGT (la principale confédération syndicale française) « a eu raison de ne pas introduire des mots d'ordre revendicatifs autres que ceux voulus par les travailleurs », cela en présence du fait que les travailleurs, par leurs actes, revendiquaient un gouvernement ouvrier et paysan !

Distinguant arbitrairement les syndicats dirigés par les staliniens du Parti communiste — est-ce là la preuve d'un mode de pensée absolument mécanique, ou d'une volonté délibérée de couvrir les staliniens ? —, les pablistes déclarent, en ce qui concerne la grève et ses perspectives : « Ce point ne concernait le syndicat que secondairement. La critique à porter sur ce point ne s'adresse pas à la CGT, qui est une organisation syndicale, qui doit avant tout agir comme telle, mais aux partis dont le rôle était de montrer la signification politique profonde de ces mouvements et ses conséquences. » (Tract « Aux organisations ouvrières et aux ouvriers de Renault », daté du 3 septembre 1953. Signé par Frank, Mestre et Privas).

Nous constatons dans ces déclarations l'abandon complet de tout ce que Trotsky nous a enseigné sur le rôle et les responsabilités des syndicats à l'époque de l'agonie du capitalisme.

Puis un tract pabliste « critique » le Parti communiste français pour son « absence de ligne », pour s'être placé lui-même « au niveau du mouvement syndical au lieu d'expliquer aux travailleurs que cette grève était une étape importante (!) dans la crise de la société française, le prélude (!) à de grandes luttes de classe, où se trouverait posé le problème du pouvoir ouvrier pour sortir le pays de la gabegie capitaliste et ouvrir la voie au socialisme ».

Si les travailleurs de chez Renault devaient en croire les pablistes, tout ce dont les perfides bureaucrates staliniens français seraient coupables, ce serait d'une trace de syndicalisme, et non d'une trahison délibérée de la plus grande grève générale de l'histoire de France.

L'approbation donnée par Pablo à la politique de la direction de la CGT semble à peine croyable, pourtant c'est là un fait qui saute aux yeux. Lors de la plus grande grève générale jamais vue en France, Pablo proclame froidement « correcte » une version française de la politique bourgeoise de Gompers : maintenir les syndicats hors de la politique. Et cela en 1953 !

S'il est incorrect pour la direction de la CGT de mettre en avant des mots d'ordre politiques correspondant aux nécessités objectives, y compris la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan, alors pourquoi le Socialist Workers Party réclame-t-il que les Gompers actuels du mouvement syndical américain organisent un Labour Party, un Labour Party qui aurait pour but de porter au pouvoir un gouvernement ouvrier et paysan aux Etats-Unis ?

Le blanc-seing donné par Pablo apparaît sous une lumière encore plus étrange lorsque nous nous souvenons que la direction de la CGT se trouve être elle-même hautement politique. Au moindre geste du Kremlin, elle est prête à lancer les travailleurs dans n'importe quelle aventure politique. Rappelez-vous, par exemple, son rôle dans les événements qui commencent avec les manifestations anti-Ridgway l'année dernière. Ces espèces staliniennes de syndicalistes n'hésitent pas à lancer l'ordre de grève pour protester contre l'arrestation du dirigeant du PCF, Duclos.

Le fait est que la direction de la CGT a révélé une fois de plus son caractère hautement politique dans la grève générale. Avec toute l'habileté acquise au cours d'années de perfidie et de double jeu, ils essayèrent délibérément de décapiter les travailleurs, d'étouffer leur initiative, d'empêcher leurs mots d'ordre politiques de percer. La direction syndicale stalinienne a trahi consciemment. Et c'est ce cours de trahison que Pablo appelle « correct » !

Mais le tableau n'est pas encore complet. L'un des principaux objectifs du tract pabliste est de dénoncer les trotskystes français qui se conduisirent à la régie Renault durant la grève en révolutionnaires authentiques. Le tract en désigne deux par leurs noms comme ayant « été exclus de la Quatrième Internationale et de sa section française depuis plus d'un an ». Il constate que « ce groupe a été exclu pour des raisons d'indiscipline, et l'orientation qu'il a suivie, notamment au cours du dernier mouvement de grève, est opposée à celle que défend effectivement le PCI (section française de la Quatrième Internationale) ». Le « groupe » dont il s'agit est en fait la majorité de la section française de la Quatrième Internationale, qui a été arbitrairement et injustement exclue par Pablo.

Dénoncer officiellement des militants trotskystes aux staliniens, et chercher à justifier aux yeux des travailleurs l'abominable trahison stalinienne ! Le mouvement trotskyste mondial a-t-il jamais entendu parler jusqu'à présent d'un pareil scandale ?

Il convient de noter que la dénonciation pabliste de ces camarades aux staliniens faisait suite au verdict d'un tribunal ouvrier acquittant les trotskystes de l'usine Renault des calomnies répandues contre eux par les staliniens.

Les pabilistes américains

Le test de ces événements mondiaux suffit, à notre avis, pour indiquer l'étendue des conciliations du pabilisme envers le stalinisme. Mais nous aimerais soumettre à l'examen du mouvement trotskyste mondial un certain nombre de faits supplémentaires.

Depuis plus d'un an et demi, le Socialist Workers Party s'est engagé dans la lutte contre une tendance révisionniste, dirigée par Cochran et Clarke. La lutte avec cette tendance a été l'une des plus dures de l'histoire de notre parti. Au fond, elle touche aux mêmes questions fondamentales qui nous ont séparés du groupe Burnham-Shachtman et du groupe Morrow-Goldman au début et à la fin de la Deuxième Guerre mondiale. C'est une autre tentative pour réviser et abandonner notre programme de base. La perspective de la révolution américaine, le caractère et le rôle du parti révolutionnaire, ses méthodes d'organisation et les perspectives du mouvement trotskyste mondial sont inclus dans cela.

Pendant l'après-guerre, une puissante bureaucratie s'est constituée dans le mouvement ouvrier américain. Cette bureaucratie s'appuie sur une large couche d'ouvriers privilégiés conservateurs, qui ont été « adoucis » par les conditions de prospérité de la guerre. Cette nouvelle couche privilégiée a été constituée dans une large mesure de membres des secteurs de la classe ouvrière qui avaient été précédemment les plus engagés, ceux de la génération qui a fondé le CIO.

La sécurité et la stabilité relatives de leurs conditions de vie ont temporairement paralysé l'initiative et l'ardeur combattive de ces travailleurs, qui étaient auparavant en première ligne dans toutes les actions militantes de classe.

Le « cochranismus » est la manifestation de la pression de cette nouvelle aristocratie ouvrière, avec son idéologie petite-bourgeoise, sur l'avant-garde prolétarienne. L'état d'esprit et les tendances de cette couche de travailleurs, passive et relativement satisfaite, joue comme un puissant mécanisme qui transmet à l'intérieur de notre propre mouvement des pressions étrangères. Le mot d'ordre des cochraniens : « A la ferraille, le vieux trotskysme ! », traduit cet état d'esprit.

La tendance cochranière considère le formidable potentiel révolutionnaire de la classe ouvrière américaine comme une perspective très lointaine. Elle dénonce l'analyse marxiste qui révèle les processus moléculaires qui, dans le prolétariat américain, créent de nouvelles unités combattantes, comme « sectaire ».

Quant à savoir s'il y a des tendances progressistes dans la classe ouvrière des Etats-Unis, elle ne les voit que dans les rangs ou à la périphérie du stalinisme et chez les policiers syndicalistes « évolués » — elle considère que le reste de la classe est si désespérément endormi que seul l'impact de la guerre atomique pourrait le réveiller.

En bref, sa position révèle le manque de confiance dans la perspective de la révolution américaine, le manque de confiance dans le rôle du parti révolutionnaire en général et du Socialist Workers Party en particulier.

Traits marquants du cochranismus

Toutes les sections du mouvement mondial le savent bien, elles l'ont appris par leurs propres et difficiles expériences, il existe des pressions bien plus grandes que celles provenant de la prospérité née de la guerre et de la vague de réaction qui ont

pesé sur nous aux Etats-Unis. Mais le facteur qui soutient les cadres, dans les conditions les plus difficiles, c'est la certitude brûlante de la justesse théorique de notre mouvement, la conscience du fait qu'ils sont les moyens vivants pour faire progresser la mission historique de la classe ouvrière, la compréhension du fait que, à un degré ou à un autre, le destin de l'humanité dépend de ce qu'ils font, la ferme certitude que, quelles que soient les circonstances du moment, la ligne centrale du développement historique exige la création de partis de combat léninistes qui résoudront la crise de l'humanité par la victoire de la révolution socialiste.

Le « cochranism » substitue le scepticisme, les improvisations théoriques et la spéculation journalistique à cette perspective trotskyste mondiale. C'est cela qui interdit toute possibilité de conciliation dans la lutte à l'intérieur du SWP, de la même façon qu'aucune conciliation n'était possible en 1939-1940 dans la lutte contre l'opposition petite-bourgeoise.

Au cours de ce combat, les « cochranistes » ont fait montre des traits suivants :

1) manque de respect pour la tradition du parti et sa mission historique. Les « cochranistes » ne perdent jamais une occasion de dénigrer, de railler et de faire preuve de mépris pour la tradition du trotskysme américain, vieille de vingt-cinq ans.

2) une tendance à remplacer la politique marxiste sur la base des principes par des combinaisons sans principes contre le « régime » du parti. De la sorte, la fraction cochraniste est composée d'un bloc d'éléments divers. Un groupe concentré principalement à New York préconise une sorte de tactique « entriste » dans le mouvement stalinien américain.

Un autre groupe, composé d'éléments syndicaux devenus observateurs, concentré surtout à Détroit, ne voit pas grand-chose à gagner en se tournant vers les staliniens. Il base sa perspective révisionniste sur la surestimation de la stabilité et de la capacité à durer de la nouvelle bureaucratie ouvrière. Sont également attirés vers le « cochranism » des individus fatigués, qui ne sont plus capables de supporter la pression des conditions actuellement défavorables et qui cherchent une rationalisation plausible pour ne plus avoir d'activité. Le ciment de ce bloc sans principes est l'hostilité commune au trotskysme orthodoxe.

3) une tendance à écarter le parti de ce qui doit être notre champ de bataille principal en Amérique, les ouvriers des industries de production massive, qui n'ont pas encore de conscience politique. En fait, les « cochranistes » ont laissé tomber le programme de mots d'ordre et revendications transitoires que le SWP utilise comme pont vers ces travailleurs, et ont prétendu que la majorité, en continuant sur cette ligne, s'adaptait à l'arriération des travailleurs.

4) la conviction qu'il n'existe aucune possibilité que la classe ouvrière se dresse en opposition radicale à l'impérialisme américain avant la troisième guerre mondiale.

5) une grossière théorisation expérimentale avec le stalinisme « de gauche », qui se réduit à la croyance extravagante que les staliniens « ne peuvent plus trahir », que le stalinisme a un côté révolutionnaire qui permet aux staliniens de conduire une révolution aux Etats-Unis, dans le cours de laquelle ils absorberaient les « idées » trotskystes de telle sorte que la révolution finirait par se « corriger elle-même ».

6) adaptation au stalinisme devant de nouveaux événements. Ils soutiennent et défendent la conciliation avec les staliniens qu'on trouve dans l'interprétation donnée par Pablo de la chute de Béria et des purges qui s'ensuivirent en URSS. Ils reprennent tous les arguments pablistes qui couvrent le rôle contre-révolutionnaire du stalinisme dans le grand soulèvement des ouvriers allemands de l'Est et dans la grève générale française. Ils interprètent même le tournant du stalinisme américain vers le parti démocrate comme une simple « oscillation à droite » dans un « tournant à gauche ».

7) mépris pour les traditions du léninisme dans les questions d'organisation. Pendant un temps, ils ont tenté d'instaurer un « double pouvoir » dans le parti. Quand ils ont été désavoués par l'écrasante majorité du parti, au plénum de mai 1953, ils ont accepté par écrit de se soumettre à la loi de la majorité et à la ligne politique déterminée par le plénum. En suite de quoi ils ont rompu leurs engagements, recommandé leur sabotage fractionnel des activités du parti, de façon plus fébrile et plus hysterique que jamais ...

Le « cochrannisme », dont nous avons indiqué ci-dessus les traits essentiels, n'a jamais été plus qu'une faible minorité dans le parti. Jamais il n'aurait représenté plus qu'une expression faible et écoeurante de pessimisme, s'il n'avait reçu, derrière le dos de la direction du parti, l'aide et l'encouragement de Pablo.

L'encouragement et l'appui secrets de Pablo ont été révélés peu après notre plénum de mai, et, depuis lors, Pablo a ouvertement collaboré avec la fraction révisionniste dans notre parti et l'a inspirée dans sa campagne de sabotage des finances du parti et ses préparatifs de scission.

Finalement, la fraction Pablo-Cochran a fait culminer ce cours déloyal en organisant le boycott à New York de la célébration du 25^e anniversaire de la fondation du parti qui coïncidait avec un rassemblement à l'occasion d'élections municipales à New York.

Tous ceux qui ont pris part à cette action traître et antiparti ont, à l'évidence, consommé la scission qu'ils avaient préparée de longue date, et ont perdu tout droit d'appartenir à notre parti.

En prenant formellement acte de ce fait, le 25^e plénum anniversaire du SWP a suspendu les membres du comité national qui avaient organisé ce boycott et a déclaré que tous les membres de la fraction Pablo-Cochran qui avaient participé à cette action traître de briseurs de grève ou qui refuseraient de la désavouer se placeraienr par là même à l'extérieur du SWP.

Des méthodes inspirées du Komintern

La duplicité dont fit preuve Pablo, faisant bonne figure à la direction du SWP tout en collaborant secrètement avec la minorité révisionniste, est étrangère à la tradition du trotskysme. La tradition à laquelle elle se rattache, c'est celle du stalinisme. De tels procédés, utilisés par le Kremlin, servirent à corrompre l'Internationale communiste. Beaucoup d'entre nous en ont fait l'expérience personnelle pendant la période 1923-1928.

Il y a maintenant des preuves décisives que ces procédés ne constituent pas chez Pablo une erreur isolée, mais plutôt un système.

C'est ainsi qu'un dirigeant éminent d'une section européenne de la Quatrième Internationale recevait récemment une lettre de Pablo lui enjoignant « de défendre jusqu'au Quatrième Congrès mondial la ligne de la majorité et la discipline de l'Internationale ». L'ultimatum était accompagné de menaces de représailles, si Pablo n'était pas obéi.

La « majorité » dont parle Pablo n'est que la modeste étiquette dont il se décore, lui-même et la petite minorité hypnotisée par ses vues révisionnistes. La nouvelle ligne de Pablo s'oppose violemment au programme de base du trotskysme. Elle commence seulement à être discutée dans de nombreux secteurs du mouvement trotskyste mondial. N'ayant pas reçu l'appui d'une seule organisation trotskyste, elle ne constitue pas la ligne officielle de la Quatrième Internationale.

Les premiers rapports que nous avons reçus attestent de l'indignation que soulève cette tentative d'imposer ses vues révisionnistes à l'organisation mondiale sans attendre une discussion ou un vote. Nous avons déjà assez d'informations pour affirmer que la Quatrième Internationale rejettéra sûrement la ligne de Pablo à une écrasante majorité.

Que Pablo exige d'un dirigeant d'une section de la Quatrième Internationale qu'il s'abstienne de critiquer sa politique révisionniste, c'est déjà assez grave. Mais Pablo ne s'en est pas tenu là. Tandis qu'il essayait de tromper ce dirigeant, et de l'empêcher de participer à une discussion libre dans laquelle la base aurait pu profiter de son expérience, de ses connaissances et de sa perspicacité, Pablo intervenait dans son organisation pour s'efforcer d'y cristalliser une fraction minoritaire révisionniste susceptible de faire la guerre à la direction de la section.

Ce procédé dérive en ligne droite de la nauséabonde tradition du Komintern dégénéré sous l'influence du stalinisme. Même s'il n'y avait pas d'autres questions en litige, il serait nécessaire de combattre le pabliste jusqu'au bout, pour sauver la Quatrième Internationale de la corruption interne.

Une telle tactique répond à des objectifs évidents. Elle fait partie des préparatifs d'un coup de force de la minorité pabliste. Mettant à profit le contrôle administratif exercé par Pablo, ils espèrent imposer sa ligne révisionniste à la Quatrième Internationale et répondre aux résistances, partout où elles se manifestent, par des scissions et des exclusions.

Ce cours organisationnel stalinien commença, cela est maintenant clair, avec l'abus brutal que fit Pablo de son contrôle administratif lors de sa campagne de destruction menée contre la majorité de la section française de la Quatrième Internationale, il y a plus d'un an et demi.

Par ordre du Secrétariat international, la majorité élue de la section française se vit interdire d'exercer ses droits, de diriger le travail politique et de propagande du parti. Au lieu de quoi, le bureau politique et la presse du parti furent placés sous le contrôle de la minorité, au moyen du procédé, digne du Komintern, d'un « comité paritaire ».

A l'époque, nous désapprouvâmes profondément cette action arbitraire au moyen de laquelle une minorité était arbitrairement transformée en majorité. Aussitôt que nous fûmes informés, nous communiquâmes notre protestation à Pablo. Toutefois, nous devons reconnaître que nous avons commis une erreur en n'entretenant pas une action plus énergique. Nous pensions que les divergences entre Pablo et la section française étaient d'ordre tactique, et cela nous conduisit aux côtés de Pablo, malgré nos réserves sur ses procédés d'organisation, lorsque, après des mois d'une violente lutte fractionnelle, la majorité fut exclue.

Mais les divergences étaient, dans leur fond, de nature programmatique. Le fait est que les camarades français de la majorité virent plus clairement que nous ce qui était en train de se produire. Le VIII^e Congrès de leur parti déclara qu'« (...) un grave danger menace l'avenir et l'existence même de la Quatrième Internationale ... Des conceptions révisionnistes, nées de la couardise et de l'impressionnisme petit-bourgeois, sont apparues au sein de sa direction. La faiblesse encore grande de l'Internationale, l'étroitesse même de son appareil international coupé de la vie des sections ont facilité momentanément l'instauration d'un système de gouvernement personnel puisant sa raison d'être et ses méthodes antidémocratiques dans la révision du programme trotskyste et dans l'abandon de la méthode marxiste. » (La Vérité, 18 septembre 1952).

Toute la situation française doit être réexaminée à la lumière des développements ultérieurs. Le rôle que la majorité de la section française a joué dans la récente grève générale a démontré de la façon la plus décisive qu'ils savent comment défendre les principes fondamentaux du trotskysme. La section française de la Quatrième Internationale a été injustement exclue. Les majoritaires français rassemblés autour du journal « La Vérité » sont les véritables trotskystes de France, et le SWP les reconnaît ouvertement comme tels.

Particulièrement révoltante est la manière calomniatrice dont Pablo a dépeint la position politique de la section chinoise de la Quatrième Internationale. Pablo les a dépeints comme « sectaires » et « déserteurs de la révolution ». Contrairement à l'impression délibérément répandue par la fraction pabliste, les trotskystes chinois ont agi comme d'authentiques représentants révolutionnaires du prolétariat chinois. Sans qu'il y ait faute de leur part, le régime de Mao les a choisis comme victimes, à la manière dont Staline désignait au bourreau toute la

génération des bolcheviks de Lénine en URSS, à l'exemple des Noske et Scheidemann d'Allemagne qui désignaient aux assassins les Luxemburg et les Liebknecht de la révolution de 1918. Mais la ligne conciliatrice de Pablo face au stalinisme l'a conduit inexorablement à peindre en rose le régime de Mao, tout en peignant sous de sombres couleurs l'attitude ferme, principielle, de nos camarades chinois.

Ce qu'il faut faire

En résumé : l'abîme qui sépare le révisionnisme pabliste du trotskysme est si profond qu'aucun compromis n'est possible ni politiquement, ni organisationnellement. La fraction Pablo a démontré sa volonté de ne pas permettre que des décisions démocratiques reflétant réellement l'opinion de la majorité soient prises. Ils exigent une soumission complète à leur politique criminelle. Ils sont déterminés à expulser tous les trotskystes de la Quatrième Internationale ou à les museler et les ligoter.

Leur plan consistait à injecter graduellement des conciliations stalinniennes, tout en se débarrassant non moins graduellement de ceux qui se rendent compte de ce qui arrive et élèvent des objections. Telle est l'explication de l'étrange ambiguïté de bien des formulations et des échappatoires diplomatiques pablistes.

Jusqu'à présent, la fraction pabliste a remporté certains succès grâce à ses manœuvres sans principes et machiavéliques. Mais le point de transformation qualitative a été atteint. Les questions politiques en jeu ont fait irruption à travers les manœuvres, et la lutte est maintenant une épreuve de force.

Si nous pouvons donner un avis aux sections de la Quatrième Internationale, nous qui sommes par force hors de ses rangs, nous pensons que l'heure est venue d'agir, et d'agir de façon décisive. L'heure est venue pour la majorité trotskyste de la Quatrième Internationale d'affirmer sa volonté contre l'usurpation d'autorité de Pablo.

Elle doit en outre sauvegarder l'administration des affaires de la Quatrième Internationale en relevant Pablo et ses agents de leurs postes, et en les remplaçant par des cadres qui ont prouvé dans l'action qu'ils savent comment défendre le trotskysme et maintenir le mouvement dans une voie politique et organisationnelle correcte. »

Avec nos fraternelles saluts trotskystes,

Le plenum du comité national du SWP

TROISIEME PARTIE

Stéphane Just

**Pour la reconstruction
de la
Quatrième Internationale**



pour la reconstruction
de la Quatrième Internationale

1.

La crise de la IV^e Internationale est ouverte

Le III^e Congrès mondial s'est tenu en septembre 1951. Il adopta des textes que la section française caractérisa comme « confus et contradictoires ». Ces textes axaient la Quatrième Internationale sur la perspective de la troisième guerre mondiale : guerre des impérialismes coalisés sous la direction des Etats-Unis contre l'URSS, les pays dits de « démocratie populaire » et la Chine.

le centre révisionniste devient le centre liquidateur de la Quatrième Internationale

Possible, la perspective d'une troisième guerre mondiale n'était pas pour autant exaltante. De toute façon, une telle guerre signifiait que le prolétariat devrait payer d'un prix énorme le retard de la révolution prolétarienne mondiale. La responsabilité en incom-

bait à la politique de la social-démocratie et des appareils réformistes mais, surtout, à la politique contre-révolutionnaire de la bureaucratie stalinienne et de son appareil international. Les textes du III^e Congrès mondial masquaient la fonction politique de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international : la défense de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale.

Certes, l'impérialisme préparait la guerre, mais dans un rapport de forces entre les classes qui, résultant de la vague révolutionnaire de la fin de la guerre, était extrêmement favorable au prolétariat. Certes, l'impérialisme

Berlin-Est, 1953. Avec le soulèvement révolutionnaire du prolétariat, s'écrit le premier chapitre des révolutions politiques contre la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites (Ph. Keystone).

préparait la guerre contre l'URSS, mais l'instrument contre-révolutionnaire le plus efficace dont il disposait était (et est toujours) la bureaucratie du Kremlin et son appareil international. Or, loin de réaffirmer cette donnée fondamentale, ce qui aurait amené à opposer, bien classiquement, à la préparation de la troisième guerre mondiale, la lutte de classe du prolétariat, la marche à la révolution et la révolution elle-même, les textes du III^e Congrès mondial, dans leur confusion et leurs contradictions, donnaient à Pablo les moyens de développer son orientation. La troisième guerre mondiale était tenue pour inévitable. On lisait, par exemple, dans la XVIII^e thèse, votée par le congrès :

« Bien que le caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie reste inchangé, soit dans sa trahison de révolutions ouvrières les livrant à l'impérialisme, soit dans l'étranglement des mouvements prolétariens indépendants, la possibilité qu'elle a de remplir ce rôle avec succès est déterminée, non par ses intentions ou désirs subjectifs, mais par une situation objectivement révolutionnaire qu'il devient, en raison de sa vaste ampleur et son intensité, de plus en plus difficile de détruire ou de maintenir dans des canaux bureaucratiques rigides ou sous un contrôle policier. Les développements en Yougoslavie et en Chine ne sont qu'une préfiguration des événements à venir dans la conjoncture d'une guerre civile internationale. »

Voilà un bel échantillon de confusion et de contradictions. On commence par réaffirmer « le caractère contre-révolutionnaire de la bureaucratie du Kremlin ». Ça, c'est pour la partie « trotskyste » de la thèse. Puis, on finit par dire que ce « caractère » est une pure abstraction, sans portée pratique : « les intentions ou désirs subjectifs » de la bureaucratie du Kremlin n'ont aucune importance, puisqu'« elle n'a plus la possibilité de remplir ce rôle avec succès » compte tenu de « la vaste ampleur et de l'intensité d'une situation objectivement révolutionnaire ». Comme si la lutte de classes, son concentré, la révolution prolétarienne, la guerre civile,

n'étaient pas justement l'affrontement des forces sociales et politiques : un combat entre les forces de la révolution et de la contre-révolution. Comme si, dans une « guerre civile internationale », la bureaucratie du Kremlin et son appareil international ne combattaient pas, tant qu'ils ne sont pas détruits, du côté de la contre-révolution. Cette « neutralisation » de la bureaucratie du Kremlin est un premier stade. Le second consiste à l'enrouler sous la bannière de « la révolution sous toutes ses formes ». La puissance de la « situation objectivement révolutionnaire » se suffisait à elle-même. Dès lors, la construction des partis révolutionnaires et de l'Internationale n'avait pas de sens. Il ne restait aux militants et organisations trotskystes qu'à « s'intégrer profondément dans le mouvement des masses », ce mouvement des masses et celui des bureaucraties parasitaires s'identifiant finalement...

En juin 1951, la direction du SWP élabora une bien légère « contribution à la discussion des perspectives internationales ». Très timidement, cette contribution demandait que soient renforcés quelques points portant sur le stalinisme et sur la nécessité de réaffirmer que « la crise de l'humanité est la crise de la direction révolutionnaire ». Hélas, Clarke — représentant alors le SWP en Europe —, loin de défendre la contribution du SWP auprès du Comité exécutif international et du Secrétariat international, puis au III^e Congrès mondial, la brûla. Ce n'est pas dans les habitudes du SWP que de telles affaires en restent là. Pourtant, témoignage des difficultés auxquelles la direction du SWP était confrontée, il ne semble pas qu'avant 1953 il y ait eu des suites. Au III^e Congrès mondial, les amendements que la section française présenta ne furent pas même soumis à l'assemblée plénière. Et les quelques autres amendements introduits dans les textes de ce congrès renforçèrent seulement leur caractère « confus et contradictoire ». De plus, dans une lettre adressée à un militant du SWP, Sam Gordon, qui vivait à Londres et avait critiqué ouvertement les ambiguïtés des textes du III^e Congrès mondial, J. P. Cannon écrivait encore le 4 juin 1953 :

« J'ai été surpris et déçu de votre action impulsive en ce qui concerne les documents du III^e Congrès mondial. Nous les avons adoptés comme ils furent écrits. Quand ils essaient de nous dire que nous ne les comprenons pas, nous ne répliquons pas que nous rejetons ces résolutions. Nous disons que nous rejetons toute interprétation particulière de ce qui n'est pas clairement écrit. »

L'analyse sérieuse des textes du III^e Congrès mondial, la lecture de « Où allons-nous ? », de « La guerre qui vient » et d'innombrables productions du Secrétariat international suffisaient pourtant à éclairer ces textes. Et surtout, entre le III^e Congrès mondial et 1953, le révisionnisme liquidateur de la IV^e Internationale avait fait des progrès foudroyants qui justifiaient totalement la caractérisation faite par le PCI des textes du III^e Congrès mondial. En février 1952, ce fut le rapport de Pablo au X^e plenum du Comité exécutif international, rapport préconisant « l'entrisme sur generis » et qui clarifiait les « ambiguïtés » des textes du III^e Congrès mondial. C'était la tentative de destruction du PCI, à propos de laquelle J. P. Cannon écrit dans cette même lettre à Sam Gordon :

« Nous avons été consternés de la tactique utilisée dans le récent conflit, de la scission en France, et de l'inconcevable précédent qui a été établi. C'est pourquoi j'ai retardé aussi longtemps ma réponse à Renard. Je voulais politiquement aider le Secrétariat international, mais je ne voyais pas comment je pouvais, en conscience, couvrir les sanctions prises contre la majorité et une direction élue. Je résolvais finalement le problème en ignorant la partie de la lettre de Renard traitant de cette question. Mais je ne suis pas très fier du fait qu'une telle façon évasive m'ait été imposée par les circonstances. »

La direction du SWP devait caractériser par la suite les méthodes du Secrétariat international comme « kominternistes ».

En 1953, les prises de position du Secrétariat international de la Quatrième Internationale, en ce qui concerne le mouvement révolutionnaire

du prolétariat de l'Allemagne de l'Est et la grève générale française d'août, démontrèrent qu'une transformation qualitative s'était produite, comme l'entreprise de liquidation du Socialist Workers Party, de la section anglaise et de la section bolivienne, suivant de peu celle de liquidation de la section française, l'avait déjà indiqué. De centre révisionniste, le Secrétariat international devenait le centre liquidateur de la Quatrième Internationale. Il intervenait en flanc-garde de la bureaucratie du Kremlin.

UN EVENEMENT CAPITAL DANS LA LUTTE DES CLASSES MONDIALE

Les grands événements de la lutte mondiale des classes sont les tests qui permettent d'apprécier si une modification qualitative de la place et du rôle de telle ou telle organisation ouvrière dans la lutte des classes s'est produite. Les tendances au réformisme, à l'adaptation à la bourgeoisie, à la défense de l'Etat bourgeois, existaient à l'intérieur des partis qui composaient la Deuxième Internationale depuis leur fondation. C'est seulement en août 1914 que ce qui n'était que des tendances plus ou moins développées est apparu comme étant devenu la caractéristique dominante des partis de la Deuxième Internationale, chaque parti social-démocrate prenant, au cours de la première guerre impérialiste mondiale, le parti de sa bourgeoisie. La Deuxième Internationale faisait faillite.

Depuis 1923, les partis de la Troisième Internationale, les PC, étaient de plus en plus étroitement soumis à la bureaucratie du Kremlin. De plus en plus, la Troisième Internationale et les PC étaient devenus les instruments de la politique internationale contre-révolutionnaire du Kremlin. Ce n'est pourtant que quelques mois après la capitulation sans combat du PCA devant la montée au pouvoir d'Hitler — en raison de l'absence de réaction des PC composant l'Internationale communiste et de leur approbation sans défaillance de la politique du Kremlin qui avait conduit à cette capitulation — que Trotsky conclut

qu'il y avait eu transformation qualitative, que l'Internationale communiste était définitivement passée du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale et qu'il était nécessaire de construire la Quatrième Internationale.

Un événement capital, du point de vue de la lutte mondiale des classes, se produisit en 1953 : le premier chapitre des révolutions politiques contre les bureaucraties parasitaires s'écrivait ; il se vérifiait, dans la lutte des classes en Europe, que révolution sociale et révolution politique étaient deux composantes indissociables de la révolution prolétarienne.

Le programme de la Quatrième Internationale, la nécessité de la Quatrième Internationale, donc la justification de sa fondation, recevaient une éclatante justification. En répondant à sa mission historique, la Quatrième Internationale se serait incontestablement ouvert le plus large accès aux masses, car seul son programme répondait à leurs besoins les plus immédiats, seul le drapeau de la lutte intransigeante contre l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, essentiellement la bureaucratie du Kremlin, le drapeau de la Quatrième Internationale, pouvait leur indiquer la voie de leur victoire.

Mais la « direction » de la Quatrième Internationale prenait position en flanc-garde de la bureaucratie du Kremlin. Elle avait déjà entrepris la destruction des plus fortes sections de l'Internationale. En conséquence, la Quatrième Internationale et ses sections n'étaient pas à ce rendez-vous de l'histoire. On ne peut refaire le passé. Cependant, on peut et on doit apprécier l'impact qu'aurait eu une Quatrième Internationale, certes faible, peu implantée, mais unie et répondant à sa mission historique dans une telle situation. Au lieu de quoi, la « direction » de la Quatrième Internationale s'aligna derrière les forces contre-révolutionnaires ; elle les appuya, leur procurant une couverture « gauche ».

Les répercussions de cet état de choses, bien qu'impossibles à mesurer pleinement, ont été considérables aussi bien dans le cours de la lutte des classes en général que dans celui de la construction des partis révolutionnai-

res et de l'Internationale indispensables à la victoire de la révolution prolétarienne. Et elles n'ont pas fini de se faire sentir. Rappelons-le, la crise de la civilisation humaine se réduit à la crise de la direction révolutionnaire, en dernière analyse sa solution dépend du facteur subjectif. Or, la « direction » de la Quatrième Internationale barrait la voie qu'elle aurait dû ouvrir, voie que les masses ne peuvent emprunter spontanément, celle qui conduit à la construction des partis et de l'Internationale révolutionnaires. Comment ne pas comprendre que cette trahison a été un facteur majeur de confusion et, finalement, de désarroi pour des milliers et des milliers de militants prêts à se constituer en avant-garde du prolétariat, tant dans les pays capitalistes que dans ceux qui subissent l'oppression des bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires, dont celle du Kremlin, auxquels seule la Quatrième Internationale pouvait fournir un programme et un drapeau ?

CARACTERISATION DU TEXTE : « MONTEE ET DECLIN DU STALINISME »

La déclaration de fondation du Comité international de la Quatrième Internationale (23 novembre 1953) décréta :

« Nous considérons comme déchu de ses pouvoirs le Secrétariat international des usurpateurs pablistes. »

Bien. Encore était-il nécessaire de préciser ce que l'on entendait par là.

Imperturbablement, le « Secrétariat international » convoqua un pseudo-« congrès mondial » qui se tint au début juillet 1954. Le « congrès » vota le texte « Montée et déclin du stalinisme » et ratifia les positions pablistes. Un texte du Socialist Workers Party, adopté en novembre 1953 à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du parti, désigna très précisément le noyau révisionniste et liquidateur du texte « Montée et déclin du stalinisme » :

« La résolution révise le concept fondamental de Trotsky de Thermidor

soviétique, qui voyait dans la bureaucratie stalinienne la première étape de la restauration bourgeoise. La caste privilégiée, considérée d'un point de vue qualitatif dans la structure de la société soviétique, est une formation petite-bourgeoise, confinée à ce stade dans la superstructure des conquêtes de la révolution de 1917 encore en place, la nationalisation et la planification de l'économie. Par sa position dans la société soviétique, la bureaucratie en tant que telle a pour tendance inhérente l'antisoviétisme, le restaurationnisme. Cette conception trotskyste orthodoxe a été abandonnée par les auteurs de Montée et déclin du stalinisme. Le concept d'étape contre-révolutionnaire du Thermidor soviétique a été liquidé, ne subsistant qu'à l'état de vestige dans la phrase : « un nombre « réduit » de thermidoriens, de vieux militants produits d'avant 1917 » (paragraphe 11). A la place du concept sociologique fondamental de Trotsky, on nous donne une description impressionniste de la psychologie des « sommets de la bureaucratie », qui, nous assure-t-on, « ne représentent plus dans la majorité une couche sociale jeune et avide, luttant pour conquérir des priviléges dans le domaine de la consommation dans une situation de pauvreté généralisée ; pour la plupart ce sont des hommes d'âge mûr ou vieillissant, qui tentent de se conserver les meilleures conditions de vie possibles » (par. 11).

Avec cette même conception superficielle, le document voit des « réactions de capitulation et de désertion dans le camp de la bourgeoisie (sous l'impact des « signes d'un réveil du prolétariat ») qui ne touchent que des « couches très limitées de la bureaucratie ».

En abandonnant la conception trotskyste orthodoxe d'une caste qui, par essence, représente la tendance à la restauration capitaliste, dont le développement peut être suivi d'une multitude de formes dans la vie soviétique, les pablistes ouvrent la voie à une conception entièrement révisionniste selon laquelle la bureaucratie peut se redresser. Ce n'est pas affirmé explicitement, mais certaines conclusions de la résolution découlent de cette prémissse révisionniste. Par exem-

ple, au lieu du « renforcement des tendances restaurationnistes au sein de la paysannerie et de la bureaucratie », c'est la tendance inverse « qui est la plus probable » (chapitre 15). Le document renforce la nouvelle position révisionniste (et aussi sa confusion) : « La bataille décisive qui s'annonce en Union soviétique ne se mènera pas entre les forces restaurationnistes visant à restaurer la propriété privée et les forces qui défendent les conquêtes d'Octobre. Elle aura lieu au contraire entre les forces qui défendront les priviléges et la domination de la bureaucratie, et la classe ouvrière révolutionnaire combattant pour restaurer la démocratie soviétique à un plus haut niveau. » (chapitre 15).

Face à cette position, qui ouvre la voie à la capitulation devant la bureaucratie, nous réaffirmons la position trotskyste orthodoxe : « La bataille décisive à venir en Union soviétique se mènera entre les tendances restaurationnistes dans le pays, représentées par la bureaucratie stalinienne en tant que telle, et la tendance régénératrice représentée par les forces de la classe ouvrière révolutionnaire. D'un côté, l'on verra le gros de la bureaucratie défendre ses priviléges, son pouvoir policier, et par là la tendance à la restauration de la propriété privée ; de l'autre, l'avant-garde prolétarienne, dirigeant une révolution politique qui balayera la bureaucratie usurpatrice, restaurera la démocratie soviétique à un plus haut niveau, et alignera ainsi à nouveau le régime, soviétique sur la révolution socialiste mondiale. »

Considérer qu'une fraction minime de la bureaucratie se rangera du côté des masses contre ses propres intérêts matériels ne signifie pas que la bureaucratie ne connaîtra pas de profonds clivages sous l'impact de la montée révolutionnaire. De semblables désorganisation, désintégration et démoratisation ont pu être observées en Allemagne de l'Est. Mais le rôle de la politique révolutionnaire, c'est d'organiser, de mobiliser et d'aider à la direction des masses dans leurs luttes, non d'attendre et encore moins de faire fond sur des ruptures quelconques dans la bureaucratie.

Dans la manière dont elle aborde toute la période des événements depuis la mort de Staline et la nouvelle politique du régime Malenkov, la résolution jette les bases de nouvelles prémisses politiques pour une nouvelle appréciation de la nature de la bureaucratie

stalinienne et le type d'action que les travailleurs doivent engager pour la renverser. Même si ces révisions ne sont pas écrites noir sur blanc dans la résolution, la porte est ouverte pour que d'autres le fassent, comme nous le verrons par la suite. »

la question de la direction

Couvert par le prétendu « IV^e Congrès de la Quatrième Internationale », le « SI » pabliste trahissait, au nom de la Quatrième Internationale, la Quatrième Internationale et son programme. Mais, ni la Quatrième Internationale, ni son programme ne faisaient faillite. Le programme avait reçu une éclatante confirmation. Et la réaction à la trahison et à l'entreprise liquidatrice de la Quatrième Internationale jaillissait de la Quatrième Internationale elle-même, des plus fortes de ses sections. La continuité de la Quatrième Internationale, au travers du Comité international de la Quatrième Internationale, était assurée. De ce point de vue, aucune comparaison n'est possible avec les Deuxième et Troisième Internationales.

En 1914, c'est — mis à part le Parti bolchevique — l'ensemble des partis constituant la Deuxième Internationale qui s'étaient alignés chacun derrière sa propre bourgeoisie. En 1933, la totalité des partis de la Troisième Internationale avaient couvert la politique de Staline, dont le contenu pratique était : plutôt Hitler-que la révolution allemande. A la faillite de la Deuxième Internationale et à celle de la Troisième Internationale, il y avait des raisons sociales : la bureaucratie des partis de la Deuxième Internationale, reposant sur une mince aristocratie ouvrière, s'était constituée en symbiose avec la bourgeoisie et son appareil d'Etat. Elle se nourrissait des miettes de l'impérialisme et s'incorporait au personnel politique bourgeois. Les bureaucraties des PC étaient devenues les projections de l'appareil de la bureaucratie d'un puissant appareil d'Etat ouvrier, la bureaucratie du

Kremlin. Matériellement et politiquement, sinon policièrement, les appareils des PC dépendaient et dépendent toujours de celui du Kremlin.

Rien de pareil en ce qui concerne la Quatrième Internationale : aucune base sociale pour une bureaucratie s'intégrant directement ou indirectement à la société bourgeoise, ou dépendante d'un Etat ouvrier dégénéré. La trahison du « Secrétariat international » était, bien sûr, le produit des pressions sociales énormes qui s'exerçaient sur la Quatrième Internationale et sur ses organisations, d'autant plus qu'elles restaient faiblement implantées à l'intérieur de la classe ouvrière.

Mais les pressions sociales ne suffisent pas à expliquer la trahison de la « direction » de la Quatrième Internationale : il faut au contraire expliquer cette trahison par le fait que cette « direction » s'est révélée trop faible pour résister à ces pressions, par l'insuffisance théorique et politique des dirigeants d'alors de la Quatrième Internationale et de ses sections. C'est le problème de la sélection et de la formation des directions nationales et de la direction internationale qui a été et reste au centre de la crise de la Quatrième Internationale.

Il suffit d'apprécier l'armement théorique et politique que Trotsky a légué à la Quatrième Internationale et de voir l'utilisation qu'en ont fait les dirigeants de la Quatrième Internationale et de ses sections, pour le comprendre. Par exemple, c'est de cet armement dont s'est servi Trotsky pour écrire en mai 1940 le « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Interna-

tionale, largement cité dans la partie précédente. Ce n'était pas un ensemble de prophéties que l'histoire n'aurait plus eu qu'à vérifier, voire à appliquer, mais c'était une analyse, une perspective, une orientation qui permettaient, au travers de la Deuxième Guerre mondiale, à la Quatrième Internationale de s'orienter et de combattre pour la révolution et sa propre construction. Sans ressasser les énormes erreurs des sections au cours de la guerre, il suffit de comparer le « Manifeste d'alarme » de la Quatrième Internationale à la production théorique et politique des organismes dirigeants de la Quatrième Internationale, de la Conférence européenne de février 1944 à la première Conférence internationale d'après-guerre, en avril 1946, jusqu'au II^e Congrès mondial d'avril 1948, pour voir le degré de confusion et de désarmement théorique et politique des dirigeants de la Quatrième Internationale et de ses sections, désarmement qui se répercutait à tous les niveaux. Il ne s'agit pas de « tirer sur le pianiste », mais de constater ce qui est. La force des principes et du programme de la Quatrième Internationale s'est imposée malgré cela. Pourtant, la conséquence ne pouvait être que le désarroi et la confusion à tous les niveaux.

L'exemple le plus probant est certainement celui du III^e Congrès mondial. Dès 1950, à l'intérieur même du Secrétariat international, une majorité de dirigeants eut conscience que Pablo développait des positions révisionnistes. En réaction, et pour s'y opposer, Germain-Mandel écrivit ses « Dix thèses ». Mais Mandel et les autres membres du Secrétariat international capitulèrent devant Pablo. A quoi attribuer cela, sinon à la faiblesse théorique et politique, au désarroi des membres du « SI » ? L'attitude des directions du SWP et des autres sections ne s'explique pas autrement, tant en ce qui concerne les textes confus et contradictoires du III^e Congrès mondial, que par rapport à leur attitude vis-à-vis de la section française. Les uns et les autres étaient incapables de répondre aux problèmes que pose la lutte des classes à l'échelle mondiale, ainsi que, dans leurs propres pays, aux problèmes de la construction de la Quatrième Internationale et de ses sections.

Dans ces conditions, la réaction de la section française, celle du SWP et de la section anglaise, ensuite la constitution du Comité international prouvent la vigueur des principes, du programme, de la tradition que la Quatrième Internationale incarne. Cependant, la constitution du Comité international n'apportait pas ipso facto une solution aux causes profondes qui avaient permis le développement du révisionnisme à la direction de la Quatrième Internationale et la mutation du « SI », de centre révisionniste, en centre liquidateur.

FAIBLESSE DE LA DIRECTION DU SWP

Les textes qui ont été à l'origine de la constitution du Comité international, ou qui en ont résulté, sont marqués par les mêmes faiblesses théoriques et politiques. Ce qui frappe à leur lecture est en premier lieu leur incapacité à rendre compte des processus de la lutte mondiale des classes depuis la vague révolutionnaire née de la guerre, ainsi que des rapports entre les classes qui en ont résulté. Visiblement, ces textes n'apprécient pas dans toute leur profondeur la crise du système impérialiste mondial, la précarité de l'équilibre qui a été réalisé à l'échelle internationale, la puissance et l'unité internationale de la lutte de classe du prolétariat mondial dans sa diversité. Le texte du SWP, précédemment cité, affirme :

« La révolution internationale a sans aucun doute opéré une considérable remontée depuis 1943. La Deuxième Guerre mondiale a engendré une vague révolutionnaire d'une ampleur, d'une étendue et d'une durée bien plus grandes que la Première Guerre mondiale. La victoire soviétique sur le nazisme, les victoires de la révolution en Yougoslavie et en Chine, l'extension de la propriété nationalisée dans les Etats tampons par les méthodes bureaucratico-militaires, l'extension de la révolution coloniale ont porté chacune de durs coups au monde capitaliste et renforcé immensément le camp anticapitaliste. »

Néanmoins, cette tendance dans la situation mondiale se combine et s'entre croise avec une autre. L'immense mouvement révolutionnaire qui a engendré ces transformations en Europe de l'Est, en Europe centrale et en Asie a échoué en Europe de l'Ouest durant cette même période. La bureaucratie soviétique a été le principal responsable de ce retournement et de la trahison de la révolution européenne.

C'est ce qui a engendré une série d'effets contradictoires dans le développement de la révolution mondiale. L'offensive prolétarienne a été brisée, la classe ouvrière s'est affaiblie, le capitalisme ouest-européen a été secouru et s'est stabilisé relativement, pour quelques années. C'est ce qui a permis à la contre-révolution impérialiste dirigée par les USA de s'emparer de ces pays et de s'en servir comme des bases et tremplins pour ses préparatifs de guerre et les attaques qu'il projette contre les pays non capitalistes et les forces révolutionnaires.

Ainsi, le processus révolutionnaire, depuis la Deuxième Guerre mondiale, a été soumis à un développement inégal et contradictoire. Tandis que la révolution avançait dans un certain nombre de pays arriérés, triomphait en Yougoslavie et en Chine, elle a subi des reculs dans un certain nombre de pays capitalistes avancés. Les victoires de la révolution représentent un gain pour la classe ouvrière et les peuples opprimés. Mais elles doivent être considérées en liaison avec le recul de la révolution en Europe de l'Ouest, et avec ses effets, afin d'aboutir à une appréciation plus équilibrée et exacte du progrès de la révolution.

Si la révolution avait abouti dans un ou plusieurs des pays industriels avancés comme l'Allemagne ou l'Italie, cela, ajouté aux victoires remportées dans certains pays arriérés, aurait scellé le destin du capitalisme en Europe et en Asie, et acculé la bureaucratie soviétique au pied du mur.

Le Kremlin est parfaitement conscient de la menace que contient implicitement la révolution européenne pour sa domination. C'est ce qui a motivé ses efforts pour en bloquer et

en écraser les développements, qui se poursuivent aujourd'hui même (la grève générale française).

Empêcher la montée d'un pouvoir ouvrier socialiste indépendant en Europe de l'Ouest est une condition indispensable au maintien du règne de la bureaucratie soviétique. Le Kremlin peut jusqu'à un certain point tolérer les révoltes dans les colonies et les pays arriérés, et manœuvrer à leur égard. Mais il craint l'extension de la révolution en Europe de l'Ouest car cela signifie son arrêt de mort.

Faire un tour d'horizon et un bilan réaliste des résultats atteints par la marche de la révolution internationale, de 1943 à 1953, mène à cette conclusion. En dépit de ses réalisations grandioses et de ses potentialités plus grandioses encore, le fait que la révolution n'a pu vaincre dans aucun des principaux pays industriels a, jusqu'à présent, empêché les forces révolutionnaires de la classe ouvrière de se renforcer suffisamment pour renverser l'oligarchie du Kremlin et donner une impulsion irrésistible à la désintégration du stalinisme. Cette modification qualitative dans les relations mondiales entre les forces de classe ne s'est pas encore produite.

Jusqu'à présent, l'intervention contre-révolutionnaire de la bureaucratie dans la politique mondiale a tenu en échec les conditions objectives de sa réalisation. Elle a amené le recul de la révolution en Europe de l'Ouest, affaibli la classe ouvrière face à l'ennemi de classe, et facilité la mobilisation de la contre-révolution mondiale. La lutte entre les forces révolutionnaires et contre-révolutionnaires n'a pas encore trouvé de conclusion, loin de là. Et, précisément, cette situation incertaine que le Kremlin s'efforce de maintenir joue aujourd'hui en sa faveur. »

Cette balance comptable du développement de la lutte mondiale des classes est profondément antidialectique et ne peut en rendre compte de façon vivante, donc réelle. Il est exact que la révolution prolétarienne a été contenue dans les pays capitalistes avancés d'Europe, les appareils d'Etat reconstruits, la production capitaliste relancée, une nouvelle division du tra-

vail instituée, un marché mondial reconstitué. Avec l'aide politique de la bureaucratie du Kremlin, la puissance économique, politique et militaire des USA a permis une restructuration du système impérialiste.

Mais, répétons-le, c'est en prenant à son compte l'ensemble des contradictions du système et en les intégrant aux siennes, c'est au prix d'un gigantesque parasitisme qui minait les fondements du régime capitaliste aux USA mêmes. Et surtout, si l'impérialisme des USA est parvenu à imposer une certaine unité au système impérialiste mondial, il n'a pas réussi à renverser les rapports de forces entre les classes, tels que ceux-ci résultaient de la vague révolutionnaire de la fin de la guerre. L'équilibre du système dans son ensemble et en particulier en Europe est resté particulièrement instable et fragile, bien que marqué de fluctuations. Assurément, « la révolution n'avait pas vaincu dans un ou plusieurs pays industriels les plus développés, de l'Allemagne à l'Italie, parallèlement à ses victoires dans certains pays arriérés, ce qui aurait réglé son compte au régime capitaliste en Europe et en Asie, et renversé la bureaucratie du Kremlin », mais loin de « devenir plus faible », d'être affaibli par rapport à ses ennemis de classe, le prolétariat se renforçait considérablement, socialement et politiquement, sans que s'engagent des luttes de classes décisives. L'analyse à laquelle le texte du SWP se livrait montre une incompréhension du renforcement de l'unité de tous les rapports mondiaux — sans qu'ils cessent d'être diversifiés — à la suite de la Deuxième Guerre mondiale et de la vague révolutionnaire qu'elle a soulevée.

La vague révolutionnaire de la fin de la guerre a été contenue, mais elle a puissamment renforcé le prolétariat mondial et uniifié très étroitement les rapports entre les classes, en Europe et dans le monde. L'incontestable crise de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international, qui se manifestait déjà si fortement en ces années 1950-1953, n'avait pas d'autre origine. L'impérialisme américain, en engageant la guerre froide, à partir de rapports entre les classes instables et favorables à la classe ouvrière, tendait

aussi bien les rapports entre les classes dans les pays capitalistes que les antagonismes sociaux en URSS et en Europe de l'Est.

Tout en affirmant le caractère bourgeois de la bureaucratie du Kremlin, cette résolution écrit :

« C'est vrai que les conditions mondiales militent contre la conclusion de tout accord durable de la bureaucratie du Kremlin avec l'impérialisme ou de ses maquignonnages avec les bourgeoisies nationales. »

En réalité, en fonction des rapports entre les classes à l'échelle mondiale, la bureaucratie du Kremlin et son appareil international devaient maintenir et resserrer leurs liens avec l'impérialisme, et en particulier avec l'impérialisme US. La coopération contre-révolutionnaire avec l'impérialisme devenait de plus en plus la dominante de toute la politique internationale et nationale de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international et des bureaucraties satellites. Non seulement la possibilité de jouer entre impérialismes rivaux, comme avant la Deuxième Guerre mondiale, n'existaient plus, mais celle d'utiliser des mouvements de masses rigoureusement contrôlés pour faire pression sur l'impérialisme et desserrer son étreinte s'épuisait également de plus en plus. En outre, la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties satellites étaient dans l'obligation de solliciter de l'impérialisme les moyens de desserer les contradictions sociales et politiques croissantes en URSS et dans les pays de l'Europe de l'Est.

La puissance politique de la bureaucratie du Kremlin, à son zénith à la fin de la Deuxième Guerre mondiale, lui avait permis de négocier le partage du monde en zones d'influence, elle lui avait permis de traiter à parité avec l'impérialisme US. Cette puissance politique décroissait. Les bureaucraties parasites se heurtaient de plus en plus ouvertement aux masses en URSS et dans les pays de l'Est. La bureaucratie du Kremlin était profondément déchirée, son appareil international était ébranlé. Les antagonismes inter-bureaucratiques s'accen-tuaient.

LE COMITE INTERNATIONAL INCAPABLE D'ARMER THEORIQUEMENT ET POLITIQUEMENT L'INTERNATIONALE

En quoi l'analyse de « Montée et déclin du stalinisme » était-elle révisionniste et mystificatrice ? Le texte du SWP, comme nous l'avons vu, répondait en substance à cette question : en ce que, sous prétexte d'une puissance croissante de la classe ouvrière, il estimait modifiée la nature sociale de la bureaucratie du Kremlin, sa place dans la lutte mondiale des classes. Pour ce texte, la bureaucratie du Kremlin devenait de fait, ainsi que les PC, facteur, et en fin de compte le facteur principal, de la lutte et de la victoire contre l'impérialisme. La dialectique de la lutte des classes était annulée au bénéfice d'un vulgaire évolutionnisme.

L'unité de plus en plus étroite de la lutte des classes mondiale amenait tout au contraire à une « purification » des rapports entre les classes à l'échelle mondiale. Le caractère d'agent de la contre-révolution bourgeoise à l'échelle internationale (comme en URSS et dans les pays de l'Est) de la bureaucratie du Kremlin, de son appareil international, des bureaucraties satellites, se dégageait plus nettement, en conséquence même de l'actualité brûlante et pour ainsi dire constante de la révolution prolétarienne tant à l'Ouest qu'à l'Est. En même temps que la force croissante du prolétariat de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est, le renforcement de la puissance sociale et politique du prolétariat des pays demeurant dans le cadre du mode de production capitaliste rendait de plus en plus difficile la destruction des rapports de production nés de la révolution d'Octobre et étendus à l'Europe de l'Est, tout comme celle des rapports de production nés de la révolution chinoise. Mais la dialectique de la lutte des classes, loin d'empêcher la conclusion de tout accord durable avec l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin, poussait au contraire à une collaboration contre-révolutionnaire permanente entre l'impérialisme, les bourgeoisies — nationales

ou pas —, la bureaucratie du Kremlin, son appareil international et les bureaucraties satellites. L'affaiblissement politique de la bureaucratie du Kremlin l'amenait à se subordonner plus étroitement à l'impérialisme, tout en étant de moins en moins en mesure de renverser les rapports de production nés de la révolution d'Octobre. D'où une situation de crise permanente et insoluble. Mais la crise n'est pas la disparition. Leur crise, au contraire, impose aux bureaucraties parasites de se battre d'autant plus contre le prolétariat et la révolution menaçante, en appuyant l'impérialisme et en s'appuyant sur lui.

La faiblesse des analyses du Comité international résidait en ce que l'unité, pas seulement historique, mais immédiate de la révolution prolétarienne mondiale, dominant tous les rapports mondiaux et l'alignement des forces sociales, était dissoute au profit d'une analyse sectorielle, factuelle et comptable.

En réalité, si nous prenons le texte du SWP que nous venons de citer, l'énorme pression de l'impérialisme US sur les masses américaines, les énormes difficultés du SWP, son repliement sur la « réalité » nationale y sont manifestes, bien que ce texte défende les positions de principe et programmatiques de la Quatrième Internationale. Visiblement, quelques mois après le mouvement révolutionnaire de l'Allemagne de l'Est, de la grève générale d'août 1953 en France, le sens et la portée de ces événements n'étaient pas compris, du point de vue de l'unité de la révolution prolétarienne en Europe et dans le monde. Or, il faut bien le dire, à ce moment, c'est le SWP qui donnait le ton au sein du Comité international de la Quatrième Internationale. Luttant pour la défense des principes, du programme, le CI n'était pourtant pas capable d'armer politiquement l'Internationale et ses sections, pas plus que ne l'avait été le Secrétariat international avant le III^e Congrès mondial. En d'autres termes, le Comité international n'était pas capable d'assumer un rôle de direction.

Sur un autre plan plus décisif encore, le Comité international va manifester son extrême faiblesse poli-

tique. Il avait proclamé, nous l'avons vu, que « le Secrétariat international des usurpateurs pablistes était déchu ». Il affirmait qu'il représentait la vaste majorité des forces trotskystes de l'Internationale. Il appelait toutes les directions des sections de la Quatrième Internationale à prendre contact avec lui, qui représentait le programme trotskiste. En quelque sorte, le Comité international se proclamait nouvelle direction de la Quatrième Internationale. Et ensuite ?

Eh bien, il en restait là. Aucune initiative n'était prise pour organiser et préparer, par exemple, une Conférence mondiale de la Quatrième Internationale.

nationale ouverte à toutes les sections de la Quatrième Internationale, mettant à l'ordre du jour la crise de la Quatrième Internationale, le révisionnisme pabliste, procédant à une analyse de la situation mondiale, ouvrant une nouvelle perspective, constituant un nouveau cadre d'organisation et de fonctionnement de la Quatrième Internationale. Aucune offensive politique et organisationnelle n'était entreprise contre le « SI déchu des usurpateurs pablistes ». Pendant ce temps, celui-ci, utilisant la légalité formelle de la Quatrième Internationale, convoquait paisiblement le pseudo-« IV^e Congrès mondial de la Quatrième Internationale ».

le Comité international et la préparation du congrès pabliste

Ainsi, alors que, le 26 janvier 1954, Leslie Goonawardene écrit à J. P. Cannon, au nom du comité central du Lanka Sama Samaya Party (Ceylan) :

« Notre opinion est que l'appel à un Congrès mondial de la Quatrième Internationale, par un comité provisoire que la majorité des sections des USA, d'Angleterre, de Suisse ont constitué, serait une catastrophe pour la totalité de notre mouvement. Nous comprenons les textes du comité provisoire comme signifiant qu'ils préparent un Congrès mondial séparé et rival (celui du SI). Si cela se produisait, les conséquences en seraient incalculables. Cela pourrait bien impuissanter les forces du trotskysme de façon décisive, dans une période décisive de l'histoire mondiale. »

J. P. Cannon réplique dans une lettre en date du 23 février 1954 :

« Pour notre théorie et notre pratique, les mesures organisationnelles, si importantes qu'elles soient, en et par elles-mêmes, proviennent et sont subordonnées aux positions de principe et aux buts politiques. Sans

accord sur ces derniers, c'est d'ordinaire tout à fait inutile de compter sur une véritable coopération dans les premières. Les désaccords politiques, bien sûr, n'excluent pas toujours nécessairement des compromis organisationnels pour maintenir le fonctionnement normal du mouvement, tandis que les questions en cause sont discutées, antérieurement aux décisions prises par les militants dûment éclairés. Comme l'expérience le montre cependant, l'efficacité et même la possibilité de tels compromis organisationnels dépendent d'habitude de l'étendue des divergences et de la bonne volonté des deux côtés.

Les conditions nécessaires pour un tel compromis existent-elles actuellement dans la Quatrième Internationale ? Ou si, comme nous en sommes convaincus, elles n'existent pas, peuvent-elles être imposées par l'intervention d'organisations responsables, comme la vôtre, laquelle n'a pas encore pris position du côté de l'une ou de l'autre des fractions qui se combattent ? Nous sommes prêts à être convaincus de cela et prêts à prendre en considération toute proposition mise en avant de bonne foi.

Je me sens obligé cependant, en l'état actuel, de dire qu'à mon point de vue les perspectives pour vos efforts ne sont pas très bonnes. En tout cas, il ne doit pas exister d'illusions pour une solution rapide par de simples mesures. Le réalisme nous constraint à reconnaître que, en conséquence d'une longue chaîne de circonstances, la Quatrième Internationale est sur le bord d'une scission définitive. Le plus qui peut être espéré, avec réalisme, actuellement, est qu'un retour sur ces développements peut être engagé. Des manœuvres sur cette ligne ne seraient pas bonnes ; mais des propositions honnêtes, conformes à la réalité de la situation, auraient notre coopération.

Notre volonté d'encourager tout effort sincère dans cette direction, même à la dernière heure, doit être manifestée avec la claire compréhension que notre position politique ne peut être altérée, et que la discussion, qui commence juste maintenant, ne peut être sommaire, interrompue ou sabotée par des décisions administratives, de qui que ce soit. D'éventuelles décisions d'un congrès ne peuvent être prises avant, mais après la discussion. »

Plus loin :

« C'est tard : mais, selon mon opinion, le cours actuel vers une rupture internationale définitive, qu'indiquerait la tenue de congrès séparés, peut être interrompu, et la rupture définitive évitée ou repoussée à certaines conditions. »

Plus loin encore :

« (...) La fraction du trotskysme orthodoxe (*n'a pas*) encore projeté la préparation et la tenue d'un congrès international, et je crois qu'elle s'absiendra de le faire jusqu'à ce que la discussion se soit développée dans toutes les sections — non seulement les directions, mais les organisations dans leur ensemble —, qu'elles aient eu le temps et les possibilités d'étudier les questions en cause avant de prendre des décisions.

Au contraire, le CEI pabliste a annoncé simultanément l'exclusion de tous les opposants, y compris les

membres du CEI, et fixé une date pour la tenue du « IV^e Congrès ». Ce ne peut être considéré que comme des actes délibérés pour scissionner le mouvement et entériner la scission par ce présumé congrès. Afin d'éviter, au dernier moment, la rupture définitive, votre première exigence devrait être le renvoi de ce congrès que la fraction pabliste a annoncé. Le SWP, pour sa part, a déjà suggéré au Comité international de la Quatrième Internationale qu'il diffère toute initiative en vue de la tenue d'un congrès formel ; il renouvellera sa suggestion. »

J. P. Cannon, dans cette lettre, développait toute une série de considérations pertinentes :

« Je dois vous dire que le LSSP s'est engagé sur une voie dangereuse quand il a adopté une résolution condamnant la publication de notre « Lettre ouverte » avant de prendre position sur les questions politiques en cause... Votre prise de position a donné un soutien objectif aux pabilistes et a été plus efficace pour eux que toutes les résolutions stéréotypées des valets pabilistes.

J'ai l'impression que votre prise de position est motivée par la conception que l'unité formelle du mouvement international est la plus importante considération en ce moment, et par votre désir sincère de maintenir cette unité. Si mon impression est juste, votre prise de position procède d'une double erreur. L'unité n'est pas notre premier, ni même notre second principe ; ce n'est pas la plus importante question dans la situation présente, et votre prise de position ne sert pas de toute façon la cause de l'unité.

Les trotskystes ont toujours été concernés en premier lieu, et c'est aussi vrai maintenant, par la défense de notre doctrine. C'est le premier principe. Le second principe donne vie au premier, la protection des cadres historiquement créés contre toute tentative de les disloquer et de les détruire. Au mieux, l'unité formelle se situe au troisième plan dans l'ordre d'importance.

Les cadres du « vieux trotskysme » représentent le capital accumulé au

cours d'une longue lutte. Ce sont les porteurs de la doctrine, la seule force humaine capable de porter notre doctrine — l'élément de conscience socialiste — dans le mouvement des masses. La camarilla de Pablo tente délibérément de détruire, un par un, dans un pays après l'autre, ces cadres. Et nous voulons non moins délibérément — après avoir longtemps attendu — défendre ces cadres contre cette attaque perfide. Notre sens des responsabilités vis-à-vis du mouvement international requiert impérativement que nous fassions ainsi. Les cadres révolutionnaires ne sont pas indestructibles. La tragique expérience du Komintern nous l'apprend. »

Ultérieurement, le comité central du Lanka Sama Samaya Party adopta une déclaration à propos du texte « Montée et déclin du stalinisme » et fit des propositions quant au report du congrès pabliste et la préparation d'un congrès commun. Au cours de sa réunion du 11 mai 1954, le Comité international vota, sur ces points, la résolution suivante :

« Le CI prend note avec satisfaction de la déclaration politique du LSSP, sur le document pabliste « Montée et déclin du stalinisme », qui a été unanimement adoptée par son comité central le 24 avril 1954 et qui caractérise ce texte comme « menant à une révision fondamentale des positions trotskystes sur le stalinisme, et aussi enlève toute justification à l'existence indépendante au mouvement trotskyste ».

Le CI enregistre son accord fondamental avec cette résolution du comité central du LSSP et considère qu'elle marque un pas essentiel vers la réalisation du regroupement politique de l'immense majorité de l'Internationale sur la base du programme trotskyste. »

Dans une nouvelle lettre datée du 12 mai à Leslie Goonawardene, J.P. Cannon constatait :

« Nous notons que votre proposition de reporter le congrès (pabliste) a été rejetée, et qu'il a été annoncé la décision d'appliquer le calendrier précédemment prévu pour la tenue du congrès pabliste. Comme il était

dit dans ma lettre du 23 février, un tel congrès ne peut être que le congrès d'une fraction. Ses résultats ne peuvent être que de consacrer la scission internationale et de rendre impossible la mise en route d'un processus qui pourrait aller vers la réunification formelle du mouvement. Les forces trotskystes organisées dans le Comité international n'ont pas l'intention de participer ou de reconnaître ce pseudo-congrès, organisé et arrangé sans leur participation. »

Dans une lettre à Farrell Dobbs, datée du 5 juin, il expliquait :

« Je pense que le mieux serait d'ignorer le rassemblement pabliste et de ne lui donner aucune publicité dans notre presse... »

Notre référence à la « fraction pabliste », que nous avons utilisée jusqu'à maintenant, et qui est encore utilisée dans le dernier article de Murry cette semaine, était correcte pour toute la période allant du plenum de novembre jusqu'à maintenant. Mais si le rassemblement pabliste prévu se déclare comme étant le IV^e Congrès, poursuivre toute référence à eux comme étant une « fraction de la Quatrième Internationale » ne conviendrait plus. Après cela, ils doivent être désignés simplement comme des scissionnistes, mais non comme une fraction de la Quatrième Internationale, et en aucun cas comme le congrès, le CEI et le SI de la Quatrième Internationale.

Après le congrès pabliste, il sera temps pour les groupes trotskystes de commencer une discussion internationale des nouveaux documents émanant d'eux sur la situation mondiale. Ce serait une bonne idée pour ceux qui sont concernés de considérer les questions à traiter dans des résolutions et de répartir les projets à écrire. Une fois que des projets acceptables auront obtenu un accord approximatif, ils seraient publiés dans un bulletin international et dans notre bulletin, et une discussion sera ouverte, préparatoire à un congrès réel pour reconstituer la véritable Quatrième Internationale trotskyste. »

LES RESPONSABILITES DE LA DIRECTION DU SWP

Le 14 juillet, Farrell Dobbs informait J. P. Cannon :

« Nous avons défait les pabilistes dans la lutte politique depuis la publication de la « Lettre ouverte ». En conséquence, trois divisions se sont manifestées à leur congrès : les liquidateurs pabilistes, les conciliateurs « germanistes » qui ont fait des concessions à Pablo, et les Ceylanais auxquels Pablo a fait des concessions.

Le congrès a pris des décisions contradictoires. En se proclamant lui-même comme le « IV^e Congrès », il est allé en direction de la scission. Les concessions politiques, de l'autre côté, impliquent un mouvement en direction de l'unité. Ces décisions sont de caractère opposé et ont été prises pour souder des forces opposées afin de les maintenir ensemble. Les Ceylanais ne pouvaient être amenés à suivre Pablo sans concessions politiques. Les « cochraniens », d'autre part, auraient probablement rompu si le congrès n'avait pas été proclamé le « IV^e Congrès ».

Nous sommes face à la question : insisterons-nous sur le fait que l'acte qui consiste à proclamer le « IV^e Congrès » consomme une rupture définitive, ou accepterons-nous la proposition ceylanaise de former une commission paritaire pour l'organisation d'une discussion commune et la préparation d'une conférence commune ?

En effet, s'étant proclamé « IV^e Congrès mondial de la Quatrième Internationale », le congrès pabiliste ratifiait le texte « Montée et déclin du stalinisme » assailli de quelques amendements, et le texte « Notre intégration dans le mouvement réel des masses », qui poursuivait la ligne liquidatrice des organisations trotskystes du X^e plenum, ainsi que la résolution suivante « Sur l'unité du mouvement trotskyste international » :

« Le IV^e Congrès mondial déclare qu'il considère le rétablissement de l'unité du mouvement trotskyste comme possible et désirable.

Dans ce but, il décide :

1 — de s'adresser à tous les groupes qui ont été membres de la Quatrième Internationale au moment du III^e Congrès mondial et qui, ensuite, n'ont pas participé au IV^e Congrès mondial, pour les inviter à rétablir l'unité du mouvement trotskyste international, dans le cadre du parti mondial centralisé qu'est l'Internationale ;

2 — dès que l'unité sera rétablie, un plenum du CEI sera convoqué pour leur accorder une représentation proportionnelle dans tous les organismes dirigeants de l'Internationale. Ce plenum décidera alors de convoquer une Conférence internationale et d'ouvrir une nouvelle discussion internationale ;

3 — dans le cas où ces groupes décideraient cependant que le rétablissement de l'unité ne peut se réaliser qu'après la tenue d'une conférence et d'une discussion préalables, une commission du nouveau CEI sera prête à examiner avec eux les modalités d'organisation en commun d'une telle discussion et d'une telle conférence, neuf mois au moins après la clôture des travaux du IV^e Congrès mondial ;

4 — une commission du nouveau CEI contactera ces groupes, immédiatement après la tenue du Congrès mondial, pour leur exposer et défendre la présente résolution. »

J. P. Cannon modérait quelque peu l'enthousiasme de Dobbs en lui répondant, le 16 juillet 1954 :

« (...) 2/ Ce n'est pas tout à fait juste de dire que nous avons défait les pabilistes dans une lutte politique depuis la publication de la « Lettre ouverte », mais nous avons certainement progressé. »

Mais il répondait de la façon suivante aux questions que Dobbs posait :

« (...) 5/ Je suis d'accord, bien sûr, avec ta position. Si les pabilistes veulent négocier sur l'unité et faire quelques pas menant peut-être vers elle, ils devront discuter avec le CI (...). »

6/ Un accord des pablistes pour constituer une commission paritaire avec les représentants du CI, pour organiser conjointement une discussion préparant un éventuel congrès commun, serait un acquis pour les trotskystes, indépendamment du fait qu'une telle commission parvienne à organiser un tel congrès. La discussion en décidera et nous avons le temps devant nous. Si nous sommes capables, au moyen d'un bulletin édité en commun, de toucher les gens indécis et mal informés qui ont délibérément été tenus dans l'ignorance de ce qui est en cause, nous aurons progressé dans tous les cas.

7/ Si une telle commission paritaire est instituée en commun, il ne serait pas nécessaire pour nous d'avancer à la première réunion quelques formules ultimatistes. L'accord pour une commission parlera par lui-même. Plus tard, s'il apparaît qu'il y a une perspective d'un accord des pablistes pour la constitution d'une commission paritaire, je suggérerai quelques formules que les représentants du CI sauront utiliser pour permettre aux pablistes de sauver un peu la face sans leur concéder quelque chose d'essentiel. »

Les questions tactiques sont de grande importance. Pourtant, on peut s'interroger : était-ce vraiment mener la lutte contre le centre révisionniste que de procéder ainsi ? De toute évidence, la direction du LSSP jouait double jeu. Elle ne tenait pas même la balance égale, ce qui déjà n'aurait pas été acceptable, entre le CI et le « SI ». Bien sûr, elle condamnait « en principe » le révisionnisme ; bien sûr, elle était pour le report du congrès mondial pabliste ; bien sûr, elle était pour une « commission paritaire » préparant un congrès commun. Mais elle participait au congrès pabliste qu'elle considérait comme « IV^e Congrès mondial de la Quatrième Internationale ». Elle adoptait les textes proposés. Elle maquignonnait avec Pablo la proposition d'une « commission paritaire » dans les conditions définies par la résolution citée plus haut, ce qui n'engageait Pablo à rien du tout. Comment ne pas conclure qu'elle couvrait Pablo, qu'elle était « l'opposition de sa majesté » ?

Comment Cannon et la direction du SWP, qui pesaient de tout leur poids sur le Comité international de la Quatrième Internationale, pouvaient-ils se montrer aussi naïfs ?

La crise de la Quatrième Internationale qui se noue à partir de 1950 est d'abord et avant tout la crise de la direction de la Quatrième Internationale. Elle fera du Secrétariat international le centre liquidateur justement dénoncé par le Comité international. Mais si elle s'est nouée, si elle s'est développée, si le Secrétariat international est devenu le centre liquidateur, la raison en est que les autres dirigeants se sont montrés incapables d'assumer les tâches que l'histoire leur attribuait. Cela est vrai, en particulier, pour la direction du SWP, dont — en raison de la place particulière que le SWP occupe dans l'histoire de la Quatrième Internationale — la responsabilité était aussi particulière. Jusqu'au moment où, en 1953, le SWP fut directement en cause, sa direction abdiqua sur ses responsabilités internationales. Après la constitution du Comité international, elle n'assuma pas plus les nouvelles responsabilités qui lui incombaient.

Admettons que, d'un point de vue tactique, les propositions du LSSP aient dû être prises en considération ; admettons qu'un congrès organisé à l'initiative du Comité international ait été prématuré et inadéquat : n'était-il pas d'autant plus nécessaire d'organiser et d'ouvrir la discussion politique à l'intérieur comme à l'extérieur du Comité international, et de dresser le bilan critique des quinze premières années d'existence de la Quatrième Internationale, de ne pas se borner au constat que le Secrétariat international était devenu le centre liquidateur de la Quatrième Internationale mais d'en analyser les causes, de définir une ligne de construction ou de reconstruction de la Quatrième Internationale, tout autant que d'analyser les rapports mondiaux, d'ouvrir une perspective, d'armer politiquement les sections du Comité international ? Rien de tout cela n'a été fait. Le Comité international s'est borné à réaffirmer des positions principales — ce qui était indispensable, mais en aucun cas suffisant pour combattre et vaincre le

centre liquidateur, construire ou reconstruire la Quatrième Internationale.

La « commission paritaire » du pseudo-« IV^e Congrès mondial » n'a eu aucune réalité. Le LSSP a continué à appartenir au « Secrétariat international » pabliste qui, en contrepartie, lui laissait en toute quiétude mener à Ceylan une politique profondément opportuniste. Le « Secrétariat international » a poursuivi sa politique liquidatrice des organisations trotskystes à travers le monde, par exemple par la tentative de détruire le POR de Bolivie, par la liquidation des grandes possibilités qui existaient en Amérique latine de construire de puissantes sections de la Quatrième Internationale. Il a continué à prostituer le trotskisme et le nom de la Quatrième Internationale. Il s'est renforcé en tant qu'obstacle à la construction de la Quatrième Internationale et de ses sections.

De temps à autre, le Comité international publiait des « déclarations » à

propos de tel ou tel événement important. Il n'y eut pas de congrès, pas même de conférence réelle jusqu'en 1963. Le Comité international se bornait à jouer le rôle d'un comité de liaison entre organisations trotskystes qui dénonçaient le pablisme. Pendant ce temps, le « Secrétariat international » continuait à fonctionner comme s'il était la Quatrième Internationale, tenant plusieurs fois par an des « Comités exécutifs internationaux », et, à dates régulières, des « Congrès mondiaux » utilisant tout le rituel.

Si passif que le Comité international ait été, son existence posa pourtant nombre de problèmes au « Secrétariat international » pabliste ; elle l'obligea notamment à un certain langage et à utiliser certaines formules du « trotskisme ». D'autre part, le développement de la lutte mondiale des classes, des rapports mondiaux, n'obéissant pas aux schémas des III^e et IV^e Congrès, force fut de les modifier et de remodeler dans la forme certains des thèmes du pablisme.

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre
des travailleurs eux-mêmes. »

travailleurs

militants

jeunes

Chaque semaine

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes

INFORMATIONS OUVRIERES

TRIBUNE LIBRE DE LA LUTTE DES CLASSES

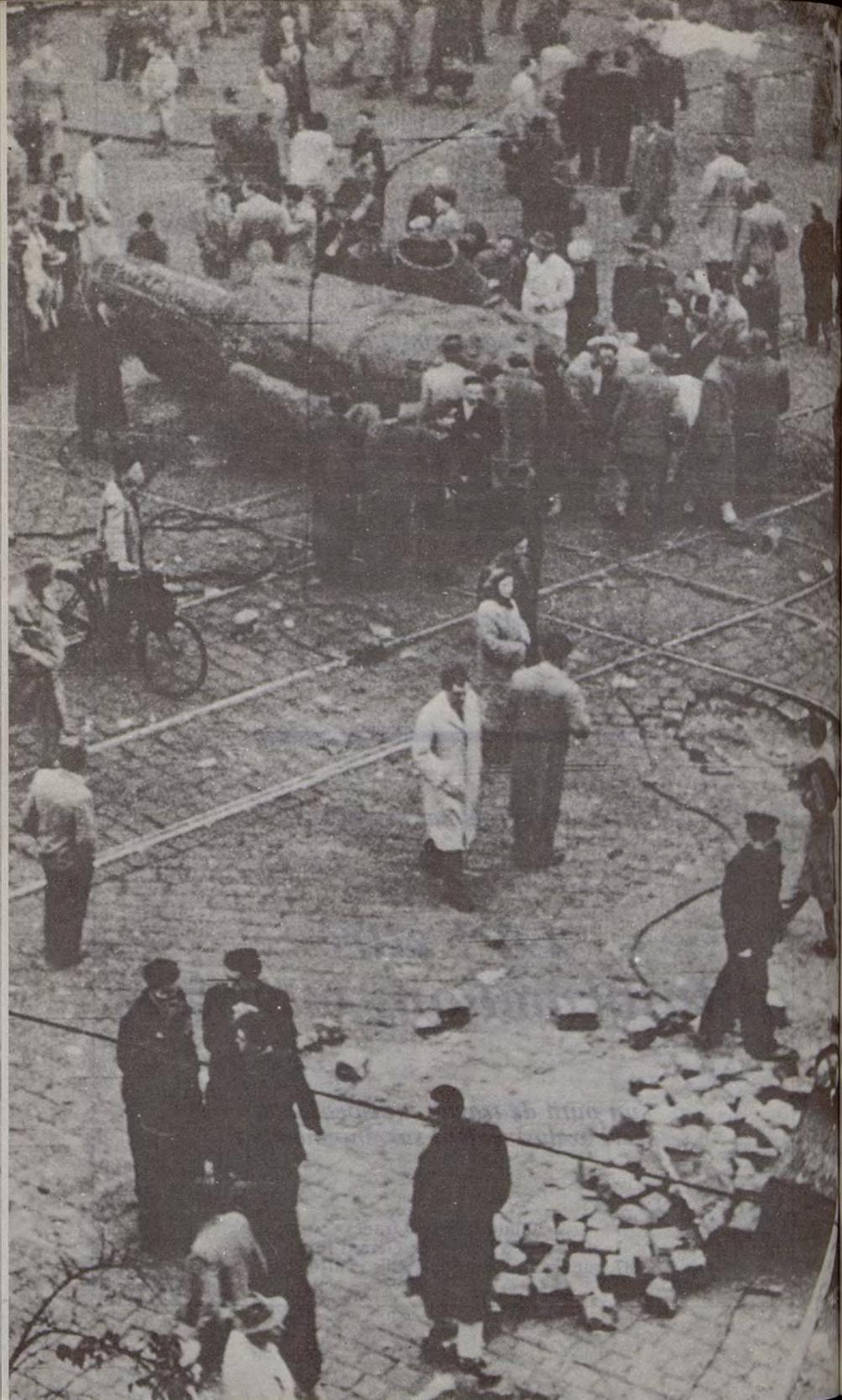
87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
C.C.P. 21 831-73 Paris — Tél. : 246.53.12.

Trois fois par semaine

La Lettre d'Informations ouvrières

*un outil de travail indispensable,
servi exclusivement sur abonnement*

30 numéros : 30 francs
Chèques à l'ordre de Gérard Iltis
87, rue du Faubourg-St-Denis, 75010 Paris



pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

2.

Le « Ve Congrès mondial »

En octobre 1957, le « SI » pabliste réunit son congrès, qu'il baptise « Ve congrès mondial de la IV^e Internationale ». Les textes adoptés marquent un infléchissement important. Ainsi, la « montée irréversible de la révolution prolétarienne » emportant tout sur son passage — et ayant surtout l'avantage de transmuter le plomb en or — le rôle de la bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire du Kremlin et celui de son appareil international en avant-garde de la révolution mondiale ne sont plus tellement à l'ordre du jour. Dans les inflexions nécessaires aux schémas pablistes, dès 1957, la direction du SWP va voir un retour au trotskysme « orthodoxe ».

quelques réajustements nécessaires

Voyons ce qu'il en était.

Le point 24 des « Thèses sur les perspectives économiques et politiques internationales » affirme :

Budapest, 1956. Au cœur de la révolution hongroise des conseils ouvriers — dont Pablo estime qu'elle a commencé dans des conditions « défavorables » —, les masses ont jeté à bas la statue de Staline (Ph. Keystone).

« La prospérité économique relative du capitalisme durant les dernières années, en assurant particulièrement le plein emploi, a été naturellement pour beaucoup, aussi bien en ce qui concerne le niveau, l'étendue, la profondeur des luttes ouvrières que la politique générale de la bourgeoisie ; paternaliste « libérale » à l'intérieur, « pacifique » à l'extérieur.

La bourgeoisie ne se départraitait de cette ligne que si elle était mise devant un danger révolutionnaire intérieur ou extérieur pouvant porter atteinte à ses intérêts vitaux.

Cette conjoncture économique a incontestablement favorisé la « paix » intérieure et extérieure. Cependant, le rapport de forces aussi bien sur le plan national qu'international n'a cessé d'être globalement favorable au prolétariat et à la révolution, malgré des reculs limités ici et là. Seule l'existence des directions réformistes et stalinienques à la tête des masses a empêché jusqu'ici celles-ci d'exploiter à fond les conditions favorables pour arracher d'avantage au capitalisme et pour étendre les conquêtes révolutionnaires sur une plus grande partie du globe. »

Somme toute, la « paix » intérieure et extérieure a été sauvée grâce à l'absence de « danger révolutionnaire ». Ce ne sont donc pas les grandes luttes de classe des prolétariats des pays capitalistes, les puissants mouvements prenant quelques fois la forme de guerres révolutionnaires des peuples coloniaux et semi-coloniaux, l'émergence de la révolution politique en Europe de l'Est — mouvement révolutionnaire des prolétaires de l'Allemagne de l'Est en juin 1953, de Pologne en octobre 1956, la révolution hongroise des conseils de novembre 1956 — qui y sont pour quelque chose. S'il en était ainsi, on ne voit pas pourquoi il faudrait s'en prendre aux directions réformiste et stalinienne qui, en évitant la révolution, auraient du même coup évité la guerre, d'autant que d'importantes réformes pouvaient être obtenues d'un capitalisme « paternaliste » et « libéral » à l'intérieur, « pacifique » à l'extérieur. C'est déjà la théorie du « néo-capitalisme » qui pointe, ainsi que celle de l'« embourgeoisement » des prolétariats des pays occidentaux.

Un virage est esquissé, nous l'avons dit. Pourtant, la « révolution-guerre », « guerre-révolution » est toujours actuelle : voici ce qu'explique le point 27 des « Thèses » :

« L'analyse qui précède et les perspectives qui s'en dégagent font — comme il fut noté déjà — en quelque sorte abstraction de l'interpénétration, de l'interaction qui existe en réalité entre les tendances purement économiques et les développements politiques qu'elles conditionnent

pour beaucoup d'un côté, et l'évolution des rapports entre « l'Est et l'Ouest » de l'autre.

Elles presupposent que ces rapports ne s'aggravent pas outre mesure et n'évoluent pas rapidement vers la guerre. *Cette supposition cependant sera remise en question chaque fois qu'une avance très importante de la révolution se réalisera dans les colonies ou les métropoles, ou que la révolution politique gagnera d'autres pays de l'orbite soviétique, ou que le capitalisme s'installera dans une « récession » prolongée et profonde.*

La situation dans son ensemble est telle que ces possibilités qui sont en interaction existent toujours, aussi bien à court qu'à long terme.

Aucune des questions litigieuses entre les deux camps étatiques n'est résolue — ni en Europe, ni en Asie. D'autre part, la course aux armements atomiques, de plus en plus perfectionnés, « absolu », se poursuit et se généralise au détriment de l'ancien armement et des anciennes conceptions en stratégie et en tactique. Toutes les discussions et les compromis éventuels sur le « désarmement » ne tournent en réalité que sur des « concessions » concernant ces aspects rendus superflus par l'ère des armes atomiques.

En réalité, aussi bien la crise de Suez que les événements de Hongrie et de Pologne, ainsi que la nouvelle crise au Moyen-Orient et les récents progrès sensationnels de l'industrie soviétique, ont à nouveau détruit l'équilibre instable établi dans les derniers temps entre les deux camps, et inauguré une nouvelle ère de tension, de « guerre froide ».

Dans la tentative de part et d'autre de profiter de cette rupture d'équilibre pour changer le rapport de forces, chacun en sa faveur, toute avance importante de l'un ou l'autre dans cette direction peut provoquer les réactions les plus violentes de l'adversaire.

D'autre part, il faut compter avec l'action spontanée et autonome des masses qui pourrait altérer également profondément le rapport de forces, comme elles l'ont fait en octobre et novembre 1956.

Dans ces conditions, la conclusion générale pourrait se formuler ainsi : les perspectives économiques et politiques se développeraient dans le contexte d'une situation générale qui pourrait brusquement évoluer vers le choc décisif, à l'occasion de toute altération très importante du rapport de forces actuel. » (Ce qui est souligné l'est dans le texte — S.J.)

Et Pablo conclura son rapport sur les perspectives économiques et politiques en ces termes :

« Il est tout à fait juste de tenir compte d'une série de facteurs qui ont jusqu'à maintenant limité, freiné, disons un élan irrésistible de la part des uns et des autres vers le choc décisif.

Ce qui a joué un certain rôle de frein fut effectivement l'amélioration de la situation économique du capitalisme depuis quelques années déjà, le conservatisme de la direction stalinienne qui a peur des masses, la peur également d'une guerre atomique dans l'un et l'autre camp.

Mais l'un et l'autre de ces freins sont relatifs par rapport aux causes plus profondes qui opposent les deux camps et les poussent vers une lutte décisive.

C'est seulement cela qui explique pourquoi, malgré l'existence des freins, la période est constamment entrecoupée par des crises qui amènent à des situations hautement explosives, posant effectivement à l'ordre du jour la question d'une lutte décisive. »

Tout ce pathos a comme but de maintenir la « théorie » de la division du monde en « blocs », en « camps », entre lesquels « se déroulera la lutte décisive » — le « camp » du socialisme étant celui de la bureaucratie du Kremlin —, se substituant à la division en classes, division dans laquelle la bureaucratie du Kremlin se range du côté de l'impérialisme contre le prolétariat.

« CHUTE DU STALINISME »

En 1954, lors de ce qu'ils avaient appelé le « IV^e Congrès de la IV^e Internationale », les pablistes avaient

voté le texte « Montée et déclin du stalinisme ». Ils devaient lui attribuer en 1957, lors de ce qu'ils appellèrent le « V^e Congrès », une « chute », ce qu'ils firent dans les thèses « Déclin et chute du stalinisme ».

Depuis 1954, prenant le relais du mouvement révolutionnaire du prolétariat de l'Allemagne de l'Est en 1953, le mouvement révolutionnaire de Pologne et la révolution hongroise des conseils confirmait avec éclat que la révolution politique est désormais à l'ordre du jour. Des « trotskystes » sont donc obligés de faire référence à la « révolution politique ». Il s'agit cependant de savoir comment. Sur ce plan, il faut en revenir au style du III^e Congrès mondial qui entrelaçait savamment les positions trotskystes aux thèmes révisionnistes. Les thèses « Déclin et chute du stalinisme » sont un chef-d'œuvre du genre. Il est impossible de les analyser en détail ici, encore que ce serait un excellent exercice. Contentons-nous d'en prendre quelques parties et admirons par exemple la thèse 2 :

« Avec l'amélioration du niveau de vie des masses qui a été surtout importante en 1953 et 1954, les revendications économiques et sociales des différentes couches sociales, loin de s'atténuer, se sont manifestées de façon de plus en plus nette et ouverte. Elles ont dépassé le stade des revendications immédiates : meilleur approvisionnement ; meilleure qualité des produits industriels ; meilleurs logements pour les ouvriers ; prix d'achat par l'Etat plus élevés ; plus de liberté de commerce ; fournitures industrielles meilleur marché pour les paysans — pour atteindre le stade des revendications exprimant la logique sociale des différentes classes ou couches qui constituent la société soviétique. Ainsi, la politique de concessions sous la pression des masses, momentanément freinée après la chute de Malenkov, a atteint une nouvelle progression dans la préparation, au cours et au lendemain du XX^e Congrès. Deux courants généraux, fondamentalement opposés l'un à l'autre, se manifestent et se développent parallèlement dans la société soviétique et commencent à articuler des revendications.

a) Le courant de la partie la plus active et la plus consciente de la classe ouvrière, qui soulève avant tout la question de l'égalité, et qui tend de plus en plus à soulever la question de la *gestion des entreprises*. Ces ouvriers ont obtenu des concessions importantes au XX^e Congrès (augmentation des bas salaires, égalisation des pensions, etc.). Des ouvriers ont saisi habilement la « lutte contre le culte de la personnalité » pour combattre le principe du « commandement unique » (c'est-à-dire la toute-puissance arbitraire du directeur) au sein de l'entreprise. Ils ont également obtenu la reconnaissance de principe que le Code du travail — le plus sévère au monde ! — doit être révisé. Les tentatives d'introduire une réforme du système des salaires qui — sous prétexte de lutte contre les excès du stakhanovisme et contre le système des primes progressives — réduit en réalité le salaire global des ouvriers les mieux qualifiés, ont été combattues avec succès. Le courant prolétarien s'inspirera de l'exemple des syndicats polonais et hongrois pour réclamer un retour des syndicats à leur véritable fonction historique : la défense des intérêts spécifiques des ouvriers — au besoin contre l'administration et l'Etat bureaucratiquement dégénéré.

b) Le courant des représentants les plus conscients des couches les plus privilégiées de la bureaucratie (directeurs de trusts et d'usines, ingénieurs en chef, généraux de l'armée, etc.) qui cherchent à obtenir des *garanties légales supplémentaires* pour leurs priviléges, justement au fur et à mesure que ceux-ci sont de plus en plus remis en question par la pression et le début de l'action des masses. Ce courant avait surtout marqué des points au cours de l'année 1955, à la Conférence industrielle de Moscou (exigence et obtention du statut modèle du directeur ; augmentation des prérogatives du personnel de maîtrise au sein de l'entreprise), mais la pression ouvrière en vue d'une révision du Code du travail risque de détruire une partie de ces avantages. La bureaucratie a réclamé et obtenu au XX^e Congrès l'extension du système des primes en faveur du per-

sonnel de gestion. Elle demande une libéralisation du Code pénal en matière économique et obtient notamment le droit de vente de certains biens de production pour chaque entreprise industrielle, ce qui élargit (et légalise) le marché gris de ces biens et introduit un facteur dissolvant dans la planification.

Quant à la paysannerie, elle n'a guère eu l'occasion de formuler de façon articulée des revendications sociales à longue échéance. On peut cependant supposer qu'elle entend avant tout conserver et défendre avec acharnement le lopin de terre privé, sur lequel se concentre une partie importante de ses efforts et dont elle retire une fraction disproportionnellement élevée de ses revenus. Le fait qu'elle vient de recevoir de Khrouchtchëv le droit de vendre librement tous les produits de ces lopins privés constitue une concession importante en sa faveur, et l'incitera à accroître la production de légumes et de produits d'élevage.

Ainsi, la poursuite du « cours nouveau » prépare-t-elle inexorablement la grande explication entre le prolétariat et les couches les plus privilégiées de la bureaucratie, explication qui aura la gestion de l'entreprise pour enjeu principal et qui posera inévitablement toutes les questions de structure et de contrôle de l'économie et de l'Etat ouvrier. » (*Ce qui est souligné l'est dans le texte — S.J.*)

Le conflit ne se déroule donc plus entre le prolétariat comme classe et la bureaucratie comme caste, mais « entre le prolétariat et les couches les plus favorisées de la bureaucratie ». Réappréciions également cette phrase :

« Le courant prolétarien s'inspirera de l'exemple des syndicats polonais et hongrois pour réclamer un retour des syndicats à leur véritable fonction historique : la défense des intérêts spécifiques des ouvriers, au besoin contre l'administration et l'Etat bureaucratiquement dégénéré. »

Ce seraient donc les « syndicats » polonais et hongrois qui auraient mené la lutte !... Comme si ces pseudo-« syndicats » n'étaient pas des instruments, n'étaient pas partie pre-

nante de la bureaucratie parasitaire et contre-révolutionnaire. Comme si les ouvriers polonais et hongrois n'avaient pas eu à faire éclater, à détruire ces « syndicats », même s'ils ont plus ou moins utilisé, au point de départ, et comme une couverture, telle ou telle forme dite syndicale ! Comme si les ouvriers ne devaient pas reconstruire entièrement de véritables syndicats. De plus, ce n'était que « au besoin contre l'administration et l'Etat bureaucratiquement dégénéré » que les ouvriers étaient censés devoir éventuellement défendre « leurs intérêts spécifiques », alors que, dès les premiers pas, c'est à eux qu'ils se heurtent, car cette « administration » et cet « Etat bureaucratiquement dégénéré » ne sont rien d'autre que la bureaucratie en chair et en os. Enfin, la « grande explication » était censée avoir « la gestion des entreprises pour enjeu principal »... ce qui poserait inévitablement « toutes les questions de structure et de contrôle de l'économie de l'Etat ouvrier ».

Non ! La « grande explication » aura pour enjeu le pouvoir politique, le renversement de la bureaucratie, une restructuration totale de l'Etat ouvrier et, par là, les questions de la direction de l'économie dans son ensemble, et non la « gestion des entreprises ».

La thèse 7 n'est pas moins admirable, et notamment son premier paragraphe :

« Partant de conditions objectives fort différentes de celles qui règnent en Union soviétique, les rapports

entre les masses laborieuses et les partis staliniens au pouvoir, ainsi que les rapports entre les masses et l'Etat, sont beaucoup plus différenciés et beaucoup plus contradictoires qu'en URSS. Ainsi, si le PC de l'URSS ne peut plus guère être considéré comme un parti ouvrier au sens sociologique du terme (il est composé en grande partie de bureaucrates comme le confirment les statistiques publiées à l'occasion de ses XIX^e et XX^e Congrès), il n'en est pas ainsi pour les PC des différents pays du « glacier » où continue à militer la majorité des ouvriers d'avant-garde (notamment Tchécoslovaquie, Allemagne orientale, Bulgarie, et dans une moindre mesure jusqu'en 1956 Pologne et Hongrie). Les syndicats de ces pays sont encore de nature contradictoire, la bureaucratie les considérant comme ses propres bras rallongés, les ouvriers conservant souvent l'espoir — qui s'est justifié notamment en Allemagne orientale le 17 juin 1953, à Poznan et en Hongrie — de pouvoir à nouveau les utiliser à leurs propres fins. »

Ainsi donc, si le PC de l'URSS ne « peut plus guère être considéré — sociologiquement !... — comme un parti ouvrier », il l'est toujours quand même un peu et en tout cas les PC d'Europe de l'Est restent eux — « sociologiquement » toujours — des « partis ouvriers ». Confusion soigneusement entretenue pour laisser entendre que le prolétariat peut fort bien utiliser ces partis « sociologiquement ouvriers », et même le PC d'URSS qui l'est encore un peu.

le pablisme, le mouvement révolutionnaire en Pologne et la révolution hongroise

Cependant, la valeur de ces thèses « Déclin et chute du stalinisme » s'éclaire évidemment lorsqu'elles « analysent » le cours pratique de la révolution politique là où elle s'est développée, en Pologne et en Hongrie. La thèse 9 est réservée à la Pologne :

« La révolution politique en Pologne plonge ses racines, non seulement dans l'ensemble des conditions objectives de la dictature bureaucratique et dans l'élément d'opposition nationale que le Kremlin a introduit dans ce pays, mais aussi dans les importants

tantes traditions révolutionnaires du mouvement ouvrier polonais, qui se sont manifestées pour ainsi dire sans interruption depuis un demi-siècle. En brisant rapidement le carcan des idées et des dogmes staliniens QUI N'ONT JAMAIS ETE TOTALEMENT ASSIMILES PAR LE PC POLONAIS (*c'est nous qui soulignons — S.J.*) — qui fut dissous entre autres pour cette raison par Staline en 1938 — la révolution politique en Pologne a renoué avec une tradition qui n'avait d'égal que celle du bolchevisme. De là le niveau élevé de la conscience de la vieille et de la nouvelle génération ouvrière en Pologne, qui a permis à la révolution politique, dès sa première phase, de dépasser les meilleures actions et écrits du PCY aussi largement que ceux-ci avaient eux-mêmes dépassé le stalinisme proprement dit.

Ayant reçu son impulsion première du XX^e Congrès du PC de l'URSS et ayant été favorisé par une crise de direction qui coïncidait avec ce XX^e Congrès (la mort de Bierut), le réveil de la conscience communiste, nourrie par des erreurs économiques exceptionnellement graves commises au cours des dernières années par l'équipe stalinienne au pouvoir, conduisit rapidement à une lutte de tendance pour la direction du parti, parallèlement à laquelle se développait une lutte pour le retour de Gomulka au sein de cette direction.

La liberté de pensée et de critique fit alors violemment irruption au sein des organisations ouvrières, encourageant les manifestations publiques de mécontentement ouvrier. Si la pression des masses explique la « démocratisation », la « démocratisation » prépara le terrain à la transformation de la pression en action directe des masses. C'est ainsi que se produisit la grève de Poznan, réponse du prolétariat à une politique économique et sociale insensée, qui violait les intérêts les plus immédiats des travailleurs.

Poznan souleva d'emblée la question de la lutte pour la direction du parti. La répression et surtout la calomnie employées contre les grévistes déchaînèrent une tempête d'opposition populaire. Alors qu'une tendance stalinienne considéra la grève comme un produit de la « démocratisation » limitée et, avec l'appui du

Kremlin, chercha à limiter les « excès » de la liberté politique au sein du mouvement ouvrier, une opposition de gauche se cristallisa, décidée à retrouver le contact et l'union avec la classe ouvrière, en prenant résolument la tête d'un mouvement de démocratisation de toute la vie sociale. Le VII^e plenum du CC du PC polonais (août 1956) adopta d'importantes réformes imposées sous la pression de cette opposition, mais la pression du Kremlin fut suffisante pour imposer au PC polonais une direction paritaire qui paralya en pratique l'application de la ligne du VII^e plenum.

D'aout à octobre 1956, du VII^e au VIII^e plenum du CC, la lutte de tendance se généralisa dans toutes les organisations ouvrières et prit une forme de plus en plus tumultueuse et violente, la transformant en lutte de fraction au cours de laquelle chaque fraction essaya de mobiliser un appui dans le prolétariat. La droite stalinienne fit appel aux pires instincts antisémites et chauvins et fit de la démagogie revendicative ; la gauche libérale en appela à la conscience de classe et au désir d'émancipation des ouvriers. Elle commença à mobiliser ceux-ci contre la bureaucratie.

Alors le mouvement de masse atteignit un nouveau niveau depuis longtemps inconnu. Spontanément, les ouvriers d'usine commencèrent à exiger la gestion ouvrière des entreprises. La jeunesse ouvrière et étudiante se plaça à la tête du mouvement de démocratisation politique et de retour à Lénine sur le plan de la théorie. Lorsque Gomulka conclut une alliance avec la fraction de gauche au début d'octobre, sa victoire semblait certaine. En désespoir de cause la fraction stalinienne appela le Kremlin à l'aide ; l'intervention brutale de la délégation stalinienne au VIII^e plenum provoqua une mobilisation générale du prolétariat qui occupa les usines, s'arma, et constitua des conseils. APRES QUATRE JOURNEES DE FIEVRE REVOLUTIONNAIRE, L'OPPOSITION PRIT EN MAIN LA DIRECTION DU PARTI. LA REVOLUTION POLITIQUE EN POLOGNE AVAIT GAGNE UNE PREMIERE ETAPPE DECISIVE. (*c'est nous qui soulignons — S.J.*).

Par ses liens multiples avec le prolétariat au sein duquel elle s'est profondément enracinée au cours de six mois de lutte politique violente ; par la clarté de sa critique du stalinisme qui se rapproche fortement du marxisme révolutionnaire ; par son programme de mobilisation des travailleurs qui reprennent en main la direction de l'économie ; par sa défense farouche des libertés démocratiques au sein du mouvement ouvrier, la TENDANCE DE GAUCHE (*c'est nous qui soulignons — S.J.*) qui s'est associée à la fraction centriste de Gomulka dans le renversement de la direction stalinienne du PC polonais peut être considérée, surtout dans son aile marchante de la jeunesse, comme un noyau de la nouvelle direction marxiste-révolutionnaire du prolétariat polonais en formation. L'alliance de cette tendance avec la fraction de Gomulka reste instable, soumise à l'influence contradictoire qu'exercent sur la fraction centriste la pression des masses d'une part — qui la rapproche chaque fois de la gauche — et la pression de l'appareil bureaucratique polonais et de la bureaucratie soviétique d'autre part — qui l'en éloigne périodiquement. Le mécontentement des travailleurs (Lodz) et l'attachement des étudiants aux libertés conquises en octobre risquent de la faire éclater. Les rapports de forces sociales et surtout l'audace et la tactique correcte de la gauche décideront en définitive de cette évolution. La façon dont la tendance de gauche restera fidèle à son programme, l'appliquera en pratique et se liera plus intimement encore au prolétariat, déterminera sa capacité de remplir complètement le rôle de guide léniniste de la classe ouvrière polonaise. »

Le « carcan stalinien » sur les PC serait donc fait « d'idées et de dogmes » ! Les trotskystes avaient pensé jusqu'alors que ce carcan était fait de rapports matériels et politiques — ainsi que policiers — faisant dépendre les PC de l'existence et de la défense de la bureaucratie du Kremlin et que le PC polonais, comme tous les autres PC, dépendait de ces rapports, et non « d'idées et de dogmes » plus ou moins bien « assimilés ». Donc encore, le PCP, grâce à la révolution

politique et aux thèses du « V^e Congrès mondial », avait « renoué avec une tradition qui n'avait d'égale que celle du bolchevisme ». En conséquence la ligne à suivre était toute tracée : il fallait militer pour le redressement d'un tel parti et non pour sa destruction et, bien sûr, adopter une attitude identique avec tous les PC qui peuvent « renouer avec la tradition ». D'ailleurs, pour qu'il n'y ait pas d'équivoque, il était écrit que c'était « l'équipe stalinienne » qui était au « pouvoir » et, bien sûr, à la direction du PCP ; une verue, ou tout au plus une tumeur, sur un corps sain.

LE FLANC GAUCHE DE LA BUREAUCRATIE

Aucun doute n'est possible, les déchirements au sein de l'appareil, les cassures, les failles ouvertes livrent un passage au mouvement des masses. Mais les contradictions et déchirures à l'intérieur de l'appareil ne sont en dernière analyse que les conséquences d'un mouvement de masse qui s'annonce. Si, en effet, à l'intérieur même des organisations officielles, la puissance des contradictions sociales et politiques accumulées s'est manifestée, le mouvement des masses est passé par-dessus et les a en partie disloquées. Si « Poznan a soulevé d'emblée la question de la direction du parti », c'est au sens suivant : comment canaliser et dévier le mouvement des masses, comment le « récupérer », pour utiliser une expression qui a fait fureur depuis.

« Le parti » changeant de direction, il ne changeait pas de nature, il restait stalinien. Au VIII^e plenum, en présence des dirigeants de la bureaucratie du Kremlin, le problème posé fut de savoir quelle était la meilleure méthode pour sauver l'appareil, contenir et refouler les masses, faire prévaloir les intérêts de la bureaucratie du Kremlin et ceux de la bureaucratie satellite de Pologne. Finalement, le Kremlin a estimé — compte tenu aussi de la montée de la révolution hongroise qu'il fallait isoler — que c'était celle des « concessions », celle de sortir Gomulka des catacombes, son séjour en prison lui ayant refait une

vertu, et de lui confier, parce que stalinien, la direction du parti stalinien, avec comme tâche première de reconstruire l'appareil stalinien.

L'important était, avant tout, que les conseils ouvriers qui s'étaient constitués soient dessaisis de toute tâche, de toute fonction politique, qu'ils ne s'organisent pas pour poser la question du pouvoir politique, qu'ils ne se dressent pas, contre le pouvoir politique de la bureaucratie, comme pouvoir politique de la classe ouvrière. C'est pourquoi avec la « gestion ouvrière des entreprises », l'autogestion, « après quatre jours de fièvre révolutionnaire », l'opposition cauchonna Gomulka. C'est ainsi que « la révolution politique en Pologne », loin d'avoir « gagné une première étape décisive », avorta.

Quant à la « tendance de gauche qui s'est associée à la fraction centriste (non stalinienne donc) de Gomulka », elle a contribué à la reconstruction de l'appareil stalinien, à la destruction des acquis du mouvement révolutionnaire polonais, y compris des conseils, à l'isolement de la révolution hongroise des conseils. Elle a laissé les mains libres au Kremlin pour saigner le prolétariat hongrois. Elle s'est liquidee elle-même.

Parlant d'elle, la conclusion de cette thèse concentre tout :

« Elle peut être considérée, surtout dans son aile marchante de la jeunesse, comme le noyau de la nouvelle direction marxiste révolutionnaire du prolétariat polonais en formation. »

En clair : la politique qu'elle a appliquée est très exactement la politique que le Secrétariat international préconise, servir de flanc gauche à la bureaucratie et à l'appareil stalinien en crise.

La thèse 10, traitant de la Hongrie, est complémentaire à la 9 :

« La révolution politique en Hongrie a éclaté dans des conditions beaucoup plus défavorables que celles qui ont permis la victoire de la première étape de la révolution polonoise. Parmi ces conditions défavorables, il faut énumérer :

a) La tradition marxiste beaucoup plus limitée du mouvement ouvrier,

la faiblesse traditionnelle et les divisions internes du mouvement communiste.

b) Le caractère plus policier et plus odieux de la dictature stalinienne (procès de Rajk).

c) L'absence d'une direction de remplacement résultant de l'absence d'une tendance largement organisée dans tout le parti et le mouvement ouvrier.

Ce fait amena le « Cercle Petöfi », un groupe d'intellectuels et d'étudiants qui n'étaient pas tous communistes, à jouer un rôle de guide dans la démocratisation, la lutte entre les tendances Nagy et Rakosi (Geroe) ne se reflétant plus dans les organismes dirigeants du parti.

d) Le fait que les éléments « libéraux » ayant une première fois accédé au pouvoir en 1953 en avaient été chassés après la chute de Malenkov, ce qui provoqua une épuration du parti de beaucoup d'éléments de gauche, et un durcissement des éléments staliniens.

e) L'absence d'un signal d'alarme dans le genre de Poznan, ce qui retarda la constitution d'une large fraction Nagy et permit aux éléments staliniens de refuser jusqu'à la dernière minute toute concession substantielle aux masses (retard dans la démission de Rakosi, interventions contre le Cercle Petöfi, etc.).

f) Les véritables provocations criminelles dont se rendirent coupables les staliniens confrontés avec un mouvement de masse puissant mais encore pacifique et ne débordant pas le cadre de la « démocratie populaire » : discours de Geroe du 22 octobre, fusillades du 23 octobre, appel à l'intervention des troupes soviétiques.

Ces différents facteurs expliquent pourquoi la montée du mouvement de masse, qui, du XX^e Congrès du PC soviétique jusqu'à la chute de Rakosi et même jusqu'à la victoire de la première phase de la révolution en Pologne, s'était déroulée parallèlement à la montée polonoise, a brusquement pris une tournure plus vio-

lente et, à partir du 23 octobre 1956, a débordé en grève générale insurrectionnelle contre la dictature bureaucratique.

Ce caractère plus spontané de la révolution politique en Hongrie a donné une forme prolétarienne classique à ses moyens de lutte et d'organisation : manifestations de rue et occupations d'usines, passage de l'armée du côté du peuple ; armement général des travailleurs ; constitution de conseils d'ouvriers, de soldats et d'étudiants dans tout le pays.

Ainsi étaient réunis tous les éléments objectifs pour une victoire révolutionnaire rapide et éclatante, pouvant amener à un niveau plus élevé tout le mouvement révolutionnaire mondial. C'est essentiellement le danger de cette victoire, et non pas le danger contre-révolutionnaire, qui a incité le Kremlin — après des hésitations et des renversements multiples de politique — à intervenir militairement contre la révolution hongroise, qui menaçait de s'étendre à tout le glacis et en URSS même.

Mais le caractère essentiellement spontané de l'insurrection du 23 octobre, et l'absence d'une direction révolutionnaire capable de coordonner rapidement les forces prolétariennes et de les guider rapidement vers la constitution d'une république démocratique et indépendante des conseils, ont permis de libres manifestations de tous les courants de la population, la réapparition de partis petits-bourgeois, voire un début d'activités contre-révolutionnaires qui ont fourni à l'intervention du Kremlin un semblant de justification et un alibi saisi au vol.

Le peuple révolutionnaire armé qui s'était levé pour arracher les usines et le pouvoir aux bureaucrates n'aurait jamais toléré qu'ils soient restitués aux anciens maîtres capitalistes et propriétaires fonciers. Il était assez puissant pour empêcher toute victoire de la contre-révolution. Mais moins il disposait d'une direction révolutionnaire à la hauteur de sa tâche et plus devait se prolonger une période transitoire de confusion pendant laquelle la réaction pouvait s'organiser et se manifester. Plus la bureaucratie tardait à retirer ses trou-

pes de Hongrie, plus elle intervenait directement contre la révolution et plus les sentiments nationaux devaient s'exacerber et passer même au premier plan des préoccupations des masses. Nagy et ses amis, ayant tout soucieux de reprendre en main la direction du mouvement, ne pouvaient alors que s'adapter à cette évolution des sentiments populaires, et entrer en collision ouverte même avec les tendances les plus « libérales » de la bureaucratie soviétique.

Les interventions militaires soviétiques contre la révolution hongroise ont été des crimes qui ont porté un coup énorme à l'Union soviétique et au mouvement communiste international. Elles ont rejeté loin en arrière le parti communiste hongrois lui-même, aujourd'hui plus coupé que jamais du prolétariat de son pays. Elles n'ont cependant pas pu briser la magnifique combativité des travailleurs hongrois. Ceux-ci n'ont perdu qu'une première manche de la révolution politique ; celle-ci se relèvera, invincible, de la saignée imposée par le Kremlin. Déjà le régime Kadar est obligé de conserver une partie des conquêtes du 23 octobre. Encouragée par une résistance passive farouche et une pression des masses qui ne se relâchera point, la révolution reprendra sa marche en avant et rétablira, avec la démocratie prolétarienne pleine et entière, l'honneur du communisme en Hongrie. »

La première partie de cette thèse a le mérite d'être beaucoup plus claire que la seconde. Donc, « la révolution politique en Hongrie a éclaté dans des conditions beaucoup plus défavorables que celles qui ont permis la victoire de la première étape de la révolution polonoise ». Quelles sont ces conditions que les thèses pablistes caractérisent comme « défavorables » ? Dès le départ elle a submergé et puis, très rapidement, brisé l'appareil stalinien, le parti stalinien et ses succédanés. L'appareil stalinien n'a pu, en sacrifiant une direction et en la remplaçant par une autre, disposer des moyens de la canaliser, de la coiffer, comme il l'a fait du mouvement révolutionnaire polonais. Ayant fait éclater le parti et tous les organismes staliniens, il a été impossible de la faire avorter, elle a vraiment pleinement été la révolution politique.

Mais, les thèses devant avoir une tonalité trotskiste, ce qui était un grand malheur au début de la thèse 10 devient d'un seul coup, au milieu de la même thèse, une source de jouvence :

« Ce caractère plus spontané de la révolution politique a donné une forme prolétarienne classique à ses moyens de lutte et d'organisation... »

De telle sorte que :

« Ainsi étaient réunis tous les éléments objectifs pour une victoire révolutionnaire rapide et éclatante pouvant amener à un niveau plus élevé le mouvement révolutionnaire mondial. »

Et, qu'on le sache bien :

« C'est essentiellement le danger de cette victoire révolutionnaire rapide et éclatante, et non pas le danger contre-révolutionnaire, qui a incité le Kremlin — après des hésitations et des renversements multiples de politique — à intervenir militairement contre la révolution hongroise qui menaçait de s'étendre à tout le glacis et en URSS même. »

Pourtant, pourtant... la contre-révolution était à l'œuvre...

« Le caractère spontané de l'insurrection du 23 octobre, l'absence d'une direction révolutionnaire (*si l'on se souvient de la thèse 9, il s'agit de l'aile « libérale » de la bureaucratie et de la « gauche »*) (...) ont permis de libres manifestations de tous les courants de la population, la réapparition de partis petits-bourgeois, voire un début d'activités contre-révolutionnaires. »

Certes, certes,

« Le peuple révolutionnaire (...) n'aurait jamais toléré que les usines et le pouvoir soient restitués aux anciens maîtres. Il était assez puissant pour empêcher toute victoire de la contre-révolution. »

Néanmoins, en l'absence d'une « direction révolutionnaire », et l'on sait d'après l'exemple de la Pologne ce que les thèses entendent par « direction révolutionnaire », « devait se prolonger une période transitoire de confusion pendant laquelle la réaction pouvait s'organiser et se manifester ».

La responsabilité de la bureaucratie est énorme, il n'empêche que « les sentiments nationaux s'exacerbaient et passaient même au premier plan des préoccupations des masses ». Les « sentiments nationaux » c'est évidemment « la réaction ». De telle sorte que :

« Nagy et ses amis, avant tout soucieux de reprendre en main la direction du mouvement, ne pouvaient alors que s'adapter à cette évolution des sentiments populaires, et entrer en collision ouverte avec les tendances les plus « libérales » de la bureaucratie soviétique. »

La est le drame : il ne fallait surtout pas heurter les « libéraux » du Kremlin. Et si l'on affirme que « les interventions militaires soviétiques ont été des crimes », le pourquoi en est vraiment significatif : « Elles ont porté un coup énorme à l'Union soviétique et au mouvement communiste international. » Mais qu'entendre par « Union soviétique » ? Le reste de la phrase le signifie : « l'Union soviétique et le mouvement communiste international ». Sous ce sobriquet, il s'agit des partis staliniens, parties constitutives de l'appareil international de la bureaucratie du Kremlin. Résultat : « (ces interventions) ont rejeté loin en arrière le parti communiste hongrois lui-même, aujourd'hui plus coupé que jamais du prolétariat de son pays. » Voilà qui est éclairant : ce fameux PC hongrois n'est rien d'autre que la couverture hongroise de la bureaucratie du Kremlin. Les thèses se lamentent : ce magnifique fleuron du « mouvement communiste international » est « plus coupé que jamais du prolétariat de son pays ». La situation n'est cependant pas désespérée puisque, « déjà, le régime Kadar est obligé de conserver une partie des conquêtes du 23 octobre ». N'est-ce pas la preuve que, en dernière analyse, tout passe et ne peut passer que par le canal du « mouvement communiste international ». D'où la chute :

« Encouragée par une résistance passive farouche et une pression des masses qui ne se relâchera point, la révolution reprendra sa marche en avant et rétablira, avec la démocratie pleine et entière, l'honneur du communisme en Hongrie. »

Pas question de balayer, de détruire le parti stalinien. C'est, bien sûr, grâce à la pression des masses, utilisant sans doute les canaux du parti de Kadar, que « la révolution prolétarienne reprendra sa marche en avant et rétablira la démocratie pleine et entière ». Quant à « l'honneur du communisme en Hongrie » comme dans le monde entier, il n'a pas à être rétabli (tout « trotskyste » devrait le savoir) parce que le « communisme », c'est l'expression du mouvement des masses, entre autres contre la bureaucratie stalinienne contre-révolutionnaire et son appareil international, et son honneur n'est pas entaché. A moins que, comme l'entendent les thèses, le « communisme » soit identifié à la contre-révolution stalinienne, au « mouvement communiste international ».

« Déclin et chute du stalinisme » sont proclamés à son de trompe pour mieux s'adapter aux prétendues réforme, démocratisation, épuration de la bureaucratie du Kremlin et de son appareil international ainsi que des bureaucraties satellites — au « mouvement communiste international ».

Secondaire, mais tout à la fois grotesque et significatif est le langage utilisé à ce moment au « SI ». Ainsi, dans son rapport sur les perspectives économiques et politiques, Pablo, parlant de l'une des vieilles canailles stalinianes, l'appelle « le camarade Varga » ; Germain, dans son rapport sur « Déclin et chute du stalinisme », parlant d'un vieil ennemi de la IV^e Internationale, grand admirateur du réalisme de Staline, l'appelle « le camarade Deutscher ».

vers le « socialisme dans un seul bloc » et sa victoire sur l'impérialisme

Au cours de ce congrès, une nouvelle variante du révisionnisme pabliste apparaît. Déjà, à de multiples reprises, les thèses pablistes avaient mis en avant l'idée que les « bases objectives » économiques et politiques de l'existence de la bureaucratie du Kremlin disparaissaient. Formellement, une telle affirmation était contradictoire à celle formulée en 1951, selon laquelle le socialisme ne pouvait être construit qu'au terme de « siècles de transition » au cours desquels des régimes bureaucratiques existeraient. Du point de vue de l'utilisation politique ce n'est pas contradictoire. Hier la bureaucratie du Kremlin et les bureaucraties parasites étaient couvertes du manteau de la nécessité historique. Désormais, elles sont couvertes par le fait que la disparition des bases objectives entraînera obligatoirement leur dépréciation. Une nouvelle découverte est faite :

« Par leur structure sociale et économique, l'URSS en premier lieu et dans une certaine mesure déjà les autres Etats ouvriers également sont infiniment plus aptes que le capitalisme à diriger sans secousse la révo-

lution technologique et industrielle en cours, en matière d'automatisation et d'énergie atomique.

L'URSS est déjà lancée dans l'automation de son appareil productif, le développement du réseau de centrales atomiques et les recherches pour une production à bon marché de l'énergie atomique.

Après une période de transformation technologique qui comporte un certain fléchissement du rythme d'accroissement de la production industrielle, elle peut prendre une avance décisive sur les Etats capitalistes, avec toutes les implications qu'un tel événement aurait sur les rapports de forces.

Cette épreuve décisive sur le plan économique aurait lieu, en supposant que la guerre n'éclate pas, précisément dans la décennie qui s'ouvre et plus particulièrement vers la fin de cette décennie. »

Voilà ce que dit la 19^e thèse sur les perspectives économiques et politiques.

Une note ajoutée à la thèse 17 donne innocemment à connaître « l'opinion d'économistes bourgeois ». Longue note, en vérité, et fort intéressante :

« Les prévisions pour l'évolution comparative de l'économie soviétique et de l'économie capitaliste sont naturellement hasardeuses comme toute extrapolation de ce genre à partir des moyennes de rythme dans le passé. Cependant nous pouvons mentionner les résultats auxquels on arrive en procédant ainsi, en se basant sur des travaux entrepris dans ce sens par des économistes bourgeois.

En matière de *revenu national* tout d'abord : selon l'étude « Trends in Economic Growth » faite par le Legislative Reference Service of the Library of Congress (1955) « dans la période 1938-1953 le revenu national des Etats-Unis avait augmenté trois fois environ plus rapidement que celui de l'Europe occidentale et deux fois par rapport à celui de l'URSS. Entre 1948 et 1953, il n'a augmenté que de 30 % plus rapidement par rapport à celui de l'Europe, et seulement des 2/3 par rapport à celui de l'Union soviétique ».

En matière de production d'acier : vers 1960 la production de l'URSS plus celle des démocraties populaires européennes, tout en restant encore inférieure à celle des Etats-Unis (de moins de 40 % environ), rejoindrait et dépasserait celle de toute l'Europe capitaliste, y compris par tête d'habitant. Entre 1960 et 1965, l'industrie lourde du même bloc rejoindrait et dépasserait celle de l'Europe tout entière, y compris par tête d'habitant. Vers 1970 au plus tard, les industries lourdes américaine et soviétique seraient à égalité. Vers 1975, l'industrie lourde soviétique dépasserait celle des Etats-Unis, y compris par tête d'habitant.

La question des perspectives de développement de l'URSS et des Etats-Unis est maintenant souvent traitée par les économistes bourgeois. Voici deux versions récentes sur ce thème :

Extraits de l'étude de A. Nove dans la *Lloyds Bank Review* (avril 1956) :

« Comment la production industrielle soviétique se compare-t-elle avec celle des Etats-Unis ? Il n'est pas possible de donner une réponse précise. En faisant toutes réserves, prenons le chiffre avancé provisoirement par Hodgman, qui semble être très approximativement d'un ordre de grandeur correct : en 1950 les Soviets produisaient 35 % de ce que produisaient les Etats-Unis. Pour des buts d'illustration uniquement, faisons quelques prudentes hypothèses : d'abord que la production industrielle américaine continue de croître régulièrement au même rythme qu'en 1950-1955, c'est-à-dire de 24 % tous les cinq ans. Prenons pour l'expansion soviétique au cours de la même période l'estimation conservatrice de 75 % et non de 85 % qu'ils prétendent eux-mêmes pouvoir réaliser, même si notre hypothèse semble constituer une injustice. Supposons encore que les taux de croissance soviétique se réduisent de sorte que l'expansion ne soit que de 60 % entre 1955 et 1960, et que de 50 % entre 1960 et 1965. Le résultat se présente ainsi :

Expansion industrielle de l'URSS et des Etats-Unis
(Base : Production industrielle des Etats-Unis en 1950 = 100)

Année	URSS	Etats-Unis	URSS en % des USA
1950	35	100	35 %
1955	61	124	49 %
1960	98	154	64 %
1965	147	191	77 %

Ce tableau se base sur des hypothèses qui dans l'ensemble favorisent les Etats-Unis. Cependant il résulte du tableau que l'URSS, bien que fortement en retard sur les Etats-Unis, pourra avoir rattrapé en 1963 environ la production industrielle actuelle des Etats-Unis. »

Extraits de l'étude du Deutsches Institut für Wirtschaftsforschung, de Berlin, publiée dans son « Wochbericht » du 18 janvier 1957.

« Trois facteurs étroitement liés et d'une grande importance pour l'appréciation des perspectives de

développement doivent être retenus surtout ; le taux d'expansion industrielle beaucoup plus élevé de l'URSS par rapport à celui des Etats-Unis ; l'accroissement à peu près équivalent de sa production en valeur absolue malgré son niveau actuel nettement plus bas ; enfin le fait qu'en l'espace d'une demi-décennie le rapport de la production industrielle de l'URSS à celle des Etats-Unis est passé d'environ 1/3 à près de 50 %. Tout ceci traduit une « vigueur de croissance » de l'URSS plus forte que celle des Etats-Unis et fournit en même temps une base pour apprécier la question de savoir si l'URSS pourra rattraper les Etats-Unis.

En supposant que les objectifs du 6^e plan quinquennal soient atteints et que les taux d'expansion au cours du prochain plan quinquennal diminuent au même rythme que durant les précédents, l'industrie soviétique atteindrait d'ici sept à huit ans le niveau de production actuel des Etats-Unis.

En supposant même que, durant la période nécessaire à l'URSS pour se hisser au niveau des Etats-Unis, la progression géométrique de son taux d'expansion soit ramenée au taux moyen des Etats-Unis au cours des cinq dernières années (soit 4,4 %), le niveau actuel de production des Etats-Unis serait atteint en 1965, c'est-à-dire dans dix ans. »

Ajoutons à cela la « démocratisation », l'action de l'*« aile libérale »* de la bureaucratie du Kremlin, et nous avons les bases objectives et subjectives de la victoire du « camp socialiste » sur l'impérialisme, y compris dans la « compétition pacifique », du dépeuplement des bureaucraties parasites.

LE NOUVEL « EPICENTRE DE LA REVOLUTION »

Enfin, bien que le thème ne soit pas nouveau, l'accent est mis sur la « révolution coloniale ». La résolution qui y est consacrée commence comme suit :

« Le fait dominant dans le développement de la révolution mondiale depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale est la progression de la révolution coloniale qui englobe les trois quarts de la population de la Terre, et qui se développe sur tous les continents qui ont été colonisés. »

La résolution porte l'appréciation suivante :

« La révolution en Chine et la progression de la révolution coloniale ont désormais assuré la victoire de la révolution mondiale. »

Rien de moins. Cependant

« les problèmes économiques et culturels posés par cette propulsion de la très grande majorité de l'humanité ne pourront être résolus qu'avec la victoire de la révolution dans les pays capitalistes les plus évolués. »

On y apprend aussi :

« Sur le plan théorique, la révolution coloniale a apporté une vérification éclatante de la théorie de la révolution permanente, vérification forte du poids de 600 millions de Chinois dans l'histoire actuelle, et a fait pénétrer déjà des parties de cette théorie dans la pensée de communistes de formation stalinienne. »

Il ne fait pas de doute que la révolution, non pas coloniale, mais dans les pays coloniaux et semi-coloniaux a apporté une vérification éclatante de la théorie de la révolution permanente. Ce n'est pas, néanmoins, à la façon dont l'entend cette résolution. Elle a souligné l'unité profonde de la révolution mondiale. Elle a montré que la révolution dans ces pays était partie constitutive de la révolution prolétarienne mondiale. Elle a démontré que, aussi loin que des partis petits-bourgeois ou venant du stalinisme puissent aller dans la rupture avec la bourgeoisie, même dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, en raison des circonstances, ils n'alleraient jamais jusqu'au bout, c'est-à-dire jusqu'à lutter pour la révolution prolétarienne mondiale, dans les pays capitalistes avancés notamment. Elle a démontré que toujours ils cherchaient un compromis avec l'impérialisme sacrifiant les intérêts du prolétariat mondial et

des prolétariats de ces pays, sauvant le système impérialiste et, finalement, remettant en cause les conquêtes révolutionnaires dans ces pays mêmes. Elle a démontré que le prolétariat ne pouvait prendre et exercer le pouvoir dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux au travers de ces partis, mais que, là même où ceux-ci, en raison des circonstances, avaient dû aller plus loin qu'ils ne le voulaient sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie, une nouvelle révolution serait nécessaire pour les chasser du pouvoir et instaurer la dictature du prolétariat.

Par conséquent, elle a démontré l'absolue nécessité de construire dans ces pays des partis de la Quatrième Internationale pour mener ce combat. La révolution dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux, précisément parce qu'elle est partie composante de la révolution prolétarienne mondiale, pose comme question centrale celle de la direction révolutionnaire. La révolution dans ces pays a démontré que la révolution permanente n'est pas un processus purement objectif, mais une lutte vivante de classes et de forces sociales, et qu'en son centre est la question du parti révolutionnaire capable de conduire le prolétariat à la victoire.

La résolution a trouvé un substitut à la construction d'un parti de la Quatrième Internationale : sans doute sous la pression de la « situation objective », d'heureuses conversions, bien qu'en partie partielles, se sont produites : « Déjà des parties de cette théorie ont pénétré dans la pensée de communistes de formation stalinienne ». La « formation stalinienne » consiste uniquement dans la sélection d'un appareil ayant comme fonction la défense des intérêts de la bureaucratie du Kremlin. Mais quels sont donc ces « communistes » sinon les dirigeants de PC comme le Parti communiste chinois ? Puisque des « parties » de la théorie de la révolution permanente ont pénétré leur pensée, pourquoi la théorie de la révolution permanente n'y pénétrerait-elle pas intégralement ? Du même coup, plus de problème, plus besoin de partis de la Quatrième Internationale. Il suffit d'être patient et pédagogique, et

ces « communistes », répudiant le stalinisme, se convertiront totalement...

À total ce prétendu « Ve Congrès de la IV^e Internationale » amorce un réajustement des thèmes pablistes et un nouvel habillage du révisionnisme, qui seront poursuivis au cours des années suivantes et que consacreront les congrès suivants, les « VI^e et VII^e ». Les événements vont porter un coup mortel à la thèse de la « révolution-guerre, guerre-révolution » : le révisionnisme adopte celle de la « démocratisation » et du dépérissement de la bureaucratie du Kremlin. Il s'oriente vers le « mouvement communiste mondial » en voie de régénérescence et, bientôt, vers des directions petites-bourgeoises « évoluant naturellement vers le marxisme ». La théorie des « blocs » ne disparaît pas ; elle « s'enrichit » et va donner naissance à celle des « trois secteurs de la révolution mondiale ».

L'existence du Comité international oblige les révisionnistes à des références formelles au trotskysme, à maquiller le révisionnisme en l'englobant dans des formulations d'apparence trotskyste, en entrelaçant savamment plusieurs lignes dans leurs documents. La passivité sur le terrain de la lutte internationale contre le pabliste, de l'élaboration et de l'armement théorique et politique et sur celui du combat pour la construction ou la reconstruction de la Quatrième Internationale laisse toute possibilité au centre révisionniste et liquidateur de se parer du titre de Quatrième Internationale, d'organiser de pseudo-congrès mondiaux de la Quatrième Internationale (les IV^e, V^e, VI^e Congrès).

Dès 1957 un rapprochement s'esquisse entre la direction du Socialist Workers Party et le Secrétariat international. A nouveau, il est question d'une commission paritaire, mais le projet capote. L'obstacle majeur est l'existence de la section française, le « SI » ayant besoin de sa liquidation, étant donné le rôle qu'elle a joué dans la lutte contre le pabliste dès 1950-1951, ou de sa capitulation, ce qui revient au même. Si faible soit-il, le PCI représente une tradition qu'il faut casser.

Votre librairie :

LA SELIO

*Tous les ouvrages
politiques indispensables*

*Sur commande,
tous les autres livres
dont vous avez besoin*

20 %

de remise permanente

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris
CCP 31 697 97 X La Source - Tél. 246-09-53



3.

La « réunification » de 1963

Une circonstance va influencer la préparation et la tenue du pseudo « VI^e Congrès mondial » pabliste (1961) et les rapports ultérieurs entre le « Secrétariat international » et le SWP : au mois de juin 1960, Michel Pablo est arrêté aux Pays-Bas sous le prétexte d'avoir fourni aux militants du FLN de faux papiers, de la fausse monnaie et des armes. Pendant toute la préparation et la tenue du congrès, Pablo est en prison aux Pays-Bas. Son absence devait nécessairement jouer un rôle dans les rapports internes, l'influence, la position des uns et des autres, le contrôle de l'« appareil », les manœuvres des uns et des autres, disons des uns contre les autres.

le SWP se rapproche du « Secrétariat international »

Ce fut un élément important de la modification des rapports au sein du « Secrétariat international » et du Comité exécutif international, comme des ajustements de leur orientation.

Le « nouvel épicentre de la révolution » s'est transporté, pour les dirigeants pabloïstes, vers la « zone des tempêtes » ; une nouvelle catégorie de substituts à la construction de la Quatrième Internationale et de ses sections apparaît : ce sont les « marxistes naturels », dont Fidel Castro est le premier représentant, avec Ben Bella (avec lui sur notre photo) et tant d'autres... (Ph. Keystone).

*pour la reconstruction
de la Quatrième Internationale*

La mise entre parenthèses de Pablo puis, ultérieurement, sa mise en minorité à l'intérieur du « Secrétariat international » et du « Comité exécutif international », vont, sur le plan formel, aider au rapprochement entre la direction du SWP et la « majorité » du « Secrétariat international » et du « Comité exécutif international ». Pablo n'avait-il pas été la cheville ouvrière de la tentative de détruire le SWP, au moyen de la tendance Cochran-Clarke-Bentell ?

Pablo mis entre parenthèses, devenu minoritaire, sa tendance liquide aux Etats-Unis, on pouvait con-

clure — en utilisant la logique formelle, du type Pablo = pablisme, comme Staline = stalinisme — à la liquidation du pablisme. Il ne restait plus alors qu'à écrire quelque chose comme « Montée, déclin et chute du pablisme ». Lisons donc Pierre Frank :

« Dans la direction de l'Internationale (le Secrétariat international), il se produisit à l'époque une sorte d'accord entre Pablo et Posadas, unis contre les « Européens » et les membres de la direction internationale qui ne voulaient pas renoncer à une activité politique au sein du mouvement de masse en Europe, même s'il était à un niveau militant fort bas. Un début de formation de tendances s'esquissa vers la fin de 1959, lorsque le Comité exécutif international décida la convocation du prochain congrès mondial. Alors que les documents étaient en cours de préparation, les camarades Pablo et Santen furent emprisonnés à Amsterdam et poursuivis pour des activités d'aide à la révolution algérienne.

Les arrestations donnèrent à Posadas l'occasion de déclencher une violente lutte de tendances contre la majorité des membres de la direction internationale. Il mobilisa toutes ses forces en Amérique latine pour obtenir une majorité au Congrès. Il prétendit être le porte-parole de Pablo, et c'est à partir de cette époque qu'il s'engagea sur la voie de positions et de propos de plus en plus extravagants. Ses outrances au Congrès furent telles qu'un petit groupe de camarades qui préfiguraient la tendance Pablo et qui avaient des sympathies pour lui se dissocièrent de lui. Battu au Congrès il poursuivit la lutte internationale pendant quelques mois, puis soudain, peu avant la libération de Pablo, il attaqua celui-ci publiquement dans les organes latino-américains à sa disposition et rompit avec l'Internationale » (en réalité, il proclama IV^e Internationale le Bureau latino-américain — S. J.). (*La IV^e Internationale*, pages 82 et 83).

Frank poursuit :

« Aussi bien dans la IV^e Internationale (le Secrétariat international) que dans le Comité international,

ceux qui étaient opposés à la réunification, et qui avaient des orientations politiques opposées (la fraction Pablo d'une part, la SLL et l'OCI d'autre part), voulaient subordonner la discussion de la réunification à celle de la scission de 1953, de ses causes et responsabilités. »

Dans ces conditions l'absence prolongée de Pablo facilitait les choses. Pourtant l'absence de Pablo ne suffisait pas. L'élément majeur était la pratique politique du SWP.

Selon le témoignage même du « Secrétariat international », les positions du SWP s'étaient rapprochées progressivement de celles du « Secrétariat international » depuis 1956. La résolution du 23^e plenum du « Comité exécutif international » (23-24 juin 1962) sur « La réunification du mouvement trotskyste international » dit expressément :

« Mais, à partir du XX^e Congrès du PCUS, certaines organisations affiliées au Comité international, ou sympathisantes avec ses vues politiques, comme le SWP, rectifièrent leur évaluation de la situation mondiale et de l'évolution à l'intérieur de l'Union soviétique et arrivèrent à une appréciation des événements très proche de celle de la IV^e Internationale. De ce moment, la réunification devint non seulement désirable, mais possible. Néanmoins, les négociations d'unité vinrent se briser, en 1957, sur des considérations concernant le fonctionnement organisationnel de la IV^e Internationale. Cet obstacle semble maintenant avoir disparu ; le dernier congrès du SWP, par exemple, a clairement affirmé ou réaffirmé son opinion fraternelle selon laquelle la IV^e Internationale devait adhérer aux principes du centralisme démocratique à l'échelle internationale.

En même temps, la splendide campagne pour l'aide à la révolution cubaine, menée au cœur même de la métropole impérialiste, campagne parallèle à celles menées par l'Internationale pour l'aide à la révolution algérienne et aux autres révoltes, démontrèrent que la majorité du Comité international avait adopté une ligne d'action, en politique mondiale, tout à fait semblable à celle de

l'Internationale, sans oublier en aucune façon que, seules, des révoltes prolétariennes victorieuses dans les pays impérialistes peuvent porter le coup final au capitalisme, et éliminer pour toujours le spectre de l'annihilation nucléaire.

Durant cette même période, cependant, certaines organisations affiliées au Comité international, comme le groupe Burns, et le groupe Lambert en France, ne s'étaient pas rapprochées d'une position trotskyste commune. L'orientation sectaire de ces groupes, leur incapacité à adopter une position correcte à l'égard de la révolution cubaine et de l'Etat ouvrier cubain, et surtout le soutien inconditionnel apporté par le groupe Lambert au MNA, baptisé « aile prolétarienne » et même « bolchevique » de la révolution algérienne, et qui s'avérera par la suite être l'instrument de l'impérialisme français, posent des problèmes spéciaux. »

La résolution du congrès national du SWP (juin 1961) six mois avant le « congrès mondial » pabliste (décembre 1961) porte témoignage du rapprochement qui se prépare.

DE L'ABANDON DE L'UNITÉ MONDIALE DE LA LUTTE DES CLASSES...

La contradiction entre les perspectives de la « révolution américaine » que le SWP traçait au lendemain de la guerre et le développement réel de la lutte des classes aux Etats-Unis amena la direction du SWP à passer de l'autre côté du cheval. La résolution « La lutte mondiale pour le socialisme » précisait une idée déjà plus ou moins exprimée dans le texte de 1953 :

« En 1943, la chute de Mussolini et la rentrée du prolétariat italien sur la scène politique signalèrent la renaissance des forces révolutionnaires en Europe occidentale. Mais ces débuts prometteurs n'eurent pas de suite : une succession de trahisons, en Grèce, en Italie, en France et en Belgique, sauva le régime capitaliste en Europe occidentale, au moment même où il devait affronter une puis-

sante montée de la révolution coloniale en Inde, en Indochine, et en Indonésie. L'avance des troupes soviétiques jusqu'à Berlin rendit possible, après la guerre, le renversement des rapports de propriété capitalistes en Europe orientale, brisant ainsi le mur élevé par l'impérialisme autour de la révolution russe. La victoire de la révolution chinoise (1949) et l'échec de l'impérialisme américain en Corée (1952) devaient définitivement modifier le rapport des forces à l'échelle mondiale en faveur du socialisme. Ce fut ensuite l'expansion de la rébellion coloniale à travers le Moyen-orient, et l'Afrique. En Amérique latine, la victoire de la révolution cubaine, puis l'instauration du premier Etat ouvrier dans l'éosphère occidentale, marquèrent une nouvelle étape. Les manifestations des ouvriers et des étudiants japonais en 1960, et la grève générale belge à la fin de la même année, témoignent de la reprise de la lutte prolétarienne dans les pays impérialistes. »

Huit ans après la publication de la résolution adoptée à l'occasion du 25^e anniversaire du SWP, « Contre le révisionnisme pabliste », les faiblesses de ce texte se retrouvent, mais multipliées d'un coefficient X. L'incompréhension de l'unité extrêmement resserrée de la lutte mondiale des classes, de ce que l'année 1953 a signifié du point de vue de l'actualité et de la conjonction des révolutions sociales et politiques, amena le SWP à cette analyse et à cette méthode, radicalement fausses, qui disloquent l'unité mondiale de la lutte des classes. Ici s'exprime une totale incompréhension du fait que la fragilité du système impérialiste résulte principalement des rapports entre les classes dans les métropoles impérialistes, Etats-Unis compris, même si, dans aucun de ces pays, la révolution prolétarienne n'a été victorieuse.

La « puissante montée de la révolution (*dite*) coloniale » est indissociable de la crise au cœur des métropoles impérialistes, de l'impérialisme dans son ensemble, des rapports entre les classes dans ces métropoles. La révolution dans les pays coloniaux et semi-coloniaux a ses propres conditions, ses particularités, sa réalité spécifique, mais elle est partie composante de la

révolution prolétarienne mondiale. Elle aggrave les contradictions sociales et politiques de tout le système, leur donne une puissante impulsion, comme à la lutte des classes dans les métropoles impérialistes.

Mais alors que le texte de 1953 soulignait le rôle contre-révolutionnaire mondial de la bureaucratie du Kremlin, soulignait que la force sociale « restaurationniste en URSS » était la bureaucratie du Kremlin, la résolution de juin 1961 lui attribue un rôle révolutionnaire irremplaçable car, sinon, que pourrait vouloir dire : « L'avance des troupes soviétiques jusqu'à Berlin rendit possible, après la guerre, le renversement des rapports de propriété capitalistes en Europe orientale » ? Non. C'est du contraire qu'il s'agit : le partage de l'Europe en deux, en particulier le dépeçage de l'Allemagne, son occupation, l'occupation de l'Europe de l'Est, ont été indispensables pour contenir la révolution prolétarienne en Europe. L'expropriation du capital en Allemagne de l'Est et en Europe de l'Est est un sous-produit de la vague révolutionnaire en Europe de la fin et de l'immédiat après-guerre mondiale. La bureaucratie du Kremlin ne s'est finalement résolue — à son corps défendant — àachever l'expropriation du capital, à chasser ce qui restait des classes possédantes, qu'en écrasant politiquement le prolétariat de ces pays et en utilisant ses méthodes barbares, et qu'au prix de distorsions, de tares que seule la révolution politique pourra liquider en se nouant à la révolution sociale, en rétablissant sur des bases nouvelles l'unité de l'Allemagne et de l'Europe.

La direction du SWP n'a pas compris que les mouvements des années 1953 à 1956 en Europe étaient objectivement déterminés par ces exigences. Elle n'a pas compris que la constante déterminante des relations entre l'impérialisme et la bureaucratie du Kremlin — puis finalement toutes les bureaucraties parasites —, tant que les rapports entre les classes à l'échelle mondiale et notamment dans les métropoles impérialistes sont favorables au prolétariat, et d'autant plus que la révolution politique prenait son essor, était et est toujours l'alliance contre la révolution « sous toutes ses

formes », alliance dans laquelle c'est l'impérialisme qui avait et a toujours la prééminence. Elle n'a pas plus compris que — quelles que soient les circonstances qui ont pu les amener à aller plus loin qu'elles ne l'auraient voulu sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie — les directions petites-bourgeoises, comme celle de Castro, restent mondialement dépendantes du maintien de l'ordre impérialiste.

Finalement la direction du SWP en arrive à proférer d'énormes bourdes, comme celles-ci :

« Le renversement des rapports de propriété capitalistes en Europe orientale brisait le mur élevé par l'impérialisme autour de la révolution russe.

(...)

La victoire de la révolution chinoise (1949) et l'échec de l'impérialisme américain en Corée (1952) devaient définitivement modifier le rapport des forces à l'échelle mondiale en faveur du socialisme. »

Le terme de « révolution russe » ne fait qu'entretenir l'équivoque. Il est clair que l'isolement de la « révolution russe » cesse dès lors que naît et se développe une nouvelle vague révolutionnaire, que des révolutions ou des guerres révolutionnaires exproprient le capital dans une grande partie du monde. Mais, isolés du marché mondial et de la division internationale du travail, les rapports de propriété issus de la révolution d'Octobre ou de guerres révolutionnaires comme en Chine et en Yougoslavie deviennent d'autant plus insupportables que ces rapports s'étendent. Les contradictions économiques, sociales et politiques s'aggravent ainsi que les conséquences de la pression économique, sociale, politique et militaire de l'impérialisme, par suite du rôle social et politique des bureaucraties parasites et contre-révolutionnaires, principalement celle du Kremlin. Enfin, et de toute façon, « le rapport des forces à l'échelle mondiale en faveur du socialisme » ne sera « définitivement modifié » que lorsque la construction du socialisme prendra réellement son essor parce que la révolution victorieuse dans les principaux pays capitalistes, aux Etats-Unis donc, permettra d'organi-

ser la production sur la base d'une productivité supérieure au mode de production capitaliste, à partir des acquis du mode de production capitaliste — dont la division internationale du travail — débarrassés de leurs contradictions.

Ce n'est pas là une référence théorique abstraite : tant que ce stade n'est pas atteint et dépassé, non seulement les principales forces productives restent entre les mains du capital mais encore, dans les pays où il a été exproprié, les vieilles contradictions sociales, le « vieux fatras » comme disait Marx, tendent à renaître et à détruire les conquêtes révolutionnaires. Comme le disait fort justement la résolution du SWP « Contre le pablisme liquidateur » :

« Sa position (de la bureaucratie stalinienne) dans la société soviétique, la tendance inhérente de la caste comme telle, est anti-soviétique et restaurationniste. »

Ce qui est vrai de la bureaucratie de l'URSS ne l'est pas moins des autres bureaucraties parasitaires. Ces forces sociales vivent et combattent. Bien entendu dans les pays coloniaux ou semi-coloniaux où des directions petites-bourgeoises ou bourgeoisées, utilisant un certain équilibre mondial et international, se sont hissées au pouvoir, et où les rapports de production restent capitalistes, le lien avec l'impérialisme n'a pas été entamé.

D'un côté, cette résolution déplore la passivité des prolétariats capitalistes avancés, et cela à de multiples reprises :

« Mais ces victoires (*celles de la révolution dite « coloniale », l'expropriation du capital en Europe de l'Est, la révolution chinoise, etc.* — S. J.) n'ont pas trouvé d'écho dans les centres impérialistes, où la situation était et demeure tout à fait différente. Au lieu de marcher à l'unisson de leurs alliés du dehors, les ouvriers sont en général restés inertes. Cette inertie est le résultat des trahisons commises par les dirigeants communistes et social-démocrates à la fin de la guerre, et elle a été encouragée par le boom prolongé et le fait

qu'il n'y ait pas, qu'il n'y a toujours pas d'alternative effective aux directions traditionnelles : cette alternative est encore à créer. »

D'un autre côté, la même résolution affirme que la balance des forces a définitivement penché à l'échelle mondiale du côté du socialisme. Ce sont deux expressions de l'incompréhension totale de l'unité mondiale dans l'espace et dans le temps de la lutte des classes, de son resserrement depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est l'expression d'un total désarroi théorique et politique.

...A LA DIVISION DU MONDE EN SECTEURS

A partir de là, la direction du SWP va se rallier à tous les thèmes du révisionnisme pabiliste, ajustés aux conditions du moment. A la place de l'unité mondiale dans le temps et l'espace de la lutte des classes, elle se ralle à la division du monde en trois secteurs :

« 1 — Les bastions de l'impérialisme, c'est-à-dire les pays hautement industrialisés, du Japon à l'Allemagne occidentale, sous la direction de la principale puissance impérialiste, les Etats-Unis ;

2 — les Etats ouvriers, de l'Allemagne orientale à la Chine, qui acceptent encore, plus ou moins pour l'essentiel, la direction de l'Union soviétique ;

3 — les pays coloniaux, de l'Asie à l'Amérique latine en passant par l'Afrique. »

Ces secteurs seraient naturellement, dialectique oblige, « en interaction ».

L'affirmation que les conditions objectives du déclinissement de la bureaucratie du Kremlin, et finalement de toutes les bureaucraties parasitaires, se réunissent, est plus ou moins formulée :

« On voyait en même temps grandir l'influence du bloc soviétique, ce qui a été l'une des causes de l'affaiblissement relatif de l'impérialisme américain. Ce déclin s'est manifesté dans de nombreux domaines. Par

suite des progrès réalisés par l'économie planifiée dans les Etats ouvriers, les Etats-Unis perdent leur supériorité économique, plus vite que prévu. Le taux de croissance économique de l'Union soviétique demeure supérieur à celui des Etats-Unis, mieux encore, les contradictions internes du système capitaliste ont empêché l'économie américaine de fonctionner à plein rendement (elle utilise actuellement environ 75 % de sa capacité de production) tandis que des « récessions » cycliques et l'automatisation ne cessaient d'envoyer de nouveaux ouvriers rejoindre l'armée des chômeurs permanents. Du point de vue militaire, l'Union soviétique a eu vite fait de rattraper les Etats-Unis dans la production d'armes nucléaires et elle a pris des années d'avance dans le domaine des fusées et des missiles.

Quant à l'enseignement, l'Union soviétique l'emporte de loin sur le reste du monde par le nombre des spécialistes qu'elle forme : ingénieurs, médecins, physiciens, chimistes, mathématiciens, etc. Cette supériorité lui permettra bientôt d'être dans ces disciplines la première du monde pour les découvertes et la recherche fondamentale. Enfin, depuis la mort de Staline, la diplomatie soviétique s'est montrée de plus en plus souple et de plus en plus hardie : elle a marqué des points chez les « neutres », grâce à ses programmes d'aide et à la dénonciation de la politique agressive menée par Washington. En Amérique latine même, longtemps tenue par Wall Street comme sa chasse gardée, l'hégémonie diplomatique des Etats-Unis est contestée. »

Cuba : « la divine surprise »

Le prétendu « VI^e Congrès mondial » que les Pabloïstes organisèrent se situa sur les mêmes positions en ce qui concerne la division du monde en zones, sur le rôle de la « révolution coloniale » et sur le développement de l'économie de l'URSS qui devaient assurer la modification définitive des rapports de force, à l'échelle mondiale, « en faveur du socialisme », malgré la passivité des prolétariats des pays capitalistes avancés. La résolution du SWP se distingue toutefois par une extrême indigence.

De toute évidence, la révolution cubaine a été reçue par la direction du SWP comme une divine surprise qui résolvait magiquement le problème de la direction révolutionnaire si difficile à résoudre en Amérique du Nord. Les thèses et le rapport de Hansen qui caractérisent l'Etat cubain comme un Etat ouvrier ont été adoptés au plenum du SWP de janvier 1961. Comme les thèses du « Secrétariat international », celles du SWP s'appuient sur l'étendue des nationalisations pour caractériser l'Etat cubain comme un Etat ouvrier.

« Le gouvernement de Castro avait déjà anéanti une partie de la structure de l'ancien Etat en arrivant au pouvoir, par la liquidation des anciennes armées et forces de police, afin d'assurer la défaite de Batista. Mais l'incapacité de la direction de Castro à proclamer des buts socialistes montre que non seulement le facteur subjectif restait confus, mais, par voie de conséquence, le déroulement de la révolution aussi.

Au cours des deux années qui se sont écoulées depuis lors, la structure de l'Etat a été épurée de tous les éléments qui étaient restés, et dont la fidélité fondamentale allait au pouvoir capitaliste précédent. Avec la nationalisation des secteurs clefs de l'industrie, la nouvelle structure de l'Etat se trouve engagée dans une économie planifiée et seule une guerre civile peut, désormais, rétablir les rapports de propriété capitaliste. Une guerre civile ne pourrait réussir sans une invasion contre-révolutionnaire beaucoup plus sanglante que celle mise sur pied par Washington au Guatemala en 1954. »

La résolution ajoutait :

« Le gouvernement cubain n'a pas encore établi des formes de pouvoir correspondant à la démocratie prolétarienne, telles que les conseils d'ouvriers, de soldats et de paysans. Toutefois, au fur et à mesure qu'il a progressé dans une direction socialiste, il s'est avéré, de la même façon, être démocratique de tendance. Il n'hésita pas à armer le peuple et à former une milice populaire. Il a garanti la liberté d'expression à tous les groupements qui soutiennent la révolution. A cet égard, il se trouve en contraste heureux avec les autres Etats non capitalistes qui ont été corrompus par le stalinisme. »

Comme on le voit, la résolution admet qu'il n'y a pas eu à vrai dire construction d'un nouvel appareil d'Etat, mais « une épuration » très poussée de l'ancien appareil d'Etat, que l'Etat castriste n'est pas l'Etat dont l'ossature, la chair et le sang sont les conseils d'ouvriers, de soldats, de paysans. C'est pourquoi la caractérisation que fait la section française du gouvernement de l'Etat cubain, en 1961, dans « Informations internationales » (n° 4), nous semble correcte. Après avoir rappelé la fameuse phrase du Programme de transition :

« Il est cependant impossible de nier catégoriquement par avance la possibilité théorique de ce que, sous l'influence d'une combinaison tout à fait exceptionnelle de circonstances, des partis petits-bourgeois, y compris staliniens, puissent aller plus loin qu'ils ne le veulent eux-mêmes sur la voie de la rupture avec la bourgeoisie. »

Ce texte porte l'appréciation suivante :

« C'est cette variante peu vraisemblable mais néanmoins envisagée par Trotsky qui s'est réalisée à Cuba : le mouvement fidéliste, petit-bourgeois non seulement dans son origine sociale mais surtout dans son idéologie et par son programme, s'est trouvé amené à prendre la tête d'un puissant mouvement paysan, et à entamer la transformation de Cuba par la réalisation des tâches démocratiques bourgeoises. L'interaction des

forces résultant de la montée révolutionnaire des masses cubaines d'une part et de l'offensive impérialiste de l'autre, l'a conduit à aller au-delà des limites de son propre programme, et, pour défendre les réalisations d'une révolution « bourgeoise », notamment agraire, à s'attaquer à des tâches qui sont celles de la révolution prolétarienne et à rompre, par conséquent, la coalition avec la bourgeoisie. L'extrême débilité de la bourgeoisie cubaine, la faillite de la démocratie parlementaire et des partis traditionnels, l'exceptionnelle concentration des ouvriers de l'industrie rurale et la compénétration entre paysannerie et classe ouvrière à Cuba, la rencontre entre les aspirations offensives des travailleurs cubains et les qualités de combattants qui caractérisent les hommes de l'équipe fidéliste dirigeante, tout cela explique que ces derniers aient pu franchir ce pas. Il n'en reste pas moins que la révolution cubaine continue, et que l'histoire n'a pas encore tranché la question de savoir si le gouvernement ouvrier et paysan de Fidel Castro ouvrira la voie à la dictature du prolétariat, ou au contraire à une restauration de l'Etat bourgeois et du capitalisme à Cuba. »

Cependant, si importante que soit la question de la nature de l'Etat cubain, ce n'était pas la plus importante en cause : tout le monde était d'accord en pratique pour la défense inconditionnelle de Cuba et des conquêtes révolutionnaires contre l'impérialisme.

A la suite de la tentative d'invasion de Cuba du 17 avril 1961, par des cubains au service de l'impérialisme américain, et de leur défaite, le SWP ajouta de nouvelles thèses aux premières :

« L'épreuve du feu a eu pour résultat un changement qualitatif dans la conscience. En appelant le pays à se dresser contre l'invasion, les dirigeants proclamèrent pour la première fois, le 16 avril, que la révolution cubaine est de caractère socialiste. Cette reconnaissance constitue un fait majeur dans la vie politique de l'hémisphère occidental et du monde entier. Elle offre de nouvelles occasions de renforcer politiquement la défense de la révolution cubaine et

d'utiliser l'exemple cubain pour hâter la révolution socialiste dans d'autres pays. »

CASTRO : UN EXEMPLE DE « MARXISTE NATUREL » !...

Les thèses VI à IX se situaient à un autre niveau encore. La direction du SWP ne faisait rien moins que s'offrir en conseil politique de Fidel Castro :

VI

« Pendant la célébration du Premier mai de la victoire, Fidel Castro annonça que la Constitution socialiste avait ouvert un chapitre extrêmement important de la révolution cubaine. La nouvelle Constitution codifiera les institutions de base établies par l'Etat ouvrier. Pour lui donner le maximum de contenu socialiste, nous demandons qu'elle contienne les deux clauses suivantes :

a — que le gouvernement soit établi sur la base des conseils ouvriers et paysans, ou de quelque type démocratique semblable d'organisations ouvrières et paysannes ;

b — que dans ces conseils, ou organisations semblables, une pleine liberté d'expression et d'association soit garantie à toutes les tendances qui soutiennent la révolution. »

Par ces conseils politiques amicaux en vue de la constitution d'un véritable Etat ouvrier, vraiment démocratique et socialiste, qui, comme on le sait, ne furent « malheureusement » jamais suivis, la direction du SWP exprimait l'essence de sa position politique :

VII

« En accord avec ces nouveaux développements au sein de la révolution cubaine, le meilleurs cours serait l'organisation formelle (*ce qui subodore qu'il existait déjà de facto — S. J.*) d'un parti révolutionnaire de masse, ouvert aux combattants révolutionnaires les plus conscients et les plus actifs, pour diriger le gouvernement sous la nouvelle Constitution.

VIII

La direction qui a organisé le renversement des rapports de propriété capitalistes, établi l'Etat ouvrier, et qui impulse la défense de Cuba sera naturellement acceptée comme direction en toute bonne foi d'un tel parti révolutionnaire de masse, lors de son organisation formelle ; son passé et ses réalisations lui donnent droit à une telle responsabilité.

IX

Les trotskystes de Cuba, qui fonctionnent actuellement comme un groupe de propagande, dont la tâche est d'incarner la tradition et la continuité de la théorie et de la pratique socialistes-révolutionnaires, devraient, à notre avis, prendre leur place, comme toutes les autres tendances politiques soutenant la révolution, dans le nouveau parti révolutionnaire, lors de sa formation. »

Sur ce dernier point, on sait comment Castro régla la question en interdisant l'organisation se réclamant du trotskysme et en jetant ses dirigeants et ses membres en prison. Au nom de la « révolution permanente », de la « transcendance », le SWP estimait à son tour que le plomb pouvait être transformé en or, une organisation petite-bourgeoise en constructeur d'un parti « marxiste-révolutionnaire », ses dirigeants devenant, par une suite de processus spontanés, des « marxistes naturels ». Cuba éclairait la marche de la prétendue « révolution coloniale ». Plus besoin de construire dans les pays coloniaux et semi-coloniaux des partis révolutionnaires, sections de la Quatrième Internationale : l'exemple de Cuba montrait que le mouvement objectif de la révolution faisait surgir des « marxistes naturels ».

Or, rappelons-le, la direction du SWP estimait que la « révolution coloniale » était l'événement majeur depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, à quoi s'ajoutait la force grandissante de l'URSS, des pays de l'Europe de l'Est, de la Chine, les deux faisant basculer définitivement le rapport des forces à l'échelle mondiale en faveur du socialisme.

En ce qui concerne l'URSS, les pays de l'Europe de l'Est, la Chine, la direction du SWP s'alignait sur la con-

ception de la réforme des bureaucraties parasitaires. De même elle s'alignait sur celle de la rénovation du « mouvement communiste international ». Quel besoin y avait-il, dans cette « deuxième zone du monde », de construire des sections de la Quatrième Internationale ? Quant à la « première zone du monde », le prolé-

tariat y étant passif, la révolution était renvoyée aux calendes grecques.

La « réunification » du SWP et du « Secrétariat international » pabliste, apuré de Pablo et ayant adapté les thèmes révisionnistes en fonction des circonstances, était devenue « non seulement nécessaire mais possible »...

le compromis sans principes

Elle eut lieu au « VII^e Congrès », organisé en juin 1963, et qui fut baptisé « I^{er} Congrès mondial de la réunification », sur la base d'un texte politique que le comité national du SWP avait adopté le 1^{er} mars et qui porte le titre : « Les bases théoriques et politiques de la réunification ». Ces bases sont extrêmement ambiguës, et interprétables en des sens très différents. Ainsi, ce texte pouvait-il jeter le voile sur les problèmes réels et fondamentaux qui sont à l'origine de l'éclatement de la Quatrième Internationale, ramené au rang d'une simple scission. Il y était écrit :

« Bien que des divergences substantielles existent encore (*les quelles ?*), en particulier sur les causes de la scission de 1954 (*pourquoi 1954 ?*), les points de désaccord apparaissent d'importance secondaire en face du programme fondamental commun et de l'analyse commune des principaux événements actuels dans les développements mondiaux qui unissent nos deux courants. Avec de la bonne volonté, il devrait être possible de contenir les divergences reconnues qui subsistent encore dans le cadre d'une organisation unifiée permettant la poursuite de la discussion et une clarification ; de la sorte on pourrait réaliser les avantages importants provenant de la combinaison des forces, des capacités et des ressources de tous ceux qui maintenant sont membres de l'une ou l'autre formation. »

La direction du SWP rompait le cadre du Comité international, entraînant avec elle le Parti ouvrier révolu-

tionnaire chilien et la section suisse. Le passage du POR chilien sur les positions pablistes a eu des conséquences désastreuses, aussi bien pour le prolétariat chilien et tous ceux d'Amérique latine que pour la construction des sections de la Quatrième Internationale. En 1953, les militants du POR chilien, aux côtés de militants syndicalistes, avaient été à l'origine de la reconstruction de la Centrale unitaire des travailleurs. Ils y avaient occupé des positions extrêmement fortes. Mais, désormais, le POR s'orienta vers des mouvements à la cubaine. Ainsi peut-on lire dans une résolution du POR chilien de 1961, sur la révolution cubaine :

« La conclusion la plus importante — pour ceux qui comme nous veulent construire des partis révolutionnaires de masse — est que la révolution cubaine, au lieu de renforcer les mouvements nationalistes bourgeois, les désintègre parce qu'elle libère des forces nouvelles, des forces de classe et des forces révolutionnaires. Elle provoque des processus de différenciation dans les diverses formations centristes. Elle a déjà provoqué l'éclatement de l'Action démocratique et la formation du MIR au Venezuela, la scission de l'APRA et la fondation de l'APRA rebelle au Pérou, la déclaration d'un puissant mouvement des Ligues paysannes dans le nord du Brésil, des ailes gauches toujours plus fortes dans les partis socialistes, dans le MNR bolivien, dans le mouvement qui a porté Velasco Ibarra au pouvoir, aujourd'hui dirigé par Aranjo, en

Equateur, des tentatives sérieuses pour fonder un nouveau parti ouvrier-paysan au Mexique. »

SES PREMIERES CONSEQUENCES

A la recherche de mouvements de type cubain, de la guérilla, le POR chilien finit par se dissoudre dans le MIR chilien. Les positions que le POR chilien occupait dans le mouvement ouvrier en 1953 le mettaient en situation de construire un puissant parti révolutionnaire au cours de la marche à la situation et à la crise révolutionnaires. Il est évidemment impossible de savoir quelles conséquences cela aurait eu sur le développement de la lutte des classes au Chili. En tout cas, la liquidation du POR laissait la place libre à la politique contre-révolutionnaire de l'Unité populaire et à sa tragique conclusion de 1973, le MIR chilien étant l'aile gauche de l'Unité populaire. La liquidation du POR participait de la destruction des organisations trotskystes d'Amérique latine, que Posadas menait activement de son côté, alors qu'au contraire une politique de construction de la section chilienne fondée sur les principes, la méthode, le programme de la IV^e Internationale aurait fait échec à Posadas et impulsé la construction d'autres sections latino-américaines.

Une des premières conséquences de la « réunification mondiale » de 1963 devait donc être la liquidation de grandes possibilités de construction de sec-

tions de la Quatrième Internationale en Amérique latine, tant du fait de l'activité de Posadas — développant une politique confinant à la folie qui reprenait, en les poussant jusqu'à l'extrême, les formules du Parti communiste chinois sur la nécessité de la guerre atomique, l'impérialisme « tigre de papier », etc. — que de celui des conséquences de la liquidation du POR chilien.

D'autre part, les fruits empoisonnés du révisionnisme mûrissaient à Ceylan. Le LSSP, la plus forte section du « Secrétariat international » pabliste, et de loin, ne participa pas au « Congrès mondial de réunification ». Couvert par le « Secrétariat international », le LSSP s'engagea de plus en plus sur le terrain du parlementarisme et de la collaboration de classes où il devait sombrer en participant, en juin 1964, au gouvernement de front populaire aux côtés des staliniens et du Sri Lanka Freedom Party, parti bourgeois que dirigeait Madame Bandaranaike. De son côté, Pablo, minoritaire, organisait sa propre fraction.

En juin 1964, le « Secrétariat uniifié », organisme suprême issu de la « réunification », remplace le « Secrétariat international », exclut Pablo et sa fraction, lesquels vont publier la revue « Sous le drapeau du socialisme » et se prononcer pour le soutien à Khrouchtchev « dans le mouvement communiste international », alors que le « Secrétariat uniifié » est plutôt partisan de soutenir le Parti communiste chinois, dont la ligne est considérée comme étant « dans l'ensemble plus progressive ».

Léon Trotsky

œuvres

JUILLET/OCTOBRE 1933

2

Le tome 2 est paru

Nous avons dégagé en page 116 l'importance politique du travail de publication des *Œuvres* de Léon Trotsky, effectué sous la direction du camarade P. Broué et publié par les éditions EDI.

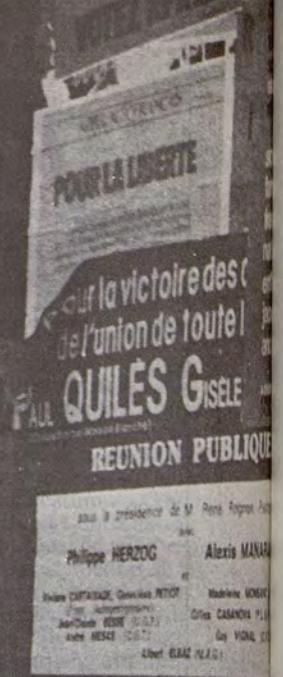
Ce second volume de la série 1933-1940 des *Œuvres* de Léon Trotsky couvre une période qui s'étend des derniers jours de juillet aux premiers jours d'octobre 1933, et correspond à la première partie de son séjour en France, à Saint-Palais près de Royan.

Malgré une santé déficiente, l'exilé a enfin la possibilité d'intervenir directement dans l'action politique, autrement que par sa plume, et sa maison abrite bien des débats politiques, pas seulement avec ses propres camarades de tendance.

C'est dans les derniers jours de son séjour à Prinkipo que Trotsky a achevé le tournant commencé en mars, après la catastrophe allemande : il s'agit pour lui désormais non plus seulement de construire en Allemagne un nouveau parti communiste, mais de construire une nouvelle Internationale. La tenue à Paris au mois d'août d'une conférence internationale des organisations socialistes de gauche offre une occasion de réunir sur la perspective de la nouvelle Internationale des partis et groupes qui ont rompu avec les vieilles Internationales et qui peuvent être dans ce nouveau combat les alliés de l'Opposition de gauche internationale. La « déclaration des quatre » sur la nécessité et les principes de la nouvelle Internationale constitue à ses yeux un pas en avant important sur cette voie.

Ici encore, lettres et articles, dont de nombreux inédits, complétés par quelques procès-verbaux de discussion, permettent de suivre le développement dans l'action d'une pensée qui recherche les voies concrètes de son application : en octobre, le grand tournant est achevé, puisque Trotsky s'est prononcé également pour un nouveau parti bolchevique en URSS même et sur la nécessité d'une révolution politique pour abattre la domination de la bureaucratie stalinienne.

Le tome 3, qui paraîtra en novembre, couvre la fin de l'année 1933 (chaque volume : 42 F. Militants de l'OCI : 27 F.).



APPEL AUX FRANÇAIS

Pour la victoire des candidats de l'union de toute la gauche

PAUL QUILES GISELE MOREAU

(Creuse-Barbe, Maison Blanche) (Gare-Salpêtrière)

REUNION PUBLIQUE

sous la présidence de M. René Rognon, Pasteur

avec

Philippe HERZOG

Alexis MANARANCHE

Viviane CARTAIADE, Geneviève PETIOT
(Front Autogestionnaire)
Jean-Claude BESSE (U.G.P.)
André MESAS (C.G.T.)

Madeleine MONSANT (L.G.R.)

Gilles CASANOVA (P.S.I.P.T.C.C.A.)

Guy VIGNAL (C.F.D.T.)

Albert ELBAZ (M.R.G.)

NDREDI 17 MARS - 20h30 - 159 rue de Tolbiac

VOTEZ R.P.R.

NOTRE VOTE DU 12

TOUS AVEC

CLAUDE

AVISSE à la

démocratie.

LE 19 MARS 1978

Jacques Chirac,
votez RPR

Oui

à la

démocratie.

Non

au
désordre.

avec Jacques Chirac,
votez RPR

VENDREDI 17 MARS - 20h30 - 159 rue de

Pour la victoire des candidats
de l'union de toute la gauche

PAUL QUILES GISELE MOREAU

REUNION PUBLIQUE

sous la présidence de M. René Rognon, Pasteur

Philippe HERZOG

Alexis MANARANCHE

Viviane CARTAIADE, Geneviève PETIOT
(Front Autogestionnaire)
Jean-Claude BESSE (U.G.P.)
André MESAS (C.G.T.)

Madeleine MONSANT (L.G.R.)

Gilles CASANOVA (P.S.I.P.T.C.C.A.)

Guy VIGNAL (C.F.D.T.)

Albert ELBAZ (M.R.G.)

VENDREDI 17 MARS - 20h30 - 159 rue de

CLAUDE

CLAUDE

AVISSE

AVISSE

LE 19 MARS 1978

LE 19 MARS 1978

pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

4.

De la « réunification » à la crise du « Secrétariat unifié »

Les dix années qui s'étendent entre 1958 et 1968 sont celles où l'impérialisme reprend, dans la lutte mondiale des classes, une initiative relative. L'écrasement de la révolution hongroise des conseils, en novembre 1956, a bloqué la marche à la révolution politique en Europe de l'Est. Il a porté un coup politique à tous les prolétariats des pays capitalistes avancés. En mai 1958, en France, la politique du PCF, de la SFIO, des appareils des centrales syndicales a paralysé la classe ouvrière. Guy Mollet a intronisé de Gaulle qui, à la suite du putsch du 13 mai à Alger, a pris le pouvoir légalement, liquidé la IV^e République et avec elle le régime parlementaire, institué un régime de type bonapartiste, la V^e République.

l'impérialisme reprend l'initiative

Partant de là, la bourgeoisie s'efforce de refouler le prolétariat, de lui infliger de dures défaites et de rétablir un rapport de forces entre les clas-

L'une des divergences de fond qui nourrissent la crise du « SU », la question des fronts populaires, et par exemple, en France, celle de l'Union de la gauche. Lors des élections législatives de mars 1978, la LCR sera co-organisatrice de meetings de l'Union de la gauche à Nancy, dans le XIII^e arrondissement (ci-contre), avec les partis bourgeois radicaux « de gauche » (MRG) et gaullistes « de gauche » (UGP).

ses, à l'échelle mondiale, qui lui soit favorable. Dans tous les pays capitalistes d'Europe occidentale, au début des années 1960, la mise en place d'une politique des revenus, premier pas vers l'intégration des syndicats à l'Etat, est à l'ordre du jour, dans le sillage de la politique que de Gaulle s'efforce de mettre en place en France, surtout à partir du règlement de la guerre d'Algérie en 1962.

Conjointement, la pression impérialiste s'accentue sur l'URSS, les pays de l'Europe de l'Est, la Chine. Aux prises avec d'insurmontables difficultés, la

bureaucratie du Kremlin s'efforce de négocier un accord planétaire avec l'impérialisme, dont la Chine ferait les frais. En 1960, la rupture des relations entre Pékin et Moscou à l'initiative du Kremlin, la suppression de l'aide économique et le retrait des techniciens russes de Chine sont un coup de poignard dans le dos de la Chine dont l'économie est déjà mal en point par suite de la politique aventuriste du « Grand Bond en avant ». Ce sont de véritables actes de guerre contre la Chine. Une campagne politique mondiale d'une intensité inouïe accuse les dirigeants du PCC et du gouvernement chinois de vouloir provoquer la guerre nucléaire. Au cours de la courte guerre entre la Chine et l'Inde, en novembre 1962, la bureaucratie du Kremlin apporte son total appui politique et militaire à la bourgeoisie indienne.

Sur ce fond, l'impérialisme US va développer une politique contre-révolutionnaire offensive : organisation de coups d'Etat contre-révolutionnaires en Amérique latine, en Indonésie, en Grèce ; interventions plus ou moins ouvertes en Afrique ; intervention contre-révolutionnaire massive au Vietnam, qui complète l'encerclement de la Chine, accentue sa pression sur elle, et se situe dans la perspective d'une guerre contre elle.

Les gigantesques dépenses militaires de l'impérialisme US vont encore s'accroître considérablement pendant son intervention au Vietnam. Volant d'entraînement de l'ensemble de l'économie capitaliste, elles accentuent encore la pression impérialiste sur l'économie de l'URSS et des pays de l'Europe de l'Est.

Mais si, dans l'analyse des rapports entre les classes, il est indispensable de dégager la tendance dominante à un moment déterminé, la lutte des classes est toujours affrontement de forces sociales vivantes et mouvantes. Elle ne connaît pas de processus automatique, dans un sens ou un autre. Surtout, en fonction des conquêtes du prolétariat mondial, de son renforcement social et politique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, que l'impérialisme US, que les bourgeoisies des pays capitalistes d'Europe aient repris une certaine initiative dans la lutte des classes ne signifie pas qu'ils maîtrisent les rap-

ports entre les classes et que le prolétariat est amorphe et irrémédiablement défait. L'impérialisme, les bourgeoisies ne reprennent l'initiative dans la lutte des classes que très relativement et non de façon linéaire. La tension que cette politique imposa aux rapports entre les classes, les réactions du prolétariat appuyé sur ses conquêtes, la tension imposée aux rapports inter-impérialistes comme à l'intérieur de chaque bourgeoisie, l'énorme pression exercée sur la bureaucratie du Kremlin, les bureaucraties satellites et la bureaucratie chinoise, vont nouer étroitement la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasitaires au cours de ces années, alors que l'impérialisme n'a que superficiellement surmonté sa dislocation de la fin de la Deuxième Guerre mondiale et que les bureaucraties parasitaires sont en crise permanente.

Au cours des années 1958-1968, le prolétariat, les masses exploitées et opprimées dans le monde poursuivent de riches et puissantes luttes de classes : la révolution cubaine, la grève générale belge de 1960-1961, la poursuite de la guerre révolutionnaire en Algérie, la grève générale des mineurs français en mars-avril 1963, la renaissance politique du prolétariat espagnol, la maturation d'une nouvelle situation révolutionnaire en Grèce, les mouvements grévistes de grande ampleur du prolétariat en Allemagne occidentale, l'importante grève des marins britanniques, les puissants mouvements étudiants commençant en 1960 au Japon, avec celui que la Zengakuren impulsua contre l'intégration de ce pays dans le système militaire des Etats-Unis en Asie — sans oublier évidemment l'extraordinaire guerre révolutionnaire que les peuples d'Indochine mènent. Aux Etats-Unis mêmes, l'énorme puissance du prolétariat n'a pas été ébranlée. Malgré son absence d'expression politique indépendante, elle se dresse comme un fantastique obstacle à la réalisation par l'impérialisme américain de ses tâches contre-révolutionnaires mondiales et contre son exigence d'hégémonie mondiale. Si le prolétariat américain ne se lève pas contre la guerre contre-révolutionnaire au Vietnam, il n'accepte pas d'en faire les frais, et bien moins encore de faire ceux de la préparation à la guerre contre la

Chine. Au cours de ces années 1960, la lutte des Noirs se développe. Cette énumération qui n'est pas exhaustive a surtout l'inconvénient d'être une énumération. Elle ne rend donc pas compte de l'unité objective de toutes ces luttes de classe.

Les masses engageaient ces combats et, en même temps, l'impérialisme US frappait : coup d'Etat au Brésil et dans plusieurs pays d'Amérique latine, intervention des « marines » à Saint-Domingue, coups d'Etat aux Philippines, en Grèce. Mais, même en Amérique latine, il ne parvenait qu'à stabiliser très relativement la situation : la grève et les véritables batailles de rue à Cordoba amorçaient le développement d'une situation révolution-

naire en Argentine. Une situation révolutionnaire se préparait également au Chili, en Bolivie, au Pérou, etc.

La tension que l'impérialisme américain imposait effrayait les impérialismes européens, dont de Gaulle exprimait l'angoisse. Elle obligeait la bureaucratie du Kremlin à ériger le mur de Berlin pour arrêter l'hémorragie humaine en Allemagne de l'Est. Elle provoquait la chute de Khrouchtchev sans que les nouveaux dirigeants du Kremlin soient capables de modifier profondément son orientation. Elle amenait une crise terrible de la bureaucratie chinoise et obligeait Mao Tsé-toung à organiser la « révolution culturelle ».

le révisionnisme s'adapte aux conditions du moment

L'objet de cet article n'est pas de procéder à une analyse du développement de la lutte des classes et des rapports mondiaux au cours des années 1958-1968. Ces quelques éléments aideront seulement à comprendre la politique du « Secrétariat international » et, à partir de 1963, du « Secrétariat unifié ». Tout au long de ces dix années, les formes étant adaptées à la situation mondiale, le révisionnisme domine la politique du « Secrétariat unifié ». Malgré les coups de chapeau à telle ou telle lutte — ou des formules sans conséquence pratique comme celle-ci : « La classe ouvrière de l'Europe occidentale a pourtant conservé son potentiel de résistance et de combativité » —, toute la politique du « Secrétariat unifié » est axée en fonction d'une prétendue passivité du prolétariat de « la zone des pays capitalistes évolués ». Les résolutions ou thèses caviardées du « Secrétariat unifié » demandent toujours à être décryptées. Mais à un moment ou à un autre, la position qui est à la base de la pratique politique du « Secrétariat unifié » finit toujours par être exprimée.

Ainsi lit-on dans les thèses du « II^e Congrès depuis la réunification » (« VIII^e Congrès mondial de la Qua-

trième Internationale » — 5-12 décembre 1965) :

« Même en France, où le régime gaulliste semble stable (*notons que cela est écrit plus de deux ans et demi après la grève des mineurs de mars-avril 1963, deux ans et demi avant la grève générale française de mai-juin 1968 — S.J.*), cette stabilité est liée en grande partie à la vie de son chef et la bourgeoisie elle-même doute de la possibilité de maintenir ce régime, du moins sous sa forme actuelle, quand de Gaulle aura disparu.

C'est que la réalisation de l'*« Etat fort »* présuppose une grave défaite de la classe ouvrière et que cette défaite ne s'est produite nulle part ailleurs dans ces dernières années. C'est que la prospérité capitaliste elle-même a un effet contradictoire dialectique sur le comportement du prolétariat en Europe occidentale : si elle rend évidemment moins aiguë la conscience de la nécessité du renversement révolutionnaire du capitalisme, elle crée, notamment grâce au déclin du chômage, des conditions propices à l'éclatement de luttes économiques qui, surtout dans les pays où l'intégration des syndicats dans l'Etat bourgeois (*dans quels pays*

d'Europe occidentale ont-ils été intégrés à l'Etat bourgeois, ce qui signifierait leur destruction ? — S.J.) avait été préalablement institutionnalisée, peuvent s'avérer le point de départ d'une véritable reprise ouvrière. C'est que le boom continual des dernières années a rendu moins urgente l'instauration de l'Etat fort. C'est que le prolétariat européen, même dans les pays où il subit des tendances à l'apathie politique, reste farouchement attaché à la défense de ses droits économiques et de ses syndicats et que l'Etat fort nécessite non seulement une dépolitisation avancée du prolétariat mais encore la castration du mouvement syndical. »

L'écho des « théories » sur le nouveau stade où serait parvenu le mode de production capitaliste, le « néo-capitalisme », sur la gigantesque impulsion qu'il aurait donnée au développement des forces productives, se fait entendre ici. Il en résulte que les luttes engagées par le prolétariat sont des « luttes économiques ». Ce qui est à l'ordre du jour, ce sont des réformes. D'ailleurs, lit-on encore :

Pour « le capitalisme de monopole dans une période de prospérité (...), il s'agit plutôt d'émasculer ses organisations (au prolétariat) en les intégrant plus profondément dans le régime et de le corrompre par un niveau de vie plus élevé, lié à des moyens d'action puissants mis en œuvre en vue de le dépolitisier ».

Aucune analyse concrète de la grève générale belge, de la grève des mineurs français, de tous ces mouvements à caractère politique, mais qui se sont heurtés à la politique des appareils. Il est vrai qu'il faudrait évoquer la politique de Germain-Mandel, à la traîne de celle de l'aile centriste de Renard en Belgique, ou encore les affirmations des pablistes en France, niant que la grève des mineurs français ait posé la question de la grève générale contre le régime. Par contre, en conclusion du préambule à la résolution « L'évolution du capitalisme en Europe occidentale et les tâches des marxistes révolutionnaires » (pas même de la Quatrième Internationale, et ce n'est

pas par hasard), dont sont extraites les citations qui viennent d'être faites, il est écrit :

« Les marxistes révolutionnaires ont le devoir d'adapter leur programme de transition aux nécessités et possibilités précises de cette phase, dans laquelle la possibilité périodique de renverser le régime capitaliste reste donnée, à la fois par les contradictions non résolues de la société bourgeoise et par le potentiel de combat intact du prolétariat dans la plupart des pays. »

Le ciselage de cette phrase est admirable. Tout y est : la possibilité périodique (admirons, admirons) de renverser le régime capitaliste (ah ! mais) ; les contradictions non résolues de la société bourgeoise (quelles sont celles qui ont été résolues ?) ; le potentiel intact du prolétariat (ce qui, en l'occurrence, ne veut rien dire). La clé est cependant : « adapter leur programme de transition aux nécessités et possibilités précises de cette phase », celle du « néo-capitalisme », d'un « essor sans exemple des forces productives ». Il faut donc réviser le programme sur lequel la Quatrième Internationale a été fondée. Le « Secrétariat unifié » tend la main à tous ceux qui estiment que le « vieux » programme de la révolution prolétarienne est dépassé, qu'il faut substituer aux « revendications quantitatives » des « revendications qualitatives ». Toute la conclusion de la résolution est fondée sur la constitution de groupes centristes (ou caractérisés comme tels). Le reste n'est que verbiage et habillage utilisant des formules complètement abstraites et vidées de tout contenu.

UN NOUVEAU SUBSTITUT : « L'AIDE A LA REVOLUTION VIETNAMIENNE »

Au « II^e congrès depuis la réunification », en décembre 1965, les élucubrations de Khrouchtchev sur la victoire inéluctable de l'URSS dans la compétition pacifique économique avec l'impérialisme, assaisonnées de restrictions d'une sauce pseudo-trotskyste, ne peuvent déjà plus être

reprises. Par contre « le conflit sino-soviétique et la crise du mouvement communiste international » restent une des principales nourritures de ce deuxième congrès, bien que l'appel très significatif du premier soit resté sans écho :

« Dans le cadre du mouvement communiste international, la Quatrième Internationale (...) soutient la nécessité d'une conférence internationale du mouvement communiste, qui soit préparée par une large discussion démocratique avec la participation de toutes les tendances marxistes révolutionnaires. La Quatrième Internationale doit avoir le droit de participer à une telle conférence. »

Comme une tradition désormais bien établie du « Secrétariat international » devenu « Secrétariat unifié » l'exige dans ce cas, le rapport se livre à un décompte des positions « négatives et positives » du Kremlin et de Pékin, et distribue bons et mauvais points. Mais cette fois, il est souligné que « le conflit idéologique sino-soviétique, en s'étendant aux relations entre Etats, affaiblit le Vietnam ». Or la résolution politique affirme :

« La tâche immédiate la plus urgente des marxistes révolutionnaires est de stimuler à l'échelle mondiale la lutte contre l'agression impérialiste pour l'aide à la révolution vietnamienne. »

Cette tâche est subdivisée : mobilisation des masses par des actions de front unique aussi larges que possible, aide matérielle et médicale pour la révolution vietnamienne, propagation inlassable et explication de cette vérité fondamentale que le moyen le plus efficace d'affaiblir l'agression impérialiste au Vietnam est l'intensification des luttes révolutionnaires dans d'autres pays. Pourtant, l'essentiel se trouve au point b. Il y est proposé de « propager inlassablement la nécessité d'un front unique anti-impérialiste à l'échelle internationale » :

« Pareil front unique devrait réunir tous les Etats ouvriers au niveau gouvernemental, quelles que soient les divergences à d'autres niveaux. Il devrait s'y associer toutes les grandes organisations ouvrières du monde



Assassiné par le PCV

Le camarade Ta-Tu-Thau, fondateur de la Quatrième Internationale au Vietnam, a milité dans les rangs du trotskisme depuis 1932. A cette date, il crée à Saigon un organe de front unique avec la majorité de la fédération du PC, « La Lutte ».

Condamné à deux ans de prison en 1937 pour son article « Front populaire de trahison », le prestige de dirigeant révolutionnaire de Thau grandit dans le pays. Thau et les trotskystes, seuls, votent en 1939 — au conseil municipal de Saigon où ils ont été élus — contre les crédits et les impôts nouveaux pour la « défense nationale ». Et, le 30 avril 1939, aux élections au Conseil colonial de Cochinchine, Ta-Tu-Thau et Tran-Van-Trach sont triomphalement réélus avec 80 % des voix.

Déporté au bagne japonais de Poulo-Condor pendant la guerre, Thau reprend sa place de dirigeant trotskiste dans son pays dès fin 1944. Avec plusieurs autres camarades, il est assassiné en février 1946 sur ordre du stalinien Duong Bach Mai, alors qu'il se rendait à Hanoi pour s'entretenir avec le Vietminh.

Le 15 octobre 1972, alors que des milliers de jeunes défilent à Paris contre l'impérialisme américain et sa sale guerre contre-révolutionnaire, le cortège de l'AJS porte fièrement des badges et des banderoles à l'effigie de Ta-Tu-Thau.

Alain Krivine, dirigeant de la LCR, commentera : « Ceux qui invoquent Ta-Tu-Thau dans une manifestation unitaire de solidarité avec l'Indochine sont des diviseurs. Ta-Tu-Thau n'a rien à faire dans cette manifestation. »

capitaliste, dont le mouvement révolutionnaire des pays coloniaux et semi-coloniaux, autour d'un seul objectif central : opposition à l'agression impérialiste au Vietnam et mobilisation de l'aide militaire et matérielle efficace pour la République démocratique du Vietnam. »

Un éditorial daté du 27 avril 1966 et que publie « Quatrième Internationale » en juin 1966 fournit la preuve que le reste n'est là que pour faire passer cette proposition :

« Il reste clair que le cours adopté par l'impérialisme américain et qui implique, nous l'avons dit, le danger que l'engrenage édifié n'aboutisse à la guerre généralisée ne pourra être bloqué et renversé qu'à condition que les Etats ouvriers, et en premier lieu l'Union soviétique et la Chine, s'engagent à fond dans la lutte, en faisant entendre à l'impérialisme que, s'il veut persister dans son aventure, il aura à faire face au front anti-impérialiste dans son ensemble.

Nous ne minimisons pas l'effet d'une mobilisation des masses dans les différents pays du monde et surtout pas l'activité de l'opposition à l'intérieur des USA. S'il y a actuellement une certaine crise et un certain désarroi, y compris dans les milieux dirigeants américains, les manifestations qui se sont déroulées aux Etats-Unis au cours de ces derniers mois y ont contribué dans une mesure importante ; et il n'y a pas de doute qu'au fur et à mesure que Johnson et le Pentagone s'engagent plus à fond au Vietnam, le sentiment de malaise de l'opposition et la révolte s'accroîtront parallèlement. Toutefois, étant donné les rapports de force actuels, le facteur décisif, en dernière analyse, sera l'attitude des Etats ouvriers et notamment de l'Union soviétique. »

Sans Pablo, c'est du pablisme, et du plus pur. Les « forces matérielles et techniques » dont dispose particulièrement la bureaucratie du Kremlin sont déterminantes dans la lutte contre l'impérialisme. La lutte de classe du prolétariat n'est que secondaire. Elle se surajoute à ces forces matérielles et techniques. Le peuple vietnamien doit attendre son salut de l'action des

bureaucrates contre-révolutionnaires s'unissant dans un « front unique anti-impérialiste ». L'*« avant-garde révolutionnaire »* adresse une supplique aux bureaucraties contre-révolutionnaires. Notons au passage que, comme c'est le cas le plus souvent, l'URSS n'est plus caractérisée comme Etat ouvrier dégénéré, et la Chine comme Etat ouvrier bureaucratique.

L'aide militaire au Vietnam était extrêmement importante mais elle était de toute façon à double tranchant. Le Vietnam entrait comme une composante dans le jeu diplomatique du Kremlin et de Pékin. La suite l'a prouvé, si cela était nécessaire. Le peuple vietnamien devait avant tout compter sur sa détermination et les luttes de classe du prolétariat mondial. Et en effet, c'est à la suite de la grève générale française de mai-juin 1968, du nouvel essor de la révolution politique en Tchécoslovaquie en 1968, de l'ensemble des rapports entre les classes à l'échelle mondiale, incluant le refus de la classe ouvrière américaine de subir les conséquences de la guerre du Vietnam, c'est à partir de cette nouvelle période de la révolution prolétarienne ouverte en 1968, incluant l'héroïsme du peuple vietnamien, que l'impérialisme US a été contraint de modifier sa stratégie politique mondiale et de réajuster son intervention au Vietnam. Et c'est avec la complicité des bureaucraties du Kremlin et de Pékin qu'il a tenté de passer le carcan des accords de Paris au peuple vietnamien. L'*« aide au peuple vietnamien »*, ainsi comprise, « justifiait » les pires compromissions, par exemple en France avec les gaullistes : Pierre Frank, « secrétaire de la Quatrième Internationale », signait aux côtés de plusieurs d'entre eux un appel pour la collecte d'*« un milliard pour le Vietnam »*.

Le seul pays où l'*« aide au Vietnam »* n'a pas été un alibi, ce sont les Etats-Unis. Il faut le dire, dans la citadelle de l'impérialisme, le SWP a lutté avec courage et efficacité pour le *« retour des boys »*, menant une campagne de masse dont l'importance a été considérable et qui a contribué à obliger l'impérialisme US à rapatrier les 500 000 hommes débarqués au Vietnam. Ailleurs, ce fut du bluff pur

et simple, dans le style des actions bidons des staliniens, qui engagèrent pour leur part plusieurs campagnes sur le thème : « un bateau pour le Vietnam ». Par contre, aucune bataille à

l'intérieur et à l'extérieur des syndicats n'a été menée, afin que se réalise le front unique pour le boycott des transports de guerre et de la fabrication du matériel militaire destiné au Vietnam.

la « théorie » des « nouvelles avant-gardes »

C'est au cours de ces années que, cherchant en tous lieux et à toute occasion des substituts à la lutte de classe du prolétariat, à la révolution prolétarienne, à la construction de partis révolutionnaires se situant sur le programme de la Quatrième Internationale, le « Secrétariat unifié » découvrait en Algérie, dans le gouvernement Ben Bella, un « gouvernement ouvrier et paysan » — au nom de la « révolution permanente ».

SA GENÈSE...

Cette partie de la résolution « Progrès et problèmes de la révolution africaine » ouvrait toutes les portes :

« Les précisions théoriques apportées par notre mouvement sur la base de certaines expériences asiatiques et de la révolution cubaine s'avèrent pertinentes également par rapport à l'Afrique, notamment en ce qui concerne la dynamique des processus révolutionnaires, les forces motrices fondamentales, le rôle particulier des paysans pauvres et la nature des directions qui, sous l'impulsion de facteurs objectifs puissants et en jonction avec des mouvements de masse, peuvent esquisser un cours anti-impérialiste conséquent et anti-capitaliste, malgré leur empirisme, leurs déformations bureaucratiques et leur origine non prolétarienne. »

C'est encore au cours de ces années que fut « théorisé » le mythe de la « révolution arabe », concomitant à celui de la « nation arabe ». La « nation arabe » incluait toutes les

couches sociales des pays de langue arabe, confondues dans une même lutte contre l'impérialisme. Elle obscurcissait la question clé de la Palestine : une Constituante palestinienne souveraine. Elle transformait les bourgeoisies compradores en forces sociales partie prenante de la « révolution arabe ». Elle masquait le fait que vaincre l'impérialisme au Proche-Orient exige d'en finir avec l'Etat d'Israël et de renverser dans chaque pays la bourgeoisie et ce qu'il reste des classes et rapports féodaux. Une fois encore, le plomb était transformé en or, les classes et couches exploiteuses en facteurs de la « révolution arabe ». Des substituts étaient recherchés à l'organisation et à l'action du prolétariat prenant la direction de la lutte contre l'impérialisme et pour la solution dans chaque pays des problèmes nationaux et démocratiques, avançant ses propres objectifs de classe.

Et, bien entendu, les organisations petites-bourgeoises et bourgeoises s'étant « transmутées », il n'y avait pas lieu de construire des partis ouvriers révolutionnaires.

Bientôt, la recherche de substituts allait amener la majorité du « Secrétariat unifié » à soutenir la politique « foquiste » que Fidel Castro propulsait en Amérique latine. La lamentable équipée de Che Guevara en Bolivie était magnifiée. Dans toutes les réunions, d'énormes portraits du « Che » concurrençaient ceux de Lénine et de Trotsky. Le « IX^e Congrès mondial de la IV^e Internationale (III^e Congrès de la réunification) », tenu en avril 1969, théorisait cette orientation :

« La perspective fondamentale, la seule réaliste pour l'Amérique latine, est celle d'une lutte armée susceptible de durer de longues années. C'est pourquoi la préparation technique ne saurait être conçue tout simplement comme l'un des aspects du travail révolutionnaire, mais comme l'aspect fondamental à l'échelle continentale et l'un des aspects fondamentaux dans les pays où les conditions minima ne sont pas encore réunies. Il ne faut pas oublier toutefois que le succès dans une lutte armée n'est en dernière analyse possible que par une orientation politique correcte, ni ignorer que l'application d'une telle stratégie révolutionnaire implique le rassemblement préalable d'une réunion de forces organisées et politiquement homogènes. »

Et encore :

« Même dans le cas des pays où peuvent se produire préalablement de grandes mobilisations et des conflits de classes dans les villes, la guerre civile prendra des formes de lutte armée multiples dont l'axe principal sera pour toute une période la guérilla rurale ; cette spécification ayant surtout une signification géographique et militaire et n'impliquant pas nécessairement une composition exclusivement paysanne des détachements combattants (la composition paysanne même à la rigueur peut ne pas être prépondérante). Et ce sens de la lutte armée en Amérique latine signifie fondamentalement la lutte de guérillas. » (*Résolution du « IX^e Congrès mondial » sur l'Amérique latine.*)

... ET SES PREMIERES APPLICATIONS

Le « foquisme » et ses dérivés se substituaient, sous le nom de « lutte armée », à la tarte à la crème des années 1950, celle de « révolution-guerre, guerre-révolution ». Cette généralisation « grandiose » du foquisme appliquée à l'Amérique latine trouvait une bien lamentable projection en France où le « Secrétariat uniifié » soutint en mai-juin 1968 la politique de la Jeunesse communiste révolutionnaire. La JCR était née à l'occa-

sion de l'exclusion par la direction du PCF d'une grande partie des militants de l'Union des étudiants communistes et de leur éclatement ultérieur. Les militants de l'organisation française du « Secrétariat uniifié » la contrôlaient. Elle allait devenir ultérieurement la Ligue communiste et adhérer formellement au « Secrétariat uniifié ». En mai-juin 1968, la JCR se traînait politiquement à la remorque de la pratique — à la fois opportuniste et aventuriste — de tous ces mouvements gauchistes décomposés qui sont le prix à payer pour la trahison des partis ouvriers traditionnels et le révisionnisme liquidateur de la Quatrième Internationale. Dix ans plus tard, la lecture du livre de Daniel Ben Saïd et Henri Weber « Mai 1968 : une répétition générale » est réellement éclairante. Nous y renvoyons nos lecteurs. Les auteurs théorisent la trilogie « provocation, répression, mobilisation ». Ils établissent clairement les « références » et « traditions » de la JCR, et quelle a été sa pratique politique :

« C'est dans les luttes anti-impérialistes en faveur du Vietnam qu'ont mûri et se sont trempées les nouvelles avant-gardes. Pour ces luttes, en France les CVB et le CVN, en Grande-Bretagne la Vietnam Solidarity Campaign, ont fait l'expérience de l'action des masses dans un domaine qui échappait à l'hégémonie des partis traditionnels. Plus : la révolution coloniale, en même temps qu'elle modifiait le rapport des forces internationales, désacralisait les étiquettes. Pour les thèses de l'OLAS, il n'y a plus de communistes de droit divin ; on n'est plus révolutionnaire de par l'appartenance à un parti détenteur d'un label. Si le devoir de tout révolutionnaire est de faire la révolution, il n'y a plus de monopoles politiques. »

La référence à l'OLAS, au « Che », indique la méthode : le « foquisme ». Le rejet des prétenus monopoles politiques n'est qu'une façon de se rallier au « spontanéisme ». Quant aux méthodes, elles sont clairement explicitées :

« La manifestation internationale du 18 février à Berlin, réunissant un an après Bruxelles, dans la rue cette

fois, les groupes d'avant-garde pour la victoire de la révolution vietnamienne, a fait beaucoup pour hâter la préparation des formes nouvelles de lutte (...).

Les Français qui étaient présents à Berlin en revinrent initiés à la tactique de l'escalade-provocation. Il s'agit d'utiliser en alternance l'action spectaculaire d'un noyau et les grandes démonstrations légales. Par la première on provoque l'opinion et l'autorité, on attire l'attention ; par les secondes on politise de larges couches en les associant à l'action. »

Tout cela se combinait savamment à une conception, dans la ligne des « sociologues », de stratifications sociales nouvelles et du rôle de nouvelles couches sociales, qui se substitue à l'analyse marxiste :

« Ceux qui ne comprennent pas aujourd'hui le rôle du mouvement étudiant ne veulent pas comprendre ou admettre ce fait fondamental que la force principale de l'homme sera sa force intellectuellement créatrice (...).

A la mutation qualitative du milieu étudiant qui en fait une force sociale avec laquelle il faudra compter, s'ajoute le contexte politique, qui lui donne une place privilégiée. »

Armée de tous ces considérants, la JCR s'intégrait à la « commune étudiante », à la « révolution de Mai ». Pierre Frank venait saluer à la Sorbonne le « premier territoire socialiste libéré ».

La « théorie des nouvelles avant-gardes » avait donc, bien avant d'être adoptée formellement par la majorité du « Secrétariat unifié », ses lettres de noblesse — si l'on peut dire — et de lointaines origines. Le « foquisme » en est une des plus pures expressions. D'ailleurs les prémisses n'en étaient-elles pas contenues dans le point 13 des « bases théoriques et politiques de la réunification » ?

« Sur le chemin d'une révolution commencée par de simples revendications démocratiques et se terminant par la destruction des rapports de propriété capitalistes, l'organisation de la guérilla menée par des paysans sans terre et des forces semi-

prolétariennes, sous une direction qui se trouve engagée à poursuivre la révolution jusqu'à son terme, peut jouer un rôle décisif pour miner le pouvoir colonial ou semi-colonial et précipiter sa chute. C'est là une des leçons principales à tirer de l'expérience de l'après-guerre. Cette leçon doit être consciemment incorporée à la stratégie de construction des partis marxistes révolutionnaires dans les pays coloniaux. »

On est en droit de poser la question.

LE CONTENU DE LA « THEORIE » DES « NOUVELLES AVANT-GARDES »

Mais c'est justement à partir de ce « IX^e Congrès mondial (III^e Congrès de la réunification) », des textes sur « la lutte armée », que le « Secrétariat unifié » se divise en une majorité et une minorité : la « Tendance majoritaire internationale » (TMI) et la « Tendance Lénine-Trotsky » (TLT). Toutes ces questions théoriques et politiques font naître, entre le « IX^e Congrès » et le « X^e Congrès » (décembre 1973), et après celuici jusqu'en 1977, de profondes divergences entre la « TMI » et la « TLT ».

Au X^e Congrès, la « Tendance majoritaire internationale » réaffirmait la stratégie de la lutte armée. Dans un des textes de la « TMI » de décembre 1973, on lit :

« Aucune stratégie de conquête du pouvoir n'est par ailleurs possible, si les masses laborieuses ne sont pas de même convaincues de la nécessité de la lutte armée. »

Cette conviction est censée devoir leur venir « des expériences et escarmouches nécessaires à ce propos ». Et il faut leur faire faire ces expériences :

« Ne pas se contenter de propagande générale et abstraite, mais entreprendre les premières expériences pilotes, engager les premières actions soigneusement calculées pour l'effet qu'elles peuvent avoir dans le sens d'accentuer la combativité des masses et leur volonté et capacité de

s'armer elles-mêmes. L'organisation marxiste révolutionnaire doit s'engager dans cette voie dès qu'elle a dépassé un seuil commun d'accumulation des cadres. »

On lisait encore :

« Lorsque l'exacerbation de la lutte des classes a abouti à une victoire temporaire de la dictature militaire, que l'expérience a démontré aux masses que la lutte efficace contre cette dictature par des moyens syndicaux, semi-légaux, est totalement insuffisante, il est parfaitement légitime de prolonger la résistance contre la dictature sous forme de guérilla. C'est ce qui est arrivé après l'établissement de la dictature de Batista à Cuba, après l'établissement de la dictature de Barrientos en Bolivie, après le coup d'Etat militaire au Brésil. C'est ce qui se produit au Chili. »

On comprend que la direction du SWP, directement au fait des résultats de la « guérilla » en Amérique latine, venant de voir comment la bourgeoisie américaine avait liquidé les « Black Panthers », organisation noire sur la ligne de la « guérilla », n'ait pas marqué un enthousiasme délirant devant cette nouvelle panacée théorique et politique. D'autant que l'application de cette ligne n'était pas à l'usage exclusif des pays d'Amérique latine ou arriérés en général.

La direction du SWP mit donc durement les choses au point, et montra sur quoi et sur qui les théoriciens de la « lutte armée » et du foquisme en Amérique latine s'appuyaient :

« La majorité du Secrétariat uniifié, les camarades Germain et Maitan en tête, se sont mis à la traîne des mouvements de guérilla en Amérique latine.

Pour démontrer cela, revoyons les faits concernant les positions politiques du PRT (Combatiente). La direction de cette organisation proclame ouvertement sa dette envers Che Guevara, principale source de son idéologie. Elle proclame également sa dette envers Mao, Ho Chi Minh, le général Giap et Kim Il Sung. Elle reconnaît avec certaines réticences que Trotsky doit également être considéré comme un révolutionnaire.

Le PRT (Combatiente) considère qu'il appartient au camp des Partis communistes albanais, chinois, coréen du Nord et vietnamien du Nord. Il considère le Parti communiste cubain comme un modèle, il suit sa politique. Pour ce qui est de la Quatrième Internationale, le PRT (Combatiente) consent à admettre qu'elle n'a pas fait totalement faille, mais il maintient que la Quatrième Internationale ne peut être réhabilitée en tant que force révolutionnaire. Il serait possible que, dans une Cinquième Internationale, ce qui peut être sauvé de la Quatrième Internationale puisse trouver sa place à côté des véritables partis révolutionnaires dépendant des gouvernements albanais, chinois, nord-coréen, nord-vietnamien et cubain.

Pour juger la direction politique que prend le PRT, il suffit de rappeler qu'il a suivi le Parti communiste cubain dans son approbation de l'invasion de la Tchécoslovaquie par le Kremlin.

Il est absolument évident d'après son programme que le PRT (Combatiente) n'est pas une organisation trotskyste. Pourtant le IX^e Congrès mondial l'a reconnu comme une section de la Quatrième Internationale. Comment expliquer cette erreur ?

Premièrement les délégués au Congrès ne savaient pas que le PRT (Combatiente) avait cette orientation-là. Ce n'était pas la faute du PRT (Combatiente), qui en avait fait état dans une brochure intitulée « El Unico Camino Hasta el Poder Obrero y el Socialismo » (Le seul chemin vers le pouvoir des travailleurs et le socialisme). Ce texte a été entièrement traduit en anglais et on le trouve dans le « bulletin d'information » n° 4, octobre 1972.

Un exemplaire de cette brochure avait été amené au Congrès mondial par un membre du PRT (Verdad), et quelques-uns des délégués ont eu la possibilité d'y jeter un coup d'œil entre les séances. Cependant, les représentants de la majorité du Secrétariat uniifié ont assuré le Congrès que le document ne présentait que les vues personnelles des trois auteurs, Carlos Ramirez, Sergio Domesq et Juan Candela, à un moment donné, qu'il ne représentait pas les positions

de l'organisation, qui était sur la ligne du programme de l'Internationale. Par conséquent, pour choisir entre les affirmations de Verdad et celles de El Combatiente (les deux fractions du PRT), les délégués du IX^e Congrès n'ont pas utilisé de critères politiques, mais uniquement numériques (pour autant qu'il pût être déterminé à ce moment-là des critères de cet ordre) pour savoir qui avait la majorité dans la section.

C'est comme cela qu'une organisation non trotskiste en Amérique latine est devenue la section officielle de la Quatrième Internationale. »

ETENDUE DES DIVERGENCES AU SEIN DU « SECRETARIAT UNIFIÉ »

La ligne de la « lutte armée » devait avoir une application ridicule en France au cours de l'année 1973. Après mai-juin 1968, la Jeunesse communiste révolutionnaire dissoute devenait la Ligue communiste et adhérait officiellement au Secrétariat unifié dont elle constituait l'un des plus beaux fleurons. Se souvenant de la tradition de la JCR, les dirigeants de la LC ont voulu, le 21 juin 1973, mettre en pratique le fameux cycle « provocation, répression, mobilisation » et se lancer dans la « lutte armée » : sous prétexte d'empêcher que se tienne un meeting du groupuscule fasciste Ordre nouveau, elle engagea le combat contre la police qui le protégeait. Ce fut une excellente occasion fournie au gouvernement : il put exercer la répression, dissoudre la LC, procéder à des perquisitions et à des arrestations.

La direction du SWP n'eut pas de mal à situer l'« action » du 21 juin 1973 de la Ligue communiste comme une application lamentable de la ligne de la « lutte armée ».

Les divergences s'étendirent à la caractérisation du Parti communiste vietnamien, au contenu et à la signification des accords de Paris en janvier 1973. Elles portèrent bientôt sur l'appréciation de la situation européenne. Le fait incontestable que, en

Europe, se prépare une vague révolutionnaire sans exemple dans le passé aboutissait de la part des dirigeants du « Secrétariat unifié » à une politique présentée selon le style redondant de Pablo, couverture au renoncement à construire des partis de la Quatrième Internationale. Marie Alice Waters, membre de la direction nationale du SWP, écrit :

« Dans son rapport au CEI de décembre 1972, le camarade Ernest expliqua qu'il nous restait un laps de temps limité (trois à six ans) pendant lequel il nous fallait regrouper l'avant-garde comme force de frappe importante au sein du mouvement ouvrier pour diriger les masses dans un affrontement général avec le capitalisme qui aurait la possibilité d'être victorieux. »

Cet avertissement se retrouve dans tout le texte. « Batailles décisives », « affrontement général », « révolution socialiste à l'ordre du jour », « défaite terrible à l'échelle historique », ces termes ne peuvent que signifier que dans les prochaines années le prolétariat européen sera confronté à une situation de prise de pouvoir ou de défaite semblable à celle de la période de l'entre-deux-guerres (fin 1920-début 1930). Est-ce une prédiction prophétique ou la projection d'un espoir ? »

A juste titre, Marie Alice Waters poursuivait :

« Prédir qu'au plus tard en 1978 cet affrontement entre les classes aura déjà eu lieu dans toute l'Europe, cela condamne notre mouvement et par là même notre activité à une perspective déroutante et dangereusement fausse. Cette perspective n'est pas moins erronée que celle de la « guerre à venir » du III^e Congrès. Elle n'est pas moins fausse et déroutante que celle du dernier congrès quant à l'exclusion de la possibilité de luttes urbaines en Amérique latine due à la répression écrasante de la classe dominante indigène et impérialiste. »

Cette vue apocalyptique, style Pablo, n'était encore une fois qu'une façon de brouiller les cartes : l'analyse portait exclusivement sur l'« Europe capitaliste », et excluait, selon la divi-

sion du monde en « secteurs », l'Allemagne orientale et l'Europe de l'Est. Une fois encore, ce qui est une des caractéristiques de la nouvelle période de la révolution prolétarienne, l'unité de la révolution sociale et de la révolution politique qui fusionnent en Europe, était escamoté. Sans doute au nom de la défense de l'URSS et des nouveaux rapports de production en Europe de l'Est, pour la majorité du « Secrétariat unifié », l'« Europe » s'arrête sur l'Elbe, il y a « deux Allemagnes »... Pour elle, la portée du mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe s'arrête à la frontière des « deux Allemagnes ». La lutte pour l'unité inconditionnelle de l'Allemagne, du peuple et du prolétariat allemands est un des plus puissants leviers de la révolution sociale et de la révolution politique en Europe. Mais la majorité du « Secrétariat unifié » brise ce levier. Elle exclut cette lutte. D'ailleurs, comme une peau de chagrin, la dimension de la révolution en Europe va se réduire de plus en plus, jusqu'à se limiter aux « pays latins ».

Mais en outre et surtout, cette analyse n'était que prétexte, au nom de « la révolution qui vient », pour tendre la main et s'aligner sur les prétendues « nouvelles avant-gardes ». Ainsi, en France, la majorité du « Secrétariat unifié » et la direction de la LCR cautionnent-elles l'« Union de la gauche », pour laquelle elles appellent, en compagnie de leurs alliés des « nouvelles avant-gardes » à voter au 2^e tour, en prétendant que la présence des radicaux de gauche n'a aucune sorte d'importance. Après avoir nié que, à partir du 25 avril, une révolution prolétarienne se soit développée au Portugal, la majorité du « Secrétariat unifié », au nom des « nouvelles avant-gardes », s'aligne sur la politique conjointe des groupes gauchistes et du Parti communiste portugais qui soutiennent le gouvernement Gonzalves et le MFA contre les masses et le PS, et tentent de passer au prolétariat « une camisole militaire peinte en rouge ». L'organisation de Livio Maïtan, membre éminent du « Secrétariat unifié », aux élections de juin 1976 en Italie, soutient les listes de « Democrazia Proletaria » dont le programme se prononce pour la constitution d'un « gouvernement de gauche » comprenant les partis ouvriers et les forma-

tions bourgeois de « gauche » ayant rompu avec la Démocratie chrétienne, c'est-à-dire pour une sorte de front populaire. Aux élections législatives de 1978 encore, la LCR constituera un front électoral avec les groupes gauchistes partisans de l'Union de la gauche.

Le révisionnisme devait encore procéder, en fonction des événements, à de nouveaux réajustements en ce qui concerne le stalinisme. Une analyse particulière devrait être réservée aux prises de position de la « Tendance majoritaire internationale » depuis le processus de révolution politique qui s'est développé en Tchécoslovaquie en 1968. Il suffira de rappeler quelques aspects significatifs de ces prises de position. Le noeud de la « crise du stalinisme » se trouve, selon la « TMI » du « Secrétariat unifié », dans le fait suivant :

« La faillite de la bureaucratie sur le plan idéologique est beaucoup plus nette que son échec — seulement partiel — sur le plan économique. La bureaucratie a été incapable de substituer au stalinisme (*qui est par conséquent une idéologie, ou mieux, une doctrine* — S.J.) une doctrine tant soit peu cohérente. Elle a même été incapable de se réapproprier sa propre histoire (...). La faillite idéologique de la bureaucratie s'exprime également dans la crise croissante au sein du « camp socialiste » et du mouvement communiste international (*on y revient*). Cette crise est déterminée, en dernière analyse (*sic*), par des oppositions d'intérêts entre des bureaucraties nationales et reflète des rapports différents entre ces bureaucraties et l'imperialisme (*on est matérialiste ou on ne l'est pas* — S.J.). Mais l'impuissance de la bureaucratie, surtout de la bureaucratie soviétique, à élaborer un semblant de doctrine acceptable pour l'ensemble des Etats ouvriers, tant en ce qui concerne les rapports avec l'imperialisme qu'en ce qui concerne les voies de construction de l'économie et de la société socialistes, stimule incontestablement les tendances centrifuges au sein du camp. » (*La nouvelle montée de la révolution mondiale* — thèses adoptées par le « IX^e Congrès mondial »).

Faut-il commenter ? S'il s'agit d'un « conflit idéologique », il n'y a plus qu'à participer au débat du « mouvement communiste international ». Si le lien qui unit les partis communistes au Kremlin (le stalinisme) est idéologi-

que (l'idéologie stalinienne), alors la faillite idéologique de la bureaucratie, « surtout de la bureaucratie soviétique », autorise tous les espoirs et explique en tout cas l'« euro-communisme ».

une interview significative

La conclusion la plus extrême de la politique des « nouvelles avant-gardes », de la conception selon laquelle la crise du stalinisme serait une crise idéologique, a été donnée par Ernest Mandel dans une interview qu'il a accordée à « Politique Hebdo », datée du 16 juin 1976 et publiée dans le numéro 10 de ce journal :

Mandel y estimait que désormais :

« La crise est si profonde qu'il faut se préparer à des années d'affrontements révolutionnaires et non au grand soir pour le prochain semestre. »

Mais on abordait l'important de l'interview. La question posée par « Politique Hebdo » était :

« La disproportion n'est-elle pas terrifiante entre les enjeux que tu décris (la perspective de la révolution en Europe ou au contraire une défaite écrasante du prolétariat) et l'état du mouvement révolutionnaire ? Qu'est-ce que la goutte d'eau de la Quatrième Internationale dans l'océan impérialiste ? »

La suite exigeait que Mandel prolonge les délais — initialement prévus à quatre ou cinq ans — à « des années d'affrontements ». Il dit :

« Au cours de cette longue période d'amples contradictions vont se développer au sein des partis réformistes, liées à l'échec probable de leurs expériences de collaboration de classes. »

Notons qu'il s'agit d'« expériences (sic) de collaboration de classes », et non d'une tentative délibérée de faire refluer le prolétariat et de le vaincre. De plus, leur « échec » est (seulement) « probable ».

« Ces contradictions accorderont aux révolutionnaires la possibilité de modifier le rapport des forces. A condition d'adopter une position tactique et stratégique cohérente. Donc d'en discuter à fond. »

Mandel opère une glissade : sans répondre directement à la question posée : « La Quatrième Internationale est une goutte d'eau dans l'océan », il se met sur le même plan que l'interviewer de « Politique Hebdo » : « La Quatrième Internationale ce n'est pas grand-chose, sinon rien. » Le voilà donc de plain-pied sur le terrain des « nouvelles avant-gardes », de l'« unité des révolutionnaires ». Les véritables questions et surtout réponses commencent.

PAR-DESSUS BORD, LA « ROUTINE HISTORIQUE » !...

« P.H. : Il ne semble pas qu'en France cette discussion avance à pas de géants.

E. Mandel : Il y a interaction entre le débat et la situation politique. Un déblocage du mouvement de masse remet en route la confrontation. Regardons ce qui se développe en Italie. Jusqu'en juin dernier, les échanges semblaient gelés. Et voici qu'à présent entre ces groupes que nous appelons « centristes », il s'épanouissent et révèlent une richesse incontestable. »

D'ores et déjà nous sommes fixés. Ce que Mandel appelle un « déblocage du mouvement des masses », ce sont

les élections italiennes. Le cadre du débat est celui que délimitait la participation aux listes « *Democratia Proletaria* » ou leur soutien. Son contenu, un « gouvernement de gauche » et un « programme » même pas qualifiable de réformiste. Mandel exulte : « des échanges d'une richesse incontestable ». L'auteur du « Troisième Age du capitalisme » propose comme écus d'or une grossière fausse monnaie.

Mandel poursuit :

« Il en va de même en Espagne où l'on croyait que l'extrême-gauche se repliait vers le PCE : depuis Vitoria, un tableau différent se dégage et c'est le PC qui semble éprouver des difficultés internes. Une situation bloquée sur le terrain ne peut pas être, sauf à sombrer dans l'idéalisme, débloquée par des mots. »

Arrêtons-nous un moment sur cette dernière phrase. De quels « mots » s'agit-il ? Tout simplement des axes et perspectives politiques, incluant la question « quel gouvernement ? », la question du programme... Des mots, des mots, dit Mandel, qui, n'étant pas idéaliste, en appelle à l'action. Quelle action ?

« En France, vous vivez non pas la paralysie de l'extrême-gauche, mais celle du mouvement des masses. Il faut guetter son expansion, le passage de luttes économiques dans l'attente de la victoire de la gauche à un palier supérieur, la dialectique entre la mobilisation populaire (immédiate comme en 36 ou plus lente) et le pouvoir de l'Etat. »

Ainsi la responsabilité de l'immobilisme de l'« extrême-gauche » en France incombe aux masses qui sont paralysées. Fort heureusement, il y a l'« Union de la gauche » qui ouvre une perspective politique aux masses et va les aiguillonner en remportant la victoire sur le plan électoral. Mandel a enfin découvert le secret du passage de luttes purement économiques à un palier supérieur, la lutte politique.

Mais ce n'était encore que marche d'approche. Voici la partie essentielle de l'interview :

« P.H : Plus d'un se demande si l'existence de la Quatrième Internationale n'est pas un obstacle à cette

confrontation. On lui reproche de reproduire des modèles anciens et excessivement centralisateurs, hérités du Komintern. Et plus encore d'introduire des clivages qui desservent l'internationalisme au lieu de le promouvoir : la LCR française, par exemple, n'est-elle pas plus proche du PDUP ou d'*Avanguardia Operaia* que du SWP américain, chef de file de la minorité du SU ?

E. Mandel : L'existence de notre organisation n'est pas le produit d'une routine historique ou d'une référence au passé, et le véritable débat ne porte pas sur l'étiquette, le cadre organisationnel, les statuts et les comportements humains, ou la référence à un barbu nommé Léon Trotsky. Ce dont il s'agit, c'est de la stratégie et de la tactique du *Programme de transition*, du front unique, de l'attitude envers les syndicats et les partis réformistes de masse. Lorsqu'au Portugal certains baptisèrent le PC social-fasciste, ou Soarès, ou les deux, inclurent le PC dans le FUR (Front unique des révolutionnaires) puis l'en exclurent, identifient des centaines de milliers de travailleurs socialistes à la bourgeoisie ou s'adaptent servilement à la direction social-démocrate, nous éprouvons le besoin de nous en distinguer, d'affirmer la capacité d'élaboration traditionnelle et nouvelle que charrie le léninisme. »

« Ce dont il s'agit c'est de la stratégie et de la tactique du Programme de transition ». Mandel nous la bâille : la stratégie, la tactique qu'il développe sont directement contradictoires au « *Programme de transition* ».

C'est celle du centrisme, du révisionnisme, du populisme, de l'adaptation aux appareils et aux gauchistes plus ou moins décomposés. Ne revenons pas en détail sur l'exemple du Portugal, que Mandel évoque, mais il est vraiment illustratif de la « stratégie et de la tactique du programme » que développe la « Tendance majoritaire internationale » du « Secrétariat uniifié ». En quoi la LCI s'est-elle « distinguée » de ses alliés du FUR ? En ce qu'elle a couru derrière tout le monde à la fois, peut-être, mais assurément pas en menant la lutte pour le front unique des organisations et partis de la

classe ouvrière. Dès lors, il y a cohérence entre la première phrase de cette partie de l'interview et celles qui suivent. La « routine historique » que Mandel évoque n'est rien de moins que la tradition du combat pour la Première, la Deuxième, la Troisième, la Quatrième Internationales. Mandel balance par-dessus bord cette « routine ». La question de « Politique Hebdo » et la réponse de Mandel sont très élaborées. « On lui reproche (à la Quatrième Internationale) de reproduire des modèles anciens et excessivement centralisateurs hérités du Komintern. » L'interviewer ne fait pas référence au Komintern dégénéré, il n'évoque pas Staline, la bureaucratie du Kremlin, il parle du « Komintern » en général, et qui ne voit pas qu'il s'agit de l'Internationale communiste de Lénine et de Trotsky ! Il s'en prend non seulement à l'« excessive centralisation » mais aux « modèles anciens », et qui ne voit pas que ces « modèles » sont ceux de la révolution russe, premier chaînon de la révolution mondiale, de l'activité pratique de l'Internationale communiste jusqu'en 1923-1924, des analyses de ses quatre premiers congrès et des perspectives qu'ils ouvrirent. Mandel estime que tout cela est de la « routine ».

« QU'IMPORTENT LES ETIQUETTES » !

La « référence au passé » ne l'intéresse pas plus. Le « passé »... peu de choses en vérité : la lutte contre la dégénérescence de la révolution russe, du Parti bolchevique, de l'IC, contre la bureaucratie du Kremlin montante ; la défense du marxisme, du bolchevisme, contre le stalinisme ; un énorme capital théorique et politique accumulé ; la continuité assurée au prix de terribles épreuves et de tragiques sacrifices — qu'importe !... Mandel jette le tout par-dessus bord. Il faut être léger, léger, pour rejoindre la « nouvelle avant-garde de masse » ! Faire référence à un « barbu nommé Trotsky », rigole le joyeux Mandel, vous n'y pensez pas !

Le « barbu » dont parle le très désinvolte Mandel a mené jusqu'à son

dernier souffle le combat contre la bureaucratie du Kremlin, contre Staline, pour la révolution prolétarienne mondiale. Il a fondé la Quatrième Internationale, élaboré son armement théorique et politique. Or justement, Mandel, reprenant l'idée esquissée à la première phrase, la complète :

« Qu'importent les étiquettes. Si nous rencontrions sur le terrain politique des forces d'accord avec notre orientation stratégique et tactique, et que rebueraient seulement (*sic*) la référence historique et l'appellation, nous nous en déferions dans les vingt-quatre heures. »

« Qu'importent les étiquettes ? Elles ont une valeur et un sens politique précis. L'IC étant définitivement passée du côté du maintien de l'ordre bourgeois à l'échelle internationale, l'« étiquette » Quatrième Internationale signifie : la bataille pour la construction de la Quatrième Internationale ; sa fondation contre la coalition des social-démocrates, des staliens, des centristes ; la continuité programmatique, politique, organisationnelle, de l'action nécessaire pour construire l'organisation indispensable à la victoire de la révolution prolétarienne. Mais « qu'importent les étiquettes » !

L'« étiquette » Quatrième Internationale est indissociable de la tradition, du programme, de la stratégie, de la tactique, de la révolution prolétarienne mondiale. Le combat pour la fonder, la construire, assumer sa continuité, donne à l'« étiquette » Quatrième Internationale, à son drapeau, une valeur programmatique. « Le cadre organisationnel, les statuts, les comportements humains », l'« étiquette », le drapeau, c'est le parti, et Trotsky nous a appris que la lutte pour le parti et celle pour le programme sont une seule et même lutte.

Ceux qui ne veulent pas de l'« étiquette » Quatrième Internationale sont les organisations, les groupes, les partis social-démocrates, staliens, centristes, populistes, gauchistes, les ennemis du programme de la Quatrième Internationale. Ce n'est ni par dichotomie de pensée, ni par aberration mentale, mais en raison d'une position politique fondamentale.

De cet interview, relevons encore :

« *Politique Hebdo* : Mais n'est-il pas singulier — vos adversaires diront révélateur — que la Quatrième Internationale ne s'avère guère opératoire sur un terrain aussi essentiel face à l'impérialisme que l'Italie ?

E. Mandel : Le cas italien est en effet quelque peu particulier : les marxistes révolutionnaires ne sont pas parvenus à s'y implanter comme la LCR en France. J'y verrais par-delà les options idéologiques, une conséquence des rapports organisationnels : nombre de ceux qui nous auraient rejoints ont préféré adhérer, par volonté d'être efficaces, à des mouvements plus puissants. »

Une fois encore Mandel met la charge devant les bœufs. C'est l'inverse. Il devrait nous expliquer pourquoi malgré — ou à cause de — plus de quinze ans d'*« entrisme sui generis »*, après avoir eu au sein du PCI de nombreux liens et une surface importante, l'organisation de Livio Maïtan a été d'échecs en échecs, de scission en scission, s'est pratiquement décomposée, et en conséquence a laissé le terrain libre à de multiples groupes, et pire encore a alimenté des réactions féroce-ment anti-trotskystes. Mais voici la suite :

« C'est là une dimension de la réflexion politique qui a fait grandement défaut à pas mal de groupes se réclamant du trotskisme. Surtout depuis 1968 nous avons compris que les projets strictement idéologiques, exclusivement politiques sont iné-
tablement morts-nés, et que tout pro-
jet politique doit être simultanément
organisationnel, s'appuyant sur des
rapports de force réels pour les modi-
fier, les incorporant dans l'analyse. »

Traduite dans un langage accessible au commun des mortels, cette phra-

séologie signifie que le programme, les perspectives politiques, la stratégie et la tactique sont subordonnés à des rapports organisationnels qui doivent en premier lieu prétendument modifier les rapports de force. En d'autres termes, il faut d'abord devenir « crédibles » sur n'importe quoi, pour devenir « une force ». Et après on verra bien ce que deviendront « les projets idéologiques et politiques ». Une sorte de « real-politique » au nom du trotskisme dont l'impératif catégorique est de tout brader au nom de la « crédibilité », du « rapport de forces ». Mandel est prêt à aller jusqu'au bout : à brader l'*« étiquette »* et le drapeau de la Quatrième Internationale.

Mandel donnait une réponse au SWP et à la « FLT » du « Secrétariat unifié » qui s'interrogeaient à propos de la « tactique de construction du parti révolutionnaire » basée sur le travail en direction de la « nouvelle avant-garde de masse ».

Le conflit qui a déchiré de 1969 à 1977 le « Secrétariat unifié » a les mêmes origines fondamentales que celui qui a disloqué la Quatrième Internationale en 1952-1953. L'application rigoureuse de la politique de la « TMI » conduit obligatoirement à la liquidation d'organisations qui, comme le SWP, restent — de façon très générale et non sans de nombreux accrocs — attachées aux principes, au programme et à la référence à la Quatrième Internationale parce que leur existence, en fonction de la place politique qu'elles occupent et de leur histoire, en dépend. L'ensemble des problèmes qui ont surgi depuis 1969 sont dans leur contenu, sinon dans leur forme, de même nature que ceux qui ont surgi entre 1950 et 1953 et que la méthode et le caractère de la « réunification », non seulement n'ont pas permis de régler, mais ont camouflés.

Charles Berg

Stéphane Just

Penser/Stock 2

FRONTS POPULAIRES D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

sommaire

Origine et « théorie » des fronts populaires.

LE FRONT POPULAIRE EN PRATIQUE : HIER

1. France : 1934-juin 1936
2. France : juin 1936-30 novembre 1938
3. Espagne . 1935-1939

LE FRONT POPULAIRE EN PRATIQUE :

AUJOURD'HUI

1. Chili : 1967-1970
2. Chili : 1970-1973
3. Fronts populaires, fascisme, front unique ouvrier
4. Union de la gauche : front populaire d'aujourd'hui
5. « Front populaire de combat » ? Non : Front unique ouvrier

Un livre partisan

Charles BERG
Stéphane JUST

fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui

Charles Berg et Stéphane Just sont membres du comité central de l'Organisation communiste internationaliste (OCI), pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Ils ont écrit ensemble Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui, un livre dont ils disent eux-mêmes dans leur introduction qu'il est « un livre partisan ».

Partisan du socialisme, partisan de la destruction de l'Etat bourgeois, partisan du front unique ouvrier et d'un gouvernement mettant en œuvre une telle politique.

« Les « fronts populaires », expliquent les auteurs, sont à l'ordre du jour lorsque se prépare une crise révolutionnaire, que la révolution prolétarienne s'avance et surgit : il en sont le contraire, sa négation. Jusqu'à présent, les fronts populaires ont toujours infligé de terribles défaites à la classe ouvrière, ou ont été la cause de ces défaites. A nouveau, ils sont à l'ordre du jour : leur aboutissement sera-t-il nécessairement de nouvelles et écrasantes défaites infligées au prolétariat ? La question doit être posée. La réponse ne peut être donnée qu'en partant d'une analyse globale, mondiale, des rapports entre les classes et à l'intérieur des classes, notamment au sein du prolétariat, du mouvement ouvrier, et de leur expression particulière dans chaque pays. »

Car, poursuivent C. Berg et S. Just dans les premières pages de leur livre, « en 1977, les rapports entre les classes et à l'intérieur des classes sont bien différents. La puissance, la densité sociale et politique de la classe ouvrière à l'échelle mondiale s'est considérablement accrue. Elle a conquis internationalement de nouvelles et extrêmement fortes positions. Elle n'a subi depuis la fin de la guerre aucune défaite comparable à celles enregistrées entre 1919 et 1938 (...). Nous sommes au tout début d'une nouvelle période de la révolution prolétarienne mondiale, dont l'ampleur et la profondeur confirmeront que l'impérialisme est le stade suprême du capitalisme, et que nous sommes à l'époque de la révolution prolétarienne mondiale. »

C'est donc à une analyse détaillée de la politique des fronts populaires — et de ses résultats en France et en Espagne dans les années 1934-1939, au Chili de 1967 à 1973 — que s'attache cet ouvrage avant de répondre à ces problèmes décisifs : front populaire, front populaire « de combat » ou front unique ouvrier ; l'Union de la gauche : front populaire d'aujourd'hui.

Il explique et propose les réponses du marxisme, sur la base de l'expérience des militants et des organisations qui, sous le drapeau de Lénine et de Trotsky, combattent contre la politique des fronts populaires, pour en finir avec l'exploitation de l'homme par l'homme, pour le socialisme.

En ce sens, c'est un ouvrage de combat pour la construction des partis révolutionnaires, pour la reconstruction de la IV^e Internationale.

Le comité de rédaction de La Vérité, organe du comité central de l'OCI, appelle donc tous ses lecteurs à acheter ce livre — qu'on peut se procurer au prix de 26 F auprès des militants de l'OCI —, à le lire, à le réfléchir, à le discuter, à l'utiliser pour le combat politique. Ainsi aura-t-il atteint son but, être une arme pour la construction de l'OCI, pour son renforcement, pour l'accomplissement des tâches qu'elle a décidées.

*Le comité de rédaction,
20 janvier 1978.*

PS : Cet appel à la lecture du livre de Charles Berg et de Stéphane Just « Fronts populaires d'hier et d'aujourd'hui » date de sa parution et fut publié dans notre n° 580. Depuis, plus de 7 000 exemplaires en ont été vendus. Avec ce numéro spécial de « La Vérité », il constitue plus que jamais une base de travail pour les cellules de l'OCI, les GER, les discussions politiques. Sa vente continue dans les mêmes conditions.

IMPERIALISMUS NEIN
IMPERIALISM NO
IMPERIALISMO NO
IMPERIALISME NON
ИМПЕРИАЛИЗМ НЕТ

STALINISMUS NEIN
STALINISH NO
STALINISHO NO
STALINISME NON
СТАЛИНИЗМ НЕТ

SOZIALISMUS JA
SOCIALISM YES
SOCIALISMO SI
SOCIALISME OUI
СОЦИАЛИЗМ ДА

E LA CLASSE OUVRIERE DE POLOGNE ET DE TCHECOSLOVAQUIE
ЗАРАБАВСТВУЕТ ПОЛЬСКИЙ И ЧЕХОСЛОВАКИЙ РАБОЧИЙ КЛASS
ONG LIVE THE WORKERS OF POLAND AND CZECHOSLOVAKIA
LEBEN DIE POLISCHEN UND TCHECOSLOVKISCHEN ARBEITER
VIVA LA CLASE OBRERA DE POLONIA Y DE CHECOSLOVACIA



pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

5.

Le Comité international de la IV^e Internationale

Le moment est venu de revenir sur les problèmes auxquels a été confronté le Comité international de la Quatrième Internationale et qu'il n'a pas résolus. Entre 1960 et 1963, la discussion à l'intérieur du Comité international s'est surtout développée entre la direction du SWP et celle de la Socialist Labour League. L'organisation française, majorité du PCI devenue ensuite l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale), était exsangue à la suite de la lutte politique qu'elle avait menée contre le pablisme, et en fait contre toutes les directions des sections de la Quatrième Internationale solidaires du Secrétariat international entre 1950 et 1953. En 1958, elle était réduite à une cinquantaine de militants. Elle était politiquement épaisse. Même en 1960-1963, son apport à la discussion ne pouvait être encore que limité.

IMPORTANCE ET LIMITES DU RÔLE DE LA SLL

C'est la direction de la SLL qui a mené la discussion et la lutte politique contre la réunification sans principes voulue par la direction du SWP en 1960-1963.

Essen, juillet 1971 : le rassemblement de la jeunesse révolutionnaire (D. R.).

La SLL partait d'un point de vue absolument juste. Dans un texte adopté par son Comité national en réponse à une résolution du Comité national du SWP des 16 et 17 juin 1962, elle souligne :

« La clarification théorique de la lutte des classes, une perspective claire qui considère la classe ouvrière comme la seule classe révolutionnaire et les pays avancés comme pivot de la révolution mondiale, peuvent seules fournir aux partis révolutionnaires les bases dont ils ont besoin pour se préparer aux prochaines luttes pour le pouvoir. Les critiques que le SWP adresse à la SLL prennent leur point

de départ dans la révolution cubaine. Une telle manière de procéder révèle une méthode erronée. Nous devons partir de la nécessité de construire des partis léninistes dans tous les pays, et, en premier lieu, de celle d'infliger des défaites au révisionnisme. »

La formule « la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire » est trop restrictive. Il eût fallu écrire que dans la lutte des classes à l'époque de l'impérialisme, de toutes les classes opprimées et exploitées, la classe ouvrière est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout et que l'hégémonie lui appartient dans la lutte contre la bourgeoisie. Mais il est parfaitement correct d'affirmer : « Nous devons partir de la nécessité de construire des partis léninistes dans tous les pays. » Ce n'est pas du mouvement objectif de la lutte des classes qu'il faut partir mais de la Quatrième Internationale, de l'action politique pour résoudre la « crise de la direction révolutionnaire », construire la Quatrième Internationale et ses partis.

Pourtant, les textes de la SLL ont finalement les mêmes faiblesses que ceux du SWP en 1953 : ils ne rendent pas compte de l'unité de la lutte des classes mondiale dans sa réalité concrète depuis la Seconde Guerre mondiale, telle qu'elle s'est brutalement manifestée en 1953. Au fond, ils adoptent la classification de la lutte mondiale des classes en trois zones. Des textes de la SLL, on peut dire qu'ils sont un moindre mal par rapport aux positions que le SWP a alors adoptées. Ils ont un caractère « conservatoire » des principes fondamentaux et du programme de la Quatrième Internationale. Mais ils ne constituent pas le réarmement théorique et politique dont la Quatrième Internationale et ses sections ont besoin.

Enfin si, en principe, le point de départ des textes de la SLL était correct, sa direction ne procéda à aucune analyse rigoureuse de la crise qui avait disloqué la Quatrième Internationale en 1952-1953, de ses causes, et des tâches qui incombaient au Comité international. Ils ne partaient pas vraiment de la place et du rôle de la Quatrième Internationale, de la nécessité de sa reconstruction, mais des besoins assez étroitement compris de la SLL à

ce moment donné. En cela encore, leur méthode ressemblait à celle que la direction du SWP utilisait en 1953.

UNE CONTRIBUTION DE L'ORGANISATION FRANÇAISE

La section française était très affaiblie mais, dans un très court texte en treize points, dès ce moment, elle mettait l'accent sur quelques aspects fondamentaux des causes de la crise de la Quatrième Internationale. Ce texte fut publié dans le bulletin de discussion « Informations internationales » au début de 1962, et adopté à la même époque, le point treize ayant fait l'objet d'une discussion particulière qui se développa ultérieurement. En voici de larges extraits :

« 2 — En 1943-1944, après la reprise des relations entre la France et la Belgique, et avec la collaboration de divers groupes européens émigrés en France, un Secrétariat européen se constitua, qui prépara une Conférence européenne (1944), puis une préconférence internationale (1946). L'une des raisons qui imposèrent la formation de ce Secrétariat européen dans des conditions où une sélection démocratique était impossible (du fait de l'illégalité), ce fut la nécessité de disposer d'un arbitre capable d'imposer la réunification des forces trotskystes, scindées en France depuis 1936, et le maintien ultérieur de cette unité. La plupart des sections ou groupes survivants, ou qui s'étaient constitués pendant la guerre, avaient à leur tête de jeunes militants (les plus anciens, à de rares exceptions près, avaient une douzaine d'années de militantisme). Le gonflement important de ces organisations qui, à cette époque, en France, en Angleterre, en Belgique, avaient regroupé plusieurs centaines de militants, plaçait leurs directions, sans expérience suffisante, devant des tâches qui dépassaient souvent leurs possibilités ; cette situation ne leur laissait aucune force disponible pour les tâches internationales, pour lesquelles ces dirigeants étaient, d'ailleurs, totalement dépourvus d'expérience.

La direction du SWP, au contraire, intacte dans ses cadres essentiels depuis près de vingt ans, et ayant à sa tête un militant du PC depuis sa fondation, apparaissait à tous comme le dépositaire principal de l'héritage de Léon Trotsky, et comme appelée à jouer un rôle déterminant dans la reconstruction du mouvement international. Une discussion approfondie des conditions dans lesquelles la direction élue en 1938 s'était désintégrée, et de la politique suivie par les divers groupes pendant la guerre, s'imposait. Une telle discussion pouvait seule permettre d'aborder ensuite, sans tomber dans le dogmatisme ou l'empirisme, ou les deux, les problèmes multiples et complexes posés par la construction de l'Internationale.

Mais la direction du SWP s'avéra complètement inapte à s'engager dans cette voie. Peu désireuse de consacrer une part importante de son capital humain aux tâches internationales, se trouvant, par suite de la situation économique et sociale des Etats-Unis, dans un isolement durable et écrasant, et peu soucieuse, au demeurant, de voir mise en discussion sa propre politique pendant la guerre, elle fut trop heureuse de pouvoir se démettre de ses responsabilités en faveur du nouveau Secrétariat international (le Secrétariat européen étant devenu Secrétariat international après la préconférence de 1946). Elle s'empressa de concilier avec celui-ci un accord tacite de soutien inconditionnel. L'une des premières conséquences désastreuses de cet accord devint visible au Deuxième Congrès mondial (1948). A ce congrès, le rapport moral du Secrétariat international, couvrant toute la période de 1938 à 1948, fut présenté et adopté sans débat, le tout en vingt minutes ! Aucune autocratie ne fut faite des analyses abstraites et irréelles de 1945-1946 qui, par exemple, niaient toute possibilité de reconstruction de l'Europe en régime capitaliste, et refusaient de reconnaître toute possibilité de croissance réelle de l'économie européenne, alors même que celle-ci était déjà en plein développement.

3 — Cependant, les diverses sections, éduquées dans l'esprit du rôle déterminant de l'Internationale, étaient beaucoup trop absorbées par leurs tâches nationales, pour lesquelles

elles avaient presque tout à apprendre, pour pouvoir elles-mêmes participer effectivement aux tâches internationales : elles étaient donc elles-mêmes toutes prêtes à se décharger de ces tâches entre les mains du Secrétariat international. Celui-ci crut pouvoir assumer, par la seule vertu du programme, des principes et de son titre, les tâches qui avaient été celles du Vieux. Il se borna en fait à des généralisations abstraites qui, tout en se situant, jusqu'en 1950-1951, dans le cadre général du marxisme, ne pouvaient suffire à armer le mouvement devant l'immensité des problèmes posés par la situation (discussion sur l'URSS, sur le « glacis » et sur le caractère de classe des « démocraties populaires » d'Europe orientale, discussion sur la révolution chinoise, etc.). Il n'en prétendait pas moins intervenir dans les problèmes tactiques de chaque section, et les régler en dernier ressort (alors que la direction de l'Internationale communiste de 1917-1922 elle-même s'efforçait, autant que possible, tout en conseillant les sections et en veillant à la sauvegarde des principes, de ne pas avoir à trancher les problèmes tactiques de chaque pays, parce qu'une telle attitude, aux yeux de Lénine et de Trotsky, aurait constitué une entrave à la maturation des directions nationales des PC). La logique même de la situation dans laquelle se trouvait le Secrétariat international l'amena bientôt à tenter de pallier le manque de capacités en se faisant octroyer des pouvoirs accrus, tout en développant des méthodes de bluff, et en masquant de plus en plus la réalité du mouvement et de ses problèmes, à laquelle il n'était pas apte à faire face, par l'édition de mythes.

Léon Trotsky se contentait d'une « Conférence internationale » en tant qu'instance suprême du mouvement, ce titre correspondant exactement au caractère de ces réunions. Au Secrétariat international, singeant l'Internationale communiste, il fallut des « congrès mondiaux » (et dont chacun, naturellement, était « la réunion la plus importante du mouvement jusqu'à ce jour »). Et le « Deuxième Congrès mondial » adopta, à la place des statuts votés en 1938, de nouveaux statuts beaucoup plus détaillés, qui renforçaient le centralisme au point de donner pratiquement tous les pouvoirs

au Secrétariat international, même celui de suspendre une section, et en fait de l'exclure.

4 — Cette direction internationale extrêmement faible, qui, sans avoir de racines, ni dans la classe ouvrière, ni dans les sections nationales, s'élevait au-dessus du mouvement, et prétendait régler tous les problèmes, devait naturellement d'autant plus sensible aux forces hostiles au mouvement qu'elle s'isolait de celui-ci, et se soustrayait à son contrôle. Incapable de jouer le rôle qu'elle avait prétendu assumer, elle était vouée à rechercher à l'extérieur du mouvement une force sociale, un groupe, un parti, un appareil à qui l'on confierait le soin, aux lieux et place de la Quatrième Internationale, d'accomplir les tâches historiques de l'avant-garde marxiste défaillante. Ce substitut, le Secrétariat international crut d'abord l'avoir trouvé à Belgrade, où il annonçait la possibilité de voir apparaître un nouveau centre marxiste-révolutionnaire international. Après le début de la guerre de Corée (juillet 1950), dans laquelle le Secrétariat international voyait la préface immédiate de la troisième guerre mondiale, il se mit à rechercher un substitut à l'Internationale révolutionnaire, qu'il ne restait plus le temps de construire, dans la bureaucratie stalinienne elle-même, et, finalement, dans tous les appareils bureaucratiques, stalinien, réformiste, ou même, en dernier lieu, ceux des nouveaux États africains, ou de l'Etat cubain (1).

5 — S'engageant dans la voie de la capitulation devant les appareils, le Secrétariat international devait, en même temps, entreprendre la lutte contre les sections trotskystes qui refusaient d'aliéner leur indépendance politique et de renoncer à leur rôle historique sous des prétextes tactiques. Notamment, parce que le Secrétariat international siégeait en France, Pablo devait s'attaquer en premier lieu à la section française, où la lutte se prolongea un an et demi (décembre 1950 -

juillet 1952). Les efforts de l'organisation trotskyste de France pour défendre son existence menacée, et les documents politiques, caractérisant le révisionnisme pabliste, qui furent produits au cours de cette lutte demeurèrent presque sans écho. N'étant pas menacées (et n'ayant pas, au surplus, sous les yeux, depuis des années, le fonctionnement du Secrétariat international), la plupart des sections ne réalisèrent qu'avec retard ce qui se produisait, et soutinrent un Secrétariat international qui était jusque-là resté dans le cadre du programme et des principes. Moins que jamais désireux de prendre des responsabilités internationales, le SWP, à qui la section française avait demandé d'intervenir, vint apporter son appui à Pablo (réponse de Cannon à Renard, avril 1952), en faveur de l'*« entrisme sui generis »*. La résistance de la section française, qui ne put être victorieuse grâce au noyau de cadres ouvriers qu'elle avait commencé à former depuis 1946, si elle la laissa exsangue après la scission, préserva son existence et son avenir. Elle contribua, de plus, d'une manière certaine, à la prise de conscience ultérieure de diverses sections (comme en témoigne, d'ailleurs, la « lettre ouverte » du SWP d'octobre 1953).

6 — La fraction Cochran-Clarke, soutenue par Pablo, ayant déclenché une attaque ouverte au sein du SWP contre sa direction, celle-ci, après une lutte sourde mais violente de quelques mois, décida de rompre publiquement avec le Secrétariat international en octobre 1953, et publia une « lettre ouverte » appelant les trotskystes du monde entier à l'imiter. Avec le recul du temps, il est assez clair que, si la « lettre ouverte » du SWP eut le mérite certain d'accélérer la maturation de la crise, elle n'en était pas moins, en un sens, une nouvelle dérobade de celui-ci devant les responsabilités qui étaient les siennes. Menacé directement, il se défendait ; mais, tournant brusquement d'un soutien inconditionnel du Secrétariat international à la rupture organisationnelle et à la dénonciation publique, tout en mettant au premier plan, dans sa condamnation du pabliste, les problèmes organisationnels et les questions de personnes, il contribua à faire avorter, à cette époque, le développement

(1) L'examen du contenu politique et doctrinal du pabliste (guerre-révolution, « siècles de transition » dominés par des Etats ouvriers bureaucratisés, transformation de la nature des appareils sous la « pression des masses », etc.) sera fait dans d'autres documents.

d'une discussion politique sur les problèmes essentiels posés par la crise, alors que c'est seulement dans cette voie qu'elle pouvait et peut être surmontée.

7 — L'aile Cochran-Mestre-Lawrence ayant poussé le pablisme jusqu'à ses conséquences logiques : la proclamation de la faillite du trotskysme et le ralliement déclaré aux appareils, le Secrétariat international, qui devait préserver son propre rôle mythique de direction marxiste internationale, rompit avec eux (au « IV^e Congrès mondial » de 1956). Peu après, la direction du SWP, faute d'avoir compris les racines politiques du pablisme, posa le problème de l'unité des forces trotskystes internationales sous un angle purement organisationnel, celui d'un dosage de la future direction du mouvement uniifié, qui serait défini par un accord de sommet avec le Secrétariat international, accord précédent un congrès d'unité ; ce processus aurait ainsi empêché une discussion politique véritable. Le SWP estimait d'ailleurs, dès 1957, que les divergences politiques s'étaient atténues — dans la mesure même où ses propres positions avaient commencé à se rapprocher de celles du pablisme. Les hésitations du SWP et son refus d'y participer effectivement paralyserent pendant cinq ans le Comité international constitué par les adversaires du pablisme, après l'extension internationale de la scission, en 1953-1954, d'autant qu'aucune autre section n'était capable à cette époque de faire sérieusement face aux tâches posées par la reconstruction du mouvement.

8 — A l'heure actuelle, une situation nouvelle a commencé de se dessiner. Le SWP, victime de son isolement prolongé au sein de la société américaine et de la carence de ses cadres les plus anciens, a entrepris à son tour la recherche d'un substitut à l'avant-garde révolutionnaire, substitut qu'il a cru trouver en la personne de Fidel Castro et en l'espèce de l'appareil du nouvel Etat cubain, cependant qu'il se dérobait à toute discussion des critiques apportées à sa politique par la Socialist Labour League et le Comité international. Parallèlement, le mouvement contrôlé par le Secrétariat

international est entré dans une nouvelle crise plus grave que les précédentes, au cours de laquelle une nouvelle tendance internationale se dresse contre le Secrétariat international, dans une confusion politique extrême. Mais, d'un autre côté, certaines sections regroupées autour du Comité international (Angleterre, France, Chili), au travers d'une lutte acharnée contre le révisionnisme, se sont renforcées, ont commencé à s'enraciner dans le mouvement ouvrier de leur pays, et ont acquis un début de maturité. Dans ces conditions, les premiers pas vers la reconstruction d'un mouvement trotskyste international, unifié sur la base du marxisme, ont pu être faits, et une orientation politique internationale a commencé à se définir avec la résolution de la SLL.

9 — La Quatrième Internationale, en tant que corps de doctrine culminant avec le Programme de transition et exprimant la continuité historique de l'avant-garde révolutionnaire depuis le Manifeste communiste, est aujourd'hui le seul espoir de l'humanité. Mais l'organisation fondée en 1938 par Léon Trotsky n'existe plus. La reconstruction d'une organisation internationale unifiée, rassemblant tous ceux qui combattent réellement sur la base de notre programme, ne peut être entreprise avec quelques chances de succès qu'aux deux conditions suivantes :

a — Une discussion politique approfondie, ne laissant rien dans l'ombre, sur les causes de la crise qui a abouti à la désagrégation organisationnelle du mouvement trotskyste international et plongé dans une grande confusion politique la plupart des groupes qui se réclament aujourd'hui du trotskysme.

b — Des méthodes organisationnelles adaptées au contenu politique des tâches à entreprendre et à la situation réelle du mouvement. Une commission « paritaire » chargée de préparer une conférence internationale ouverte à tous les groupes se réclamant du trotskysme ne peut jouer un rôle positif que si elle se limite rigoureusement à un rôle technique (circulation du matériel préparatoire émanant de toutes les tendances, en vue de préparer la conférence internationale), et si elle

est ouverte à toutes les tendances politiques existant actuellement qui se réclament du programme trotskyste, et aux représentants des divers groupes et organisations qui sont la seule réalité actuelle du mouvement. Le Comité international ne prétend pas assumer la représentation des sections une fois pour toutes. La prétention correspondante du Secrétariat international doit être rejetée comme ne s'accordant nullement à la situation réelle du mouvement. Enfin, ce n'est pas dans une commission paritaire, ou dans de quelconques discussions préalables de sommet, mais seulement à une conférence internationale commune que pourrait s'éprouver le degré d'accord qui existe, et se déterminer avec qui un mouvement international unifié, sur la base du Programme de transition, peut être reconstitué.

10 — Quelles que soient les manœuvres tactiques que nous puissions être amenés à faire, ou non, il ne faut, en tout cas, jamais perdre de vue que l'essentiel, ce sont nos tâches politiques pour le réarmement du mouvement, sous leurs deux aspects inséparables de lutte incessante contre le révisionnisme, et de l'analyse des problèmes dont la solution théorique est restée plus ou moins en suspens depuis 1940 (les Etats d'Europe orientale, la Chine, les problèmes posés par la situation internationale, etc.). La conférence internationale des organisations adhérent au Comité international, avec la discussion préparatoire, constitue une étape indispensable dans cette voie.

11 — En tout état de cause, les progrès dans la voie de la construction de la Quatrième Internationale sont conditionnés, autant que par la lutte pour la défense du programme et des principes, par le développement des sections nationales, « tâche centrale de l'époque de transition ». L'une des leçons essentielles de la crise pabliste est que la direction internationale doit être effectivement représentative de l'activité des sections dans la lutte des classes. Toute mesure convenable doit être prise, notamment dans les futurs statuts, pour empêcher la direction de se soustraire au contrôle du mouvement.

12 — De plus, si les principes du centralisme démocratique doivent, à

chaque étape, guider la structuration du mouvement, il ne faut jamais perdre de vue, d'une part, que ces principes constituent un cadre général dont le contenu doit, dans chaque situation, être déterminé à partir des besoins et des tâches politiques du mouvement, du degré de maturité et d'homogénéité de ses cadres, etc. ; d'autre part, que le degré de cohésion dans l'action, et par conséquent de centralisme, du parti mondial ne peut être le même que celui d'une section nationale.

Le Comité international n'est, à l'heure actuelle, qu'un organisme fédératif composé des représentants des sections qui y adhèrent. Mais, même lorsque les progrès accomplis dans la reconstruction d'un mouvement trotskyste international unifié permettront la constitution d'une direction internationale élue par une conférence, il importe, sous peine de retomber dans certaines des pires erreurs pablistes, de préciser que cette direction aura pour fonction la défense et l'enrichissement de la base programmatique de la Quatrième Internationale, l'élaboration d'une perspective internationale, la représentation du mouvement dans ses tâches internationales ; mais que, dans toute l'étape actuellement prévisible, elle ne devra intervenir qu'avec une prudence extrême dans les problèmes tactiques qui se poseront aux diverses sections.

13 — Les problèmes posés par la construction de la Quatrième Internationale ne pourront être utilement étudiés dans toute leur généralité que lorsqu'une étape importante aura été franchie dans la reconstruction du mouvement trotskyste international unifié. Il nous apparaît toutefois nécessaire, dès maintenant, de souligner que, conformément à l'expérience de l'Internationale communiste, il est certain que des tendances ouvrières révolutionnaires ayant une autre origine et d'autres expériences que les nôtres, et même, pour certaines, non marxistes, seront appelées à participer à la construction de la nouvelle Internationale révolutionnaire dont elles seront partie intégrante. Pour leur faciliter cette évolution, des méthodes organisationnelles appropriées devront être élaborées. La base programmatique de l'Internationale révolutionnaire est, bien entendu,

intangible ; ce qui ne veut pas dire que la présence dans les rangs de l'Internationale de tendances ouvrières révolutionnaires qui ont, avec ce programme, des désaccords plus ou moins étendus est exclue, bien au contraire. Les critères pour juger ces tendances, ce sont, ayant tout, leurs liens avec la classe ouvrière et leur comportement dans les grandes batailles de classe auxquelles elles ont participé. »

LA III^e CONFERENCE DU COMITE INTERNATIONAL (1966)

La conclusion du point 8 est quelque peu optimiste. Néanmoins cette résolution commençait à dégager l'essentiel, ce que ne faisaient pas les textes de la SLL, pas plus que ne l'avaient fait, et pour cause, ceux du SWP en 1953. Au fond s'exprimait ainsi une maladie qui, en certaines circonstances, peut être mortelle : le « national-trotskysme ». Le SWP, dès 1957, proposait au « Secrétariat international » une réunification sans discussion. Il voulait simplement obtenir des garanties organisationnelles — une direction paritaire de la Quatrième Internationale — que Pablo refusa. C'était sa façon de nier le problème fondamental : la crise pabliste avait disloqué organisationnellement, mais surtout politiquement la Quatrième Internationale ; la « direction » de la Quatrième Internationale, le « Secrétariat international », avait fait faillite ; la reconstruction de la Quatrième Internationale exigeait que le révisionnisme soit extirpé, qu'au cours d'un processus plus ou moins long soient créées les conditions politiques de la constitution d'une autre direction. Evitant de prendre la responsabilité de mener ce combat, sous l'impulsion de la direction du SWP, le Comité international proclamait « la déchéance du Secrétariat international » et se considérait comme la Quatrième Internationale. Ensuite, elle allait se « réunifier » avec le « Secrétariat international » dans les conditions que l'on sait. L'évolution de la SLL devait être bien plus catastrophique encore.

La rupture du SWP d'avec le Comité international consommée, la

SLL, à son tour, a paralysé le Comité international. Il faut le souligner, l'ancien PCI, qui allait devenir l'Organisation communiste internationaliste (pour la reconstruction de la IV^e Internationale), a, depuis le début du combat qu'il a engagé contre le révisionnisme à l'intérieur de ce qui était encore la Quatrième Internationale, entre 1950 et 1953, mis au premier plan de son orientation la lutte pour la défense de la Quatrième Internationale. Exclu de la Quatrième Internationale, le PCI a lié indissolublement le combat pour préserver la section française à celui pour le redressement de la Quatrième Internationale. Ces positions principales, et surtout l'accord entre les principes affirmés et la pratique politique ont coûté cher au PCI. Pourtant, ce fut sa force.

Dès lors qu'au début des années 1960 la reconstruction de la section française commençait, elle engagea la lutte pour la clarification des problèmes de la Quatrième Internationale, et pour que le Comité international fonctionne, qu'il réponde aux tâches qui lui incombaient. Sous l'impulsion de la section française, se tint du 4 au 8 avril 1966, à Londres, la III^e Conférence du Comité international. Cette conférence fut émaillée d'incidents illustrant les méthodes de fonctionnement de la SLL. Elle eut l'avantage d'éclairer le caractère foncièrement antitrotskyste de groupes comme celui de Lutte ouvrière (s'appelant alors Voix ouvrière) en France, ou celui de Robertson aux Etats-Unis. L'important, ce fut pourtant que les textes adoptés abordaient les véritables problèmes de la Quatrième Internationale. La conférence adopta une résolution sur « la reconstruction de la Quatrième Internationale », que nous publions ici :

« *La conférence de Londres réaffirme que le programme et les méthodes de construction de partis révolutionnaires nationaux et de la Quatrième Internationale sont inclus dans le Programme de transition. Ce programme reste seul capable de fournir les solutions des problèmes soulevés par la crise historique de la direction du prolétariat.*

— *La conférence constate que le pabliste (tendance Pablo, Frank-*

Germain, Hansen, Posadas) représente les diverses variétés d'un courant révisionniste étranger au programme et aux méthodes de la Quatrième Internationale.

— La conférence affirme que la Quatrième Internationale n'a pas dégénéré.

La continuité historique de la Quatrième Internationale, fondée en 1938 par Léon Trotsky, restructurée dans les années 1943-1946, que le pabliste a voulu détruire en 1950-1953, a été maintenue depuis 1953 par le combat mené par les organisations trotskystes rassemblées dans le Comité international.

En conséquence, la conférence internationale proclame que la continuité de la Quatrième Internationale a été préservée par l'action du Comité international.

— La conférence constate l'impuissance des directions de l'Internationale depuis la mort de Léon Trotsky à réaliser les tâches nécessaires à la construction de partis révolutionnaires et de l'Internationale.

Dans la dure bataille pour le trotskysme, des cadres ont été exterminés, victimes de la répression stalinienne et impérialiste, d'autres se sont usés, des directions et la direction de l'Internationale ont fait faillite.

En aucun cas cette faillite ne saurait être considérée comme la faillite de la Quatrième Internationale.

Ces directions ont fait faillite en particulier en déformant et abandonnant le marxisme, c'est-à-dire la méthode du matérialisme dialectique. C'est pourquoi elles ont été incapables de s'implanter dans la lutte des classes, particulièrement dans la jeunesse. Elles ont été, en conséquence, incapables d'assimiler les méthodes et les principes communistes d'organisation.

— L'unité essentielle de la lutte des classes internationale découlant du caractère international de la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie implique directement la nécessité de construire des partis trotskystes dans chaque pays, contre les conclusions liquidatrices qu'implique la notion révisionniste de la divi-

sion du monde en blocs ou en secteurs. Notre perspective souligne l'urgence de construire des partis prolétariens indépendants dans les pays de l'Europe orientale, l'URSS, la Chine et les pays coloniaux ou semi-coloniaux.

— Cette tâche centrale de la construction de partis révolutionnaires indépendants implique la lutte capitale pour l'indépendance politique de la classe ouvrière contre la bureaucratie stalinienne et les directions réformistes. Cette lutte implique également une bataille déterminée contre le trade-unionisme et toute forme de prostration devant le fait qu'un parti révolutionnaire puisse naître de la spontanéité de la classe ouvrière.

— La conférence internationale estime que le mouvement trotskyste doit, à travers la lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, construire la direction centralisée du parti mondial de la révolution socialiste, dans un combat organiquement relié au combat dans chaque pays pour la construction de partis révolutionnaires centralisés dirigeant la lutte révolutionnaire des masses. La construction de ces partis et de l'Internationale doit être menée sur la base de l'expérience et de la poursuite du combat incessant contre le révisionnisme.

— Les travaux de la conférence de Londres démontrent la nécessité, pour le Comité international, de préparer politiquement, sur un délai d'un an et demi, une conférence internationale dont l'objectif sera de rassembler toutes les organisations trotskystes combattant pour la Quatrième Internationale.

En particulier, le Comité international luttera pour rassembler dans les rangs de la Quatrième Internationale les militants et groupes qui, actuellement, sont trompés par les révisionnistes du « Secrétariat uniifié ».

Les trotskystes, organisés comme sections de la Quatrième Internationale, doivent lutter pour la construction de partis ouvriers révolutionnaires fondés sur le Programme de transition de la Quatrième Internationale.

La lutte pour ce programme et pour la construction du parti constitue la base principale de leur travail dans les

organisations de masse de la classe ouvrière, syndicats, et dans le travail qu'ils doivent mener en direction de la jeunesse ouvrière qui constitue le réservoir de forces vives de la Quatrième Internationale.

Tout travail de ce genre est subordonné à la tâche principale de construction du parti. La construction du parti exige la publication d'un journal capable de lutter constamment pour l'ensemble du programme du parti, de façon à éléver le niveau de conscience de la classe ouvrière dans tous les domaines de la lutte des classes. Cette lutte pour le parti indépendant constitue la seule base de défense des positions de la classe ouvrière et toutes considérations tactiques lui sont subordonnées. Dans les circonstances où la tactique de l'entrisme dans les partis ouvriers existants est rendue nécessaire, cette tactique est conduite d'une façon qui la subordonne à la tâche principale de construction du parti indépendant.

— Pour la réalisation de cet objectif, le Comité international devra organiser la discussion internationale autour des axes suivants :

a — Construction de partis révolutionnaires sur la base du programme, dans le cadre de la lutte pratique pour la reconstruction de la Quatrième Internationale ;

b — Unité de la lutte de classes mondiale ;

c — Défense, par les méthodes de la révolution prolétarienne, des conquêtes du prolétariat mondial dans les pays capitalistes, l'URSS, la Chine et les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme.

Cette discussion se mènera sur la base de l'accord préalable sur la défense inconditionnelle de l'URSS, la Chine et les pays ayant échappé au contrôle de l'impérialisme.

Le Comité international est composé des représentants des sections désignés par elles.

A l'étape actuelle, les décisions du Comité international ne pourront être prises que selon la règle de l'unanimité. Le Comité international ne se proclamant pas, à cette étape, la direction centralisée de la Quatrième Internationale qui reste à construire. »

La III^e Conférence du Comité international adopta aussi une résolution politique et un manifeste qui, par leur méthode et leur contenu, tranchaient avec ceux que, depuis la guerre, le « Secrétariat international », le Comité international, le SWP et la SLL, sans parler bien entendu du « Secrétariat unifié », avaient jusqu'alors produits.

Nous ne citons ici que le préambule du « Manifeste de la Conférence internationale », qui suffit à l'indiquer :

« LA CRISE OUVERTE PAR LA GUERRE SE POURSUIT

La troisième conférence du Comité international de la IV^e Internationale affirme que, comme le souligne le programme de fondation de la IV^e Internationale, « la crise de l'humanité, c'est la crise de la direction révolutionnaire ».

Le pronostic de Trotsky s'est totalement vérifié : la seconde guerre impérialiste mondiale a ouvert une crise révolutionnaire sans égale qui, malgré les flux et reflux de la lutte des classes mondiale, se poursuit. Seule l'absence de direction révolutionnaire a permis à l'impérialisme de survivre avec la collaboration du stalinisme et du réformisme. Mais l'impérialisme n'a pu infliger de défaite historique à la classe ouvrière.

C'est sur le fond de la crise révolutionnaire ouverte par la Seconde Guerre mondiale que se développe la phase actuelle de la lutte des classes. La crise de l'impérialisme, en s'approfondissant, a détruit irrémédiablement l'équilibre entre les classes sur lequel s'appuyait la bureaucratie du Kremlin. L'apparente stabilité de la bureaucratie du Kremlin au lendemain de la Seconde Guerre mondiale masquait les processus profonds en cours qui se sont révélés par une suite de crises de la bureaucratie du Kremlin à la recherche d'un nouveau centre de gravité. Les mouvements révolutionnaires des années 1953-1956 traduisaient en termes de révolution prolétarienne la crise conjointe de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin. Cette phase de la crise de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin ne put être surmontée, provisoirement, qu'en l'absence de directions révolutionnaires.

res nationales et internationale. Mais ici aussi se vérifiait le pronostic de Trotsky : la bureaucratie du Kremlin ne peut survivre à la longue dès lors qu'est détruit l'équilibre international entre les forces de classe fondamentales qui lui a donné naissance. La perspective ouverte désormais est celle de la révolution sociale et de la révolution politique fusionnées en un processus unique. »

ECLATEMENT DU COMITE INTERNATIONAL

Mais entre l'adoption de résolutions et leur application, il y a une marge : la direction de la SLL, politiquement contrainte de voter ces textes, n'avait absolument pas l'intention de les mettre en pratique. Le Comité international, après s'être heurté au blocage venant du SWP, se heurtait désormais au blocage de la direction de la SLL.

Dès 1966, dans une résolution de son comité central, l'OCI affirmait :

« Si le Comité international n'assume pas la tâche de force motrice de la reconstruction de la IV^e Internationale, cela l'amènera à éclater. »

Sans entrer dans le détail, malgré quelques initiatives prises — sans suite —, il faut convenir que la direction de la SLL est parvenue à bloquer le fonctionnement et la vie politique du Comité international. Elle réussit à différer pendant plusieurs années la tenue d'une nouvelle conférence du Comité international, élargie le plus possible. Ce n'est qu'en juillet 1970 qu'une « pré-conférence » se tiendra. Mais, prétextant de la nécessité pour la SLL d'élaborer ses propres textes en opposition avec ceux que l'OCI avait proposés depuis plus d'un an, la direction de la SLL demanda que la « pré-conférence » soit suspendue jusqu'en octobre. Sur quoi la résolution suivante fut votée :

« La pré-conférence préparatoire de la IV^e Conférence internationale est profondément convaincue de l'absolue nécessité que soit engagée le plus largement la discussion, tant dans chaque pays qu'à l'échelle internationale.

La pré-conférence estime que le texte proposé par la section française est un texte se situant dans le cadre du programme et des principes du trotskysme. Il est soumis à toutes les organisations trotskystes en vue de permettre une clarification des divergences.

La pré-conférence est suspendue jusqu'en octobre 1970 pour permettre la poursuite de la discussion et la prise en considération des textes. »

La SLL n'élabora aucun amendement, aucun texte. La deuxième session de cette « pré-conférence » ne se tint pas en octobre 1970. La direction de la SLL trouva mille raisons dilatoires pour en repousser la tenue. Au cours de l'hiver 1971, sans même en avertir l'OCI, la SLL convoqua « sa » conférence internationale. Elle « excluait » du Comité international l'OCI et les organisations d'accord avec l'OCI. Le prétexte de cette « exclusion » ? La position de l'OCI soutenant l'orientation politique que le POR bolivien, sous la direction de Guillermo Lora, avait appliquée pendant la crise révolutionnaire de 1970-1971 en Bolivie. Cela sans la moindre discussion. La SLL proclamait que la Quatrième Internationale n'avait pas à être reconstruite puisque le « Comité international » style Healy était la Quatrième Internationale. Cette affirmation grossière donnait la clé de l'éénigme : en affirmant que la Quatrième Internationale n'avait pas à être reconstruite, la SLL éliminait les tâches internationales indispensables à sa reconstruction ; en proclamant que le « Comité international » de la SLL était la Quatrième Internationale, la SLL se proclamait la Quatrième Internationale, la construction de la Quatrième Internationale s'identifiant à celle de la SLL. C'était une autre forme de « national-trotskysme ».

Cette conception s'accompagnait d'une analyse qui mettait au centre du processus révolutionnaire le prolétariat anglais, qui donnait à la SLL le rôle de parti révolutionnaire d'ores et déjà construit, lequel n'avait plus qu'à être proclamé pour être achevé. La SLL était en quelque sorte dans la même situation que le Parti bolchévique à la veille de la révolution russe. La révolution en Angleterre, le rôle que jouerait la SLL, lui permettraient

de jouer par rapport à la Quatrième Internationale le rôle que le Parti bolchevique avait joué par rapport à la Troisième Internationale.

Depuis, le Revolutionary Workers Party a été artificiellement proclamé. Mais que reste-t-il de la force politique que la SLL représentait ? Et ce qui reste n'a plus grand-chose à voir avec le trotskysme et la Quatrième Internationale. Il faut cependant dégager la méthode qui a, après de grandes espérances, fini par liquider la SLL, et fait que ce qu'il en reste se dresse comme un obstacle sur la voie de la construction d'une organisation trotskyste en Grande-Bretagne et de la reconstruction de la Quatrième Internationale : une combinaison de « national-trotskysme » et d'« objectivisme-subjectivisme », bien qu'il puisse sembler que ces deux termes s'excluent l'un l'autre. Du « national-trotskysme », il a déjà été fait état. L'« objectivisme-subjectivisme » est un héritage de la pratique du « Secrétariat international » avant 1950 et qui n'a pas peu contribué à la naissance et au développement du révisionnisme au sein de la Quatrième Internationale. Objectivisme : l'idée que le mouvement des masses les amène automatiquement à la Quatrième Internationale, après avoir fait l'« expérience » des « directions traîtres » ; subjectivisme : l'idée que la direction de la Quatrième Internationale et celles de ses sections sont d'ores et déjà « la nouvelle direction », comme il est souvent dit : « la direction de recharge » ; la liaison consiste en ce que les masses, au terme de leur expérience, se tournent vers la « direction de recharge ». C'est l'expression de l'incompréhension que la fondation de la Quatrième Internationale était indispensable à la solution de la crise de la direction révolutionnaire, mais que cette crise restait à résoudre. La même chose vaut en ce qui concerne la construction de partis révolutionnaires dans chaque pays : la constitution d'une organisation trotskyste est indispensable à leur construction mais ils restent à construire, et ils ne peuvent l'être sans partir de l'histoire du mouvement ouvrier de chaque pays, de ses traditions. Pour ce qui est de la Grande-Bretagne, impossible sans comprendre — et agir politiquement en fonction de cette compréhension —

que le Labour Party et les Trade Unions sont encore aujourd'hui le mouvement ouvrier anglais.

CONSTITUTION DU COMITE D'ORGANISATION POUR LA RECONSTRUCTION DE LA IV^e INTERNATIONALE

La deuxième session de cette « pré-conférence » s'est tout de même tenue du 1^{er} au 4 juillet 1972. Elle a pris acte de ce qui était un fait : le Comité international de la Quatrième Internationale avait éclaté. Elle a tiré les conclusions de la crise qui a disloqué la Quatrième Internationale organisationnellement et politiquement en 1950-1953, de la « réunification » de 1963, de l'éclatement du Comité international de la Quatrième Internationale :

« Dès 1966, l'OCI déclarait : « Si le Comité international n'assume pas sa tâche de force motrice de la reconstruction de la Quatrième Internationale, cela l'amènera à éclater. »

La scission perpétrée par la SLL a ici ses racines.

Prendre en considération l'origine de l'éclatement du Comité international est indispensable pour poursuivre la lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale. La deuxième session de la pré-conférence internationale condamne la criminelle scission opérée par la SLL. Elle rejette également toute position qui tendrait à considérer l'éclatement du Comité international comme « une crise de croissance qui aurait permis de déblayer la situation ». L'éclatement du Comité international opéré par la SLL, qui est une tentative de rompre la continuité du combat pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, agrave la dispersion réalisée par Pablo-Mandel-Frank en 1952. Mais en même temps la tenue de la deuxième session de la pré-conférence démontre la volonté et la possibilité d'avancer vers le regroupement des forces, organisations et groupes en lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

Il n'y a pas de centre dirigeant, il faut reconstruire le centre dirigeant sur les principes du centralisme démocratique ; tel est le contenu de la lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

La deuxième session de la pré-conférence propose, en conséquence, la constitution du COMITE D'ORGANISATION POUR LA RECONSTRUCTION DE LA QUATRIEME INTERNATIONALE, qui se fixe pour tâche de reconstruire le centre dirigeant de la Quatrième Internationale.

Adhèrent à ce Comité d'organisation les organisations, groupes qui proclament leur volonté de combattre sur le programme de la Quatrième Internationale, pour reconstruire le centre dirigeant dont ils admettent que celui-ci n'est pas encore existant.

C'est ainsi que le Comité d'organisation constituera en premier lieu le cadre de discussion international le plus large. Il se fixe de convoquer une nouvelle conférence sur l'ordre du jour inscrit dans la résolution générale.

Mais le Comité d'organisation ne limite pas sa tâche à créer un cadre international de discussion. Il poursuivra le travail engagé pour la construction de sections nationales de la Quatrième Internationale. Cette tâche doit s'ordonner sur les perspectives révolutionnaires de la lutte des classes internationale et dans chaque pays, et leur traduction dans la crise du mouvement ouvrier international qui dégagera du stalinisme, de la social-démocratie et des organisations nationalistes petites-bourgeoises des pays arriérés, des courants, fractions et groupes recherchant le chemin de la construction de la direction révolutionnaire du prolétariat. Ces groupes et organisations engagés dans la lutte des classes qui, quelles que soient leurs origines politiques, ressentent l'exigence pressante de la construction du parti révolutionnaire dans chaque pays et de l'Internationale, instrument indispensable à la victoire du prolétariat dans chaque pays et sur l'arène mondiale de la lutte des classes, à la victoire du socialisme, sont invités à la conférence et à sa préparation, avec l'accord du Comité d'organisation.

C'est seulement ainsi que sera assurée la continuité de la Quatrième Internationale, et sa reconstruction engagée.

La deuxième session de la pré-conférence constate ce qui est. Il faut reconstruire la Quatrième Internationale comme parti mondial de la révolution socialiste, c'est-à-dire reconstruire le centre dirigeant de la lutte pour la révolution mondiale. La crise de la Quatrième Internationale, répétons-le, n'a cessé de s'approfondir depuis 1950-1953, tant dans les organisations adhérentes du Secrétariat uniifié, que dans celles qui ont constitué le Comité international.

La deuxième session dit nettement : le Comité d'organisation ne constitue pas dans le moment présent une direction internationale centralisée. Ce faisant, la deuxième session de la pré-conférence reste fidèle à la résolution adoptée par la III^e Conférence du Comité international de 1966. Les organisations, groupes et militants trotskystes participants déclarent être décidés à engager le combat pour la reconstruction de cette direction internationale centralisée.

Les organisations, groupes et militants trotskystes voient la preuve de la possibilité de réaliser cette tâche dans le sérieux des travaux qui se sont déroulés à la deuxième session de la pré-conférence.

Les organisations, groupes et militants trotskystes décident de se constituer en Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale sur la base de cette résolution.

Le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale se propose de convoquer les organisations, groupes et militants en conférence internationale qui pourrait se réunir au cours de l'été 1973 sur le projet d'ordre du jour proposé par la résolution politique générale.

A cette fin, il éditera un bulletin international de discussion en trois langues, français, espagnol et anglais.

Il invite toutes les organisations, groupes et militants qui acceptent le cadre de la discussion définie dans

cette résolution à participer à sa préparation qui est d'ores et déjà ouverte.

Le Comité d'organisation, en relation avec le point 11 de cette résolution, impulsera et coordonnera toutes les initiatives visant à la constitution de sections nationales de la Quatrième Internationale.

Il organisera et impulsera les campagnes politiques internationales qu'il décidera, en particulier celle déjà engagée pour la défense de Iakir et des emprisonnés combattant contre la bureaucratie de Moscou, et pour la libération des militants trotskystes emprisonnés en Bolivie et au Brésil. »

Comité d'administration du

178

1960-61

A close-up photograph showing a person's hand gripping a long, light-colored wooden staff or cane. The hand is positioned near the top of the staff, which has a textured surface. The background is dark and out of focus.

A close-up photograph showing the lower back and buttocks of a person wearing dark denim jeans. The person is standing, and the focus is on the texture of the jeans and the skin at the waistline.

A close-up photograph showing the lower half of a person's body. They are wearing light-colored, possibly beige or tan, trousers and dark brown or black lace-up boots. The background is blurred, suggesting an outdoor setting like a park or garden.

1960-61

卷之三

卷之三

John C. Gandy

— 10 —

1960-61

Acacia xanthophloea

1960-61 - 1961-62

A photograph showing a group of people from behind, gathered in what appears to be a park or forested area. Some individuals have their backs to the camera, while others are partially visible. The scene suggests a public gathering or protest.

19. *Leucostethus* sp. (♀) (partim).

A small white dog stands on a path, looking towards the camera. A person's legs in dark trousers are visible to the left of the dog.

This image shows a group of people from the waist down, standing in a row. They are wearing various styles of clothing, including jeans and shorts. The background is a bright, open area, likely a park or outdoor event space.

A close-up photograph showing the lower legs and paws of a large animal, possibly a bear or elephant, standing on a light-colored, textured ground. The animal's fur is dark and shaggy.

— 10 —



pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

6.

Reconstruire la IV^e Internationale

Nullement par hasard, l'éclatement du Comité international a coïncidé avec l'ouverture de la crise qui s'est développée à l'intérieur du « Secrétariat unifié ». En 1968, une transformation qualitative se produit dans les rapports entre les classes et dans l'ensemble des rapports politiques mondiaux : une nouvelle période de la révolution mondiale s'ouvre.

nouvelle période de la révolution prolétarienne

L'impérialisme perd à nouveau l'initiative dans la lutte des classes à l'échelle mondiale. La bureaucratie du Kremlin, son appareil international, l'ensemble des bureaucraties contre-révolutionnaires sont à nouveau confrontés au développement ouvert des processus de la révolution politique, ou à ceux qui y conduisent. La contre-offensive sur le terrain de la lutte de classe que l'impérialisme américain, flanqué de la bureaucratie du Kremlin, a engagée et poussée le plus loin possible, a échoué. Il n'est parvenu qu'à tendre tous les rapports entre les classes, tous les rapports entre les impéria-

lismes, à l'intérieur de chaque bourgeoisie, entre les différentes bureaucraties parasites et à l'intérieur de chacune d'elle.

Les textes que l'OCI produit et soumet à partir de 1964-1965 au Comité international rendent compte de la tension que la politique de l'impérialisme américain impose à tous les rapports mondiaux, des contradictions qui assaillent les bureaucraties parasites et contre-révolutionnaires et qui s'accroissent, des luttes de classe des prolétariats et des masses exploitées et opprimées. Ils n'isolent pas la guerre révolutionnaire des peuples d'Indo-

chine mais la situent au contraire comme une composante de la lutte des classes mondiale. De même ils situent la « révolution culturelle » en Chine comme crise de la bureaucratie chinoise déchirée entre les pressions conjuguées de l'impérialisme et de la bureaucratie du Kremlin et l'attachement des masses chinoises aux conquêtes de la révolution chinoise. Ils n'identifient pas révolution politique et « révolution culturelle », mais ils montrent que, derrière la « révolution culturelle », se dessine la révolution politique. Ils ne sont pas neutres entre les différentes fractions de la bureaucratie chinoise qui s'affrontent, celles attachées aux nouveaux rapports sociaux, celles qui expriment la pression de l'impérialisme et de la bureaucratie chinoise sur la Chine. Mais ils caractérisent la bureaucratie chinoise, dans son ensemble, comme réactionnaire et contre-révolutionnaire, comme devant être balayée par la révolution politique. Ils soulignent la nécessité d'avoir comme objectif, si lointain et difficile à atteindre que celui-ci soit, la construction d'une section chinoise de la IV^e Internationale. Ils indiquent que la crise de la bureaucratie chinoise est une expression particulièrement aiguë et spécifique de celle qui étreint toutes les bureaucraties parasites.

Nous sommes loin des élucubrations du « Secrétariat unifié » dont la résolution politique du « VIII^e Congrès mondial » affirme :

« S'il a fallu à l'URSS isolée plusieurs décennies pour rattraper la technique de base des pays capitalistes industrialisés, l'œuvre exigeait beaucoup plus de temps en Chine, le pays partant d'un niveau beaucoup plus bas. Cette difficulté explique à la fois pourquoi LES DIRIGEANTS CHINOIS SONT INCONTESTABLEMENT INTERESSÉS A L'EXPANSION INTERNATIONALE DE LA REVOLUTION (*souligné par nous — S.J.*) et pourquoi le boycott partiel (*sic*) de la Chine par la bureaucratie soviétique constitue un coup véritablement criminel porté à la révolution chinoise et à la révolution internationale. »

Comme si ce n'était pas la fonction même de la bureaucratie du Kremlin que de « porter des coups », non seu-

lement à la révolution chinoise, mais à la révolution en général et à chaque révolution en particulier !...

SES TRAITS ESSENTIELS

L'OCI est donc très rapidement en mesure d'apprecier le saut qualitatif, dans les rapports entre les classes à l'échelle internationale et dans les rapports mondiaux, qui se produit en 1968 : de la crise conjointe de l'impérialisme et des bureaucraties parasites et contre-révolutionnaires, au centre desquelles est la bureaucratie du Kremlin, surgit une nouvelle période de la révolution prolétarienne, que l'OCI caractérise comme « la période de la révolution imminente ». Le texte qu'elle rédige en 1969 et qu'elle soumet à la discussion préparatoire à la pré-conférence du Comité international qui se tiendra en juillet 1970 sera publié par « La Vérité », en octobre 1969. Les éléments des Thèses du XVII^e Congrès de l'OCI (juin 1971) approfondissent cette analyse, qui sera reprise dans de nouveaux textes soumis à la deuxième session de la « pré-conférence » de juillet 1973. La deuxième session constatera l'éclatement du Comité international, nous l'avons dit, et constituera le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale. Les textes sont publiés, pour ceux adoptés par le XVII^e Congrès, dans un numéro spécial de « La Vérité » de juillet 1973, et pour ceux préparatoires à la deuxième session de la « pré-conférence » dans « Correspondance internationale ». Nous y renvoyons nos lecteurs, et c'est pourquoi nous ne les détaillons pas.

La nouvelle période de la lutte des classes est caractérisée par l'actualité de la révolution prolétarienne en Europe qui comprend et fusionne révolution sociale et révolution politique. L'actualité brûlante, directe, de la révolution prolétarienne en Europe, dans la continuité de l'époque de la révolution prolétarienne mondiale, ouverte en 1917 avec la révolution russe, ne relègue pas au second plan les processus révolutionnaires dans l'ensemble du monde ; ils en sont inséparables et lui donnent une nouvelle impulsion.

La nouvelle période de la révolution mondiale a constraint l'impérialisme américain à réajuster sa stratégie mondiale. Il a dû renoncer à préparer, au travers de sa guerre contre-révolutionnaire au Vietnam, la guerre contre la Chine. L'impérialisme américain a noué une nouvelle Sainte-Alliance contre-révolutionnaire, dont il est tout à la fois le pivot, la force motrice et l'arbitre. Deux axes : Washington-Pékin et Washington-Moscou. A partir de 1968, tout en maintenant une énorme pression militaire, Washington utilise l'action politique des bureaucraties de l'URSS et de la Chine pour imposer au gouvernement vietnamien et au PC du Vietnam le maintien de la division du pays en deux comme celui au pouvoir du gouvernement Thieu. Les accords de Paris de janvier 1973 seront conclus sur cette base. Tout en évacuant progressivement ses troupes, l'impérialisme US armait jusqu'aux dents le gouvernement et l'Etat compradores de Thieu. Comme au Vietnam, la bureaucratie du Kremlin et celle de la Chine, tout en se débattant dans des contradictions sans cesse croissantes, rivalisent de servilité au service de l'impérialisme US et dans leur action contre-révolutionnaire sur tous les continents.

Mais la Sainte-Alliance contre-révolutionnaire est incapable de maîtriser les rapports mondiaux entre les classes. Après 1968, dans toute l'Europe, la montée de la classe ouvrière est manifeste du nord au sud, de l'ouest à l'est : en Italie, en Espagne, en Angleterre, en Allemagne occidentale, jusqu'en Suède. La résistance des peuples et du prolétariat de Tchécoslovaquie à l'oppression bureaucratique maintenue grâce aux chars du Kremlin se poursuit ; un nouveau foyer de la révolution politique s'allume ou se rallume en Pologne, exprimant les tendances profondes qui se manifestent dans tous les pays de l'Europe de l'Est et en URSS même.

Après 1968, la révolution est également à l'ordre du jour en Amérique latine. Une crise révolutionnaire se développe en Bolivie en 1970-1971 ; le coup d'Etat militaire de 1969 au Pérou ouvre une période révolutionnaire ; la situation révolutionnaire au Chili

devient crise révolutionnaire ouverte, et en Argentine une situation révolutionnaire mûrit. Il est vrai qu'en Bolivie l'impérialisme US parviendra à fomenter le coup d'Etat du général Banzer qui, en août 1971, brisera la montée révolutionnaire ; qu'il utilisera la politique de l'« Unité populaire » — dont le PC est l'instigateur — pour préparer au Chili le coup d'Etat du général Pinochet en septembre 1973 et la sanglante répression qui s'en est suivie. Il est vrai que grâce à la politique du PC péruvien le gouvernement militaire parviendra pour un temps à contenir les masses. Il est vrai qu'en Argentine, le péronisme jouera à nouveau son rôle contre-révolutionnaire, étayé par le PC argentin, favorisé par le « guérillisme » des Monteneros et du PRT (Combatiente) : ainsi seront réunies les conditions du coup d'Etat contre-révolutionnaire du général Videla, lequel est à son tour soutenu par le PCA. Il est vrai que le remarquable « marxiste naturel » qu'est Castro, après avoir soutenu de Gaulle contre la grève générale de mai-juin 1968 en France et l'invasion de la Tchécoslovaquie par les troupes de la bureaucratie du Kremlin, après avoir saboté, à l'aide de la politique des « focos », le développement des luttes de classe des prolétariats et des masses exploitées d'Amérique latine se dirigeant vers des situations et des crises révolutionnaires, va soutenir Velasco au Pérou, la politique du Front populaire au Chili. Il est vrai qu'au Proche-Orient l'impérialisme US, grâce au concours total de la bureaucratie du Kremlin, portera à partir du Septembre noir de 1970, en Jordanie, des coups très durs au peuple palestinien. Tout cela est vrai et prouve que la lutte des classes à l'échelle mondiale n'est pas univoque et mécanique.

Pourtant les faits déterminants sont ceux qui marquent un tournant mondial renforçant le caractère de la nouvelle période de la révolution mondiale. L'impérialisme US, pour accomplir pleinement les tâches contre-révolutionnaires à l'échelle mondiale, a besoin d'un Etat centralisé et fort, à la limite du fascisme. Il se heurte à l'héritage, aux traditions, aux rapports sociaux et politiques que l'histoire des USA leur a légués. La chute de Nixon a été la conséquence de cette

contradiction qui continue à opérer. Ensuite, la liste des coups qui frappent l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires s'allonge. C'est l'effondrement sur eux-mêmes de l'Etat, de l'armée, du gouvernement de Thieu, complètement décomposés.

C'est la révolution portugaise, prélude à la révolution européenne. Ce sont les crises politiques de toutes les bourgeoisies européennes qui atteignent un degré particulier de concentration en Italie, en Espagne, en France, où des crises révolutionnaires sont imminent au sens strict du terme, et qui donneront une fantastique impulsion à la révolution européenne. Ce sont les mouvements révolutionnaires en Pologne, la grève des mineurs roumains, la poussée souterraine de la révolution en Europe de l'Est, en URSS, qui approfondissent les crises de la bureaucratie du Kremlin et des bureaucraties satellites. C'est en Chine une nouvelle phase de la crise de la bureaucratie. Bien d'autres données pourraient être fournies.

Le « néo-capitalisme » n'était qu'une baudruche qui n'a pas tardé à éclater : aujourd'hui il apparaît clairement que le maintien d'une « haute conjoncture », possible en raison d'une certaine « unité » entre les bourgeoisies impérialistes que la domination de l'impérialisme américain sur l'ensemble du système lui a permis d'imposer, exigeait le développement d'un énorme parasitisme, pourrisant les fondements du mode de production capitaliste.

Les contradictions, contenues, n'ont pas été résolues. Elles ont acquis une puissance explosive sans précédent. L'accumulation de ces contradictions, multipliées et comprimées, parvient à la limite du point de rupture. Ces contradictions se nouent indissolublement aux rapports politiques mondiaux non seulement entre les classes, mais à l'intérieur des classes ou couches sociales dominantes. La dislocation du marché mondial et de la division internationale du travail donnera obligatoirement une fantastique impulsion à la lutte mondiale des classes. Bien naturellement, cela se combine aux processus de décomposition extrême du système impérialiste dans les pays économiquement arriérés. Aucun des rapports économiques,

sociaux et politiques n'y est stable. De façon récurrente, y apparaissent des situations révolutionnaires. De véritables effondrements sociaux et politiques tels qu'il s'en est produit en Chine, à Cuba, au Vietnam sont à l'ordre du jour.

Le plus important, dans toute cette situation, et dans ses expressions multiples et diverses, est que, en ce qui concerne le prolétariat, se dégage la tendance au regroupement sur un nouvel axe, ainsi que le prévoyait Trotsky dès 1938. En 1953 déjà cette tendance existait. La crise qui a disloqué la Quatrième Internationale n'a pas permis qu'elle ait une expression consciente, qu'un pôle politique international, qu'une force politique centralisée l'impulse et l'organise. Le mouvement objectif de la lutte des classes lui donne à chaque instant une plus grande impulsion, une plus grande force, mais la crise de la Quatrième Internationale a ajouté à la confusion, aux difficultés qui empêchent qu'elle s'ordonne, se clarifie, se cristallise dans le processus de la construction du parti mondial de la révolution prolétarienne.

Le révisionnisme au sein du « mouvement trotskyste » international se dresse comme un obstacle supplémentaire sur la voie de la construction des partis et de l'Internationale ouvrière révolutionnaire qui ne peuvent être que la Quatrième Internationale reconstruite et ses partis. (Les limites de cet article ne nous permettent pas de développer plus, mais le lecteur pourra se reporter aux publications de l'OCI et du Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale).

La crise du « Secrétariat unifié », comme celle qui a détruit le Comité international, doivent être abordées et ne peuvent être comprises qu'en relation avec la nouvelle période de la révolution prolétarienne qui s'est ouverte en 1968, et des processus en cours à l'intérieur du prolétariat, du mouvement ouvrier.

Ces crises sont de nouveaux développements de la crise qui a disloqué organisationnellement et politiquement la Quatrième Internationale en 1952-1953.

pour une discussion réelle entre le Comité d'organisation et le « Secrétariat unifié »

En fonction de l'ensemble de ces développements, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale a estimé devoir s'adresser au « Secrétariat unifié ». Le 28 mai 1973, il lui écrivait :

LETTER AU « SECRETARIAT UNIFIÉ »

Le 28 mai 1973

Camarades,

« Le Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, réuni à Paris du 20 au 23 avril 1973, a procédé à un examen sur la situation internationale des organisations se réclamant de la Quatrième Internationale.

Cette situation qui, vous le savez, est caractérisée par des divergences sur toute une série de questions, tourne autour de la question centrale, non résolue dans chaque pays : les problèmes soulevés par la construction de partis révolutionnaires dirigeants dans l'application des principes du Programme de transition. Chacun est à même de le constater : les divergences sur cette question centrale se recourent plus ou moins nettement à l'intérieur des différents regroupements se réclamant de la Quatrième Internationale.

Le Bureau international a discuté en particulier des documents soumis au X^e Congrès mondial de votre organisation internationale.

Il a constaté que, en ce qui concerne les « deux lignes » s'opposant sur la place du « guérillisme » dans la construction des partis révolutionnaires de la Quatrième Internationale en Amérique latine, les divergences « se sont étendues au-delà du cadre de ce continent »... et sur « d'autres ques-

tions diverses, quoique liées..., portant essentiellement sur la manière de construire des partis révolutionnaires de masse dans la situation actuelle où se trouve la Quatrième Internationale ».

Le Bureau international, en relation avec l'analyse de la situation mondiale et des problèmes soulevés par la lutte pour la Quatrième Internationale dans les conditions présentes de la situation des organisations se réclamant de la Quatrième Internationale, déclare que les organisations regroupées dans le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale sont prêtes à participer au X^e Congrès mondial de votre organisation internationale.

Cette proposition est motivée par toute une série de considérations dont nous exposons ici les principales :

1. — *Les conditions objectives, particulièrement favorables à la construction de sections nationales puissantes de la Quatrième Internationale, ne suffisent pas en elles-mêmes à résoudre la question centrale de la direction révolutionnaire du prolétariat. Pour ne prendre qu'un exemple, la grève générale de mai-juin 1968 n'a pas atténué les différends entre les organisations se réclamant du trotskysme en France. Bien au contraire, ils se sont approfondis sur la ligne même des problèmes soulevés dans la préparation de votre X^e Congrès. Ajoutons que cela n'est en rien limité à la France.*

2. — *Nous proposons de participer à votre congrès parce qu'à notre avis, pour la première fois depuis 1952-1953, la discussion actuelle qui englobe tous les principaux problèmes de principe, de stratégie et de tactique, signifie la possibilité de reprendre sur de nouvelles bases et sur une expérience internationale considérablement enrichie le débat qui a entraîné la scission de la Quatrième Internatio-*

nale proclamée en 1938, reconstituée en 1943-1946.

La Quatrième Internationale a été poussée à l'impasse par le pablisme. C'est le sentiment de cette impasse, c'est l'existence de cette impasse qui ouvre inéluctablement la voie à la discussion et à l'analyse de toutes les questions à la base de divergences qui ont dépassé les frontières des organisations se réclamant de la Quatrième Internationale. Cela témoigne de la nécessité d'examiner à nouveau tout le champ du mouvement ouvrier international, de tenir compte des modifications survenues, d'apprécier justement les nouveaux groupements et, dans ce cadre, de procéder à un examen des divergences ayant surgi dans la Quatrième Internationale en 1950-53 et qui, depuis, se sont considérablement élargies.

3. — Une expérience, longue de près d'un quart de siècle pour certains d'entre nous, atteste qu'il ne saurait être question de renier nos positions, ou d'un ralliement à une méthode, le pablisme, que nous considérons toujours comme étrangère au marxisme. Nous n'abandonnons évidemment rien de nos idées, tout en étant prêts à apprendre à travers l'expérience de la discussion menée en commun.

Nous lutterons pour nos idées et nos positions sur la base du respect de la démocratie ouvrière, en observant le cadre de l'ordre du jour que vos instances dirigeantes ont elles-mêmes fixé.

4. — En vous proposant notre participation à votre X^e Congrès mondial, nous déclarons être prêts à discuter, à votre convenance, toutes questions, y compris celles soulevées par l'activité et les positions des organisations adhérentes au Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

5. — Nous considérons que dans la conjoncture actuelle il est possible de poser clairement, dans un autre contexte que celui qui a conduit à la scission de 1952-1953 et à sa consolidation, la discussion de principe sur les divergences.

En conséquence, le Bureau international propose de participer à votre X^e

Congrès mondial en qualité d'observateur. »

*Le Bureau international
du Comité d'organisation
pour la reconstruction
de la Quatrième Internationale.*

PS - Nous nous déclarons prêts à rencontrer une délégation pour discuter des modalités de notre participation et, bien évidemment, à assurer les charges matérielles de notre participation.

LA REPONSE DU « SECRETARIAT UNIFIE »

Le 16 juillet 1973

Camarades,

« Le Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale a examiné la demande faite par vous de participer au prochain Congrès mondial de la Quatrième Internationale.

Nous constatons tout d'abord que cette démarche de votre part contraste fortement avec les nombreuses attaques calomnieuses que vous avez lancées publiquement contre notre mouvement et ses membres. Nos camarades de la Ligue communiste auraient présenté des « candidats crypto-staliniens propulsés par la bourgeoisie » ; notre camarade Hugo Gonzales Moscoso serait « soupçonné » de « travailler pour le compte du gouvernement bolivien » ; nos camarades du SWP seraient des « valets de l'ennemi de classe, dont les actions les ont placés hors du camp du trotskysme et de la classe ouvrière ». Votre démarche contraste aussi avec le fait que, lors de votre rupture avec Healy, vous lui reprochez d'avoir pris des contacts avec nous.

Dans votre lettre où il n'est plus question de telles calomnies, vous découvrez au contraire que « chacun est à même de le constater : les divergences sur cette question centrale se recoupent plus ou moins nettement à l'intérieur des différents regroupements se réclamant de la Quatrième Internationale ». Autrement dit, vous paraissiez oublier les calomnies que vous lanciez à la cantonade, pour vous placer sur le plan de divergences politiques qui pourraient être normalement débattues.

Cela constituerait de votre part un pas en avant tout à fait louable si, en même temps, vous désavouiez publiquement les attaques calomnieuses que vous avez répandues à maintes reprises contre les organisations trotskystes dont vous êtes politiquement séparés. Nous ne pouvons, quant à nous, accepter les mœurs de politiciens bourgeois qui s'insultent à la tribune du Parlement et vont ensuite ensemble à la buvette.

Nous avons, pour notre part, toujours mené le débat politique avec toutes les tendances du mouvement ouvrier en vue de clarifier les divergences et, avec celles se revendiquant du trotskysme, éventuellement pour voir s'il y avait une possibilité de renforcer la Quatrième Internationale. Il résulte des termes suivants de votre lettre que tel n'est pas votre objectif :

« Nous proposons de participer à votre congrès parce qu'à notre avis, pour la première fois depuis 1952-1953, la discussion actuelle qui englobe tous les principaux problèmes de principe, de stratégie et de tactique, signifie la possibilité de reprendre sur de nouvelles bases et sur une expérience considérablement enrichie le débat qui a entraîné la scission de la Quatrième Internationale proclamée en 1938, reconstituée en 1943-1946. »

Vous pensez donc que les conditions sont propices pour faire une plus grande et plus profonde scission de la Quatrième Internationale. Cet objectif scissionniste est d'ailleurs clairement avoué dans la résolution que vous avez adoptée à la session même où vous avez décidé de faire une demande de participation au prochain Congrès mondial de la Quatrième Internationale :

« Nous devons baser notre perspective de travail sur l'ouverture de discussions avec les meilleurs éléments qui prennent conscience de la trahison du stalinisme, de la social-démocratie, du nationalisme petit-bourgeois et du pabliste (vous entendez notre mouvement sous cette dernière appellation)... Notre tactique, souple vis-à-vis de tous les courants qui se prononcent pour l'Internationale, cherche à dissocier les groupes s'orientant, ou susceptibles de s'orienter vers le programme de la Quatrième Internatio-

nale. » (La Vérité, avril 1973, pages 148-149).

Nous avons une conception totalement différente de la vôtre. Vous recherchez des tribunes pour consolider et élargir les scissions. Vous voulez tenir des « conférences ouvertes » qui, apparemment, vous ont valu quelques déboires (scission avec la SLL, scission avec Varga) au lieu d'apporter la scission chez les autres. Nous préparons nos congrès au travers de débats démocratiquement menés avec la volonté d'aboutir au renforcement de notre organisation et à une orientation commune pour l'ensemble de la Quatrième Internationale. Le débat que vous voulez mener, il vous est loisible de le faire par votre presse. Nous y répondrons de la manière que nous jugerons la plus appropriée pour nous. Mais il n'est pas question de vous accorder la tribune du Congrès mondial pour aider votre entreprise scissionniste.

Nous serons prêts à réexaminer cette décision si vous renoncez à vos projets scissionnistes, si vous vous engagez publiquement à reconnaître et à appliquer les décisions du Congrès mondial, dans les limites précisées par les statuts actuels de l'Internationale, et si votre activité s'avérait conforme à un tel changement d'orientation.

Salutations communistes internationalistes. »

Pour le Secrétariat unifié de la Quatrième Internationale,

E. Germain

NOUVELLES PROPOSITIONS DU COMITE D'ORGANISATION

Le 10 octobre, le Bureau international du Comité d'organisation écrivait à nouveau au « Secrétariat unifié ». Après avoir réfuté les allégations contenues dans la lettre de Germain, cette nouvelle lettre formulait d'autres propositions :

« Nous continuons à penser que la paralysie de l'Internationale, qui se mesure, par exemple, dans cette période critique qu'a traversée et que traverse la classe ouvrière chilienne, par l'absence d'une réelle intervention

de la Quatrième Internationale, a laissé le champ libre à la politique du Front populaire de collaboration de classes. Il est clair qu'il est impossible de ne pas rechercher les racines de cette situation dans les problèmes soulevés par la discussion actuelle qui, répétons-le, « englobe tous les principaux problèmes de principe, de stratégie et de tactique » posés devant les partisans de la Quatrième Internationale.

Le but de notre proposition était et reste de garantir la clarification théorique des problèmes pour surmonter les déviations sectaires, opportunistes et aventuristes-gauchistes, reflets de la pression des classes ennemis, de la bureaucratie stalinienne et du réformisme sur les organisations se réclamant de la Quatrième Internationale.

Tenant compte de votre refus, nous avançons une nouvelle proposition :

— Le Bureau international du Comité d'organisation, dans sa session d'octobre, a mis à l'ordre du jour la discussion sur le rôle de la bourgeoisie nationale, de la petite-bourgeoisie dans les pays opprimés, en liaison avec le Front unique anti-impérialiste sous l'angle du bilan du combat pour la Quatrième Internationale en Amérique latine. Différents textes seront soumis à la discussion. Nous proposons que les documents retenus à l'issue de la réunion de notre bureau vous soient adressés et qu'ils soient considérés comme une contribution à la discussion du X^e Congrès.

— Le Bureau international va publier le projet de rapport sur la construction des partis révolutionnaires en Europe occidentale que vous allez soumettre à votre X^e Congrès. L'OCI prépare un texte sur cette question.

Nous vous proposons, en conséquence, que ces documents circulent dans les rangs des organisations affiliées au SU, comme contribution au X^e Congrès. De même que nous nous engageons à publier dans les rangs des organisations affiliées au Comité d'organisation tous les textes et contributions que vous estimeriez devoir être portés à la connaissance de nos militants.

Nous voudrions ajouter pour conclure : il va sans dire que, dans le respect des principes du Programme de transition de la Quatrième Internationale et de la démocratie ouvrière, sur la base d'une large et complète discussion internationale qui seule peut créer le terrain pour la définition de claires positions politiques et l'accomplissement des tâches pratiques dans la Quatrième Internationale reconstruite, nous sommes prêts à appliquer le centralisme démocratique.

Avec nos saluts trotskystes. »

*Le Bureau international
du Comité d'organisation
pour la reconstruction
de la Quatrième Internationale.*

Un an plus tard, le 15 octobre 1974, une délégation du « Secrétariat uniifié » et une délégation de l'OCI se rencontraient, sans que rien de concret n'en résulte. Après divers épisodes, en octobre 1976, une délégation du « Secrétariat uniifié » et une délégation du Bureau international du Comité d'organisation se rencontraient à nouveau et le Comité d'organisation prenait acte d'un texte que le « Secrétariat uniifié » lui soumettait, et renouvelait ses propositions dans la déclaration suivante :

« La délégation du Bureau international, mandatée par le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, après discussion avec le Secrétariat uniifié de la Quatrième Internationale, prend acte de la résolution adoptée par le SU :

« Nous proposons que le Secrétariat uniifié de la Quatrième Internationale et le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale fassent des déclarations parallèles qui soient publiées dans Rouge, Informations ouvrières et d'autres publications de la Quatrième Internationale et du Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

1. — Que le but des discussions est de renforcer la Quatrième Internationale comme organisation internationale unique basée sur le programme du trotskysme, ce qui inclut l'acceptation du centralisme démocratique.

2.— Que le Secrétariat unifié et la Ligue communiste révolutionnaire, bien qu'ayant des divergences profondes avec certaines des positions du Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale et l'OCI, les considèrent comme des organisations révolutionnaires.

3.— Que le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale et l'OCI affirment similairement que la Quatrième Internationale et sa section française, la LCR, sont des organisations révolutionnaires bien qu'elles aient de profondes divergences avec certaines des positions de ces organisations.

A partir d'un accord sur ces points, le Secrétariat unifié ouvrira une discussion organisée avec le Comité d'organisation sur la base d'un ordre du jour établi d'un commun accord. »

La délégation du Bureau international du Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale renouvelle sa proposition d'ouverture de la discussion sans conditions ni préalables entre les deux organisations internationales en vue de reconstruire la Quatrième Internationale réunifiée sur la base du programme de fondation afin de s'efforcer de surmonter les divergences qui sont à l'origine d'une scission qui dure depuis près d'un quart de siècle.

Que le but des discussions est de renforcer la Quatrième Internationale comme une organisation internationale unique basée sur le programme du trotskysme, ce qui inclut l'acceptation du centralisme démocratique.

La délégation du Comité d'organisation estime que le lien avec la Quatrième Internationale, l'affirmation de la validité de son programme caractérisent une organisation comme révolutionnaire. Le Secrétariat unifié et ses sections, le Comité d'organisation et ses organisations, les uns et les autres, défendent la nécessité de la Quatrième Internationale, affirmant les uns et les autres la validité de son programme ; cela les caractérise comme des organisations révolutionnaires. »

Mais une fois encore, le « Secrétariat unifié » traînait en longueur, se saisissait de — ou suscitait — maints

prétextes pour différer et empêcher toute discussion. Néanmoins, fin décembre 1976, une délégation du « Secrétariat unifié » assistait à la session du Bureau international du Comité d'organisation. Elle y lisait une longue déclaration, très offensive contre l'OCI et le Comité d'organisation, mais y proposait l'organisation d'une discussion publique portant sur le stalinisme et l'euro-communisme. A ce jour, la discussion n'a pas encore commencé.

Et en août 1977, sur les instances de la majorité du « Secrétariat unifié » et la recommandation de la direction du SWP, la « Tendance Lénine-Trotsky » s'est dissoute. Préalablement, la « Tendance majoritaire internationale » s'était dissoute. Il ne lui en coûta pas grand-chose, étant donné que les organismes et l'appareil du « Secrétariat unifié » qu'elle contrôlait l'organisaient de facto. Une fois encore, la direction du SWP accepte de mettre sous le boisseau les divergences fondamentales qui l'ont opposée pendant huit ans à la majorité du « Secrétariat unifié ».

L'histoire semble se répéter. Au cours et à la fin de la guerre, la direction du SWP s'est dérobée devant ses responsabilités par rapport à la Quatrième Internationale. En 1950-1953, elle a laissé le pablisme se développer et a même appuyé l'activité destructrice dirigée par le « Secrétariat international » de Pablo contre le PCI tant que l'existence du SWP ne lui semblait pas être en cause. En 1953 et 1963, elle s'est à nouveau dérobée devant les responsabilités qui lui incombaient dans la lutte contre le révisionnisme : faire vivre et faire combattre le Comité international de la Quatrième Internationale. Aujourd'hui, de la même façon qu'elle a réalisé la « réunification » sans principe de 1963, elle espère trouver un compromis organisationnel qui étouffe les divergences fondamentales. A chaque fois, ce sont les mêmes raisons qui poussent la direction du SWP à adopter de telles attitudes et positions : le « national-trotskysme », le désarroi théorique et politique. Force est de constater qu'au cours de ces années 1969-1977, si la direction du SWP s'est tenue de façon générale sur le terrain du trotskysme, des principes

généraux de la Quatrième Internationale, du programme, encore bien moins qu'en 1953 elle n'a été capable de produire une analyse qui rende effectivement compte des rapports entre les classes à l'échelle mondiale, du développement et des processus en cours au sein de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier, et encore bien moins des racines, du comment et du pourquoi de cette crise du « Secrétariat unifié », et comment la surmonter. Les textes que la direction du SWP a produits au cours de ces dernières années témoignent d'un angoissant appauvrissement théorique et politique. Dans la lutte à l'intérieur du « Secrétariat unifié », la « Tendance Lénine-Trotsky » était de ce fait considérablement handicapée. La « Tendance majoritaire internationale » avait l'avantage de proposer une analyse des relations internationales, d'ouvrir une perspective, ou prétendue telle, de construction des partis révolutionnaires de la Quatrième Internationale qui, pour être révisionniste, avait le mérite d'exister.

Comment se déroulera la préparation et la tenue du « XI^e Congrès mondial (V^e depuis la réunification) » ?

Qu'en résultera-t-il ? Le compromis organisationnel et politique réalisé sur une base favorable à la « TMI » (ou « ex-TMI ») tiendra-t-il ? Evidemment, comme au moment de la « réunification » de 1963, un voile pudique sera jeté sur les divergences fondamentales.

Cette « unité » sans principes ne peut manquer de provoquer de nouveaux ravages parmi les sections qui ont combattu sur les positions de la « TLT ». Les « réunifications » de sections se font déjà et se feront encore en sacrifiant des fractions et des organisations qui se sont battues sur les positions de la « TLT », en Espagne par exemple. Pourtant, tôt ou tard, la crise rebondira en raison des nouveaux développements de la lutte des classes et des problèmes qu'ils soulèveront.

regroupement du prolétariat sur un nouvel axe reconstruction de la IV^e Internationale

La crise de la Quatrième Internationale dure depuis vingt-cinq ans, et elle n'a cessé de s'amplifier. Si, dès 1953, le Comité international avait fonctionné, mené le combat contre le révisionnisme, pris en charge la reconstruction de la Quatrième Internationale, la crise de la Quatrième Internationale aurait été rapidement surmontée. Cela n'a pas été. Le Comité international a été paralysé. La crise de la Quatrième Internationale a atteint le Comité international, le SWP rompt avec lui pour procéder à la « réunification » sans principes de 1963. La constitution du « Secrétariat unifié » a provoqué de nouvelles ruptures à l'intérieur du « Secrétariat international » et du Comité international. le révisionnisme a été couvert. Le « national-trotskysme », après avoir provoqué l'impuissance du Comité

international depuis 1954, a provoqué son éclatement en 1971. Le caractère hybride du « Secrétariat unifié » a été la cause d'une crise qui aura nécessairement des rebondissements.

Ainsi qu'il l'a maintes fois affirmé, le Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale n'est pas une nouvelle direction internationale, il n'est pas la Quatrième Internationale. Elle doit être reconstruite. Dans le processus de sa reconstruction se formera une nouvelle direction. Comme c'est dans le processus de la construction de chaque section que se constitue, se sélectionne une direction.

Mais la question se pose : est-ce bien la Quatrième Internationale qu'il faut reconstruire ?

C'EST BIEN LA IV^e INTERNATIONALE QU'IL FAUT RECONSTRUIRE

Une première remarque s'impose : la vitalité des principes et du programme de la Quatrième Internationale s'est exprimée, y compris à l'intérieur du « Secrétariat unifié ». Le révisionnisme n'a pu aller jusqu'au bout : la destruction de sections qui, même si c'est de façon très générale, restent des organisations trotskystes, la suppression de la référence à la Quatrième Internationale. La référence à la Quatrième Internationale et à ce qu'elle représente historiquement amène toujours de nouvelles forces au sein des organisations du « Secrétariat unifié », forces qui cherchent la voie de Trotsky, du trotskysme, de la Quatrième Internationale. Les faiblesses et les insuffisances du Comité international puis son éclatement ne peuvent faire oublier que son existence et son affirmation principielle du programme et de la tradition de la Quatrième Internationale ont gardé vivante cette tradition, ont permis sa continuité. Si, à l'intérieur du « Secrétariat international », et ultérieurement du « Secrétariat unifié », la vigueur de ces principes et de ce programme s'est exprimée, si des organisations se tenant de façon très générale sur le terrain du trotskysme ont pu survivre, si le révisionnisme n'a pu aller jusqu'à supprimer la référence à la Quatrième Internationale, c'est parce que la lutte contre le révisionnisme et pour la continuité de la Quatrième Internationale a été menée. En 1950, le PCI engagea la lutte contre le révisionnisme. En 1953, le Comité international se constitua. En 1963, la déflection du SWP ne put interrompre la lutte contre le révisionnisme et pour la Quatrième Internationale. En 1971, l'éclatement du Comité international n'a pas non plus pu interrompre cette lutte et cette continuité ; la force de l'OCI, fondée sur vingt-cinq ans de combat politique intransigeant pour la Quatrième Internationale, ses principes, son programme, pour la défaite du révisionnisme liquidateur, lui a permis d'impulser la constitution du Comité d'organisation pour la reconstruction de la Quatrième Internationale.

L'approfondissement de la crise de la Quatrième Internationale a amené le Comité d'organisation à poursuivre l'analyse de ces crises profondes, à définir une stratégie de reconstruction de la Quatrième Internationale. Au cours du processus de la construction des sections et de la reconstruction de la Quatrième Internationale, se sélectionnera et se formera une direction internationale. Tout est là : la crise de la Quatrième Internationale est une crise de direction, une expression particulière de la crise de la direction révolutionnaire ; la validité et la vitalité des principes et du programme de la Quatrième Internationale, des organisations qui se réclament d'eux, en relation à la tendance à la reconstruction du mouvement ouvrier sur un nouvel axe historique, démontrent que cette question doit et peut être résolue.

C'est bien la Quatrième Internationale qui doit être reconstruite : tout le cours de la lutte internationale des classes a prouvé depuis quarante ans, et plus précisément encore depuis vingt-cinq ans, que le programme de fondation de la Quatrième Internationale, « L'agonie du capitalisme et les tâches de la Quatrième Internationale », exprime parfaitement, de façon consciente, la lutte spontanée, semi-spontanée, inconsciente, semi-inconsciente, intuitive, du prolétariat mondial pour en finir avec la société capitaliste, par la révolution, afin de construire une nouvelle société : le socialisme. C'est bien la Quatrième Internationale qui doit être reconstruite : le combat pour la construction de l'Internationale ouvrière révolutionnaire ne s'est poursuivi, et ne pouvait se poursuivre que dans le cadre de la Quatrième Internationale et en fonction d'elle. C'est seulement dans le cadre et dans la continuité de la Quatrième Internationale que l'internationalisme, que le programme de la révolution prolétarienne sont restés vivants.

Marx a volontairement dissous la Première Internationale lorsque, sous l'impact de la défaite de la Commune, le mouvement ouvrier international se cherchait, était en crise, et que l'Internationale se disloquait et ne répondait plus à ce qui avait justifié sa création et son existence. Les Deuxième et Troisième Internationales ont dégén-

néré, plus précisément elles se sont intégrées à la société bourgeoise. Pour la Quatrième Internationale, tout est différent.

La dissolution de la Première Internationale était indispensable parce que le mouvement ouvrier, dans chaque pays et internationalement, devait se reconstituer ou se constituer après la Commune sur un nouvel axe.

En ce qui concerne la Quatrième Internationale, armée de ses principes et de son programme, elle est le facteur conscient et organisateur indispensable à la reconstruction du mouvement ouvrier international et national sur un nouvel axe. Là est sa tâche et sa justification historique. Elle ne peut non plus dégénérer à la façon des Deuxième et Troisième Internationales parce qu'il n'existe pas de bases sociales pour son intégration à la société bourgeoise.

C'est en s'appuyant sur une certaine couche d'aristocrates ouvriers, au moment où l'impérialisme était dans sa phase ascendante, que se sont constituées des couches de bureaucrates, « lieutenants ouvriers de la classe bourgeoise », pratiquant une politique réformiste, qui sont devenues les ossatures des partis ouvriers de la Deuxième Internationale, et qui ont, chacunes dans leur pays, adopté et défendu le point de vue et les intérêts de leur bourgeoisie au moment où la première guerre impérialiste mondiale a éclaté, provoquant la faillite de la Deuxième Internationale. Cette fonction politique est déjà remplie, dans la mesure où les bases sociales en existent encore, par les partis social-démocrates et socialistes.

La Troisième Internationale a été entièrement liée au destin de la révolution russe et du Parti bolchevique. Elle a dégénéré avec eux, avant d'être dissoute par Staline. La base sociale des bureaucraties des PC et de l'IC est en URSS ; ils sont une projection de la bureaucratie du Kremlin, et c'est par le rapport politique avec elle qu'il leur est possible de trouver dans leurs pays les assises à leurs petites prébendes et le ciment de couches de bureaucrates.

Il n'y a pas de place de cette sorte pour la Quatrième Internationale. La

Quatrième Internationale ne peut engendrer un appareil bureaucratique, une couche de bureaucrates, comme ce fut le cas pour les Deuxième et Troisième Internationales. Ce n'est pas qu'elle soit d'une essence supérieure, il n'y a pas de conditions objectives qui le permettent.

Au sein de la Quatrième Internationale, des méthodes bureaucratiques, une mentalité de bureaucrate peuvent se développer, pas une couche bureaucratique liée directement ou indirectement à la société bourgeoise. Il n'y a pas de base sociale pour cela.

Par contre, les pressions de la société bourgeoise, les « idées » et intérêts de la bourgeoisie s'expriment nécessairement à l'intérieur de la Quatrième Internationale. La résistance à cette pression dépend de la qualité et de la vigueur de la vie politique et théorique de l'Internationale et de ses organisations, donc d'abord et avant tout des directions des sections et de l'Internationale. La place historique de la Quatrième Internationale fait qu'il ne peut y avoir qu'une alternative : ou sa destruction ou sa victoire. C'est bien la Quatrième Internationale qu'il faut reconstruire.

Comment cette reconstruction peut-elle avoir lieu ?

Le Comité d'organisation de la Quatrième Internationale ne peut ignorer superbement les organisations dont l'histoire est liée à celle de la Quatrième Internationale, qui se réclament de sa tradition, de ses principes, de son programme. Ce qui écarte a priori des groupes qui sont totalement étrangers à la tradition, aux principes, au programme de la Quatrième internationale, comme Lutte Ouvrière dont les ancêtres politiques ont toujours été contre la fondation de la Quatrième Internationale en 1938. Ce n'est pas le cas du « Secrétariat uniifié de la Quatrième Internationale » : ses origines, celles de nombre d'organisations qui y appartiennent remontent à la fondation de la Quatrième Internationale, voire à la formation en 1928 de l'Opposition de gauche internationale. Dans la lutte pour la reconstruction de la Quatrième Internationale, l'existence, l'action, la vie politique du « Secrétariat uniifié » et de ses sections ne peuvent être ignorées.

AVEC TOUS CEUX QUI CHERCHENT ET CHERCHERONT UNE ISSUE REVOLUTIONNAIRE

Pourtant, la crise qui a disloqué la Quatrième Internationale ne peut pas non plus être passée simplement aux profits et pertes. Une Quatrième Internationale théoriquement et politiquement armée, pratiquement unie derrière une direction capable de répondre à ses tâches historiques, de répondre effectivement aux problèmes de sa construction et de la construction de ses sections, pouvait se renforcer considérablement comme chacune des ses sections bien avant 1953. En 1953, l'heure de la Quatrième Internationale sonnait. Dès ce moment, la Quatrième Internationale pouvait devenir le pôle et la force organisatrice de la reconstruction du mouvement ouvrier sur l'axe de la Quatrième Internationale et de ses organisations nationales. Mais cela n'a pas été. Pire, sa « direction » développa le révisionnisme liquidateur, disloquant la Quatrième Internationale. Vingt-cinq ans plus tard, la crise qui a disloqué la Quatrième Internationale est loin d'être résolue. Dans ces conditions, la reconstruction de la Quatrième Internationale ne peut se poser seulement par rapport aux organisations qui se réclament de sa tradition, de ses principes, de son programme, mais par rapport aux développements à l'intérieur de la classe ouvrière, de la jeunesse, du mouvement ouvrier, à l'échelle de chaque pays et dans le monde. Plus exactement encore, c'est en relation et comme partie de ces développements que les relations avec les organisations se réclamant, dans le sens indiqué plus haut, du trotskysme, de la Quatrième Internationale, doivent être comprises.

La crise qui disloque la Quatrième Internationale est en effet une source de grande confusion politique supplémentaire. Elle s'ajoute à celle, « naturelle » en quelque sorte, qui procède de la domination du mouvement ouvrier depuis des décennies par les partis traditionnels, social-démocrates et staliens, de la pression et de l'action de la bourgeoisie, grande et

petite. Aboutir à la clarté théorique et politique, à la compréhension générale et particulière du mouvement de la révolution prolétarienne mondiale est extrêmement difficile. Il est certain que se constitueront des courants, tendances, groupes, organisations, peut-être des partis, à l'intérieur des vieilles organisations, qui rompront ou ne rompront pas avec elles, et à l'extérieur de ces organisations. Les uns auront tendance à progresser vers le programme de la Quatrième Internationale ; les autres seront des obstacles à cette progression ; d'autres encore seront traversés, déchirés de contradictions, allant en de multiples sens.

C'est une certitude : les partis ouvriers social-démocrates et staliens subiront des crises sans précédent, à la mesure de la nouvelle période de la révolution mondiale. Les courants, tendances, organisations, partis qui résulteront de ces crises seront très hétérogènes politiquement. Il se constituera des organisations centristes, les unes regardant vers le programme de la Quatrième Internationale, d'autres férolement anti-trotskystes. Leur constitution, leur développement dépendront dans une très grande mesure de l'activité des organisations de la Quatrième Internationale, de leur force, de leur capacité d'associer et de faire progresser, de la politique qu'elles défendront. Seule une organisation trotskiste suffisamment forte, implantée, ayant une politique qui corresponde aux besoins et aspirations des masses pourra empêcher la constitution et surtout la cristallisation d'organisations de type centriste.

Mais toutes les particularités, les contradictions de ce phénomène n'empêchent pas qu'il traduit et traduira la tendance au regroupement du prolétariat sur un nouvel axe : celui de la révolution prolétarienne, celui de la construction des partis et de l'Internationale indispensables à la victoire finale. C'est le sens du déplacement politique de millions de militants, des masses immenses du prolétariat, de la jeunesse, des couches exploitées, au cours d'un long, vraisemblablement très long cheminement aux multiples phases. Pourtant cette tendance, ce mouvement, ne peut et ne pourra se développer et parvenir à son terme de

façon objective. Toujours en relation avec l'intervention dans la lutte des classes, l'action politique répondant aux besoins et aux aspirations des masses, comme un développement normal de cette intervention, de ce combat politique, il faut ouvrir une perspective, qui ne peut être que celle de la reconstruction de la Quatrième Internationale :

« Ce qui fonde la lutte pour la construction de l'Internationale révolutionnaire et de ses partis, c'est le mouvement historique du prolétariat pour se constituer en classe dominante, qui inclut, répétons-le, comme sa composante la plus vitale, parce que consciente, l'action organisée des révolutionnaires — sinon elle ne serait qu'utopie. Ce n'est pas une vague abstraction. Ce mouvement, il s'exprime dans la mobilisation des masses contre l'exploitation dans leurs combats politiques utilisant tous les terrains de la lutte des classes, contre l'Etat de la bourgeoisie, contre son gouvernement. » (*Rapport pour le XX^e Congrès de l'OCI - La Vérité n° 569, p. 120.*)

Ajoutons également : contre les bureaucraties parasitaires et contre-révolutionnaires.

Ce sont sans conteste les bases objectives. A partir d'elles, doit être ouverte la perspective de la reconstruc-

truction de la Quatrième Internationale à tous les militants, aux travailleurs, aux jeunes, aux groupes, aux organisations qui rompent ou rompront avec la social-démocratie, les partis staliniens, ou autres, qui chercheront une issue révolutionnaire en combattant l'impérialisme et les bureaucraties parasitaires, au premier chef celle du Kremlin.

Encore est-il indispensable de préciser ce que signifie « ouvrir la perspective de la reconstruction de la Quatrième Internationale », sous peine de tomber dans une sorte d'objectivisme, de fatalisme. Cela signifie d'abord et avant tout mettre au centre de l'activité des organisations membres du Comité d'organisation le combat pour leur propre construction, et le développement du Comité d'organisation. Cela signifie entreprendre l'agitation internationaliste de masse à partir de thèmes internationaux et de campagnes internationales directement en prise avec la vie quotidienne du prolétariat, de la jeunesse, comme parties intégrantes de leur lutte de classe. Pour construire un parti révolutionnaire, il faut commencer par se conduire en parti révolutionnaire. Pour reconstruire la Quatrième Internationale, il faut commencer par assumer dans l'action politique sa continuité.

Stéphane Just,
25 août 1978.

LA VERITE

Organe du Comité central de l'Organisation Communiste Internationaliste

adhérente du Comité d'organisation
pour la reconstruction de la Quatrième Internationale

Rédaction et administration :

87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 PARIS

Abonnements :

FRANCE : **Pli non clos** : 1 an (5 numéros) : 33 F - 2 ans (10 numéros) :
60 F - 2 ans soutien : 100 F.

Pli clos : ajouter 4 F par numéro pour les frais d'envoi.

ETRANGER :

Pli non clos : 1 an : 50 F - **Pli clos** : demander à l'administration.

Tous versements : Gérard SERFATI.
Le directeur de la publication : Pierre LAMBERT.

Imprimerie Abexpress, Bondy



Commission paritaire n° 51695